Stadtarchiv Mainz

Bestand : Nachlass Oppenheim

Akte-N° : 00043-2

NL_Oppenheim_00043-2



Stadtarchiv Mainz

Bestand : Nachlass Oppenheim

Akte-N° : 00043-2

NL_Oppenheim_00043-2

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - AC

Maillol

4

STADTARCHIV MAINZ
Nachlass Oppenheim

Stadtarchiv
Mainz
NL Opp / 43,2
Oppenheim

109

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 1

Le numéro: 40 Pfennig

Jede Nummer 40 Pfennig

Le Rhin Illustré
Der Rhein im Bild

Paraissant tous les Samedis
Erscheint jeden Samstag

Inserate: die sechsgespaltene Nonpareille-Zeile Mk. 2.–, Bei Wiederholungen Rabatt nach Tarif.

No 3 Samedi 24 Mai 1919

Samstag, 24. Mai 1919 No 3

Pour tous écrits et communications s'adresser: Le Rhin Illustré, Mayence ▫ Alle Zuschriften sind zu richten: Der Rhein im Bild, Mainz

Ce qu'il veut:

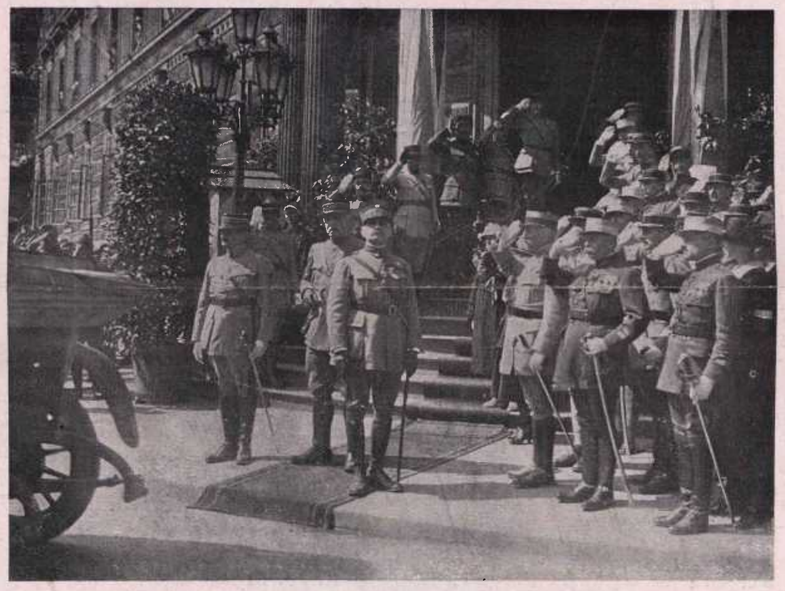
Encourager l'esprit et le commerce rhénan. Intéresser le soldat français à la vie locale.

Was wir wollen:

Rheinisches Leben und Handel fördern. Die französischen Soldaten für das rheinische Leben interessieren.

La Révolution de 1848 au pays rhénan

Aussitôt connue, en 48, la nouvelle de l'insurrection parisienne, les forces libérales de l'Allemagne se soulevèrent de toutes parts; à Mannheim, à Trèves, on s'assembla pour formuler des revendications; le 1er Mars, Stuttgart manifesta; le 2 et le 3, ce fut le tour de Cologne; le 5, celui d'Aix-la-Chapelle; quelques jours plus tard, celui de Bonn et Dusseldorf; en Hesse, dans le Nassau, le Wurtemberg, la Saxe, la Bavière, le mouvement se propagea; à Vienne la révolution éclata le 13 mars et elle détermina la chute de Metternich; le 18, c'est le tour de Berlin, où l'émeute est si forte que Frédéric-Guillaume IV, le roi « Cartouche » comme l'appelaient ses sujets, retire ses troupes de la ville et est contraint d'arborer non plus les couleurs prussiennes, mais les couleurs allemandes. Dans cette affaire, les Rhénans jouent un rôle considérable. Dès le début du mois de mars, une députation de Cologne et de 34 autres villes du pays rhénan est partie pour la capitale demander au roi la convocation des députés des peuples allemands; et ce sont les lenteurs apportées par Frédéric-Guillaume à répondre à ces doléances qui entraînent la crise.



Arrivée du maréchal Foch sur la place du palais impérial de Wiesbaden
Ankunft des Marschall Foch vor dem Kaiserpalast in Wiesbaden

C'est que dans l'histoire du libéralisme allemand, si complexe, où le libéralisme affecte tantôt une allure unitaire avec attraction autrichienne ou prussienne, tantôt une allure particulariste et généralement francophile, le libéralisme rhénan est nettement antiprussien et à tendances françaises. Les catholiques ont conclu avec les démocrates une alliance pour la libération commune; ils l'affichent hautement au congrès de Mayence en octobre 1848 et ils en donnent comme raison qu'ils ne doivent pas repousser l'arme nécessaire à leur défense.



La fantasia au concours hippique
Fantasia der Spahis beim Pferderennen

« Quelques jeunes gens qui possèdent la confiance du peuple, déclare Lasinsky exposant pourquoi son parti a embrassé la politique de Francfort, — quelques jeunes gens se mirent en devoir de tracer un programme; parmi eux il y avait quelques ennemis de l'Eglise, mais nous n'avions pas à choisir. Au moment du naufrage, tout le monde, amis et ennemis, se cramponne à la planche de salut. »

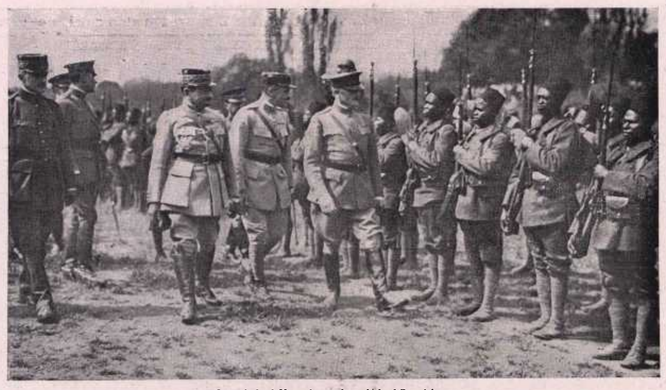
Die Revolutionstage des Jahres 1848 im Rheinland

Sobald im Jahre 48 die Kunde vom Pariser Aufstand bekannt wurde, erhob sich allenthalben die Macht des deutschen Liberalismus. In Mannheim und Trier berief man Versammlungen, in denen Forderungen aufgestellt werden sollten. Am 1. März kam es in Stuttgart zu Kundgebungen, am 2. und 3. kam die Reihe an Köln, am 5. an Aachen und einige Tage später an Bonn und Düsseldorf. In Hessen, Nassau, Württemberg, Sachsen und Bayern breitete sich die Bewegung aus; in Wien kam es am 13. März zum Ausbruch der Revolution, die zum Sturze Metternichs führte. Am 18. März kam Berlin an die Reihe, wo der Aufruhr so heftig wurde, daß Friedrich Wilhelm IV., der „Kartätschenkönig", wie seine Untertanen ihn nannten, seine Truppen aus der Stadt zurückzog und gezwungen wurde, nicht mehr die preußischen, sondern die deutschen Farben zu hissen. In dieser Lage spielten die Rheinländer eine bedeutsame Rolle. Zu Beginn des Monats März reiste eine Abordnung von Köln und 34 anderen Städten des Rheinlands nach der Hauptstadt und forderte vom König die Einberufung der Abgeordneten des deutschen Volkes. Die Langsamkeit und Trägheit aber, mit der Friedrich Wilhelm an die Beantwortung dieser Beschwerden heranging, hatte eine Krisis zur Folge.

In der Geschichte des so verwickelten deutschen Liberalismus, in der dieser unter der Macht des österreichischen und preußischen Einflusses bald eine erkünstelte unitarische, bald eine partikularistische und allgemein franzosenfreundliche Haltung an den Tag legte, ist der rheinische Liberalismus unzweideutig preußenfeindlich und offenbart französischen Charakter. Die Katholiken haben zur gemeinsamen Befreiung ein Bündnis mit den Demokraten geschlossen. Nachdrücklich kündigten sie es auf dem Mainzer Kongreß im Oktober 1848 an und zwar mit der Begründung, daß sie die zu ihrer Verteidigung notwendige Waffe nicht zurückweisen dürften.

„Einige junge Leute, die das Vertrauen des Volkes besaßen," so

Lenning, chanoine de Mayence, et Harding, conseiller au tribunal de la même ville, rappellent avec indignation l'infâme traitement qu'avait dû subir naguère l'archevêque von Droste. Dans toutes les villes du Rhin, ce ne sont qu'insurrections. A Aix-la-Chapelle, en mars, en avril, on attaque les troupes, les postes de garde. A Cologne, manifestations analogues. A Trèves, devant le mouvement populaire le gouvernement veut faire partir le 30e régiment d'infanterie recruté dans le pays, et le remplacer par le 20e, originaire de l'Est; la foule s'y oppose; la troupe charge. Indignée, la foule parle de chasser les soldats « étrangers ». On forme une garde civique, on donne l'assaut à la maison d'arrêt; des barricades surgissent; il y a des morts et des blessés. A Dusseldorf, lorsqu'arrivent les nouvelles de Berlin, on illumine; des cortèges parcourent les rues, torches allumées; ce ne sont qu'insultes aux troupes qu'on rencontre: « Preussen! Saupreussen! » (Prussiens! Cochons de Prussiens!). A Mayence, on forme un Comité civique et une garde nationale; le 19, le 20, le 21, le 22, le 23, citoyens rhénans et soldats prussiens se battent d'abord à coups de poing, puis les armes à la main. De juin 1848 à avril 1849, les passions s'assoupissent un peu, mais le moindre incident suffit à réveiller l'hostilité latente. Au mois d'août, lors de la fête du sixième jubilé séculaire de la fondation de la cathédrale de Cologne, Frédéric-Guillaume IV est accueilli à son passage à Dusseldorf par des sifflets et des injures ; à Cologne, pas un seul cri de bienvenue ne le salue ; il passe au milieu d'une hostilité méprisante. En septembre, la police veut arrêter des nationalistes rhénans ; elle parvient à en saisir deux, les autres lui échappent; elle veut réquisitionner mille hommes de la garde nationale pour s'emparer d'eux ; le bourgmestre refuse de signer l'ordre; les Colonnais brisent les vitres de la préfecture de police, élèvent des barricades. Le gouvernement proclame l'état de siège, dissout et désarme la garde civique et se protège avec des canons.



Le général Mangin et le général Pershing passant la revue à Mayence
General Mangin und General Pershing bei einer Parade in Mainz

Le refus opposé par Frédéric-Guillaume IV aux libéraux allemands d'adhérer comme le reste de l'Allemagne à la constitution de Francfort détermine l'insurrection générale des pays rhénans. Mis en demeure de s'exécuter, le monarque prussien répond en concentrant de nombreuses troupes et en décrétant la mobilisation générale du corps d'armée rhénan. A Cologne, les mesures sont si bien prises que la population est impuissante; mais partout ailleurs, des hommes de la Landwehr refusent d'entrer au dépôt; à Dusseldorf, de graves collisions se produisent entre les soldats et le peuple. Le tocsin sonne, des barricades se dressent, surmontées du drapeau rouge ; les ouvriers tirent des coups de fusil, lancent pierres, tuiles, immondices. Les troupes amènent des canons et prennent d'assaut les barricades ; vingt citoyens sont tués ; beaucoup sont blessés.

Les restes du Parlement de Francfort se sont réfugiés à Stuttgart ; parmi les cinq membres du conseil de régence, deux sont rhénans ; Schuler (des Deux-Ponts) et Raveaux. La résistance se transporte en Bade et dans le Palatinat et réussit à réunir une armée de 30.000 hommes ; mais mal instruite, sans cohésion, elle est dispersée en quelques semaines. Les tendances françaises ne pouvaient se faire jour ouvertement ; les chefs du mouvement, pour faire aboutir leur campagne antiprussienne, durent faire cause commune avec les libéraux unitaires ; cependant de leurs articles, de leurs discours, ressort un amour toujours vivace pour la France. Assurément, certains révolutionnaires ont marqué quelque réserve et ont déclaré que la seconde République accorderait aux démocrates allemands son plein concours sans songer à en retirer le moindre avantage ; mais il est certain que l'apparition des troupes françaises eût changé les positions déjà prises.

Sur tout le territoire de l'ancienne Confédération, c'est au chant de La Marseillaise que le mouvement se propage ; à Cassel, l'éditeur Raabe là vend par stocks en même temps qu'il publie les Republikanische Lieder und Gedichte deutscher Dichter. C'est de Paris, le 1er Avril, qu'Herwegh lance son appel aux révolutionnaires allemands. Lui et Hecker sont en relations étroites avec Ledru-Rollin. A Cologne, on chante La Marseillaise dans les rues et les brasseries : « Surtout dans le Rheinland, écrit Hartmann, les nouvelles de Paris eurent un effet foudroyant . . . . On menace de se réunir à la France ».

Ainsi retentit au pays rhénan cette révolution de 1848 qu'animait tant de noblesse et de générosité.

□□

erklärte Lasinsky bei der Darlegung, weshalb seine Partei die Politik von Frankfurt mitgemacht hat, „machten es sich zur Pflicht, ein Programm zu entwerfen. In ihren Reihen befanden sich einige Gegner der Kirche, aber für uns gab es keine Wahl. Im Augenblick des Schiffbruchs klammert sich jedermann, Freund und Feind, an das rettende Brett."

Der Domherr Lennig von Mainz und der Gerichtsrat Harding von der nämlichen Stadt erinnerten mit Entrüstung an die niederträchtige Behandlung, die vor kurzem der Erzbischof von Droste hatte erdulden müssen. In allen Städten des Rheins gab es nur Aufstände. In Aachen griff man im Monat März und April die Truppen und Wachtposten an. In Köln kam es zu ähnlichen Kundgebungen. In Trier wollte die Regierung vor dem Volksaufstand das im Lande ausgehobene 30. Infanterieregiment verlegen und durch das aus dem Osten stammende 20. Infanterieregiment ablösen lassen. Dem widersetzte sich die Masse des Volkes. Die Truppen schritten mit den Waffen ein. Voller Entrüsiung sprach die Volksmenge davon, die „ausländischen" Soldaten zu verjagen. Man bildete eine Bürgerwehr, stürmte das Arresthaus und errichtete Barrikaden. Es gab Tote und Verwundete. Als die Neüigkeiten von Berlin in Düsseldorf eintrafen, illuminierte man die Stadt. Umzüge durcheilten mit brennenden Fackeln die Straßen. Den Truppen, denen man begegnete, wurden nur Schmähungen wie „Preußen, Saupreußen" zuteil. In Mainz rief man ein Bürgerkomitee und eine Nationalgarde ins Leben. Am 19., 20., 21., 22. und 23. schlugen sich rheinische Bürger und preußische Soldaten anfangs mit den Fäusten, dann aber griff man zu den Waffen. Vom Juni 1848 bis April 1849 legten sich die Leidenschaften ein wenig, aber der geringste Zwischenfall genügte, die schlummernde Feindschaft wieder wachzurufen. Im Monat August, zur zeit der 6. Jahrhundertfeier der Gründung des Kölner Domes, wurde Friedrich Wilhelm IV. auf seiner Durchreise in Düsseldorf mit Pfeifen und Schimpfen empfangen. In Köln begrüßte ihn nicht eine einzige Stimme des Willkommens. Mitten in Feindseligkeiten und Verachtung ging er dahin. Im September wollte die Polizei rheinische Nationalisten verhaften. Es gelang ihr, zwei davon zu ergreifen, die anderen entkamen. Tausend Mann der Nationalgarde wollte sie auftreiben, um sich ihrer zu bemächtigen. Der Bürgermeister weigerte sich, den Befehl zu unterzeichnen. Die Kölner schlugen die Scheiben des Polizeipräsidiums ein und richteten Barrikaden auf. Die Regierung rief den Belagerungszustand aus, löste die Bürgerwehr auf, entwaffnete sie und schützte sich mit Kanonen.

Die Weigerung Friedrich Wilhelms IV. gegenüber den deutschen Liberalen, wie das übrige Deutschland die Frankfurter Verfassung anzuerkennen, führte zum allgemeinen Aufstand der Rheinlande. Die Aufforderung, sich dieses notwendigen Opfers zu bequemen, beantwortete der preußische Monarch mit der Zusammenziehung zahlreicher Truppenverbände und mit dem Befehl, das rheinische Armeekorps vollständig zu mobilisieren. In Köln hatte man so gute Maßregeln ergriffen, daß die Bevölkerung ohnmächtig blieb. Aber sonst überall weigerten sich die Landwehrleute, sich bei ihrem Truppenteil zu melden. In Düsseldorf ereigneten sich schwere Zusammenstöße zwischen Soldaten und dem Volke. Die Sturmglocke läutete, und Barrikaden, mit der roten Fahne überdeckt, türmten sich auf. Die Arbeiter schossen und warfen mit Steinen, Ziegeln und allerlei Unrat. Die Truppen fuhren Kanonen auf und stürmten die Barrikaden. Zwanzig Bürger wurden getötet, viele verwundet.



Scène du concours hippique de Wiesbaden
Momentbild vom Pferderennen in Wiesbaden

Die Reste des Frankfurter Parlaments flüchteten nach Stuttgart. Unter den fünf Mitgliedern des Regentschaftsrates befanden sich zwei Rheinländer. Es waren Schuler (aus Zweibrücken) und Raveaux. Der Widerstand pflanzte sich nach Baden und der Pfalz weiter, und es gelang, eine Armee von 30000 Mann zusammenzubringen. Aber schlecht ausgebildet und ohne Zusammenhang wurde sie in einigen Wochen auseinandergesprengt.

Die französischen Bestrebungen konnten nicht offen zum Durchbruch kommen. Die Führer der Bewegung mußten, um ihren preußenfeindlichen Feldzug ausreifen zu lassen, mit den nach Einheit strebenden Liberalen gemeinsame Sache machen. Jedoch aus ihren Schriften und Reden atmete eine immer glühende Liebe zu Frankreich. Freilich haben gewisse Revolutionäre einige Zurückhaltung gezeigt und erklärt, daß in den Augen der deutschen Demokraten die zweite Republik ihrem völligen Zusammenbruch gleich käme, ohne daran zu denken, auch nur den geringsten Vorteil daraus zu ziehen. Aber es ist sicher, daß das Erscheinen französischer Truppen die schon bestehenden Verhältnisse geändert hätte.

Auf dem ganzen Gebiet des ehemaligen Bündnisses trug das Lied der „Marseillaise" zur Ausbreitung der Bewegung bei. In Cassel verkaufte es der Verleger Raabe massenweise und veröffentlichte gleichzeitig die „Republikanischen Lieder und Gedichte deutscher Dichter". Von Paris aus erließ Herwegh am 1. April seinen Aufruf an die deutschen Revolutionäre. Er und Hecker standen in engen Beziehungen zu Ledru-Rollin. In Köln sang man die Marseillaise auf den Straßen und in den Bierlokalen. „Ueberall im Rheinland", so schreibt Hartmann, „machten die Pariser Nachrichten einen niederschmetternden Eindruck. — Man droht, sich mit Frankreich zu vereinigen".

Dieser Art war also die Revolution des Jahres 1848, wie in Frankreich, so hatte diese Revolution auch in den Rheinlanden einen edlen und lobenswerten Zweck.

□□

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 2

La littérature française et la guerre

Le Président Poincaré rendait l'autre jour à la Sorbonne un solennel hommage aux écrivains morts pour la patrie. Il disait la gloire de chacun et démontrait combien cette jeunesse intellectuelle si méconnue et décriée avait su remplir tous ses devoirs à l'heure du danger.

Voilà ce qu'il faut dire et ce qu'il faut répéter pour combattre certaines idées qui s'accréditaient faussement à l'étranger. L'âme française est si complexe et si déconcertante qu'il n'est point aisé de la connaître et de la comprendre. Tel est demeuré de longues années à Paris qui jamais ne comprit notre sensibilité, pour tel autre au contraire il a suffi d'une émotion, d'un simple mot.

A considérer les œuvres de beaucoup d'écrivains avant la guerre on aurait pu penser que les français avaient perdu avec le goût de l'action le sens des grands devoirs et des nécessités profondes.

Il ne faut voir en de pareilles boutades que l'expression de la lassitude et du désenchantement. Ce qui frappait le plus l'étranger en France c'était un caractère général de paresse qui s'affirmait dans tous les domaines sans excepter celui de la littérature. « Je vends ce que tu achètes devenait la règle générale et la littérature cédait à des nécessités uniquement commerciales.

Pourtant dès 1910 il était permis de constater des signés nombreux de renouvellement littéraire. Un besoin d'action, une fièvre de luttes, le sentiment des grandes choses de demain travaillaient la jeune génération, on en trouverait des traces multiples dans l'œuvre de cet ardent Péguy qui devait trouver au début de la guerre une fin glorieuse, comme dans l'œuvre de Psichari destinée également à tomber, de ce Psichari impuissant à satisfaire dans la vie contemporaine cette soif d'inconnu qui le tourmentait et poursuivant sur les sables africains les formes vagues d'un grand rêve imprécis. A lire aujourd'hui l'Appel des Armes où Psichari a mis le meilleur de lui-même on aperçoit l'inquiétude du lendemain et on pressent le tumulte des batailles. On découvre les mêmes sentiments dans ce livre que Riou intitulait magnifiquement : « Aux écoutes de la France qui vient ».

Quand se déchaîna le grand conflit la jeunesse intellectuelle de France tint à affirmer les belles vertus qu'elle tenait en réserve et qui ne demandaient qu'une occasion pour s'exercer. Certes les aînés furent beaux et prouvèrent amplement qu'ils tenaient aussi bien l'épée que la plume, Peguy, Psichari, Emile Nolly, Cassagnac, Dumas, Gilbert et tant d'autres offrirent leur vie avec une absolue générosité, mais comment ne pas éprouver une particulière sympathie pour ceux qui n'eurent point encore le temps de donner une forme à tout ce qui chantait en eux de rêve et de vérité ?

Barres leur a rendu un bel hommage dans « Les diverses familles spirituelles de la France ». Il a évoqué leurs mémoires diverses entre autres celles d'Albert Thiery, de Lionel des Rieux, de Gounelle, de Roger Cahen aussi dont les lettres du front révèlent de si fortes qualités lyriques ; cette dernière particulièrement.

« Splendeur du jour naissant, aucun hymne n'égalera celui qui monte dans l'âme des hommes qui veillent dans les tranchées quand, après des heures d'attente, ils sentent, puis voient apparaitre et grandir le jour triomphant. A ces instants là j'ai tout un orchestre en moi. Si je pouvais noter ces chants intérieurs qu'aucun concert ne me rendra jamais. »

Mais que d'autres noms encore il faudrait ajouter à la liste et dont le souvenir tombera dans la poussière si nous ne prenons garde de les entretenir avec soin. Parmi ceux-là il en est deux auxquels nous devons un salut particulier : Ce sont Paul Lintier et Eugène Pic.

Né à Mayenn en 1893 Paul Lintier fit à Lyon ses études de droit. Il ne tardait point à y fonder une revue : « Le Lyon étudiant » ou tel croquis de lui, telle esquisse affirment d'admirables qualités de style. Disciple de Moupassant il n'y parvenait d'ailleurs point toujours sans difficultés et l'effort se révèle à certaines pages. Pénétré du désir de se distinger et de ne ressembler en rien à cette foule bourgeoise dont il avait le mépris, car il avait le mépris du bourgeois, un mépris constant et furieux. Il publie en 1914 son Croquis une forte série d'études paysannes écrites dans une langue ferme et heurtée qui sent la terre et la sueur. On peut s'étonner qu'une œuvre aussi violente et sûre n'ait point davantage frappé l'opinion, il y avait déjà dans ce livre beaucoup plus qu'un début. Il se produisait alors dans la jeunesse universitaire de forts courants d'idées, ardent et combatif Lintier tint à s'y mêler, il y apporta des idées originales, audacieuses parfois et inspirées d'un socialisme assez décidé. La guerre éclate, Lintier est blessé le 22 Septembre 1914, évacué il demande à retourner au front et le 15 Mars 1916 il tombe à Jeandelincourt en Lorraine. Son livre : « Ma pièce publié en 1916 eut un énorme succès mais ceux-là seuls y virent une révélation qui n'avaient pas lu les œuvres antérieures de Lintier. Quant au Tube 1233 on lui trouve de moindres qualités l'auteur en eut certainement modifié l'aspect.

Personne n'a dit assez à quelles destinées littéraires Lintier pouvait prétendre, rien n'eut échappé à cet œil curieux ardent et fureteur, à cet esprit occupé à cueillir impitoyablement les idées les mots et les images. On cite de lui volontiers ses premières impressions au feu :

« Ce bouillonnement d'animalité et de pensée qui est ma vie tout à l'heure va cesser. Mon corps sanglant sera étendu, sur le champ. Je le vois. Sur les perspectives de l'avenir qui toujours sont pleines de soleil un grand rideau tombe. C'est fini. Ce n'aura pas été très long. Je n'ai que vingt et un ans. Si c'est ma mort à moi, je consens, c'est fait. J'aurais cru que c'était plus difficile. »

Eugéne Pic fait avec Paul Lintier un vivant contraste. Jeune poéte qui rêve la vie sans en apercevoir jamais les duretés brutales il vit dans un monde étrange d'imagination et de beauté. Il traverse la guerre



Les sénégalais à Weisenau près de Mayence
Die Senegalneger in Weisenau bei Mainz

Une nouvelle histoire de la Jungle

2 février 1919.

La jungle allemande a souffert : il y a des tués, des blessés, des disparus... C'est un chapitre de guerre assez dramatique. Je viens de recueillir à ce sujet quelques précisions intéressantes. Et de qui ? De Wilhelm Hagenbeck en personne !

Vous connaissez, au moins de nom, Hagenbeck de Hambourg, qui fait commerce de fauves et qui se considère comme le roi de la jungle germanique. Il ne craint pas de s'intituler « Grösste Raubtierdressurschau der Erde » (le plus grand dresseur de bêtes sauvages de la terre) et inscrit en tête de son papier à lettres comme adresse télégraphique ce simple mot : « Elephantus ! »

Donc, j'ai vu Hagenbeck. Il est ici à Coblence avec sa ménagerie sur les bords de la Moselle où, pendant un mois, il donnera des représentations. L'autre jour, à Diez, le commissaire militaire français fut stupéfait quand, en gare, entra un train d'où partaient des cris et des rugissements inquiétants. Il n'avait pas été prévenu par les Américains de l'arrivée des pensionnaires d'Hagenbeck. Il téléphona pour obtenir des renseignements :

— Allo, allo, un train de lions, de tigres, d'ours, est arrivé. Que faut-il en faire ?

Au bout de quelques heures tout s'arrangea. On apprit que ces élèves de la jungle étaient destinés au secteur du général Dickmann...

Hagenbeck, tout en continuant à dompter les lions pendant la campagne, a superbement dompté sa propre faim. C'est un colosse à la mine colorée, au double menton, bedonnant, et qui, en dehors de la cage, redevient doux comme un humanitaire. Il nous fait les honneurs de son établissement.

— Que de pertes, que de pertes depuis quatre ans ! fait-il avec un soupir. Sur trois cents animaux, il ne m'en reste qu'une soixantaine...

— Quels ont été les plus résistants ?

— Les lions et les tigres. Les premières victimes du régime de guerre ont été les singes, les girafes, les lamas et mes pauvres chameaux.

— Vous les regrettez particulièrement ?

— Oui, les chameaux sont affectueux, ils ont été utiles jusqu'au bout...

— Qu'entendez-vous par là ?

— Eh bien, ils ont servi de nourrir aux lions et aux tigres. La viande de chameau, c'est excellent. Sachez qu'un lion dévore quotidiennement quatorze à dix-huit livres de viande. Nos fauves sont restés parfois deux ou trois jours sans manger. C'était navrant. Alors nous abattions les malades pour nourrir les plus robustes. Tous nos zèbres ont été ainsi dévorés !

— On a raconté que vos fauves avaient servi au ravitaillement de la population allemande ?

— C'est en grande partie une légende. La vérité c'est qu'à Chemnitz il a fallu tuer dix éléphants dont les meilleures pièces ont été vendues à la boucherie. Beaucoup de personnes en ont goûté. — Quelle tristesse pour nous, d'être obligés d'en venir à cette extrémité ! — A l'heure actuelle, en Allemagne, un éléphant, en raison du blocus, ça coûte dans les cinquante mille marks !

Nous avons eu toutes sortes de malheurs avec nos fauves. Un jour, nous leur avons servi des quartiers de chevaux morts de je ne sais quelle épidémie. Le lendemain, dix de nos bêtes crevaient...

— Et à Hambourg, que se passe-t-il ?

— Hambourg, c'est un cimetière. Le Tiergarten (jardin zoologique) est un endroit de désolation. Là aussi la mort a fait des ravages inouis.

— Possible, mais les fauves que vous nous montrez là sont en fort bel état !

— Bien sûr. Ils sont tout à fait retapés. A Cassel, c'était une bombance continuelle. L'armée nous vendait cent chevaux morts par jour ! Vous voyez ce régal pour les amateurs de viande de notre ménagerie. Ils engraissaient à vue d'œil. Ils sont remis de leurs souffrances et désormais ils sont hors d'affaire...

Hagenbeck nous explique ensuite qu'il est très heureux de se trouver avec tous ses élèves sur la rive gauche du Rhin sous la protection des alliés :

— Dans les grandes villes, dit-il, quand ça s'agite, les affaires sont paralysées ; et puis, avec les bolcheviks, on ne sait jamais si la recette ne sera pas pillée.

— Les bolcheviks sont des fauves d'un autre genre.

— Oui, répond Hagenbeck, mais je préfère les miens. Ils ne me voleront pas mon argent. Au contraire, ils m'en procurent, tandis que les bolcheviks...

Extrait du livre de François de Tessau ; De Verdun au Rhin, Renaissance du Livre éditeur.

□□

Comment nos idées sont accueillies

Il nous a été agréable de recueillir un article du journal parisien L'Exportateur qui loue très vivement l'effort réalisé à Deux-Ponts et souhaite qu'on entreprenne au pays rhénan une foire d'une portée plus grande encore.

en amateur, curieux d'y trouver de belles images et de riches impressions et son esprit charmant transfigure avec une aisance unique les choses les plus médiocres. Trois fois blessé il a été roulé en tous points du front par les hasards de la vie militaire, il a combattu dans les Vosges, en Lorraine, à Verdun, dans la Somme et jamais pourtant à travers ses lettres et ses écrits on ne recueille un mot d'amertume ou de regret. Nourri de Chateaubriand il lui à emprunté un gout trop décidé pour les images types qui semblent poser et lever un peu la tête mais il unit dans un mélange ravissant les styles les plus divers. Il faut lire dans « Figures et Choses du Front » ce d'elicieux chapitre ou il flétrit les trois ennemis du poilu : les totos, le civilet l'embusqué ».

La fin d'Eugéne Pic est légère et charmante. A l'instant de tomber on le trouve distribuant des muguets à sa section dans un gracieux : « Fleurissez vous, mesdames »

Avec ces jeunes la littérature française a perdu d'incomparables richesses, qui donc dira quelle force nouvelle ils eussent apporté dans la bataille des idées et dans le conflit des sensibilités, est-ce vraiment trop demander aujourd'hui que d'envelopper leur mémoire d'un respect profond.

□ □

Variétés

Impression de voyage

Un voyageur débarquant jadis à Troyes en France demandait son chemin à une femme rousse. Celle-ci lui répondit sur un ton peu gracieux. Aussitôt il prit son carnet et nota : « Toutes les femmes de Troyes sont rousses et acariâtres. »

Un peu semblable à ce voyageur, le jour où je reçus l'ordre ainsi conçu « M. X. se rendra à Mayence où il se présentera . . . . » je crus être jeté chez un peuble blond, pourvu de grands pieds, de grosses chevilles, de larges hanches.

Gardons nous en principe des jugements préconçus. A la descente du train il me fallut changer d'opinion. Je n'étais pas sans savoir qu'il y avait en ville de nombreuses dactylographes aussi au sortir de la gare je pensais : « Femme brune, jolie taille, jolis pieds, agréables chevilles, c'est une française. Mais un peu plus loin même remarque et plus loin de même et encore de même. Trouvant mes compatriotes bien nombreuses, et commençant à mettre en doute leur nationalité l'invoquais l'ignorance du chemin, et obtins plusieurs réponses qui éclairèrent ma religion. J'étais en présence de rhénanes ; d'ailleurs charmantes.

A part peut être, un brin d'inexpérience dans la toilette, les robes étaient de bonne coupe, les corsages gracieux. Beaucoup moins d'analogie avec Berlin qu'avec Paris.

Et, depuis, je me demande quel rapport physique peuvent bien avoir ces gens avec les lourds prussiens ? Telle rencontrés hier, a le visage ovale, les yeux sombres, le nez fin, on dirait d'une Arlésienne, telle autre, avec sa figure chiffonnée, parait venir directement des boulevards parisiens, celle-ci majestueuse et sculpturale est grecque.

Oh ! impossible hypothése. Ces jolies mains étroites et unies, ces pieds cambrés, seraient : « Made in Germany. »

Dernièrement, un guide ouvert par hasard, m'apprit que Bingen était réputée pour la beauté des femmes. Le renseignement valait le voyage. Mêmes remarques qu'à Mayence. Une seule explication peut résoudre le problème. Admettre l'éxistance d'une race spéciale, race ancienne et si bien fixée qu'elle s'est maintenue malgré le mélange d'un sang étranger.

Quel savant sera capable d'indiquer l'origine de cette race, de préciser les éléments qui la constituèrent. Ses affinités avec les peuples actuels et celui dont elle se rapproche le plus.



Le maréchal Foch arrivant à la gare de Mayence
Der Marschall Foch bei seiner Ankunft am Hauptbahnhof Mainz

□ □

Divers

Les rhénans cherchent à faciliter la vie aux poilus ignorants de leur langue ; c'est pour cela qu'à Landau ils ont traduits en un français pittoresque et fantaisiste les annonces, réclames, ainsi que les indications, telles que ; Hommes, Dames, Sortie, Entrée.

On peut même lire sur une pancarte du Casino-Théatre au-dessous de « Notausgang » : Issue du péril.

Ils veulent probablement parler de la porte de secours.

Le Field Service Bulletin américain publie une lettre qui lui aurait été écrite, paraît-il, par un soldat américain ayant longtemps séjourné à Coblence. Nous en citons seulement les premières lignes :

« Cher Bulletin. — Es ist long temps since I have vous écrit parce qu'ich kann no longer parler ordinary Anglais und I had peur that sie would nicht verstehe pas. Wir sind en Alsace, vous savez, und too many langues spoil the vocabulaire, nicht wahr ? Die Leute par ici speak Allemand, les Soldats talk French fluently and wir, qui parlent anglais, gt all mixed up. The Deutscherishers talk Français and English un petit peu the poilus sprichen Deutsch and English ein wenig Darum wir parlent a little bit of tous les trois. »

On devait parler une langue du même genre à l'ombre de la Tour de Babel.

Nos lecteurs se rappellent que dans notre numéro du 10 Mai nous leur avons déjà exposé l'utilité d'une pareille tentative.

Un immeuble de Deux-Ponts a été transformé pour la circonstance : tentures sobres et claires, larges frises, plantes vertes, c'est dans un cadre du meilleur goût que les objets deposés ont éte mis en valeur. La plupart des industries sont représentées et, comme toujours, nos produits de luxe attirent surtout l'attention : soieries, parfumerie, orfèvrerie, nouveautés peuvent faire croire un instant aux visiteurs qu'un coup de baguette magique les a transporté dans le quartier de l'Opéra. Dans une autre salle, les objets d'utilité : voyage, électricité, imprimerie, hygiène sont présentés aussi bien que le permet la place disponible. Aux étages, l'ameublement, la librairie, les textiles manufacturés sont également l'objet des curiosités.

En elle-même, cette Exposition est fort intéressante. Son but est de faire connaître notre industrie et notre commerce aux habitants des régions occuppées par nos troupes et de montrer aux Palatins que la France peut leur fournir, dès maintenant, les objets dont ils ont besoin. Mais dans les conditions où elle existe actullement, il y a lieu de se demander si elle remplit le but qui lui est assigné et si sa portée est vraiment suffisante.

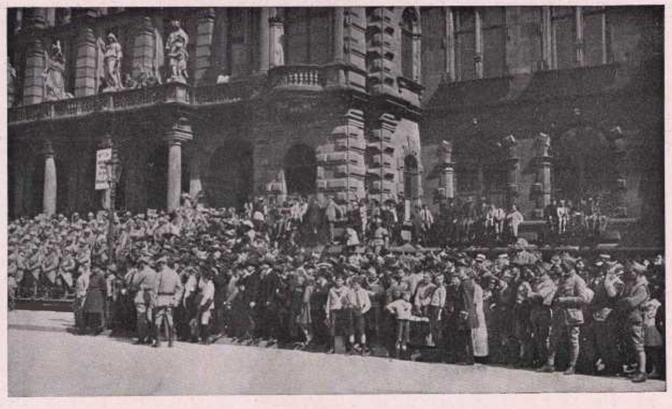
Je me permets d'en douter et deux raisons motivent mon opinion. La première est que Deux-Ponts n'était pas très qualifiée pour abriter une manifestation de ce genre. Située au sud-ouest du Palatinat, cette ville, relativement peu importante, est trop éloignée des grands centres du Nords. Le choix eut gagné d'être porté sur l'un d'eux ; des pays riches d'usines ou de vignobles eussent assuré plus de visiteurs et, partant, plus d'acheteurs, éventuels. Le second point noir est le petit nombre d'exposants qui ont répondu à l'appel : il est insignifiant quant à celui qu'il devrait être. Si les industries présentes sont diverses, la quantité d'exposants dans chacune d'elles est très limitée ; trop souvent, même, une maison représente à elle seule toute la corporation. . .

Cela ne suffit pas. Une manifestation de ce genre est parfaite s'il s'agit seulement de faire acte de présence et de montrer ce dont nous sommes capables. Mais il y a mieux à faire et si nous voulons traiter des affaires dans le pays, il faut adopter une autre méthode. Sans vouloir chercher trop loin des réalisations impossibles, il serait nécessaire qu'une véritable Foire d'échantillons ait lieu, bien établie, sur de larges bases et avec l'appui officiel non seulement du ministère de la Guerre, mais aussi et sourtout du commerce. Je le répète, les efforts des organisateurs de Deux-Ponts sont dignes d'éloges, mais il n'est vraiment pas logique que le soin d'une propagande commerciale ait été laissé à des militaires. Appliquons donc la formule : The right man in the right place ; propagande de l'idée, c'est le rôle de l'armée, — propagande commerciale, c'est celui de l'homme d'affaires.

Pourquoi ne pas organiser au pays rhénan — dans des conditions naturellement beaucoup plus modestes — une Foire du genre de celles de Paris ou de Lyon ? Rien ne s'y oppose ; la question des transports, la plus importante, dépend de la bonne volonté ministérielle, et si, à défaut d'un sénateur tout-puissant, il se trouvait un homme énergique qui veuille prendre la chose en mains, toutes les difficultés s'aplaniraient comme par enchantement.

Il y a un « mais ». Pour que la Foire soit intéressante et rapporte, il faut que la vente ait lieu, aussi intense que possible. Des vendeurs sont donc nécessaires ; la connaissance de la langue allemande leur serait utile, mais non indispensable, quelques interprètes au service des exposants étant mis à leur disposition. A défaut d'un vendeur par maison, un seul représentant pourrait grouper plusieurs firmes et les frais généraux seraient ainsi diminués.

N'oublions pas que nos alliés anglais et américains mettent à profit leur séjour dans les territoires qu'ils occupent pour entendre le rayon de leur clientèle. N'attendons pas plus longtemps si nous voulons participer à la récolte. La Foire d'Echantillons serait un moyen pour nous créer dans tous les pays situés sur la rive gauche du Rhin une clientèle solide qui continuerait d'exister même après le départ des troupes.



Un coin de la foule attendant l'arrivée du Maréchal Foch à Wiesbaden
Die Menge erwartet den Marschall Foch vor dem Rathaus in Wiesbaden

---

Les différents articles parus dans le « Rhin Jllustré » nous ont attiré de nombreuses réponses ; elles témoignent abondamment de l'intérêt de vos lecteurs. Nous les remercions de bien vouloir aider nos efforts et encourager nos différentes études. Entre autres lettres, nous sommes heureux de publier la suivante d'un docteur de Wiesbaden qui apporte une contribution intéressante à notre dernier article : « Les Rhénans et la Grande Armée ».

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 3

Il y a cent vingt ans

Lettre adressée le 14 Germinal an 7 par la municipelité de Mayence au citoyen Rudler qui quittait Mayence pour être nommé commissaire français du Gouvernement près l'Armée du Danube.

« Il est donc décidé que le poste auquel le Gouvernement vient de vous nommer près d'une des armées de la République n'a pu être rendu compatible avec celui qui vous a retenu pendant quelque temps dans nos murs. Nous en avons eu la conviction en vous voyant remplacé par le Cit. Marquis. Organes d'une grande commune, il est de notre devoir de vous faire part de la sensation douloureuse que la perte de votre personne y a causé, et c'était une si grande satisfaction pour nous de voir nos concitoyens partager à cet égard notre opinion que nous n'avons pu qu'applaudir notre président lorsqu'à l'occasion de notre première visite chez votre successeur, il manifesta à celui même les regrets attachés au changement arrivé.

Oui Cit. Commisaire, votre personne a une part si immédiate et si active, au bien des habitants de ces contrées qu'ils n'oublieront jamais ni elle, ni la bonté et la modestie avec laquelle vous avez exercé vos éminents pouvoirs, et certes, sans préjudice pour l'opinion que nous pouvons avoir des qualités estimables du cit. Marquis nous pouvons souhaiter qu'il marche sur vos traces. et encore le pays sera-t-il dans le cas de vous bénir pour en avoir si bien ouvert la voie. Votre éloignement de cette commune a eu lieu d'une manière que nous ne pouvons autrement que par écrit vous présenter les remerciments et les faibles marques de reconnaissance qui vous sont dus. Recevez les donc par ces lignes et croyez les aussi sincères comme si vous les eussiez entendu de notre bouche. Agréez encore les voeux les plus fervents que nous faisons pour que vous jouissiez conjointement à une santé ininterrompue la satisfaction que donnera le sentiment de bien mériter de la patrie, en lui servant de la manière comme vous le faites. »



Deuxième acte de la représentation des Maîtres Chanteurs ou assista le maréchal Foch à Mayence
Zweiter Akt aus der Vorstellung der „Meistersinger von Nürnberg", der Marschall Foch beiwohnte

□ □

Les transfert des cendres du général Hoche

Sur la proposition du maire, M. Henry Simon, le conseil municipal de Versailles a émis le vœu que les cendres du général Hoche, actuellement déposées dans un fort de Coblence, soient transférées solennellement sur la rive gauche du Rhin au monument de Weisserthum, élevé par l'armée de Sambre et Meuse à son glorieux chef, et qui attend toujours les restes du héros versaillais.

□ □

La reprise du commerce avec l'Allemagne occupée

Le Temps assure que, depuis la reprise du commerce entre les alliés et les provinces rhénanes occupées, la valeur des marchandises importées dans ces provinces s'élève à plus de 800 millions de francs.

Dès que la reprise des affaires eut été autorisée, les acheteurs belges, français et américains affluèrent. L'Angleterre ne se laisse pas devancer, et depuis un mois, plus de 70 voyageurs de commerce anglais circulent dans le pays. Une société commerciale britannique, enregistrée à Londres, a été créée à Cologne pour la défense des intérêts anglais.

□ □

« Monsieur le Rédacteur en Chef.

En lisant l'article paru dans le numéro deux du « Rhin Jllustré » ; je me rappelle un racontar de feu de ma grand-mère qui, partageait, comme la majorité de ses compatriotes contemporaine du petit caporal, le culte de son adoration. Dans ce temps là il circulait un propos qui caractérisait en termes courts et frappants la vocation de Bonaparte comme le grand égalisateur du monde. Ce mot-là disait Napoléon « bürstete die Fürstenkinder und fürstete die Bürstenkinder ». Ce qui voulait dire : « Napoléon chassait les imbéciles couronnés et élevait les enfants doués des pauvres. »

□ □

Concours hippique de Wiesbaden

Le concours hippique — mot évocateur des plaisirs d'avant guerre, de gracieuses images se lèvent à se mot : vision de Longchamp au printemps, des jockeys, des toilettes claires un joli caquetage réminin et par dessus tout cela un gai soleil qui se couche dans les herbes.

Tout cela revivait agréablement ces jours derniers sur la pelouse de Wiesbaden et l'on pouvait sans amertume, ni déception comparer le spectacle aux plus charmantes exibitions parisiennes.

Une foule très nombreuse se pressait aux abords du champ de courses, une foule curieuse et avertie dont les nombreux applaudissements soulignaient l'attention et l'intérêt qu'elle prenait aux différentes évolutions hippiques. Des galons, beaucoup de galons dont l'éclat jouait fièrement au soleil léger, par ci, par-là une élégante silhouette affirmant la grâce unique de ce chic parisien qui ne trompe jamais. Plus loin dans la tribune officielle le Général Mangin qui recevait les nombreux invités. Auprès de lui le Général Fayolle, soucieux également d'être présent à cette aimable manifestation sportive.

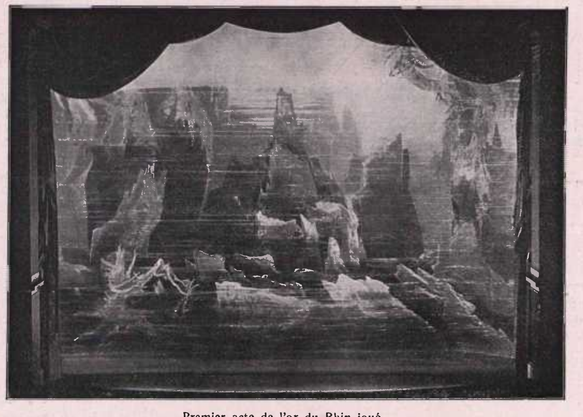
Les résultats de la journée de dimanche furent des plus brillants, l'abondance des articles ne nous permet d'en donner qu'un aperçu rapide.

Concours de peloton de trompettes :

1° — Prix 6ème Cuirassiers
2° — „ 13ème Dragons.

Concours de lauréats de la 2e épreuve de sauts d'obstacles par un.

1° M. De Longvilliers 13ème Dragons sur Historien
2° M. Bazon 2° Chasseurs sur Cervantes
3° M. Rouault 216° R.A.C. sur Rameau
4° M. Roger 18° Dragons sur Feuillage.



Premier acte de l'or du Rhin joué à l'occasion du Concours hippique
Erster Akt aus „Rheingold", aufgeführt anläßlich der Rennwoche

□ □

„Le Rhin Jllustré" und die „Frankfurter Zeitung"

Die „Frankfurter Zeitung" glaubt in einem wütenden Artikel einigen Inserenten unserer Zeitung schwere Vorwürfe machen zu dürfen, weil sie in einer von „französischer Seite" herausgegebenen Zeitung inserieren. Sie schreckt sogar nicht davor zurück, einige Firmen namentlich zu denunzieren, obschon sie selbst schon des öfteren behauptet hat, sie halte das Denunzieren nicht für vornehm. Sie meint, durch diese Inserate würde das Blatt bezahlt gemacht, wie es anscheinend bei ihr der Fall ist, und durch den Wegfall derselben werde das ihr unsympathische Blatt vom Erdboden verschwinden. Wir wollen ihr im Vertrauen verraten, daß „Le Rhin Jllustré" nicht von Inseratengeldern abhängig ist und daß selbstredend auch keinerlei Druck, auch nur moralischer Weise, ausgeübt wird, irgend jemanden zum Inserieren zu veranlassen. Die Inserenten des „Le Rhin Jllustré" wissen sehr wohl, daß sie in dieser Zeitung nur deshalb inserieren, weil sie Geschäfte machen wollen, und die von dem Frankfurter Blatte erhobene Verdächtigung, sie würden eine Propaganda der französischen Behörde unterstützen, ist zu niedrig und lächerlich als daß man darauf antworten sollte. Es kennzeichnet den verdächtigen Patriotismus des Frankfurter Blattes zur Genüge, wenn wir darauf hinweisen, daß die „Frankfurter Zeitung" jüngst in einem anderen Artikel alle Kaufleute zu Landesverrätern stempeln wollte, die mit Franzosen oder französischen Waren Geschäfte machen. Bis jetzt hat sie allerdings noch keine Zeit oder keinen Rat gefunden, den Kaufleuten in den besetzten Gebieten zu sagen, in welch anderer Weise sie sich und ihre Angestellten erhalten und ernähren sollen. Es ist anscheinend der „Frankfurter Zeitung" ein

Une légende du Rhin

La Lorelei

Il est près de St-Goarshausen un rocher qui s'enfonce vigoureusement dans les flots. Là résidait jadis la déesse Lore. Elle avait le plus exquis des visages, une chevelure blonde flottait sur ses épaules et quiconque l'avait aperçue n'en pouvait plus perdre le souvenir. Un beau soir survint en barque un jeune chevalier qui habitait sur une île voisine de St-Goar, attiré par la renommée prestigieuse de la Lorelei il se hasarda au crépuscule tout près du rocher, et la Lorelei s'offrit à lui dans l'éclat de son incomparable beauté. Saisi à cette vue que le jeune chevalier ressentit une angoisse mortelle, et aussitôt les flots s'agitèrent tumultueusement, tandis que du fond des eaux retentissait l'accent de milliers de voix inconnues. Les flots s'élevaient toujours et la barque s'en vint se briser contre le rocher engloutissant le malheureux et ardent chevalier.

Plein d'une juste colère le père du chevalier voulut peu après venger cette mort et se rendit au rocher accompagné de gens solidement armés : « Où est mon fils, interrogea-t-il furieusement ?

Et la déesse de répondre :

Mon palais est au sein de l'onde
Mon riant palais de cristal
j'y portais loin de votre monde
Mon amant fidèle et loyal.

Sur ces mots elle jeta un diamant dans les flots, une vague immense surgit et la déesse disparut.

Mais la légende assure qu'aujourd'hui encore par les douces soirées de printemps on entend monter au long du rocher la voix tendre et plaintive de la Lorelei.

D'après les légendes du Rhin, von Zabern éditeur, Mayence.



Le rocher de la Lorelei qui a donné naissance à la légende fameuse
Der Loreleifelsen

□ □

Eine Sage vom Rhein

Die Lorelei

In der Nähe von St. Goarshausen erhebt sich keck über den Rhein ein majestätischer Fels, der wie die Sage berichtet, der Wohnsitz einer schönen und tückischen Nixe des Rheines, Lurlei oder Lorelei genannt, gewesen sein soll. Diese Nixe, wohl von göttlicher Gestalt, ist von herrlichem Ansehen. Ihr goldenen, flachsenes Haar kämmt sie mit goldenem Kamme und singt dabei ein süßbetörendes Lied.

Einst fuhr in kleinem Kahne ein holder Jüngling am Lurleifels in Begleitung eines erfahrenen Schiffers vorbei. In der Hand hält er die Harfe und spielt eine süße Melodie. Er schaut in die Höhe und erblickt in vollem Glanze freudestrahlend die holde Nixe. Von diesem herrlichen Anblick ganz eingenommen, läßt er seine Harfe fallen, fällt auf die Knie und fleht mit tiefer Inbrunst die Göttliche an. Jedoch, von der Flut mitgerissen, trieb der Kahn gegen die Klippen, wo er erbarmungslos zerschellte.

In tiefem Groll beschließt der Vater sich an der holden Nixe zu rächen. Von einer Schar bewaffneter Krieger begleitet, begibt er sich zum Lurleifels; der wird umringt und erklettert, der Fels war noch nicht ganz erklommen, da zeigt sich ihm die schöne Lorelei in all ihrer Herrlichkeit. Der Rachegedanke wird wieder in ihm wach. Er schreit sie an: „Wo ist mein Sohn?" Mit dem Finger deutet sie auf die reißende Flut und antwortet: „Hier unten, am Grunde, da hab ich meinen Kristallpalast, da wartet auf mich mein Vielgeliebter, den ich mir auserwählt habe". Da löst sie von ihrem Diadem einen Diamantstein und wirft ihn in die Flut, und es braust, und zischt und die ganze Flut kommt in Wallung; eine mächtige Wassersäule türmt sich auf, in welche die Nixe plötzlich verschwindet.

Die Sage versichert aber, daß der Schiffer, der bei hellen Frühlingsnächten die Enge bei St. Goarshausen passiert, heute noch die zarte, süßbetörende Symphonie der Lorelei hört.

□ □

Boite aux lettres
:: Briefkasten ::

Toutes demandes et lettres devront être adressées à l'édition ou à la rédaction du « Rhin Jllustré » non á l'Imprimerie Walter.

Alle Anfragen und Zuschriften sind an den Verlag oder die Redaktion der Zeitschrift: „Le Rhin Jllustré" zu richten, nicht an die Druckerei Walter.

W. K., Mainz. « Le Rhin Jllustré » wird natürlich auch in Frankreich stark verbreitet, ein Inserat in unserer Zeitung wird Ihnen sicher Bezugsquellen verschaffen.

J. Co., Kreuznach. Die Empfehlung bestimmter Firmen bedauern wir ablehnen zu müssen. Ein Inserat in unserer Zeitung wird Ihnen Bezugsquellen bringen.

E. K., Budenheim. Die Redaction sieht in der Einführung der Zeitung nach Deutschland gar kein Hindernis. Die französische Behörde wird auch zweifeilos die Erlaubnis dazu erteilen.

W. H., Mainz. Das Photographieren von Militär in den Straßen ist erlaubt. Verboten ist das Photographieren von militärischem Material und auf militärischen Uebungsplätzen.

Le thème hebdomadaire
:: Sprachecke ::

Les tickets de pain seront supprimés en France à partir du 1er Juin.
Die Brotkarten werden in Frankreich vom 1. Juni ab, aufgehoben.

« Le Rhin Jllustré » publie toutes les photographies des événements de la semaine.

« Le Rhin Jllustre » veröffentlicht sämtliche wöchentlichen Vorgänge.

La descente du Rhin offre d'agréables points de vue, il faut la poursuivre jusqu'à Cologne.

Eine Rheinfahrt ist sehr sehenswert, verfolgen sie ihre Reise mindestens bis Köln.

Je vous envoie par mandat la somme de — en réglement de votre facture du . . . . . .

Per Postanweisung empfangen Sie X marks zur Begleichung Ihrer Rechnung von . . . . . .

L'Administration du « Rhin Jllustré » invite les commerçants français de passage à Mayence à faire paraitre dans le journal leurs annonces et leurs demandes diverses. Pour tous renseignements s'adresser au « Rhin Jllustré » à Mayence.

Dorn im Auge, daß in Mainz z. Zt. sich eine lebhafte Geschäftstätigkeit entwickelt, und nun sucht sie durch Umhängung ihres so verschlissenen nationalen Mäntelchens ihrem Unmut Luft zu machen und schreckt — der Zweck heiligt die Mittel, — sogar nicht vor Denunziationen zurück.

Die Franzosen waren erstaunt, zu sehen, wie die Stadt Mainz trotz ihrer glänzenden Lage nicht mehr ihre frühere Bedeutung hat. Sie haben inzwischen festgestellt, daß gerade von preußischer Seite in systematischer Weise alles getan wurde, die Stadt Mainz zurückzusetzen und zu schädigen. Gerade die Frankfurter Zeitung war Jahrzehnte lang besonders gehässig dabei, wenn es galt, die Nachbarstädte, namentlich Mainz, zu unterdrücken, alles Günstige zu verschweigen, und alles Ungünstige breit zu treten. Sie hatte in ihrer sattsam bekannten Objektivität immer nur die Hebung preußischer und namentlich Frankfurter Interessen auf Kosten anderer im Auge. Es entspricht dies allerdings nicht besonders der vielgerühmten Frankfurter Großzügigkeit. Wenn die Franzosen nun Mainz, welches den naturgemäßen Mittelpunkt des von ihnen besetzten Gebietes bildet, zu fördern suchen, so ist dies nur zu begreiflich, und wenn Frankfurt an dieser Stelle stünde, so wäre die „Frankfurter Zeitung" sicherlich die Erste, die dieses Streben unterstützen würde.

□ □

Le vignoble de Johannisberg

Le vignoble de Johannisberg créé au moyen-âge par des Bénédictins ne jouit de sa célébrité que depuis le dix-huitième siècle. Ce fut Adalbert de Walderdorf, prince-abbé de Fulde, qui de 1757 à 1760 le replanta entièrement avec des plants de Rüdesheim. Dès l'année 1780, le vin de Johannisberg se vendit 1.200 florins la pièce de 11 hectolitres 1/2. Lors de l'expédition de Custine à Mayence, ce général fit enlever et transporter à Paris un certain nombre de pièces dont la valeur était estimée à 200.000 florins. Suivant un chroniqueur local « il ne se trouva personne pour plaindre le prince-abbé ni ses moines. »

En 1802, par décision de la « députation des Etats, » le Johannisberg, avec ses dépendances passa entre les mains du prince d'Orange-Nassau; mais ce dernier en fut dépossédé à partir de 1807, au profit du maréchal Kellermann. Le duc de Valmy, qui avait pourtant la réputation de connaître la valeur exacte de l'argent, améliora le vignoble grâce à des replants tirés de Ribeauvillé, mais administra plutôt médiocrement sa propriété. Ainsi, en 1811, il vendit sa récolte sur pied pour la somme de 32.000 florins à un certain Mumm de Cologne lequel en tira un bénéfice énorme. En effet, il écoula sa récolte au prix moyen de 11.000 florions la pièce, ce qui, à raison de 80, lui a rapporté la jolie somme de 2 millions de francs.

En 1814, l'empereur François d'Autriche donna Johannisberg au prince de Metternich. Les descendants de ce grand homme d'étot administrent encore aujourd'hui cette propriété, et il est juste de reconnaître qu'ils s'en tirent plus adroitement que le duc de Valmy. Quelques chiffres dont décisifs à cet égard : en 1822, la pièce (2 hectolitres et demi) a été vendue 12.210 florins, en 1857, les 60 pièces récoltées ont été payées 150.000 florins ; en 1858 année très médiocre les 40 pièces de la récolte n'ont fait que 90.000 florins. Depuis une trentaine d'années, le vin de Johannisberg a trouvé un concurent des plus redoutables — quelques uns disent même un maitre dans le crû de Steinberg, qui se récolte sur le territoire de l'antique et célèbre abbaye d'Eberbach.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 4

Bankhaus Kronenberger & Co.
Kommandite der Deutschen Vereinsbank
Mainz a. Rhein
Grosse Bleiche 35/37
Filiale in Bad Kreuznach
besorgt und finanziert alle bankgeschäftlichen Angelegenheiten in den besetzten und unbesetzten Gebieten.
Von der französischen Finanzbehörde autorisiert.
Eröffnung von laufenden Rechnungen.
An- und Verkauf von Wertpapieren und Geldsorten.
Gewissenhafte und sachkundige Auskunft über alle Finanz-Angelegenheiten.
Moderne Stahlkammer.



Maison de Banque
Kronenberger & Co.
Mayence s/Rhin
Grosse Bleiche 35/37
Succursale à Bad Kreuznach
Opérations financières de toutes sortes des pays occupés et non occupés.
Autorisation spéciale de la Section économique française.
Ouverture de comptes courants.
Achats et ventes de valeurs.
Renseignements consciencieux sur toutes questions financières.
Coffreforts modernes.

Seifen, Seifenpulver, Waschmittel, Speisefette, Fabrikation und Handels-Geschäft
Savons, poudre de savons, procédés de lavage, graisse alimentaire. Fabrication et commerce
Hochgesand & Ampt, Mainz
Gegründet 1836 — Fondée 1836

August Rudolph, Mayence
Télégramme: Engelrud — Téléphone 973
Représentant
en produits alimentaires de toute espéce.
Suis disposé à représenter des maisons de premier ordre

Commerçant en gros qui entretient des bonnes relations avec
l'industrie chimique
en Allemagne, et qui possède des grands magasins en relation avec le chemin de fer et le Rhin à Mayence désire prendre contact avec l'industrie chimique en france pour importation et exportation. — Offres sous Nr. Mayence 1001 à l'administration de ce journal.

Deutsche
Nahrungsmittel - Rundschau
Schillerstr. 32 MAINZ Schillerstr. 32
Offizielles Organ des Bundes Deutscher Nahrungsmittel-Fabrikanten und Händler.
:-: Insertions-Organ I. Ranges :-:

Geschw. **Alsberg, Mainz**
Ludwigstr. 3–5 / Gegründet 1873 / Telefon 393
Elegante Neuheiten in fertiger Damenkleidung
Costüme, Mäntel, Kleider, Blusen etc.
Vornehme Modelle
Moderne Maßabteilung / Große Stofflager

„Rhenus" Transport-Gesellschaft m. b. H.
Mayence-Gustavsbourg
Téléphone 66, 523 et 2685
Navigation, expédition et emmagasinage
Répartition du contenu des wagons, Commission
Expédition, Camionnage, Entrepôts, Douane, Assurance

Machine à écrire
à céder à bon marché.
Pour renseignements:
Schulstr. 64, rez de chaussée
Mayence

Expédition Camionnage
Mainzer Speditions- und Lagerhaus
Telephon AAO u. 1791 — **B. Auer III., Mainz** — Telegr.-Adr.: Bahnspediteur
Möbel-Transport und Aufbewahrung
Entrepots Déménagement

Tchéque expérimenté cherche représentant pour la vente en Allemagne de
Chapeaux, Plumes, Fleurs
et pour tout article de ce genre.
Chiffre A 20 exp. le Rhin Jllustré.

Mayence, Dimanche 1er Juin 1919
UN SEUL CONCERT
donné par
Mme **Jeanne MONTJOVET**, du grand Opéra de Paris
M **André DORIVAL**, Pianiste
Au Programme:
Sonates piano et violon de Saint-Saéns, Mozart, César, Franck
Mélodies de Chausson, Fauré, Franck, Dupare, Debussy.

Disconto-Gesellschaft
Filiale **Mainz**, Ludwigstraße 8—10
Kapital und Reserven M. 440.000.000.—
70 Filialen
Erledigung bankmäßiger Geschäfte aller Art im In- und Ausland.
Ueberweisungen in das unbesetzte Gebiet.
Kredit-Eröffnungen und Auszahlungen in Frankreich.
Umwechslung fremder Geldsorten.
Effekten An- und Verkäufe. Verwaltung von Depots.
STAHLKAMMER
Tochter-Institute: Norddeutsche Bank in Hamburg. Kapital und Reserven M. 80.000.000.—
A. Schaaffhausen'scher Bankverein in Köln. Kapital und Reserven M. 110.000.000.—

Adam Kraus, Mainz-Kastel
Téléphone 4106 — casier 9 (Postfach 9)
Holzbearbeitungswerk
Holzhandel
Zimmer-Geschäft
Alle Arten Bauhölzer, Bretter, Bohlen, Latten etc. erster bayer., württemb. und badischer Werke
Scierie, trofic de bois meniuserie.
Toutes sortes de bois de construction, Planches, Madriers, Lattes des meilleures qualités des scierie de Bavière, Wurttemberg et de Bade

Den Ankäufern en gros.
Für permanenten Warenvorrat: **Baumwollgarn, Wollwaren, Strumpfwirkwaren und Bänder** wende man sich an
Dancer, Place Notre Dame, **St. Etienne** (Loire)
Suche zuverlässigen Vertreter

Baumgarten & Tannenbaum
Herren-Kleider-Fabrik
Fabrique de vêtements pour hommes
Mainz
Schulstraße 18 1/2 * Telephon 2902

Werner & Mertz ★ Mainz ★ Mayence

Verarbeitungswerke für Wachs und verwandte Stoffe

Erdal-Schuhkrem

schwarz - gelb - braun

Das Haus ist Käuferin für einschlägige Rohstoffe (hauptsächlich Terpentinöl, Harze und Wachse) und erbittet Angebote.



Usines de Cirages

Cirage-Crême Erdal

noir - jaune - brun

La maison est prête à acheter toutes les matières brutes dans ce but particulièrement térébenthine, résine et cire et sollicite des offres.

Société Générale Alsacienne de Banque

Agence de Mayence: Schillerplatz

Siege social: Strasbourg

Agences à Barr, Cernay, Colmar, Esch s/A., Ettelbruck Francfort, Guebwiller, Haguenau, Jdar, Kehl Luxembourg, Metz, Molsheim, Mulhouse, Niederbronn, Obernai, Rosheim, Saint-Amarin, Saar-Union, Saint-Louis, Sarreguemines, Saverne Schlestadt, Thann, Thionville, Wasselonne.

Correspondants dans toutes les villes de France et sur les principales places etrangères.

Toutes opérations de Banque: Ouverture de comptes courants et de comptes cheques, crédits documentaires, encaissement et escompte d'effets, opérations de change, ordres de bourse, émission de lettres de crédit.

La Société Générale Alsacienne de Banque a été chargée par le Comité Economique Interallié des transactions entre les Pays Rhénans occupés, l'Alsace-Lorraine et la France.

K. Walter-Diehl

Mayence

15 Pfaffengasse

Téléphone 4139

Cartes postales et albums

avec texte français

en gros

Ludwig Vogel

Mayence

58 Grosse Bleiche

Tous articles pour bureaux. Livres commerciaux. Toutes sortes de papier et d'enveloppes. Dictionnaires, Manuels de conversation.

Carl Müller, Opticien

Schillerstr. 24 1/10 ★ Mayence ★ vis à vis du Cercle des Officiers

Lunettes, pincenez, lorgnette, Jumelle Zeiss, Goerz – Etuis de mathématique, Règle pour calcul.

Wiesbaden

Hôtel de Cologne

Rue du Fort 6 Kleine Burgstr. 6

Restaurant — Bains

Abt & Kahn-Hut, Mainz

Sattler- und Polsterwaren-Großhandel

Telephon 826 · Frauenlobstraße 21

Cherche premier offre en crins de cheval, crins pour matelas, fataine, coutil pour metelas et bourrelets, mousseline, cotelins, gobelins, garnitures de meubles, cuirs et garnitures pour harnachements ainsi que tous les articles concernant l'équipement.

erbittet Angebote in Rosshaaren, Matratzendrelle / Kummzwilch, Barchent, / Nessel, Cotelins, Gobelins Möbel-Gurten, Geschirrleder, Geschirrbeschlägen aller Art, Peitschen, Hosenträger etc.

Limitez vos Risques

Ne traitez pas sans avoir pris vos **renseignements**

L'Agence de Renseignements Bürgel / Mayence

Walpodenstr. 15 II :: Téléphone No 873

vous procurera les renseignements désirés sur les particuliers, commerçants, sociétés etc.

Vient de paraître!

René Bruère

Les Légendes du Rhin

M. 3.10

ouvrage fort distinqué charmante édition avec illustrations du célèbre professeur F. Stassen.

En vente dans toutes les librairies ou chez

Victor von Zabern

Mayence

EXPÉDITIONS

en toute partie du monde

=

Maison fondée en 1842

Navigation – Entrepots – Commission Assurance – Camionnage – Douane

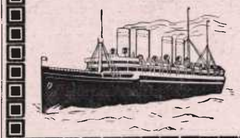
Expéditions collectives — Transports par auto

Représentants en tous lieus

L. Rettenmayer

Wiesbaden, Nicolasstrasse 5

Téléphone: 12 — 115 — 124 — 242 — 2376 — 6611





20.000 mètre carré en entrepots

Transport-Autos

179 rue Ordener PARIS

Transports rapides par camions en tous pays prix réduits

Eil-Transporte durch Auto überall hin Billige Preise

Christian Holz

MAYENCE

71 Augustinerstrasse

:: Papeterie spéciale ::

Grand choix en papiers à lettres cassettes-pochettes

Souvenirs, Cartes postales etc.

Hotel-Restaurant

VILLE DE COBLENTZ

49 Rheinstr. :: MAYENCE :: 49 Rheinstr.

Concert journalier de 4 à 6 et de 8 à 10.

Gebrüder Metzger

Papeterie en gros / Schreibwaren-Grosshandlung

Telephon 1979 **Mainz** Pfandhausstr. 5

Grands stocks et assortiments de tous les articles de papeterie pour bureau et école, portes-plumes à réservoir, porte-mines, crayons Marque: A.W. Faber et Joh. Faber

Reichhaltiges Lager in Briefkassetten, Schul- und Bureauartikel, Füllfederhalter und Drehstifte. Bleistifte Marke: A.W. Faber und Joh. Faber Verkauf nur an Wiederverkäufer

Bank für Handel und Industrie

(Darmstädter Bank)

Succursale à Mayence, Kaiserstrasse 37

Téléphone 15 et 16

Capital et réserves 192 Millions de marcs. Environ 150 Succursales en Allemagne.

Autorisée par l'autorité française pour la négociation de payements et de commerce de fonds publics dans les pays non occupés.

Achat et vente de billets français.

Payements pour l'Alsace-Lorraine, la France et pays Alliés. S'occupe aussi trés conciencieusement de toutes les affaires concernant la banque.

Filiale **Mainz,** Kaiserstraße 37

Telefon 15 und 16

Kapital und Reserven 192 Millionen Mark Zirka 150 Zweigstellen in Deutschland.

Von der französischen Behörde autorisiert zur Vermittlung des Zahlungs- und Effekten-Verkehrs ins unbesetzte Gebiet.

An- und Verkauf von franz. Noten.

Zahlungen nach Elsass-Lothringen, Frankreich und den Ländern der Alliierten, sowie kulanteste Besorgung aller übrigen bankgeschäftlichen Transaktionen.

AUGUST SCHITTER, MAYENCE

propriétaire de vignobles et vente de vins en gros

Spécialité de vins naturels, fins et extra fins Vins de bouteilles :: Visite de mes caves historiques à tous les acheteurs intéressés.

Les catalogues sont mis à la disposition. On cherhce des representants

Hotel Karpfen, Mayence

Restaurant Ier ordre tout près du Rhin.

Pour la rédaction: RENÉ HOFFHERR. — Editeur: LE RHIN JLLUSTRÉ. — Imprimé par: GEORG AUG. WALTER, MAYENCE, Schillerstr. 32, vis-à-vis du Cercle des Officiers.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 5

Le numéro: 30 Pfennig Jede Nummer 30 Pfennig

Le Rhin Jllustré
Der Rhein im Bild

Paraissant tous les Samedis
Erscheint jeden Samstag

Inserate: die sechsgespaltene Nonpareille-Zeile Mk. 2.–, Bei Wiederholungen Rabatt nach Tarif.

No 2 Samedi 17 Mai 1919 Samstag, 17. Mai 1919 No 2

Pour tous écrits et communications s'adresser: Le Rhin Jllustré, Mayence ▫ Alle Zuschriften sind zu richten: Der Rhein im Bild, Mainz

Ce qu'il veut:

Encourager l'esprit et le commerce rhénan. Intéresser le soldat français à la vie locale.

Was wir wollen:

Rheinisches Leben und Handel fördern. Die französischen Soldaten für das rheinische Leben interessieren.

Das goldene Mainz

(2ème article)

Examinons de plus près l'activité commerciale de Mayence à l'heure actuelle.

Nul doute qu'elle ne soit le fait des Français et de l'arrivée des marchandises Françaises.

Mayence est le point le plus septentrional de la zône d'occupation Française. Proche de Francfort, encore maintenant la plus importante place commerciale de l'Allemagne du Sud et le siège de toutes les grandes maisons de commerce et des grandes banques c'est comme une antenne commerciale lancée par la France vers l'Europe Centrale.

Entre les deux villes existe pour le moment une barrière. C'est à cause uniquement de cette barrière que Mayence est devenue le siège de toutes les nouvelles transactions. Il ne viendra à l'idée de personne de contester que si Francfort avait été occupée Mayence n'aurait pas connu des jours pareils de prospérité. Mayence serait, c'est bien certain, restée dans la dépendance de Francfort comme Worms est restée jusqu'à présent dans la dépendance de Mayence. Il y serait venu quelques rares commerçants, évincés de Francfort par la concurrence, incapables d'y vendre leur marchandise et se rabattant sur une petite ville relativement peu visitée. Cette barrière que les événements ont dressé entre les deux rivales est donc incontestablement la cause de la suprématie actuelle de la ville du Rhin sur la ville du Mein.

D'aucuns se diront que cette situation est éminement précaire, et que le jour où la paix sera définitivement signée, que le blocus sera levé, que toutes les entraves au commerce telles qu'interdictions de téléphoner, formalités pour té'égraphier, autorisations d'importation ou d'exportation auront disparu, les choses changeront de face.

Nous dirons seulement que s'il y a une part de vérité dans ces raisonnements, elle est faible. Elle dépend en grande partie de l'énergie que les Mayençais mettront à défendre leur position. Ils savent que c'est la barrière actuelle qui leur à permis de développer ainsi leurs affaires, qu'une fois cette barrière tombée c'en sera fait. A eux de tirer de cela les conclusions, à eux de juger ce qu'il y à lieu pour eux de faire, à eux de savoir si Mayence doit perdre définitivement son nom de Goldene Mainz.

Les Mayençais ont quinze ans pour se décider. En attendant et pour se préparer à l'ouverture de cette barrière que peuvent faire les Mayençais pour retenir le commerce et même attirer encore davantage celui de Francfort.

Nous croyons que la première chose à créer serait une foire d'échantillons dans le genre de celles de Leipzig ou Lyon, mais tandis que ces deux foires représentent l'effort à l'exportation d'un peuple et l'adressent à tous les autres peuples indistinctement, la foire de Mayence n'aurait à exposer que les articles de fabrication particulière à chaque pays et qui peuvent intéresser l'autre. Elle serait annuelle prendrait place après celles de Lyon et de Leipzig et ne serait que le résultat de la comparaison de ces deux foires, et de l'élimination de tous les produits analogues qu'on y aurait rencontré simultanément.

Elle comporterait en même temps peu de frais pour les exposants puisque les mêmes échantillons serviraient et serait assurée sans aucun doute du plus grand succés. En la faisant correspondre d'ailleurs avec la grande saison de Wiesbaden elle servirait ainsi les deux villes. Et le moindre avantage de cet afflux de visiteurs ne serait pas celui de



Le Général Fayolle assiste à une revue à Kaiserslautern.
General Fayolle bei einer Parade in Kaiserslautern.

Das goldene Mainz

(Fortsetzung)

Kommen wir nunmehr zum geschäftlichen Leben der Stadt Mainz. Zweifellos hat dasselbe durch die Einfuhr der französischen Waren ein neues Gepräge erhalten.

Mainz ist der östlichste Punkt der französischen Okkupationszone. In der Nähe Frankfurts gelegen, welches noch jetzt der wichtigste Handelspunkt Süddeutschlands, sowie der Sitz aller großen Geschäftshäuser und Banken ist, ist es wie ein geschäftliches Fühlhorn, das sich vom Rhein aus gegen Zentral-Europa erstreckt.

Zwischen den beiden Städten besteht momentan eine Schranke. Hauptsächlich aus diesem Grunde ist Mainz der Hauptsitz aller neuen Transaktionen geworden. Es wird wohl niemand die Tatsache in Widerspruch stellen, daß, wenn Frankfurt besetzt gewesen wäre, Mainz diesen geschäftlichen Aufschwung nicht erlebt hätte. Zweifellos wäre Mainz von Frankfurt abhängig geblieben, wie bis jetzt Worms von Mainz abhängig ist. Es wären vereinzelte Geschäftsleute aus Frankfurt der Konkurrenz halber hierher gekommen. Sie wären jedoch außerstande gewesen ihre Ware in einer Stadt abzusetzen, welche relativ wenig besucht gewesen wäre. Diese Schranke, welche die Ereignisse zwischen die beiden Städte errichtet hat, ist zweifelsohne die Ursache der Ueberlegenheit der Stadt des Rheins über die Stadt am Main.

Manche werden dagegen einwenden, daß diese Lage bloß vorübergehend sei und daß nach dem definitiven Friedenschluß, wenn der Verkehr freigegeben sein wird und wenn alle Umstände, welche dem Handel im Wege sind, wie z. B. das jetzige Verbot des Telefonierens, Formalitäten des Telegraphierens, die Schwierigkeiten der Ein- und Ausfuhrgenehmigung beseitigt sein werden, die Sachlage sich ändern wird und daß die französischen Geschäftsleute dann einfach direkt nach Frankfurt reisen werden, um Ein- und Ausfuhrgeschäfte daselbst unter Umgehung von Mainz abzuschließen, besonders, wenn bis dahin Deutschland wieder begonnen hat zu arbeiten und Waren auch für den Export bereitzustellen.

Wir möchten dagegen nur einwenden, daß, wenn in diesen Erörterungen ein Teil von Wahrheit stecken sollte, die Wahrscheinlichkeit sehr gering ist. Er hängt hauptsächlich von der Größe der Anstrengung ab, welche die Mainzer machen werden, um ihre jetzige Stellung zu behaupten. Sie sind sich dessen wohl bewußt, daß es die gegenwärtige Schranke ist, die ihnen gestattet hat ihr geschäftliches Leben so auf die Höhe zu bringen, daß aber, wenn diese Schranke einst beseitigt sein wird, alles vorbei sein könnte. Es ist also ihre Sache Schlüsse daraus zu ziehen, ihre Sache, Pläne für die Zukunft zu schmieden, ihre Sache, danach zu trachten, ob Mainz endgültig seinen Namen „Das goldene Mainz" verlieren soll.

Die Mainzer haben 15 Jahre Zeit sich zu entschließen; was sollen nun die Mainzer tun, um nach Aufhebung dieser Schranke das geschäftliche Leben auf der Höhe zu halten und sogar noch den Handel Frankfurts zu überbieten?

Wir glauben, daß es zuerst auf der Hand liegt, eine Mustermesse zu gründen nach Art der Leipziger und Lyoner Messe; während aber diese beiden Messen die Anstrengung eines Volkes darstellen, seine Waren zu exportieren und sich an alle anderen Völker zu wenden, hätte die Mainzer Messe hauptsächlich Artikel auszustellen, welche einheimischen Ursprungs sind und welche die anderen Länder interessieren könnten. Sie würde einmal im Jahre stattfinden und sollte zeitlich ihren Platz nach

mieux leur faire connaître les excellents crus du pays ; tout le vignoble rhénan se trouvera ainsi intéressé à cette grande manifestation d'activité commerciale.

Sans insister sur cette question de foire qu'il suffit d'indiquer pour que tout le monde en reconnaisse l'importance, nous voulons parler d'un projet qui a déjà été discuté dans les réunions de la Chambre de Commerce de cette ville et dont nous permettrons de dire qu'il fait le plus grand honneur aux gens qu'il ont conçu.

Ce projet d'ailleurs a déjà été l'objet d'un article du Mainzer Zeitung.

Mayence reçoit depuis quelque temps déjà beaucoup de marchandises Françaises ; beaucoup de ces marchandises ne sont pas encore vendues, mais elles arrivent franches de douane pour s'y faire consigner. Il est évident que dans l'attente de la levée du Blocus ces stocks en consignation ne vont pas cesser de s'accroître. Beaucoup de locaux en ville sont déjà remplis, ainsi que les entrepôts du port. Mayence dans peu de temps va être gorgée de tissus et de produits alimentaires et l'on dira bientôt qu'à Mayence on tient tel article à tel prix : il y aura un cours de Mayence.

Cet état de choses nous le croyons, vivra plus que le Blocus. Sans doute beaucoup de marchandises actuellement importées seront alors directement fournies par les usines de l'autre rive, mais on connait le fait brutal, l'Allemagne ne va plus avoir de colonies. Ces produits coloniaux dont on ne peut se passer, il faudra les demander bien plus qu'avant aux Colonies Françaises ; ce seront donc surtout des produits coloniaux qui viendront s'en treposer à Mayence quand les circonstances anormales d'aujourd'hui auront disparu ; et c'est ici qu'intervient le beau projet de la Chambre de Commerce de la ville : en quelques mots. Il y aurait une bourse de commerce à Mayence comme il y en avait une à Hambourg. Cette bourse aurait naturellement pour donner satisfaction à ses courtiers des communications directes avec les ports de Marseille, Bordeaux, le Hâvre et Nantes où sont débarqués les produits coloniaux. Les cours publiés seraient donc logiques tenant compte des tendances de ces différentes places et des disponibilités ici même.



Ancien château du Grand Duc, Résidence actuelle du Général Mangin
Ehemaliges Großherzogl. Schloß

On voit sans plus d'explications ce qu'aurait d'influence heureuse sur les maisons de la place et les banques une pareille organisation et comme on a toujours intérêt à être le plus près possible de la source de renseignements on voit quel nombre considérable de firmes, de négoces et de courtage pourraient se fonder autour de cette bourse.

D'autre part, cette bourse côterait journellement les produits de l'autre rive du Rhin. On pourrait attirer tout le commerce du bois dont la Belgique et la France ont un si grand besoin. Ce projet a enfin en outre l'avantage d'être de réalisation facile.

Enfin nous voulons appeler l'attention sur un dernier point qui permet d'espérer pour Mayence la continuation de sa nouvelle prospérité. Il y a dans le traité de paix de Versailles un article qui est le suivant : « Pendant vingt cinq ans l'ensemble des puissances alliées et associées représentées à la Commission du Rhin et à celle du Danube pourra imposer à l'Allemagne la construction d'une voie navigable à grande Section ».

Ainsi voilà ce projet du Mittelland-Kanal qui pour Mayence semblait devoir autoriser tant d'espérances repris à nouveau et repris par la volonté des Alliés ! Ce projet, on le comprend bien offrirait le grand intérêt d'amener en Europe occidentale et à bas prix les céréales d'Ukraine et les pétroles de Bakou et de Roumanie. Mais il y a justement pour ce canal des projets concurrents et si les pays Rhénans se trouvaient bien d'un canal Danube—Mein et en retireraient une grande richesse les Suisses d'autre part préféreraient de beaucoup un canal Danube lac de Constance. On peut dire encore une fois ici que le sort et la prospérité de Mayence sont entre les mains de la France. A Mayence de surveiller la réalisation de ce projet, à Mayence de vouloir que les blés, que les peaux brutes et les fûts de pétrole, les bois viennent s'aligner sur ses quais, que les ventes s'en traitent en sa bourse, que ses banques en fassent les paiements. Si au contraire elle se cantonne dans la passivité, si elle se laisse vivre au gré des événements alors elle verra s'en aller dans quinze ans avec les derniers soldats Français, toute sa splendeur et toute sa richesse. Elle retombera au rang de ces vieilles villes, dont les vieux monuments attestent l'ancienne splendeur, mais dont le commerce a disparu.

Mayence a quinze ans pour réfléchir.

Mogontius.

(Troisième et dernier article dans le prochain numéro.)

□ □

Schon seit einiger Zeit erhält Mainz eine Menge französischer Waren ; viele dieser Waren sind noch nicht verkauft, aber sie kommen jedoch zollfrei an und lagern hier. Es ist klar, daß in Erwartung des freien Verkehrs diese Lagerwaren sich noch anhäufen werden. Viele Lokale der Stadt sind damit schon angefüllt, ebenso die Schuppen am Hafen. In absehbarer Zeit wird Mainz mit Textilwaren nebst Nahrungsmitteln überfüllt sein und bald wird man sagen, daß man in Mainz einen bestimmten Artikel zu einem bestimmten Preise bekommen kann. Es wird in Mainz eine Warenbörse geben.

Dieser Zustand der Dinge wird sicherlich eher eintreten, als der freie Verkehr, zweifelsohne werden viele Waren, welche gegenwärtig importiert werden, später von den Fabriken jenseits des Rheins geliefert werden. Es besteht aber die Möglichkeit, daß Deutschland ohne Kolonien sein könnte; man wird also die Kolonialprodukte, welche man nicht entbehren kann, mehr wie vorher aus den französischen Kolonien beziehen.

Es werden also hauptsächlich Kolonialprodukte in Mainz erscheinen, wenn die ungeklärte Lage von heute beseitigt sein wird; hier nun tritt der lobenswerte Plan der Handelskammer der Stadt Mainz in Kraft, kurz gesagt, es wird in Mainz eine Handelsbörse wie sie z. B. in Hamburg gewesen ist, stattfinden. Diese Börse würde natürlich stattfinden, um die Handelsleute in direkte Verbindung mit den Häfen von Marseille und Bordeaux, Le Havre und Nantes in Verbindung zu setzen, wo die Kolonialprodukte ausgeschifft werden. Die Kurse, welche veröffentlicht werden, wären also logisch, wenn man die Tendenzen der verschiedenen Plätze und das was hier in Mainz zur Verfügung stehen würde, in Betracht zöge.

Man sieht zweifellos ein, daß eine solche Anordnung bei den Geschäftshäusern und Banken an Ort und Stelle einen günstigen Einfluß haben würde, und da man immer ein Interesse hat möglichst nahe an der Quelle der Erkundigungen zu sein, so sieht man ein, welch bedeutende Anzahl von Geschäftshäusern und Industriellen sich um diese Börse versammeln würde.

Andererseits würde diese Börse täglich die Preise für die Produkte jenseits des Rheins feststellen. Es würde sich der ganze Holzhandel, den Belgien und Frankreich sehr nötig hat, nach und nach hier abwickeln. Dieser Plan hat übrigens den Vorteil leicht verwirklicht zu werden.

Schließlich wollen wir die Aufmerksamkeit auf einen letzten Punkt lenken, welcher verspricht Mainz auf der Höhe seines geschäftlichen Lebens hochzuhalten. Im Friedensvertrag zu Versailles ist folgender Artikel: „Während 20 Jahren werden die alliierten und verbündeten Mächte, welche der Kommission des Rheins und der Donau angehören, Deutschland den Aufbau einer schiffbaren Straße zwischen Rhein und Donau vorschreiben".

So wird nun das Projekt des Mittelland-Kanals, welches für Mainz so viele Hoffnung für die Zukunft durchscheinen ließ, wieder erneuert und durch den Willen der Alliierten wieder aufgenommen. Dieser Plan würde das größte Interesse haben, in West-Europa zu niedrigen Preisen Lebensmittel aus der Ukraine und Petroleum von Baku und Rumänien herbeizuschaffen. Aber gerade für diesen Kanal sind gleichlautende Pläne vorhanden und wenn sich die Rheinlande mit einem Kanal Donau—Main zurechtfinden würden, würden sie unfehlbar große Reichtümer daraus erzielen.

Andererseits würden es die Schweizer bei weitem vorziehen einen Kanal zwischen Donau und Bodensee zu haben. Es ist hier angebracht noch einmal zu erwähnen, daß das Schicksal und das Emporkommen der Stadt Mainz nur in Händen ihrer eigenen Bürger liegt. Es ist nun Sache von Mainz die Verwirklichung dieser Dinge im Auge zu behalten. Es liegt nun in dem Willen von Mainz, daß die Flöße der Donau ihre Waren in ihren Häfen abladen, daß das Getreide, die Häute und Felle, die Petroleumfässer, das Holz auf ihren Bahnhöfen eintreffen, daß der Handel dieser Sachen in der Börse der Stadt selbst stattfindet und daß die Mainzer Banken die Zahlungen übernehmen.

Verhält sich die Stadt jedoch passiv und überläßt sie sich den kommenden Ereignissen, so wird sie im Gegenteil nach 15 Jahren mit den letzten französischen Soldaten ihren Glanz und ihren Reichtum verschwinden sehen. Sie wird in den Rang der Städte verfallen, welche eine glänzende Vergangenheit haben und wo alte Denkmäler von vergangener Pracht zeugen, wo jedoch aller Handel verflogen ist.

Mainz hat 15 Jahre Zeit zu überlegen.

(Fortsetzung in nächster Nummer.)

□ □

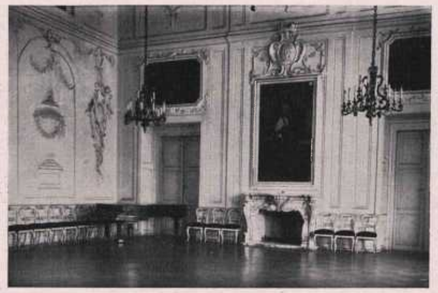
StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 6

Les Rhénans et la Grande Armée

Le culte de Napoléon Ier n'eut jamais de plus grands adorateurs, de plus fidèles que sur la rive gauche du Rhin. Il s'est maintenu à travers les années avec une étrange vivacité et la magnifique cérémonie de Worstadt nous en offrait il y a un mois l'émouvant témoignage.

Associés plusieurs années aux espoirs et aux craintes de la population française, les rhénans avaient placé leur ardent espoir en Napoléon qui conservait dans ces régions les traits d'un sauveur. Les victoires françaises étaient des victoires rhénanes affirme l'historien Funck Brentano et les habitants regardaient les défaites des armées napoléoniennes comme leur défaite tandis ques les succés foudroyants du petit Caporal sur les Hohenzollern et les Habsbourg constituaient ses plus beaux titres à l'admiration populaire. L'évocation de léna et de Wagram s'enveloppait d'un pieux respect et les rhénans ne cessaient de les chanter avec ferveur.

Il y a un chant de léna qui rugit et tonne avec force qui éclate aux oreilles assourdies et retentit jusqu'au plus profond des moelles. La



Salle principale du Palais Grand-Ducal
Hauptsaal im ehemaligen Großh. Schloß

Prusse fut jetée à terre, sanglante, muette comme la mort et Frédéric le grand est retourné au tombeau.

Les vétérans de la Grande Armée à leur retour au foyer furent assurés de l'estime et de la considération générale. D'avoir participé à la plus grande des épopées ces hommes gardaient en leurs oreilles le tumulte des batailles. A l'instant d'évoquer à leur entourage les souvenirs des fiers combats tel le fameux soldat de Balzac, ils se raidissaient en une attitude de circonstance comme pour se mettre à la hauteur de l'histoire qu'ils allaient raconter.

Après la mort de Napoléon les poétes s'emparent de sa légende c'est le grenadier de Drobitsch à qui Napoléon a fait cadeau d'une datte, il la porte sur lui dans ses campagnes héroiques depuis la Syrie jusqu'à la Bérézina, après sa mort elle sera plantée sur la tombe, c'est le vétéran de Gaudy, la défaite de l'empereur lui a dérangé l'esprit et il occupe ses journées à dessiner sur les murs le chapeau du petit Caporal tout en versant des pleurs, ce sont les vétérans de Grabbe, ce sont surtout les grenadiers dont Heine chante la fin glorieuse.

« Et qu'alors l'empereur passe sur mon tombeau au bruit des tambours et au cliquetis des sabres et moi je sortirai tout armé du tombeau pour le saluer lui.... l'empereur.... l'empereur. »

Holzhausen décrit la cérémonie funèbre qui fut spontanément célébrée au village de Kostheim près de Mayence quand y fut annoncée la mort de Napoléon. Les paysans étaient aux champs. Aussitôt le curé fit grouper les travailleurs épars dans le brume pour dire l'office des morts. Et d'année en année cette cérémonie se renouvela ensuite très régulièrement.

Quelqu'un porta même plainte à ce sujet contre le curé auprès du grand duc de Hesse qui fit répondre : « La reconnaissance est une vertu ».

« A dater de cette époque, dit Funck Brentano, chaque année le 5 Mai des services funébres rassemblent les survivants des glorieux combats. Le soir les anciens soldats de l'empereur se réunissent dans une salle décorée de trophées. A l'appel de son nom chacun répond en français « Présent ». Le tambour et le clairon font entendre les marches glorieuses, les marches de Wagram et de la Moscova et l'on boit le vin du Rhin dans les verres de couleur rouge sous le buste de Napoléon entouré de drapeaux français. Il y eut des associations de ce genre à Mayence, à Cologne, à Trèves, à Coblence. Ces braves eurent leur chansons que Niklaus Muller réunit en 1837 sous le titre : Liederbuch für die Veteranen der grossen Napoleonischen Armee « Livre de chansons pour les vétérans de la Grande Armée napoléonienne ».

Les vétérans eurent à leur tour leurs monuments funéraires, celui de Mayence fut inauguré le 5 Mai 1834 celui de Coblence le 5 Mai 1843. On y inscrivait les noms des vétérans à mesure qu'ils mouraient.

Etienne Metz, maire de Mayence, ancien fourrier au 95e d'infanterie présida l'inauguration.

« Ce monument, dit-il, servira en même temps à perpétuer le souvenir de notre reconnaissance envers le héros immortel qui nous a conduits si souvent au combat et à la victoire. »

En 1834 il restait à Mayence plus de deux cents vétérans de la Grande Armée. La gazette de Mayence raconte cette même année les obsèques de l'un des vétérans :

« La société établie pour l'exécution d'un mausolée en l'honneur des guerriers Mayençais a encore accompagné au lieu de sa sépulture M. Kern: M. Moritz, ancien officier des pontonniers membre de la légion d'honneur a prononcé un discours. Après quoi un hymne napoléonien fut chanté sur la tombe / " Salut, frère d'armes, qui reposez ici vous qui tant de fois avez suivi le vol de l'aigle à la victoire. »

En 1850 Etienne Metz, bourgmestre de Mayence et président des vétérans mourut à son tour ; il avait servi parmi les grenadiers d'Oudinot et participé aux campagnes d'Autriche, d'Espagne et de Portugal. Après

Die Franzosen in Mainz

Von Jakob Lippmann

Am Ausgang des Mainzer Hauptbahnhofes, wo früher Berliner, Wiener, Frankfurter Zeitungen angeboten wurden, ertönen jetzt, wie wir einem im Dezember 1918 in einer Tageszeitung des unbesetzten Gebietes erschienenen Artikel entnehmen, von eifrigen Verkäufern im rheinischen Dialekt die Rufe: „Le Matin", — „L'echo de Paris", „Le petit Parisien".

An dem Bahnhof und seinen Nebengebäuden finden sich die Inschriften: „Entrée des militaires", — „Commissair militaire". — „Abri de Permissionnaires". An den Plakatsäulen stehen zahlreiche Neugierige, um einen neuen „Avis aux populations" zu studieren.

Große Wegweiser bezeichnen die Richtung nach der „Pont principal", — „Convois Autos Hippos", — „Cantine de la malmaison", — „Flotille du Rhin".

Auch in bezug auf die französischen Bezeichnungen Mainzer Oertlichkeiten haben die Worte Ben Akibas: „Alles schon einmal dagewesen" ihre Gültigkeit. In älteren Druckschriften, die sich mit dem Aufenthalte der Franzosen in Mainz befassen, finden sich für: An der Liebfrauenkirche = Rue de notre dame, Fischmarkt = Quai du marché aux poissons, Klarastraße = Rue St. Claire, Deutschhausgasse = Rue de la maison teutonique, Pfandhausgasse = Rue de lombard.

Der Blick des Fremden, der, vom Bahnhof kommend, durch die Straßen flaniert, wird auf der Schillerstraße durch einen palastartigen Bau gefesselt. Dieses behaglich eingerichtete Gebäude, dessen breite Treppen und Gänge zu einer großen Zahl geräumiger Säle und Zimmer führen, wurde 1735 unter Freiherr von Erthal fertiggestellt. Anfangs ein Sitz der Familie des Erbauers, diente später das Haus jahrzehntelang der staatlichen Verwaltung der Provinz Rheinhessen als „Regierungsgebäude", wie es allgemein bezeichnet wird. Die späteren hessischen Minister Braun, von Gagern, Hombergk von Vach waren hier als Provinzialdirektoren tätig und verdienten sich hier die ersten Sporen, bevor sie Leiter der hessischen Politik wurden. Jetzt weht die französische Fahne über dem stattlichen Portal und an der mit reichen Schnitzereien versehenen Tür ist ein Schild mit der Inschrift angebracht: „Republique française, Administration militaire française, Province de Rheinhesse de Mayence". — Etwa 100 Schritte vom „Regierungsgebäude" entfernt liegt das ehemalige Offizierskasino, dessen große Musik-, Tanz-, Spiel- und Restaurationssäle jetzt für die Offiziere der Besatzungstruppen eingerichtet sind.

Der Schillerplatz ist nach der Südseite von einem mächtigen Barockbau abgeschlossen, dessen Entstehung noch in die Zeit des kurfürstlichen



La Chambre où coucha Napoléon I.
Ehemaliges Schlafzimmer Napoleon I.

Mainz fällt. Dieser unter dem Grafen von Ostein im Jahre 1749 vollendete Bau wurde von jeher von den Gouverneuren, Kommandanten der Festung Mainz zu Dienst- und Wohnräumen benutzt. Eine große Reihe klangvoller Namen preußischer und österreichischer Generale ist mit der Geschichte dieses Hauses verknüpft. Vom Balkon dieses Gebäudes wurden in den Augusttagen 1914 die Mobilmachung und später all die wechselvollen Ereignisse des Krieges verkündet.

Im November 1918 hielten in diesem Hause die Arbeiter- und Soldatenräte ihre Sitzungen. Kurze Zeit wehte eine rote Flagge von den Zinnen, sie ist seit Anfang Dezember der französischen Tricolore gewichen, die mit dem Einzug und der Besitzergreifung des französischen Gouverneurs General Tatin gehißt wurde.

Ein dritter rheinischer Palastbau, das vom Pfalzgrafen von Neuburg 1730—1738 errichtete „Deutsche Haus", trägt die blau-weiß-rote Fahne. Der in rotem Sandstein sich erhebende Bau bietet von seinen großen vorgelagerten Balkonen eine prächtige Aussicht nach dem Rheingau und dem Taunus. Dieses Palais, das zu dem Privatbesitze des Großherzogs von Hessen gehörte, hat neben der Toreinfahrt zwei Pavillons, von denen der linksseitige als Kapelle eingerichtet und mit Gemälden von Januarius Jick geschmückt ist. Das prachtvolle Treppenhaus, die Decken und

quoi il devint l'un des meilleurs avocats de Mayence et fut réélu quatre fois bourgmestre de la ville. A ses funérailles vingt quatre vétérans des armées françaises entouraient son char. Une foule immense formait le cortége et attestait la sincérité de sa sympathie.

A travers son œuvre Wilhelm Hauff a consacré une nouvelle à peindre la physionomie d'un de ces héros survivants de la grande Armée : ce général Willi, de son vrai nom le Général von Hugel. Hugel avait servi parmi les chasseurs et poursuivi toute la campagne de Russie. C'est à lui qu'un prussien demandait un jour :

« Et qu' avez vous donc gagné, monsieur le général, à servir pendant vingt ans l'empereur des français ? » — « Un petit bout de ruban rouge et des souvenirs, répondit-il ».

« On se tromperait beaucoup, écrit l'allemand Luidner si l'on croyait que ce fut par lâcheté que les Rhénans obéirent à un conquérant favorisé par la fortune. L'existence de l'armée française fut un des grands événements de ce siécle, événement capable d'inspirer aux âmes fortes un enthousiasme sublime. Sous Napoléon les rhénans combattaient pour la cause de l'humanité. »



La Chapelle de l'ancien Palais Grand-Ducal
Kapelle im ehemaligen Großh. Schloß

En outre dans tous les embellissements de leur ville les Mayençais apercevaient les résultats de la pensée de Napoléon, aussi trouvait on encore fréquemment aux environs de 1880 des portraits de l'empereur français.

Le souvenir de ces luttes de jadis n'est point tombé dans la poussière, à Wörstadt l'autre jour il revivait avec une curieuse éloquence et devant cette foule ou se groupaient les descendants des vétérans qui avaient servi jadis la France et dont beaucoup portaient la légion d'honneur et la médaille de St. Héléne, on ne pouvait se défendre d'une certaine émotion.

Comme épilogue à cet article on peut que rappeler les belles paroles prononcées au cimetière de Wörstadt par le président des descendants des vétérans.

Monsieur le Général, Messieurs les officiers et soldats français : « Au nom des descendants de ceux qui ont combattu sous l'aigle de Napoléon Ier et au nom du maire de Wörstadt, je vous remercie pour votre aimable invitation. Je suis heureux de penser que mes ancêtres ont servi avec les vôtres la cause du droit. La liberté pour laquelle ont combattu nos ancêtres vos troupes nous l'apportent aujourd'hui. »

□ □

La Musique Française

Gounod

L'œuvre de Gounod rencontre dans les pays Rhénans le même succès qu'en France. Faust a été fréquemment représenté sur la scène de Wiesbaden et de Mayence mais la pièce porte ici le nom de Margarete. Il nous a paru intéressant de reproduire ici quelques détails sur la vie du grand musicien.

Issu d'une famille modeste, il témoigna dès sa jeunesse de brillantes dispositions musicales. Un certain soir on le menait au théâtre de l'Odéon ou une représentation du Freischûtz (Robin des Bois) produisait sur lui une forte impression. Premier grand prix de Rome en 1839 il ne tarda pas à partir pour l'Italie. Il n'y trouva pas d'abord l'émotion qu'il attendait. « Rome est une ville de province vulgaire, incolore, sale presque partout, pour un peu je bouclerais ma malle et partirais pour Paris, écrit-il ».



Palais du Gouvernement édifié en 1749
Gouvernement erbaut 1749

Pour expliquer cet état d'âme Gounod conscient qu'il était trop jeune alors, trop enfant pour goûter du premier coup « le sens profond de cette ville grave, austère qui parle si bas qu'on ne l'entend qu'avec des oreilles préparées par le silence et initiées par le recueillement ». Il n'en compose pas moins à Rome plusieurs mélodies inspirées par des poésies de Lamartine dont la lecture l'avait passionné.

C'est ainsi qu'il écrivit deux de ses œuvres pour chant les plus justement célébres : d'abord le Vallon, puis le Soir ; dont la musique devait, dix ans après, étre adaptée à l'Opéra : et devenir la cantilène. « Héros sur la tour solitaire » qui est une des jolies pages de la partition de Sapho.

Gounod se lie très étroitement à Rome avec Ingres et tous deux communiaient très intimement dans une mutuelle admiration pour les chefs-d'œuvre des classiques, Haydn, Gluck, Mozart, Beethoven. La lecture de Don Juan les passionnait au point de les faire rester ensemble jusqu'à une heure avancée de la nuit, tant est que M. Ingres était obligé de fermer le piano pour séparer les furieux dilettantis et les envoyait dormir chacun de son côté ».

Avec la fin de l'année 1841 Gounod termine son séjour à Rome et se rend à Vienne, puis à Leipzig où il fait la connaissance de Mendelsohn.

Au cours d'un été passé près de Rome Gounod s'était pris à lire le fameux poète de Gœthe et c'est ainsi que lui fut suggérée la premiére idée de la nuit de Valpurgis. Dix-sept ans plus tard, faisant la connaissance de Michel Carré, Gounod leur parla du sujet de Faust. Faust fut représenté le 14 Mars 1859 devant une salle composée en parties presque égales de partisans convaincus et de détracteurs acharnés. Ces derniers prédisaient qu'une musique aussi ennuyeuse ne serait pas jouée quinze fois. Le délicieux acte du jardin lui-même ne trouvent pas grâce devant ces sauvages qui réclamaient ni plus ni moins la coupure du tableau entier. Tout au plus le cœur des vieillards et celui des soldats avaient-ils rallié l'unanimité des suffrages.

Dans la pièce de Michel Carré comme dans le poéme allemand, Faust est fatigué de l'étude, dégoûté de la science M. Gounod a peint son ennui dans une introduction sentimentale qui précède le lever du rideau avec une vérité parfaite, trop parfaite peut-étre ».

C'est ainsi qu'on se permettait de juger ce beau prélude initial reflet, mais non réminiscence, du style de Jean Sébastien Bach auquel l'auteur moderne a voulu adresser l'hommage de son ardente vénération.

Le critique se réjouit ensuite d'entendre « un petit air de hautbois, leste, frais, coquet et d'une élégance suprême qui vient tout à coup ranimer l'orchestre appesanti (sic).

Puis quelques éloges pour la vision de Marguerite à son rouet dont le bruit est rendu par un trait de violons que les harpes accompagnent d'une mystérieuse harmonie. Malheureusement le duo qui termine le premier acte n'est que bruyant.

Aprés avoir rendu justice à la cavatine : Salut, demeure chaste et pure, à la chanson du roi de Thulé, au duo d'amour entre Marguerite et Faust le critique se prend à regretter que dans les deux derniers actes l'auteur ne se soit pas tenu au niveau du troisième.

« La sérénade de Méphistophéles, Artil, est assez médiocre le trio qui vient ensuite ne vaut guère mieux. Le morceau d'ensemble où Valentin expire après avoir si longuement maudit sa sœur est physiquement invraisemblable. On ne parle pas tant et l'on ne crie pas si fort quand on a le corps traversé d'un coup d'épée dont on va mourir.

Heureusement il s'est trouvé alors d'autres critiques pour rendre dès maintenant justice a la nouvelle partition, voilà ce qu'écrivait un ami de Berlitz.

« L'Opéra de Gounod est une œuvre de maître ». Chaque morceau repose sur un sujet musical largement dessiné. M. Gounod a été également heureux dans les scènes qui prêtent au drame et dans celles qui prêtent à la poésie. Je reviens toujours à cette scène du Jardin. C'est une page exquise. De plus M. Gounod écrit en homme qui possède également la langue des mots et celle des sons ce qui veut dire qu'à toute l'inspiration que fait le grand musicien, il joint les qualités qui font l'homme cultivé.

On a soutenu également que le livret de Michel Carrè n'avait qu'une parenté bien éloignée avec le poême de Gœthe, que transportés du livre allemand sur la scène Française, les personnages avaient dans ce voyage perdu de leur physionomie première et que la haute philosophie qui se dégage de l'original se réduisait au théâtre à une banale intrigue. On a dit surtout que le véritable titre de l'Opéra de Gounod ce n'était pas Faust mais bien Marguerite. De fait n'est-ce pas l'étranger qui le premier a fourni l'argument, le traducteur d'Outre-Rhin ayant de sa propre autorité baptisé l'œuvre : Margarethe.

Le compositeur n'allait pas tarder à cueillir à l'étranger tous les lauriers qu'on lui marchandait à Paris. Partout le succés y atteignait même aux proportions d'un triomphe, par exemple à Hambourg ou le rôle de Marguerite fut tenu par Mademoiselle Spohr, dans les régions Rhénanes le succés fut particulièrement éclatant et de belles représentations se poursuivirent à Darmstadt et à Francfort.

Gounod donna quelques années plus tard Mireille et Roméo. Ces pièces eurent du moins la supériorité de ne provoquer dès l'abord aucune hostilité systématique et de s'établir dès la première représentation en succés inconteste.

On a prétendu que dans l'intervalle de ces deux œuvres Gœthe avait subi l'influence de Wagner. Cette assertion est fausse. Dans Roméo la coupe classique et bien définie de chaque morceau, la répétition parfois abusive des mêmes vers, l'orchestration le plus souvent esclave de la phrase du chanteur sont autant de démentis au systéme Wagnérien.

On peut toutefois regretter que l'auteur de Faust n'ait pas su élargir sa formule artistique. Il n'en laisse pas moins une œuvre superbe et qui contribue largement à répandre une séduisante idée de la musique Française.

□ □

Ein Reichsfürst des Nahegebiets als Freund Frankreichs

Die interessanteste Persönlichkeit aus der früheren französischen Zeit des Nahegebiets ist wohl der Fürst Friedrich III. zu Salm-Kyburg. Er folgte seinem in Paris verstorbenen Vater, der in Kirn beigesetzt war, und welcher der Fürst Philipp Joseph von Salm-Kyburg war, am 7. Juni 1760 in der Regierung. Im Jahre 1770 war er französischer Oberst und am 5. September 1778 Brigadier geworden. Den Sommer verlebte er gewöhnlich in seiner Residenzstadt Kirn, den Winter über hielt er sich jedoch meist in Paris auf. Dort baute er sich im Jahre 1786 das herrliche Palais du Prince de Salm. Dasselbe wurde in der Revolution für 250 000 Frs verkauft und ist seit 1804 Palais de la Legion d'honneur. Die Mutter des Fürsten war die Erbtochter des Fürstenhauses Hornes und Overisque, dessen reiche Besitzungen hauptsächlich in den Niederlanden lagen.

Im Oktober 1789 wurde der Fürst Friedrich III. von Salm-Kryburg unter Lafayettes Protektion durch einstimmige Wahl Bataillonschef der Nationalgarde des Jakobinerdistrikts. Als das Deutsche Reich im Jahre 1792 Frankreich den Krieg erklärte, instruierte er seinen Komitialgesandten Johann Nepomuk von Wolff am 1. November 1782, sich in aller Form für „Nein" auzusprechen, selbst wenn Friedrich im Fürstenkollege allein dieser Ansicht sein sollte.

Auf Antreiben des Revolutionsausschusses der Section des homme armé vom 26. Januar 1794 (8 Pluviose 11) erließ das Comité de surveillance einen Haftbefehl gegen Friedrich. Am 13. Germinal II (2. April 1794) verfügte der Sicherheitsausschuß: „Der sogenannte Salm-Kryburg, deutscher Fürst" solle in das Gefängnis Les Carmes abgeführt werden. Hier fand er auch seine intimsten Freunde Alexandre und Josephine Beauharnais. Am 29. Juli 1794 führte man ihn mit 53 Leidensgefährten vor das Revolutionstribunal. In öffentlicher Sitzung wurden 49 der 53 zum Tode verurteilt, unter ihnen Friedrich von Salm, deutscher Fürst, Beauharnais Prinz Louis Armand Constantin de Rohan-Montbason u. a. Am 2. Juli 1794 wurden die Verurteilten auf Karren aus der Conciergerie zum Schaffotte gefahren und in der Bavoisson de Trône hingerichtet. Die Schwester des Fürsten kaufte den blutgetränkten Boden, wo ihr Bruder ruhte, der bei dem früheren Dorfe Picpus lag und umgab ihn mit einer Mauer. Später errichtete die Familie Salm Kryburg. Der hingerichtete Fürst wurde später öffentlich für unschuldig erklärt.

Er hatte einen minderjährigen Sohn, den am 14. Dezember 1789 in Paris geborenen Fürsten Friedrich IV. hinterlassen. Am 16. September 1794 erklärte der Konvent dessen Besitzungen für neutral. Der Gesetzgebungsausschuß setzte den jungen Fürsten am 10. Juli 1795 wieder in Besitz der väterlichen Güter im Hennegau, weil sein Vater Frankreichs Verbündeter und Freund gewesen sei. Am 16. September dehnte ein Dekret des Konvents vom 10. Juli auf alle Güter Friedrichs in Belgien aus. Am 8. März 1797 erklärte die französische Generaldirektion in Trier das Fürstentum Salm-Kryburg für unabhängig. Der General Hoche erließ am 13. Mai 1797 von seinem Hauptquartier in Friedberg aus eine Neutralitätserklärung für alle kryburgischen Gebiete. Hoches Nachfolger General Augerau und der Divisionsgeneral Château neuf-Raudou ließen die Neutralität des kryburgischen Landes fortbestehen. Am 7. März 1798 jedoch proklamierte der Regierungskommissar Rudler die Einverleibung des Fürstentums Salm-Kryburg in die französische Republik. Durch den Reichsdeputationshauptbeschluß vom 25. Februar 1803 erhielt der junge Fürst Friedrich IV. von Salm-Kryburg als Entschädigung für seine durch den Luneviller Frieden am 9. Februar an Frankreich verlorenen linksrheinischen Lande in Gemeinschaft mit Salm-Salm die volle Landeshoheit über die beiden münstrischen Aemter Ahaus und Bocholt in der heutigen Provinz Westfalen und trat am 12. Juli 1806 mit voller Souveränität dem Rheinbund bei. Der junge Fürst besuchte um diese Zeit die kaiserliche Militär-Schule in Fontainebleau. Er verließ dieselbe aber bald und begab sich nach Warschau, wo er Unterleutnant im 10. Husarenregiment und bald Ordonnanzoffizier bei Napoleon wurde. Der achtzehnjährige zeigte im Treffen bei Heilsberg und in der Schlacht bei Friedland Unerschrockenheit und diente bald als Kapitän unter General Junot in Portugal. Mit einer Depesche Napoleons ging Friedrich zu General Reille nach Fegueras, begleitete ihn zur Belagerung von Rosos und sollte mit einer wichtigen Depesche Reilles unter kleiner Bedeckung zum Kaiser reiten, als ihn nahe dem Fort Bellegarde Micpueletes und Soldaten des Regiments Saria umzingelten. Er focht heldenhaft, zerriß die Depesche mit den Zähnen, wurde jedoch gefangen und nach Tarragona und dann nach Gerona gebracht, wo die Besatzung seinen Kopf forderte, denn als Grande von Spanien I. Klasse erschien er den Spaniern doppelt verhaßt. Am 6. Februar 1809 jedoch kam er, nachdem er das Versprechen gegeben hatte, nicht mehr gegen Spanien zu kämpfen, frei und ging nach Paris, wo ihn Napoleon bald nach Oesterreich rief. Als Ordonnanzoffizier Napoleons traf Friedrich IV. am 3. Juli 1809 in Schönbrunn bei ihm ein und machte die Schlacht bei Wagram mit. Der Kaiser ernannte ihn am 21. September 1804 zum Schwadronchef im 14. Jägerregiment zu Pferd und sandte ihn dann in einer besonderen Mission nach Illyrien. Am 9. Mai 1814 verließ er den französischen Militärdienst und am 11. Januar 1815 vermählte er sich mit Cecille Rosalie Prevost de Bordeaux, mit der er auf dem Schlosse Ahaus und später in Montmorency (Seine et Oise) lebte. 1831 erschien er unter den Kandidaten für den Thron des neuen Königreichs Belgien. „Ich kenne", so schreibt Baron Stassart, das bekannte Mitglied des National-Kongresses, am 22. Februar 1831 von Namur aus, „seit über 20 Jahren den Herrn Fürsten von Salm-Kryburg, von dem sie mir schreiben. Er ist ein feiner Weltmann, der unter dem großen Napoleon seine Probe von Tapferkeit und Heroismus abgelegt hat.... Wenn es wahr ist, daß Frankreich sich der Wahl dieses Fürsten günstig zeige, so wäre er als Kandidat nicht zu mißachten."

Friedrich starb am 14. August 1859 in Fontainebleau und wurde am 20. August in der Familiengruft bei dem Kloster Picpus in Paris begraben.



Bingen au bord du Rhin (Vue sur la vallée de la Nahe).
Bingen am Rhein und Blick in das Nahetal.

Wir haben die Absicht über den Rhein- und Moselwein, ebenso über den rheinischen Schaumwein einige Artikel zu bringen und nimmt die Redaktion Anregungen gerne entgegen.

Les événements de la semaine

Mayence a reçu cette semaine la visite du Maréchal Foch Commandant en chef les Armées Alliées et du Général Pershing Commandant l'Armée Américaine. De grandes fêtes ont marqué le Passage de ces hautes personnalités, nous donnerons la semaine prochaine une série de photographies destinées à conserver le souvenir de ces visites.

Le thème hebdomadaire :: Sprachecke ::

A l'occasion du Concours hippique de Wiesbaden la Tétralogie de Wagner sera représentée au théatre de Wiesbaden.

Gelegentlich des Wiesbadener Pferderennen wird die Trilogie von Wagner im Landestheater Wiesbaden zur Aufführung gelangen.

Le temps s'est beaucoup amélioré et la prochaine semaine s'annonce très belle.

Das Wetter hat sich viel gebessert und für die nächste Woche scheint es sehr schön zu werden.

Le cours du marks va-t-il bientôt monter ?

Wird der Kurs der Mark bald steigen ?

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 7

Semaine Hippique de Wiesbaden

du 18 au 25 Mai 1919

Programme

Dimanche 18 Mai

Après-midi :

Concours de Pelotons de Trompettes.
Sauts d'obstacles par un, pour Officiers français.
Fantasia (1er Spahis).

Lundi 19 Mai

Matin :

Présentation des chevaux d'armes devant participer au Championnat interallié du cheval d'armes.

Soir :

Sauts d'obstacles par un, pour Sous-Officiers (concours interallié),
Présentation et concours de voitures de mitrailleuses.

Mardi 20 Mai (Au champ de Courses de Wiesbaden).

Matin, à Wiesbaden :

Présentation des chevaux de selle d'Officiers et de troupes ayant fait toute la campagne dans une unité combattante.

Soir (Champ de Courses) :

1. — Départ des concurrents du Championnat interallié du cheval d'armes pour le parcours des 20 kilomètres.

2. — Gross Country Interallié pour Sous-Officiers.

Un pour la légère et les Dragons.
Un pour les Cuirassiers et Artilleurs.

3. — Arrivée des concurrents du Championnat du cheval d'armes après le parcours des 20 kilomètres.

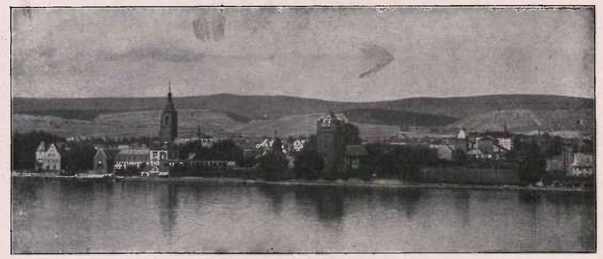
Mercredi 21 Mai

Matin :

Présentation d'attelages :
1°) Concours de pièces.
2°) Fourgon à deux chevaux.
3°) Fourgon à trois chevaux.

Soir :

Défilé des équipages primés le matin.



Eltville au bord du Rhin.
Au second plan les célèbres vignobles du Rheingau

Eltville am Rhein.
Im Hintergrund die berühmten Weinberge des Rheingaues

Concours interallié : Sauts d'obstacles pour Officiers. .

Jeudi 22 Mai

REPOS.

Vendredi 23 Mai (Au champ de Courses de Wiesbaden).

Après-midi :

Cross Country interallié pour Officiers, deux épreuves :
1 pour Légers et Dragons.
1 pour Cuirassiers et Artilleurs.
Courses de haies (interallié).
Fantasia.

Samedi 24 Mai

Matin :

Concours interallié, présentation d'attelages :
Fourgons à 4 chevaux, attelés à la Daumont.
Fourragères à 5 chevaux.

Après-midi :

Défilé des équipages primés le matin.
Sauts de haie par équipes.
Finale du Championnat interalliée du cheval d'armes.

Dimanche 25 Mai

Après-midi :

Coupe interallié.
Présentation et défilé des Lauréats.
Caroussel militaire.

Boite aux lettres :: Briefkasten ::

Toutes demandes et lettres devront être adressées à l'édition ou à la rédaction du « Rhin Jllustré » non á l'Imprimerie Walter.

Alle Anfragen und Zuschriften sind an den Verlag oder die Redaktion der Zeitschrift: „Le Rhin Jllustré" zu richten, nicht an die Druckerei Walter.

Tr., Mainz. Ihre Anfrage ist nicht verständlich. Schreiben Sie uns genau, über was Sie Auskunft wünschen.

P., Wiesbaden, Kaiser Friedrich-Ring. Wir werden bemüht sein, Ihren Anregungen Folge zu leisten.

H. R., Kreuznach. Wenden Sie sich an das Bureau des Affaires Civiles, Section Transport, Mainz, Forsterplatz.

Anonymus, Wiesbaden, Langgasse. Seien Sie so ehrlich Ihren Namen zu nennen, wir werden Ihnen die Antwort nicht schuldig bleiben.

Kleine landwirtschaftliche Nachrichten

Bekanntlich ist der Kreis Alzey ein ziemlich bedeutender Erzeuger von Mais. Dieses Jahr hat jedoch das Saatkorn vollständig gefehlt. Man weiß, daß Rumänien und Ungarn, die wichtigsten Lieferanten dieses Kornes waren, daß es jedoch infolge der Verhältnisse nicht möglich war, die nötige Saat von dort zu beschaffen. Am 16. April 1919 sandte die Kreisdirektion des Kreises Alzey der Administration Française folgenden Brief:

„Durch das gänzliche Fehlen von Saatmais ist die Grünfütterung für den Herbst stark gefährdet, denn es werden seither wohl etwa 500 Sack Mais zur Aussaat im Kreise Alzey verwandt worden sein.

Der Herr Administrateur würde daher die Landwirte des Kreises zu ganz besonderem Dank verpflichten, wenn er ermöglichen könnte, den Kreis Alzey mit einigen Waggons Mais zu beliefern.

Die Aussaat von Mais findet von Mitte Mai an statt."

Am 27. April antwortete das Ministerium des Lebensmittelamtes durch folgendes Telegramm:

„Wir können dem Kreise Alzey 400 Zentner marokkanischen Mais zur Verfügung stellen, 55 Frs. die 400 Zentner frei Waggon, Säcke zurückschicken."

Wir können dadurch die guten Beziehungen konstatieren, welche zwischen den landwirtschaftlichen Organisationen und der Okkupationsarmee herrschen.

□ □

Ephémérides.

Il y a cent vingt ans.

Lettre adressée par la municipalité de Mayence au citoyen Rudler, commissaire du gouvernement français dans les nouveaux départements de la rue gauche du Rhin.

Lettres à Rudler

Lettre No 125 du 1e Brumaire an 7

» Au citoyen président et membres du Directoire exécutif de la RépubliqueFrancaise indivisible.

Citoyens Directeurs!

Le cri de la liberté à peine se faisait-il entendre en France que le Mont-Tonnerre en répétait l'écho, qui épouvantait tous les petits de la rive gauche du Rhin, et portait l'effroi jusqu'au Danube, à l'Oder, au Pô, Tage, Guadalquivir, à la Néva et à la Tamise.

L'an 1792 (vieux s'yle) se forma dans nos murs la Convention Rhéno-Germanique, qui, en face des armées coalisées, prononça la liberté du pays qui, sous le tonnerre du canon ennemi, demanda sa réunion avec la grande nation Française, acceptée et décrétée à l'unanimité par la Convention Nationale le 30 Mars 1793 (vieux style), et scellée du sang de notre concitoyen, du brave Adam Lux, tombé sous le glaive de l'anarchie, laquelle il avait le courage de combattre avec une résignation immortelle.

Le Despotisme, furieux de voir arrachées à sa domination les plus belles et les plus fertiles des contrées du Rhin, et en présageant un sinistre avenir, ramassa toutes ses forces, et il réussissait à souiller notre sol de ses cohortes d'esclaves. Mais ces succès des impies ne sont que momentanés! La Liberté ne voulait que nous éprouver. Bientôt, elle nous jugea dignes d'augmenter les millions de ses adorateurs. Après quelques ans de souffrances, elle retourne avec ses braves, ses invisibles défenseurs. Ils se montrent, et nos portes se rouvrent, -ils rentrent et nos fers sont brisés.

Les satellites de notre ancien tyran, tout d'un coup démentis et stupéfaits, la voix du peuple se relève, et retentit jusque dans l'enceinte de votre palais, citoyens Directeurs! Nous le répétons, le vœu sincère, sacré et ardent que la totalité de nos administrés vous a émis le Floreal dernier. Vous avez prononcé notre réunion par votre ambassade au Congrès de Rastadt. Que le Corps Législatif là prononce aussi par une loi solennelle! Qu'il manifeste à tous les peuples de la terre que la France ne reconnait pour limites que l'Orient, les Alpes, les Pyrénées et le Rhin, et que tous les usurpateurs des droits de l'homme tremblent de porter la moindre atteinte à la liberté de 32 millions uns et indivisibles! »

□ □

Autour du Rhin

Une tournée théâtrale offre une série de représentations dans les pays rhénans. A Mayence on joue le 30 Mars en matinée gratuite Cyrano. La salle est pleine de poilus.

Quand Cyrano meurt au cinquième acte laissant faiblement tomber de ses lèvres le nom de Roxane un des poilus qui n'a pas saisi le mot de la fin, interroge son voisin : « Qu'est ce qu'il a dit en mourrant? » Et l'autre de répondre très sérieusement : « Je sais pas... J'crois qu' c'est Paname. »

Fantasio, 3 Mai.

Dans son récent ouvrage « Les Français sur le Rhin, » Henry Bordeaux nous l'atteste. St-Goar qui jadis donna son nom à la charmante localité des bords du Rhin était un Français de Gascogne et comme tel il possédait l'esprit le plus délié et le plus souriant.

Sa popularité inquiétait l'évêque de Trèves qui en prit ombrage et le manda dans son palais pour le sermonner. Le saint fut très mal accueilli, on ne lui offrit même pas de se débarrasser de son chapeau, de son manteau et de son bâton. Alors la légende, une légende charmante veut qu'il les ait suspendus à des rayons du soleil.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 8

La première affiche française dans Mayence était signée du Colonel GOYBET qui commande l'infanterie d'une division. Le Colonel GOYBET porte le prénom de Victor et se contenta de signer V. GOYBET. Von GOYBET traduisirent certains mayençais. Ainsi l'affirme un quotidien parisien.

Tommy est très amateur de la pêche. C'est ce que nous apprend notre sympathique confrère : « The Cologne Post. »

Il y a dans ces régions beaucoup d'occasions de se livrer à ce divertissement très cher. Bien que le Rhin ne soit pas une rivière idéale pour la pêche, ses affluents dans le voisinage de Cologne offrent de grandes ressources. Il faut signaler en particulier l'Ahr et le Rocher de la Lorelei qui se prêtent merveilleusement à ce sport.

□ □

L'Administration du « Rhin Jllustré » invite les commerçants français de passage à Mayence à faire paraitre dans le journal leurs annonces et leurs demandes diverses. Pour tous renseignements s'adresser au « Rhin Jllustré » à Mayence.

Bankhaus Kronenberger & Co.
Kommandite der Deutschen Vereinsbank
Mainz a. Rhein
Grosse Bleiche 35/37
Filiale in Bad Kreuznach
besorgt und finanziert alle bankgeschäftlichen Angelegenheiten in den besetzten und unbesetzten Gebieten.
Von der französischen Finanzbehörde autorisiert.
Eröffnung von laufenden Rechnungen.
An- und Verkauf von Wertpapieren und Geldsorten.
Gewissenhafte und sachkundige Auskunft über alle Finanz-Angelegenheiten.
Moderne Stahlkammer.



Maison de Banque
Kronenberger & Co.
Mayence s/Rhin
Grosse Bleiche 35/37
Succursale à Bad Kreuznach
Opérations financières de toutes sortes des pays occupés et non occupés.
Autorisation spéciale de la Section économique française.
Ouverture de comptes courants.
Achats et ventes de valeurs.
Renseignements consciencieux sur toutes questions financières.
Coffreforts modernes.

Groupement Alimentaire
13 Rue de Tiquetonne Paris
9 Rue Flachsmarkt **Mayence**
Vins et liqueurs
Grandes Marques françaises
Conserves alimentaires
Service régulier entre Paris et Mayence.
départ de Mayence: le dimanche
départ de Paris: le jeudi.

Imprimerie Georg Aug. Walter, Mayence s/Rhin
32-34 Rue de Schiller, vis-à-vis du Cercle des Officiers - **Téléphone No 732**
Imprimerie et Lithographie
Grand stock en papier à lettre et cartons de tous genre

Ludwig Vogel
Mayence
58 Grosse Bleiche
Tous articles pour bureaux.
Livres commerciaux.
Toutes sortes de papier et d'enveloppes.
Dictionnaires,
Manuels de conversation.

AUGUST SCHITTER, MAYENCE
propriétaire de vignobles
et vente de vins en gros
Spécialité de vins naturels, fins et extra fins
Vins de bouteilles :: Visite de mes caves historiques
à tous les acheteurs intéressés.
Les catalogues sont mis à la disposition. On cherche des representants

Christian Holz
MAYENCE
71 Augustinerstrasse
:: **Papeterie spéciale** ::
Grand choix en
papiers à lettres, cassettes-pochettes
Souvenirs, Cartes postales etc.

Jean Bord / Mayence
37 Walpodenstrasse · Téléphone 2548
Agence
pour l'achat et la vente de maisons, villas fabriques, terrains en ville et en campagne

F. W. Kinkel, Mayence
Wallstrasse 17 · Téléphone 563
Articles en cuirs fabrique de cuir
Courroies de transmission etc.
Équipement pour militaires, gendarmes, policiers.
Articles de voyage, équipement d'équitation harnachements
Tannerie de la maison à Heidesheim (Hesse-Rhénan)
Lederwaren und Lederfabrik
Treibriemen etc.
Militär-, Gendarmerie-, Polizei-Ausrüstungen. Reiseartikel.
Pferde-, Reit- und Fahrgeschirre.
Eigene Gerberei Heidesheim (Rheinh.)

L. Friedmann
Mayence
50 Schulstrasse 50
Grand choix en montres de poche en montres bracelets pour hommes et femmes.
Or et Argenterie de toutes sortes.
Réveille-matins-Pendules.
Ravissants articles pour ladeaux.

Gebrüder Metzger
Papeterie en gros / Schreibwaren-Grosshandlung
Telephon 1979 **Mainz** Pfandhausstr. 5
Grands stocks et assortiments de tous les articles de papeterie pour bureau et école, portes-plumes à réservoir, porte-mines, crayons Marque: A.W. Faber et Joh. Faber
Reichhaltiges Lager in Briefkassetten, Schul- und Bureauartikel, Füllfederhalter und Drehstifte.
Bleistifte Marke: A.W. Faber und Joh. Faber
Verkauf nur an Wiederverkäufer

Disconto-Gesellschaft
Succursale à **Mayence,** Ludwigstraße 8—10
Capital et Reserves 440 000 000.—
70 Succursales
S'occupe de toutes opérations de Banque des pays occupés et non occupés.
Ouverture de credits et de payements en France.
Change de monnaies étrangères.
Achat et vente de valeurs. S'occupe des mises en dépot.
Succursales : Norddeutsche Bank à Hambourg. Capital et Réserves à M. 80.000.000.—
A. Schaaffhausen'scher Bankverein à Cologne. Capital et Réserves M. 110.000.000.—

Bense & Mohr
Semences en tous genres
Gutenbergplatz 9-11 Mayence près du Théatre
Spécialités: Semences de légumes des pays rhénans, semences de fleurs, outils de jardinage

Expédition Camionnage Mayence
Mainzer Spedition u. Lagerhaus
Telephon 449 und 1791
B. Bauer m.
Möbel-Transport u. Aufbewahrung
Entrepots Déménagement

Abt & Kahn-Hut
Mainz
Sellier et matelassier en gros
Cherche première offre en crins de cheval, crins pour matelas, mousseline, cotelins, gobelins, garnitures de meubles cuirs et garnitures pour harnachements ainsi que tous les articles concernant l'équipement
Sattler- und Polsterwaren-Grosshandel
erbittet Angebote in Rosshaaren, Matratzendrelle, Nessel, Cotelins, Gobelins, Möbelgurten, Geschirrleder Geschirrbeschlägen, Geschirrschnallen und Ringe u. s. w

Werner & Mertz * Mainz * Mayence

Verarbeitungswerke
für Wachs und verwandte Stoffe
Erdal-Schuhkrem
schwarz - gelb - braun

Das Haus ist Käuferin für einschlägige Rohstoffe (hauptsächlich Terpentinöl), Harze und Wachse) und erbittet Angebote.



Usines de Cirages
Cirage-Crême Erdal
noir - jaune - brun

La maison est prête à acheter toutes les matières brutes dans ce but particulièrement térébenthine, résine et cire et sollicite des offres.

Bank für Handel und Industrie
(Darmstädter Bank)

Succursale à Mayence, Kaiserstrasse 37
Téléphone 15 et 16

Capital et réserves 192 Millions de marcs. Environ 150 Succursales en Allemagne.

Autorisée par l'autorité française pour la négociation de payements et de commerce de fonds puplics dans les pays non occupés.

Achat et vente de billets français.

Payements pour l'Alsace-Lorraine, la France et pays Alliés. S'occupe aussi trés conciencieusement de toutes les affaires concernant la banque.

Filiale **Mainz,** Kaiserstraße 37
Telefon 15 und 16

Kapital und Reserven 192 Millionen Mark Zirka 150 Zweigstellen in Deutschland.

Von der französischen Behörde autorisiert zur Vermittlung des Zahlungs- und Effekten-Verkehrs ins unbesetzte Gebiet.

An- und Verkauf von franz. Noten.

Zahlungen nach Elsass-Lothringen, Frankreich und den Ländern der Alliierten, sowie kulanteste Besorgung aller übrigen bankgeschäftlichen Transaktionen.

Papier d'Emballage.
Imprégnation unilatérale, environ 50.000 Kilos larg; en rouleaux, 110 cm. 500 gr le métre carré. 2.50 le K; non imprégné: environ 30.000 Kilos. 73 × 105 300 gr le métre carré 2 francs le Kilo, environ 25.000 K. 73 × 105 environ 600 gr le métre carré 2 francs le K.
G. F. Landauer-Donner à Mayence
Rheinallée 21

Hotel Karpfen, Mayence
Restaurant Ier ordre
tout près du Rhin.

Hotel-Restaurant
VILLE DE COBLENTZ
49 Rheinstr. :: MAYENCE :: 49 Rheinstr.
Concert journalier de 4 à 6 et de 8 à 10.

Wiesbaden
Hôtel de Cologne
Rue du Fort 6 Kleine Burgstr. 6
Restaurant — Bains

Joseph Stenz, Mayence
Rheinufer 28 Halle 5 Téléphon 39
Navigation — Expédition
Répartition du contenu des wagons, Commission Expédition, Camionnage, Entrepôts, Douane, Assurance

J'offre à prix trés réduits:
35 Tours
5 Tours à revolvers
7 Tours à marquer
3 Bancs à forer horizontals
10 Bancs à fraiser
1 Presse de l'excentrique
2 Presse hydrauliques
2 Scies à froid
3 Machines à ferer rapides
3 Machines á couper (Coupeuses)
Différentes petites machines.
Toutes ces machines sont presque neuves et en trés bon état.
G. F. Landauer-Donner
Mayence, Rheinallée 21

Baumbach-Salons, Mayence
14 rue de la Gare
Vins du Rhin et de la Moselle
Maibowle Spécialité de la Maison
Concert tous les jours

Gebrüder Deutsch
Kaiserstrasse 1 **Mainz** Gegründet 1848
Manufakturwaren-Grosshandlung
Spezialität:
Baumwollene Web- und Druckwaren
Großes gut sortiertes Lager

Victor von Zabern
* Vis-à-vis du * Cercle des officiers
Librairie et commerce d'objets d'art.
Grand choix d'auteurs classiques, de romans et de livres de science en langue allemande et française
Magasin abondant de tableaux encadrés et sans cadre en tous prix.
Cabinet de lecture moderne.

L. Weinschenk, Mainz
Agentur-Geschäft
Weingroßhandlung
Transitlager im Zollhafen
Telephon 248
Telegramme: Weinschenk, Mainz

Limitez vos Risques
Ne traitez pas sans avoir pris vos **renseignements**
L'Agence de Renseignements
Bürgel / Mayence
Walpodenstr. 15 II :: Téléphone No 873
vous procurera les renseignements désirés sur les particuliérs, commerçants, sociétés etc.

K. Walter-Diehl
Mayence
15 Pfaffengasse
Téléphone 4139
Cartes postales et albums
avec texte français
en gros

Carl Müller, Opticien
Schillerstr. 24 I:o * Mayence * vis à vis du Cercle des Officiers
Lunettes, pincenez, lorgnette, Jumelle Zeiss, Goerz – Etuis de mathématique, Règle à calcul.

Société Générale Alsacienne de Banque
Agence de Mayence: Schillerplatz
Siege social: Strasbourg

Agences à Barr, Cernay, Colmar, Esch s/A., Ettelbruck Francfort, Guebwiller, Haguenau, Idar, Kehl Luxembourg, Metz, Molsheim, Mulhouse, Niederbronn, Obernai, Rosheim, Saint-Amarin, Saar-Union, Saint-Louis, Sarreguemines, Saverne Schlestadt, Thann, Thionville, Wasselonne.

Correspondants dans toutes les villes de France et sur les principales places etrangères.

Toutes opérations de Banque: Ouverture de comptes courants et de comptes cheques, crédits documentaires, encaissement et escompte d'effets, opérations de change, ordres de bourse, émission de lettres de crédit.

La Société Générale Alsacienne de Banque a été chargée par le Comité Economique Interallié des transactions entre les Pays Rhénans occupés, l'Alsace-Lorraine et la France

La maison G. F. Landauer-Donner
Tannerie et fabrique de cuirs
offre des peaux de veau, de chévre, de mouton, pour la fabrication de portefeuilles et de meubles.
Fabrique à Idstein dans le Taunus
Bureau: Mayence Rheinallée 21

Pour la rédaction: RENÉ HOFFHERR. — Editeur: LE RHIN JLLUSTRÉ. — Imprimé par: GEORG AUG. WALTER, MAYENCE, Schillerstr. 32, vis-à-vis du Cercle des Officiers

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 9

Le numéro: 30 Pfennig — Jede Nummer 30 Pfennig

Le Rhin Jllustré
Der Rhein im Bild

Paraissant tous les Samedis — Erscheint jeden Samstag

No 1 Samedi 10 Mai 1919 — **Samstag, 10. Mai 1919 No 1**

Pour tous écrits et communications s'adresser: Le Rhin Jllustré, Mayence • Alle Zuschriften sind zu richten: Der Rhein im Bild, Mainz

Ce qu'il veut:
Encourager l'esprit et le commerce rhénan. Intéresser le soldat français à la vie locale.

Was wir wollen:
Rheinisches Leben und Handel fördern. Die französischen Soldaten für das rheinische Leben interessieren.

Des idées, des initiatives.

Une foire au pays rhénan.

Nous entreprenons ici une série d'articles ou nous nous proposons d'étudier avec une large probité toutes les initiatives susceptibles d'intéresser l'avenir des pays rhénans. Quel que soit le statut définitif et la forme politique que demain réserve à ces régions elles ne peuvent manquer désormais d'être entrainées dans une orientation Commerciale qui les rapprochera du mouvement français. Les profondes modifications territoriales apportées par la guerre vont déterminer une évolution dans les courants économiques dont il parait difficile de mesurer toute l'importance. Il se poursuit en outre un vif mouvement d'idées dans ces régions rhénanes qui ont connu jadis la droiture de l'administration française, à la lumière des derniers événements les opinions se renouvellent, les jugements se révisent, ainsi surgit un nouvel état d'esprit et on ne peut que s'en louer.

La France qui reprendra avec défiance les relations avec l'Allemagne préférera renouer le contact avec des populations dont elle a eu l'occasion d'apercevoir combien leur mentalité différait de celle des Prussiens. Tout permet ainsi d'entrevoir pour ces populations un admirable et magnifique avenir.

Mais les échanges d'idées, les contacts commerciaux ne sont utiles et profitables que s'ils sont appuyés sur une connaissance intelligente des besoins et des ressources respectifs. Or il apparait clairement aux yeux de tous que l'interruption des relations pendant quatre années de guerre ne permet plus d'être renseigné avec exactitude sur tous ces problèmes : — « Quel a été votre effort durant cette guerre, sur quoi s'est il particulierement porté, quelle a été votre production, dans quel sens a-t-elle grandi? ».

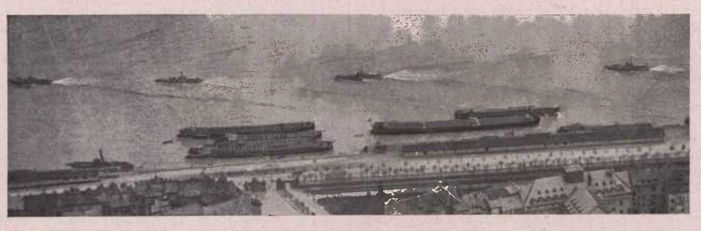


Le Général Mangin
et le Commandant anglais de la flottille sur la canonnière.
General Mangin und der engl. Kommandant auf einem Kanonenboot.

Telles sont les questions posées journellement et chacun apercoit la nécessité d'établir un tableau documenté de l'activité récemment déployée dans tous les domaines. Les catalogues sont accueillis avec une étonnante faveur et il est même permis de souhaiter une large diffusion de catalogues ordonnés et méthodiques ou chacun pourrait résumer rapidement l'effort du voisin.

En ce sens nous voulous appeler l'attention sur une initiative qui pourrait rendre les plus réels services. Pourquoi ne pas grouper dans une ville rhénane un ensemble d'échantillons de toutes les diverses productions. L'histoire de ces dernières années montre le merveilleux succès de ces grandes foires ou se préparent les grands courants commerciaux. L'exemple de Leipzig a été suivi Lyon d'abord, Bordeaux et Paris ensuite sont parvenus à grouper à dates fixes un très large nombre d'exposants. Nous pensons qu'une pareille initiative en pays rhénan serait assurée d'un grand succès.

L'idée semble d'ailleurs en germe et il faut signaler l'initiative heureuse



Revue des canonnières anglaises.
Parade der englischen Kanonenboote.

Anregungen und Gedanken für die Zukunft!

Eine Messe in Mainz.

Wir werden in unserem Blatte eine Reihe von Artikeln veröffentlichen, die darauf ausgehen, alle Pläne zu erörtern, welche für die Zukunft der Rheinlande von Bedeutung sein werden. Wie auch die endgültige Lage und politische Verfassung von morgen für diese Gegenden sein wird, so wird es in ihrem Interesse sein, durch geschäftliche Beziehungen sich der französischen Bewegung anzuschließen. Die wesentlichen Gebietsänderungen, durch den Krieg verursacht, werden in geschäftlicher und industrieller Hinsicht einen Umschwung herbeiführen, dessen Tragweite sich jetzt noch nicht überblicken läßt. Außerdem macht sich in den Gegenden des Rheinlands, welche schon früher einmal unter französischer Verwaltung gestanden haben, ein lebhafter Meinungsumschwung bemerkbar, den man nur als lobenswert bezeichnen kann.

Frankreich, welches mit einem gewissen Mißtrauen die Beziehungen zu Deutschland wieder aufnehmen wird, zieht es sicherlich vor, Beziehungen mit einer Bevölkerung anzuknüpfen, deren Gefühle so grundverschieden von der preußischen sind und die wir zu ergründen Gelegenheit gehabt haben.

Kurz gesagt, die Zukunft dieser Gegenden erscheint uns äußerst günstig.

Jedoch, der Gedankenaustausch und die Handelsbeziehungen sind nur dann von Nutzen, wenn sie auf einer Grundlage basiert sind, welche die genaue Kenntnis der gegenseitigen Bedürfnisse und Ansprüche voraussetzen. Nun erscheint es aber jedermann klar vor Augen, daß, nachdem die gegenseitigen Beziehungen durch eine Reihe von Kriegsjahren unterbrochen worden sind, man über alle diese Aufgaben auf beiden Seiten nicht mehr genau im Bilde ist.

„Welche industriellen Anstrengungen habt ihr in diesem Kriege gemacht, welcher Art sind sie gewesen, wie groß war eure Produktion, in welchem Sinne hat sie sich vergrößert?"

Hier sind die Fragen, welche man sich aufwirft, und ein Jeder sieht die Notwendigkeit ein, einen gegenseitigen Ueberblick über die Tätigkeit in den letzten Jahren zu erhalten. Die Kataloge werden mit großem Interesse aufgenommen und es wäre zu wünschen, daß eine große und organisierte Verbreitung von Katalogen stattfände, damit jedermann einen Einblick in das geschäftliche Leben seines Nachbarn erhalten könnte.

In diesem Sinne wäre es angebracht, eine Initiative ins Auge zu fassen, welche die ausgiebigsten Quellen liefern würde. Könnte man z. B. nicht in einer Stadt des Rheinlandes eine Musterausstellung sämtlicher Landesprodukte veranstalten? Die Geschichte der letzten Jahre weist auf diesem Gebiete in den Mustermessen große Erfolge auf und wobei große Handelsabschlüsse stattfinden. Das Beispiel Leipzigs ist befolgt worden,

prisé à-Deux Ponts ou s'élève au centre de la ville un hall de publicité qui constitue un véritable achévement.

Le rez de chaussée contient une salle historique, témoignage de la vie locale dans le passé. Signalons particulièrement d'élégantes silhouettes où on a voulu reproduire les traits des braves du Palatinat qui servirent jadis la cause française. Elle est singulièrement touchante l'esquisse de ce petit soldat du Royal Deux Ponts qui dans sa guensaille promena jadis à travers l'Europe les idées françaises et comment ne pas se souvenir que le 99ème regiment français trouva sou origine dans le Royal Deux Ponts. Plus loin une salle de bijoux groupe de fines richesses et un rayon d'essences et de parfums complètent la physionomie du rez de chaussée.

Au premier étage un délicat boudoir installé par le Bon Marché offre à l'observateur un témoignage parfait du gout parisien, tout autour c'est une salle de broderies et une galerie de moulages ou, se reconstitue aisément l'effort artistique à travers les âges Le deuxcième étage sera en outre bientôt transformé en salles de thé et de lectures.

Mayence pourrait utilement imiter cet exemple. Elle pourrait même par sa position apporter plus d'ampleur dans la conception et travailler a établir un des centres commerciaux les plus importants du monde. Peu favorisée sous la domination prussienne, toujours supplantée par Francfort et les localités de la rive droite elle pourrait ainsi aspirer désormais au rôle que lui assignent plusieurs siècles de probité et de travail.



Le pont principal de Mayence. Vue prise d'aéroplane.
Blick auf Straßenbrücke aus einem Aeroplan.

Il suffira sans doute de signaler celle initiative aux Commerçants rhénans, nous serons heureux de donner l'hospitalité à toutes les propositions utiles.

□ □

Figures nouvelles.

Le poilu et le Boy apportent au paysage Rhénan un élément nouveau, original et qui en modifie profondément l'aspect. Il n'est même pas téméraire d'affirmer qu'ils laisseront là une empreinte durable de leur passage. Attentif le Rhénan les contemple avec curiosité et se laisse parfois gagner à leur tour d'esprit et à leurs locutions familières. Les mots « tout de suite » « allez » feront désormais parti du langage local, n'ai-je pas eu l'autre jour l'étonnement d'entendre un habitant envoyer un de ses compatriotes « à la gare » et lui affirmer délibérement qu'il était « très moche ». Quant à la phrase « promenade ce soir » le fréquence de son emploi exprime un état de choses qui atteste à nouveau l'irrésistible séduction des soldats Français.

A Coblentz le Rhénan se prend à user largement des termes d'affaires américains, le mot business qui fit déja fortune chez notre troupier trouve un succès égal dans la population. Et n'est-ce pas untrait de cette guerre que cette mutuelle pénétration des langues et ce large échange de termes dout la plupart d'ailleurs nous parviennent transformés. Il n'en reste pas moins qu' à découvrir le sens profend de ces vocables on pénétre plus aisément dans la mentalité du voisin car l'âme d'un peuple ne s'exprimera jamais mieux que dans ces locutions populaires et le mot est chose étrangement vivante.

De même que le son d'un langage nouveau les gestes et les attitudes de tous ces étrangers s'incorporent et se fixent dans le paysage. On éprouve un plaisir amusé à contempler dans le décor de Wiesbaden notre classique poilu et son habituel cortège de bidons et de musettes, à le voir sans tarder recourir aux vertus du système Det à ses infinies applications, à l'entendre exposer l'ingéniosité de certaines « combines « astucieuses dont les Rhénans découvrent peu à peu le sens. Parmi le décor nouveau des Restaurations et des Weinstuben tout en appréciant la saveur des Moselweine et des Rüdesheimerweine le poilu ne trouve pas toujours l'atmosphére agréable aux dissertations qui lui sont chères et je ne serais point trop étonné qu'il donna parfois un souvenir attendri à ces délicieux « bistros » du front ou dans la monotonie des repos on s'attardait à rêver des « bobards » légers.

Mais le poilu ne se résume nullement dans cet être empaqueté et verbeux dout une fausse littérature nous présente souvent l'image, il mèdite avec intérêt le spectacle d'un peuple étranger et il est prêt à tirer demain de sa méditation pour lui même et pour l'avenir de son pays les enseignements nécessaires. Et le Rhénan s'aperçoit alors que notre poilu possède un esprit d'observation très affiné et d'admirables qualités d'initiative qu'il ne lui soupçonnait guère à un pareil degré.

Le Boy aussi à imprimé à la zône Rhénane qu'il occupe une physionomie spéciale. Il y a introduit le paysage américain habituel : lourds et énormes trucks : M. P's (gendarmes) soupconneux et redoutables ornés du fameux brassard, jazzbaud bruyants et éffrénés, hutte en bois du Y. m. C. A. surmontée du triangle rouge fidèle et tout au fond du tableau l'inévitable perspective d'un ardent jeu de baseball. Il est apparu zuerst hat Lyon und dann Bordeaux und Paris große Mustermessen veranstaltet und wir sind überzeugt, daß eine solche Einrichtung in den Rheinlanden von bedeutendem Erfolg gekrönt wäre. Uebrigens scheint der Gedanke daran schon zu bestehen und in Zweibrücken kann man im Zentrum der Stadt schon ein Lokal sehen, welches eine beträchtliche Mustersammlung aufweist.

Im Parterre ist ein historischer Saal, welcher vom Leben in früheren Zeiten Zeugnis ablegt. Sehr interessant sind besonders elegante Silhouetten, welche die Gestalten der tapferen Pfälzer darstellen, die einst in den französischen Heeren dienten. Ganz besonders bemerkenswert ist z. B. die Skizze des kleinen Soldaten von Zweibrücken, welcher einst durch ganz Europa mit den Heeren Napoleons seine französischen Ideen trug.

Weiter erblicken wir einen Saal reich ausgestattet mit kostbaren Schmucksachen sowie eine Abteilung für Parfümerieartikel.

Im ersten Stock bietet sich unseren Blicken ein reizendes Boudoir, vom „Bon Marché“ ausgestellt und legt ein beredtes Zeugnis des Pariser Geschmacks ab. Rund herum befinden sich Stickereien, ferner eine Galerie von Abgüssen, welche künstlerische Darstellungen in den verschiedenen Zeitaltern darstellt. Der zweite Stock wird nächstens in einen Raum verwandelt werden, in welchem man Tee trinken und sich der Lektüre widmen kann.

Auch Mainz könnte dieses Beispiel befolgen. Es könnte sogar durch seine günstige Lage all diese Sachen in größerem Umfange einrichten und könnte sicherlich ein weltbedeutender Punkt für Handels-Beziehungen werden. Durch den preußischen Einfluß beherrscht und immer von Frankfurt und von größeren Städten des rechten Rheinufers in Schach gehalten, könnte es nun eine Rolle spielen, welche der Stadt die Grundlagen von Arbeit, Handel und Industrie zusichern würde.

Es wird zweifellos genügen, den Kaufleuten des Rheinlandes dieseInitiative zu eröffnen und wir werden gerne allen nützlichen Vorschlägen Folge leisten.

□ □

Rheinhessische Fragen

von Hasso Rhenanus.

Wohl kein Land ist heute so in den Vordergrund des Interesses der ganzen Welt gerückt als das Gebiet des linken Rheinufers. Wieder steht es, wie im Laufe der Jahrhunderte so oft, an einer Wende seiner Geschicke. Selten hat ein Land soviel Stürme, die sein Innerstes aufwühlten und stets dauernde, noch heute sichtbare Spuren hinterließen, erlebt. Fast immer waren die Bewohner der leidende Teil und mußten sich, willig oder widerstrebend, den herrschenden Verhältnissen anpassen.

Die Frage der Entwicklung der Verhältnisse auf dem linken Rheinufer ist so brennend geworden, daß es mir als Landesangehöriger gestattet sei, mit einigen Worten darauf zurückzukommen und dabei besonders unser Rheinhessen zu berücksichtigen. Selbstverständlich steht es mir nicht zu, der unaufhaltsamen politischen Entwicklung vorzugreifen. Ich werde mich darauf beschränken, die Verhältnisse zu schildern wie sie tatsächlich waren und sind, nicht so wie sie künftig zu gestalten wären.

Jeder einigermaßen unterrichtete Rheinhesse und Rheinländer weiß, daß das ganze linke Rheinufer vor zwei Jahrtausenden ausschließlich von Kelten bewohnt war, von Völkern, die auch südlich der Donau bis zerstreut nach Kleinasien hin saßen und die bereits seit langem eine eigene Kultur aufwiesen. Kelten finden sich heute noch reinrassig in der Bretagne, Wallis, Irland und Schottland. Ganz zweifellos hat sich aber auch in Zentral- und Nordfrankreich, im ganzen Rheinland und selbst in Süddeutschland keltisches Blut mehr oder weniger rein erhalten. Der Kelte, besonders der Gallier, war für Eindrücke aufnahmefähiger, weicher, Gemütserregungen mehr unterworfen als der Römer und Germane. Nicht zuletzt war es die auch von dem Geschichtsschreiber Mommsen in Hinsicht auf die Kämpfe des Nationalhelden Vercingetorix gegen die Römer als zu weit getrieben bezeichnete Ritterlichkeit der Kelten, welche auf die Dauer der rücksichtslosen römischen Kriegstechnik und dem barbarischen Massensturm der Germanen nicht standhalten konnte. Gänzlich verfehlt wäre es aber anzunehmen, daß mit dem Eindringen stammfremder Völker die körperlichen und geistigen Eigentümlichkeiten der Kelten verschwanden, die letzteren spurlos in den Eroberern aufgegangen wären. Das ist durchaus nicht der Fall. Sehr lange hat sich der Kelte gegen das Eindringen der fremden Sprachen gewehrt. Für das heutige Frankreich ist es sicher nachgewiesen und wird namentlich durch den Bischof Eirenaios von Lyon bestätigt, daß die Volkssprache um 200 n. Chr., also 2½ Jahrhunderte nach der römischen Eroberung, die gallisch-keltische war. Im vierten Jahrhundert haben die Trierer des heutigen Rheinlandes, obwohl sie sich sonst gern germanischer Abstammung rühmten, eine Sprache gesprochen, die der

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 10

aussi avec l'aisance de ses manières, la, probité de ses méthodes et ses habitudes de depenses. Car le dernier des Boys le sait, la littérature et les mories (cinéma) tendent à le faire considérer comme millionnaire et il met parfois une certaine coquetterie à justifier cette opinion de lui même. Mais le Boy a combattu la dure bataille « de combien » avec trop de vigueur, d'avoir froissé rageusement tant de billets de la Chambre de Commerce de Coblentz après ceux de la Chambre de Commerce de Paris il éprouve une certaine mélancolie et il évoque en silence le charme des « real american jokes » (véritables plaisanteries américaines, entendez par là celles que les européens ne comprendront jamais), la vertu des « real american bath » (véritables bains américains) et les « real american shaves (les coups de rasoirs américains ceux dont les européens n'auront jamais le secret), et tout fier d'avoir affirmé son courage dans la plus rude des guerres il songe à retourner quelque jour dans la libre amérique, sa présence ici n'en n'aura pas moins assuré au pays rhénan le succès des méthodes d'aisance et de confortable dont il a le mérite.

Ainsi s'imposent au pays Rhénan des silhouettes nouvelles, des physionomies nouvelles, des habitudes nouvelles. Le grand fleuve répétera un paysage tout neuf, parmi les brumes qui montent au soir mêlées aux plus antiques légendes surgiront désormais la silhouette du grand Boy généreux et de son ami nerveux et cordial : le poilu.

□ □

Le départ des français de Mayence en 1793.

Les français ont toujours exercé sur la population de Mayence un curieux attrait. Leur départ de la ville en 1793 en temoigne avec éclat.

Abandonnée de la Convention et menacée par les Prussiens la garnison avait accepté une capitulation honorable et le 23 Juillet les Prussiens prenaient possession de Castel et des ouvrages exterieurs.

Le 24 Juillet sous les ordres de Kleber les français quittaient la ville. Les compagnies franches de Marigny ouvraient la marche ; elles étaient l'élite de l'armée et aucune troupe n'avait mieux fait son devoir, aucune ne les avait surpassées en courage comme en discipline et en bonne tenue ; aussi méritaient-elles de former l'avant-garde de ceux qui devaient s'appeler désormais les Mayençais ; elles étaient les premières à l'honneur après avoir été les premières à la peine. Puis arrivèrent au pas accéléré les bataillons de volontaires. « Je n'ai jamais rien vu, rapporte le Comte de Deux-Ponts, ni de plus insolent ni de plus sale que ces fils de la liberté » Gœthe les qualifie de Marseillais. « Ils étaient, dit-il, petits, noirs, bariolés, déguenillés ; on aurait cru que le Roi Edwin avait ouvert sa montagne et lâché sa joyeuse armée de Nains ». La plupart annonçaient sur un ton sérieux qu'ils reviendraient bientôt sur les bords du Rhin et rentreraient dans Mayence avant 3 mois. Ils avaient le visage satisfait et comme triomphant ; ils saluaient la foule, serraient les mains aux habitants, chantaient, plaisantaient, riaient aux éclats, semblables selon le mot d'un témoin oculaire, à des gens qui n'ont plus de soucis ou qui s'élancent à la conquête de l'Univers. Plusieurs avaient joint à leur cocarde tricolore ou mis au bout de leur fusil des petits bonnets rouges. Ils prirent le Landgrave de Hesse-Darmstadt pour le Roi de Prusse. «Tiens disaient-ils, tout haut, vois-tu celui-là avec son crachat ? Est-ce-que c'est leur Roi, ça ? ». Des jeunes filles gaies, alertes, marchaient à côté d'eux ; c'étaient des Mayençaises heureuses d'accompagner leur amant et d'aller en France. Le peuple, amassé sur le chemin, leur faisait des adieux moqueurs : « Bon voyage, Mlle Lisette, vous avez donc eu le temps d'étudier le français ». Elles ne répondaient pas ou se contentaient de sourire en regardant leurs compagnons de route, et les vieilles matronnes, dans leur étonnement, se chuchotaient les unes aux autres que ces français avaient un charme particulier pour conquérir les cœurs. Après les volontaires, vinrent les bataillons de ligne, les chasseurs à pied, la cavalerie, fiers, un peu chagrin et renfrognés, mais ne donnant pas la moindre marque d'humiliation ou d'abattement.



La relève de la garde Große Bleiche.
Große Bleiche mit Wachparade.

□ □

Cent vingt ans plus tard.

A Kreuznach un de nos poilus trouve le 16 Décembre un portemonnaie contenant 82 marks et la carte d'identité de Jean Kistner de Rosheim. Il porte sa découverte à la police qui restitue l'objet perdu à son propriétaire. Celui ci veut donner 5 marks au soldat qui les refuse : allons Kistner les verse à la caisse des malades de Kreuznach. Voilà des petits faits qui ne sont pas sans importance.

(Henry Bordeaux, extrait des français sur le Rhin).

□ □

der Galater in Kleinasien, einer den Galliern nahe verwandten Völkerschaft, sehr ähnlich war. Das wird vom Kirchenvater Hieronymus ausdrücklich bezeugt. Auch hier haben also vierhundert Jahre der Römerherrschaft nicht vermocht, die Ursprache zu tilgen. Erst dem Einfluß der allesumfassenden römisch-christlichen Kirche war es vorbehalten, die lateinische Sprache in Gallien und am Rhein zur herrschenden zu machen. An dieser Tatsache konnten auch die germanischen Scharen, die seit vorhistorischer Zeit einen unaufhaltsamen Drang nach Westen und Südwesten entfalteten, nichts ändern. Zwar berichtet uns Tacitus (Germ. XXVIII), daß die Vangionen, für welche man als Wohnsitz die Wormser Gegend annimmt, unbestreitbar germanischer Abstammung waren und daher wohl auch germanisch gesprochen haben. Immerhin aber ist keinesfalls anzunehmen, daß durch die jedenfalls durch die Römer begünstigte und erlaubte Ansiedlung der Vangionen auf dem linken Rheinufer der vangionische Dialekt in der Wormser Gegend der herrschende geworden ist. Das war schon durch das Gesamtverhältnis der Römer gegenüber den linksrheinischen Germanen ausgeschlossen. In den von den Römern gegründeten Städten, wie Trier, Mainz usw., die jahrhundertelang von römischen Bürgern und Soldaten bewohnt waren, herrschte ausschließlich die römische Sprache und wurde wohl auch von den Gebildeten und Halbgebildeten des flachen Landes so gut oder schlecht es eben ging gesprochen und geschrieben. Sonst war aber die Umgangssprache auf dem Lande ganz zweifellos vorzugsweise keltisch. Es ist anzunehmen, daß auch die Germanen des rechten Rheinufers, die wohl qualitativ nicht auf der Höhe ihrer rechtsrheinischen Stammesgenossen gestanden haben mögen und ohne Zweifel wegen ihres Abhängigkeitsverhältnisses zu den Römern verachtet waren, in jenen ersten Jahrhunderten sich willig gallisch-römischen Kulturein-flüssen unterworfen haben.

Die Verschiebungen der Völkerwanderung haben auf der linken Rheinseite keine dauernden ethnologischen Spuren hinterlassen. Nachhaltiger und durchgreifender waren die Veränderungen durch die nun folgenden Alemanen- und Frankenstürme. Die Franken, welche die römische Kultur zunächst zerstörten, um sie dann rückläufig aus der Hand der christlichen Galloromanen wieder zu empfangen, waren für die Gestaltung der Verhältnisse auf dem linken Rheinufer entscheidend. In Nordfrankreich und dem südlichen Belgien, wo die Franken weniger zahlreich einbrachen, wurde, wie schon erwähnt, die lateinische Sprache die allgemein herrschende und von den eroberndenFranken übernommen. Anders in den linksrheinischen Landstrichen. Hier muß die Ueberflutung eine stärkere gewesen sein, die römische Sprache war noch nicht Allgemeingut der gesamten Bevölkerung geworden, die immer noch überwiegend gallische Landbevölkerung konnte der fränkisch-merovingischen Rücksichtslosigkeit keinen Widerstand entgegensetzen. So mußte es kommen, daß das durch den Vertrag von Verdun im Jahre 843 festgelegte mittelfränkische Reich äußerlich vorwiegend fränkisch-germanischen Charakter empfing.

Die Völkerverschiebungen hatten damit im wesentlichen ihr Ende erreicht. Nur auf der Grundlage der geschilderten Vorgänge können wir uns ein ethnographisches Bild unserer engeren Heimat entwerfen. Und dieses Bild nimmt sich wirklich anders aus als wir in unserer frühen Jugend lernen mußten. Da ist auf dem linken Rheinufer nichts von dem reinen Germanentum zu merken, welches Tacitus (Germ. IV) im zweiten nachchristlichen Jahrhundert körperlich wie folgt charakterisiert:

„Die Germanen sind eine unvermischte, in sich abgeschlossene und nur sich selbst ähnliche Nation. Obwohl sehr verbreitet, trifft man überall dieselbe Körperbildung, trotzige blaue Augen, rötliche Haare, große, massive Körper.“

Zur Suggestion, als ob wir reine Germanen seien, ist uns eine den skandinavischen Völkern entlehnte Göttermythologie aufgedrängt worden, mit welcher unsere Vorfahren nichts zu schaffen hatten. Wie steht es nun mit den körperlichen Merkmalen unserer Rheinbewohner? Wo ist da etwas von Germanentum der Rheinhessen zu merken? Man zähle doch auf belebter Straße und selbst auf dem Land die Zahl der Individuen mit blauen (der Trotz kann durch die Kultur gemildert sein) Augen, rotblonden Haaren und großer, massiver Statur. Und auch dem Nichtanthropologen dürfte es nicht schwer sein festzustellen, daß die Schädelbildung des Linksrheiners eine andere ist als die des Nord- und Ostdeutschen.

Und dann noch ein wichtiger Punkt, der die Zweifler verstummen machen sollte. Wer sich frei von bewußter oder unbewußter Selbsttäuschung hält, muß gestehen, daß das Temperament des heutigen Rheinbewohners genau der von Caesar vor zweitausend Jahren gegebenen Schilderung des gallischen Charakters entspricht. Leichtlebigkeit, beweglicher Geist, für neue Eindrücke leicht empfänglich, Neugierde, ungefragte Anteilnahme an allen öffentlichen Vorgängen, leicht erregbares Mitleid, leichtes Verfallen der Extreme des Gemütslebens (Aufbrausen im Wechsel mit weicher versöhnlicher Stimmung), Gutmütigkeit sind

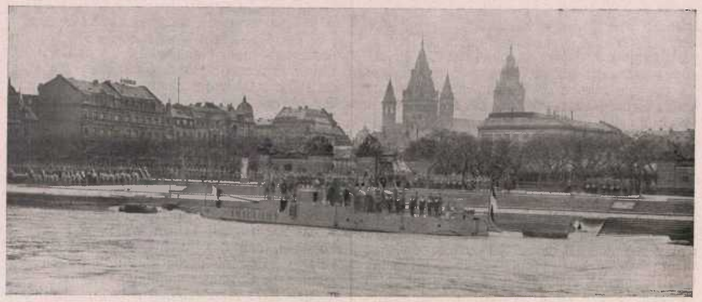
StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 11

A Weimar.

La petite capitale du grand duché de Saxe-Weimar-Eisenach, est passée au premier rang de l'actualité. Weimar se recueille dans une atmosphère de sérénité, et c'est moins sans doute pour respirer des souvenirs d'histoire que pour retrouver l'esprit classique de mesure et de sagesse que les dirigeants de Berlin, après avoir hésité entre Francfort, Erfurt et Weimar ont arrêté leur choix sur la cité spirituelle.

Weimar n'évoquera pas comme l'ancienne ville du couronnement et du traité de 1871 les ambitions néfastes de l'impérialisme, Erfurt, ville spacieuse au noeud de plusieurs voies ferrées, est prussienne, Weimar à deux stations plus loin, participe de la situation centrale, de la célébrité historique d'Erfurt car elle est d'illustration récente, elle enchaîne son passé à celui des foyers spirituels qui furent autour d'elle : Erfurt, Jena, Esenade, Wittenberg. Ce que les allemands appellent « l'Esprit de Weimar » c'est cet esprit d'altitude auquel Goethe s'élevait par le raisonnement et que Schiller, plus enthousiaste, franchissait d'un coup d'aile.

Il y eut autrefois entre certains réalistes de l'université de Gottingue et les beaux esprits pleins d'aimable tolérance qui résidaient à Weimar haine déclarée et guerre d'épigrammes. — Les Gallophopes de Goettingue prenaient pour idoles dans le passé Arminius et Luther, dans le présent Frédéric le Grand, avec Stolberg, ils aspiraient à la prise du Rhin, de Strasbourg et gémissaient d'y voir une garnison Française, en 1773 et 1774 ils brûlaient en effigie Wieland qui avait précédé Goethe à Weimar et représentait pour eux la frivolité de la culture Française. Et pourtant ce Weimarien rendait alors à ses compatriotes un service insoupçonné, formé à l'école de Voltaire il donnait des ailes à la bonne prose allemande que Frédéric raillait, et la montrait apte à badiner avec décence, à philosopher avec clarté et agrément. Ce n'est pas à Goettingue, par l'effet du germanisme chauvin ni par la réaction contre Voltaire que s'est affranchi l'esprit allemand. Il se régénère à Weimar ou règne une autre influence Française celle de Rousseau. Le prédicateur de la cour Herder ouvre aux poètes les sentiers de la Nouvelle Heloïse, aux froides lumières de la raison il oppose les révélations du sentiment, les impulsions du coeur et la voix de la nature. La cour eclectique de Weimar assiste à la lutte courtoise de ces deux tendances que Goethe va fondre dans l'éclat de son multiple et clair génie. C'est lui qui représente l'unique moment ou la pensée Française atteint en allemagne ce caractère d'universalité dont il devait faire la marque de son œuvre éternelle. Invité par le Duc Charles Auguste en 1775 Goethe se fixe à Weimar pour le reste de son existence. Lorsque Schiller à son tour vient ajouter son rayonnement à celui d'une pléiade l'amitié célèbre qui le lie à Goethe pendant onze ans et qui féconde réciproquement leurs génies assure à Weimar un renom d'immortalité.



La canonnière sur les quais de Mayence.
Kanonenboot am Ufer von Mainz.

Goethe n'a pas salué la Révolution Française avec l'enthousiasme du jeune Schiller à qui l'assemblée législative décerna le titre de citoyen Français. Il goûte l'imagination hardie et généreuse de Schiller mais il promène sur les bouleversements de son époque un regard d'éternité. Son masque olympien ne se froncera d'irritation fugitive que pour décocher des épigrammes aux démagogues de la convention comme plus tard des boutades aux déclamateurs de l'unité allemande car il se détourne avec aversion de la poésie «harnarchée», chevauchée par les hérauls de l'unité allemande. Pour juger les événements il attendra que leurs remous confus et leurs courants contradictoires ne troublent plus sa vision et c'est ainsi que Weimar est le dernier ilot de l'allemagne ou le tumulte des passions politiques expire en une vague furtive et un murmure passager. (Revue de Paris. Suzanne Moret 1 Mai 1919).

□ □

Das goldene Mainz.

Mayence la dorée. Quels jours heureux, quelle splendeur ont valu à la capitale de la Hesse Rhénane cette epithète brillante. Et l'esprit sans difficulté voit la cour brillante des Evêques Electeurs, la vie fastueuse qu'ont dû mener ces commerçants de la Hanse.

Toutes les échoppes remplies de tâcherons, les rues étroites où grouillait un monde d'acheteurs venus de toute l'Europe centrale s'approvisionner des marchandises que la Flotte du Rhin remontait du point terminus de sa navigation.

Que reste-t-il de tout cela aujourd'hui sinon des souvenirs ; le voyageur qui débarquait il y a encore quelque temps à Mayence était surpris de retrouver au coeur de la ville les mêmes petites rues étroites et tortueuses du temps passé, les mêmes petites boutiques où ses pères avaient passés leur existence, mais la vie en était partie, la foule de jadis ne se pressait plus dans les rues, les quartiers neufs ne faisaient preuve que d'une aisance moyenne et les palais de la Rheinufer voyaient passer sur les eaux vertes du fleuve les chalands lourdement chargés qui délaissant le port de la ville remontaient vers Francfort, Mannheim ou Kehl. S'il n'était resté à Mayence son commerce de vins le plus important de l'Allemagne et les touristes en été venant prendre les bateaux d'excursion la ville aurait eu l'aspect d'une ville morte. Cette décadence de Mayence était, on peut le dire l'oeuvre du 19e siècle. Jusqu'à l'époque Napoléonienne la ville avait conservé sa vieille réputation commerciale, mais le traité de 1814 qui a donné sans égard la vieille cité à un petit état dont elle die jedem Rheinhessen bekannten Eigenschaften, die er mit dem Gallier teilt. Dazu tritt die in ganz außergewöhnlichem Maße ausgebildete Gastfreundschaft der Rheinhessen und ein fast ideales Gefühl verwandtschaftlicher Zusammengehörigkeit, welches oft die entferntesten, in anderen Ländern kaum mehr beachteten Verwandten liebevoll umfaßt.

Seien wir aufrichtig gegen uns selbst! Ich meine, die Aufrichtigkeit gegen sich selbst und absolute Klarheit war uns nie so notwendig als in dieser Zeit. Völkisch haben wir Linksrheiner mit dem Germanentum sehr wenig zu tun. Wir sind nicht in dem Umfang gallischer Abstammung wie Franzosen und Südbelgier, immerhin aber vorwiegend keltischen Blutes. Die Sprache entscheidet nicht. Der Gallier Frankreichs spricht eine lateinische Tochtersprache ähnlich wie der iberische Spanier, der indogermanische Kleinasiate redet türkisch. Warum sträuben wir uns gegen das Eingeständnis, daß uns unsere Abstammung auf den Westen und nicht auf den Osten verweist? Weil die Suggestion, daß wir Germanen seien, zu eng mit dem Bestand des von Preußen und den Hohenzollern errichteten Deutschland verflochten ist. Franzosen, Engländer und Amerikaner machen keinen Hehl daraus, Mischvölker zu sein. Lehrt doch die Geschichte, daß Mischvölker die geistig aktivsten sind.

Ich denke genügend über die ethnologischen Verhältnisse unseres Ländchens gesprochen zu haben. Wenn in den letzten Jahrzehnten eine Schwächung des einheimischen Elements, besonders in unserer Metropole Mainz, durch massenhaften Zuzug aus dem Osten eingetreten ist, so mag das in wirtschaftlicher Beziehung günstig gewirkt haben, in intellektueller Hinsicht war es kein Gewinn. Ein Gewinn war schon aus dem Grunde ausgeschlossen, weil, wie die Geschichte und unsere ganze Vergangenheit beweisen, unser linksrheinisches Volk nach dieser Richtung, besonders in seiner politischen Auswirkung, auf der Höhe stand. Wir waren bereits ein Jahrtausend hindurch Träger einer Kultur, deren Anfänge auf die römisch-gallische Epoche zurückgehen und die erst dann, also rund tausend Jahre später, auf das rechte Rheinufer übertragen wurde. Kein Historiker wird ernsthaft in Abrede stellen können, daß unsere rheinischen Kulturzentren, deren bildendem Einfluß sich auch die fränkischen Eroberer willig unterwarfen, durch das ganze Mittelalter hindurch bis in die Neuzeit ihre führende Rolle beibehielten. Daß diese geistige Ueberlegenheit besonders bei der Beseitigung veralteter und verrotteter politischer Zustände zur Entfaltung kam, ist ebenso natürlich, da Intelligenz und Politik von jeher in engstem Zusammenhang standen. Die große französische Revolution wurde von der rheinischen Bevölkerung als Erlösung von fürchterlichen sozialen Zuständen begrüßt. Die Begeisterung, mit der die Revolution bei uns aufgenommen wurde, gilt für mich als ein weiterer Beweis für unsere Wahlverwandtschaft mit dem Westen. Der berühmte Naturforscher Georg Forster in Mainz, der in den Jahren 1793/94 die Einverleibung Rheinhessens in den französischen Staat betrieb, konnte nur in der Neuzeit als Verräter gebrandmarkt werden. Die großen republikanischen Ideen, die heute noch grundlegend sind, leider aber östlich des Rheins nicht zur Geltung kommen, weil Reife und Verständnis fehlen, waren damals in unserem rheinischen Volk stärker durchgedrungen als heute von unseren großdeutschen Historikern zugegeben wird. Mitten auf der Bahn zu völliger politischer Reife wurde das linksrheinische Volk durch den Wiener Kongreß mit seinen reaktionären Folgen in den früheren elenden Zustand bedingungsloser politischer Bevormundung zurückgeworfen! Zu seiner Ehre sei es gesagt, daß es das Bewußtsein der Unwürdigkeit der politischen Zustände trotz glänzenden äußeren Aufschwunges nie ganz verlor und nach dieser Richtung eine Sensibilität bewahrte, die auf jede politische Anregung aus dem Westen lebhaft reagierte.

Vielfach ist behauptet worden, natürlich in tendenziöser Absicht, daß während der zwanzigjährigen Herrschaft der Franzosen in den Jahren 1794—1814 die Sympathien der letzteren bei den Bewohnern gering gewesen seien. Das Gegenteil ist der Fall. Es muß mit allem Nachdruck betont werden, daß die gewaltige zivilisatorische und assimilierende Kraft des französischen Geistes zur vollen Entwicklung kam. Die Nachwirkungen sind bis heute trotz ununterbrochener Versuche sie zu tilgen, noch überall sicht- und fühlbar und besonders auf dem Lande hat sich die Ueberlieferung an jene Zeit erhalten. Frankreich hat in diesen zwanzig Jahren nicht nur auf geistigem Gebiet Gewaltiges geleistet und seine sozialen Ideen hierher verpflanzt. Französische Schlösser im Rheinland dienen bis heute unseren Architekten als Vorbild. Straßen, Kanäle und Brücken wurden in einer Vollkommenheit erbaut, welche die Bewunderung der preußischen Machthaber erzwang. Der Verwaltungsapparat arbeitete vorzüglich, die Truppen benahmen sich, im Gegensatz zu dem, was überrheinisch vielfach behauptet wird, hervorragend. Schriftliche Aufzeichnungen meines Urgroßvaters, mündliche Mitteilungen meines Großvaters mütterlicherseits sind voll des Lobes über ihr Benehmen. Jeder ältere Rheinhesse wird das aus seinen Familienüberlieferungen bestätigen und die Sehnsucht der alten Leute nach jener Zeit, die eine Erlösung bedeutete, verstehen. Das sind Tatsachen, die wiederum nur auf Grundlage einer völkisch-geistigen Verwandtschaft geschehen konnten. Die späteren Erzählungen von dem Haß der Rheinhessen gegen die „welschen Revoluzzer“ und den „tyrannischen Korsen“ sind durchsichtige Legenden und selbstverständlich nicht von linksrheinischer Seite ausgegangen. Wahrheit ist, daß alle

ne devait même pas être la capitale fut cause de sa ruine. En un siècle qui vit le commencement du règne de l'argent où la création d'un outillage moderne a tout de suite commencé à demander de grandes ressources financières Mayence devait fatalement se trouver distancére par ses concurrentes mieux placées sous ce rapport. C'est Francfort devenue prussienne, qui fait canaliser le Mein pour recevoir elle aussi les grands chalands. C'est Mannheim, qui se crée avec des bassins, des docks, des entrepôts, un réseau de voies ferrées remarquable qui viennent voler à Mayence son ancienne clientèle. Plus au sud, c'est Kehl qui s'organise et l'on voit dans l'ancienne ville des évêques électeurs le commerce s'assoupir, les maisons de commerce quittent la ville pour s'installer dans la grande rivale de Francfort. Cette dernière déborde loin ses vieilles murailles, mais Mayence, que sa situation merveilleuse au coude du Rhin rend une position stratégique de premier ordre continue à étouffer sous son corselet de pierre et les servitudes militaires. L'industrie prospère autour d'elle mais en dehors d'un certain rayon et pendant que Biebrich compte tous les ans de nouvelles cheminées, Castel en face de Mayence, reste comme Mayence elle-même résignée et assoupie.

Tout-à-coup après les carillonnades, qui ont annoncé la fin de l'horrible conflit, les troupes Françaises sont entrées pour la deuxième fois depuis cent ans dans la ville, les rues ont repris leur aspect grouillant qu'elles n'avaient pas connu depuis deux siècles, les poilus remplissent les magasins qui regorgent de monde, les commerçants de Lyon, de Paris, les suivent de près apportant tout ce dont ce pays a besoin depuis quatre ans et Mayence qui ne craint plus la concurrence de Francfort, est restée de l'autre coté de la frontière en proie aux incertitudes d'un régime politique mal défini, en proie aux désordres intermittents des Spartakistes, en proie toujours à la famine, voit son commerce refleurir ; l'on voit se renverser la situation et les maisons de Francfort qui avaient abandonné Mayence aux heures de sa décadence revenir fonder des succursales dans la vieille ville et les commerçants de toutes l'Allemagne chercher par tous les moyens à s'y rendre, car c'est l'emporium des tissus, la ville où il y a la marchandise.



Le général Mangin à St. Goarshausen.
General Mangin in St. Goarshausen.

Il est intéressant pour la France qui a la charge de la prospérité des pays rhénans de savoir si ce mouvement commercial est factice ou si sous l'occupation Française Mayence doit reprendre sa place de Métropole commerciale du Rhin. Sans préjuger des questions politiques qui doivent être tranchées par la Conférence de la paix, il semble que la position géographique de la ville en fait une simple question de bons sens et c'est ce que nous comptons traiter dans un second article.

□ □

Histoire locale.

Fidélité des Mayençais a la France en Péril.

Mayence et la rive gauche du Rhin ont été françaises pendant de longues années, sous les gouvernements de la Révolution et de l'Empire. Quand nous disons : « Ont été français » quel sens donnons-nous à ces mots ? Voulons-nous dire que la région a été occupée par des troupes françaises? Que les services essentiels de l'état comme justice, police finances, y ont été gérés, un temps donné, par des agents du Gouvernement du Paris? Ce n'est pas cela seulement. Nous voulons dire encore que les Mayençais ont été pris par le charme de la France et qu'insensiblement, en peu d'années, un demi-siècle peut-être, Mayence et le Palatinat et le reste de la rive gauche ont été intimement mêlés à l'unité française. Car les Français apportèrent avec eux leur humanité, leurs qualités personnelles, l'amour de la nouvelle liberté, et aussi ce fruit des longs siècles de tradition royale, l'admirable et solide organisation des armées et de l'administration française, dont le sérieux n'était exempt « ni de fantaisie ni de grâce »,

De cet attachement des Mayençais à la France. bien des documents feraient foi. Ne nous arrêtons pas à ceux des périodes heureuses de l'Empire, on pourrait les taxer de flatterie pour les armes victorieuses de la France. Mais voici un document aux archives de la ville qui n'est pas suspect de flatterie. Il est écrit en des temps sombres : les jours brillants de l'Empire sont passés, les troupes françaises refluent de Russie, les soldats malades encombrent les hôpitaux de Mayence, les ennemis de la France relèvent la tête. Si Mayence était esclave sous un maître, elle se réjouirait ; pour le moins elle se tairait. -- Elle ne se tait pas — Mais, à ce moment où la France ne peut plus autre chose pour elle que de lui demander des sacrifices, Mayence a montré qu'elle était alors française de cœur autant que de nom.

« Madame, » disait la municipalité, s'adressant à l'Impératrice régente,
« il a retenti jusqu'au fond de nos cœurs l'appel que votre Majesté
« Impériale a fait à l'honneur des Français et nous éprouvons le besoin
« d'y répondre en déposant aux pieds de votre tronc les témoignages
« de notre amour, de notre fidélité et de notre dévouement le plus absolu.
« Votre Majesté Impériale a frémi à la seule pensée des maux qui
« fondraient sur ses peuples s'ils ne sortaient vainqueurs de la lutte....
« Ah Madame qui mieux que vous peut juger du sort que les ennemis
« nous réservent! Les ruines dont notre cité est couverte attestent leur
« fureur ; les bienfaits du souverain, 20 ans de calme n'ont pu

Invaliden der ersten Kaiserzeit, alle alten Leute bis in die zweite Hälfte des vorigen Jahrhunderts hinein voll glühender Begeisterung waren für das was sie erlebt hatten. Und Wahrheit ist, daß die Liebe und Hingabe trotz aller materiellen und Menschenopfer eine derartige war, daß die Bevölkerung drauf und dran war assimiliert zu werden, nicht nur innerlich sondern auch sprachlich, wie die vielen, sicherlich nicht aus der Alamodezeit stammenden und teilweise in unsere Zeit übernommenen Wörter französischen Ursprungs beweisen. Mainz hatte noch vor einigen Jahrzehnten seinen „Boulevard“. Vornamen werden noch heute vielerorts mit Vorliebe französisch ausgesprochen (Jean, Louis usw.). Hülfsweise kam hierbei die nasale rheinhessische Dialektfärbung in Betracht, hauptsächlich entscheidend war aber unter allen Umständen die Aufnahmefähigkeit und Bereitwilligkeit, mit welcher die Bevölkerung den befreienden westlichen Verhältnissen entgegenkam.

Eine andere, dem Rheinhessen zunächst fremde Atmosphäre entstand nach 66 und 71. Unter fremdem Einfluß entstand die Legende vom „Erbfeind“, die „unter französischem Joch schmachtenden Stammesbrüder“ waren dem Reich wieder zugeführt worden und alles mußte geschehen, um das Reich gegen erneute „frevelhafte Ueberfälle“ zu schützen. Preußen hatte das Monopol des neuen Deutschtums, die übrigen Staaten unterwarfen sich mehr oder weniger willig der preußischen Hegemonie. Preußens Tätigkeit während der letzten Jahrzehnte ist in doppelter Hinsicht zu charakterisieren: Umfassende Maßnahmen zur Begünstigung des wirtschaftlichen Aufschwungs und durchgreifende Militarisierung des ganzen Reiches. Letztere wurde mit der unerläßlichen Notwendigkeit des Schutzes der deutschen Volkswirtschaft und der deutschen Auslandsinteressen begründet.

Was wir Rheinhessen im vergangenen Halbjahrhundert erfuhren, war eine steigende Veräußerlichung. Die Zuwanderung aus dem Nordosten stieg, besonders wurde Mainz, das eine preußische Militärstadt wurde, bedacht. Preußischer Geist und preußische Denkweise hielten ihren Einzug. Nüchternheit und bis zur Pedanterie getriebene Korrektheit überall. Die Organisation wurde bewundert. Bei uns suchten gewisse Kreise und Beamte es in Sprache und Haltung den bewunderten Preußen gleichzutun, ohne dem Gewandtheit und Zungenfertigkeit zu erreichen. Preußen galt als die Verkörperung des Reichsgedankens, alles was aus Preußen kam wurde rückhalt- und vorbehaltlos bewundert, preußisch zu reden und sich so zu geben galt für fein, die alte gemütliche Nonchalance und der herzhafte Lokaldialekt waren bäurisch. Kurz es entstand in manchen Kreisen ein Drang sich so zu geben wie man nicht war, ein Getue, welches dem Fremden lächerlich erscheinen mußte. Unter solchen Verhältnissen war natürlich der Preuße Herr der Situation und so kam es, daß wir kurz vor dem Kriege aus alten Vorkämpfern politischer Freiheitsideale zu kritiklosen, wirtschaftlich wohlhäbigen Trabanten Preußens geworden waren. Leider ging damit Hand in Hand eine starke Selbstüberhebung, Ueberschätzung der gesellschaftlichen und sittlichen Zustände Deutschlands und gleichzeitige Unterschätzung des Auslandes. Kurz man tat so als ob unser Herrgott nur für Preußen-Deutschland auf der Welt gewesen wäre. Es herrschte eine schwüle Atmosphäre, die bei ihrer nebelhaften Beschaffenheit die politischen Beziehungen zu dem immer mehr entfremdeten Ausland in ihren Ursachen und Wirkungen nicht mehr klar erkennen ließ. In diesem Zustande politischer Rückständigkeit konnten führende Geister kaum aufkommen, ein Mangel, der im Kriege verhängnisvoll wurde.

Wir Linksrheiner sind von der Katastrophe leider schwer mitbetroffen. Die Zeit, die uns von dem Zusammenbruch trennt, ist zu kurz um uns über den Umfang und seine Folgen klar zu werden. Wenn unsere politische Reflexion einen fatalistischen Einschlag hätte, dürften wir sagen, daß es gekommen ist wie es kommen mußte. Zunächst aber haben wir Rheinbewohner, die wir vor 1870 in der ganzen Welt als selbständig denkende, aufrichtige und friedliebende Menschen bekannt waren, das Recht, den Ursachen nachzugehen, denn wenn wir mithaften sollen, so soll es wenigstens nicht in solidarischer Weise geschehen, sondern die Haftbarkeit müßte in einer Weise abgestuft werden, die ich nicht näher anzudeuten brauche. Und da brauchen wir Klarheit, Kaltblütigkeit und Selbstbesinnung. Wir Rheinhessen dürfen uns von dem Nebel nationalen Weihrauchs den Blick für politische Wirklichkeiten nicht trüben lassen. Man sagt, die Rache für Sadowa und den verlorenen Krieg von 1870/71, den uns die Franzosen nie verziehen hätten, seien die Ursache für die Weltkatastrophe gewesen. Man spricht von Englands wachsendem Neid über Deutschlands wirtschaftlichen Aufschwung als Ursache für sein Eintreten in den Krieg. Man erzählt, ohne Amerikas unbegreifliches und unverzeihliches Eingreifen hätte Deutschland den Krieg gewonnen. Die Sache wäre vielleicht noch gut abgelaufen, wenn die Mannschaften, die gar keinen Grund hatten die Flinte ins Korn zu werfen, ausgehalten hätten. Kurz, wir waren die Lämmer, die anderen die Wölfe. Das ist ein Standpunkt, dessen Verteidigung, abgesehen von seiner in der Geschichte nachzuweisenden Gegenstandslosigkeit, in unsere Lage nicht paßt. Ein Volk, welches durch unverantwortliche Kräfte in einen bis dahin nie dagewesenen Abgrund geschleudert wurde, hat ein Recht zu verlangen, daß diese unheilvollen Kräfte nie mehr in Wirkung treten. Wie die Verhältnisse zur Zeit drüben liegen, hat es nicht den Anschein, als ob man sich dieser und des mit ihnen eng verbundenen

« jusqu'à ce jour faire disparaître nos décombres et longtemps encore « ce triste spectacle enflammera l'indignation de nos enfants contre les « devastateurs de leur patrie.

« Eh que nous veulent donc les souverains coalisés ? Les peuplades « du Nord méditent-elles une nouvelle invasion des heureuses contrées « du Midi ? La perte de quelques braves, que les éléments seul pou- « vaient vaincre, aurait-elle fait descendre notre belle France du haut « du rang où le génie de Napoléon l'avait élevée ? Ne sommes-nous « plus les mêmes Français, tant de fois vainqueurs et tant de fois « généreux ? N'avons-nous plus pour nous le génie du grand Empereur « et sa fortune, notre amour pour le Souverain et l'immensité de nos « ressources ? Supérieurs à toutes les craintes, les Français ne s'effraient « pas des menaces des rois coalisés ; et que peuvent ajouter à la force « des armées ennemies quelques guerriers infidèles qui ont déserté « leur patrie et se sont armés contre elle !

« Pour nous, Madame placés aux avant-postes de ce bel empire, nous « saurons, s'il le faut, justifier le hasard qui nous accorda cette honorable « distinction. Oui, madame, daignez en agréer l'assurance, nous con- « naissons tout le prix du dépôt qui nous est confié. Que le danger « commande, et l'étranger verra ce que peut une population fière d'appar- « tenir à la France et animée du sentiment de ses devoirs.

« Jusque là, nous ferons avec dévouement aux besoins de l'état et « de l'armée tous les sacrifices que le gouvernement jugera nécessaires « et, quelque pesantes que puissent être les charges qui nous seront « imposées, elles nous paraîtront légères, pour conquérir la paix et « conserver intacte la goire de l'Empereur et de l'Empire.

« Signé : MACKÉ, maire, etc...

Cette adresse fait autant d'honneur aux Mayençais qui la signèrent qu'aux français qui l'ont méritée. Français de toutes classes qui avaient passé ou séjourné à Mayence depuis 1792, de grand ou petit état, soldats des armées, agents de l'autorité civile, République ou Empire, émigrés aussi, qu'il serait injuste d'oublier, « si bien vus pour leurs manières courtoises et polies, leur sensibilité et la grande dépense qu'ils faisaient ».

Et comme ils apercevaient clairement, ces Mayençais fidèles, alors placés aux avant-postes de la civilisation latine, que, par delà le Rhin, il y avait une réserve de maux et de souffrances destinée aux « heureuses contrées du Midi », une fois que la main de la France se serait retirée !

□ □

Variétés.

Ce ne sont pas des Prussiens.

Les Rhénans sont celtes comme nous, leur aspect général, leur spontanéité, leur gaieté sont celles de nos ancêtres — comme sur ceux ci l'influence d'un pays riche et d'un vin léger ont laissé leur empreinte alerte et joyeuse ; — leur urbanité, malgré la lourde emprise de la Kultur germanique se ressent de la caresse séculaire de la civilisation gallo romaine.

Ou ne peut oublier, me disait hier une personnalité importante dans une image charmante qu'on a toujours ici un morceau de la Rèpublique française.

Au spectacle des convulsions de l'Allemagne dissociée les hautes classes de la société viennent à nous :

« Il ne s'agit plus de savoir si nous voulons rester civilisés — nous ne le resterons que si nous regardons vers l'ouest ».

(Extrait de la Liberté, 27 Avril).

Pfennigs et péniches.

On sait quelle résistance oppose le poilu à la pénétration des langues. Aussi commence-t-on a parler sur la rive gauche du Rhin une manière d'étonnant sabir.

Entre autres mots que nos braves n'arrivent pas à s'assimiler, il en est un qui pourtant revrent à tout instant ; c'est pfennig.

Cette petite monnaie joue un tel rôle dans la vie journalière qu'il serait impossible de s'en passer ; on pourrait croire qu'en raison même de son importance elle est devenue familière aux troupes d'occupation.

Erreur ! Neuf fois sur dix, l'homme en bleu horizon, qui débat un prix avec le rhénan lui parlera non de pfennigs mais de péniches : deux marks et trois pfennigs, c'est deux marks et trois péniches, quand le poilu désireux de bien faire ne dit pas : deux marks et trois peniches ce qui s'apparente tout naturellement dans son esprit.

(Cri de Paris, 20 Avril)



Opéra de Wiesbaden.
Wiesbaden, Nassauisches Landestheater.

Boite aux lettres :: Briefkasten ::

762 X. Worms. Bitte um Angabe der Waren des Rheinlandes, deren Export ins nicht besetzte Deutschland erlaubt ist.

Antwort: Es ist kein Artikel bis jetzt freigegeben. Die Section économique in Mainz erteilt jedoch die Genehmigung, außer für folgende Artikel, welche nur durch das interalliierte Comité Economique in Luxemburg gestattet werden :

Lebensmittel, lebende Tiere, Glas für Fenster und Dächer, Flaschen, Gold, Platin, Silber und Kupfer, Lokomotiven, Waggons, elektrische Apparate, Spinnerei- und Weberei-Maschinen, landwirtschaftliche Maschinen, Leder und Häute, Schuhe, Transmissionsriemen, chemische Produkte, Farbstoffe (außer pharmaceutische Produkte).

144 Y. Wiesbaden. Wäre es mögʼlich, Zeitungen und Bücher in das Quarantainelager zu Griesheim an Verwandte und Angehörige zu schicken ?

Antwort: Es ist bereits im Lager von Griesheim eine Bibliothek gegründet worden, welche fast ausschließlich aus deutschen Werken und Zeitschriften besteht. Sollte dennoch der Wunsch geäußert werden, so sind Anfragen an 2ème Bureau Rapatriés, Palais de Justice Mainz, zu senden.

187 D. Mainz. Buchhändler des besetzten Gebietes fragt an, ob er Bestellungen an Pariser Buchhändler direkt richten kann.

Antwort: Wenden Sie sich an Affaires Civiles Information, Mainz, Forsterplatz, die Ihre Bestellungen weitergeben wird.

politischen Beamtenapparates entledigen wolle. Das sind trübe Aussichten für die Zukunft, Beweise wie es mit der politischen Reife drüben steht.

Wir Rheinhessen haben in der Frage, die wir bis jetzt behandelt haben, Folgendes festzuhalten. Jahrtausendelang erfolgte die Kulturbewegung von Westen nach Osten. Es war eine Kultur langsamer, stetiger Entwicklung, deren Träger und Pioniere gewesen zu sein unsere Vorfahren stolz sein konnten. Seit einigen Jahrzehnten erfolgte die umgekehrte Bewegung, schnell, hastig, verlockend und drohend zugleich, eine eigenartige Kultur, die für unsere Landsleute ein unnatürlicher Vorgang war, welcher auch ohne die große Katastrophe auf die Dauer nicht ertragen worden wäre. Wenn einmal die Nebel, die den Blick trüben, zerstreut sind, werden wir uns auf uns selbst besinnen und erkennen, welchen Weg wir einzuschlagen haben. Das wird der Weg sein, den die großen Kulturvölker einträchtig zur Erreichung gemeinsamer großer Ziele einschlagen und von dem jeder ausgeschlossen sein wird, der durch Erreichung besonderer Zwecke der Allgemeinheit störend den Weg verlegt.

□ □

Chronique sportive.

En présence des belles performances constatées aux dernières réunions sportives des 8e et 10e Armée il convient de féliciter grandement les organisateurs qui en ont dirigé l'exécution et les brillants athlètes qui les ont réalisées.

Une foule de sept à huit mille spectateurs au premier rang de laquelle se trouvaient le général Mangin et de nombreuses personnalités assista aux finales d'athlètisme at aux rencontres de football association et de rugby.

A la cantine de la malmaison une magnifique exhibition de Pouthieu en grande forme prouva combien il était demeuré en pleine possession de tous ses moyens et son jeu sec et précis fit l'admiration de l'assistance.

Les soccers Maes et Deric, routiers des grounds parisiens s'affirmèrent de fins et solides joueurs et leurs camarades Marion et Bizonard ont peu à leur envier.

Presse réalisa un joli jet de grenades à 72 mètres, Fleury un lancement de poids à 1 mètres tandes que Wighersoli abattait 10 Km de cross en 35 minutes.

Les sauts et les courses ne furent pas moins brillants, nous en publions les records.

L'emsemble constitua une superbe manifestation sportive, ci après voici les résultats.

Résultats techniques.

Championnats d'Athlétisme.

100 m. plat finale :
1° Pouzadou, 2° Félice (8° Armée) 3° Condemine, 4° Lhopital (10° Armée). Temps : 12"

200 m. plat finale :
1° Felice (8° Armée), 2° Lhopital (10° Armée), 3° Delpierre, 4° Lardet (10° Armée). Temps :

333 m. plat finale :
1° Martin, 2° L'hopital (10° Armée), 3° Caplet (8° Armée. Temps : 46" 1/5.

600 m. plat :
1° Dandelot, 2° Martin, 3° Raulet (10° Armée), 4° Bonneau (8° Armée). Temps : 1' 37".

1200 plat :
1° Lombard, 2° Boulic (8° Armée), 3° Dandelot (10° Armée). Temps : 3' 37".

90 haies :
1° Hugh, 2° Perrin, 3° Martin (10° Armée).

Relais (mixte 2.400 m) 1° (10° Armée) Dandelot, Delpierre, Lhopital, Bacquet.

Saut en longueur avec élan :
1° Hugh (10° Armée) (5.98), 2° Felice (8° Armée) (5.88), 3° Lombard (8° Armée) (5.71).

Saut en longueur sans élan :
1° Pouzadoux (8e Armée) (2.97), 2° Hugh (10° Armée) (2 89), 3° Petitjean (8° Armée) (2.78).

Lancement du Disque :
1° Hugh, 33.61, 2° Coulondre, 32.60, (10° Armée), 3° Lezla 31.45 (8° Armée).

Lancement du Poids :
1° Fleury, 10,78, 2° Coulondre 10,17 (10° Armée), 3° Lezla 9.98 (8° Armée).

Lancement de la Grenade :
1° Tresse, 72 m., 2° Brossart, 71 m., 3° Sériot, 70.5 m. (10° Armée).

Cross-Country : (10 Km.)
1° Nighersoli (10° Armée) 35'42", 2' Rodel (8° Armée), 3° Hacquin (10° Armée) 4° Delaunay (8° Armée), 5° Godard (10° Armée), 6° Chaudon, 7° Stevant (8° Armée), 8° Garcia (10° Armée) etc.

Lutte à la corde :
1° — Equipe de la 8° Armée.

Football Association :
8° Armée bat 10° Armée par 4 buts, à 2 après une splendide partie où Maés, Devicq, Marion, Bizouard, se sont fait applaudir.

Football Rugby :
8° Armée bat 10° Armée par 6 points (2 essais) à 3 points (1 essai).

Championnat de de boxe :
Rattier (8° Armée) vainqueur de Chaulard (10° Armée) (K.O. 2 rounds)
Tellier (10° Armée) vainqueur de Schmid (aux points) Moras (8° Armée) vainqueur de Naret (10° Armée) points. Dupinay (8° Armée) vainqueur de Lallemand (10° Armée) (ab. 2 rounds)
Cottereeu (10° Armée) vainqueur de Boidart (10° Armée) aux points, Klein (8° Armée) vainqueur de Magnier (aux points) de Ponthieu (10° Armée) contre Credeville (8° Armée.)

Championnat de Lutte :
Teer tombe Hillaire, Campriston tombe Portal, Dame E. tombe Pollet.

□ □

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 12

Le thème hebdomadaire :: Sprachecke ::

Je suis en possession de votre honorée du — et m'empresse de vous faire savoir.

Im Besitze Ihres werten Briefes teile ich Ihnen mit . . . . . .

Le Concours hippique de Wiesbaden aura lieu le 17 Mai, il y aura de grandes fêtes à cette occasion.

Das Pferderennen in Wiesbaden findet am 17. Mai statt. Bei dieser Gelegenheit findet eine große Feier statt.

Bankhaus Kronenberger & Co.
Kommandite der Deutschen Vereinsbank
Mainz a. Rhein
Grosse Bleiche 35/37
Filiale in Bad Kreuznach
besorgt und finanziert alle bankgeschäftlichen Angelegenheiten in den besetzten und unbesetzten Gebieten.
Eröffnung von laufenden Rechnungen.
An- und Verkauf von Wertpapieren und Geldsorten.
Gewissenhafte und sachkundige Auskunft über alle Finanz-Angelegenheiten.
Moderne Stahlkammer.



Maison de Banque
Kronenberger & Co.
Mayence s/Rhin
Grosse Bleiche 35/37
Succursale à Bad Kreuznach
Opérations financières de toutes sortes des pays occupés et non occupés.
Ouverture de comptes courants.
Achats et ventes de valeurs.
Renseignements consciencieux sur toutes questions financières.
Coffreforts modernes.

HOTEL DE HOLLANDE :: MAYENCE.

Christian Holz
MAYENCE
71 Augustinerstrasse
:: Papeterie spéciale ::
Grand choix en
papiers à lettres, cassettes-portefeuilles
Souvenirs, Cartes postales etc.

Mainzer Lagerhaus-Gesellschaft
Société par actions, Mayence
Entrepôts et Expédition

Imprimerie Georg Aug. Walter
Mayence
32-34 Rue de Schiller
vis-à-vis du Cercle des Officiers
Téléphone No 732
Imprimerie et Lithographie
Grand stock en papier à lettre et cartons de tous genre

J'offre à prix trés réduits:
35 Tours
5 Tours à revolvers
7 Tours à marquer
3 Bancs à forer horizontals
10 Bancs à fraiser
1 Presse de l'excentrique
2 Presse hydrauliques
2 Scies à froid
3 Machines à ferer rapides
3 Machines á couper (Coupeuses)
Différentes petites machines.
Toutes ces machines sont presque neuves et en trés bon état.
G. F. Landauer-Donner
Mayence, Rheinallée 21

Felix Friedlein
Mayence
9 rue de Loewenhof
Téléphone No 4185
Tous articles pour bureaux et machines à écrire.
Toutes sortes de papier.
On est bien servi !

E. Ehrmann
Mayence
Peterstraße 11
Agent d'immeubles
Achat de maisons
constitution d'hypothèques.

Groupement Alimentaire
13 Rue de Tiquetonne Paris
9 Rue Flachsmarkt **Mayence**
Vins et liqueurs
Grandes Marques françaises
Conserves alimentaires
Service regulier entre Paris et Mayence
départ de Mayence: le dimanche
départ de Paris: le jeudi.

Victor von Zabern
Vis-à-vis du Cercle des officiers
Librairie et commerce d'objets d'art.
Grand choix d'auteurs classiques, de romans et de livres de science en langue allemande et française
Magasin abondant de tableaux encadrés et sans cadre en tous prix.
Cabinet de lecture moderne.

Bank für Handel und Industrie
(Darmstädter Bank)

Succursale à Mayence, Kaiserstrasse 37
Téléphone 15 et 16
Capital et réserves 192 Millions de marcs.
Environ 150 Succursales en Allemagne.
Autorisée par l'autorité française pour la négociation de payements et de commerce de fonds puplics dans les pays non occupés.
Achat et vente de billets français.
Payements pour l'Alsace-Lorraine, la France et pays Alliés. S'occupe aussi trés concienciesement de toutes les affaires concernant la banque.

Filiale **Mainz,** Kaiserstraße 37
Telefon 15 und 16
Kapital und Reserven 192 Millionen Mark
Zirka 150 Zweigstellen in Deutschland.
Von der französischen Behörde autorisiert zur Vermittlung des Zahlungs- und Effekten-Verkehrs ins unbesetzte Gebiet.
An- und Verkauf von franz. Noten.
Zahlungen nach Elsass-Lothringen, Frankreich und den Ländern der Alliierten, sowie kulanteste Besorgung aller übrigen bankgeschäftlichen Transaktionen.

Edouard Kühne, Mayence
Tailleur militaire
24 1/10 Schillerstrasse
Spécialité de vêtements pour officiers avec les meilleurs coupeurs.
Façon soignée.

AUGUST SCHITTER, MAYENCE
propriétaire de vignobles et vente de vins en gros
Spécialité de vins naturels, fins et extra fins, Vins et bouteilles :: Visite de mes caves historiques à tous les acheteurs intéressés.
Les catalogues sont mis à la disposition. On cherge des représentants

Deutsche Nahrungsmittel - Rundschau
Schillerstr. 32 MAINZ Schillerstr. 32
Offizielles Organ des Bundes Deutscher Nahrungsmittel-Fabrikanten und Händler.
:-: Insertions-Organ I. Ranges :-:



Werner & Mertz / Mainz / Mayence

Verarbeitungswerke für Wachs und verwandte Stoffe

Erdal-Schuhkrem
schwarz / gelb / braun

Das Haus ist Käuferin für einschlägige Rohstoffe (hauptsächlich Terpentinöl, Harze u. Wachse) und erbittet Angebote.

Schutzmarke Trademark

Usines de Cirages

Cirage-Erdal
noir / jaune / brun

La maison est prête à acheter toutes les matières brutes dans ce but particulièrement térébenthine, résine et cire et sollicite des offres.

Disconto-Gesellschaft

Filiale **Mainz,** Ludwigstraße 8—10

Kapital und Reserven M. 440.000.000.—

70 Filialen

Erledigung bankmäßiger Geschäfte aller Art im In- und Ausland.
Ueberweisungen in das unbesetzte Gebiet.
Kredit-Eröffnungen und Auszahlungen in Frankreich.
Umwechslung fremder Geldsorten.
Effekten An- und Verkäufe. Verwaltung von Depots.

STAHLKAMMER

Tochter-Institute: Norddeutsche Bank in Hamburg. Kapital und Reserven M. 80.000.000.—
A. Schaaffhausen'scher Bankverein in Köln. Kapital und Reserven M. 110.000.000.—

Magasin de musique
FRIEDR. EMMERMANN, MAYENCE
Fischtorstr. 10 Tél. 1506
Musique, Instruments de musique · Machines parlantes à disques · Cordes de qualité supérieure · Accessoires pour tous les instruments
ATELIER DE REPARATION.

Papier d'Emballage.

Imprégnation unilatérale, environ 50.000 Kilos larg; en rouleaux, 110 cm. 500 gr le mètre carré. 2.50 le K; non imprégné: environ 30.000 Kilos. 73 × 105 300 gr le mètre carré 2 francs le Kilo, environ 25.000 K. 73 × 105 environ 600 gr le mètre carré 2 francs le K.

G. F. Landauer-Donner à **Mayence**
Rheinallée 21

Franz Fürstweger, Mayence
Immeubles, Bureau d'hypothéques
Bauhofstraße No 10 **Téléphone No 7**
Vente et entremise de terrains

Hotel Karpfen, Mayence
Restaurant Ier ordre
tout près du Rhin.

Gebrüder Deutsch
Kaiserstrasse 1 **Mainz** Gegründet 1848
Manufakturwaren-Grosshandlung
Spezialität:
Baumwollene Web- und Druckwaren
Großes gut sortiertes Lager

Charles Müller, Opticien
Schillerstr. 24½ * Mayence * vis à vis du Cercle des Officiers
Lunettes, pincenez, lorgnette, Jumelle Zeiss, Goerz – Etuis de mathématique, Règle à calcul.

Hotel-Restaurant
VILLE DE COBLENTZ
49 Rheinstr. :: MAYENCE :: 49 Rheinstr.
Concert journalier de 4 à 6 et de 8 à 10.

Vous vous protégez contre les pertes commerciales en demandant des renseignements à l'agence de renseignements du cartel :

Agence de renseignements Bürgel / Mayence
Walpodenstr. 15 II, :: Téléphon No 873
renseignements individuels, renseignements collectifs, procuration d'agence etc.

K. Walter - Diehl
Mayence
16 Pfaffengasse
Téléphone 4139

Cartes postales et albums
avec texte français
en gros

Société Générale Alsacienne de Banque

Agence de Mayence: Schillerplatz
Siege social: **Strasbourg**

Agences à Barr, Cernay, Colmar, Esch s/A., Ettelbruck Francfort, Guebwiller, Haguenau, Idar, Kehl Luxembourg, Metz, Molsheim, Mulhouse, Niederbronn, Obernai, Rosheim, Saint-Amarin, Saar-Union, Saint-Louis, Sarreguemines, Saverne Schlestadt, Thann, Thionville, Wasselonne.

Correspondants dans toutes les villes de France et sur les principales places etrangères.

Toutes opérations de Banque: Ouverture de comptes courants et de comptes cheques, crédits documentaires, encaissement et escompte d'effets, opérations de change, ordres de bourse, émission de lettres de crédit.

La Société Générale Alsacienne de Banque a été chargée par le Comité Economique Interallié des transactions entre les Pays Rhénans occupés, l'Alsace-Lorraine et la France.

La maison **G. F. Landauer-Donner**
Tannerie et fabrique de cuirs
offre des peaux de veau, de chévre, de mouton, pour la fabrication de portefeuilles et de meubles.
Fabrique à Idstein dans le Taunus
Bureau: Mayence Rheinallée 21

Pour la rédaction : RENÉ HOFFHERR. — Imprimé par l'imprimerie GEORG AUG. WALTER, MAYENCE, Schillerstr. 32, vis-à-vis du Cercle des Officiers.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 13

RUF!

rbeit unter dem Vorwand des Protestes
ellt worden.
geschlossen und damit Kinder hilflos,
n, auf die Strasse geworfen.
hen Republik, die eine sehr grosse
g für sich haben, diskutieren seit
Interessen ihres Vaterlandes,
gemeine Ordnung

it Zuchthaus- u. Festungsstrafen bedroht.
ublik im Verbande

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 13

AUFRUF!

In mehreren Fabriken ist die Arbeit unter dem Vorwand des Protestes gegen die Rheinische Republik eingestellt worden.

Schullehrer haben ihre Klassen geschlossen und damit Kinder hilflos, mitten in die politischen Kämpfe hinein, auf die Strasse geworfen.

Die Beförderer der Rheinischen Republik, die eine sehr grosse Stimmenmehrheit in der Bevölkerung für sich haben, diskutieren seit einem halben Jahre über die Interessen ihres Vaterlandes, **ohne dabei die allgemeine Ordnung zu stören.**

Die deutsche Regierung hat sie mit Zuchthaus- u. Festungsstrafen bedroht.

Dann haben sie **die Republik im Verbande des deutschen Reiches errichtet,** und die Erlaubnis zur Vornahme von Wahlen nachgesucht, die **dem Rheinischen Volke erlauben sollen, seinen Willen kundzutun.**

Nichts aus ihren Erklärungen kann zum Vorwande für Kundgebungen dienen, die die allgemeine Ordnung und das wirtschaftliche Leben stören, und die ich nicht dulden kann.

Die Führer entgegengesetzter Kundgebungen werden aus dem besetzten Gebiete ausgewiesen.

Das Rheinische Volk wird in den Wahlversammlungen das freie Wort haben, wie es dies in allen derartigen Versammlungen seit der französischen Besetzung gehabt hat.

Der heutigen Lage wegen muss man ganz besonders behutsam sein. Niemand darf das vergessen!

Demgemäss ordne ich diese Bekanntmachung an und befehle, dass sie beachtet wird.

Mainz, den 2. Juni 1919.

MANGIN.

Druck von E. Herzog, Mainz.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 14

Verordnung.

In Anbetracht,

daß der Betrieb der öffentlichen Dienste weder stillgelegt, noch gänzlich aufgehoben werden kann;

daß die Arbeitseinstellung in Werken, Betrieben, Werften usw. die öffentliche Ordnung gefährden kann;

daß der Streik, unter den gegenwärtigen Verhältnissen, keineswegs als ein Mittel, um eine Meinung kundzugeben, geduldet werden kann, weder als offener Streik noch in der verkappten Form eines wirtschaftlichen Konflikts;

verfügt der Oberbefehlshaber der X. Armee Folgendes:

Art. 1. Jeder völlige oder teilweise Streik wird untersagt. Strenge Maßnahmen werden gegen alle ergriffen, die zum Streik auffordern, zu einem solchen beitragen oder ihn unterstützen. Jede Verurteilung zieht die sofortige Ausweisung auf das rechte Rheinufer nach sich.

Art. 2. Falls die Umstände es mit sich bringen, wird das Personal der öffentlichen Unternehmungen requiriert. Stellt dasselbe die Arbeit ein, so wird es vor ein Kriegsgericht gestellt.

Art. 3. Konflikte und Streitigkeiten zwischen Arbeitgebern und Angestellten müssen von den zuständigen deutschen Behörden den gesetzlichen Schiedsorganen vorgelegt werden, ohne daß eine Einstellung der Arbeit erfolgt.

Der Schiedsspruch liegt den gesetzlichen Schiedsorganen des Landes ob. Führen diese keinen Ausgleich herbei, so wird die Regelung der Streitigkeit einem aus drei französischen Offizieren bestehenden Schiedsgericht anvertraut. Diesen Offizieren werden zwei deutsche Arbeitgeber und zwei deutsche Arbeiter beigegeben, die mit einem ordnungsmäßigen Auftrag versehen sein müssen und eigene Verantwortung haben, zwecks Beratung und Aufklärung.

Die Entscheidungen des Schiedsgerichts sind ohne Berufung binnen 24 Stunden vollstreckbar.

Art. 4. Kundgebungen auf der Straße werden nicht geduldet; Versammlungen dürfen nur nach vorgängiger Genehmigung stattfinden.

Art. 5. Die Kommandierenden Generäle der Okkupationsarmee und die Administratoren werden mit der Ausführung dieser Verordnung betraut, soweit sie hierzu befugt sind.

Mangin.

Druck von E. Herzog, Mainz.

Mainz 2. Juni 1919.

SIAMZ, NL Oppenheim / 43.2 - 15

Verori

In Anbetrach

daß der Betrieb der öffentliche
gänzlich aufgehoben werde
daß die Arbeitseinstellung in We
öffentliche Ordnung gefäh
daß der Streik, unter den gegenw
als ein Mittel, um eine
werden kann, weder als öf

Nr. 5688.

Reichstag.
I. Wahlperiode.
1920/23.

Der Reichsschatzminister.
Nr. R. 5/891. 23.

Berlin, den 15. März 1923.

Dem Reichstag beehre ich mich, anliegend die
Dritte Denkschrift über die Besatzungskosten
nebst Anhang I: Die Kosten der sogenannten militärischen Sanktionen,
Anhang II: Die Ausgaben Deutschlands für die interalliierten Kommissionen,
ergebenst zu übersenden.

Albert.

An
den Herrn Präsidenten des Reichstags, Berlin.

Dritte Denkschrift über die Besatzungskosten.

Anhang I: **Die Kosten der sogenannten militärischen Sanktionen.** — Anhang II: **Die Ausgaben Deutschlands für die interalliierten Kommissionen.**

Inhaltsverzeichnis.

	Seite
Vorwort	2
Wie ist die Belastung Deutschlands mit 4,5 Milliarden Goldmark unproduktiver Ausgaben für die Besatzung in Einklang zu bringen mit den Interessen der Besatzungsmächte an der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit Deutschlands für Reparationen?	
A. Die Besatzungskosten und das Reparationsproblem	2
I. Zeitraum vom 10. November 1918 bis 30. April 1921	2
II. Zeitraum vom 1. Mai 1921 ab	2
B. Die Gesamtkosten der Besatzung im altbesetzten rheinischen Gebiet seit dem Waffenstillstand bis Ende Dezember 1922	
I. Die Ausgaben der Besatzungsmächte	3
II. Die unmittelbaren Ausgaben Deutschlands für die Besatzungsarmeen im Rheinlande	4
III. Die Gesamtausgaben	4
C. Erläuterung der dem Deutschen Reiche durch Leistungen für die interalliierte Rheinlandkommission und die Besatzungsarmeen im Rheinlande im Kalenderjahr 1922 unmittelbar entstandenen Kosten (vergl. Abschnitt B II)	5
Kostenübersicht.	
I. Die Rheinlandkommission und ihre Delegierten	5
1. Die Rheinlandkommission	5
2. Die Delegierten	5
3. Die Kosten der Rheinlandkommission und ihrer Delegierten:	
a) Barvorschüsse	6
b) Devisen	6
c) Sachleistungen	6
Die Unterbringung der Mitglieder der Rheinlandkommission:	
Der Vorsitzende der Rheinlandkommission	6
Der ständige Vertreter des Vorsitzenden der Rheinlandkommission	9
Sachanforderungen der Rheinlandkommission	9
Die Unterbringung der Delegierten:	
Ihre Wohnungsansprüche:	
Beispiele:	
Der Delegierte in Pirmasens	10
Der Delegierte in Germersheim	10
Der Delegierte in Jülich	10
Der Delegierte in Crefeld	10
Der Delegierte in Bergheim	10
II. Unterhaltung der Besatzungstruppen in den Rheinlanden, Vergütung von Leistungen.	
1. Die Markvorschüsse	10
2. Requisitionen:	
a) Bordelle	11
b) Offizier-Kasinos	12
c) Damenheime	13
d) Soldatenheime	15
e) Landwirtschaftliche Betriebe:	
Die preußische Domäne Armada bei Fraunstein	15
Das Hofgut Rheingrafenstein	15
f) Beschlagnahme von Fabrikanlagen und sonstigen gewerblichen Unternehmungen	15
g) Flugplätze	15
h) Schießplätze, Übungsplätze, Exerzierplätze, Reitplätze, Schießstände:	
Der Truppenübungsplatz Ludwigswinkel	20
Der Exerzierplatz Ludwigshafen	21
i) Sport- und Spielplätze	21
k) Theater- und Lichtspielhäuser	21
l) Jagd	21

Reichstag. I. 1920/23. Drucks. Nr. 5688. Ausgegeben am 23. März 1923.

Die Drucksachen des Reichstags sind fortlaufend durch die Postanstalten, einzeln durch Carl Heymanns Verlag, Berlin W. 8 zu beziehen.

	Seite
3. Die Einquartierung:	
a) Die Quartiernot im allgemeinen	22
b) Die Quartierlast einzelner Gemeinden im besonderen, Gesamtbild der Quartiernot	23
c) Schulen	23
d) Gesamtbild der Belastung einer deutschen Stadt durch die Besatzungstruppen	23
4. Die Kosten für die Lieferung von Verpflegung und Futtermitteln	26
5. Die Gesamtkosten und ihre Verteilung	26
III. Grundstückserwerbungen, Neu- und Umbauten anläßlich der Unterbringung der Besatzungstruppen im Rheinlande	26
Allgemeines	26
Beispiele	26
IV. Instandhaltung der von den Besatzungstruppen im Rheinlande beschlagnahmten Grundstücke und Baulichkeiten	28
V. Beschaffung und Unterhaltung der Einrichtungsgegenstände für die Besatzungstruppen im Rheinlande	28
Überblick über die Art und den Umfang der geforderten Einrichtungsgegenstände und der hierdurch verursachten Beschaffungen	28
VI. Betriebskosten, Feuerung, Beleuchtung, Wasserversorgung usw.	29
VII. Geschäftszimmerbedürfnisse, Schreibwaren und vermischte Ausgaben	29
VIII. Post-, Telegraphen- und Fernsprechgebühren, sowie Frachtkosten	29
IX. Transport- und Sachleistungen der Eisenbahnverwaltung	29
X. Kosten für die Leistungen des Post- und Telegraphendienstes	30
Anhang I. Die Kosten der sogenannten militärischen Sanktionen	30
1. Besetzung von Frankfurt a/M. und Hanau, Besetzung von Düsseldorf, Duisburg und Ruhrort	30
2. Der Umfang der militärischen Sanktionen und die hierdurch dem Deutschen Reich entstandenen Kosten	30
Anhang II. Die Ausgaben Deutschlands für die interalliierten Kommissionen	31
I. Die interalliierten Überwachungsausschüsse:	
1. Die Heimatgehälter	31
2. Die Deutschland-Zulagen	31
3. Die Unterbringung der Kommissionsmitglieder	32
4. Deutsches Personal	32
5. Kraftwagen	32
6. Verschiedenes	33
7. Kostenzusammenstellung	33
II. Die Reparationskommission	34
Kosten für die Reparationskommission	34
III. Die Restitutionsdienststellen	34
Kosten für die Restitutionsdienststellen	34
IV. Die Gesamtkosten der interalliierten Kommissionen bis Ende Dezember 1922	34
D. **Schlußbemerkung**	35

Vorwort.

Der vertrags- und völkerrechtswidrige Einbruch französischer und belgischer Truppen ins Ruhrgebiet hat das Interesse der an der Gesundung der Weltwirtschaft und der wirtschaftlichen Gesundung Deutschlands arbeitenden Kreise des In- und Auslandes an der Höhe der Besatzungskosten naturgemäß vorübergehend in den Hintergrund treten lassen. Trotz alledem entspreche ich dem wiederholt geäußerten Wunsche des Reichstags, in bestimmten Zeitabschnitten über die Höhe der durch die Besatzung am Rhein verursachten Kosten unterrichtet zu werden. Durch die Vorlage zweier Denkschriften über die Kosten der Rheinlandbesetzung (Reichstagsdrucksache Nr. 2678, I. Wahlperiode 1920/21 d. d. Berlin 19. September 1921 und Reichstagsdrucksache Nr. 4339, I. Wahlperiode 1920/22 d. d. 1. Mai 1922) habe ich diesem Wunsche bereits Rechnung getragen. Vielleicht wird durch die Tatsache der Ruhrbesetzung die sich auch bei den nachfolgenden Darlegungen über die Besatzungskosten aufdrängende Frage

„Wie ist die Belastung Deutschlands mit 4,5 Milliarden Goldmark unproduktiver Ausgaben für die Besatzung in Einklang zu bringen mit dem Interesse der Besatzungsmächte an der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit Deutschlands für Reparationen?“

der Lösung nähergebracht.

Die nachfolgenden Darlegungen werden ergeben, daß seit dem Waffenstillstande, also seit dem Herbst 1918, die französische und belgische Armee das Rheinland auf Deutschlands Kosten unter Anwendung von Zwangsmitteln aller Art gegenüber den Gemeinden und den deutschen Beamten zu einem großen Heerlager planmäßig ausgebaut hat und daß sich Art und Umfang dieser gewaltigen militärischen Maßnahmen mit dem Wortlaut und dem Geist des Versailler Vertrages und des Rheinlandabkommens nicht in Einklang bringen lassen.

A. Die Besatzungskosten und das Reparationsproblem.

Nach Artikel 249 des Vertrags von Versailles und nach dem Rheinlandabkommen trägt Deutschland vom 11. November 1918 an die gesamten Unterhaltungskosten der alliierten und assoziierten Heere im vertragsmäßig besetzten deutschen Gebiet.

I. Zeitraum vom 10. November 1918 bis 30. April 1921.

Soweit die Besatzungskosten im Inland entstanden sind, wurden sie von der deutschen Regierung bezahlt. Soweit sie den einzelnen Besatzungsmächten erwuchsen, gelten sie durch die Lieferungen und Leistungen Deutschlands bis zum 1. Mai 1921 als abgegolten (vgl. Art. 235 des Vertrags von Versailles).

II. Zeitraum vom 1. Mai 1921 ab.

1. Vom 1. Mai 1921 bis 31. Dezember 1921.

Für diesen Zeitraum gilt die Entscheidung der Repko vom 21. März 1922, wonach die von Deutschland zwischen dem 1. Mai 1921 und dem 31. Dezember 1922 bewirkten Sachleistungen zum Ausgleich der Kosten der Besatzungsarmeen während desselben Zeitraumes verwandt werden sollen. Im übrigen bestehen die Verpflichtungen aus Art. 249 des Friedensvertrags und aus dem Rheinlandabkommen neben der im Londoner Zahlungsplan festgelegten Reparationsverpflichtung Deutschlands weiter.

2. Vom 1. Januar 1922 bis 31. Dezember 1922.

Die von Deutschland zwischen dem 1. Mai 1921 und 31. Dezember 1922 bewirkten Sachleistungen sind gleichfalls zum Ausgleich der Kosten der Besatzungsarmeen zu verwenden, gemäß Ziffer 2 der Entscheidung der Reparationskommission vom 21. März 1922.

StAMZ, NL Oppenheim / 43.2 - 16

Für diese Zeit sollte aber außerdem die Entscheidung der Repko vom 21. März 1922 eine Zahlungserleichterung für Deutschland insofern bringen, als Deutschland im Kalenderjahr 1922 an unmittelbaren Besatzungskosten (innere Besatzungskosten) nur die Leistungen zu erbringen hatte, die nach den Bestimmungen der Artikel 8 bis 12 des Rheinlandabkommens gefordert werden können. Es sollten mithin in Wegfall kommen:

a) die Kosten der Rheinlandkommission (vgl. Artikel 6 Abs. 3 und Artikel 2 des Rheinlandabkommens),
b) die sogenannten Markvorschüsse, das sind Barleistungen in Papiermark an die Besatzungsmächte auf Grund des Artikels 249 Abs. 2 des Versailler Vertrags,
c) die Ausgaben für die Lieferung von Verpflegung an die Besatzungsarmeen im Rheinland (vgl. Artikel 6 des Rheinlandabkommens),
d) die von den „Gemischten Ortsausschüssen“ festgesetzten Beträge für Beitreibungen und Schäden (vgl. Artikel 6 des Rheinlandabkommens).

Deutschland sollte also in der Zeit vom 1. Januar 1922 bis 31. Dezember 1922 aus Anlaß der Besetzung der Rheinlande an inneren Besatzungskosten nur noch die in Artikel 8 bis 12 des Rheinlandabkommens bezeichneten Leistungen zu erbringen haben; daneben sind von Deutschland diejenigen Besatzungskosten, die den Besatzungsmächten selbst erwachsen (sogenannte äußere Besatzungskosten), durch Sachleistungen abzudecken.

Die in der obengenannten Note der Reparationskommission vom 21. März 1922 zugestandene Art der Abdeckung eines großen Teiles der Besatzungskosten wäre für Deutschland eine erhebliche Erleichterung gewesen, wenn die Besatzungsmächte sich an die genannte Note gehalten hätten. Nur die englische und belgische Besatzungsarmee hat aber im Laufe der zweiten Hälfte des Jahres 1922 die Anforderung der „Markvorschüsse“ eingestellt, dagegen die Leistungen für die Rheinlandkommission und die Bezahlung der von den Ortsausschüssen festgestellten Beträge für Beitreibungen und Schäden weiter gefordert, während die französische Besatzungsarmee die obengenannte Note der Reparationskommission völlig unbeachtet ließ und selbst die „Markvorschüsse“ in vollem Umfange von Deutschland weiter forderte. Vorstellungen der deutschen Regierung bei der Reparationskommission und bei der Rheinlandkommission sind bis jetzt unbeantwortet geblieben. Auch auf den von der deutschen Regierung durch die Kriegslastenkommission in Paris erhobenen Rückforderungsanspruch ist eine Entscheidung noch nicht ergangen. Das Interesse der deutschen Regierung an der Durchführung der obengenannten Note hätte etwa 100 Millionen Goldmark betragen, um die die Belastung Deutschlands im Kalenderjahr 1922 vermindert worden wäre, wenn die Besatzungsmächte der genannten Note volle Beachtung geschenkt hätten.

Ferner ist hervorzuheben, daß auf der Pariser Finanz-Konferenz am 11. März 1922 die Besatzungsmächte (ohne Amerika) unter sich ein Abkommen dahin getroffen haben, daß die Jahreshöchstsumme der von Deutschland neben den Leistungen aus Artikel 8 bis 12 des Rheinlandabkommens zu verlangenden Besatzungskosten auf 220 Millionen Goldmark festgesetzt wird und zwar erstmals für die Zeit vom 1. Mai 1922 bis 30. April 1923. Auch dieser Begrenzung der von Deutschland neben den Leistungen aus Artikel 8 bis 12 des Rheinlandabkommens zu tragenden Besatzungskosten auf die Jahreshöchstsumme von 220 Millionen Goldmark wird von den Besatzungsmächten, soweit es sich bis jetzt überblicken läßt, nicht Rechnung getragen, da sie in gleicher Weise wie vor dem 1. Mai 1922 von Deutschland Markvorschüsse, die Bezahlung der Lieferung von Verpflegung und die Bezahlung der von den „Gemischten Ortsausschüssen“ festgesetzten Beträge für Beitreibungen und Schäden verlangen.

B. Die Gesamtausgaben der Besatzung im altbesetzten rheinischen Gebiete seit dem Waffenstillstande bis Ende Dezember 1922.

I. Nach den amtlichen Mitteilungen der Reparationskommission an die deutsche Kriegslastenkommission in Paris sind den einzelnen Besatzungsmächten in den im Abschnitt A näher erläuterten Zeitabschnitten folgende Ausgaben erwachsen:

Die Ausgaben der Besatzungsmächte.

	Bruttokosten in nationaler Währung	Bruttokosten in Goldmark	Von Deutschland gezahlte Markvorschüsse in Papiermark, umgerechnet in Goldmark	Nettokosten in Goldmark
a) Zeitraum vom 11. November 1918 bis 30. April 1921. (Von Deutschland abgegolten auf Grund seiner Leistungen nach Art. 235 des Vertrages von Versailles.)				
Frankreich	2 304 850 470,00 frz.frcs.	1 275 588 130,26	2 136 412 040,00 P.M. 245 002 736,64 G.M.	1 030 585 393,62
England	52 880 470,51 £	991 096 623,02	431 000 000,00 P.M. 88 972 992,47 G.M.	902 123 630,55
Belgien	378 760 284,80 belg.frcs.	194 599 183,34	89 185 000,00 P.M. 17 310 709,32 G.M.	177 288 474,02
Italien (März bis August 1919)	15 207 717,00 frz.frcs.	10 052 166,94	—	10 052 166,94
		2 471 336 103,56	2 656 597 040,00 P.M. 351 286 438,43 G.M.	2 120 049 665,13
Amerika	275 324 192,18 $	1 155 773 790,00	633 000 000,00 P.M. 143 733 183,38 G.M.	1 012 040 606,62
		3 627 109 893,56	3 289 597 040,00 P.M. 495 019 621,81 G.M.	3 132 090 271,75

Die Ausgaben der Besatzungsmächte.

	Bruttokosten in nationaler Währung	Bruttokosten in Goldmark	Von Deutschland gezahlte Markvorschüsse in Papiermark, umgerechnet in Goldmark	Nettokosten in Goldmark
b) Zeitraum vom 1. Mai 1921 bis 30. April 1922. (Von Deutschland bezahlt durch Belastung seiner „Sachleistungen" — Note der Reparationskommission vom 21. März 1922.)				
Frankreich . . .	666 264 398,00 fr.frcs.	224 471 434,99	2 100 000 000,00 P.M. 58 853 310,47 G.M.	165 618 124,53
England	1 437 040,18 £ 9 3/4 d	24 006 230,60	550 000 000,00 P.M. 12 699 629,92 G.M.	11 306 600,68
Belgien	125 866 045,40 belg.frcs.	41 138 667,92	252 500 000,00 P.M. 5 631 191,94 G.M.	35 507 475,98
		289 616 333,51	2 902 500 000,00 P.M. 77 184 132,33 G.M.	212 432 201,18
Amerika	15 188 741,97 $	63 760 288,31	272 192 879,60 P.M. 8 238 389,26 G.M.	55 521 899,05
		353 376 621,82	3 174 692 879,60 P.M. 85 422 521,59 G.M.	267 954 100,23

c) Zeitraum vom 1. Mai 1922 bis 31. Dezember 1922.
(Von Deutschland bezahlt durch Belastung seiner „Sachleistungen" — Note der Reparationskommission vom 21. März 1922.)

Amtliche Mitteilungen der Reparationskommission über die Höhe der Ausgaben liegen noch nicht vor; gemessen an den Ausgaben des Zeitraums unter Abschnitt c werden schätzungsweise pro Monat weitere 22,3 Millionen Goldmark, für die hier in Frage kommenden acht Monate insgesamt also weitere . . . . . rund 178 000 000,00 Goldmark an Ausgaben entstanden sein.

Gesamtsumme Goldmark 3 578 044 371,98

II. Die in den gleichen Zeitabschnitten von Deutschland unmittelbar aufgebrachten Zahlungen und Leistungen sind folgende:

Die unmittelbaren Ausgaben Deutschlands für die Besatzungsarmeen im Rheinlande (ohne Sanktionsgebiet).

	Insgesamt Papiermark	Insgesamt Goldmark
A. Zeitraum 11. November 1918 bis 30. April 1921.		
Frankreich	4 019 456 019	329 382 612
England	1 645 896 062	134 876 347
Belgien	864 582 237	70 849 974
Italien	66 976	5 488
Amerika	1 033 041 690	84 654 732
	7 563 042 984	619 769 153
B. Zeitraum 1. Mai 1921 bis 30. April 1922.		
Frankreich	3 831 001 247	106 853 018
England	1 021 776 576	28 499 054
Belgien	895 070 805	24 965 018
Amerika	658 559 743	18 368 330
	6 406 408 371	178 685 420
C. Zeitraum 1. Mai 1922 bis 31. Dezember 1922.		
Frankreich	42 631 123 645	66 318 257
England	4 698 180 655	8 794 702
Belgien	8 289 025 798	15 480 638
Amerika	3 282 036 274	6 080 989
	58 900 366 372	96 674 586
Gesamtsumme:	72 869 817 727	895 129 159

III. Als Gesamtergebnis vorstehender Darlegungen ist festzustellen, daß

> die Gesamtausgaben für die Besatzung im altbesetzten rheinischen Gebiet seit dem Waffenstillstande bis Ende Dezember 1922 rund 4,5 Milliarden Goldmark betragen,

die, mit Ausnahme des von der amerikanischen Regierung zunächst selbst bestrittenen Teiles der Kosten für ihre Besatzung am Rhein, von Deutschland tatsächlich restlos — zum Teil durch Sachleistungen, zum Teil unmittelbar — gezahlt worden sind. Nur die Abdeckung des noch nicht erstatteten Teiles der amerikanischen Besatzungskosten ist noch eine offene Frage.

Diesen gewaltigen unproduktiven Ausgaben Deutschlands gegenüber sei folgendes festgestellt:

In den letzten 4 Jahren unmittelbar vor dem Kriege betrugen die Ausgaben des Deutschen Reichs für seinen Militäraufwand (Heer, Flotte, Reichsmilitärgericht) unter Zugrundelegung der Etatziffern (siehe Statistisches Jahrbuch 1913):

Für Rechnungsjahr	1910	rd.	862 Millionen Goldmark,
" "	1911	"	879 " "
" "	1912	"	967 " "
" "	1913	"	1 081 " "
	1910/1913	rd.	3 789 Millionen Goldmark.

Die Aufwendungen für die Besatzungsarmeen im Rheinland in den verflossenen 4 Jahren übersteigen diese Ausgaben demnach um rund 3/4 Milliarde Goldmark, nicht gerechnet die Ausgaben für die sogenannten militärischen Sanktionen (vergl. unten Anhang I).

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 17

C. Erläuterung der dem Deutschen Reiche durch Leistungen für die interalliierte Rheinlandkommission und die Besatzungsarmeen im Rheinlande im Kalenderjahr 1922 unmittelbar entstandenen Kosten (vgl. Abschnitt B. II).

Aus dem Rahmen der vorstehenden Darlegungen über die bis Ende Dezember 1922 im altbesetzten Gebiet entstandenen Besatzungskosten sei zum Zwecke der Erläuterung der Ausgaben im einzelnen die Kostenaufstellung herausgegriffen über diejenigen Ausgaben, die Deutschland im Kalenderjahr 1922 unmittelbar entstanden sind.

Besatzungskosten vom 1. Januar 1922 bis 31. Dezember 1922.

Bezeichnung der Ausgaben	Betrag M
Interalliierte Rheinlandkommission . .	3 186 152 851
Unterhaltung der alliierten und assoziierten Besatzungstruppen in den Rheinlanden, Vergütungen von Leistungen auf Grund der Abschätzungen der gemischten Ortsausschüsse und in Durchführung des Reichsgesetzes vom 2. März 1919/27. März 1920	38 012 637 431
Grundstückserwerbungen, Neubauten und Umbauten	19 492 068 816
Instandhaltung der von den Besatzungstruppen im Rheinland benutzten Grundstücke und Baulichkeiten	589 237 718
Beschaffung und Unterhaltung der Einrichtungsgegenstände für die Besatzungstruppen im Rheinland . . .	1 366 140 710
Betriebskosten und zwar: Feuerung, Beleuchtung, Wasserversorgung, Reinigung, kleinere Bedürfnisse, sowie für Mieten	622 323 168
Geschäftsbedürfnisse, Schreibgebühren und vermischte Ausgaben . . .	169 776 442
Post-, Telegraphen- und Fernsprechgebühren sowie Frachtkosten . .	32 917 375
Leistungen und Lieferungen der Reichseisenbahnverwaltung für die Besatzungstruppen im Rheinland	257 940 809
Leistungen und Lieferungen der Reichspostverwaltung für die Besatzungstruppen im Rheinland	86 732 088
	63 815 927 408

Die Gesamtausgabe von 63 815 927 408 Papiermark verteilt sich auf:

	Papiermark	Goldmark
Franzosen mit . .	44 949 272 092	100 073 185
Belgier " . . .	8 699 583 152	19 368 389
Engländer " . . .	6 376 258 829	14 195 837
Amerikaner " . . .	3 790 813 335	8 439 709
	63 815 927 408	142 077 120

I. Die Rheinlandkommission und ihre Delegierten.

Die Rheinlandkommission, deren Vorsitzender Franzose ist, und ihre Delegierten stehen in stets wachsendem Maße unter dem überwiegenden Einfluß der französischen Annexionspolitik. Der planmäßige Ausbau der französischen und belgischen Abteilung der Rheinlandkommission und des Delegiertensystems in der französischen Zone verfolgte von allem Anfang an das Ziel, die Rheinlandkommission und ihre Delegierten in der französischen Besatzungszone für ganz andere Zwecke aktionsfähig zu gestalten, als sie der Vertrag von Versailles und das Rheinlandabkommen vorsehen.

1. Die Rheinlandkommission.

Nach Artikel 2 des Rheinlandabkommens besteht die Rheinlandkommission aus 4 Mitgliedern. Die Bestellung von Delegierten neben diesen 4 Mitgliedern ist im Vertrage von Versailles und im Rheinlandabkommen nicht erwähnt. Demgegenüber bewegte sich bereits im September 1922 die Zahl der Beamten der französischen Abteilung der Rheinlandkommission zwischen 65 und 70, während die belgische Abteilung aus etwa 20 Beamten bestand, die englische und amerikanische Abteilung dagegen nur 16 bzw. 14 Beamte aufwiesen. Im Kabinett des Vorsitzenden der Rheinlandkommission (zugleich französisches Mitglied) waren bereits im September 1921 allein 10 hochgestellte Beamte tätig, und zwar ein Kabinettchef, ein Hilfschef und 8 Attachés. Es wurden ein französisches Rechtsreferat mit 7, ein französisches Finanzreferat mit 6 und ein französisches Wirtschaftsreferat mit 7 höher gestellten Beamten ausgebaut. Auch wurde der Rheinlandkommission ein ausgedehntes französisches Militärbüro angeschlossen, in dem bereits im November 1921 12 höhere Offiziere tätig waren.

2. Die Delegierten.

Die Einrichtung der Delegierten ist durch den Vertrag von Versailles und das Rheinlandabkommen nicht begründet. Gelegentlich der Verhandlungen in Versailles im Juni und August 1919 wurde von der Deutschen Regierung der Standpunkt vertreten, daß zu den vertraglich vorgesehenen 4 Kommissionsmitgliedern höchstens noch einige Beamte treten dürften, die dazu bestimmt seien, die Verbindung zwischen der Rheinlandkommission und den militärischen Stellen sowie den deutschen Behörden aufrechtzuerhalten, und daß diese Vertreter sich darauf zu beschränken hätten, lediglich den Geschäftsverkehr zwischen den Stellen zu erleichtern und die Wünsche der einen Stelle der anderen zu übermitteln. Irgend ein Recht, sich in interne Angelegenheiten der deutschen Behörden zu mischen, ihre Eingänge einzusehen, ihre Verfügungen nachzuprüfen, ihnen Weisungen zu erteilen, sollte ausgeschlossen sein. Mit diesen Grundsätzen hatte sich der Vertreter der Alliierten, Minister Loucheur, ausweislich der Niederschrift über die Verhandlungen vom 7. August 1919 ausdrücklich einverstanden erklärt. Demgegenüber wurde das Delegiertensystem in der französischen und belgischen Zone planmäßig ausgebaut. Die Anzahl der Kreisdelegierten stieg bis Ende September 1922 auf etwa 80, davon allein in der französischen Zone etwa 50, in der belgischen Zone 13. Dazu kommen etwa 12 Bezirksdelegierte, davon 6 in der französischen Zone. Der französische Bezirksdelegierte in der Rheinpfalz übt — gestützt von der Rheinlandkommission und mit Hilfe des von ihm in der Rheinpfalz ausgebauten Delegiertensystems — besondere Machtbefugnisse aus, die in zahlreichen Beamtenausweisungen und Beamtenbestrafungen zum Ausdruck kamen.

Das gesamte Personal der Rheinlandkommission und ihrer Delegierten belief sich bereits im September 1921 auf rund 1300 Köpfe. Der Ausbau der Rheinland-

kommission selbst, deren Angehörige, wie sich aus den monatlichen Anforderungen von Papiermarkbeträgen und Devisen ergibt, ganz gewaltige Gehälter beziehen und für sich und ihre Familien besonders hohe Quartieranforderungen stellen, bedeutet für Deutschland eine gewaltige, stets wachsende finanzielle Belastung.

Auch die Ansprüche der Delegierten und ihres Personals hinsichtlich der Unterkunft ihrer eigenen Person, ihres Dienstpersonals und ihrer zahlreichen Familienangehörigen sind besonders groß und verursachen dem Reiche dauernde und stets steigende Kosten. Jeder Bezirksdelegierte hat z. B. — ohne Rücksicht auf seinen sonstigen Rang — die Wohnungsansprüche mindestens eines Brigadegenerals.

3. Die Kosten der Rheinlandkommission und ihrer Delegierten.

Die einzelnen Abteilungen der Rheinlandkommission fordern die zur Bestreitung ihrer Ausgaben notwendigen Mittel bei der zuständigen deutschen Behörde an. Sie haben es bis jetzt abgelehnt, der deutschen Regierung über ihre Ausgaben Rechnung zu legen oder die Ausgaben zu erläutern, so daß Angaben über die Verwendung der angeforderten Mittel nicht gemacht werden können.

Die im Kalenderjahr 1922 erwachsenen Kosten für die Rheinlandkommission betrugen 3 186 152 851 Papiermark; sie verteilen sich auf die einzelnen Besatzungsmächte wie folgt:

	Papiermark
Franzosen	1 898 797 379
Belgier	376 368 983
Engländer	541 527 275
Amerikaner	369 459 214

Der Art nach zerfallen die Ausgaben

a) in Barvorschüssen (Papiermarkanforderungen),
b) in Devisen und
c) in Sachleistungen aller Art (für Unterkunft usw.)

Zu a: Die von den einzelnen Abteilungen der Rheinlandkommission angeforderten Papiermarkbeträge beliefen sich im Kalenderjahr 1922 auf 262 072 419,24 *M*. Sie verteilen sich auf die einzelnen Besatzungsmächte wie folgt:

Frankreich . . .	29 680 480,44	Papiermark,
Belgien	36 047 838,10	"
England . . .	143 499 686,00	"
Amerika	52 844 414,70	"
	262 072 419,24	Papiermark.

Die im Laufe der einzelnen Monate angeforderten Papiermarkbeträge der einzelnen Abteilungen der Rheinlandkommission sowie das ganz gewaltige Anwachsen dieser Anforderungen sind aus den Kurven Seite 7 ersichtlich. Die monatliche Gesamtanforderung von Papiermark ist vom Januar 1922 bis Dezember 1922 von 2,5 Millionen auf 78 Millionen Papiermark angewachsen.

Zu b: Die Gesamtanforderungen in Devisen im Kalenderjahr 1922 betrugen:

Frankreich . .	französische Francs:	12 178 834
Belgien	belgische Francs:	1 785 000
England . . .	Pfund Sterling:	47 900
Amerika	Dollar:	160 648

Die monatlichen Anforderungen in Devisen nationaler Währung sind aus den Kurven Seite 8 ersichtlich. Auffallend ist das außerordentliche Anwachsen der belgischen Devisenanforderungen, die von 140 000 Frcs im Monat Januar 1922 auf 380 000 Frcs. im Monat Dezember 1922 gestiegen sind. Ob und inwieweit diese Erhöhung mit den finanziellen Vorbereitungen für den Einbruch ins Ruhrgebiet in Zusammenhang zu bringen ist, mag dahingestellt bleiben.

Zu c: Im Rahmen der Gesamtkosten der Rheinlandkommission und ihrer Delegierten nehmen neben den Barleistungen und den Devisenzahlungen Deutschlands die Ausgaben für sonstige Leistungen in natura, insbesondere aber für die Erfüllung der gewaltigen Anforderungen hinsichtlich der Unterkunft, die Hauptstelle ein.

Die Gründe des dauernden sprunghaften Anwachsens gerade dieses Teiles der Ausgaben habe ich bereits in meinen früheren Denkschriften an der Hand von zahlreichen Beispielen näher erläutert. Neben dem hohen Personalstande sind es die hohen Ansprüche an Quartier und die sonstigen Sachleistungen, die das dauernde Wachsen der Ausgaben verursachen.

Die Unterbringung der Mitglieder der Rheinlandkommission.

In dem Dienstgebäude des Oberpräsidiums in Coblenz ist nicht — wie in meiner letzten Denkschrift ausgeführt — neben dem Vorsitzenden der Rheinlandkommission noch sein ständiger Vertreter, sondern ausschließlich der Vorsitzende der Rheinlandkommission untergebracht. Die Einrichtung des genannten Dienstwohngebäudes hat ferner nicht — wie in meiner letzten Denkschrift ausgeführt — 1 520 494 *M*, sondern bis Ende September 1922 einen Kostenaufwand von über 2 Millionen Mark verursacht, wovon allein 780 677 *M* in die Zeit vom 1. Januar 1922 bis 30. September 1922 fallen. Das genannte Gebäude enthält 17 Wohn-, Rauch-, Speisezimmer und Salons, 22 Schlafzimmer und die Wirtschaftsräume.

Außer der Wohnung in Coblenz waren für den Vorsitzenden der Rheinlandkommission vom 16. März 1920 bis 15. Dezember 1921 ständig vier Zimmer und ein Badezimmer im Hotel „Nassauer Hof" in Wiesbaden beschlagnahmt, um ihm dort bei seiner öfteren Anwesenheit ein Absteigequartier zu bieten.

Mit Schreiben der französischen Wohnungskommission Wiesbaden vom 31. Januar 1921 Nr. 460 sind diese Räume durch „Ordre de Réquisition" beschlagnahmt worden. Die Hoteldirektion verlangt an Mietentschädigung für das Jahr 1920 täglich etwa 405 *M*, ein Preis, der im Verhältnis zu den sonstigen Zimmerpreisen in dem Hotel nicht zu hoch ist. Im Jahre 1920 sind danach laut Rechnung des Hotels an Kosten . . . . . entstanden. Vom 1. Januar 1921 bis 15. Dezember 1921 hat die Hoteldirektion pro Tag 1000 *M* Miete, insgesamt . . . verlangt. Am 15. Dezember 1921 ist die beschlagnahmte Wohnung im Hotel „Nassauer Hof" freigegeben worden.

	Papiermark
	117 450,00
	349 000,00

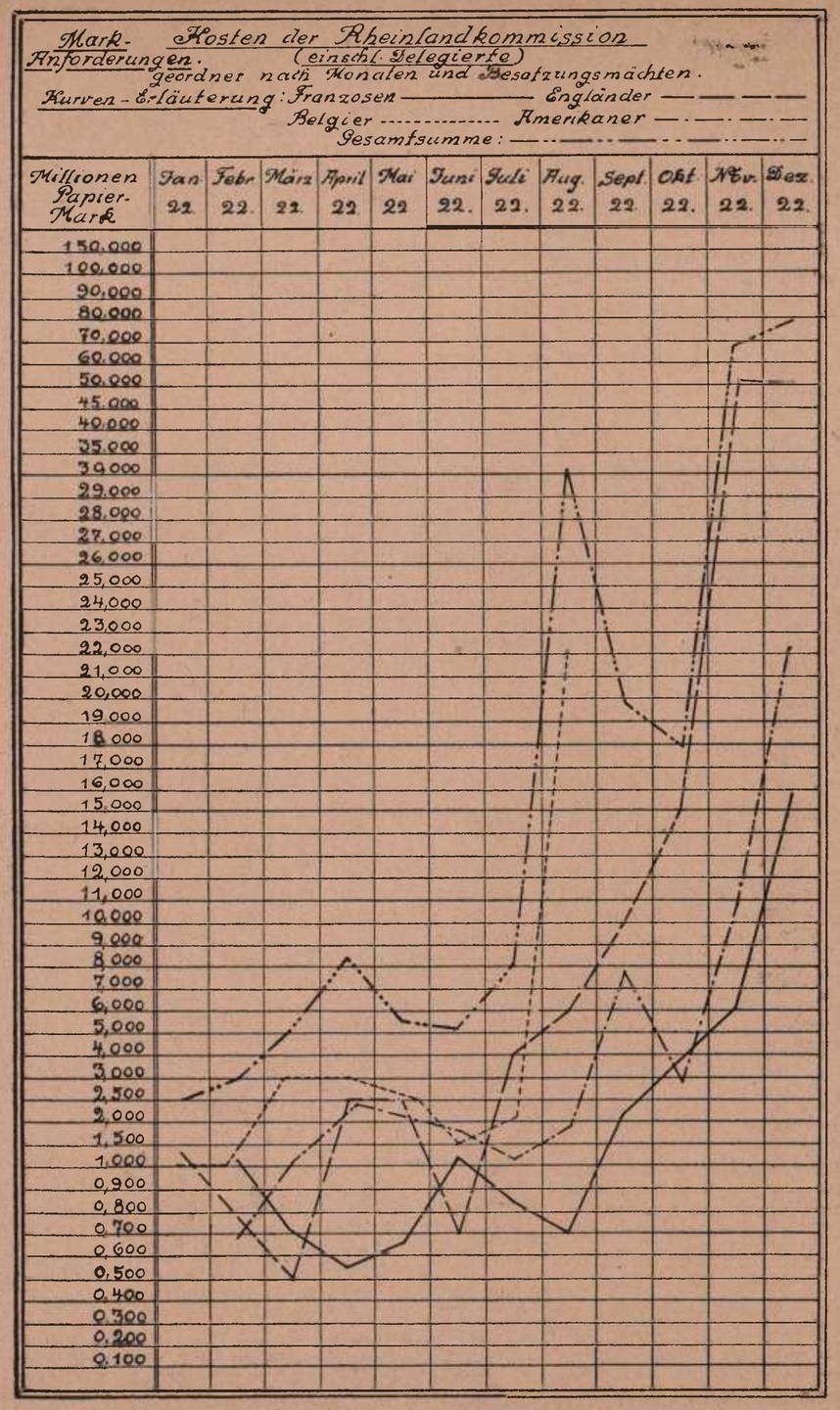
Auf die Gesamtforderung des Hotels in Höhe von . . . . . hat der Vorsitzende der Rheinlandkommission bisher nur . . . . . an das Hotel gezahlt, jede weitere Zahlung aber abgelehnt. Er hat dem Hoteldirektor erklärt, monatlich 4 138 *M* Miete zu zahlen, der gefordete Mehrbetrag müsse vom Deut-

	466 450,00
	80 000,00

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 18

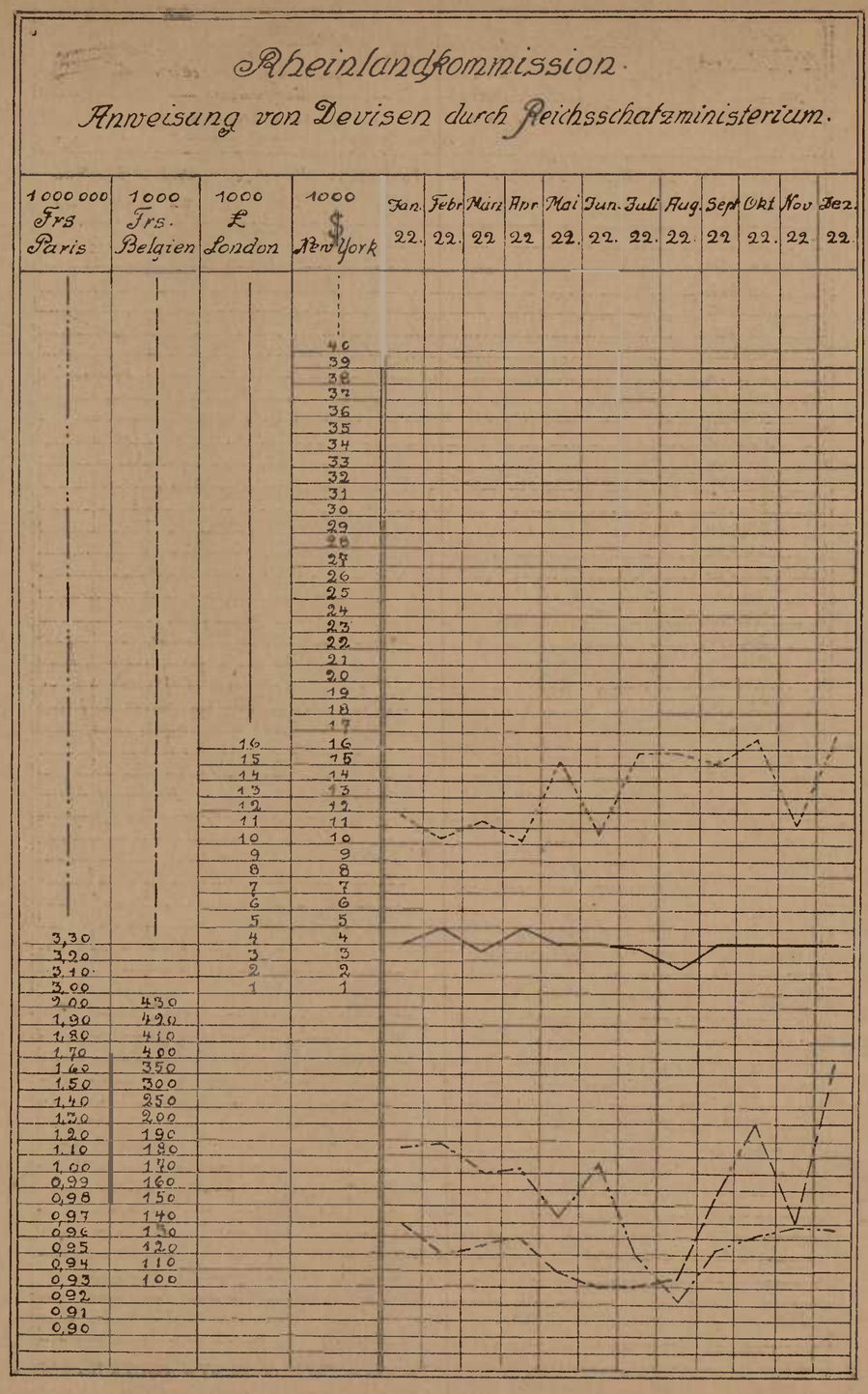
Mark-Anforderungen. Kosten der Rheinlandkommission (einschl. Delegierte) geordnet nach Monaten und Besatzungsmächten.

Kurven-Erläuterung: Franzosen ——— Engländer — — — —
Belgier ---------- Amerikaner — . — . — . —
Gesamtsumme: ——— - - - ——— ·····



Rheinlandkommission.

Anweisung von Devisen durch Reichsschatzministerium.



StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 19

Papiermark.

schen Reiche getragen werden. Hiernach hat die Hoteldirektion noch einen Restbetrag von 386 450,00
vom Deutschen Reiche gefordert.

Am 16. Dezember 1921 hat der Vorsitzende der Rheinlandkommission die Wohnung im „Nassauer Hof" aufgegeben und eine von ihm gemietete Villa in der Parkstraße 21 in Wiesbaden bezogen. Er machte jedoch die Aufgabe der Hotelwohnung von der Ausmöblierung der neu einzurichtenden Wohnung in der Parkstraße auf Reichskosten abhängig. Um die Miete der teuren Hotelwohnung zu ersparen, wurde notgedrungen dem Wunsche auf Ausmöblierung der Wohnung entsprochen. Die Kosten für die Ausstattung betrugen 221 816,60

Summe . 608 266,60

Die Deutsche Regierung steht auf dem Standpunkt, daß das Deutsche Reich nur die Kosten zu übernehmen hat, die durch die gelegentliche dienstliche Anwesenheit des Vorsitzenden der Rheinlandkommission in Wiesbaden entstehen und daß sie für die Kosten einer ständigen zweiten Residenz (in Wiesbaden) nicht aufzukommen habe.

Unterbringung des ständigen Vertreters des Vorsitzenden der Rheinlandkommission.

Am 16. Dezember 1920 ist das ganze Haus des Bankiers Seligmann in Coblenz, Neustadt 5, für den ständigen Vertreter des französischen Oberkommissars und Vorsitzenden der Rheinlandkommission, welcher bis dahin im Dienstwohngebäude des Oberpräsidenten der Rheinprovinz zusammen mit dem Vorsitzenden der Rheinlandkommission untergebracht war, beschlagnahmt worden. Hierdurch sind dem Reiche bedeutende Mehrkosten erwachsen. Das Haus des Bankiers ist eines der vornehmsten Anwesen in Coblenz. An Räumlichkeiten sind 19 Gesellschafts-, Wohn- und Schlafzimmer nebst den zugehörigen Nebengelassen vorhanden. Die Ausstattung des Hauses hat nach dem Gutachten der Sachverständigen im Januar 1921 einen Wert von 4 746 000 ℳ. An Miete sind bis zum 31. Mai 1922 monatlich gezahlt worden

für das Sommerhalbjahr . . .	54 191 ℳ
für das Winterhalbjahr . . .	66 392 "
einschließlich für Heizung. Seit dem 1. Juni 1922 beträgt die monatliche Miete	
im Sommer	51 637 "
und im Winter	53 650 "

Daneben müssen im Gegensatz zu früher die wirklichen Kosten der Beheizung der beschlagnahmten Räume besonders erstattet werden. An Ausgaben, die aus der Miete nicht zu bestreiten waren, sind für das beschlagnahmte Anwesen bis 31. März 1922 entstanden:

für die Beschaffung und Unterhaltung der Einrichtungsgegenstände . . .	33 538,35 ℳ
und für Bauarbeiten	9 021,00 "

zusammen: 42 559,35 ℳ

Sachanforderungen der Rheinlandkommission.

Die im März 1921 durch Requisitionsbefehl angeforderte Einrichtung einer Druckerei für die Rheinlandkommission, bestehend aus zwei Schnellpressen, einer Tiegeldruckpresse und zwei Setzmaschinen, die bereits im März 1921 einen Kostenaufwand von 944 000 ℳ erfordert hatte, mußte in der Zeit vom 1. Januar 1922 bis 30. September 1922 ganz erheblich erweitert werden, wie folgt:

1. Für den Umbau und die Erweiterung der Druckerei rund	60 000 ℳ
2. für eine Heftmaschine rund	80 000 "
3. für einen Motor dazu	90 000 "
4. für Regletten	25 000 "
5. für Typen: a) Ziffern	42 000 "
6. für Typen: b) Matrizen	14 000 "
zusammen:	311 000 ℳ

Außerdem sind an laufenden Ausgaben in der genannten Zeit entstanden:
Für Gas, Elektrizität, Heizmaterial, Maschinenöl, Ersatzteile verschiedener Art, für Instandhaltung von Gebäuden, und Geräten zusammen . . . . 454 015 ℳ

Gesamtsumme: 765 015 ℳ

Die Unterbringung der Delegierten.

Die Wohnungsansprüche der Delegierten in der französischen Zone sind geregelt in den umgearbeiteten Einquartierungsbestimmungen für die französische Armee vom 18. November 1922. Die Verfügung des französischen Oberkommissariats der Rheinlandkommission vom 29. November 1920 (Nr. 17939/B 2) ist dort ausdrücklich aufrechterhalten. Ihr Inhalt, soweit er sich auf die Unterbringung der Delegierten bezieht, ist folgender:

A. Der Bezirksdelegierte (délégué de district) hat Anspruch auf eine Wohnung, die zum mindesten der für einen Brigade-General vorgesehenen Wohnung gleichwertig ist, das heißt: 7 Herrschaftszimmer, darunter ein großer Salon und ein Speisezimmer als Empfangsräume, 2 Dienstbotenzimmer und 1 Küche.

B. Der Kreisdelegierte (délégué de cercle) und der erste Adjutant (adjoint) des Bezirksdelegierten erhalten, wenn sie verheiratet oder zwar ledig, aber Haupt einer Familie sind, eine Wohnung, die zum mindesten der für einen verheirateten Oberstleutnant vorgesehenen Wohnung gleichwertig ist, das heißt: 5 Herrschaftszimmer, darunter ein großer Salon und ein Speisezimmer als Empfangszimmer, 2 Dienstbotenzimmer und 1 Küche.

C. Der Kreisdelegierte und der erste Adjutant des Bezirks werden, wenn sie ledig und nicht Haupt einer Familie sind, einem ledigen Oberstleutnant gleichgestellt und erhalten 3 Herrschaftszimmer, 1 Dienstbotenzimmer und 1 Küche, sie haben außerdem Anspruch auf einen großen Salon als Empfangsraum.

D. Der zweite Adjutant des Bezirks und die Adjutanten des Kreises werden, wenn sie verheiratet oder wenn sie zwar ledig, aber Familienoberhaupt sind, einem verheirateten Hauptmann gleichgestellt und erhalten 3 Zimmer, 1 Dienstbotenzimmer und 1 Küche.

E. Der zweite Adjutant des Bezirks und die Adjutanten der Kreise werden, wenn sie ledig und nicht Familienoberhaupt sind, einem ledigen Hauptmann gleichgestellt und erhalten 2 Zimmer, 1 Dienstbotenzimmer und 1 Küche.

Die Zahl der weiteren Zimmer für Familienangehörige ist dieselbe wie sie für die Armee zugebilligt ist, und zwar:

a) Kinder desselben Geschlechts unter 15 Jahren:
Für 1, 2 oder 3 Kinder ein weiteres Zimmer mit 1, 2 oder 3 Betten;
für 4, 5 oder 6 Kinder zwei weitere Zimmer mit 1, 2 oder 3 Betten;
für 7, 8 oder 9 Kinder drei weitere Zimmer mit 1, 2 oder 3 Betten.

b) Kinder desselben Geschlechts über 15 Jahre:
für 1 oder 2 Kinder ein Zimmer mit 1 oder 2 Betten;
für 3 oder 4 Kinder ein Zimmer mit 2 Betten und ein Zimmer mit 1 oder 2 Betten;
für 5 oder 6 Kinder zwei Zimmer mit 2 Betten und ein Zimmer mit 1 oder 2 Betten.

c) Kinder verschiedenen Geschlechts:
2 Kinder verschiedenen Geschlechts haben Anrecht auf je ein besonderes Zimmer, wenn sie beide über 12 Jahre alt sind.

d) Familienmitglieder, die in der Heimatgarnison des Quartiernehmers bei ihm wohnen:
1 Zimmer mit 2 Betten für 2 verheiratete Personen oder 2 Personen desselben Geschlechts oder 2 Personen verschiedenen Geschlechts, wenn sie weniger als 12 Jahre alt sind, je 1 Zimmer mit 1 Bett in den anderen Fällen.

Außerdem haben die Bezirks- und Kreisdelegierten Anspruch auf Geschäftsräume wie folgt:

Die Bezirksdelegierten haben Anspruch auf sechs oder sieben Räume je nach der Größe (Vorzimmer, Dienstzimmer des Delegierten, Dienstzimmer des ersten Adjutanten, Dienstzimmer der anderen Adjutanten, Dienstzimmer der Sekretäre).

Der Kreisdelegierte hat Anspruch auf vier oder fünf Räume (Vorzimmer, Dienstzimmer des Delegierten, Dienstzimmer der Adjutanten, Dienstzimmer der Sekretäre).

In welchem Umfang häufig in Wirklichkeit über die oben aufgeführten Ansprüche hinausgegangen wird, habe ich in meinen beiden, dem Reichstag vorgelegten Denkschriften eingehend dargelegt. Folgende neue Beispiele mögen zu weiterer Erläuterung dienen.

In Pirmasens wurde 1920/21 aus dem von der Stadt eigens angekauften Hotel „Schwan" eine Unterkunft für den Delegierten und sein Personal und die Büros durch einen Umbau, der damals etwa 200 000 ℳ Kosten verursachte, geschaffen, nachdem ein Vertreter des Bezirksdelegierten versichert hatte, daß diese Unterbringung befriedigte und die Wohnung bezogen werden würde. Die Wohnung wurde auch bezogen.

Bei einem Wechsel in der Person des Kreisdelegierten wurde mit Unterstützung des Bezirksdelegierten ein altes Projekt, dessen Weiterverfolgung seinerzeit durch den Umbau ausgeschaltet werden sollte, wieder aufgegriffen, nämlich die Beschlagnahme der Villa des Kommerzienrats Fahr. Die Villa wurde beschlagnahmt und die bisherigen Bewohner mußten sie innerhalb 48 Stunden räumen.

Der Delegierte mit Frau und zwei Kindern hat Anspruch auf fünf Herrschaftszimmer, darunter einen großen Salon und ein Speisezimmer als Empfangszimmer, auf ein weiteres Zimmer für die Kinder, auf zwei Dienstbotenzimmer und eine Küche. In Wirklichkeit nimmt er ein besonderes Haus für sich in Anspruch. Die Villa Fahr besteht aus vier Herrschaftsräumen, einer Küche, einer Speisekammer und einer abgeschlossenen Veranda im ersten, fünf Herrschaftszimmern im zweiten und fünf großen Wohnräumen im dritten Stock. Das Erdgeschoß und erste Obergeschoß sind vom Delegierten bezogen. Als vorläufige Entschädigung der verdrängten Eigentümer wegen Mehraufwand, Umzugskosten, Möbelentschädigung sind über 300 000 ℳ angemeldet.

In Germersheim hat der Delegierte mit seinem Personal das ganze Dienstgebäude der ehemaligen Fortifikation inne, d. h. drei Stockwerke mit doppeltem Hinterbau, Garage, Stall und großem Garten. Er ist Junggeselle.

Der französische Kreisdelegierte in Jülich bezog Ende Dezember 1920 ein geräumiges Quartier auf dem Gute Maria Wald bei Jülich. Ende Mai 1921 wurde eine Villa mit zwölf Räumen in der Römerstraße frei und für den Kreisdelegierten reserviert. Vom Mai 1921 bis Juli 1922 war die Villa unbewohnt, da der Kreisdelegierte mehrere Male Instandsetzungen und Reinigungen beantragt hatte. Am 25. Juli 1922 hat der Kreisdelegierte die Villa in der Römerstraße bezogen. Für die Zeit vom Mai 1921 bis Juli 1922 mußten für den Delegierten zwei Wohnungen gestellt und bezahlt werden.

Das Haus Elisabethstraße 140 in Crefeld ist als Quartier für den belgischen Bezirksdelegierten der Rheinlandkommission beschlagnahmt und von ihm am 28. Februar 1921 bezogen worden.

Er war zur Zeit des Beziehens noch unverheiratet, ist jetzt verheiratet, jedoch ohne Kinder.

Das Gebäude besteht aus:

Kellergeschoß mit	6	Räumen,
Erdgeschoß mit	7	= ,
erstem Obergeschoß mit . .	6	= ,
Mansarde mit	6	= .

Obwohl das Haus hochherrschaftlich und mit guten Möbeln ausgestattet war, mußte die Innenausstattung seinerzeit noch vielfach ergänzt werden.

Der Kreisdelegierte in Bergheim wohnt im alten Rathaus, wo er zehn Räume inne hat; das Beziehen des vom Reich gebauten und für ihn vorgesehenen Kommandantenhauses hat er verweigert.

Bei der großen Zahl von Kreis- und Bezirksdelegierten, von denen jeder einzelne für sich und sein Personal die oben näher dargelegten Ansprüche auf Wohn- und Diensträume zu stellen hat, die in sehr zahlreichen Fällen, wie die Beispiele zeigen, noch erheblich überschritten werden, bedeutet die Unterbringung eine schwere Bedrückung der Bevölkerung und eine sehr große finanzielle Belastung des Reichs.

II. Unterhaltung der Besatzungstruppen in den Rheinlanden, Vergütung von Leistungen usw.

1. Die „Markvorschüsse".

Die Anforderung von Markvorschüssen durch die Besatzungsarmeen im Rheinlande stützt sich auf Artikel 249 Abs. 2 des Vertrags von Versailles, wonach die deutsche Regierung den Besatzungsmächten als Ausgabe für die Besatzungsheere, „soweit sie auf Käufen oder Beitreibungen der alliierten und assoziierten Regierungen in den besetzten Gebieten beruhen", in Mark zum Tageskurs oder zum vereinbarten Kurs zu erstatten hat. Auf Grund dieser Bestimmung im Vertrage von Versailles fordern die Besatzungsmächte Milliardenbeträge als sogenannte Markvorschüsse an; sie belaufen sich im Kalenderjahr 1922 auf:

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 20

	Papiermark
a) bei England	560 000 000
b) = Amerika	865 000 000
c) = Frankreich	24 650 000 000
d) = Belgien	180 000 000
insgesamt	26 255 000 000

Die Bewegung der Markvorschußsummen in den einzelnen Monaten und bei den einzelnen Besatzungsmächten ist in nachstehenden Kurven dargestellt.

Hieraus ist zu ersehen, daß die belgische Besatzungsarmee letztmals im Mai 1922, die englische Besatzungsarmee im Juli 1922 Markvorschüsse abgehoben hat. Die Einstellung der Anforderung von Markvorschüssen durch die beiden genannten Armeen ist zurückzuführen auf die oben (vergl. Abschnitt A Ziffer II Ziffer 2) erwähnte Note der Reparationskommission vom 21. März 1922, wonach im Kalenderjahr 1922 Markvorschüsse, weil nicht unter Artikel 8 bis 12 des Rheinlandabkommens fallend, von Deutschland nicht zu zahlen waren. Von den in der Reparationskommission vertretenen Mächten hat demnach nur Frankreich, die genannte Note der Reparationskommission nicht achtend, die Anforderung von Markvorschüssen auch im Kalenderjahr 1922, und zwar in stets steigendem Umfange fortgesetzt. Seine monatliche Anforderung betrug im Januar 1922 : 100 000 000 ℳ und stieg im Dezember 1922 auf die Monatsaufforderung von 900 000 000 Papiermark.

Die in der Kurvendarstellung Seite 13 enthaltenen monatlichen Papiermarkbeträge entsprechen den in der Darstellung Seite 14 enthaltenen Monatbeträgen in Goldmark.

Die Goldmarkkurven zeigen, daß ohne Rücksicht auf die durch die Entwertung der Papiermark verursachte erhöhte Anforderung an Papiermarkbeträgen, wie sie in obenstehender Kurvendarstellung zum Ausdruck kommt, auch eine absolute Steigerung der Markvorschußanforderungen gerade bei der französischen Armee zu verzeichnen ist. Gegenüber einer Anforderung von rund $2_{,1}$ Millionen Goldmark im Monat Januar 1922 betrug die Anforderung im Dezember 1922 $4_{,9}$ Millionen Goldmark, also mehr als das Doppelte, nachdem sie im Laufe des Jahres im April 1922 die Höhe von $6_{,4}$ Millionen und im Juli 1922 sogar von $7_{,6}$ Millionen Goldmark erreicht hatte.

2. Requisitionen.

Die Besatzungsarmeen leiten aus Art. 6 des Rheinlandabkommens das Recht ab, sich nicht nur Natural- und Dienstleistungen, wie sie Art. 6 als Gegenstand des Requisitionsrechts ausdrücklich eng umgrenzt, sondern darüber hinaus Einrichtungen zu verschaffen, die im Rheinlandabkommen und im Vertrage von Versailles nicht vorgesehen sind. Sie fordern Anlagen, auf die sie nach Art. 8 des Rheinlandabkommens entweder gar keinen Anspruch haben, wie z. B. Bordelle, landwirtschaftliche Betriebe usw., oder deren Bereitstellung sie nur insoweit verlangen können, als die Einrichtungen in der Form von ehemaligen deutschen militärischen Anlagen bereits vorhanden sind, wie z. B. Flugplätze, Exerzierplätze, Reitplätze, Schießplätze, Sportplätze usw. In allen diesen Forderungen werden die Besatzungsarmeen von der Rheinlandkommission unterstützt. Die Ausübung des Requisitionsrechts geht sogar soweit, sich den unentgeltlichen oder ermäßigten Eintritt in Theater und Kinos, ferner das Vergnügen der Jagd und der Fischerei zu äußerst günstigen Bedingungen zu verschaffen.

a) Bordelle.

Die Einrichtung von Bordellen auf Anforderung der Besatzung ist auf das von den Franzosen besetzte Gebiet beschränkt geblieben. Von den ursprünglich 19 Bordellen in 16 Orten waren am 30. September 1922 in 13 Orten noch 13 Bordelle vorhanden. Außerdem beabsichtigt die französische Besatzung in Trier ein neues Bordell zu errichten.

Nachweisung der im besetzten rheinischen Gebiet auf Anforderung für die Besatzung eingerichteten Bordelle.
(Die am 30. September 1922 nicht mehr bestehenden Bordelle sind unterstrichen.)

Lfd. Nr.	Standort	Straße Nr.	Von wem angefordert?	Zeitpunkt der Einrichtung
1	Siegburg (18 350 Einwohner)	Alleestraße 119	Französische Besatzung	Dezember 1919 und Januar 1920
2	Kaiserslautern (55 700 Einwohner)	Alleestraße 6	Bezirks-Delegiert. Major Derville	30. März 1919
3	Ludwigshafen (95 000 Einwohner)	Dammstraße 34	Kommandantur	Anfang Januar 1919
4	Landau (14 760 Einwohner)	Kaufhausgasse 7	Französische Kommandantur	6. Januar 1919 (Miete)
5	Speyer (23 580 Einwohner)	Diakonissenstraße 68/70	V. d. Besatzungsbehörde	Anfang 1920
6	Kastel	Lünette-Erbenheim	Französische Besatzung	1919
7	Kostheim	Barackenlager	"	1919
8	Weisenau bei Mainz	Fort Weisenau	"	1919
9	Bingen (10 000 Einwohner)	Nahkai	Delegiert.	1. April 1919
10	Griesheim (Truppenübungsplatz)	In dem Friedenslager	Besatzungsbehörde	1919

Lfd. Nr.	Standort	Straße Nr.	Vom wem angefordert?	Zeitpunkt der Einrichtung
11	Trier (55 106 Einwohner)	—	—	—
12	Wiesbaden	Schiersteinerstraße 68	30. A. K.	1. April 1919
12a	Wiesbaden (100 000 Einwohner)	Delaspeestraße	Adm. Mil.	"
13	Langen-Schwalbach (2 600 Einwohner)	Brunnenstraße 3	"	24. Oktober 1919
14	Idstein (3 600 Einwohner)	Obergasse 15	"	1. Dezember 1918
15	Höchst (28 400 Einwohner)	Hamburger Straße (Städt. Gebäude)	Kommandantur	"
16	Höchst	Mainzerlandstraße	"	1 Monat best. Oktober 1919
17	Bad Ems (7 400 Einwohner)	Schulstraße 10	Kr. Delegiert. Diez	15. November 1921
18	Diez (3 100 Einwohner)	Oranienstraße 11	Adm. Mil.	14. November 1919
19	Diez	Nr. 29 (Café maure)	Ortskommandant	6. Juni 1920
20	Zweibrücken	Vogelsangstraße	Adm. Mil.	November 1919
21	Germersheim	Exerzierplatz ohne Fliegerlager, Baracke 282	Kommandantur	Juni 1922

b) Offizierkasinos.

Nur in ganz seltenen Ausnahmefällen haben sich die Besatzungstruppen mit den früheren deutschen Offizierkasinos begnügt. Fast überall haben sie die Einrichtung neuer Kasinos unter Heranziehung oft der kostspieligsten deutschen Hotels gefordert.

Die Einrichtung des bereits in meiner früheren Denkschrift besonders erwähnten Offizierkasinos „Hotel Metropol" in Wiesbaden hat das Reich an einmaligen Ausgaben bis jetzt gekostet:

Lieferung von Küchengerätschaften, Silber, Porzellan, Geschirr, Ergänzung der elektrischen Lichtanlage rund . . . . . 2 000 000 ℳ

(Ausgaben des Jahres 1920!)

Entschädigung an den aus seinem Betriebe verdrängten Besitzer des Hotels bis Ende März 1921 . . . . . 3 659 797 ℳ

Für elektrischen Stromverbrauch sind allein

in der Zeit vom 1. Januar bis 31. März 1922	81 927,71	=
in der Zeit vom 1. April bis 30. Juni 1922	110 197,79	=
in der Zeit vom 1. Juli bis 31. August 1922	119 346,50	=
insgesamt	311 472,00	ℳ

Kosten entstanden.

In Trier wurde der „Trierische Hof", ein älterer Hotelbau, ursprünglich zur Unterbringung für Büros beschlagnahmt, auf Verlangen der Besatzung im Herbst 1920 zum Offizierkasino, Cércle militair, für die ganze Garnison eingerichtet. Die reinen Baukosten der Instandsetzung betrugen . . . . . 145 000 ℳ

Die Einrichtungskosten, darunter für Beschaffung von besserem Geschirr für Liebesmahle, 84 Kellnerjacken, 84 weißen Schürzen, Brettspielen usw. betragen bis heute . . . . . 1 470 000 ℳ

Weitere Anforderungen auf Einrichtungsgegenstände sind eingegangen und in Aussicht gestellt.

Die Offizierkasinos der einzelnen Truppenteile in Köln sind besonders zahlreich. Außer den schon vor der Besetzung in Köln befindlichen Offizierkasinos sind neugebaut:

Offizierkasino in der Schillerstraße in Köln mit einem Kostenaufwand von . . . 3 900 000 ℳ

Offizierkasino in der Bonner Straße in Köln mit einem Kostenaufwand von . . . 3 810 000 ℳ

Am teuersten stellt sich das Offizierkasino im früheren Zivilkasino am Augustinerplatz in Köln. In der Zeit vom 1. Januar 1922 bis 30. September 1922 sind hierfür folgende Kosten entstanden:

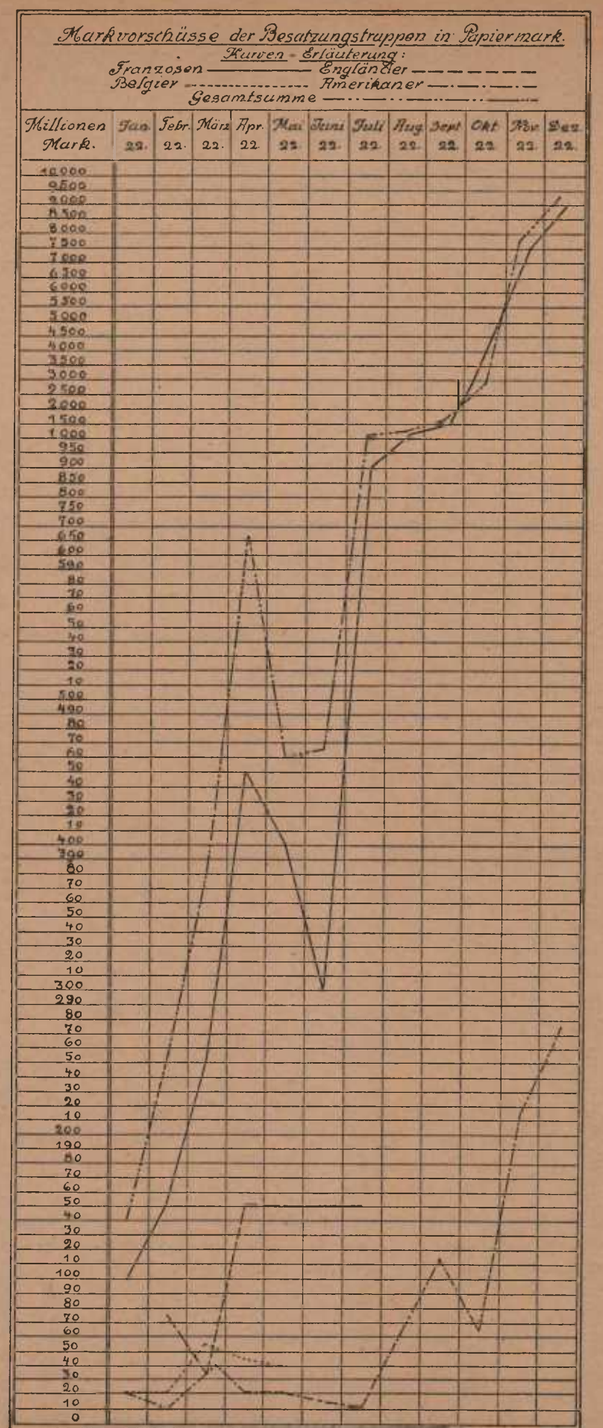
1. für Miete und Nutzungsentziehungsentschädigung	165 294,80	ℳ
2. für Löhne	1 886 116,19	=
3. für Gas und Wasser	300 000,00	=
4. für Elektrizität	750 000,00	=
5. für Barauslagen	325 672,86	=
Summe .	3 427 083,85	ℳ

Die unter Ziffer 2 angegebene Summe von 1 886 116,19 ℳ für Löhne ist gezahlt worden für die Entlöhnung von 141 Personen ab 1. Januar 1922 und für 44 Personen ab 1. April 1922 bis 30. September 1922. Das Personal besteht aus: Direktor, Geschäftsführer, kaufmännischem Personal, Oberkellnern, Kellnern, Küchenchef, Köchen, Kaffeeköchinnen, männlichem und weiblichem Hauspersonal, Portiers, Spülfrauen, Pagen und Boys, Gläserspülern, Telephonistinnen und einem Küfer.

c) Damenheime.

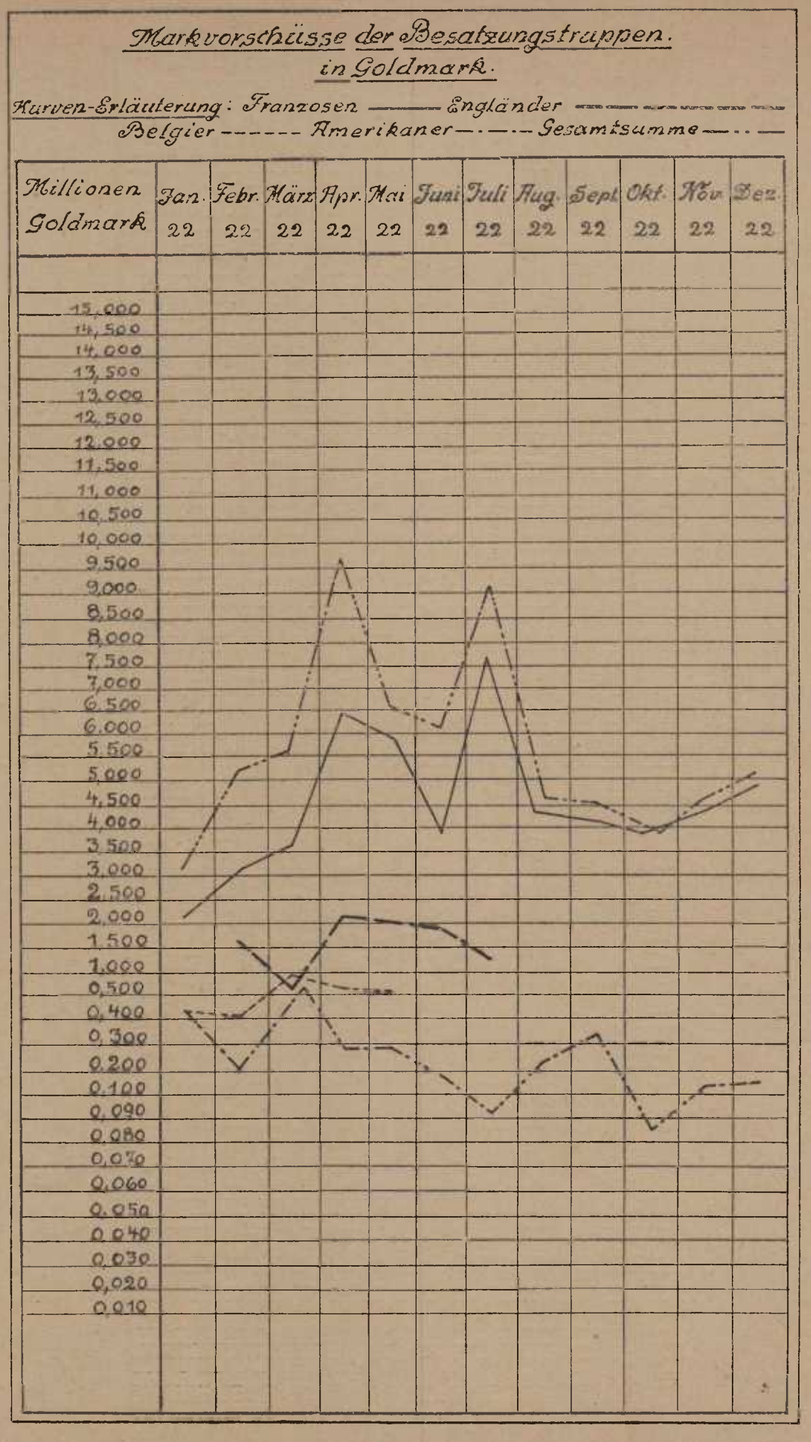
Nur im französisch besetzten Gebiet hat in neuerer Zeit die Besatzung auch die Einrichtung von Damenheimen gefordert, die für die weiblichen fremdländischen Angestellten der Besatzungsbehörden bestimmt sind.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 21



Markvorschüsse der Besatzungstruppen in Goldmark.

Kurven-Erläuterung: Franzosen ——— Engländer — — — — —
Belgier ------ Amerikaner —·—·— Gesamtsumme —··—



StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 22

Ab 5. Dezember 1921 forderte die französische Wohnungskommission in Wiesbaden auf Befehl des kommandierenden Generals des 30. Armeekorps die Einrichtung eines Damenheims in dem bereits beschlagnahmten Hotel Weins, Bahnhofstraße 7, in Wiesbaden. Es wurde die Einrichtung von zwei Gesellschaftsräumen, einem Toilettenzimmer und einer Küche gefordert, sowie eine elektrische Leitung für den Anschluß einer Kinoeinrichtung. Protest war erfolglos. Die Forderung mußte erfüllt werden. Die Kosten stehen noch nicht fest.

In Trier mußte ebenfalls ein Damenheim für die Besatzung eingerichtet werden. Die Kosten betragen rund 340 000 ℳ.

In Mainz ist die Errichtung eines Damenheims von der Besatzung für die dort beschäftigten etwa 300 weiblichen Angestellten beabsichtigt. Über die Wahl des Gebäudes schweben zur Zeit noch Verhandlungen.

d) Soldatenheime.

Nach Artikel 8 des Rheinlandabkommens ist das Reich nur verpflichtet, für Zwecke der Erholung der Truppen den Grund und Boden (des terrains) und zwar nur von vorhandenen militärischen Anlagen, bereitzustellen. Trotzdem wurde von sämtlichen Besatzungsarmeen die Einrichtung von Soldatenheimen auf Deutschlands Kosten durch Requisitionen gefordert.

Am 30. September 1922 bestanden

in der französisch besetzten Zone	55	Soldatenheime
= = englisch	=	11	=
= = belgisch	=	13	=
= = amerikanisch	=	10	=

Die Gesamtkosten Deutschlands für die Einrichtung und die Unterhaltung der Soldatenheime betrugen bereits Ende September 1922 rund 41 Millionen Mark. Die voraussichtlichen jährlichen Unterhaltungskosten, gemessen an dem Stande der Mark Ende Dezember 1922, werden sich auf rund 20 Millionen belaufen.

e) Landwirtschaftliche Betriebe.

Die Rheinlandkommission steht auf dem Standpunkt, die deutsche Regierung könne durch Requisition gezwungen werden, den Armeen Ackerland zur Erholung und zur Unterrichtung der Truppen zur Verfügung zu stellen. Trotz des dieser Auffassung widersprechenden Inhalts der Artikel 6 und 8 des Rheinlandabkommens wurden für die genannten Zwecke insgesamt 333 ha bestes Ackergelände von den Besatzungstruppen beschlagnahmt und zwar:

in der britischen Zone	170,98 ha
= = amerikanischen Zone . . .	16,10 ha
= = französischen Zone	145,97 ha
	333,05 ha

Es handelt sich in der britischen Zone um drei, in der amerikanischen um einen und in der französischen um zehn Fälle von Requisitionen genannter Art. Unter letzteren verdient besonders hervorgehoben zu werden:

Die preußische Domäne Armada bei Fraunstein (Reg.-Bez. Wiesbaden) mit 85 ha, von den Franzosen beschlagnahmt seit 1. Oktober 1920, zur Einrichtung einer Lehranstalt für Ackerbau und Viehzucht und zur Versorgung der französischen Militärbevölkerung mit Milch. Die Kosten für die Ausführung der mit Note vom 30. Dezember 1921 geforderten Anlagen (Errichtung einer Kaserne für 70 Mann, einer Brunnenanlage nebst Pumpenanlage und einer Kanalisationsanlage) auf der genannten Domäne betrugen rund 14,6 Millionen Mark. Für geforderte Um- und Neubauten sowie für Instandsetzungsarbeiten fielen weitere 565 000 ℳ Ausgaben an.

Späterhin wurden noch weitere Um- und Ergänzungsbauten gefordert — Errichtung eines Taubenschlags, eines Kaninchenstalles, eines Autoschuppens, eines Düngermittelmagazins, Erweiterung der Schweineställe für die Schweinemästerei —, die einen Kostenaufwand von weiteren rund 1,5 Millionen Mark erfordern.

Die Schadensersatzansprüche des früheren Pächters des Gutes belaufen sich auf 538 000 ℳ. Die seit der Beschlagnahme entstandenen Gesamtausgaben beliefen sich auf rund 18 Millionen Mark.

Mit Note des Divisionshauptquartiers der 38. Division vom 19. März 1921 wurde ferner das der Stadt Kreuznach gehörige „Hofgut Rheingrafenstein" als Landwirtschaftsschule beschlagnahmt. Das Gut ist 53,75 ha groß und besteht zu 4/5 aus erstklassigem Boden. Die Kosten für Instandsetzungen und Verbesserungen im „Hofgut Rheingrafenstein" haben bis 30. September 1922 die Summe von rund 1 Million Mark erreicht.

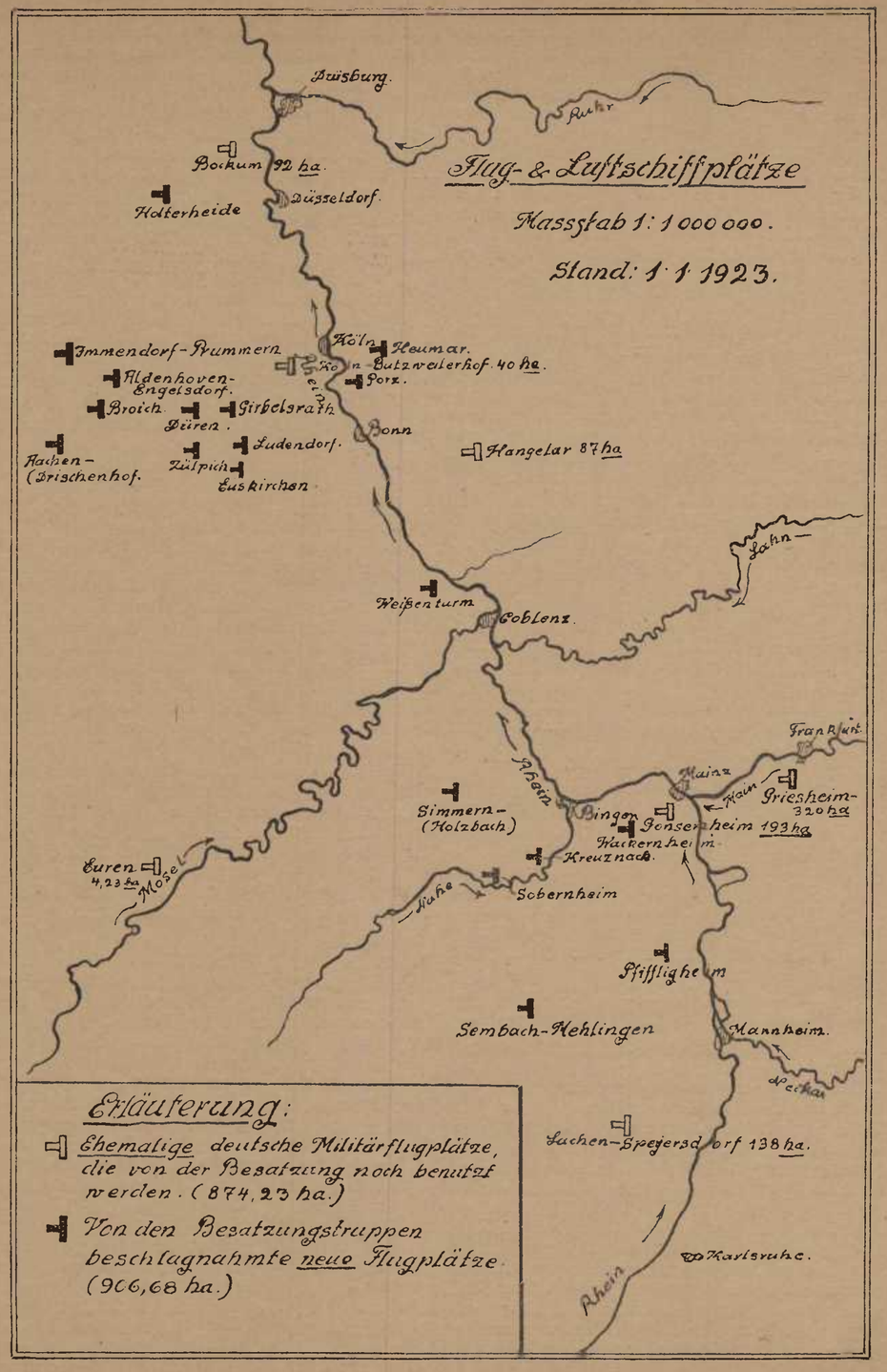
f) Beschlagnahme von Fabrikanlagen und sonstigen gewerblichen Unternehmungen für Besatzungszwecke.

Seit der Besetzung sind von den Besatzungsarmeen in 61 Orten des altbesetzten Gebiets 250 Fabrikanlagen und sonstige gewerbliche Unternehmungen durch Requisition beschlagnahmt worden. 74 dieser Anlagen sind inzwischen freigegeben worden, so daß zur Zeit noch 176 gewerbliche Anlagen beschlagnahmt sind. Es handelt sich um Fabrikanlagen aller Art, wie Webereien, Papierfabriken, Spinnereien, Möbelfabriken, Marmeladen- und Fruchtsaftfabriken, Brotfabriken, Eisenkonstruladen- und Fruchtsaftfabriken, Brotfabriken, Eisenkonstruktionswerkstätten, elektrotechnische Fabriken, Maschinen- und Rohrgerätefabriken, Glashütten, Druckereien, Brauereien, Werftanlagen, Kühlhäuser, Autogaragen, Vergnügungspaläste, Farbwerke, Kaffeebrennereien, Teerfabriken, Spiegelglasfabriken, Ziegeleien, Winzergenossenschaften, Käsefabriken, Mühlen, Schuhfabriken, Nähmaschinenfabriken, Lederfabriken usw.

Die gesamten bis Ende September 1922 hierdurch dem Deutschen Reiche entstandenen Ausgaben übersteigen den Betrag von 315 Millionen Mark. Hiervon entfallen auf die französische Zone 154 Fälle mit 221 338 707 ℳ, auf die belgische Zone 41 Fälle mit 7 226 864 ℳ, auf die britische Zone 36 Fälle mit 63 150 514 ℳ, auf die amerikanische Zone 21 Fälle mit 23 287 649 ℳ.

g) Flugplätze.

Entgegen den Bestimmungen im Vertrage von Versailles und im Rheinlandabkommen, wonach das Deutsche Reich nur verpflichtet ist, die schon vorhandenen deutschen militärischen Flugplatzanlagen und ferner alle sonstigen für diesen Zweck geeigneten vorhandenen deutschen militärischen Anlagen zur Verfügung zu stellen, haben die Besatzungsmächte umfangreiche Requisitionen von Gelände zur Errichtung von neuen Flugplätzen vorgenommen. Sie haben die deutsche Regierung gezwungen, auf diesen Plätzen auf Deutschlands Kosten neue Flugeinrichtungen und Anlagen zu bauen. Die nachfolgende Skizze bringt ein Bild der ehemals deutschen Militärflugplätze, die von der Besatzung noch benutzt werden, und der von den Besatzungstruppen beschlagnahmten neuen Flugplätze. Der von langer Hand vorbereitete planmäßige militärische Ausbau der Rheinstellung auf Deutschlands Kosten durch die belgische und französische Besatzungsarmee ist aus nachfolgender Skizze unzweideutig zu ersehen. Weder der Vertrag von Versailles noch das



StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 23

Rheinlandabkommen rechtfertigen diese gegen Deutschland gerichteten militärischen Maßnahmen und die Deutschland hierdurch aufgebürdeten gewaltigen Kosten.

Die durch Requisition von neuen Flugplätzen der deutschen Landwirtschaft entzogenen Anbauflächen haben folgenden Umfang:

Lfd. Nr.	Gemarkung	Größe und Beschaffenheit des Geländes (B von den Belgiern, E = = Engländern, F = = Franzosen, A = = Amerikanern } beschlagnahmt.)	
1	Holterheide	30,— ha gutes Ackerland 28,— = = Wiesenland (34,— = Ödland, nicht landwirtschaftl. auszunutzen)	B
2	Immendorf-Prummern	60,28 = gut. Ackerboden	B
3	Aldenhoven-Engelsdorf	50,96 = = =	B
4	Heumar	20,— = best. Weideland	E
5	Porz	25,25 = = Ackerland	E
6	Aachen (Drischenhof)	19,85 = = =	B
7	Düren	125,— = = =	B
8	Broich	46,11 = = =	B
9	Girbelsrath	43,63 = = =	F
10	Ludendorf	4,36 = gutes =	F
11	Zülpich	86,69 = = =	F
12	Euskirchen	38,25 = = =	F
13	Weißenturm	17,58 ha Ackerland	A
14	Simmern (Holzbach)	47,— = gutes Ackerland	F
15	Kreuznach	30,— = bestes =	F
16	Sobernheim	6,22 = gutes =	F
17	Wackernheim	66,37 = = =	F
18	Pfiffligheim	59,40 = bestes =	F
19	Sembach-Mehlingen	67,73 = gutes =	F

Die Gesamtfläche der von den Besatzungstruppen benutzten ehemals deutschen Flugplätze beträgt 874,23 ha, die Gesamtfläche der von den Besatzungstruppen beschlagnahmten neuen Flugplätze beträgt 906,68 ha guten und besten Ackerlandes, das so der Landwirtschaft und der Ausnutzung für die Ernährung der deutschen Bevölkerung entzogen ist.

Welche Ausgaben dem Deutschen Reiche im einzelnen für den Ausbau und für die Neuanlagen für Flugplätze entstanden sind, kann an den Beispielen nachstehender Zusammenstellung ersehen werden. Auf den sich hieraus ergebenden planmäßigen Ausbau der einzelnen Plätze in der französischen Zone sei besonders hingewiesen.

Beispiele der für die Einrichtung von Flugplätzen bewilligten Baumittel.

Lfde. Nr.	Ort	Baubezeichnung	Betrag ℳ	Rechnungsjahr	Bemerkungen
		Französische Besatzungszone.			
1	Gonsenheim	Aufbau von Baracken für Fliegertruppen auf dem Großen Sand	1 880 000	1920	
	=	Errichtung von Autoschuppen, Herstellung einer Wasserleitungs- und Entwässerungsanlage im Fliegerlager	600 000	1921	
	=	Verbesserungs- und Ergänzungsarbeiten an den Wohnbaracken	1 670 000	1922	
	=	Neubau einer Flugzeughalle auf dem Großen Sand	150 000 000	1922	
			154 150 000		
2	Wackernheim	Kasernenaufbau auf dem Flugplatz	7 600 000	1920	
	=	Neubau von Flugzeughallen und Werkstätten usw.	8 000 000 1 207 500	1921 1922	
	=	Kasernen-Erweiterungsbauten auf dem Flugplatz	18 500 000	1922	
	=	Grundstücksankäufe für die technischen Anlagen des Flugplatzes	1 281 035	1922	
	=	Ergänzungsbauten zu den technischen Anlagen der Fliegerstation	95 000 000	1922	
	=	Herrichtung von Betonfußböden für die Flugzeughallen	53 000 000	1922	
	=	Einebnung des Flugplatzgeländes	18 000 000	1922	
	=	Verlegung der Hochspannungsleitung anläßlich der Kasernen-Erweiterungsbauten auf dem Flugplatz	1. Rate 6 000 000	1922	2. Rate 1923. . . . .
			208 588 535		

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 24

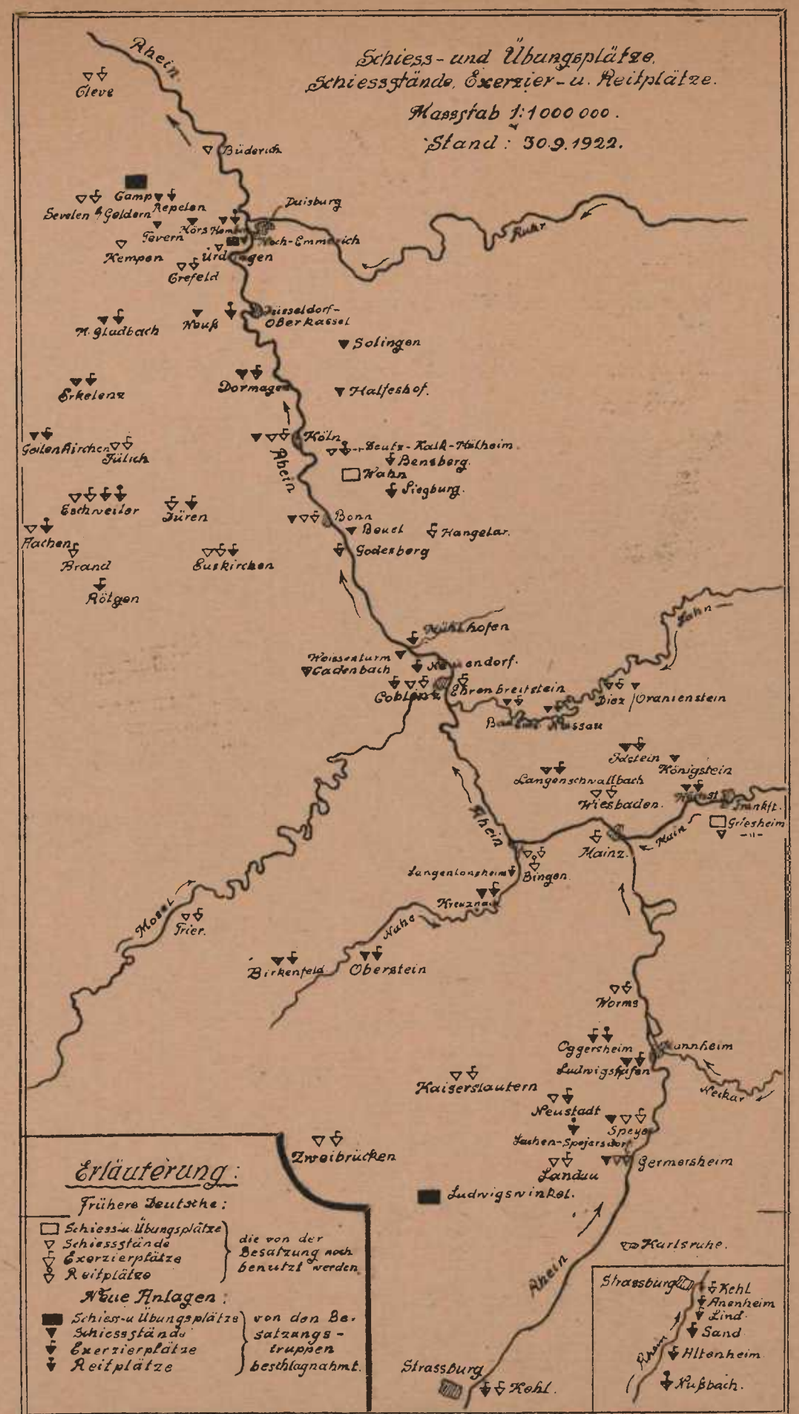
Lfde. Nr.	Ort	Baubezeichnung	Betrag ℳ	Rechnungsjahr	Bemerkungen
3	Sobernheim	Bau von acht Baracken zur Aufstapelung von Flugzeug- usw. Materialien und eines Latrinengebäudes	477 000	1921	
	"	Erweiterung des Barackenlagers auf dem Flugplatz (Kaserne für 80 Mann, ein Holzschuppen — Autodienst — Herrichtung von Zufahrwegen u. dgl.)	3 809 000	1921	
	"	Neubau von fünf Flugzeugschuppen und einer Ausladerampe mit Anschlußgleis	4 040 000	1922	Ob Ausführung erfolgt, steht noch nicht fest. Leistungsbefehl noch nicht ergangen.
	"	Erwerbung des Geländes für den Flugplatz	3 000 000	1922	
			11 326 000		
4	Lachen-Speyerdorf	Neubau von zwei Speisehallen auf dem Flugplatz	510 000	1921	
		Neubau eines Leichtkrankenhauses auf dem Flugplatz	13 050 000	1922	
	"	Ausbau des Flugplatzes zur Unterbringung von Mann und Pferd (Ost- und Westlager)	1. Rate 80 000 000	1922	2. Rate 1923
	"	Erbauung von drei Wasch- und Trockenanstalten auf dem Flugplatz	540 000	1922	
	"	Neubau eines Stalles und Fahrzeugschuppens im Ostlager des Flugplatzes	2 000 000	1922	
			96 100 000		
5	Trier	Bau einer Mannschaftsbaracke auf dem Flugzeugstützpunkt bei Euren	41 475 000	1922	Ob Ausführung erfolgt, steht noch nicht fest. Leistungsbefehl noch nicht ergangen.
		Belgische Besatzungszone.			
6	Holterheide	Entwässerungsarbeiten auf dem Flugplatz	1 720 000	1920	
	"	Umpflügen des Flugplatzes	400 000 120 000	1921 1922	
			2 240 000		
7	Merzbrück	Einrichtung eines Flugplatzes	8 880 000 2 005 000	1921 1922	
	"	Einebnungsarbeiten auf dem Flugplatz	35 000 000	1922	
	"	Bauliche Maßnahmen zum Schutze der Flugzeughallen gegen Schlagregen	10 000 000	1922	
			55 885 000		
8	Immendorf	Neubau eines Wachtgebäudes usw. auf dem Flugplatz	350 000	1921	
9	Crefeld	Abtragen einer Straße auf dem Flugplatz Crefeld-Bochum	290 000	1921	
		Englische Besatzungszone.			
10	Köln	Wiederherstellung des Flugplatzes	300 000	1920	
		Amerikanische Besatzungszone.			
11	Weißenthurm	Neubau eines Barackenlagers auf dem Flugplatz	1 775 000	1921	

Anmerkung: Die im Rechnungsjahre 1922 bereitgestellten Mittel sind nach dem jeweiligen Preisstande (Zeitpunkt der Genehmigung des Vorhabens) ermittelt worden. Wieviel Kosten die Bauten in Wirklichkeit verursachen werden und ob und welche Mehrkosten infolge Preissteigerung zu den für 1921 und 1920 bereitgestellten Mitteln noch hinzutreten werden, ist nicht bekannt.

h) Schießplätze, Übungsplätze, Exerzierplätze, Reitplätze, Schießstände.

Eine Ergänzung vorstehender Skizze über die von den Besatzungsmächten benutzten Flugplatzanlagen im altbesetzen Gebiet gibt die nachstehende Skizze der Schieß- und Übungsplätze, der Exerzierplätze, Reitplätze und Schießstände. Planmäßige militärische Vorbereitungen größten Stils sind auch hieraus zu erkennen, die mit dem Zwecke der Besetzung, wie ihn der Vertrag von Versailles und das Rheinlandabkommen vorsieht, nicht vereinbar sind.

Die von den Besatzungstruppen noch benutzten früheren Deutschen Schieß- und Übungsplätze, Schießstände, Exerzier- und Reitplätze und die von den Be-



satzungstruppen beschlagnahmten Anlagen gleicher Art sind in nachfolgender Aufstellung nach dem Stande vom 30. September 1922 enthalten:

Schieß- und Übungsplätze, Schießstände, Exerzier- und Reitplätze.

(B = Belgien, F = Frankreich, E = England, A = Amerika.)

Lfd. Nr.	Bezeichnung		Größe ha
	A. Frühere deutsche Anlagen, die von der Besatzung noch benutzt werden.		
1	Cleve	B	33.78.29
2	Büderich	B	29.06.—
3	Sevelen bei Geldern	B	60.20.—
4	Kempen	B	0.15.50
5	Uerdingen	B	1.—.—
6	Crefeld	B	101.98.90
7	Jülich	B	56.46.84
8	Köln, K.-Deutz, K.-Kalk, K.-Mülheim	E	156.05.26
9	Düren	F	95.56.18
10	Aachen	B	19.26.—
11	Eschweiler	B	47.23.—
12	Euskirchen	F	42.50.—
13	Wahn	F	3.718.83.41 Schießplatz
14	Brand	B	27.75.51
15	Bonn	F	44.64.53
16	Hangelar	F	101.29.56
17	Coblenz	A	92.70.06
18	Ehrenbreitstein	A	31.03.60
19	Diez/Oranienstein	F	53.36.81
20	Bingen	F	68.63.16
21	Wiesbaden	F	159.73.72
22	Trier	F	291.80.06
23	Mainz	F	242.83.38
24	Griesheim	F	395.11.67 davon 381.72.68 ha Übungsplatz
25	Kaiserslautern	F	96.44.90
26	Worms	F	56.08.50
27	Zweibrücken	F	60.19.60
28	Speyer	F	36.80.10
29	Landau	F	227.43.75
30	Germersheim	F	137.71.60
31	Kehl	F	18.59.85
32	Neustadt	F	4.32.00
	zusammen:		6.508.61.74
	einschließlich 3.718.83.71 ha Schießplatz Wahn und 381.72.68 „ Übungsplatz Griesheim		
	4.100.56.39 ha.		
	B. Von den Besatzungstruppen beschlagnahmte neue Anlagen.		
1	Hochemmerich	B	13.54.72 davon 13.04.72 ha Übungsplatz f. Art. u. Inf.
2	Camp	B	180.00.00 Schießplatz
3	Repelen	B	3.77.00
4	Mörs	B	0.38.00
5	Homberg	B	45.03.50
6	Tevern	B	60.00.00
7	M.-Gladbach	B	8.18.00
8	Neuß	B	0.08.00
9	Düsseldorf-Oberkassel	B	0.25.90
10	Solingen	E	0.57.60
11	Erkelenz	B	8.44.00
12	Dormagen	B	7.00.00
13	Halfeshof	E	0.04.42
14	Geilenkirchen	B	2.50.00
15	Köln	E	74.55.75
16	Düren	F	45.15.00
17	Bensberg	F	2.01.41
18	Aachen	B	3.00.00
19	Eschweiler	B	25.73.45
20	Euskirchen	F	8.19.76
21	Siegburg	F	15.57.27
22	Bonn	F	2.00.00
23	Beuel	F	14.55.00
24	Godesberg	F	4.20.00
25	Roetgen	B	1.00.00
26	Weißenturm	A	14.18.83
27	Cadenbach	A	24.00.00
28	Neudorf	A	2.65.00
29	Mülhofen	A	3.17.75
30	Oranienstein	F	0.88.26
31	Coblenz	A	0.96.17
32	Bad Ems	F	2.66.30
33	Nassau	F	2.28.26
34	Idstein	F	17.36.38
35	Königstein	F	3.47.50
36	Kreuznach	F	38.50.53
37	Langenschwalbach	F	9.61.19 außerdem Schießstand in noch nicht feststehender Größe
38	Höchst	F	13.11.05
39	Langenlonsheim	F	60.00.00
40	Oberstein	F	63.37.64
41	Birkenfeld	F	9.00.00
42	Oggersheim	F	1.75.51
43	Ludwigshafen	F	57.40.80
44	Neustadt	F	13.00.00
45	Speyer	F	0.85.20
46	Lachen-Speyerdorf	F	1.50.00
47	Ludwigswinkel	F	3.000.00.00 Übungsplatz
48	Germersheim	F	0.20.00
49	Kehl	F	7.86.00
50	Auenheim	F	8.00.00
51	Linx	F	1.29.60
52	Sand	F	0.96.00
53	Altenheim	F	0.50.00
54	Nußbach	F	2.00.00
	zusammen:		3.886.36.75 einschließlich 3.193.04.72 ha für Übungs- und Schießplätze.

Hiernach sind rund 6.509 ha Gelände früherer Deutscher Schieß- und Übungsplätze, Schießstände, Exerzier- und Reitplätze und außerdem rund 3.886 ha weiteres Gelände für Anlagen gleicher Art von den Besatzungstruppen beschlagnahmt.

Welche Kosten dem Deutschen Reiche hierdurch erwachsen und welcher Art die Anforderungen der Besatzung insbesondere in der französischen Zone sind, zeigt folgendes Beispiel:

Der Truppenübungsplatz Ludwigswinkel.

Durch Leistungsbefehl der französischen Rheinarmee vom 16. Juli 1921 Nr. 2777 T wurde ein Divisions-Truppenübungsplatz für die französische Rheinarmee bei Ludwigswinkel (südliche Rheinpfalz) angefordert in einer Größe von rund 3000 ha. Protest der deutschen Regierung hiergegen bei der französischen Rheinarmee, Vorstellungen bei der Reparationskommission und bei der Rheinlandkommission, die sich insbesondere auch auf die Darlegung der außerordentlichen finanziellen Belastung des Deutschen Reichs erstreckten, blieben erfolglos. Es handelt sich um zum Teil hochwertigstes Waldgelände, dessen Abholzung notwendig wurde. Der Übungsplatz mußte mit allen zeitgemäßen Einrichtungen versehen werden: Massivbauten für die Unterbringung von Mann und Pferd, sowie allen militärischen Geräten, Autoschuppen, Geschützremisen, Kanalisation, Pumpanlagen und Maschinenhäusern, Kläranlagen, Schießständen, Minenwerfer- und Artilleriestänben, Handgranaten-Übungsplätzen, Feldbahn, Verladerampen, Zentralheizungsanlagen u. d. m.

Die reinen Baukosten belaufen sich nach dem Stande der Mark von Ende Dezember 1922 auf 1,5 Milliarden Mark; nicht inbegriffen in dieser Summe sind die Entschädigungsansprüche der bayerischen Forstverwaltung und der in Mitleidenschaft gezogenen übrigen Grundstückseigentümer, die noch ungeheure Summen verschlingen werden.

Der Exerzierplatz Ludwigshafen.

Die Besatzung von Ludwigshafen verlangte bereits im Jahre 1920 einen Exerzierplatz in den besetzten Orten der Gemarkungen Mundenheim, Maudach und Oggersheim im Gesamtumfange von rund 57 ha Ackergelände, doppelt wertvoll, weil in unmittelbarer Nähe der Industriestadt Ludwigshafen gelegen. Vorstellungen hiergegen waren erfolglos. Die Entschädigungen an die Eigentümer der Grundstücke betrugen im Jahre 1922 10 Millionen Mark.

i) **Sport- und Spielplätze.**

Besonders in der britischen Zone wurden im verflossenen Jahre eine Anzahl beschlagnahmter Sport- und Spielplätze freigegeben. Im altbesetzten Gebiet waren am 30. September 1922 noch in 47 Orten rund 230 ha Gelände für Sportzwecke beschlagnahmt.

Hiervon treffen auf

die französische Zone . . .	136,6 ha
die belgische Zone	6,95 „
die englische Zone	83,6 „
die amerikanische Zone (inzwischen von den Franzosen besetzt)	2,3 „
zusammen rund	230,00 ha

Bis 30. September 1922 beliefen sich die Ausgaben für die Erhaltung der Sportplätze auf insgesamt rund 6 Millionen Mark, im Kalenderjahr 1923 werden sie nach dem Stande der Mark vom Januar 1923 sich auf rund 3 Millionen Mark belaufen.

k) **Theater und Lichtspielhäuser.**

Die Anzahl der von den Besatzungsarmeen vollständig in Anspruch genommenen Theater und Lichtspielhäuser betrug Ende November 1922 = 10. Die bis 30. September 1922 durch die Beschlagnahme entstandenen Kosten belaufen sich auf 21,5 Millionen Mark. Die Unterhaltungskosten des Kalenderjahres 1923 nach dem Stande der Mark vom Januar 1923 werden sich auf rd. 20 Millionen Mark belaufen.

l) **Jagd.**

Durch eine Anweisung der Rheinlandkommission ist den Mitgliedern der Besatzungsarmeen sowie den Mitgliedern und dem Personal der Rheinlandkommission das Recht eingeräumt worden, sich unter gewissen Voraussetzungen auf dem Wege der Requisition das Vergnügen der Jagd und der Fischerei zu besonders günstigen Bedingungen sowohl in den staatlichen Waldungen als auch auf privatem Grund und Boden zu sichern. Nach dem Stande vom 30. September 1922 waren an Jagdgelände beschlagnahmt:

Lfd. Nr.	Regierungsbezirk bezw. Staat	Belgische Zone Staatsforsten ha	Belgische Zone Gemeindejagden ha	Britische Zone Staatsforsten ha	Britische Zone Gemeindejagden ha	Amerikanische Zone Staatsforsten ha	Amerikanische Zone Gemeindejagden ha	Französische Zone Staatsforsten ha	Französische Zone Gemeindejagden ha	Bemerkungen
1.	Aachen	5 365	2 576	.	.	.	.	4 162	8 637	
2.	Düsseldorf	3 102	4 356	.	489	.	.	.	.	
3.	Köln	.	.	.	9 360	.	.	5 844	7 727	
4.	Coblenz	1 249	.	.	.	.	.	7 765	.	
5.	Trier	.	.	.	.	.	.	23 375	2 269	
6.	Wiesbaden	.	.	.	.	.	.	12 025	2 536	
7.	Landesteil Birkenfeld	.	.	.	.	.	.	1 576	701	
8.	Freistaat Hessen	.	.	.	.	.	.	3 788	10 000	
9.	Pfalz	.	.	.	.	.	.	23 751	7 588	
		9 716	6 932	.	9 849	.	.	82 286	39 458	

insgesamt 92 002 ha Staats- und 56 239 „ Gemeinde- } Jagden.
148 241 ha.

Die hierdurch dem Reiche verursachten Schäden stehen noch nicht fest.

3. Die Einquartierung.

Nach dem letzten Absatz des Artikels 8 des Rheinlandabkommens sind für die Einquartierung der Zivilbeamten, Offiziere und ihrer Familien die zur Zeit der Unterzeichnung des Rheinlandabkommens bei jeder einzelnen Armee in Kraft befindlichen Einquartierungsbestimmungen maßgebend. Diese Bestimmung wurde von der französischen Besatzungsarmee dahin ausgelegt, daß es ihr erlaubt sei, die zur Zeit des Rheinlandabkommens in Kraft befindlichen Einquartierungsbestimmungen jederzeit und nach Belieben zu ändern. Die Rheinlandkommission hat diesen Standpunkt gebilligt und entsprechend auch für die übrigen Besatzungsarmeen Quartieransprüche für berechtigt erklärt, die weit über die Hilfsmittel des besetzten Gebiets und über das hinaus-

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 25

gehen, was den Quartiernehmern selbst in ihrer Heimat geboten werden könnte. Ein neues Einquartierungsreglement der französischen Rheinarmee vom 18. November 1922 faßt alle diese Ansprüche für den Bereich der französischen Zone zusammen und ordnet den Vollzug durch die deutschen Behörden an.

a) Die Quartiernot im allgemeinen.

Die Bedrückung der deutschen Bevölkerung durch die Einquartierung ist in erster Linie zurückzuführen auf die im steten Steigen begriffene Besatzungsstärke.

Der Sinn und Geist des Rheinlandabkommens (vgl. Artikel 8) hat offenkundig als Höchstmaß die ehemalige deutsche Belegungsstärke des besetzten rheinischen Gebiets im Auge. Es ergibt sich dies daraus, daß Artikel 8 der deutschen Regierung zunächst grundsätzlich nur die Verpflichtung auferlegt, die vorhandenen militärischen Gebäude zur Verfügung zu stellen, und ferner daraus, daß Unteroffiziere und Mannschaften grundsätzlich nur in vorhandenen Kasernen unterzubringen sind. Eine Bestätigung dieser Auffassung geben die gelegentlich der Versailler Verhandlungen von dem französischen Minister Loucheur gemachten Ausführungen, wonach die Besatzung im Rheinlande die frühere deutsche Friedensbelegung nur wenig (legèrement) übersteigen werde.

Demgegenüber ist folgendes festzustellen:

Die deutsche Friedensbelegung betrug rund 70 000 Köpfe in 28 deutschen Friedensgarnisonen.

Am 15. September 1922 waren im altbesetzten Rheinlande 220 Orte von den Besatzungstruppen und von Teilen der Rheinlandkommission belegt und zwar:

Amerikaner .	15 Orte mit	1 995	Köpfen,
Belgier . .	53 " "	29 327	"
Engländer .	18 " "	10 310	"
Franzosen .	134 " "	106 033	"
	220 Orte mit	147 665	Köpfen.

Diese gewaltige Besatzungsstärke bedeutet einen Verstoß gegen den Geist des Rheinlandabkommens und gegenüber den in meiner früheren Denkschrift dem Reichstage mitgeteilten Zahlen seit 1. Dezember 1921, wo die Besatzungsstärke 130 000 Köpfe betrug, eine Vermehrung von rund 18 000 Mann, das ist um 14%. Die Anzahl der von den französischen Truppen belegten Orte ist in dieser Zeit von 127 auf 134 gestiegen, während die von der englischen Besatzungsarmee belegten Orte von 25 auf 18 zurückgegangen sind. Bei der belgischen Armee ist eine Steigerung der belegten Orte von 53 auf 56 im verflossenen Jahre festzustellen.

Besonders beachtenswert ist die Tatsache, daß das Finanzministerabkommen vom 11. März 1922 auf folgenden Stärken der einzelnen Besatzungsarmeen aufgebaut ist:

Belgische Armee	19 300,
Britische "	15 000,
Französische "	90 400.

Demgegenüber bedeuten die tatsächlichen Stärken eine Überschreitung von:

bei der französischen Armee rd. 12 000,
" " belgischen " " 10 000,

während die britische Armee um rd. 5 000 Köpfe unter dem im genannten Abkommen vorgesehenen Stande bleibt.

Es bedarf keines besonderen Nachweises, daß die Unterbringung derartig gewaltiger Heeresmessen im besetzten Rheinland auch unter Zurückstellung der bescheidensten Wünsche der Bevölkerung objektiv unmöglich ist und daß trotz weitgehender Abhilfemaßnahmen der deutschen Regierung die Quartiernot sich zur Unerträglichkeit gesteigert hat. Erhöht wird sie noch dadurch, daß auch im Jahre 1922 die Zahl der verheirateten Offiziere und Unteroffiziere bei der französischen und belgischen Armee weiter gestiegen ist.

Es soll offenbar möglichst vielen Angehörigen der französischen und belgischen Besatzungsarmee die Gelegenheit geboten werden, auf Deutschlands Kosten sich einen Hausstand im besetzten Gebiet zu gründen. Für die belgische Zone ist folgende Gegenüberstellung bemerkenswert:

Lfde. Nr.	Ort	Offizierfamilien 1. Jan. 1922	Offizierfamilien 30. Sept. 1922	Unteroffizierfamilien 1. Jan. 1922	Unteroffizierfamilien 30. Sept. 1922
1	Aachen	273	297	555	595
2	Dormagen	10	16	19	23
3	Eschweiler	10	15	24	25
4	Geilenkirchen	11	15	15	18
5	München-Gladbach	31	33	92	91
6	Neuß	33	41	87	106
7	Oberkassel	43	38	59	68

Dies bedeutet an einzelnen Orten innerhalb eines Jahres eine Steigerung der Offiziersfamilien um 50% und der Unteroffiziersfamilien um 25%.

Auch in der französischen Besatzungszone, insbesondere in der Pfalz, ist festgestellt, daß sich die Zahl der verheirateten Offiziere und Unteroffiziere, insbesondere in Landau und Neustadt, im Laufe des Jahres 1922 auffällig vermehrt hat. Dazu kommt, daß die Anzahl der sogenannten Familienangehörigen in ständigem Zunehmen begriffen ist. Die Frage, wer als Familienmitglied eines verheirateten oder unverheirateten Quartiernehmers anzusehen und daher auf deutsche Kosten einzuquartieren ist, wird von den Besatzungsarmeen in der Praxis dahin beantwortet, daß der gesamte Anhang der Besatzungsheere letzten Endes auf deutsche Kosten untergebracht werden muß. Die französischen Einquartierungsbestimmungen besagen, daß unter „Familie" die Verwandten aufsteigender Linie und die Abkömmlinge der Militär- oder gleichgestellten Person sowie diejenigen zu verstehen sind, denen gegenüber jene in ihrer Eigenschaft als Vormund, Gegenvormund oder unter einer anderen gesetzlichen Bezeichnung tatsächlich unterhaltspflichtig ist.

Gestützt auf diese Einquartierungsbestimmung sind z. B. in der belgischen Zone für einen unverheirateten Offizier fünf herrschaftliche Räume mit Küchenbenutzung beschlagnahmt; es wohnen bei ihm auf deutsche Kosten seine Großmutter, seine Mutter, zwei unverheiratete Schwestern und eine verheiratete Schwester mit zwei Kindern.

Die Quartier- und Wohnungsnot wird ferner durch Fälle der nachfolgenden Art noch gesteigert: In Boppard und Kreuznach ist je ein Fall bekannt, daß Familien von französischen Offizieren, welche zu anderthalbjährigem Tropendienst abwesend sind, in der deutschen Garnison wohnen bleiben; wenn auch die Kosten hierfür vom Reiche nicht getragen werden, so wird dadurch die Wohnungsnot vermehrt.

In St. Goar werden alljährlich 700 bis 800 Pioniere zu einer Brückenbauschule zusammengezogen. Zu dieser Truppe gehören etwa 12 verheiratete Offiziere und Unteroffiziere, die in anderen deutschen Städten bereits Familienwohnungen auf Deutschlands Kosten inne haben

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 26

ihre Familie jedoch nach St. Goar mitbringen und dort monatelang auf Kosten des Reichs einquartieren. Vorstellungen bei der Rheinlandkommission waren erfolglos. Sie entschied dahin, daß wohl nicht die Rede davon sein könne, verheiratete Offiziere und Unteroffiziere während vier Monaten von ihrer Familie zu trennen.

Demgegenüber ist festzustellen, daß deutsche Beamte im besetzten Gebiet angesichts der Wohnungsnot nicht monatelang, sondern nicht selten jahrelang von ihren Familien getrennt wohnen müssen, da sie keine Wohnung erhalten können.

Ganz abgesehen von der Besatzungsstärke von rund 148 000 Mann und den dazugehörigen Familien ist den Besatzungsarmeen noch ein gewaltiger Troß von sonstigen Ausländern in das besetzte Gebiet gefolgt, die zwar nicht auf Deutschlands Kosten unterzubringen sind, die jedoch den deutschen Wohnungsmarkt in höchst empfindlichem Maße belasten und damit die durch die Besetzung unmittelbar hervorgerufene Bedrückung der Bevölkerung noch weiter steigern helfen. Aus einer amtlichen Übersicht für die Rheinprovinz ist zu entnehmen, daß im April 1922 sich das Bild darstellte, wie folgt:

Lfd. Nr.	Regierungsbezirk	Zivilpersonen, welche Organe der Besatzungsbehörde oder einer sonstigen ausländischen Kommission sind: Amerikaner	Engländer	Franzosen	Belgier	Zivilpersonen, welche als Angehörige oder Gefolge der unter 3 genannten Personen anwesend sind: Amerikaner	Engländer	Franzosen	Belgier	Sonstige Ausländer
1	Coblenz	7	2	32	4	12	3	27	—	2095
2	Köln	—	83	134	—	—	81	84	—	27951
3	Düsseldorf . . .	—	19	80	263	—	36	52	326	101517
4	Aachen	—	—	84	101	—	1	602	2068	14865
5	Trier	—	—	192	—	—	—	184	—	938
	Sa. der Provinz .	7	104	522	368	12	121	949	2394	147366

Für die bayerische Rheinpfalz ist festzustellen, daß um die gleiche Zeit rund 6000 Ausländer sich außer der Besatzung und ihren Angehörigen in der Rheinpfalz dauernd oder vorübergehend aufhielten. Die Zahl der neben der Besatzung und ihren Familienangehörigen in dem besetzten Rheinlande sich aufhaltenden ausländischen Zivilpersonen übersteigt demnach sogar die Besatzungsstärke erheblich.

b) Die Quartierlast einzelner Gemeinden im besonderen.

Die Quartierlast einzelner der insgesamt 220 mit Besatzung belegten Orte ist aus den Beispielen der nachfolgenden Übersicht näher ersichtlich. Hieraus ist auch zu erkennen, daß der in Art. 8 des Rheinlandabkommens festgelegte Grundsatz von den Besatzungsarmeen in zahlreichen Fällen nicht beachtet wird, wonach Mannschaften und Unteroffiziere, abgesehen von Fällen außergewöhnlicher Dringlichkeit, in Kasernen unterzubringen und nicht bei der Zivilbevölkerung einzuquartieren sind.

In nachstehender Übersicht (Seiten 24/25) ist zu beachten:

1. die große Anzahl von stark belegten Orten, in denen eine deutsche Garnison nicht vorhanden war,
2. die erhebliche Spannung zwischen der früheren deutschen Garnisonstärke und der heutigen Besatzungsstärke in den ehemals deutschen Garnisonorten,
3. die überaus zahlreichen Fälle der Unterbringung von Unteroffizieren und ihren Familien in Bürgerquartieren,
4. endlich der hohe Prozentsatz der Belastung der Bevölkerung nach ihrer Kopfzahl gerade in kleineren Orten. Sie beträgt in einzelnen Fällen 25 bis 33% der Einwohnerzahl (vgl. Pfaffendorf, Büderich) und zwar in Orten, denen garnisonmäßige deutsche Einrichtungen fehlen.

Gesamtbild der Quartiernot.

Als Gesamtergebnis kann festgestellt werden, daß Ende des Jahres 1922 von der Besatzung im Rheinland insgesamt mindestens 9740 Wohnungen mit 37631 Zimmern und außerdem 9400 Einzelzimmer zur Unterbringung von Offizieren, Unteroffizieren und Mannschaften in Privatquartieren beschlagnahmt waren.

c) Schulen.

Ein besonderes ernstes Kapitel im Rahmen der Quartiernot bildet die durch die Requisition von Schulen als Massenquartiere und für sonstige der Besatzung dienende Zwecke hervorgerufene Schulnot.

Beschlagnahmte Schulgebäude und Schulräume.

Stand 30. September 1922.

Zone	Orte	Anzahl der Schulen	Anzahl der Schulklassen	Anzahl der Schulkinder	Kosten der Beschlagnahme ℳ	Bemerkungen
Belgische . . .	7	9	48	1571	3217548	Außerdem 1 Turnhalle. Für 1 Schule stehen die Kosten noch nicht fest.
Französische .	29	46	487	14206	10222774	Für 5 Schulen stehen die Kosten noch nicht fest.
Englische . . .	2	4	41	1720	230018	
Amerikanische	1	2	10	440	156930	
	39	61	586	17937	13827265	

Das Reich sah sich gezwungen, in zahlreichen Fällen neue Schulbauten zu errichten, um die schulmäßige Bildung der deutschen Jugend nicht völlig verkommen zu lassen. Trotz dieser Abhilfemaßnahmen ließ sich bei den zahlreichen Schulrequisitionen das über die deutsche Schuljugend im besetzten Gebiet hereingebrochene Unglück nur teilweise beseitigen.

d) Gesamtbild der Belastung einer deutschen Stadt durch die Besatzungstruppen.

Als Beispiel für die Belastung einer deutschen Stadt durch die im vorstehenden einzeln dargelegten Maßnahmen der Besatzungsmächte sei die Stadt X angeführt:

X hat 154660 Einwohner, die zum größten Teil in der Industrie beschäftigt sind. Als alte deutsche Garnisonstadt besitzt X 3 Kasernen für je 1 Bataillon Infanterie. Die Garnisonstärke betrug vor dem Kriege ein Regiment Infanterie mit angegliederter Maschinengewehr-Kompagnie, insgesamt rund 1800 Köpfe. Die jetzige belgische Besatzung (Stand vom 30. September 1922) besteht aus:

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 27

Lfde. Nr.	Zone	Ort	Einwohnerzahl	Frühere deutsche Garnisonstärke	Stärke der Besatzung	Zahl der verheirateten Offiziere und Beamten der Besatzungstruppen untergebracht: bei der Zivilbevölkerung	Zahl der verheirateten Offiziere und Beamten der Besatzungstruppen untergebracht: in reichseigenen Gebäuden, Besatzungswohnbauten	Zahl der unverheirateten Offiziere und Beamten untergebracht: bei der Zivilbevölkerung	Zahl der unverheirateten Offiziere und Beamten untergebracht: in reichseigenen Gebäuden	Zahl der verheirateten Unteroffiziere und Militärpersonen untergebracht: in Privatquartieren	Zahl der verheirateten Unteroffiziere und Militärpersonen untergebracht: in Kasernen und Besatzungswohnbauten
1	belg.	Aachen	154 660	1 800	6 500	301	.	119	.	542	18
2	"	Eschweiler	25 950	450	900	4	10	7	1	21	17
3	"	Erkelenz	6 048	.	2 000	23	9	11	.	53	.
4	"	Oberkassel	21 113	.	2 500	33	.	16	.	59	.
5	"	Geilenkirchen	7 058	.	830	24	.	.	.	17	.
6	"	München-Gladbach	112 878	.	1 000	25	10	8	.	98	.
7	"	Neuß	42 806	.	1 630	55	12	21	.	107	.
8	"	Dormagen	2 356	.	1 100	15	.	7	.	24	.
9	"	Crefeld	129 870	600	4 000	104	41	42	.	266	.
10	"	Geldern	6 174	500	1 100	37	2	6	.	69	18
11	"	Moers	25 885	.	1 800	36	13	19	.	114	.
12	"	Büderich	4 277	.	1 100	13	1	10	.	12	6
13	"	Hochemmerich	18 000	.	600	11	.	2	.	20	.
14	"	Homberg	27 248	.	1 500	26	7	.	1	69	.
15	"	Uerdingen	14 500	.	600	11	7	4	.	32	.
16	franz.	Bonn	91 410	4 000	5 475	165	56	101	.	180	23
17	"	Düren	34 936	2 000	3 000	127	21	.	.	108	19
18	"	Godesberg	19 660	.	800	8	.	15	.	19	.
19	"	Siegburg	18 357	.	1 358	25	13	22	.	35	9
20	"	Pfaffendorf	3 687	.	1 453	26	8	17	.	18	9
21	"	Kaiserslautern	55 705	1 546	3 022	63	26	30	.	65	43
22	"	Ludwigshafen	103 138	23	2 850	30	44	26	.	67	49
23	"	Oggersheim	9 061	.	400	3	8	1	.	1	6
24	"	Zweibrücken	14 583	1 236	2 800	29	24	21	3	62	33
25	"	Kreuznach	84 756	20	2 130	84	12	38	.	60	9
26	"	Landau	14 763	4 200	6 000	133	52	93	4	69	176
27	"	Neustadt	19 555	19	1 200	71	27	37	3	49	.
28	"	Lachen-Speyerdorf	2 527	300	2 000	.	.	1	2	20	4
29	"	Speyer	23 577	500	2 400	36	13	21	1	30	32
30	"	Worms	50 000	2 000	3 500	88	31	27	.	74	26
31	"	Trier	53 248	7 221	7 000	303	80	118	.	215	.
32	"	Ems	7 000	.	1 100	32	.	10	.	65	.
33	"	Wiesbaden	104 000	1 500	7 034	375	52	101	.	281	58
34	"	Mainz	108 449	10 400	15 000	538	226	450	39	328	304
35	engl.	Köln	679 989	11 816	9 964	276	158	228	90	661	347

Zahl der unverheirateten Unteroffiziere untergebracht: in Privatquartieren	Zahl der unverheirateten Unteroffiziere untergebracht: in Kasernen und Besatzungswohnbauten	Außerdem für Büros, Kasinos, Lagerräume usw. beschlagnahmte Räume	Insgesamt beschlagnahmte Privatwohnungen: Zahl	Insgesamt beschlagnahmte Privatwohnungen: mit Zimmerzahl	Insgesamt beschlagnahmte Privatwohnungen: Einzelzimmer	Bemerkungen
188	.	298	903	3 700	469	Außerdem 2 Schulen, 1 vollst. Kommunalgebäude, 4 Fabriken u. 3 vollst. andere Bauten.
2	20	7	25	117	16	Außerdem 1 Schule, 1 vollst. Reichsgebäude, 1 Theatergebäude u. 1 Turnsaal.
2	24	4	78	213	13	
6	.	26	92	479	43	Außerdem 1 vollst. anderer Bau.
5	10	8	29	140	7	
20	72	44	136	463	49	Außerdem 1 Kirche, 1 Fabrik, 1 Turnhalle u. 5 Räume in einem Privathause für Schulzwecke.
16	.	59	126	499	74	
.	.	23	40	181	27	
21	137	294	372	1 193	332	Außerdem 1 Kirche (zeitweise), 1 Schule, 1 Theater, 2 Fabriken, 4 vollst. Kommunalgebäude, 2 Turnsäle (davon 1 zeitweise).
1	.	81	82	264	90	Außerdem 1 Kirche, 1 Schule, 1 Theater od. Kino, 1 vollst. anderer Bau.
34	.	420	157	351	359	Außerdem 1 Theater oder Kino.
12	30	3	27	98	22	Außerdem 1 Theater oder Kino, 1 Fabrik, 1 Saal.
5	.	14	32	106	18	
8	.	239	117	290	182	Außerdem 1 Fabrik, 1 Turnsaal.
20	.	86	71	132	64	
38	.	200	362	1 465	274	Außerdem 1 Kino, 1 Theater, 2 Krankenhäuser, 3 Gebäude für Einquartierungszwecke, 1 Stadthalle, 1 Tattersall, 1 Schießstand, 8 Grundstücke für Baracken, 21 noch nicht belegte Wohnungen mit 91 Zimmern u. 39 Einzelzimmern.
23	.	68	214	896	81	Außerdem 1 Kirche, 1 Schule, 2 vollst. andere Bauten.
.	75	29	41	321	27	Außerdem 4 vollst. andere Bauten.
6	.	129	78	363	72	Außerdem 1 Turnsaal.
.	.	8	47	214	9	
9	89	33	132	734	33	Außerdem 1 Theater od. Kino, 2 Fabriken, 2 Turnsäle, 1 vollst. anderer Bau.
40	65	62	102	470	94	Außerdem 3 vollst. Reichsgebäude, 1 Kommunalgebäude, 1 Fabrik.
.	60	3	7	52	1	
5	193	19	91	276	26	Außerdem 1 vollst. Kommunalgebäude, 1 Turnsaal u. 1 vollst. anderer Bau.
33	66	250	158	678	266	Außerdem 1 Schule, 3 vollst. Kommunalgebäude, 1 Fabrik, 1 Turnsaal, 1 vollst. anderer Bau.
44	.	146	199	902	219	Außerdem 1 Kirche, 3 reichseigene Gebäude, 1 Theatersaal, 1 Reithalle.
36	.	136	132	568	114	Außerdem 1 Kirche (teilweise), 1 Reichsgebäude, 7 Fabriken, 1 Turnsaal, 5 Säle.
4	.	1	20	71	6	
26	113	66	88	354	52	Außerdem 3 reichseigene Gebäude, 1 Fabrik.
11	240	129	122	518	78	Außerdem 3 vollst. andere Bauten.
115	.	15	446	2 063	233	Außerdem tageweise das Stadttheater.
11	.	40	97	600	46	Außerdem 1 Reichsgebäude, 1 Fabrik.
114	179	1 338	788	3 150	1 314	Außerdem 5 Schulen, 1 Reichs-, 2 Kommunalgebäude, 2 Fabriken, 3 vollst. andere Bauten.
436	1 364	880	866	2 807	1 425	Außerdem 1 Kirche, 3 Schulen, 7 Reichs-, 1 Kommunalgebäude, 9 Fabriken, 3 Turnsäle, 1 vollst. anderer Bau.
580	7 460	860	1 207	3 020	1 191	Außerdem 8 Kirchen, 7 Schulen, 4 Theater oder Kinos, 13 Fabriken, 10 Turnsäle, 36 Tennisplätze, 64 Grundstücke, 3 Badeanstalten (zeitweise), 3 Baracken.

1 Regiment Infanterie mit Maschinengewehr-Kompagnie,
1 Regiment Kavallerie mit Radfahrer-Abteilung,
1 Artillerie-Abteilung,
1 Fuhrpark-Kolonne,
1 Kraftwagen-Kolonne,
1 Telegraphen-Kompagnie,
1 Gendarmerie-Abteilung,

dem belgischen Hauptquartier und mehreren untergeordneten Stäben und Behörden in einer Gesamtstärke von rund 6 500 Köpfen.

Zur Unterbringung der Besatzung dienen:

1. die vorhandenen Kasernen und gebauten Lager,
2. 53 ganze Privathäuser mit insgesamt 901 Wohnräumen,
3. 784 Wohnungen in Bürgerquartieren und Hotels mit 1653 Räumen zur Unterbringung von Unteroffizieren und Mannschaften,
4. weitere 5 ganz beschlagnahmte Häuser und 420 Wohnungen mit insgesamt 1706 Räumen zur Unterbringung von Stabs- und Subalternoffizierfamilien,
5. 44 Wohnungen mit 358 Räumen für Bürozwecke,
6. 5 Wohnungen mit 25 Räumen als Wachtlokale,
7. 1 Wohnung mit 25 Räumen als belgisches Kaufhaus,
8. 1 Schule mit 5 Räumen als Massenquartier,
9. 1 Fabrik mit 16 Räumen als Pferdelazarett,
10. 3 Geschäftslokale mit 44 Räumen als Soldatenheime,
11. 1 Geschäftslokal mit 2 Räumen als Verkaufsstelle,
12. 1 Restaurationsbetrieb mit 80 Räumen als Lazarett,

13. 1 Schule mit 25 Räumen als Schule,
14. 1 Wohnung mit 3 Räumen als Lager,
15. 3 Wohnungen und 24 Geschäftsräume als Offizierkasinos.

Es sind also insgesamt beschlagnahmt:

58 Privathäuser mit zusammen	1026	Wohnräumen,
1255 Wohnungen mit zusammen	3745	"
3 einzelne Wohnräume	3	"
zusammen	4774	Wohnräume
2 Schulen mit zusammen	30	Räumen,

1 Fabrik,
4 Geschäftslokale und
1 Restaurationsbetrieb.

Als Reitplatz mußte der einzige hier vorhandene Tattersall zur Verfügung gestellt werden.

Auch in X ist die Zahl der verheirateten Offiziere und Unteroffiziere stetig im Wachsen begriffen; so waren am 1. Januar 1922 in X vorhanden 273 Offizier- und 555 Unteroffizierfamilien, am 30. September 1922 297 Offizier- und 595 Unteroffizierfamilien.

Die Zahl der Wohnungsuchenden in X beträgt 7200.

4. Kosten für die Lieferung von Verpflegungs- und von Futtermitteln.

In Artikel 6 des Rheinlandabkommens ist den Besatzungsmächten das Recht der Beitreibung von Naturalleistungen, soweit es im Haager Abkommen vom Jahre 1907 geregelt ist, zugebilligt. Die allgemein völkerrechtlichen Grundsätze, wonach sich die Requisitionen nur im Rahmen der Hilfsmittel des besetzten Landes vollziehen dürfen und wonach das Privateigentum unter allen Umständen zu achten ist, sind hierdurch ausdrücklich aufrecht erhalten. Unter Verletzung dieser allgemein anerkannten völkerrechtlichen Grundsätze war insbesondere die französische Besatzungsarmee zu Beginn der Besetzung zu Requisitionen von Lebensmitteln und Futtermitteln geschritten. Die Gesundheit und die Ernährung der Bevölkerung sowie die ordnungsmäßige Bestellung des Grund und Bodens (Beschlagnahme von Saatgut) waren dadurch ernstlich gefährdet. Zur Entlastung der hierdurch sehr in Mitleidenschaft gezogenen rheinischen Bevölkerung entschloß sich das Reich, ohne auf Grund des Vertrags von Versailles und des Rheinlandabkommens hierzu verpflichtet zu sein, den Besatzungsarmeen einen Teil des Verpflegungsbedarfs unmittelbar selbst zu liefern. Die Beschaffung erfolgt durch Aufkauf in den Überschußgebieten Deutschlands, in Ausnahmefällen auch aus dem Auslande. Es handelt sich um Kartoffeln, Hafer und Rauhfutter (Heu und Stroh), Salz, Zucker und seit etwa 1 Jahr auch um Mehl.

Die im Kalenderjahr 1922 hierdurch dem Reiche erwachsenen Ausgaben belaufen sich auf insgesamt 5 516 110 267 ℳ und zwar

für Frankreich . .	5 114 191 463	Papiermark,
" Belgien . . .	176 550 345	"
" Amerika . . .	126 234 051	"
" England . . .	99 134 408	" .

5. Die Gesamtkosten und ihre Verteilung.

Die für die Unterhaltung der Besatzungstruppen im altbesetzten Gebiet und für die Vergütung von Leistungen für Requisitionen im Kalenderjahr 1922 entstandenen Gesamtkosten (siehe vorstehende Ziffern 1—4) belaufen sich auf 38 012 637 431 Papiermark und verteilen sich auf die einzelnen Besatzungsmächte, wie folgt:

Frankreich	32 390 505 560 ℳ
England	2 468 470 007 "
Amerika	2 070 195 404 "
Belgien	1 083 466 460 "

III. Grundstückserwerbungen, Neubauten und Umbauten anläßlich der Unterbringung der Besatzungstruppen im Rheinlande.

Eine Verpflichtung des Deutschen Reichs zur Errichtung von Neubauten und ein Recht der Besatzungsmächte, Neubauten zu fordern, besteht nur für Kasernen zum Zwecke der Unterbringung von Unteroffizieren und Mannschaften, und zwar nur dann, wenn die vorhandenen Kasernen nicht ausreichen oder ungeeignet sind. Für irgendwelche anderen Zwecke Neubauten zu fordern, fehlt jegliches vertragliche Recht der Besatzungsarmeen. Trotz alledem haben die Besatzungsarmeen unter Anwendung von Druck- und Zwangsmitteln aller Art und unter mißbräuchlicher Ausnutzung ihres Requisitionsrechts, weit über den Rahmen des Rheinlandabkommens hinausgehend, das altbesetzte Gebiet planmäßig zu einem großen Heerlager ausgebaut, wie in Abschnitt II an der Hand der beiden Skizzen der Flugplätze und der Exerzier- und Schießplätze usw. des Näheren dargelegt wurde.

Die dem Deutschen Reich für Neubauten, Grundstückserwerbungen und größere Umbauten im Kalenderjahre 1922 entstandenen Ausgaben belaufen sich auf 19 492 068 816 Papiermark und verteilen sich wie folgt:

Frankreich	9 004 001 464 ℳ
Belgien	6 814 889 611 "
England	2 588 061 435 "
Amerika	1 085 116 306 "

Zur Erläuterung der von den Besatzungsmächten in allerletzter Zeit angeforderten größeren Neubauten und Umbauten seien folgende Beispiele angeführt:

F = Franzosen. B = Belgier. E = Engländer. A = Amerikaner.
Die Kosten sind nach dem Stande der Mark am Ende Dezember 1922 angegeben.

Lfde. Nr.	Ort	Baubezeichnung		Betrag ℳ
1	Aachen	Exerzierplatzbefestigung im Truppenlager Aachen-Forst	B	10 100 000
2	"	Platzbefestigungsarbeiten im Lager C Aachen-Forst	B	13 500 000
3	Erkelenz	Bau eines Schießstandes	B	80 000 000
4	Jülich	Ergänzungs- und Instandsetzungsarbeiten in der Zitadelle	B	30 000 000
5	Venn	Neubau einer Küche	B	16 000 000
6	Cleve	Ergänzungsarbeiten in der neuen Kaserne	B	17 000 000

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 28

Lfde. Nr.	Ort	Baubezeichnung		Betrag ℳ
7	Crefeld	Einrichtung einer Küche nebst Speisesaal im Kammergebäude der ehemaligen Husarenkaserne	B	9 000 000
8	Geldern	Ergänzungsarbeiten in der neuen Kaserne	B	10 000 000
9	Grothenrath	Einrichtung von drei Unterstandsbaracken auf dem Schießplatz Grotenrath bei Teveren	B	8 000 000
10	Godesberg	Errichtung eines Futtermagazins beim Artillerielager	F	32 000 000
11	Düren	Bauliche Verbesserungen im Soldatenheim	F	1. Rate 2 000 000 2. Rate 1923 4 000 000
12	Coblenz	Einrichtung der Schuppen N und P auf der Feste Alexander in Coblenz in Pferdeställe für das 151. französische Infanterieregiment und Instandsetzung des Stalles G	F	11 900 000
13	"	Einrichtung eines Verkaufsraums (Coopérative) im Wagenhaus 10 Coblenz-Lützel	F	8 000 000
14	Kaiserslautern	Errichtung von drei Autohallen (Nr. 7, 8 und 9)	F	68 500 000
15	"	Errichtung einer Truppenküche am Bahnhof Kaiserslautern	F	10 000 000
16	"	Ausbau der Autohallen 1 und 2 in der Infanteriekaserne (Kraftfahrschule)	F	17 200 000
17	Kehl	Umbau des Pontonwagenhauses als Kaserne für eine Eskadron	F	8 000 000
18	Willstädt	Umbau der Mühle in Willstädt zur Unterbringung einer Kompagnie	F	17 000 000
19	Mainz	Kasernenneubauten im Barackenlager Mainz-Kostheim	F	308 000 000
20	"	Bau eines Brausebades im französischen Armeestadion beim Fort Hessen	F	10 456 000
21	"	Umbauarbeiten in der Coopérative der Alt- und Neumünster-Kaserne	F	8 500 000
22	"	Errichtung von Kasernements und Werkstätten zwecks Freimachung der Rhein-Brauerei Weisenau auf dem Kleinen Sand Mainz-Mombach	F	400 000 000
23	"	Umbauarbeiten im ehemaligen Bekleidungsamt	F	10 000 000
24	"	Umbau von fünf Pferdestallbaracken usw. auf dem Großen Sand bei Mainz zu massiven Ställen und Errichtung eines neuen Fourageschuppens	F	70 000 000
25	"	Einrichtung eines Damenheims im reichseigenen Gebäude Schillerstraße 9	F	50 000 000
26	"	Errichtung eines Kugelfanges für den Schießstand im Festungsgraben des Forts Hartenberg	F	8 000 000
27	"	Errichtung eines Benzindepots in der Gautor-Kaserne	F	175 000 000
28	"	Inneinrichtung des Geschäftshauses Coopérative Gerichtsstraße	F	31 000 000
29	"	Neubau eines Schuppens für Lastautomobile mit Fahrweg im Wallgraben der Zitadelle	F	90 000 000
30	"	Vergrößerung der Reparaturwerkstätte, Bau eines Schuppens und einer Schmiede in der General-Feldzeugmeisterei-Kaserne	F	20 000 000
31	"	Einrichtung einer Benzin-Ausgabestelle an der Kaiserbrücke	F	55 000 000
32	"	Neubau von zwei Automobilschuppen bei der Gautor-Kaserne	F	102 000 000
33	Trier	Bau eines Autoschuppens an der Luxemburger Straße in Trier zur Unterstellung von Verwundeten-Transport- und Fahrzeugwagen	F	28 500 000
34	Dotzheim	Neubau einer Kaserne für 200 Mann mit Nebenanlagen	F	275 000 000
35	Mainz	Neubau eines Pferdestalles auf dem Gelände des Forts Biehler bei Mainz-Kastel für 92 Pferde	F	40 300 000
36	Schierstein	Bau eines Arresthauses	F	11 000 000
37	Köln	Errichtung von Schießplattformen auf dem Schießstand Lachem bei Köln-Riehl	E	8 000 000
38	"	Errichtung einer Sergeantenmesse in der Kaserne des ehemaligen Infanterie-Regiments Nr. 65 in Köln-Riehl und Verlegung von Linoleum im Wirtschaftsgebäude II daselbst	E	20 500 000

Lfde. Nr.	Ort	Baubezeichnung		Betrag ℳ
39	Köln	Ausbau des ehemaligen Kammergebäudes des ehemaligen Infanterie-Regiments Nr. 65 zu Küchenzwecken	E	60 000 000
40	"	Beschaffung und Lieferung von Material zur Anlage von Miniatur-schießständen durch die Besatzung	E	48 000 000
41	"	Ausbau des Sommerlagers bei Eil-Leidenhausen für ein Regiment	E	140 000 000
42	"	Zweiter Ausbau des englischen Sommerlagers bei Eil-Leidenhausen zur Unterbringung eines vierten Bataillons	E	50 000 000
43	Solingen	Einrichtung von Kantinenräumen in der Truppenunterkunft Halfeshof (neben der vorhandenen Kantine)	E	16 000 000
44	St. Goar	Neubau eines Pferdestalles für 32 Pferde mit Schmiedeschuppen und Nebenanlagen für Pionierkaserne	F	46 900 000

Besondere Erregung hat vor einigen Monaten die durch die Franzosen durchgeführte Beschlagnahme von Gelände in Neustadt a. d. Haardt zur Unterbringung eines Kraftwagenparks, einer Train- und Alpenjäger-Kaserne, eines Lazaretts und zur Anlage eines Exerzierplatzes hervorgerufen. Die Grunderwerbskosten werden, da es sich um sehr wertvolles Ackerland handelte, ganz besonders hoch sein. Der Kostenvoranschlag für das Kasernenprojekt beläuft sich nach dem Stande der Mark im Dezember 1922 auf mindestens 887 000 000 ℳ, die Kosten für den Kraftwagenpark allein sind auf 43 000 000 ℳ veranschlagt.

Einen Überblick über das gewaltige Anwachsen der Ausgaben für Neubauten und Umbauten geben die seit 1919 vorgesehenen Zahlen des deutschen Haushalts. Es waren vorgesehen:

im Etat 1919	40 000 000 ℳ
" " 1920	233 750 000 "
" " 1921	604 501 000 "
" " 1922	83 570 915 000 "

Im Etat für 1923 ist zunächst auf Grund der bisher vorliegenden Anforderungen (Stand: Januar 1923) eine Summe von 51 805 000 000 ℳ in Ansatz gebracht.

Die Deutsche Regierung hat gegen die willkürliche Auslegung des Art. 8 des Rheinlandabkommens durch die Besatzungsarmee und durch die Rheinlandkommission wiederholt Einspruch erhoben. Zuletzt wurden gelegentlich der Anforderung des Truppenübungsplatzes Ludwigswinkel bei den alliierten Regierungen diplomatische Vorstellungen eingeleitet mit dem besonderen Hinweis darauf, daß eine weitere Schwächung der finanziellen Leistungsfähigkeit Deutschlands durch derartige Anforderungen unerträglich sei und auch nicht im Interesse der Besatzungsmächte liegen könne. Ein Erfolg dieser Vorstellungen ist bis jetzt ausgeblieben.

IV. Instandhaltung der von den Besatzungstruppen im Rheinlande beschlagnahmten Grundstücke und Baulichkeiten.

Die Verpflichtung Deutschlands, alle vorhandenen deutschen militärischen Anlagen, soweit sie für die Besatzung erforderlich sind, zur Verfügung zu stellen und sie in gutem Zustande zu erhalten, gründet sich auf Art. 8 Teil a des Rheinlandabkommens. Die Kosten der Instandhaltung wachsen naturgemäß mit den in Ziffer III erläuterten Anforderungen von Neubauten und Umbauten in öffentlichen und privaten Gebäuden.

Die im Kalenderjahr 1922 hierfür entstandenen Kosten betragen 589 237 718 Papiermark.

Hiervon treffen auf

Frankreich	327 891 144 ℳ
Belgien	138 736 281 "
England	95 603 552 "
Amerika	27 006 741 "

V. Beschaffung und Unterhaltung der Einrichtungsgegenstände für die Besatzungstruppen im Rheinlande.

Nach Art. 8 Teil a des Rheinlandabkommens ist die Deutsche Regierung verpflichtet, die erforderlichen Einrichtungsgegenstände in den von den Besatzungstruppen beschlagnahmten militärischen Gebäuden nach Maßgabe der bei den verschiedenen Armeen in Kraft befindlichen Bestimmungen zur Verfügung zu stellen und sie in gutem Zustande zu erhalten. Die hierdurch im Kalenderjahr 1922 entstandenen Gesamtkosten beziffern sich auf 1 366 140 710 Papiermark.

Hiervon treffen auf

Frankreich	777 387 738 ℳ
England	389 240 831 "
Belgien	189 108 064 "
Amerika	10 404 077 "

Um einen oberflächlichen Überblick über die Art und den Umfang der von den Besatzungstruppen geforderten Einrichtungsgegenstände und die hierdurch verursachten Beschaffungen zu geben, seien folgende Beispiele angeführt:

Es wurden in der Zeit vom Herbst 1920 bis zum Sommer 1922, also in 1¾ Jahren, beschafft:

I. Großmöbel.

1 400 Salons,
2 600 Herrenzimmer,
5 000 Speisezimmer,
10 300 Schlaf- (Doppel-) Zimmer,
4 600 Küchen, natürlich mit allem üblichen Zubehör,

dazu noch an Einzelmöbeln u. a.:

180 Klubmöbelgarnituren,
2 900 Klubsessel,
1 800 Korbmöbelgarnituren,
6 300 Korbsessel,
2 100 Polstermöbelgarnituren,
1 400 Polstersessel,
2 300 Bettstellen für Erwachsene,
3 500 Kinderbetten,
3 900 Kleiderschränke,
3 400 Waschkommoden,
3 000 Chaiselongues.

II. Schlafzimmerausstattungen.

Allein für den Schlafzimmerbedarf der Besatzungsfamilien mußten in der Zeit vom Herbst 1920 bis Sommer 1922 vom Reich beispielsweise beschafft werden:

10 300 Schlaf-(Doppel-)Zimmer,
2 300 einzelne Bettstellen für Erwachsene,
3 500 Kinderbetten,
3 900 Kleiderschränke,
3 400 Waschkommoden,
14 000 Nachttischlampen,
500 Frisiertoiletten,
9 300 Spiegel,
4 100 Handspiegel,
11 000 Waschgarnituren,

dazu an Bettzeug:

450 000 fertige Bettücher und 680 000 m Bettuchstoff (ausreichend, um ein Leinwandband in Bettuchbreite von Basel bis weit über Riga hinaus, von London nach Neapel oder von Kristiania nach Mailand zu spannen),
148 000 fertige Kissenbezüge und 16 000 m Stoff hierzu,
83 000 Deckbettbezüge,
11 600 gefüllte Kopfkissen,
6 000 gefüllte Plumeaux,
11 800 Steppdecken,
1 300 Gummibetteinlagen,
37 000 kg Bettfedern usw.

III. Besonders auffällige Ziffern.

In der gleichen Zeit wurden beschafft:

800 Damenschreibtische,
500 Frisiertoiletten,
14 000 Nachttischlampen,
10 000 Tischlampen,
200 Bidets,
800 Eisschränke,
4 000 Fliegenschränke,
5 800 Tellerwagen,
16 000 Bügeleisen (elektrisch usw.),
180 Klubmöbelgarnituren,
2 900 Klubsessel,
2 100 Zimmeruhren,
4 900 Küchenuhren,
3 500 Kinderbetten,
2 600 Divandecken,
18 000 Teppiche,
175 000 Servietten,
50 000 Eßbestecke (versilbert, Alpacka, Britannia).

Für Gardinen wurden beschafft u. a. 19 000 fertige Fenstergarnituren, 21 000 Halbstores, 158 000 m Gardinenstoff, 46 000 m Madras, 25 000 m Spannstoff, 39 000 m Vitraginstoff.

Besonders groß ist auch der Bedarf an Porzellan und Glassachen. So mußten beschafft werden:

6 900 Speiseservice,
8 900 Kaffeeservice,
36 000 einzelne Kaffeetassen,
4 300 Teeservice,
4 000 einzelne Teetassen,
25 000 einzelne Platten aus Porzellan,
72 000 Weißweingläser,
51 000 Rotweingläser,
15 000 Portweingläser,
45 000 Sektgläser,
58 000 Likörgläser,
26 000 Biergläser,
9 000 Weinkaraffen.

An Leinwandstoff für Bett- und Tischwäsche der Besatzung sind zwei- bis dreitausend Kilometer ins besetzte Gebiet gewandert.

Alle diese Zahlenangaben gelten nur für die Beschaffungen vom Herbst 1920 bis Sommer 1922, also für 1¾ Jahre. Die Beschaffungen vor- und nachher sind in oben genannten Zahlen nicht enthalten, auch nicht die große Menge von Möbeln, Einrichtungsgegenständen, Wäsche und Gerät, die bei der Bevölkerung außerdem noch in Privatquartieren für die Zwecke der Besatzung beschlagnahmt ist.

VI. Betriebskosten und zwar Feuerung, Beleuchtung, Wasserversorgung und kleinere Wirtschaftsbedürfnisse usw.

Im Kalenderjahre 1922 sind hierfür angefallen insgesamt 622 323 168 ℳ; hiervon treffen auf:

Frankreich	374 087 834 ℳ
England	141 924 735 "
Belgien	51 835 485 "
Amerika	54 475 114 "

VII. Geschäftszimmerbedürfnisse, Schreibwaren und vermischte Ausgaben.

Die hierfür im Rechnungsjahre 1922 entstandenen Gesamtkosten von 169 776 442 Papiermark verteilen sich auf die einzelnen Besatzungsarmeen wie folgt:

	Papiermark
Frankreich	47 697 329
England	96 767 151
Belgien	20 836 334
Amerika	4 475 628

VIII. Post-, Telegraphen- und Fernsprechgebühren sowie Frachtkosten.

Im Kalenderjahre 1922 sind hierfür Ausgaben im Gesamtbetrage von 32 917 375 ℳ entstanden.

Hiervon treffen auf

Frankreich	10 659 419 ℳ
England	15 974 315 "
Belgien	6 004 183 "
Amerika	279 458 "

IX. Transport- und Sachleistungen der Eisenbahnverwaltung.

Die Verpflichtung Deutschlands zu Transport- und Sachleistungen auf dem Gebiet der Eisenbahnverwaltung ergibt sich aus Art. 10 des Rheinlandabkommens.

Die im Kalenderjahre 1922 hierfür entstandenen Kosten belaufen sich auf 257 940 809 ℳ und verteilen sich wie folgt:

Frankreich	63 972 820 ℳ
England	19 085 884 "
Belgien	8 231 099 "
Amerika	166 651 006 "

Die hohen amerikanischen Transportausgaben sind erwachsen durch die Überseetransporte, deren unmittelbare Bezahlung Deutschland auf Grund besonderen Abkommens übernommen hat.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 29

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 30

X. Kosten für die Leistungen des Post- und Telegraphendienstes.

Das Recht der Besatzungsarmeen, sich zu militärischen Zwecken aller bestehenden Draht- und Fernsprechanlagen zu bedienen und neue militärische Draht- und Fernsprechlinien, Funkstationen und ähnliche Verkehrsmittel, die ihnen erforderlich erscheinen, anzulegen, stützt sich auf Art. 11 des Rheinlandabkommens.

Die im Kalenderjahre 1922 hierfür entstandenen Kosten belaufen sich auf 86 732 088 ℳ und verteilen sich auf

Frankreich	54 271 405 ℳ
Belgien	10 106 652 "
England	19 603 644 "
Amerika	2 750 387 "

Anhang I.

Die Kosten der sogenanten militärischen Sanktionen.

A. Allgemeines.

Den ersten Versuch der Besetzung weiteren deutschen Gebiets machte die französische Regierung in der Form der vorübergehenden Besetzung von Frankfurt und Hanau, die offenbar in der groß angelegten Absicht stattfand, zwischen dem deutschen Norden und dem deutschen Süden einen Keil zu treiben und so eine Zertrümmerung des Deutschen Reichs herbeizuführen. Es blieb dank des isolierten Vorgehens der französischen Besatzungsarmee und der sich hieraus für Frankreich ergebenden außenpolitischen Komplikationen nur bei einem kurzfristigen Unternehmen. Die völlig rechtswidrige Besetzung deutschen Gebiets rechts des Rheins wurde wieder aufgehoben.

Der alte französische Plan eines Einbruchs in deutsches Gebiet wurde erneut in die Tat umgesetzt, als im Frühjahr 1921 an das Deutsche Reich Reparationsforderungen gestellt wurden, die weit über seine Zahlungsfähigkeit hinausgingen. Um die Deutsche Regierung zu diesen unmöglichen Leistungen zu zwingen, schritten die interalliierten Regierungen zu wirtschaftlichen und militärischen Sanktionen; letztere bestanden darin, daß am 8. März 1921 französische und belgische Truppen in rechtsrheinisches deutsches Gebiet einbrachen und die Städte Düsseldorf, Duisburg, Ruhrort und mehrere Orte in deren Umgebung besetzten. Obwohl sich die Deutsche Regierung unter dem Zwange der Verhältnisse den Zahlungsbedingungen des Londoner Ultimatums vom 1. Mai 1921 fügte, sind die sogenannten militärischen Sanktionen bisher nicht aufgehoben worden.

B. Der Umfang der militärischen Sanktionen und die hierdurch dem Deutschen Reiche entstandenen Kosten.

Die durch die militärischen Sanktionen dem Deutschen Reiche verursachten Besatzungskosten sind in dem Gesamtbetrage der bis Ende Dezember 1922 Deutschland entstandenen Besatzungskosten von 4,5 Milliarden Goldmark nicht enthalten. Die militärischen Sanktionen brachten vielmehr nicht unerhebliche weitere Ausgaben für gleiche Zwecke, wie sie in der vorausgehenden Denkschrift näher dargelegt sind. Die einzigen im Sanktionsgebiet gelegenen früheren deutschen Garnisonen waren Düsseldorf mit einer Belegungsfähigkeit von 3000 Mann und Mühlheim a. d. R. mit einer Belegungsfähigkeit von 1500 Mann, alle übrigen Städte hatten keine Garnison und daher auch keine Kasernen oder sonstigen garnisonmäßigen Einrichtungen.

Bevor die Vorbereitungen zu dem Einbruch in das Ruhrgebiet begannen, die ganz erhebliche Heeresmassen gerade in das Sanktionsgebiet warfen, war letzteres etwa belegt wie folgt (Stand im September 1922):

die Stadt Düsseldorf	mit	5000	Franzosen
Landkreis Düsseldorf	=	70	=
Mühlheim a. d. R.	=	300	=
Duisburg	=	5000	= u. Belgiern
Walsum	=	500	Belgiern
Hamborn	=	44	=
Oberhausen	=	88	=
zusammen		11 002	Mann.

Zur Zeit des zum erstenmal drohenden Einbruchs ins Ruhrgebiet, im Mai 1921 und noch geraume Zeit später, betrug die Stärke der Besatzungstruppen im Sanktionsgebiet in und um Düsseldorf etwa 20 000 Mann, in und um Duisburg 20—25 000 Mann, deren Unterbringung und Versorgung auf Deutschlands Kosten durchgeführt werden mußte.

Sofort nach ihrem Einrücken in Düsseldorf verlangte der französische Militärbefehlshaber die Errichtung einer neuen Kavalleriekaserne für 5 Eskadrons, die mit einem Kostenaufwande von 22 Millionen Mark neu erbaut werden mußte. Auch sonstige umfangreiche militärische Anlagen mußten angelegt werden. Als Beispiel seien folgende Bauten erwähnt:

Schuppen bei der Infanteriekaserne in Düsseldorf	785 000 ℳ
Fahrzeugschuppen bei der Ulanenkaserne in Düsseldorf	755 000 "
Fahrzeugschuppen bei der Artilleriekaserne bei Düsseldorf	1 033 000 "
Autohalle in Lohausen	9 500 000 "
Umbau der früheren Wasserstoffgasanstalt Lohausen	3 267 977 "

Die starke Belegung von Duisburg, wo 8 Schulen mit 72 Schulklassen für militärische Zwecke beschlagnahmt sind, hat die Stadt gezwungen, zunächst 2 neue Schulen und 2 Turnhallen zu errichten, die nach dem Werte der Mark von Ende Dezember 1922 rund 700 Millionen Mark kosten werden.

Die Anforderungen der Besatzung im Sanktionsgebiet sind nach Art und Umfang im übrigen die gleichen wie im altbesetzten Gebiet. Die seit dem 8. März 1921 bis Ende Dezember 1922 entstandenen Ausgaben für die militärischen Sanktionen belaufen sich auf 3 927 313 656 Papiermark oder 16 199 025 Goldmark. Sie setzen sich zusammen wie folgt:

	Papiermark	Goldmark
1. Unterhaltung der alliierten Besatzungstruppen einschl. der Zivildelegierten	46 640 034	578 773
2. Grundstückserwerbungen, Neubauten	510 729 101	6 337 833
3. Unterhaltung der Grundstücke . . .	59 105 039	733 457
4. Beschaffung und Unterhaltung der Einrichtungsgegenstände	81 612 683	1 012 763
5. Betriebskosten	37 074 885	460 077
6. Geschäftsbedürfnisse	19 145 633	237 587
7. Post- usw. Gebührnisse, sowie Frachtkosten	15 074 943	187 070
8. Wirtschaftliche Sanktionen	3 890 590	48 280
9. Requisitionen und Vorschüsse . . .	409 789 388	5 085 283
	1 183 062 296	14 681 073
Hierzu treten noch die bereits festgelegten Ausgaben für den Bau und die Einrichtung der im Bau begriffenen Offizierwohnungen in Düsseldorf und Duisburg und Schulersatzbauten in Duisburg im Gesamtbetrage von .	2 744 251 360	1 517 952
Summe wie oben . .	3 927 313 656	16 199 025.

Anhang II.

Die Ausgaben Deutschlands für die interalliierten Kommissionen.

Die Reparationskommission hat im Schreiben vom 22. Oktober 1921 (13/46) der deutschen Kriegslastenkommission in Paris zur Kenntnis gebracht, sie habe in der Sitzung vom 18. Oktober 1921 entschieden, daß die Kosten der Kontrollkommissionen in die Besatzungskosten eingerechnet werden können. Wenn auch durch mündliche Anfrage der deutschen Kriegslastenkommission bei der Reparationskommission festgestellt worden ist, daß diese Entscheidung sich nur auf die militärischen Kontrollkommissionen bezieht, so dürfte es doch von allgemeinem Interesse sein, gerade in dem Zusammenhange mit den Besatzungskosten auch einen Überblick zu gewinnen über die weiteren unproduktiven Ausgaben, die Deutschland durch die interalliierten Kommissionen insgesamt erwachsen sind und weiterhin noch erwachsen.

In Auswirkung des Versailler Vertrags sind zahlreiche Interalliierte Kommissionen gebildet worden, deren Kosten das Deutsche Reich zu tragen hat. Sie zerfallen in die Interalliierten Überwachungsausschüsse (I), sowie die Reparationskommission und ihre in Deutschland eingerichteten Sonderkommissionen (II). Unter diesen sind die Restitutionsdienststellen (III) besonders hervorzuheben.

I. Die interalliierten Überwachungsausschüsse.

Die J.M.K.K. sollen die Durchführung der Bestimmungen des Friedensvertrags über Landheer, Seemacht und Luftfahrt überwachen, für deren Durchführung eine zeitliche Grenze festgesetzt ist (Art. 203 des Versailler Vertrags). Die Hauptausschüsse befinden sich in Berlin, außerdem waren im Oktober 1922 in 17 Städten des Reichs Unterausschüsse eingerichtet. Der Unterhalt und die Kosten der Überwachungsausschüsse und die Aufwendungen, die durch ihre Tätigkeit veranlaßt werden, fallen Deutschland zur Last (Art. 207. a. a. O.). Die Heeres-, Marine- und Luftfahrtkommissionen bestanden im Jahre 1921 aus etwa 750 Offizieren, 900 Mannschaften und 316 deutschen Angestellten (Büropersonal, Kraftwagenführer) und Arbeitern. 387 Kraftwagen, 49 Krafträder sowie ein Motorboot standen zur Verfügung der Kommissionen. Im Jahre 1922 ist die Luftfahrtkommission aufgelöst und durch ein Garantiekomitee für die Luftfahrt ersetzt worden, für dessen Kosten das Deutsche Reich nicht aufzukommen hat. Auch das Personal der Heeres- und Marinekommission ist im Jahre 1922 vermindert worden. Im Oktober 1922 bestanden die Überwachungsausschüsse noch aus 293 Offizieren und 396 Unteroffizieren und Mannschaften, außerdem 83 deutschen Angestellten und 26 Arbeitern, sowie 190 deutschen Kraftwagenführern. Hierzu kamen 228 Kraftwagen, 9 Krafträder und 1 Motorboot. Die Büros der Kommissionen waren in 445 Geschäftszimmern untergebracht.

Kosten der Überwachungsausschüsse.

Die vom Deutschen Reiche zu tragenden Kosten der Überwachungsausschüsse setzen sich zusammen aus den Heimatgehältern, den sogenannten Deutschlandzulagen (allowances), den Gehältern für das deutsche Personal, den Kosten für die Unterbringung und die Geschäftszimmer, den Aufwendungen für die Kraftwagen und vermischten Ausgaben.

Im einzelnen ist folgendes zu bemerken:

1. Heimatgehälter.

Die Heimatbesoldung wird den Kommissionsmitgliedern von der eigenen Regierung in der Heimatwährung gezahlt. Sie beträgt z. B. für einen englischen Generalpräsidenten jährlich 36 000 Schilling, für einen einfachen englischen Soldaten 1800 Schilling. Die Beträge werden dem Deutschen Reich ebenso wie die Besatzungskosten in Rechnung gestellt. Ziffernmäßige Angaben über die Höhe der Heimatgehälter im ganzen können nicht gemacht werden. Sie sind aber zweifellos erheblich höher als die gesamten unter Ziffer 7 zusammengestellten übrigen Kosten der Kommissionen.

2. Die Deutschlandzulagen (allowances)

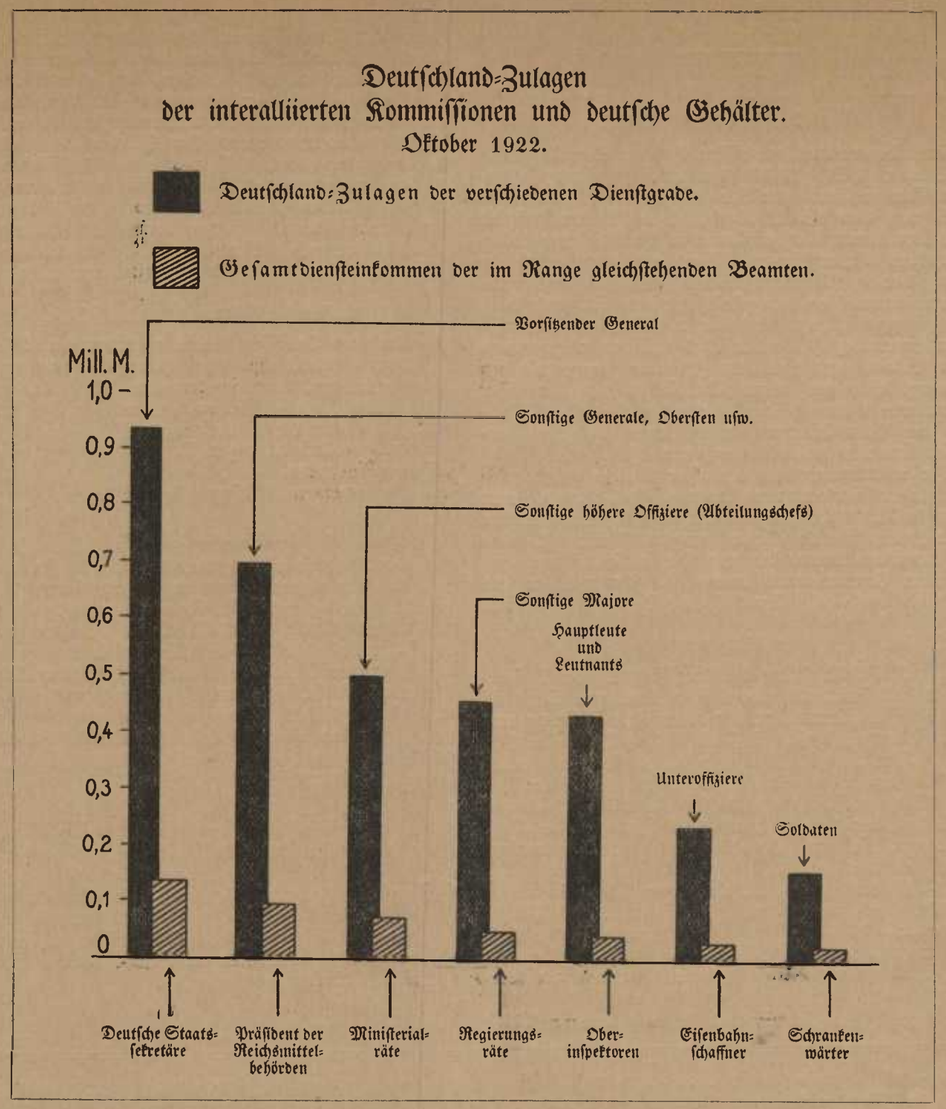
sollen dazu dienen, die Ausgaben der Kommissionsmitglieder für Verpflegung zu decken. Sie werden vom Botschafterrat in Paris festgesetzt und entsprechend dem Kursstand der Mark von Zeit zu Zeit erhöht. So sind die von Juni bis August 1922 geltenden Sätze im September verdreifacht und die Septemberbeträge im Oktober wieder verdreifacht worden.

Nach dem Oktoberstand bezogen monatlich:

Die interalliierten Kommissionsmitglieder an Deutschlandzulagen (neben freier Unterkunft und neben dem Heimatgehalt)		Die ihnen im Rang gleichstehenden deutschen Militärpersonen und Beamten an gesamtem Diensteinkommen	
	ℳ		ℳ
Der vorsitzende General	934 200	Generale, Staatssekretäre	122 515
Sonstige Generale, Obersten und Oberstleutnants	688 275	Generalmajore, Präsidenten der höheren Reichsbehörden	81 320
Sonstige Obersten, Oberstleutnants und Majore als Abteilungschefs	491 625	Obersten, Ministerialräte, Abteilungsdirektoren	61 985
Sonstige Majore und Kapitäne	442 575	Majore, Regierungsräte	42 267
Hauptleute, Leutnants und Unterleutnants . .	417 825	Hauptleute, Oberinspektoren	32 809
Feldwebel und Sergeanten	227 250	Feldwebel, Eisenbahn-Oberschaffner	19 771
Andere Unteroffiziere und Gemeine	137 700	Mannschaften, Schrankenwärter	14 606

Über das Verhältnis der Deutschlandzulagen zu dem gesamten Diensteinkommen deutscher Beamten im Oktober 1922 gibt auch die folgende Darstellung Auskunft:

Deutschland-Zulagen der interalliierten Kommissionen und deutsche Gehälter.
Oktober 1922.



3. Die Unterbringung der Kommissionsmitglieder erfolgt meistens in Hotels, und zwar für Offiziere in Hotels ersten Ranges, für die niederen Dienstgrade in guten Hotels zweiten Ranges. Die Stabsoffiziere beanspruchen in der Regel 2 bis 3, Generale und Admirale 3 bis 4 Zimmer und Badezimmer. Für den Generalpräsidenten der Militärkommission sind z. B. 4 Zimmer belegt. Die Kosten hierfür betrugen im Monat Oktober 1922 = 125 550 ℳ. In einer Reihe von Fällen waren die Kosten für die Unterbringung eines einzelnen Offiziers noch erheblich höher. Mit der Unterbringung ist unentgeltliche Heizung, Beleuchtung und Bedienung verbunden.

In mehreren Städten müssen in den besten Hotels für Offiziere, die sich auf Reisen befinden, und für Kuriere ein oder mehere Zimmer ständig freigehalten und vom Deutschen Reiche bezahlt werden.

Auch für die Miete und die Einrichtung der Büroräume, für Schreibmaschinen und sonstiges Schreibmaterial hat das Deutsche Reich aufzukommen.

4. Deutsches Personal.

Das deutsche Büropersonal erhält auf Kosten des Reichs eine höhere Bezahlung, als Büroangestellte von gleichem Alter und gleichen Leistungen sonst zu erhalten pflegen. Die deutschen Kraftwagenführer werden nach den allgemeinen Tarifen, jedoch unter Zugrundelegung einer Arbeitszeit von 75 Stunden wöchentlich entlohnt.

5. Kraftwagen.

Die von den Überwachungsausschüssen benutzten Kraftwagen sind nur zum kleineren Teil Reichseigentum. Die meisten Wagen sind von den Interalliierten Regierungen gestellt worden. Das Reich hat aber für die Unterbringung, Instandhaltung und Bewachung, gegebenenfalls auch für Ersatz unbrauchbar gewordener Wagen, sowie für Lieferung der Betriebsmittel zu sorgen. Welche Kosten allein hierdurch im Jahre 1922 entstanden sind, ergibt sich aus der folgenden

Zusammenstellung
der für die interalliierten Überwachungsausschüsse in der Zeit vom 1. April 1922 bis 31. Dezember 1922 entstandenen Ausgaben für Kraftwagen einschließlich Betriebsstoff.

Unterbringungskosten insgesamt 467 983 593 Papiermark, darunter für Unterhaltung von Kraftwagen:

	Papiermark
im April	3 763 280
= Mai	3 208 190
= Juni	5 769 635
= Juli	8 210 724
= August	19 587 920
= September	31 053 502
= Oktober	37 520 466
= November	60 799 123
= Dezember	165 445 987
April—Dezember 1922:	335 388 827

Bei Kraftwagenunfällen lehnen die Kommissionen eine Haftung ab, wenn der Kraftwagenführer ein Deutscher ist, ohne Rücksicht darauf, ob er den Schaden verschuldet hat oder nicht. Die Interalliierten Regierungen vertreten den Standpunkt, daß sie sogar im Falle eines Verschuldens ausländischer, von den Kommissionen angestellter Kraftwagenführer nur bei Personen- und Sachschäden, welche dritten Personen zugefügt sind, aus reinem Entgegenkommen, in beschränktem Umfange und nach eigenem Ermessen zur Abgeltung des Schadens beitragen, nicht aber für die Schäden am Wagen selbst aufkommen wollen. Hierfür hat nach ihrer Meinung das Deutsche Reich einzutreten.

6. Verschiedenes.

Die J.M.K.K. sind von Post-, Telephon- und Telegrammgebühren befreit. Auf Dienstfahrten, die ausnahmsweise nicht im Kraftwagen zurückgelegt werden, genießen ihre Mitglieder freie Eisenbahnfahrt für sich und ihr Gepäck.

Das Deutsche Reich soll ferner haften für den Ersatz der durch Diebstahl in Verlust geratenen, in die Quartiere eingebrachten Sachen, es sei denn, daß dem Bestohlenen ein Verschulden oder eine grobe Fahrlässigkeit nachgewiesen werden kann. Die gestohlenen Gegenstände müssen, wenn sie nicht in Deutschland beschafft waren, in der Währung des Heimatlandes ersetzt werden, auch wenn Gelegenheit zu billigerem Einkauf in Deutschland bestände. Von diesem Recht machen Mitglieder der Kommissionen ausgiebig Gebrauch. In den meisten Fällen kann das Deutsche Reich keinen Ersatz für seine Aufwendungen von den Hotels oder von dritten Personen erhalten, da die Schuldfrage nach deutschem Recht nicht einwandfrei geklärt ist.

Im Falle der Erkrankung erheben die Mitglieder der Kommissionen Anspruch auf unentgeltliche ärztliche Behandlung und Aufnahme in Krankenhäuser. Nur für die Verpflegung in den Krankenhäusern müssen sie sich Abzüge gefallen lassen, die aber nicht entfernt so hoch sind, wie die „allowances“, welche sie während dieser Zeit weiter beziehen.

Bei Beendigung ihres Kommandos in Deutschland haben die Kommissionsmitglieder Anspruch auf freie Beförderung ihres gesamten Gepäcks bis in ihre Heimat auf Kosten des Deutschen Reichs. Dieses haftet auch für Verluste und Beschädigungen, die bis zur Abnahme des Gepäcks im Bestimmungsort eintreten, es sei denn, daß dem Angehörigen der Kommission ein Verschulden nachgewiesen werden kann.

7. Zusammenstellung der Kosten.

(In dieser Zusammenstellung sind die Heimatgehälter [Ziffer 1] nicht enthalten.)

Kosten der interalliierten Überwachungsausschüsse.

I. Deutschlandzulagen.

	Papiermark	Goldmark
1. Rechnungsjahr 1919 (bis 31. März 1920)	35 000 000	2 868 147
2. Rechnungsjahr 1920 (vom 1. April 1920 bis 31. März 1921)	145 000 000	11 882 324
3. Rechnungsjahr 1921 (vom 1. April 1921 bis 31. März 1922)	193 000 000	5 383 092
4. Rechnungsjahr 1922 (vom 1. April 1922 bis 31. Dezember 1922)	1 234 000 000	2 124 524
	1 607 000 000	22 258 087

II. Unterbringungs- und sonstige Kosten.

	Papiermark	Goldmark
1. Rechnungsjahr 1919 (bis 31. März 1920)	1 496 420	122 627
2. Rechnungsjahr 1920 (vom 1. April 1920 bis 31. März 1921)	41 132 214	3 370 664
3. Rechnungsjahr 1921 (vom 1. April 1921 bis 31. März 1922)	104 998 140	2 928 573
4. Rechnungsjahr 1922 (vom 1. April 1922 bis 31. Dezember 1922)	451 777 306	777 805
	599 404 080	7 199 669

Gesamtkosten für interalliierte Überwachungsausschüsse außer den Heimatgehältern.

	Papiermark	Goldmark
1. Rechnungsjahr 1919 (bis 31. März 1920)	36 496 420	2 990 774
2. Rechnungsjahr 1920 (vom 1. April 1920 bis 31. März 1921)	186 132 214	15 252 988
3. Rechnungsjahr 1921 (vom 1. April 1921 bis 31. März 1922)	297 998 140	8 311 665
4. Rechnungsjahr 1922 (vom 1. April 1922 bis 31. Dezember 1922)	1 685 777 306	2 902 329
	2 206 404 080	29 457 756

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 31

II. Die Reparationskommission.

Die Reparationskommission soll den Betrag der Schäden, deren Erstattung Deutschland schuldet, feststellen. (Artikel 232 des Vertrages von Versailles). Sie hat ihren Sitz in Paris, in Deutschland sind aber Sonderkommissionen gebildet worden. Von diesen sind die Restitutionsdienststellen unter III besonders behandelt; die für sie entstandenen Kosten sind in der folgenden Zusammenstellung nicht berücksichtigt. Das Deutsche Reich hat es nach Artikel 240 Abs. 2 des Vertrages von Versailles übernommen, die Bezüge und Kosten des Ausschusses und des von ihm beschäftigten Personals zu bestreiten. Die Kosten werden in einer Summe monatlich dem Hauptausschuß in Paris überwiesen, welche sie an die einzelnen Dienststellen verteilt. Sie betragen in der Regel 5 Millionen Franks im Monat, dazu kommen noch die Kosten für die in Deutschland ermieteten Geschäftsräume und die Geschäftsbedürfnisse, welche vom Deutschen Reich unmittelbar gezahlt werden. Die bis Ende Dezember 1922 entstandenen Kosten ergeben sich aus der nachfolgenden Zusammenstellung:

Kosten für die Reparationskommission:

	Papiermark	Goldmark
1. Rechnungsjahr 1919 (bis 31. März 1920) . . .	47 517 857	3 893 949
2. Rechnungsjahr 1920 (vom 1. April 1920 bis 31. März 1921)	177 695 401	14 561 616
3. Rechnungsjahr 1921 (vom 1. April 1921 bis 31. März 1922)	360 526 214	10 055 678
4. Rechnungsjahr 1922 (vom 1. April bis 31. Dezember 1922)	6 678 129 885	11 497 445
	7 263 869 357	40 008 688

III. Die Restitutionsdienststellen.

Nach Artikel 238 des Vertrags von Versailles hat Deutschland die Rücklieferung in bar des weggeführten, beschlagnahmten oder sequestrierten Bargeldes wie die Rücklieferung der weggeführten, beschlagnahmten oder sequestrierten Tiere, Gegenstände aller Art und Wertpapiere zu bewirken, falls es möglich ist, sie auf dem Gebiete Deutschlands oder seiner Verbündeten festzustellen. Bis Ende August 1920 wurde die Restitution entsprechend den Bestimmungen des Waffenstillstandsabkommens vom 11. November 1918 bzw. des Abkommens in Spaa vom 31. Januar 1919 durchgeführt. Die französischen und belgischen Restitutionsstellen der Commission Interalliée Permanente d'Armistice (genannt „Cipa") forderten ihre Auslagen bei der Reichsrücklieferungskommission zur Erstattung an. Vom 1. September 1920 ab wurde die Kontrolle des Restitutionsdienstes einer Sonderkommission der Reparationskommission, dem Office de la Commission des Réparations in Wiesbaden — genannt O.C.R.W. — nach Artikel 238 des Vertrags von Versailles übertragen. Der Kontrolle des O.C.R.W. unterstehen die alliierten Restitutionsstellen für Frankreich, Belgien, Italien, Polen, Serbien und Rumänien. Seit dem 1. Juli 1922 obliegt die Kontrolle des Restitutionsdienstes der Gegenseite nicht mehr dem Office de la Commission des Réparations in Wiesbaden, sondern dem Service des Restitutions et des Réparations en Nature, einer Abteilung der Reparationskommission.

Das Personal der Restitutionsdienststellen bestand im August 1922 aus

207	Angestellten	der	französischen Abteilung
65	"	"	belgischen "
52	"	"	polnischen "
15	"	"	italienischen "
9	"	"	englischen "
38	"	"	serbischen "
109	"	"	rumänischen "
495			

Für die Unterbringung der Restitutionsdienststellen und ihrer Büros sind in Wiesbaden, abgesehen von zahlreichen Privatquartieren, 5 große Hotels und 4 ganze Villen beschlagnahmt. Davon haben der Direktor der französischen und belgischen Abteilung je eine Villa inne, ein Hotel ist ausschließlich für die weiblichen Kräfte der Restitutionsdienststellen bestimmt, 2 Hotels und 2 Villen dienen für Bürozwecke.

Die nachfolgende Zusammenstellung gibt darüber Auskunft, welche Kosten dem Deutschen Reich bis Ende 1922 durch die Restitutionsdienststellen erwachsen sind:

Kosten für die Restitutionsdienststellen:

	Papiermark	Goldmark
1. Rechnungsjahr 1918/19 (vom 1. März 1919 bis 31. März 1920) . . .	7 366 806	603 688
2. Rechnungsjahr 1920 (vom 1. April 1920 bis 31. März 1921)	33 073 437	2 710 271
3. Rechnungsjahr 1921 (vom 1. April 1921 bis 31. März 1922)	256 526 246	7 154 945
4. Rechnungsjahr 1922 (vom 1. April bis 31. Dezember 1922)	2 849 091 717	4 905 157
vom März 1919 bis 31. Dezember 1922	3 146 058 206	15 374 061

IV. Die Gesamtkosten der interalliierten Kommissionen.

Zusammenfassend ist also zu bemerken, daß die Gesamtausgaben Deutschlands für die interalliierten Kommissionen bis Ende Dezember 1922 folgende Höhe erreicht haben:

	Papiermark		Goldmark
1. für die interalliierten Überwachungsausschüsse	2 206 404 080	=	29 457 756
2. Ausgaben für die Reparationskommission	7 263 869 357	=	40 008 688
3. Ausgaben für die Restitutionsdienststellen	3 146 058 206	=	15 374 061
Gesamtsumme . . .	12 616 331 643	=	84 840 505

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 32

D. Schlußbemerkung.

Die Belastung des Deutschen Reichs mit den unproduktiven Ausgaben der Besatzung und der Interalliierten Kommissionen beträgt nach den vorstehenden Ausführungen von Dezember 1918 bis Ende Dezember 1922:

	Goldmark
1. Besatzungskosten im altbesetzten Gebiet	4 500 000 000
2. Besatzungskosten im Sanktionsgebiet (Düsseldorf, Duisburg)	16 199 025
3. Kosten der interalliierten Kommissionen	84 840 505
Summe: Goldmark	4 601 039 530

Was hätte mit diesen Mitteln Deutschlands geleistet werden können, wenn sie eine produktive Verwendung gefunden hätten! Der Wiederaufbau Nordfrankreichs hätte finanziert und das Problem der interalliierten Schulden der Lösung erheblich näher gebracht werden können, die wirtschaftliche und finanzielle Gesundung Deutschlands zum Nutzen seiner Reparationsfähigkeit, also zum Nutzen der Besatzungsmächte selbst und der Weltwirtschaft, wäre gefördert worden, hätten die ehemaligen Gegner Deutschland diese Überlastung mit unproduktiven Ausgaben erspart. Die Besetzung in dem in der vorstehenden Denkschrift dargelegten Umfange war von allem Anfang an ein Feind der Reparationen!

Am 11. Januar 1923 sind Frankreich und Belgien mit bewaffneter Macht unter Verletzung der bestehenden Verträge und des Völkerrechts in das deutsche Industriezentrum an der Ruhr und etwa einen Monat später in das badische Land eingebrochen. In der gewaltsamen Besetzung von Frankfurt a. M. und Hanau und in der Aufrechterhaltung der sogenannten militärischen Sanktionen war der französische Einbruchswille bereits aller Welt klar in die Erscheinung getreten. Im ganzen müssen heute nach dem erfolgten Einbruch ins Ruhrgebiet — das heißt vier Jahre nach Kriegsende — etwa zwölf Millionen Deutsche, das ist rund der fünfte Teil der gesamten Reichsbevölkerung, das Joch fremder Besatzung ertragen. Der finanzielle und wirtschaftliche Schaden, der von der belgischen und französischen Regierung hierdurch der Gesundung der deutschen Wirtschaft und damit der ganzen Weltwirtschaft zugefügt ist, läßt sich auch nicht schätzungsweise übersehen. Mögen die vorstehenden Darlegungen über die Belastung Deutschlands mit den unproduktiven Ausgaben für die Besatzung und die Interalliierten Kommissionen dem deutschen Volke und der Welt zeigen, daß es nicht der „böse Wille" Deutschlands gewesen ist, der den Einbruch in das deutsche Ruhrgebiet verursacht hat.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 33

Rede des Reichsaussenministers Dr. Curtius in Mainz bei der Befreiungsfeier in der Stadthalle in Mainz.

Hochverehrter Herr Reichspräsident! Herr Staatspräsident! Meine Damen und Herren!

Der Herr Reichskanzler Dr.Brüning hat seinen heissen Wunsch, Ihnen in der heutigen Feierstunde Grüsse undDank der Reichsregierung selbst auszusprechen, nicht ausführen können. Die jüngsten politischen Ereignisse in Berlin, die Notwendigkeit, alle Kräfte anzuspannen, um den Haushalt des Reiches zu sichern, Finanzen und Wirtschaft auf eine gesunde Grundlage zu stellen, hat ihn an seine Arbeitsstätte gefesselt.

Auch der Vorgänger des gegenwärtigen Herrn Reichskanzlers, Herr Reichskanzler a.D. Hermann Müller, weilt zu unserem lebhaften Bedauern nicht unter uns. Die gegenwärtige Reichsregierung hatte ihn gebeten, bei der heutigen Feier neben dem Herrn Reichskanzler Dr.Brüning das Wort zu ergreifen. Sie wollte dadurch die Kontinuität der deutschen Gesamtpolitik, insbesondere der deutschen Aussenpolitik, zum Ausdruck bringen und dem Regierungschef die ihm gebührende Ehre erweisen, unter dessen Leitung die Verträge getätigt wurden, die die Befreiung des Rheinlandes ermöglicht haben. Zugleich sollte damit sinnfällig gemacht werden, dass über alle Parteiunterschiede hinweg und trotz aller Kämpfe um materielle Interessen die führenden Staatsmänner mit dem gesamten Volk in den höchsten Fragen der Nation einig zu wirken vermögen. Wir bedauern die Abwesenheit des Herrn Reichskanzlers a.D. Hermann Müller umsomehr, als der Grund für sein Fernbleiben leider in einer plötzlichen Erkrankung besteht.

Der Herr Reichskanzler Dr. Brüning hat mich beauftragt, für ihn und seinen Amtsvorgänger der rheinischen Bevölkerung zu sagen, was die Reichsregierung an diesem Tage bewegt.

Die Freiheit des Rheines, welche die Stimmen der Glocken mit ehernem Laut uns am 30. Juni kündeten, und die eine neues Kapitel der deutschen Geschichte einleiten soll, wurde nicht leicht errungen, Nur etwas, um das mit der ganzen Kraft des Willens, der Seele und des Herzens gekämpft wird, ist ein Gut, das wir schätzen und heilig halten. Das Ringen um die deutsche Freiheit hat an alle die höchsten Anforderungen gestellt. Das besetzt gewesene Gebiet ist gewiss zu bescheiden, um für sich allein alles Verdienst um die endgültige Befreiung des Rheinlandes in Anspruch zu nehmen. Unser ganzes Volk hat mit ihm mitgefühlt und mitgeholfen. Aber diese Hilfe in all ihren Formen konnte nur einsetzen und zu einer das gesamte deutsche Volk durchdringenden Bewegung für die Befreiung des Rheinlandes wirksam werden, weil sie ihre Stütze in der unwandelbaren Treue des besetzten Gebietes fand. Erst diese Bewegung, dieser geistige Kampf des deutschen Volkes für die Freiheit am Rhein, schuf die Möglichkeit, d i e Politik zu treiben, welche in dem Namen des leider zu früh verstorbenen grossen Staatsmannes Dr. Stresemann ihre Verkörperung fand, in Stresemann, der sein Befreiungswerk zu unserem grössten Schmerz nicht mehr erleben durfte. Diese Verständigungspolitik hat uns, bei allen Enttäuschungen und schmerzlichen Rückschlägen, zu dem Ziel geführt, das wir heute erreicht haben, und an dem wir uns in einer Gemeinschaft aller Deutschen die Hände reichen wollen.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 34

Ich brauche Ihnen, den Kämpfern hier, nicht all das Schwere zu schildern ,was Sie durchlebt und durchlitten haben. Mit bewundernswertem Opfermut hat die gesamte Bevölkerung der besetzt gewesenen Gebiete alle Leiden der Besatzungszeit getragen. Mit standhafter Einmütigkeit hat das Volk am Rhein in allen seinen Schichten, insbesondere auch durch die Arbeitershcaft, allen Loslösungsbestrebungen und allen rechtswidrigen Eingriffen einen entschlossenen Widerstand, mit den Waffen des Rechtes und des Friedens, entgegengesetzt. So wird das treue Festhalten der rheinischen Bevölkerung am deutschen Vaterlande in der deutschen Geschichte für alle Zeiten unvergessen bleiben.

Ein grosser Schritt ist vorwärts getan, ein bedeutungsvoller Abschnitt deutscher Geschichte zurückgelegt. Ich weiss, dass ich im Sinne des ganzen deutschen Volkes spreche, wenn ich den Rheinländern und allen denen, die zu diesem Erfolge beigetragen haben, aus vollstem Herzen den aufrichtigsten Dank des Vaterlandes sage. In den Dank seien besonders eingeschlossen die Beamten, Angestellten und Arbeiter des Reiches, der Länder und Gemeinden, der Reichsbahn und der Reichspost, die Ausgewiesenen und die von fremden Gerichten Verurteilten, die rheinische Presse, die rheinischen Abgeordneten und alle führenden Männer und Frauen. Sie alle haben mit der Gesamtbevölkerung durch ihr treues Ausharren und ihre entschlossene Abwehr den heutigen Freudentag ermöglicht.

Freuen wir uns über diesen mit Mitteln des Friedens erforchtenen Sieg der deutschen Sache! Nicht nur um Deutschlands willen und seiner friedlichen Zukunft! Denn wir Deutschen wollen den Frieden, und die rheinische Bevölkerung will ihn am meisten; sie hat ja noch 10 Jahre nahh dem Kriege unter der Fortsetzung des Krieges durch das Mittel der Besetzung gelitten. Sondern freuen wir uns auch um Europas willen! Der Friede ist in Europa dann am besten gesichert, wenn es keine unterdrückten Volksteile gibt. Ein gesundes, lebensfähiges Europa ist auf die Dauer nur möglich, wenn alle seine Glieder gleichberechtigt und gleichgeachtet sind. Die volle Gleichberechtigung schuldet uns die Welt. Die Achtung hängt von der Selbstachtung ab. Wir sind umso mehr geachtet, je mehr alle Welt erkennt, ,dass das deutsche Volk allen Schwierigkeiten der Nachkriegszeit zum Trotz den unerschütterlichen Willen zeigt, mit allen Kräften Ordnung in seinem Hause zu schaffen, die Gegensätze und Spannungen im Sinne einer Volksgemeinschaft auszugleichen und im friedlichen Wettbewerb seinen Wiederaufstieg unter den europäischen Völkern zu vollenden.

Die Besetzung, das Symbol der Unfreiheit, das sichtbarste Zeichen des verlorenen Krieges, gehört der Vergangenheit an. Aber ihre Folgen können sich im Rheinlande noch lange auswirken. Das befreite Gebiet darf davon überzeugt sein, dass die Reichsregierung nach wie vor ihm auch weiterhin seine tätige, wärmste Fürsorge angedeihen lassen wird.

Das hier für Deutschlands Wiederaufsteig Erreichte bestärkt uns in der Überzeugung, dass wir auf dem rechten Wege sind. Noch sind unsere Brüder an der Saar von der Befreiung ausgeschlossen. Ihnen gilt daher heute ein besonderer Gruss. Ihrer und ihres zähen Festhaltens am Deutschtum gedenken wir in dieser Feierstunde. Wir wissen, dass sie in stolzer Selbstgewissheit bereit sind, auch bis zum Ablauf der Versailler Bestimmungen zu warten. Wir selber haben die Pflicht, uns dafür einzusetzen, dass ihr inniger Wunsch auf Rückkehr

/ins

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 35

ins Vaterland, ohne Opferung deutscher Interessen bald erfüllt werde.

Die Wiedergewinnung der Freiheit der rheinischen Lande aber soll uns-mit diesem Apell lassen Sie mich schliessen, - ein Ansporn sein, mutig und entschlossen weiter zu kämpfen, damit Deutschland volle Gleichberechtigung im Kreise der Völker in einer glücklicheren, befriedeten Welt zuteil werde.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 36

Die Rheinische Republik

Die Gründe für die Errichtung eines rheinischen Freistaates und die Vorgeschichte der Proklamation vom 1. Juni 1919

Herausgegeben von der
Vorläufigen Regierung der Rheinischen Republik
zu Wiesbaden im Juli 1919.

Zur Einführung

Was will die Rheinische Republik? Das wahre Deutschtum retten, das vor dem Untergange steht! Das wahre Deutschtum ist nicht das Preußentum, noch viel weniger das slavische Kommunistentum, das uns nach dem verhängnisvollen Krieg den völligen Zusammenbruch zu bringen droht. — Vor der Vernichtung christlicher und überhaupt positiv religiöser Weltanschauung und der Zerstörung aller Bande der Ordnung Deutschland zu behüten, das ist letzten Endes der Zweck der Errichtung der Rheinischen Republik. Die guten Elemente zusammenzufassen, sie zu neuer Arbeit zu befähigen, aufzubauen auf den Fundamenten, die in den Ländern am Rhein noch nicht herausgerissen sind, und dann vom Rhein aus auch das übrige Deutschland wieder zur Gesundung zu bringen, wird die heilige Aufgabe der Rheinländer sein!

Arbeitsfreudigkeit, Fleiß und Redlichkeit, das sind die Eigenschaften, die unsere Väter als wahres Deutschtum uns überliefert haben. Sie sollen uns zu wahrhaft sozialen Taten nach innen befähigen. Nach außen sollen rheinischer Freimut und rheinische Friedfertigkeit den Grundstein legen zu dem neuen Deutschland des Völkerfriedens und der Völkerfreundschaft.

Nach innen und außen: **Aufrichtigkeit!**

Dann erreichen wir unser Ziel! Dann wird an einer gesunden Rheinischen Republik Deutschland genesen!

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 37

Erster Teil.

Die rheinische Bewegung: ihre Entstehung, ihre Begründung, ihre Freunde und Gegner.

Erster Abschnitt.

Wie kam die Forderung eines Freistaates am Rhein?

Die Geburtsstunde des Gedankens der rheinischen Freiheit fällt in die Tage der deutschen Revolution. Als im November 1918 der Sturm der Umwälzung über Deutschland dahinbrauste, als die rote Flut über die festesten Felsen der alten Ordnung: über Jahrhunderte alte Fürstenthrone hinwegstieg und in Berlin als Volksminister gegen den Kultus einen Mann wie Adolf Hoffmann ans Land warf, da konnte es nicht ausbleiben, daß aus dem Westen des Reiches, der Kulturwiege des deutschen Volkes, sich Widerspruch erhob. Obwohl man auch im Rheinland vieles, was die Revolution insbesondere in sozialer Hinsicht versprach, freudig begrüßte, empfand man um so größeren Abscheu gegen gewisse „Kultur"taten, mit denen Deutschland, insbesondere das frühere Königreich Preußen, von Berlin aus heimgesucht wurde, und je ärger die Narrenpolitik der Revolutionshelden wurde, desto lauter erscholl der Ruf: „Los von Berlin!" und die Forderung staatlicher Freiheit für das Volk am Rhein.

Die erste greifbare Form fand die von rheinischen Zeitungen aller bürgerlichen Parteien, besonders von der „Köln. Volksztg.", seit Wochen erhobene Forderung rheinischer Freiheit für rheinisches Land am 4. Dez. 1918 in der großen Volksversammlung in den Sälen der Kölner Bürgergesellschaft. Oberpfarrer Kastert, Geheimrat Trimborn und Chefredakteur Dr. Hoeber sprachen damals mit zündenden Worten von den Bedürfnissen Rheinlands und den Forderungen der Stunde. Die imposante Kundgebung führte zu folgender Resolution:

„Fünftausend rheinische Bürger und Bürgerinnen, am 4. Dezember 1918 in der Bürgergesellschaft zu Köln versammelt, fassen folgende Entschließung:

In Anbetracht der tiefgreifenden politischen Umwälzungen im Deutschen Reiche,

in der Erkenntnis der völligen Unmöglichkeit, in Berlin eine geordnete Regierung zu schaffen,

in der Ueberzeugung, daß die Länder am Rhein nebst Westfalen politisch, kulturell und wirtschaftlich ausreichende staatsbildende Kräfte besitzen,

gibt die Versammlung ihrem festen Willen Ausdruck, die Einheitlichkeit des Reiches zu wahren und den Wiederaufbau eines neuen deutschen Staatswesens von den Ländern am Rhein und Westfalen aus aufzunehmen. Die Versammlung fordert deshalb die anerkannten Vertreter des Volkswillens aller Parteien in Rheinland und Westfalen und den andern Ländern am Rhein auf, baldigst die Proklamierung einer dem Deutschen Reiche angehörigen selbständigen
Rheinisch-Westfälischen Republik in die Wege zu leiten.

Es lebe das freie Rheinland im freien Deutschland!"

Stürmischer, sich immer aufs neue wiederholender Beifall, Hut- und Tücherschwenken folgten auf die Verlesung dieser Worte. Die Anwesenden erhoben sich von ihren Plätzen und stimmten bewegt und einmütig zu. Es war nach dem Bericht der „Kölnischen Volkszeitung" ein weltgeschichtlicher Augenblick, und bei der formellen Abstimmung erklärten sich von den vielen Tausenden der Anwesenden ganze zwei Personen dagegen.

Am 5. Dez. folgte im großen Saale des Gürzenichs die erste Volksversammlung des Freiheitsbundes der deutschen Rheinlande. Die Redner des Abends waren der Demokrat Prof. Dr. Eckert, der Zentrumsredakteur Dr. Hoeber und der sozialdemokratische Reichstagsabgeordnete Meerfeld, von denen vor allem Prof. Eckert sich über die bisherige Stellung der Rheinländer in Preußen und ihre besondere Aufgabe im Reich verbreitete und mit einem dreimaligen Hoch auf die deutsche Freiheit der deutschen Rheinlande brausenden Beifall erntete. Köln übernahm damals als die „heilige Stadt am Rhein", als rheinische Metropole, die Führung in dieser Herzenssache des rheinischen Volkes. Es schien, als wolle es den alten stolzen Spruch wieder wahrmachen: „Kollen eyn croen boven allen steden schoen!"

Zu gleicher Zeit wie in Köln gewann der rheinische Gedanke in Nassau Boden. Er fand hier seinen ersten Ausdruck in einer Serie von fünf Aufsätzen über das Selbstbestimmungsrecht der deutschen Stämme, die vom 26. November ab in der Wiesbadener „Rheinischen Volkszeitung" aus der Feder des Oberlehrers Klaus Kraemer erschienen. Es wurde in diesen Aufsätzen neben der Freiheit in der Einheit mit aller Schärfe auch die Einheit in der Freiheit gefordert, eine Forderung, die in der ganzen Bewegung der Folgezeit in Nassau wie in Rheinhessen und der Rheinprovinz keinen Augenblick von irgend jemand fallen gelassen oder auch nur verdunkelt worden ist. Wer den ganzen Verlauf der Dinge von den ersten Zeitungsartikeln, die sich für die Neueinteilung Deutschlands und die Bildung eines westdeutschen Staates aussprachen, bis zum Wortlaut der Proklamation vom 1. Juni 1919 aufmerksam verfolgt hat, dem muß es geradezu unbegreiflich erscheinen, wie aus verblendetem Fanatismus heraus immer wieder behauptet werden kann, die rheinische Bewegung ziele

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 38

auf Lostrennung von Deutschland hin. Aber die meisten, die das sagen, reden aus Parteileidenschaft, die vor keinem Mittel zurückschreckt, wider besseres Wissen gegen die auch von ihnen erkannte Wahrheit; sie wissen sehr wohl, wie treudeutsch das rheinische Volk gesinnt ist und wie aufreizend es daher wirken muß, wenn man ihm immer von neuem zuruft, es solle vom Reiche losgerissen werden. Und immer wieder gibt es Leute, die den handgreiflichen Unsinn glauben und weitererzählen.

Nein, nicht deshalb, weil im Rheinland irgend jemand sich von den deutschen Brüdern trennen wollte, kam die Forderung eines Freistaates am Rhein, sondern lediglich deshalb, weil das rheinische Volk, wenigstens soweit es echt rheinisch ist, von der neuen preußischen Anmaßung, von den „Kultur"errungenschaften der Revolution: dem Spartakismus, Bolschewismus und Kommunismus, der bis zum Kommunismus der Frau geht, noch weniger wissen will, als von dem früheren Preußentum, das mit seinem Kommißgeist, seinen ostelbischen Machtansprüchen und Umgangsformen im Verkehr mit den „Untertanen" und mit seiner völligen Verständnislosigkeit für eingeborene Art und Sitte zwar auch dem rheinischen Geschmack wenig gefiel, aber immerhin für Ordnung und Sicherheit sorgte, die Staatsmaschine in Gang erhielt und dem friedlichen Bürger Ruhe zur Arbeit garantierte. Die Forderung des selbständigen rheinischen Bundesstaates kam, weil die Erkenntnis durchdrang, daß die zerrissenen Länder am Rhein eine Stammeseinheit, eine Kulturgemeinschaft und ein Stromgebiet bilden, welches mit der Industrie des Niederrheins und der angrenzenden Teile Westfalens zusammen einen lebensfähigen Wirtschaftsbezirk darstellt, daß also diese Gebiete völkisch, kulturell und wirtschaftlich und darum auch politisch zusammen gehören.

Zweiter Abschnitt.

Welche Gründe geboten die Errichtung des westdeutschen Freistaates?

Wir haben vorhin ausgeführt, daß das Verlangen der Rheinländer nach staatlicher Selbständigkeit zunächst einem defensiven Grund entsprang: dem Gefühl der Notwendigkeit energischer Abwehr gewisser „Güter der Revolution", die vom neuen östlich orientierten Berlin aus dem ganzen preußischen Staate aufgezwungen werden sollten. Dieses defensive Moment behält Berlin gegenüber seine Kraft, auch nachdem die ersten Uebergangserscheinungen der Revolution überwunden und die Männer vom Kaliber Adolf Hoffmanns mit ihren unheilvollen innerpolitischen Plänen bereits von der Oberfläche verschwunden sind. Denn immer wieder werden aus diesem halbslawischen Großstadthexenkessel die gleichen giftigen Dämpfe aufsteigen und Deutschlands Kultur und Freiheit mit Tod und Verderben bedrohen. Der negative Grund der Notwendigkeit des Schutzes westdeutscher Art gegen die „Lichtstadt" an der Spree genügt aber für sich

allein noch nicht, um den Gedanken der Aufteilung eines bisher lebensfähigen und machtvollen Staatswesens zu rechtfertigen. Man könnte ja, um diesen negativen Grund zu beseitigen und die Tatsache der deutschen Abkehr von den Berlinern und den anderen östlichen Kulturaposteln vor aller Welt zu dokumentieren, viel einfacher den Sitz der Staats- und Reichsregierung dahin verlegen, wohin er gehört: in eine mittel-westdeutsche Stadt. Es müssen also, soll die Trennung der bisher preußischen Landesteile als notwendig erwiesen werden, gewichtige positive Gründe dafür ins Feld geführt werden.

1. Die Notwendigkeit der Neueinteilung Deutschlands durch organische Staatenbildung.

Auch die leidenschaftlichsten Gegner des westdeutschen Freistaates werden nicht behaupten wollen, daß nach der Absetzung bzw. Abdankung sämtlicher Monarchen die bundesstaatliche Einteilung des Reiches dieselbe bleiben könne wie vor der Revolution. Es wäre ja zu absurd, wenn die größtenteils durch Zufall und Willkür, Krieg, Tausch, Heirat und dynastische Hauspolitik entstandenen, durch keinerlei inneren Grund gegebenen Landesgrenzen der zahlreichen Duodezstaaten einer vergangenen Zeit, nachdem die angestammten Herren dieser Kleinstaaten verschwunden sind, in die neue Zeit mit hinübergenommen werden sollten. Die einfachste Lösung der ganzen Frage wäre ohne Zweifel die, daß man aus den Trümmern aller bisherigen deutschen Einzelstaaten einen Einheitsstaat bildete. Diese Lösung der Reichsfrage, die — wenn auch wohl in der Hauptsache nur aus Parteiinteresse — vor allem im preußischen Sozialistenlager verlangt wird, ist aber nach Lage der Dinge in Deutschland nicht möglich. Der Prozeß, der sich bei andern Völkern — ein klassisches Beispiel ist Frankreich — vor Jahrhunderten vollzog und der für die Bildung mächtiger Nationen von der größten Bedeutung war, kann sich in Deutschland deshalb nicht ohne weiteres und nicht auf einen Schlag wiederholen, weil hier die Voraussetzungen wesentlich anders liegen. Wäre die Reichsbildung, wie man sie jetzt bei den zentralistisch gesinnten Sozialisten plant, vor einem halben Jahrtausend geschehen, als unser Volk noch jugendlicher war, noch mehr in den Anfängen staatspolitischer Entwicklung stand, so hätte sich in der langen Zeit eines gleichsam ehelichen Gemeinschaftslebens unter den deutschen Stämmen — trotz ihrer ohne Zweifel mehr als bei andern Völkern vorhandenen individualistisch-partikularistischen Veranlagung — eine gewaltige innere Entwicklung zur Gesamtvolkseinheit vollzogen. Aber die Geschichte ist anders verlaufen. Angeborener Stammescharakter, jahrhundertelanger Einfluß einst macht- und kraftvoller Dynastien, religiös-konfessionelle Besonderheit und die Ausgestaltung einer Reihe von Kulturzentren, meist älter als die Reichshauptstadt, haben besonders im Süden Staaten von so ausgeprägtem geistigen Eigenantlitz entstehen lassen, daß an ein Zusammenwachsen dieser staatlichen und völkischen Gebilde mit den so grundanders gearteten Norddeutschen nicht mehr zu denken ist. Tatsächlich haben ja auch bereits, seitdem dieser Gedanke auftauchte, zahlreiche

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 39

Stimmen aus dem Süden gegen eine Verbindung mit dem Norden auf Gedeih und Verderb den schärfsten Widerspruch erhoben. Junge Zweige kann man noch umeinander winden, ausgewachsene Aeste nicht mehr.

Wenn hiernach an ein in allen Dingen zentralistisch regiertes Einheitsreich nicht mehr gedacht werden kann, so ergibt sich die Frage, nach welchem Grundsatz denn die Einzelstaaten des deutschen Reiches der Zukunft zu gestalten sind, nach welchem Prinzip der Baugrund neu vermessen werden soll. Daß alle die kleinen und kleinsten bisherigen Bundesstaaten in ihrer aus äußerlich und innerlich überlebter Geschichte herrührenden buntscheckigen Gestalt und Zahl erst abgebrochen werden müssen, darüber kann vernünftigerweise nur eine Meinung sein. Aber wem soll das Terrain zufallen? Der geographischen Lage der alten Fürstenstaaten und den Berliner Wünschen nach natürlich Preußen. Durch solchen Zuwachs aber würde Preußen noch mehr, als es bisher schon war, für die kleineren süddeutschen Staaten, die bestehen bleiben wollen und sollen, einfach erdrückend. Es wäre jedes innerdeutsche Gleichgewicht zerstört, der Süden Deutschlands der immer weiter fortschreitenden Annexion durch den Norden von vornherein ausgeliefert. Wenn er nicht — die schlimmste Folge, die bei solcher Gestaltung der Dinge eintreten könnte — sich im Drang nach persönlicher Freiheit von dem ungleichen Partner loslöste und damit die Reichseinheit sprengte. Soll der neue Reichsbau Bestand haben, so muß Symmetrie und Harmonie in ihm herrschen. Kein Teil darf den andern erdrücken, ihm Licht und Luft wegnehmen, die seine Bewohner zum Leben und Atmen brauchen.

Ist damit das Machtverhältnis, das zwischen Norden und Süden bisher bestand und das fürderhin noch erheblich ungleichmäßiger werden würde, schon aus Gründen praktischer Lebensnotwendigkeiten für die Zukunft als unhaltbar erwiesen, so fehlt ihm nach dem großen Umschwung der Dinge in Deutschland auch jede äußerliche Berechtigung. Das alte Preußen beruhte in seiner zuletzt erreichten Machtfülle auf dem Kriege von 1866. Damals erstritten sich die Hohenzollern gegen die Habsburger und Wittelsbacher das Uebergewicht in Deutschland. Dieses preußische Uebergewicht war eine Zeitlang notwendig, notwendig solange, bis das Bewußtsein der Reichseinheit allen deutschen Stämmen zum unverlierbaren Besitz geworden war. Da diese geschichtliche Mission des preußischen Staates jetzt erfüllt ist, so hat Preußen nach dem Sturze des Kaisertums als Uebermacht gegenüber dem andern Deutschland keine Existenzberechtigung mehr.

Was soll nun aus dem zweck- und führerlos gewordenen alten preußischen Staat, was aus dem deutschen Reiche werden? Wie soll das kommende Reich aussehen? Die Hemmnisse, die bisher die völlig freie Gestaltung Deutschlands hinderten: die Rücksichten auf Dynastien, existieren nicht mehr. Wir stehen vor der Aufgabe eines völlig neuen Aufbaues von den Fundamenten her. Das Bildungsprinzip des zu schaffenden Reichskörpers kann, wenn dieser dauernde, von innen her wirkende Lebenskraft haben soll, nur ein organisches sein. Das organische Prinzip für Staatenbildung aber ist Stammes-, Kultur- und Wirtschaftsgemeinschaft. In restloser Einheit ist dieses Prinzip allerdings heute nicht mehr durchzuführen. Die Durcheinanderschiebung der Bevölkerung, die

starke Verflechtung wirtschaftlicher Beziehungen zwischen Nord und Süd, Ost und West, ein weitgehender Gemeinschaftsbesitz an Kulturgütern läßt scharfe Abgrenzungen nicht überall zu. Dennoch ergibt sich dem betrachtenden Blick eine Reihe von Möglichkeiten, den Aufbau der Teilstaaten organisch zu gestalten. Man könnte Deutschland in Stromgebiete einteilen und würde so ein Donauland, ein Rhein-, Weser-, Elbe-, Oder- und Weichselland erhalten. Man könnte außer verschiedenen weiter oder enger abgegrenzten Wirtschafts- und Verkehrsbezirken verschiedene Gebiete von eigentümlicher Kulturgemeinschaft oder von besonderer Stammeseigenart der Bevölkerung nebeneinanderstellen. Nach welchem Einteilungsgrundsatz man aber auch vorgehen mag, immer sind die Rheinlande eine zusammengehörige, nur staatlich noch nicht zusammenhängende Einheit: geographisch ein Stromgebiet mit einer mitten hindurchgehenden Handels- und Verkehrsstraße von größtem Ausmaß, völkisch eine Stammeseinheit von weltbekanntem, besonderem Volkscharakter, kulturell vom Oberlaufe bis zu den Grenzen der Niederlande ein einziger blühender Garten von rheinischer Eigenart, geschichtlich ein Land von 2000jähriger Schicksalsgemeinschaft, ökonomisch endlich — worauf es für die Zukunft besonders ankommt — in Verbindung mit Westfalen eine Wirtschaftsgemeinschaft von fast welthandelspolitischer Selbständigkeit.

Die Erkenntnis des unüberwindlichen Widerstandes der Süddeutschen — mit Einschluß des größten Teils auch der süddeutschen Sozialisten — gegen die völlige Verschmelzung mit dem preußischen Norden zu einem deutschen Einheitsstaat, die Einsicht in die Notwendigkeit einer Neueinteilung Deutschlands nach den Grundsätzen innerlicher Zusammengehörigkeit der einzelnen Bundesstaaten, insbesondere das Verständnis für die Unabwendbarkeit einer Zerlegung Preußens in seine natürlichen Glieder, beschränkt sich übrigens keineswegs auf die Freunde des westdeutschen Freistaates und Zentrumskreise. Denn daß Preußen trotz seiner langen Einheitsgeschichte als Staat ein Problem geblieben ist, vermögen nur diejenigen nicht zu erkennen, denen es ganz und gar an der Fähigkeit fehlt, aus dem äußeren Umkreis des Gewohnten herauszutreten und die Dinge unbefangen auf ihre Unterlagen hin zu betrachten. Der aus recht heterogenen Bestandteilen zusammengesetzte Staat Preußen hatte nur so lange innere Tragkraft und Existenzberechtigung, als ein starkes Königtum ihn nicht nur äußerlich, sondern auch innerlich zusammenhielt. Nun, da das einigende Band gefallen ist, fallen auch die einzelnen Bestandteile nach dem Gesetz der Schwerkraft wieder auseinander. Man braucht von bekanntgewordenen Persönlichkeiten nur an den von Hause aus ohne Zweifel gut preußisch gesinnten Oberpräsidenten von Batocki, an den hochoffiziösen Prof. Dr. Preuß von der Deutschen Demokratischen Partei und an den sozialdemokratischen Abgeordneten und Unterstaatssekretär im Verfassungsausschuß der Nationalversammlung Dr. Quarck zu erinnern, um zu zeigen, daß der Aufteilungsgedanke bei klar sehenden und sachlich denkenden Männern aller Parteien und Richtungen Eingang gefunden hat; man braucht nur daran zu erinnern, was der Verfassungsausschuß der Deutschen Nationalversammlung in Weimar in seiner Sitzung vom 20. März mit den Stimmen des Zentrums, der Sozialdemokraten, der Stimme eines Demokraten und der Stimme

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 40

eines Deutschnationalen Volksparteilers — Staatsminister a. D. Dr. Delbrück — beschlossen hat:

„Die Gliederung des Reichs in Länder soll im Sinne der wirtschaftlichen und kulturellen Höchstleistung, unter möglichster Berücksichtigung des Willens der beteiligten Bevölkerung erfolgen. Die Neubildung von Ländern oder die Aenderung ihres Gebiets durch Vereinigung oder Abtrennung von Gebieten kann durch Reichsgesetz erfolgen, wenn sie durch den Willen der Bevölkerung gefordert wird oder ein überwiegendes Allgemeininteresse sie erheischt. Der Wille der Bevölkerung ist durch die Abstimmung der wahlberechtigten Einwohner festzustellen, die auf Antrag eines Viertels der Stimmberechtigten oder der politischen oder kommunalen Vertretung eines Viertels der beteiligten Bevölkerung durch die Reichsregierung anzuordnen ist. Entstehen bei der Vereinigung oder Abtrennung Streitigkeiten über die Vermögensauseinandersetzung, so entscheidet der Staatsgerichtshof für das Deutsche Reich."

2. Die Notwendigkeit der Erhaltung des inneren Friedens und der staats- und reichsfreudigen Gesinnung.

Gegen diesen Beschluß des Verfassungsausschusses in Weimar begann die preußische Regierung aus partikularistischem Eigennutz, um nur ihre Machtfülle ungeschmälert aufrecht zu erhalten, sofort mit allen Mitteln Sturm zu blasen, anstatt die Entscheidung über die westdeutsche Frage ruhig einer Volksabstimmung in den beteiligten Gebieten zu überlassen. Sie wußte wohl, daß das Ergebnis einer Abstimmung nicht zweifelhaft gewesen wäre, und darum wurde — im Zeitalter der „Demokratie"! — die Befragung des Volkes von Berlin aus hintertrieben. Unbegreiflicher aber bezeichnender Weise schloß sich auch die Reichsregierung diesem Vorgehen der preußischen Regierung an. Den Abgeordneten, die im Verfassungsausschuß die Kühnheit besessen hatten, für den Beschluß zu stimmen, wurde kein Zweifel darüber gelassen, daß in Preußen der Beschluß als nichtig erklärt werden würde und daß es deshalb sinnlos sei, sich weiter zu bemühen.

Dem Reichsinteresse ist mit der bald listigen, bald brutalen Verhinderung der Aeußerung des Volkswillens freilich nicht gedient. Das Reichsinteresse erfordert, daß die Bewohner aller deutschen Gaue ihre Zugehörigkeit zum Reich in derjenigen bundesstaatlichen Form verwirklicht sehen, die dem Wunsch und Willen der tatsächlichen Mehrheit der Bevölkerung in den betreffenden Gebieten entspricht. Dadurch wird das politische Wohlbehagen zunächst im engen Kreis gesichert. Fühlen sich aber alle Stämme gleichsam als Familien jeder in seinem besonderen Hause wohl, so wird dieses Gefühl sie um so bereitwilliger machen, wie selbständige, gleichberechtigte Bürger einer Gemeinde mit Hingabe an die Lösung der Aufgaben des Ganzen d. h. des Reiches heranzutreten. Was im gewöhnlichen bürgerlichen Leben gilt, das gilt im übertragenen Sinne auch für das Leben im Staat: nicht die Kasernen mit Zwangswohnungsgemeinschaft sind das Ideal, das die einzelnen Familien innerlich zusammenführt, sondern die eigene Heimstätte für jedermann, die er nur als Teil des Ganzen betrachten, aber für sich bewohnen soll. So werden die Reibungsflächen vermindert,

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 41

so wird die Eintracht gefördert und damit dem gemeinen Wohle gedient. Glaubt man denn in Berlin und an den andern Stellen, wo der Kampf gegen den westdeutschen Staat mit Büttelgewalt, Hochverratsparagraphen und Zuchthausandrohung geführt wird, wirklich im Ernst, mit solchen Mitteln könne man die Rheinländer, die den Gedanken ihrer Zusammengehörigkeit und ihres Rechtes auf staatliche Selbständigkeit klar erfaßt und ihm unzweideutig Ausdruck gegeben haben, wieder dazu bringen, sich als Preußen zu fühlen? Sie sind niemals Preußen gewesen. Nachdem die Bewohner der heutigen Rheinprovinz gemeinsam mit den Westfalen 1815 auf dem Wiener Kongreß lediglich durch diplomatisches Ränkespiel dem preußischen König Friedrich Wilhelm III. ganz ohne gegenseitige Zuneigung geradezu aufgezwungen worden waren, nachdem die Nassauer 1866 sehr gegen ihren eigenen Wunsch und Willen sich mit den Preußen „uniert" sahen, haben sie als loyale Untertanen den Hohenzollern in leichten und schweren Tagen die Treue gehalten. Es war zwar nur eine kühle Verstandesehe; die beiden Partner ergänzten sich, so gut es eben ging: hier der weichere Teil von feinerem Empfinden, dort der robustere von kräftigerem Wollen. So stellte sich im Laufe der Zeit sogar etwas wie Liebe ein. Diese Liebe (wenn man so sagen darf) d. h. Bereitschaft zu äußerem und schließlich auch zu innerem Zusammengehen galt jedoch von rheinischer Seite nur gewissen guten Eigenschaften: der christlichen Staatsfundamentierung, dem Sinn für Ordnung und Zucht und der steifleinenen Rechtschaffenheit. Die Hohenzollerndynastie, die Wurzel und Verankerung dieser Art des Preußentums, aber ist durch die Berliner Hochverräter vom November 1918 — nach menschlichem Ermessen für ewige Zeit — gestürzt. Vom alten Preußen ist nur noch die Form übrig: der zwar herbe, aber nicht ungesunde Wein von ehedem ist ausgelaufen und eine trübe Flut füllt das stehengebliebene Berliner Gefäß. Von diesem neuen Berlin wollen die in der Politik bürgerlich denkenden, im öffentlichen Leben auf Ordnung und ehrlichen Arbeitsfleiß haltenden echten Rheinländer (die Spartakiden in Köln, Düsseldorf und anderswo sind keine Rheinländer, sondern eingewanderte oder auch eigens entsandte landfremde Elemente) nichts wissen. Sie glauben auch nicht mehr, daß die preußische Hauptstadt je wieder wird, was sie vordem war. Wie sollten sie es glauben können, wenn auf dem Sozialdemokratischen Parteitag in Weimar sogar der Genosse Noske sich zu der Erklärung genötigt sah: „Berlin mit seinen unsicheren Elementen und seinem Lumpengesindel ist eine dauernde Gefahr." Wohlgemerkt: es ist der sozialdemokratische Reichswehrminister, der das erklärte, und was Noske mit offenen Worten aussprach, darf man am Rhein doch auch wohl denken. Die zahllosen Mord- und Schandtaten der Angehörigen der neuen „herrschenden Klasse" in Berlin und ihrer Freunde an anderen Plätzen haben die rheinische Bevölkerung mit Ekel und Abscheu erfüllt; die ganze Zeit der nationalen Scham seit den Tagen des großen Hochverrats am deutschen Volk hat die Kluft nur noch vergrößert, und darum wird der Ruf: „Los von Berlin!" trotz aller Gendarmen am Rhein nicht verstummen.

Einen besonderen Ton in dem Chor der Disharmonie zwischen den Bewohnern der Westmark und den halbslawischen Propheten aus dem Osten

bildet der Gegensatz in der religiösen und moralischen Lebensauffassung. Wir reden damit nicht von einem Gegensatz der verschiedenen Konfessionen. Denn religiös und konfessionell ist nicht dasselbe. Wir haben auch im Westen neben den Katholiken einen recht hohen Prozentsatz protestantischer Bevölkerung. Aber diese Protestanten sind in ihrer weit überwiegenden Mehrheit gute evangelische Christen. Ihr praktisches Christentum hat sich — vielleicht durch den Wettbewerb in den gemischten Gegenden — auf ganz anderer Höhe gehalten als jenes in den atheistischen Hochburgen des Nordens und Ostens, wo schon vor dem Kriege die Kirchenaustrittsbewegung einen riesigen Umfang angenommen hatte. Es herrscht bei den beiden großen christlichen Konfessionen im Westen durchweg ein edler Wetteifer in der religiösen Lebensgestaltung und ein weitgehendes gegenseitiges Verständnis, das sie zusammenführt in der Abwehr gegen den moralischen Nihilismus und radikalen Atheismus, der jetzt von Berlin aus mit den Mitteln der Gesetzgebung und Staatsverwaltung, also durch Gewalt, auch nach dem Westen verpflanzt werden soll. In der Zeit, da wir noch ein christlich orientiertes „Preußisch-Berlin" hatten, war diese Abwehrgemeinschaft nicht nötig; wie weit sie seit der Errichtung der Herrschaft von „Spartakiden-Berlin" bereits gediehen ist, zeigte am besten der Wahlkampf des letzten Winters. Für das positive Judentum gilt genau das Gleiche; das Verhältnis zwischen ihm und den beiden christlichen Konfessionen ist im Rheinlande stets ein gutes gewesen.

Faßt man die Differenzpunkte in Charakter und Gesinnung der Leute am Rhein von ihren derzeitigen Beherrschern zusammen, so ergibt sich, daß diese keine gedeihliche Gemeinschaft mehr bilden können. Würde der Rhein weiter durch Gewalt mit Berlin verbunden bleiben, so wäre die Zwietracht für immer da. Es gäbe ewig unzufriedene preußische Zwangsbürger. Staatsverdrossenheit aber ist der beste Nährboden für Reichsverdrossenheit. Diese aber wäre die allerbedenklichste Stimmung, die in der grade jetzt auf lange Zeit hinaus national so gefährdeten Westmark einreißen könnte. Wer des Reiches Schaden nicht wünscht, bekämpfe den preußischen Partikularismus, der den Rheinländern ihr Home rule nicht bewilligen will.

3. Die besondere Aufgabe des Westens beim inneren Wiederaufbau Deutschlands.

Alle politisch Vernünftigen von der äußersten Rechten bis zu den gemäßigten Sozialisten sind sich darüber einig, daß es für unseren materiellen und kulturellen inneren Wiederaufbau keine schlimmere Gefahr gibt, als den Wahnsinn des Bolschewismus. Aus dem Osten Europas kommend, ist diese Krankheit in Deutschland eingedrungen und hat auch hier zahllose Köpfe verwirrt. Wenn es auch zeitweilig den Anschein hat, als ob sie am Erlöschen sei, so wäre es doch ein gefährlicher Optimismus, sie für überwunden zu halten. Ja, es ist nicht einmal anzunehmen, daß das Unheil bereits seinen Höhepunkt überschritten hat. In Rußland tobt der Greuel schon im dritten Jahre, und noch ist keine Heilung zu sehen. In Deutschland wächst die Anhängerschaft der radikalen Revolutionäre, wie die „unabhängige"

Presse triumphierend verkündet, von Tag zu Tag. Daß wir hier im westlichen Grenzgebiet die Segnungen des Bolschewismus bis jetzt noch nicht praktisch erfahren haben, liegt an der Tatsache der fremden Besatzung, über die sich in der Hinsicht jeder ruhige Bürger freut, mag er den Zustand im übrigen empfinden wie er wolle. Die Tatsache der Besetzung aber reicht auf die Dauer zur Abwehr der politischen Seuche nicht aus. Wenn im übrigen Deutschland die Räteherrschaft zur Einführung gelangt, was nach der Entwicklung der Dinge gar nicht unwahrscheinlich ist, so wird auch das Rheinland, so lange es dem preußischen Staatsverbande angehört, trotz seiner in überwältigender Mehrheit bürgerlich denkenden Bevölkerung davon nicht ausgenommen bleiben, es wird von der preußischen Mehrheit majorisiert werden. Der Durchführung des Bolschewismus kommt dann der Umstand zustatten, daß grade da, wo er am meisten natürlichen Nährboden hat, nach den Bestimmungen des Friedensvertragsentwurfs die Besatzung zuerst weggenommen werden soll. Ueberall, wo diese abzieht, wird sofort unter der Leitung „unabhängiger" Führer und der Werkhilfe kampferprobter Umsturzfanatiker aus dem Norden und Osten der Bolschewismus einziehen. Einige Häuflein preußischer Spartakiden, denen es an Zulauf aus den Großstädten natürlich auch im Rheinland nicht fehlen wird, werden mit dem Argument des Maschinengewehrs und der Handgranate beweisen, daß die Diktatur des Proletariats nun die geltende Staatsverfassung ist. Und das rheinische Bürgertum, das ja auch in Zeiten politischen Sturmwinds nur einen „legalen" Weg des Widerspruchs kennt, wird sich der „legalen" preußischen Rätcautorität beugen. Die einzige Schutzmauer, die es sich rechtzeitig errichten kann, ist der selbständige rheinische Staat. In diesem haben die bürgerlichen Parteien unter allen Umständen die Mehrheit und damit jederzeit die Macht, gegen den Weltbrand von Osten her um das eigene Gebiet einen schützenden Graben zu ziehen, bis das unheimliche Feuer sich ausgerast hat. Eine Stelle in Deutschland aber muß von der verzehrenden Flamme verschont bleiben, damit nach dem Erlöschen ein Punkt übrig ist, von dem aus die Wiederherstellung des Ganzen beginnen kann. Und damit kommen wir zur positiven Seite der besonderen Aufgabe des Westens beim inneren Wiederaufbau Deutschlands.

Die schwierigste Aufgabe, die der verlorene Krieg dem deutschen Volke hinterlassen hat, ist ohne Zweifel der Wiederaufbau seiner Volkswirtschaft. Deutschland hat nicht nur eine ungeheure, durch eigene Kriegsausgaben verursachte Schuldenlast zu verzinsen und zu tilgen, es hat außerdem eine in der Weltgeschichte unerhörte Kriegsentschädigung an die Sieger zu zahlen. Die Last der öffentlichen Abgaben, die vor dem Krieg jährlich rund fünf Milliarden betrug, wird sich nach Dernburgs amtlicher Schätzung in Zukunft auf 25 Milliarden im Jahr belaufen. Diese ungeheuerlichen Beträge sind nur aufzubringen, wenn das ganze Volk in allen Berufsschichten sich mit der ernstesten Anstrengung der Arbeit und Sparsamkeit zuwendet. Was sehen wir statt dessen überall? Arbeitsunlust und Genußsucht im erschreckendsten Umfang, Streiks und Erwerbslosenunterstützungsansprüche, die nicht zu erfüllen sind. Die Arbeitslosigkeit wird zum Beruf gemacht; sie organisiert sich und stellt unter Androhung von Gewalt Forderungen ohne Sinn und Verstand, wie es am 19. Juni in Frankfurt a. M. geschehen ist,

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 42

wo die Arbeitslosen von der Stadtverwaltung unter Androhung von Gewalt ihr „Gehalt" für drei Monate im voraus verlangten, mit der Begründung, daß die Beamten ja auch ihr Gehalt für ein Vierteljahr im voraus bezögen — ein Beispiel, das als typisch für das ganze unbesetzte Reich gelten kann. Diejenigen Arbeiter aber, die noch wirklich arbeiten, werden, nachdem der Achtstundentag eingeführt ist, bereits von gewissenlosen Demagogen aufgehetzt, den Sechsstundenarbeitstag zu verlangen usw., bis zu dem endlichen Ziele des Zusammenbruchs aller bestehenden Ordnung, der Zerstörung aller Fundamente.

Von diesem wirtschaftlichen Wahnsinn der Massen in den Großstädten gibt es keine Heilung, wenn nicht irgendwo im Reich praktisch mit der Sanierung begonnen wird. Dazu liegen aber die Vorbedingungen nirgends so günstig wie im Westen. Hier ist — abgesehen von einigen Plätzen und Gegenden am Niederrhein — das Element, welches die Unhaltbarkeit der jetzigen Zustände begreift, noch so sehr im Uebergewicht, daß es Remedur schaffen könnte, wenn das Land sein eigenes Parlament und seine eigene Verwaltung hätte. Zudem ist hier der wirtschaftliche Zusammenbruch infolge der Okkupation noch nicht so weit vorgeschritten, daß die Wiederaufbaumöglichkeit gefährdet wäre. Endlich wird die fremde Besatzung noch auf lange Zeit hinaus für Ruhe und Sicherheit garantieren. Gelangt auf diesen Unterlagen im deutschen Westen die Arbeit wieder zu der ihr gebührenden Ehre, kommen Handel und Wandel erneut in Gang, wird die deutsche Ware aus diesen Gebieten durch eine gesunde Arbeitslohn- und Lebensmittelpreispolitik wieder konkurrenzfähig auf dem Weltmarkt, wird hierdurch die Nachfrage nach unseren Arbeitserzeugnissen und damit die Arbeitsgelegenheit fortdauernd gesteigert, so kann es gar keinem Zweifel unterliegen, daß dieser sichtbare Erfolg gesundender Volkswirtschaft im Innern des Reiches wie ein Magnet wirken muß. Ueberall wird dadurch der bürgerliche Gedanke eine mächtige Stärkung erfahren und den Kommunisten für ihre gemeingefährlichen Wirtschaftsexperimente der politische Wind aus den Segeln genommen. Insbesondere wird den Radikalen — außer den Nachläufern, die sie aus den Reihen der Ewigblinden immer haben werden — aus der großen Masse niemand mehr Gehör schenken. Gelingt es, in einem auf sozialer Grundlage bürgerlich geordneten Bundesstaat zu zeigen, wie durch Fleiß und Sparsamkeit neues Leben erblüht, so wird die politische Anziehungskraft dieses Ordnungsstaates die Hoffnung wahrmachen, daß am rheinischen Wesen noch einmal das Reich genesen soll. Sollte das gute Beispiel allein aber nicht genügen, so wird die gesunde Rheinische Republik ihren Einfluß als Bundesstaat des Deutschen Reiches so zur Geltung bringen, daß nötigenfalls die Gesundung der Verhältnisse auch im übrigen Deutschland erzwungen wird.

4. Der Wert eines Rheinstaates in außenpolitischer Hinsicht.

Zu der innerpolitischen Bedeutung des Rheinstaates für die Gesundung des ganzen Reiches tritt sein Wert in außenpolitischer Hinsicht. Jedermann weiß, und dieselben sozialistischen Blätter, die heute so leidenschaftlich für die Erhaltung Großpreußens eintreten, haben es vor dem Krieg

und (soweit es ihnen möglich war) auch noch während des Krieges immer wieder betont: daß der Haß der im Kriege gegen uns verbundenen Welt sich nicht so sehr gegen die Deutschen überhaupt wie gegen das typische Preußentum richtet. Das Preußentum und mit ihm der preußische Staat stehen in der Welt nun einmal im Ruf des rücksichtslosen Eroberergeistes. Das ist vor allem außerhalb Deutschlands so allgemeine Volksansicht, daß es uns nicht wundernehmen kann, wenn unsere westlichen Nachbarstaaten Frankreich und Belgien, nachdem wir besiegt, durch die Mithilfe unserer Revolutionspatrioten so restlos besiegt sind, alle denkbaren Mittel ergreifen, um sich für die Zukunft gegen das kriegerische Deutschland (d. h. in ihrem Sinne gegen Preußen) zu sichern. Die außerordentlichen militärischen Garantieforderungen, deren sichtbarste und für die betroffenen Gebiete wie für ganz Deutschland einschneidendste die lange Dauer und große Stärke der Besatzung ist, wären ohne Zweifel viel geringer oder würden auch jetzt noch erheblich gemäßigt, wenn durch Bildung des westdeutschen Sonderstaates, gerade weil dieser im Verband des Reiches bliebe, mehr politische Bürgschaft gegen einen plötzlichen „preußischen Ueberfall" gegeben würde. Für den Preis, nicht mehr direkt an Preußen grenzen zu müssen, wäre Frankreich aus größerem Vertrauen heraus ohne Zweifel zu beträchtlichen Milderungen bereit. Ueberhaupt wird in Zukunft die ganze Außenpolitik des Deutschen Reiches umsomehr Vertrauen finden, je mehr der spezifisch preußische Einschlag in ihr zurücktritt. Am augenscheinlichsten wird das aber sein, wenn Preußen auch äußerlich aus der Rolle der alles beherrschenden Vormacht herausgedrängt ist.

Mit diesem Erfolg der Beseitigung oder wenigstens Minderung des allgemeinen Mißtrauens der Welt gegen Deutschland ist die außenpolitische Bedeutung der Gründung eines Freistaates am Rhein nicht erschöpft. Der Freistaat hat vor allem auch die positive Aufgabe der nach den Jahren des Völkerhasses im Weltkrieg so unerläßlich notwendigen Wiederannäherung der Völker Europas, besonders der Kulturvölker Westeuropas, zu erfüllen. Der rheinische Staat würde den größten Teil des alten Frankenstammes umfassen, dem auch nicht unbeträchtliche Teile der Bevölkerung Belgiens und Nordfrankreichs angehören. Nach Westen nicht fremd, mit dem Osten Mitteleuropas als Gliedstaat des Deutschen Reiches aufs engste verbunden, wäre die Republik am Rhein im besten Sinne ein Land der Mitte, eine Völkerbrücke in eine friedlichere Zukunft. Diese hochbedeutsame kulturelle Mission aber kann eine von stammesfremdem Beamtentum und preußischem Uniformgeiste bevormundete Rheinprovinz niemals erfüllen. Daß man die hervorgehobene positive Aufgabe des westdeutschen Staates in außenpolitischer Hinsicht auch in liberalen Kreisen erkennt, beweist ein Artikel des „Köln. Tageblattes" von Anfang Dezember 1918. Dieses liberale echt rheinische Blatt, das im Gegensatz zu der von der preußischen Regierung dirigierten „liberalen" „Köln. Zeitung" den Ruf nach der rheinisch-westfälischen Republik sympathisch aufnahm, schrieb damals: „Was das Kölner Zentrumsblatt, was die Redner in der Zentrumsversammlung für die Notwendigkeit einer solchen Republik ins Feld geführt haben, war zweckmäßig und treffend. Es will uns aber scheinen, daß

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 43

über alle Zweckmäßigkeiten hinaus für diese Forderung vor allem der Grund einzusetzen ist, daß nur so uns die Ueberleitung in die neue Zeit ermöglicht wird. Die Rheinländer haben eine historische Mission zu erfüllen; sie haben die Brücke herzustellen, die aus dem alten Europa ins neue führt, die die Völker der neuen Demokratie mit den demokratischen Völkern der Tradition verbindet. Wie anders können aus den alten verbitterten und wesensfremden Feinden einander vertrauende Völkerbundsgenossen werden, wenn nicht die dazu geeigneten Volksteile die Rolle der Vermittelnden übernehmen wollten? Mehr will und kann eine Rheinische Republik nicht leisten; aber wenn ihr diese Lösung gelänge, so würde sie sich in gleicher Weise um die Zukunft Deutschlands wie der ersehnten Völkergemeinschaft verdient machen. Wenn man sich einkapselt in die alten historischen Begriffe, wenn man die chinesischen Mauern, die den Zeiten entsprachen, als sich die Völker nur als Objekte kriegerischer Behandlung ansahen, beibehält oder höher führt, dann gefährdet man das Aufkommen der zarten Blume, deren Wachstum ohnehin in diesen rauhen Zeiten Unbilden mancher Art ausgesetzt ist. Die Idee einer Rheinischen Republik sollte deshalb nicht nur aus dem Begriff der Einheit der Nation heraus erörtert werden, sondern auch, und zwar viel stärker im Hinblick auf die Völkerverbindung, auf die Ueberbrückung der alten nationalen Gegensätze. Der deutsche Sinn der Rheinländer braucht bei einer vorurteilslosen, aber zeitgemäßen Behandlung dieser Zukunftsfrage keinen Schaden zu nehmen."

5. Die Unhaltbarkeit des jetzigen Zustandes für die Zeit der Besetzung.

Zuletzt möge noch ein praktisches Moment angeführt werden, das die Errichtung eines besonderen rheinischen Staates fordert: es beruht in der durch die Friedensbedingungen eingetretenen und für die lange Zeit der Besetzung bestehenden Unmöglichkeit, das okkupierte Gebiet von den bisherigen vier Landesregierungen in Berlin, Darmstadt, München und Oldenburg aus zu verwalten und in den aus dieser Unmöglichkeit sich ergebenden Folgerungen.

Mit der Unterzeichnung des Friedensvertrages wird das ganze besetzte Gebiet einen eigenen Verwaltungsbezirk bilden. Die Beamten in Rheinhessen z. B. werden nach dem Wortlaut der Bestimmungen keine Weisungen mehr aus Darmstadt erhalten, sondern gelten als deutsche Reichsbeamte, unterstehen also der Reichsregierung in Berlin. Für das besetzte Gebiet gibt es verwaltungstechnisch kein Preußen, Bayern, Hessen und Oldenburg mehr, sondern nur noch ein Deutschland. Damit ist für die Zeit der Besetzung faktisch ein neues Reichsland geschaffen. Nehmen wir hier zunächst einmal an, daß die Reichsregierung tatsächlich in der Lage sein wird, in die Verwaltung der besetzten Gebiete wirksam einzugreifen, d. h. (wie man das im Amtsdeutsch nennt) zu regieren. Sicher ist das keineswegs, ja es ist, wie wir weiter unten darlegen, nicht einmal wahrscheinlich; aber selbst wenn die kühnsten Erwartungen Tatsache werden sollten — wie denkt man sich dann eigentlich die Verwirklichung? Das preußische Gebiet

hat andere Bestimmungen als das bayerische, hessische und oldenburgische. Es müßte also in Berlin eine eigene Behörde für das „Reichsland" gebildet werden. Daß auch das noch zu den schlimmsten Unzuträglichkeiten führen müßte, ist ohne Zweifel. Das Unzulängliche wäre hier Ereignis. Denn wenn auch eine eigene Zentralbehörde in Berlin geschaffen würde, so wäre damit der Bevölkerung der besetzten Gebiete noch lange nicht gedient. Die letzte Instanz, die alles regelt, muß im besetzten Gebiet selbst liegen, denn nur dann kann sie gedeihliche Arbeit leisten. Zu welchen unhaltbaren Zuständen das bisherige System der Verwaltung von Berlin aus schon während der Zeit des Waffenstillstandes geführt hat, zeigt ein drastisches Beispiel, das uns kürzlich berichtet wurde: Der Kreis Montabaur, der, wie im Westen jedes Kind weiß, zum Brückenkopf Koblenz, also zum amerikanischen Gebiet gehört, war vor einiger Zeit vier Wochen lang ohne Brot; die Berliner Regierung dirigierte nämlich — offenbar, weil der maßgebende Beamte entweder in der westelbischen Geographie überhaupt oder in der Waffenstillstandsgeographie im besonderen keinen Bescheid wußte — das Versorgungsquantum in die französische Zone nach Mainz. Der Fall ist so lehrreich, daß jeder Kommentar überflüssig ist; die rheinische Bevölkerung aber bedankt sich dafür, in solcher Weise „regiert" zu werden.

Zur Kontrolle der höchsten Instanz und zur kritischen Erörterung der Wünsche des Volkes ist ein eigenes Parlament für die besetzten Gebiete notwendig. In der Erkenntnis, daß eine Regierung, die ihre eigene Existenz und Grundlage der Einführung des Parlamentarismus in Deutschland verdankt, logischerweise nicht in einem Teil Deutschlands dem Volke seinen Anteil an der „Regierung" ganz nehmen darf, hat man sich nun in Berlin zu einem Parlamentsersatz entschlossen. Aber unter den vielen schlechten Ersatzartikeln, die der Krieg hervorgebracht hat, gehört dieser „Parlamentsersatz" zu den allerschlechtesten. Er besteht nach einem Kabinettsbeschluß vom 20. Juni vorerst aus dem nationalliberalen früheren hessischen Finanzminister Becker, dem Konservativen Koch-Düsseldorf, dem Demokraten Falk-Köln, den Sozialdemokraten Sollmann und Prosit sowie den Zentrumsabgeordneten Kaas-Trier und Schmitt-Mainz. Der Chef dieses „Parlaments" soll mit der Stellung eines „Reichskommissars für die besetzten Rheinlande" der stockpreußische frühere Regierungspräsident von Köln v. Stark sein. Gefällt dem bürgerlich denkenden und seine Selbständigkeit wollenden Rheinländer an dieser Liste schon der allergrößte Teil der Namen nicht, so kann ihm noch viel weniger die Art der Zusammensetzung gefallen. Denn was bedeutet die Zusammenstellung der Kommission aus zwei Sozialisten, zwei Zentrumsleuten, je einem Demokraten, Nationalliberalen und Konservativen gegenüber der wirklichen Zusammensetzung der parlamentarischen Vertretung des Rheinlandes anders als einen Schlag in das Gesicht des rheinischen Volkes? Das Gestaltungsprinzip dieser Karikatur einer Volksvertretung wird einem aber klar, wenn man weiß, daß der Kommission kaum ein einziger überzeugungstreuer Anhänger des rheinischen Gedankens angehört und daß ihr geistiger Führer der aus Sachsen-Meiningen stammende „Rheinländer" Sollmann ist, der als schärfster Gegner

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 44

der rheinischen Freiheit in Berlin besonderes Vertrauen genießt. Der einzige zur deutschen Nationalversammlung gewählte Konservative ist in voller Größe bei der Kommission, und die sämtlichen Zentrumsabgeordneten werden durch ganze zwei vertreten. Eine derart zusammengesetzte „parlamentarische Kommission" ist auch nicht mehr das Spiegelbild einer Volksvertretung, sondern weiter nichts als eine schamlose Verhöhnung der Volksmehrheit am Rhein. Da die Meldung von der Ernennung des Kommissars und seines „parlamentarischen Beirates" denn auch nicht ohne Kritik geblieben ist, so teilen jetzt verschiedene Zeitungen — anscheinend in offiziösem Auftrag — mit, daß es sich bei dieser Kommission nur um eine Grundlage handle und daß die Zahl der Beiräte bald auf 50 erhöht werden solle. Damit erheben sich sofort zwei Fragen. Zunächst: wer ernennt oder wählt diese Beiratsmitglieder? Jedenfalls müßte sich die rheinische Bevölkerung dafür bedanken, ihre „guten Freunde" in Berlin als ihre Sachwalter anzuerkennen. Sodann: glaubt man denn wirklich, mit einer solchen Institution etwas ausrichten zu können? Weil man den selbständigen Bundesstaat nicht will, greift man zu einem völlig untauglichen Mittel. Ob die Bevölkerung dabei zu kurz kommt, ist den Herren in Berlin einerlei. Sie versuchen mit Flickmaßnahmen einen Behelf zusammenzustückeln, der dem Volke im Westen den Schein einer Vertretung seiner Interessen vortäuschen soll. Der einzige positive Fortschritt ist die in der geplanten Maßnahme der Regierung liegende Anerkennung, daß ein Organ geschaffen werden muß; nun sollte die Regierung auch konsequent sein und ein wirkliches Organ schaffen. Das aber kann nur eine aus öffentlichen Wahlen hervorgegangene Volksvertretung mit dem Rechte der öffentlichen Rede und der öffentlichen Kritik nach allen Seiten hin sein.

Ist aus praktischen Gründen für eine gedeihliche Verwaltung der besetzten Gebiete während der langen Zeit der Besetzung eine einheimische oberste Regierungsinstanz notwendig, die ihren Wohnsitz in dem zu regierenden Gebiet selbst haben muß, ist weiter zur Kontrolle dieser obersten Regierungsinstanz eine wirkliche, d. h. aus allgemeinen öffentlichen Wahlen hervorgegangene Vertretung des Volkes nötig, so ist damit der selbständige rheinische Bundesstaat nötig, denn eigene Regierung im eigenen Lande und eigenes Parlament heißt nichts anders als eigener Staat!

Was aber wird eintreten, wenn die Berliner Regierung das Phantom der alten Landesgrenzen innerhalb des besetzten Gebietes aufrecht erhalten, d. h. den Ländern am Rhein ihre Eigenstaatlichkeit nicht anerkennen will? Die Annahme, daß die Reichsregierung tatsächlich in der Lage sein wird, in die Verwaltung der besetzten Gebiete wirksam einzugreifen, d. h. zu regieren, trifft nämlich in Wirklichkeit nicht zu. Worauf Berlin seinen Optimismus noch stützt, weiß man nicht. Wie die Dinge tatsächlich liegen, erkennt man klar bei der Lektüre des Notenwechsels von Haniel-Clemenceau. Der deutsche Gesandte v. Haniel übermittelte am 24. Juni den Alliierten folgende Anfrage: „Im Auftrage des Reichsministers des Auswärtigen beehre ich mich, bei den alliierten und assoziierten Regierungen

anzufragen, wann die Verhandlungen über ein Abkommen betr. die besetzten rheinischen Gebiete beginnen können." Die Verhandlungen sollten, wenn der Verband zugestimmt hätte, gleich nach der Unterzeichnung in Versailles ihren Anfang nehmen. Aber bereits am 25. Juni lief vom Vorsitzenden der Friedenskonferenz die Antwort ein: „Herr Vorsitzender! Indem ich Ihnen den Empfang Ihrer Mitteilung vom 24. Juni betreffend das Abkommen bezüglich der militärischen Besetzung des rheinischen Gebiets bestätige, beehre ich mich, Ihnen in Erinnerung zu bringen, daß kraft des Artikels 432 der von der deutschen Regierung augenblicklich angenommenen Friedensbedingungen Deutschland jetzt schon die Pflicht hat, den Inhalt dieses Abkommens zu beobachten. Es ist demnach nicht statthaft, diesbezügliche Verhandlungen zu eröffnen, und die Urkunde, um die es sich handelt, muß gleichzeitig mit dem Vertrag unterzeichnet werden. Genehmigen Sie, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner vorzüglichen Hochachtung. (gez.) Clemenceau."

In gewöhnliche Worte gekleidet, heißt das nichts anderes, als daß die Entente sich in ihre Verwaltung der besetzten Gebiete für die ganze Zeit der Besetzung von Berlin nicht hineinreden lassen will. Und das stimmt zusammen mit der amerikanischen Meldung, die Verbandskommissare würden die Macht von Souveränen erhalten und die Rheinlande wie eine Monarchie alten Stils verwalten, bis die Bedingungen des Vertrages erfüllt sind. Also eine Regierung von Souveränen oder zum mindesten etwas Aehnliches steht uns bevor, wenn nicht in letzter Stunde noch ein Ausweg gefunden wird. Welcher Ausweg das nur sein kann, liegt klar auf der Hand. Man muß den Bewohnern des Westens, die infolge des unglaublichen Verhaltens der Berliner Regierung jedes Einflusses auf ihr eigenes Geschick beraubt wurden, Gelegenheit geben, den Weg zu beschreiten, der dem Willen der Mehrheit der Bevölkerung entspricht: das ist die Volksabstimmung, die sich ohne Zweifel für den eigenen Bundesstaat aussprechen wird. Liegt ein solcher vor, spricht ein rheinisches Parlament die Wünsche und Bedürfnisse — auch die deutschen Bedürfnisse — des rheinischen Volkes aus, so wird sicher die Entente auf dessen Stimme eher hören als auf Berlin, das seinen Kredit verloren hat. Geschieht in der rheinischen Frage aber nicht bald etwas Positives, so kann jeder, der den Vertragsentwurf durchliest, sich leicht ausdenken, was kommen muß und wird. Es ist noch nicht für alles zu spät! Einen Fingerzeig in dieser Hinsicht gibt die Note Clemenceaus vom 28. Juni, wonach die alliierten und assoziierten Mächte nichts „dagegen einzuwenden haben, daß nach der Unterzeichnung Verhandlungen angebahnt werden, um zum Besten der Interessen der verschiedenen Teile eine Anzahl Fragen zu regeln, welche von der deutschen Delegation aufgeworfen werden können". Eine Wiedereinsetzung Berlins bedeutet das natürlich nicht, sondern die Zulassung von Verhandlungen über Fragen, die „aufgeworfen" werden können!

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 45

Dritter Abschnitt.

Die Freunde und Gegner der Rheinischen Republik.

Da die Widersacher des rheinischen Freistaates sehr wohl wissen, daß all ihr Bemühen umsonst gewesen ist, sobald sich durch einwandfreie Tatsachen herausstellt, daß die Zahl der Freunde der rheinischen Selbständigkeit die der Gegner gewaltig übersteigt, so suchen sie die Volksabstimmung von vornherein zu verhindern, indem sie behaupten: es sei überflüssig, das Volk erst amtlich zu befragen, weil es fast einmütig seinen Widerwillen gegen den Staat am Rhein bereits bekundet habe. In der Tat kann diese Behauptung manchem, der die Dinge nicht genauer kennt, glaubwürdig erscheinen. Nach dem Protestlärm in vielen Städten, nach dem durch keinerlei politische Moral beirrten Geschrei in der dem rheinischen Gedanken feindlichen Presse, nach der zutage getretenen Lauheit so vieler anfangs rheinstaatsfreundlicher Zeitungen, nach der ängstlichen Bedenklichkeit fast aller rheinischen Abgeordneten und nach den zahlreichen „Protestkundgebungen" aus Beamten- oder von Beamten beeinflußten Kreisen hat manchen der Gedanke beschlichen, das Verlangen der Rheinländer nach staatlicher Selbständigkeit sei totgeschlagen oder abgestorben oder von Ursprung an nicht kräftig genug gewesen, um sich Durchbruch und Geltung zu verschaffen. Wie liegen diesem Schein gegenüber die Dinge in der Wirklichkeit?

1. Die Freunde der Rheinischen Republik.

Daß der rheinische Gedanke trotz aller gegenteiligen Erscheinungen zahllosen Leuten eine Ueberzeugungs- und Herzenssache ist, wissen auch die Gegner. Sie wissen nur zu genau, daß die weitaus überwiegende Mehrheit der Rheinländer fest und treu zu der Rheinischen Republik steht. Wüßten sie es nicht, so brauchten sie nicht den lauten Ton anzuschlagen, um durch die Stärke ihrer Stimmen deren relativ geringe Zahl zu verdecken. Gegenüber ihrer lärmenden Schar befinden sich unsere Freunde allenthalben bei den Stillen im Lande: den arbeitsamen Bauern und Bürgern, die ihrem Tagwerk nachgehen und darüber keine Muße haben, ihre Zeit mit politischen Demonstrationen auszufüllen. Sie sind auch nicht, wie neun Zehntel der „generalstreikenden" Massen, in der bequemen Lage, daß ihre Arbeitszeitvergeudung auf Kosten der Brotherren geht. Auf eigene Kosten an Werktagen spazieren zu gehen, um gegen die Protestst reiks einen Sympathiestreik zu inszenieren, haben die meisten von ihnen als einfache Bürger auch nicht das Geld — ganz abgesehen davon, daß diese ruhigen „Leute aus dem Volk" (im guten Sinne des Wortes) in solchen Dingen auch keine Uebung besitzen. Sie haben ferner keine Presse, die eine den Gegnern äquivalente Sprache führt. Ihre Zeitungen werden durch preußischen Polizisten- und Sozialistenterror (im lieblichen Verein!) niedergehalten, ihre Gemüter durch Hochverratsparagraphen und Zuchthausandrohung einzuschüchtern versucht und vielfach wirklich eingeschüchtert. So vergeht den

meisten die Lust, ihre politische Meinung an den Tag zu legen. Wenn von 100 Bürgern der Rheinlande nur fünf gegen den Rheinstaat wären, so würde man den Lärm dieser Wenigen durch die ganze Welt vernehmen, von den 95 Freunden aber hörte man kaum einen Laut — umsomehr als die Anhänger in der überwiegenden Mehrheit bei der eingeborenen Bevölkerung auf dem Land sitzen, wo kaum ein Zeitungsreporter hinkommt, die Gegner aber in der Stadt, am Schalltrichter der Oeffentlichkeit, den sie zu bearbeiten wissen.

Während in der Stadt gestreikt wird, dengelt der Bauer draußen auf dem Feld in der Sommerhitze seine Sense und bindet seine Garben; der Winzer steht in seinem Wingert und pflegt seine Reben, daß es dem politischen Städter zum notwendigen Brot auch am Wein der Begeisterung nicht fehle. Ihre Methode ist stille Entschlossenheit; sie warten „auf den Tag". Denn sie vertrauen darauf, daß er doch kommt: der Tag der Volksabstimmung! Dann wird sich zeigen, ob die paar Großstädte das ganze Land sind und ob die Herde am größten war, die am lautesten blökte und brüllte. Und mit den Bauern und Winzern und Kleinbürgern warten auch zahlreiche Einwohner der größeren Städte „auf den Tag". Auch hier hat der volkstümliche Selbständigkeitsgedanke weitere Wurzel geschlagen, als mancher ahnt, auch hier hat sich das Bürgertum von der ersten Betäubung durch feindliche Schlagworte und Verleumdungen aller Art bereits erholt und beginnt sachlich darüber nachzudenken, wo sein Interesse liegt, das zwar nicht mit dem egoistisch-preußischen der Berliner Machthaber, wohl aber mit dem gesamtdeutschen Interesse zusammenfällt. Und wir dürfen endlich hoffen, daß auch die rheinischen Abgeordneten, die im letzten Winter ihren Wählern den westdeutschen Staat versprochen haben, bald den „legalen Weg" dahin finden werden; für sie muß letzten Endes legal sein, was ihre Wähler wollen, nicht aber die Parteiparole aus Berlin! Wenn man bedenkt, in welch „legaler" Weise die Reichsregierung am 9. November zur Macht gelangt ist, dann sollten diejenigen, die sich diesem „legalen Akte" bereitwilligst gefügt haben, es nicht verübeln, wenn man „legal" mit „gefahrlos" übersetzt. Außer einigen Altpreußen und Spartakisten will jedermann an den Ufern des Vaters Rhein die Rheinische Republik, falls ihre Verwirklichung für ihn „gefahrlos" ist. — Es wäre übrigens ein gewaltiger Irrtum, wenn man annehmen wollte, daß etwa die sozialdemokratischen Wähler nicht auch Freunde des rheinischen Freistaates wären. Sie wollen genau ebenso wenig mit den „Preußen" vereint bleiben, wie ihre Brüder und Schwestern anderer Schattierung. Auch bei ihnen ist es die Parteiparole aus Berlin, die den Ausschlag gibt; auch bei ihnen sind es nur die Parteibonzen, die meistens nicht einmal dem Rheinlande entstammen und geschlossen dem Berliner Winke folgen.

2. Die Gegner der Rheinischen Republik.

a) Ihre Gruppierung.

Die Forderung des selbständigen rheinischen Staates beruht ohne Zweifel auf einem demokratischen Gedanken. Das Prinzip der Demokratie ist Lebensbetätigung und staatlicher Aufbau von unten her: von der

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 46

Einzelperson zur Familie, von der Familie zur Gemeinde, von der Gemeinde zum Stamm und zum Stammesstaat, vom Stammesstaat zum Reich. Das aber und kein anderer ist der Weg, den die Anhänger des Rheinstaates gehen wollen. Man sollte also annehmen, daß sie von vornherein die Gefolgschaft aller derer hätten, die sich selbst als Demokraten bezeichnen. Gegnerschaft dürfte logischerweise nur von der altpreußisch-obrigkeitsstaatlichen Seite her bestehen. Tatsächlich stellt diese denn auch den rechten Flügel in der Kampffront. Das alte Preußentum, das seine große historische Mission hatte, kann, obgleich seine innerdeutsche Aufgabe erfüllt ist und keine Aussicht mehr für es besteht, je wieder zur früheren Macht zu kommen, seine überlieferten Vorstellungen so schnell nicht ablegen; es ist ihm vorläufig unmöglich, neue Gedanken zu denken oder auch nur vorgedachte nachzudenken. Darum sieht es in jedem Streben nach Stammesselbständigkeit nur eine „Los von Berlin!"-Bewegung, ohne über dieser negativen Seite den positiven inneren Kern zu erkennen. Mit diesem mangelnden Verständnis für die innere Notwendigkeit der rheinischen Bewegung verbindet sich bei den altpreußischen Herren die menschlich sehr wirkungskräftige Sorge, im zukünftigen rheinischen Staat ihre schönsten Macht- und Brotstellen zu verlieren. Hatte doch gerade der Westen bisher in der preußischen Staatsökonomie die Aufgabe, sozusagen das Kolonialgebiet zu sein, in welchem man die nachgeborenen Söhne versorgte: von den vornehmen Häusern, die die höheren Verwaltungsbeamten und Offiziere stellten, bis herab zum Käthner und Tagelöhner, der die Gendarmen lieferte. Was aber die Sorge ums Brot für eine politische Triebkraft hat, braucht nicht näher dargelegt zu werden.

Den linken Flügel der feindlichen Front stellt der Konzern Scheidemann-Erzberger. Dieser legt sich das schmückende Beiwort „demokratisch" ganz mit Unrecht zu, denn er pflegt den demokratischen Gedanken, welcher das höchstmögliche Maß von Freiheit für die Lebensbetätigung von unten: von der staatlichen Keimzelle d. h. der Stammesgemeinschaft her bedeutet, ebenso wenig wie es der preußische Uniformgeist tat; er will wie dieser den Zwangsstaat, dessen Lebensbetätigung von oben her durch „Regierung" (das ist in unserem Sinne das Gegenteil von Leitung) ins Werk gesetzt wird. Nur sollen die Inhaber der Regierungsgewalt andere sein als bisher. In diesem persönlichen und materiellen Interesse an der Ausübung der Regierungsgewalt berühren sich die neuen Preußen mit den alten.

In der Mitte zwischen den beiden Flügeln gibt es dann noch eine gemischte Schar von Gegnern. Hier finden sich bürgerliche Demokraten, die den Zentrumsteufel an der Wand sehen, Hand in Hand mit Zentrumsleuten aus dem übrigen Preußen, die in der Angst leben, die beste Kuh aus dem Parteistalle zu verlieren, liberale Nassauer, die für ihre Simultanschule fürchten, und falsch unterrichtete Protestanten, denen man gesagt hat, die Rheinische Republik solle ein Kirchenstaat werden, Handels- und Geschäftsleute, die aus irgendwelchen Gründen von einer Loslösung von Preußen für sich finanzielle Einbuße erwarten, und endlich eine Reihe unbelehrbarer Leute aller Parteirichtungen, die sich mit den klarsten Darlegungen nicht ausreden lassen, daß es sich letzten Endes um Auslieferung deutschen Landes handle. Eine besondere Gruppe in dieser mittleren Gegner-

schaft bilden zahlreiche Abgeordnete und andere Parteihäuptlinge, die sich als glücklich durchgedrungene Inhaber ihrer Aemter und Würden freuen und von politischen Veränderungen für sich nur Nachteile, insbesondere den des Nichtwiedergewähltwerdens voraussehen. Daß diese letzteren im direkten Widerspruch zu dem Willen vieler von ihren Wählern stehen, wenn sie gegen den rheinischen Staat auftreten, daß die „berufenen Vertreter des Volkes" für die Entscheidung dieser einen ganz besonderen Frage von vitalster Bedeutung überhaupt nur dann kompetent wären, wenn man sie ausgesprochen unter dem Gesichtspunkt der Entscheidung dieser einen Frage gewählt hätte, sei nebenbei bemerkt.

b) Ihre Methoden.

Die Kampfesmethode der Mehrzahl aller Gegner des westdeutschen Freistaates ist spartakistisch, denn zwischen Knüppel- und Geistesspartakiden ist moralisch kein Unterschied. Das Hauptdemonstrationsmittel ist der Streik, der von Gewerkschaftsleitungen aus befohlen und mit Hilfe der Furcht vor terroristischen Mitteln auch dem politisch neutralen oder sogar rheinstaatsfreundlichen Bürgertum aufgezwungen wird.

Das zweite schwere Geschütz gegen die „Sonderbündler" ist die Presse. Voran die „Kölnische Zeitung", von der schon Bismarck sagte, daß sie den Preußen ein Armeekorps am Rhein wert sei. Jeder Sachkundige weiß zwar, daß sie ihre Ansichten von Berlin aus bezieht, aber sie gilt als rheinländische Zeitung, wird überall gelesen und steht vielen aus dem Bildungsphilisterium höher als die Bibel. Die übrige preußische oder preußisch beeinflußte Presse folgt im gleichen Schritt und Tritt bis zum armseligsten Kreisblatt, aus dem der Geist des Landrats zu den Untertanen spricht. Von „Volksstimmen", die keine Volksstimmen, sondern nur das heiser geschriene Organ demagogischer Sudelköche sind, kann man füglich nichts anderes als Marktweiberjargon erwarten. Aber daß auch bürgerliche „Tagblätter" sich vor persönlicher Beschimpfung nicht scheuen und Leitartikeln aus der Feder von anerkannt düsteren Fanatikern Raum geben, die Volksgenossen von treudeutscher Gesinnung noch unter Ephialtes stellen — das kann man doch erst begreifen, wenn man gleichzeitig sieht, daß Weltblätter aus Frankfurt und anderswoher gemeinsam mit Provinzblättern vom Schlage des Preußenorgans in Koblenz dasselbe tun, ohne schamrot zu werden. Kommerzienrätlichen Zeitungen, deren ganze Interessensphäre nicht an des Rheines grünen Ufern, sondern im mitteldeutschen Braunkohlengebiet oder sonstwo liegt, nimmt man ihren Standpunkt nicht übel nach dem Grundsatz, daß alles verstehen alles verzeihen heißt. Zumal da man sieht, daß es ihnen nicht an der Fähigkeit fehlt, zu gegebener Stunde den Dreh zur Heimat zurückzufinden.

Zu den gegnerischen Methoden des Streiks, der konfessionellen Hetze, der Verleumdung und Verhöhnung durch die Presse, der unmittelbaren Androhung des Angriffes auf das Leben und verschiedenen anderen Schreckmitteln tritt endlich der unerhörte Mißbrauch der Amtsbeziehungen, der von hohen Vertretern der preußischen Regierung in Berlin betrieben wird. Ein Beispiel möge genügen. Nach dem mündlichen Berichte eines Beteiligten wurde in der Woche nach Pfingsten an die Leiter westdeutscher landwirtschaftlicher Organisationen von hoher beamteter Stelle in Berlin aus ein Telegramm gerichtet mit der Aufforderung, sofort in wichtiger Düngemittelangelegenheit (Thomasmehl) zwecks persönlicher Rücksprache nach Berlin zu kommen. Dort eingetroffen, erfuhr man, daß es sich gar nicht um landwirtschaftliche Dinge handle, sondern die Bauernvereine des Westens sollten mobil gemacht werden, um einen „flammenden Protest" gegen die „Sonderbündler" am Rhein zu erlassen. Und hinter diesem Thomasmehlschwindel stak auf Umwegen — — Matthias Erzberger. Freilich war der Erfolg in diesem Falle sehr negativ, denn auf unabhängige Bauern hat man schließlich keine Druckmittel, und von innen heraus ist eben der westdeutsche Bauer und zwar auch der protestantische nicht gegen, sondern für die Loslösung von Preußen, und darin macht ihn auch kein Minister irre. Aber die Sache wirft ein helles Licht auf andere „Protestkundgebungen". Ist es nicht tieftraurig, wenn fanatische Lehrer preußischer Herkunft in den Schulen ihre Schüler gegen die „Sonderbündler als die Verräter am Deutschtum" aufhetzen und zu Protestkundgebungen veranlassen! Was sollen aber schließlich in einem Lande, wo von den Regierungschefs bis zu den geringeren Vorgesetzten alles preußischen Ursprungs oder doch preußisch approbiert und „zuverlässig" ist, die abhängigen Beamten machen, wenn man sie für eine Protestkundgebung „bearbeitet"? — Und das gibt dann nachher vor der Welt den Lärm der Ablehnung des rheinischen Staates durch die Bevölkerung selbst. Sapienti sat! — — —

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 47

Vierter Abschnitt.

Einwendungen und Bedenken.

Der von einer im Verhältnis zur ganzen Bevölkerung der Rheinlande verschwindenden Zahl interessierter Leute organisierte Kampf gegen den westdeutschen Freistaat wäre von vornherein ein Schlag ins Wasser gewesen, wenn nicht die Gegner sich eine Reihe von Einwendungen zurecht gemacht hätten, die — in aufreizende Schlagwörter gekleidet — ihres Eindruckes auf die Massen besonders in den Großstädten von vornherein sicher sind. Die geläufigsten der vorgebrachten Einwendungen und Bedenken sollen im folgenden einzeln herangeholt und auf ihren sachlichen Wert hin beleuchtet werden.

1. „Es handelt sich um Loslösung der Rheinlande vom Deutschen Reich."

(Schlagwörter: „Hochverräter" und „vaterlandslose Gesellen".)

Der älteste und infamste Vorwurf, der gegen die westdeutsche Bewegung erhoben wird, ist der, daß sie darauf hinausgehe, das Rheinland vom Deutschen Reiche loszureißen. Tausendmal widerlegt, steht er zum 1001. Male wieder aufrecht in den Spalten der Presse, in den Bierlokalen der Agitatoren, und damit in den Gassen der Stadt. Bei unzähligen Ge-

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 48

legenheiten ist es in rheinstaatsfreundlichen Versammlungen, Zeitungsartikeln und Flugblättern klar gesagt worden, daß es sich nur um ein Ausscheiden der Länder am Rhein aus dem Staatsverbande Preußens usw. handle, nicht dagegen um eine Abtrennung vom Reiche, dem die ihre Selbständigkeit wünschenden Gebiete in Zukunft als Bundesstaat in gleicher Weise angehören sollen, wie es bisher mit Bayern, Württemberg, Baden usw. der Fall war. Trotzdem geht seit mehr als einem halben Jahr keine Woche vorüber, ohne daß an den verschiedensten Stellen des Stromgebiets vom Süden zum Norden, vom Westen zum Osten, sei es von einer Handelskammer, einem Genossenschaftsverbande, irgend einer andern Wirtschaftszentrale, oder von einem Parteibonzenkonvent, einer politischen Versammlung und einer „unpolitischen" Beamtenvertretung eine „Resolution" gefaßt wird, in der man „scharfen Einspruch" erhebt „gegen jede Loslösungsbestrebung vom Reich". Sähe man nicht allzu deutlich die Regie, erkännte man nicht hinter der Erscheinungen eintönigem Spiel „Hand und Finger" der alten und der neuen Preußen, hätte man nichts von dem famosen Berliner „Thomasmehl"-Schwindel gehört, so müßte man annehmen, eine fixe Idee habe diese Menschen wie eine unheilbare Krankheit ergriffen. Dem ist natürlich nicht so. Die Drahtzieher wissen sehr wohl, daß die logische Voraussetzung der „Protestresolutionen" barer Unsinn ist, aber sie wissen ebenso gut, welche Wirkung auf die Massen der Unlogischen und der Leute mit kurzem Gedächtnis die Reklametechnik hat, eine Behauptung immer von neuem zu wiederholen, hundertmal, tausendmal, und zwar in einer Form zu wiederholen, welche die absolut falschen Voraussetzungen des hingestellten Satzes als absolut feststehende Wahrheit keiner Prüfung mehr unterzieht. Oder ist man wirklich auch in dem völlig unpreußischen Preußen schon so verpreußt, daß man den Unterschied zwischen Preußen und dem Reich nicht mehr erkennt, daß man jeden Zweifel an Berlins Himmelsfendung, auch in Zukunft (oder in Zukunft erst recht) ungemindert in ganz Deutschland zu herrschen, im Ernst bereits für Loslösung vom Reiche und Hochverrat am Deutschtum hält? Das kann man kaum annehmen, trotzdem die besonders im letzten halben Jahrhundert auf allen denkbaren Wegen konsequent angewandte Methode, die Gleichung „Preußen ist Deutschland" in die Köpfe der Menschen hineinzuhämmern, ohne Zweifel ihre Früchte getragen hat: im Ausland, wie uns der unglückselige Weltkrieg beweist — im Inland, wie wir an dem Berliner Hochverratshexensabbath sehen, dem tatsächlich auch im Westen sogar einige eingeborene Leute erlegen sind.

Das überall angestimmte Hochverratsgeschrei wäre lächerlich, wenn nicht der moralische Hintergrund, aus dem es erschallt, für ganz Deutschland so traurig wäre. Haben sich die Leute, die jetzt so laut nach dem § 81 des Strafgesetzbuches rufen, dessen Ziffern 1 und 2 nicht angesehen, die von dem Unternehmen der Beseitigung eines Bundesfürsten, der gewaltsamen Aenderung der Verfassung des Deutschen Reichs oder eines Bundesstaats oder der bestehenden Thronfolge handeln? Wahrscheinlich nicht, denn sonst müßten sie erkannt haben, daß es in Berlin und anderswo sehr einflußreiche und hochgeehrte Herren gibt, die längst vor den rheinischen „Hochverrätern" ins Zuchthaus gehörten, aber trotzdem immer noch auf goldenen Stühlen

sitzen. Sogar ein vor jedem Verdacht der Begünstigung rheinischer Wünsche so gesichertes Blatt wie die „Tägliche Rundschau" schrieb, es sei sehr wohl denkbar, daß es auch im Westen gutdeutsche Kreise gebe, die der Auffassung seien, man könne am ehesten Deutschland wieder zur Gesundung führen, wenn man sich von dem verhaßten Berlin lossage und Politik auf eigene Faust mache; man brauche hierbei die Bevölkerung nur darauf hinzuweisen, wohin die innerdeutschen Verhältnisse unter der Regierung Scheidemanns treiben müssen. — Was will überhaupt die Anklage wegen § 81 Ziffer 3, da durch die Frevler gegen Ziffer 1 und 2 alle Dinge in Fluß gekommen sind und der aufrechte Mann, der sich das Heil des Vaterlandes anders denkt als die z. Zt. herrschende Partei, nicht nur das Recht, sondern sogar die Pflicht hat, nach besten Kräften zur Gestaltung der Zukunft in seinem Sinne beizutragen? Wer ein so reines Gewissen hat wie die Freunde der Rheinischen Republik, für den wiegt der Vorwurf des Hochverrats federleicht, besonders wenn er am lautesten von der Seite erhoben wird, die für den wirklichen Hochverrat an Deutschlands Glück und Größe — nachdem er gelungen — zwar nicht vor den Richtern in Berlin, die sie bereitwilligst „amnestierten", wohl aber vor dem Richterstuhl der Geschichte die Verantwortung zu tragen hat. Wie wenig übrigens grade die rheinische Sozialdemokratie in der rheinischen Frage Anlaß zu Hochverratsgeschrei hat, beweist die Erklärung der sozialdemokratischen Bezirkskommission für die obere Rheinprovinz, wonach der Führer der Aachener Sozialdemokratie, Honrath, der auch in der rheinischen sozialdemokratischen Partei eine führende Stellung hatte, schon im Dezember 1918 bei maßgebenden Stellen erklärt hat, wenn eine Rheinische Republik gebildet würde, dann werde die rheinische Sozialdemokratie, in deren Namen er spreche, darum bitten, daß der Verband das Rheinland zu Frankreich schlage. Diese Feststellung genügt wohl, um zu beleuchten, welches Doppelspiel die sozialdemokratische Presse gegenwärtig treibt. Der rheinischen Sozialdemokratie war seit Monaten diese Stellungnahme ihres Aachener Führers bekannt, sie hat hierzu nichts zu sagen für notwendig befunden, aber tagtäglich verdächtigt sie diejenigen als Hochverräter, die es wagen, ihrer politischen Ueberzeugung gemäß für die Rheinische Republik einzutreten.

Die Anhänger der Rheinischen Republik, insbesondere die Männer vom 1. Juni 1919, haben ihr klares Bekenntnis zum Reich oft genug ausgesprochen. Der Wunsch nach einer Neueinteilung Deutschlands will nur dies: daß an den eingestürzten oder geborstenen Mauern des vergangenen Reiches nicht herumrepariert werde, daß das unbestritten nicht nach dem Grundsatz innerer Notwendigkeit konstruierte, d. h. aus dem Lebensbedürfnis der bewohnenden Familien organisch erwachsene, sondern aus dem historischen Zufall fürstlicher Eheverträge und Erbanfälle und dem Ergebnis innerdeutscher Eroberungskriege entstandene Staatengebäude nicht „restauriert" werde — jetzt, wo eine wahrscheinlich nie wiederkehrende Gelegenheit gegeben ist, von den Fundamenten her planmäßig neuzubauen. Das Fundament aller kommenden Entwickelung in Deutschland jedoch ist ohne Zweifel der demokratische Gedanke. Das Prinzip der Demokratie aber ist — wie bereits oben gesagt wurde — Lebensbetätigung und staatlicher Aufbau von unten her: von der Einzelperson zur Familie,

von der Familie zur Gemeinde, von der Gemeinde zum Stamm und zum Stammesstaat, vom Stammesstaat zum Reich. Ein solcher Aufbau hat bessere Standkraft in allen Stürmen als das alte Gebäude, das nicht auf dem Gesetz der Statik beruhte, sondern nur durch eiserne Klammern gebunden war und darum in dem Augenblick zusammenkrachte, wo eben diese Klammern brachen. Darum: wenn in Westdeutschland, wo von jeher der wahrhaft demokratische Gedanke die tiefsten Wurzeln hatte, jetzt die Idee der Eigenstämmigkeit mächtig zum Ausdruck gelangt, so heißt das nicht die deutsche Flagge senken, sondern es kann nur heißen, auf dem Grunde tieferer Einheit das Reichsbanner fester aufzupflanzen, als es bisher innerlich stand.

2. „Es handelt sich um einen Rückfall in die verderbliche Kleinstaaterei."

(Schlagwörter: „Stammeseigenbrödler" und „Kirchturmspolitiker".)

Manche, die wohl soviel Einsicht in die Dinge und soviel Sinn für persönliche Gerechtigkeit haben, daß sie nicht von „Hochverrätern" und „vaterlandslosen Gesellen" reden, halten dennoch die Freunde des Rheinstaates für politische Schädlinge, weil ihr Ziel dahin gehe, die im letzten Jahrhundert glücklich überwundene deutsche Kleinstaaterei wieder einzuführen; sie sprechen von „Stammeseigenbrödlern" und „Kirchturmspolitikern", die nicht wüßten, daß auch in staatspolitischer Hinsicht die Zukunft nur dem Großbetrieb gehört.

Diesen Gegnern gegenüber sei zunächst festgestellt, daß das letzte Jahrhundert keineswegs die Kleinstaaterei in Deutschland beseitigt hat. Das Reich umfaßt bis auf den heutigen Tag ein volles Viertelhundert Teilstaaten, deren kleinste (von den Hansa-Stadtstaaten ganz abgesehen) etwas mehr als 300 qkm Land und 50 bis 100 Tausend Einwohner haben. Der geforderte Rheinstaat — aus der Rheinprovinz mit Birkenfeld, Nassau (ohne Frankfurt), Rheinhessen und der Rheinpfalz bestehend, also zunächst ohne Westfalen und Oldenburg — dagegen umfaßt rund 40 000 qkm Bodenfläche mit über 10 Millionen Einwohnern. Das ist soviel Land, wie die Könige von Württemberg und Sachsen und der Großherzog von Oldenburg zusammen besaßen. Das Gebiet ist größer, als wenn man die 19 kleinsten heute noch bestehenden Staaten des Reiches zusammenlegte, die Einwohnerzahl ist so groß wie die der 21 räumlich kleinsten bisherigen Bundesstaaten zusammen. Wie man einen Staat von solchem Umfang und solcher Bevölkerungsziffer unter deutschen Verhältnissen als nicht lebensfähigen und nicht existenzberechtigten Kleinstaat bezeichnen kann, ist unverständlich — man müßte denn die Dinge mit Berliner Augen ansehen und in Deutschland nur die „Großmacht Preußen" als existenzberechtigt gelten lassen. Kommt später — wie angestrebt wird und bei dem zu erwartenden Gedeihen des Rheinstaates nicht unwahrscheinlich ist — noch Westfalen mit dem Zugang zur See über Emden und Oldenburg hinzu, so ergibt das ganze ein Gebiet, das größer als die zusammenhängende Bodenfläche von Bayern ist, mehr als ein Siebentel der zukünftigen Quadratkilometerzahl ganz Deutschlands und mehr als ein Viertel seiner Bewohner umfaßt; es sind darin alle Voraussetzungen für eine blühende Volkswirtschaft gegeben: Brot und Fleisch, Wein und Obst, Eisen und Kohlen, Handel und Verkehr.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 49

Uebrigens mögen die Gegner, die die Zerschlagung Preußens als „Rückfall in die Kleinstaaterei" ablehnen, einmal sagen, wie sie sich ohne Neueinteilung des Reiches die Beseitigung des wirklich vorhandenen Kleinstaatenelends in Mittel- und Norddeutschland denken. Daß die Einwohner dieser Duodezstaaten sich ohne Widerspruch von Preußen „schlucken" lassen, glauben die Preußen doch wohl selber nicht. Bezeichnend für die Abneigung gegen Preußen sind die Ausführungen eines Sozialdemokraten aus Anhalt in den „Sozialistischen Monatsheften" (Heft 11/12), wo es heißt: „Kein Zweifel, es fehlt in der Nationalversammlung an großzügiger Politik. Es fehlt an sachlicher Diskussion großer Ideen. Ohne sie kann aber das neue Deutschland, das wir brauchen, nicht werden ... Was soll aus dem Reich und seinen Bundesstaaten werden? So, wie es war, kann es nicht bleiben. Was die Dynastien geschaffen haben, kann nach ihrem Fortfall nicht auf Bestand hoffen, wenn es nicht durch seine Leistung eine Begründung für seine Existenz aufweist. Was den Interessen der Dynastien entsprechen mochte, muß nicht den Interessen des deutschen Volkes und seiner Teile angepaßt sein. Und warum soll für alle Zukunft bestehen, was Monarchen erst vor wenigen Jahrzehnten mit Waffengewalt geschaffen haben? ... Das Land — Anhalt — will nicht das Opfer willkürlicher Vergewaltigung werden. Es wünscht, daß ein eventueller Anschluß an ein größeres Ganzes innerhalb des Reiches von seiner eigenen Zustimmung abhängig bleibe. Einer vernünftigen Neuordnung im Reich wird sich die Sozialdemokratie Anhalts nicht sperren. Rein äußerlich möchte gewiß mancher meinen, das kleine Anhalt mit seinen 2294 Quadratkilometern und seinen rund 350 900 Einwohnern könnte sich an Preußen anschließen. **Das ist aber gerade das, was wir in Anhalt nicht wollen.** Wir haben nichts dagegen, wenn Berlin die Hauptstadt des Deutschen Reiches bleibt, obwohl ihm manches noch fehlt, was dafür erwünscht wäre, insbesondere wenn es auch die Hauptstadt für Süddeutschland einschließlich Deutsch-Oesterreichs sein soll. Wir haben aber gar keine Neigung, uns Berlin als der Hauptstadt Preußens anzuschließen. **Wir wollen keine Preußen werden.** Wir wollen Deutsche sein, wir wollen ein starkes Deutsches Reich. Der Anschluß an Preußen wäre eine nicht notwendige Beschränkung unserer Freiheit ... Und das bringt uns zu der Forderung, daß Preußen in mehrere selbständige Gebiete geteilt werden müsse, denen diejenige Gunst der Autonomie zuteil werden müsse, deren sich die Länder, wie Anhalt, Braunschweig, Mecklenburg, Oldenburg usw., schon erfreuen ... Preußen würde dann zerschlagen (ich gebrauche absichtlich diesen Ausdruck, mit dem man bei den Preußenwahlen die Wähler gruselig zu machen suchte), um als stärkeres Reich wieder aufzuerstehen." —

Weiterhin kommt der Sozialdemokrat aus Anhalt auch auf die rheinische Frage und bemerkt dazu folgendes: „Es ist eine wirklich keineswegs natürliche Sache, daß die Rheinländer gezwungen werden, Preußen zu bleiben. Wenn die Rhein-

länder Soldaten werden, so sagen sie, sie kommen zu den Preußen. Sie drücken damit das Gefühl aus, daß nur die Militärgewalt sie an Preußen band. Wenn sie aber aufhören werden, Preußen zu sein, hören sie darum nicht auf Deutsche zu sein. Im Gegenteil können sie dadurch erst recht anfangen, sich als Deutsche zu fühlen. Die Sorge, daß die Rheinländer für sich allein eine böse Zentrumsdomäne sein werden, dünkt mich wenig begründet . . . Man sollte sich daher durch solche Schreckgespenste, wie der Zentrumsherrschaft, nicht von dem gesunden Gedanken abbringen lassen, jedem angemessenen Teilgebiet im Reiche seine kulturelle Autonomie zuzugestehen."

Also nicht einmal die Sozialisten der mittel- und norddeutschen Kleinstaaten zeigen Lust, sich aus freiem Willen ans preußische Bruderherz zu werfen. Soll die Vereinigung herbeigeführt werden, so könnte die Sache nur nach dem Muster von 1866 (d. h. mit Gewalt) gemacht werden. Aber selbst, wenn das geschähe und ohne Bürgerkrieg durchzuführen wäre, so wäre der angestrebte großdeutsche Einheitsstaat immer noch nicht verwirklicht, ja seiner Verwirklichung nicht einmal näher gekommen, denn es würde dann zutreffen, was weiter oben ausgeführt wurde, daß bei der bekannten scharfen Abwehrstellung der Süddeutschen gegen das — in diesem Falle noch so gewaltig gestärkte — preußische Uebergewicht die Gefahr völliger Loslösung von dem ungleichen Bruder und damit der Sprengung der Reichseinheit einträte. Wenn der Vorstand des Wahlkreises Köln-Aachen der Deutschen Volkspartei in seiner Entschließung vom 24. Juni 1919 sagt, daß er „den Weg, das deutsche Volk aus seinem furchtbaren Zusammenbruch wieder aufzurichten", nicht in der Aufteilung Preußens, sondern „in dem Zusammenschluß des ganzen deutschen Volkes im einheitlichen ungeteilten Reich" sieht, so müßte er auch näher erklären, wie er sich „den Weg zu diesem der künftigen Entwicklung vorbehaltenen Ziel" praktisch denkt, insbesondere, wie die Vereinigung des Südens mit dem Norden kommen soll. Eher bringt man Hund und Katze an eine Schüssel, als die Bayern und Oesterreicher in ein einheitsstaatliches Ehebündnis mit den Preußen. Es müßten denn nach historischen Mustern als Trauzeugen preußische Kanoniere fungieren und der Bund mit Bürgerblut im Bruderkrieg gekittet werden.

Daß die staatliche Einheit aller deutschen Länder — unter der Voraussetzung anderer politischer Grundorientierung und Gesamtleitung, als wir sie heute im Reich und besonders in Preußen haben — eine sehr wünschenswerte Lösung der deutschen Staatenfrage wäre, erkennt nicht nur der nationalliberale Parteivorstand von Köln-Aachen. Der Ausgangspunkt der Entwicklung zum wirklich deutschen Einheitsstaat der Zukunft darf aber nicht der preußische, d. h. stark slawisch beeinflußte, bolschewistisch durchseuchte Norden und Osten sein, sondern er muß im urdeutschen Westen und und Süden liegen. Zwar gibt es auch hier zahlreiche, in unserem Sinne undeutsche Elemente, die den antidemokratischen, sozialistischen oder militaristischen, Zwangsstaat anbeten, oder die radikal kommunistisch denken wie nur einer im Reich; aber diese Elemente sind hier nicht eigentlich zu Hause, es sind eingewanderte Leute, die hier gleichsam auf fremder Erde leben, den ihnen natürlichen Nährboden bis heute nicht gefunden haben

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 50

und niemals finden werden. Auch im Norden und Osten gibt es ein zahlreiches und politisch gesundes Bürger- und Bauerntum; aber es ist dort — vor allem am Sitz der Staats- und Reichsleitung und den anderen Brennpunkten des politischen Lebens — bereits so stark überwuchert, daß es fast keinen Einfluß mehr hat. Anders am Rhein! Hier ist der Bürger und Bauer noch in der Ueberzahl und gibt dem staatlichen Leben Grundlage und Stempel. Darum muß von hier aus der Weg in das politisch regenerierte, als Weltkulturmacht große Deutschland der Zukunft führen. Machen wir uns doch nichts weis: als imperialistische Weltmacht hat Deutschland, unter der Hegemonie der Hohenzollern, mit dem unglückseligen Ende des Weltkrieges, in dem das Preußentum sich selbst übertraf und damit zuletzt an sich selbst zugrunde ging, ausgespielt; unsere Zukunft liegt nicht mehr „auf dem Wasser", sondern auf dem Lande, wo der Bauer sät und erntet, der Arbeiter schafft und spart, der Bürger handelt und wandelt, um den Fleiß des Arbeiters zu weltmarktskonkurrenzfähigen Preisen in klingende Münze umzusetzen, der Gelehrte und Künstler denkt und sinnt, daß er die erhabenen Kulturtraditionen eines auch im allgemeinen Zusammenbruch noch nicht versunkenen Deutschlands zu neuer Blüte und neuer Bewunderung in der Gemeinde der Völker führt.

3. „Es soll ein Kapitalisten- und Zentrumsstaat gebildet werden."

(Schlagwörter: „Geldsäcke" und „Pfaffenknechte.")

Der Hauptansturm gegen die Rheinische Republik kommt aus den Kreisen der von Berlin inspirierten Sozialdemagogen. Das verrät schon äußerlich das Schlagwort „Kapitalistenstaat", das man ihr angehängt hat. Es ist kaum anzunehmen, daß die Großkapitalisten sich besonders für den neuen Staat interessieren. Sie haben auch keine persönliche Ursache dazu, denn naturgemäß wird die Rheinische Republik als Bundesstaat des Reiches in steuerlicher Beziehung in Deutschland keine völlige Ausnahme bilden können, da sie ja an der Tragung der Kriegslasten in vollem Umfange teilnehmen will. Soweit die Finanzgesetzgebung nicht Reichssache ist, wird die Rheinische Republik die Staatslasten so verteilen, daß jeder sie tragen kann. Sie wird dabei von dem Grundsatz ausgehen, daß insbesondere die Kriegslasten nicht in unsinniger Weise von der jetzigen Generation auf einmal getragen werden, sondern daß sie auf mehrere Generationen zu verteilen und tunlichst vom Einkommen zu tragen sind. Eine übermäßige Inanspruchnahme des Vermögens bedeutet zwar augenblicklich Erfolg, würde aber die Leistungskraft der Nation für die Zukunft vermindern. Daß sich die Republik von den öden Kommunisierungsversuchen hinsichtlich des Haus- und Ackerbesitzes und des sonstigen werbenden Vermögens fernhalten soll, erscheint schon durch die Tatsache geboten, daß diese Objekte nur in der Hand des einzelnen Staatsbürgers werbendes Vermögen darstellen, im Staatsbesitz aber völlig unfruchtbar werden. Zur Erschließung neuer Steuerquellen sollen alle Klassen der Bevölkerung gehört werden; wie die Arbeitgeber-, so auch die Arbeitnehmerverbände. Sehr wichtig ist die schärfste Erfassung der Kriegsgewinne,

der Schutz der Kriegsanleihe, die gerechte Verteilung der Steuern auf alle Volksklassen unter tunlichster Hinaufsetzung des Existenzminimums, d. h. möglichste Entlastung der kleineren Vermögen. Aus diesen Leitsätzen ergibt sich ohne weiteres, daß von Kapitalistenpolitik keine Rede sein kann. Ohne diese Grundsätze kann ein Staat auf die Dauer überhaupt nicht bestehen. Was die Frage von Arbeitslohn und Arbeitszeit anbelangt, so wird nach dieser Richtung hin für die nächsten Jahrzehnte das eherne Gesetz der Erhaltung des physischen Lebens entscheiden. Die Papiergeldfabrikation wird in kürzester Zeit ihr Ende nehmen müssen.

Man könnte sich auf den bequemen Standpunkt stellen, die Lösung dieser Fragen den Herren zu überlassen, die seit 50 Jahren nicht müde werden, dem Volke eine goldene Zukunft vorzugaukeln, die auch heute noch den traurigen Mut haben, dem Volke, das nun endlich diese goldene Zukunft verwirklicht sehen will, die fata morgana der Weltrevolution als Universalheilmittel vorzuspiegeln, die Zeit, in der niemand mehr zu arbeiten braucht, sondern jeder nur genießt. Für die Rheinische Republik gilt es, dieses Lügengewebe zu zerreißen! Nur-Genießer dürfen nicht geduldet werden, bei keiner Klasse; in der Rheinischen Republik haben weder der feudale Müßiggänger noch der berufsmäßige „Erwerbslose" Existenzberechtigung. Jedermann wird Positives zu leisten, also zu arbeiten und nochmals zu arbeiten haben! Voraussetzung dazu ist Arbeitsmöglichkeit, die ihrerseits wieder Ruhe und Ordnung verlangt. Weitere Voraussetzung ist, daß unser früher so arbeitsames Volk, das man systematisch zum Nichtstun zu erziehen bestrebt ist, wieder Freude an der Arbeit findet. Das kann es nicht in einem Kapitalistenstaat, aber auch nicht in einem Bolschewistenstaat, sondern nur in einem auf solider Grundlage aufgebauten Volksstaat. Ein solcher Staat wird die Rheinische Republik werden, zu ihrem Heile und zum Segen des deutschen Vaterlandes!

Ebenso töricht wie das Schlagwort vom „Kapitalistenstaat" ist das Gerede von der „Zentrumsrepublik." Vom „Pfaffenstaat" sprechen die radikalen Wortführer und spinnen damit den Faden der „Kölnischen Zeitung" weiter, die dauernd „feststellt", daß es sich um die Neuaufrichtung der geistlichen Kurfürstentümer Köln, Trier und Mainz handle. — An sich wäre es bedeutungslos, wenn in dem westdeutschen Staat eine Zentrumsmehrheit entstände, da nachgewiesen ist, daß dieser Staat aus inner- und außenpolitischen Gründen dringend notwendig ist. Diese Gründe sind so durchschlagend, daß sie nicht durch die Furcht vor einer „Zentrumsherrschaft" verblassen können. Auch Bayern hatte früher eine Zentrumsmehrheit. Aber die religiöse, wissenschaftliche und künstlerische „Freiheit", für die man in der Rheinischen Republik so sehr fürchtet, hat darunter keinen Schaden gelitten, und niemand hat daran gedacht, dem bayerischen Staat wegen seiner bösen „Zentrumsherrschaft" die Existenzberechtigung abzustreiten. Nun hat aber das Hauptorgan der rheinischen Sozialdemokratie, die „Rheinische Zeitung" in Köln, kürzlich zahlenmäßig nachgewiesen, daß sogar in den Ländern am Rhein das Zentrum allein nicht über die Mehrheit der Stimmen verfügt. Hat es auch wohl in der Rheinprovinz die parteipolitische Ueberlegenheit, so weiß doch jedermann, daß es in Nassau, Rheinhessen und in der Pfalz in der Minderheit ist — ganz davon abgesehen,

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 51

daß in den Gebieten, deren Anschluß erstrebt wird, von einer Zentrumsmehrheit von vornherein keine Rede sein kann. Das Schlagwort „Pfaffenrepublik" ist den Gegnern nur ein demagogisches Mittel, um die kirchenfeindlichen Massen aufzupeitschen. Bei rheinischen Männern und Frauen, die für die Interessen der Rheinlande und damit für die Interessen Deutschlands kämpfen, verfehlt natürlich dieser Schwindel seine Wirkung.

4. „Warum wird die Gründung der Rheinischen Republik nicht von den ‚berufenen' Männern vertreten?"

(Schlagwort: „Ehrgeizige Streber".)

In weiten Kreisen, besonders auch in solchen, die sonst der rheinischen Bewegung nicht unsympathisch gegenüberstehen, nimmt man vor allem Anstoß daran, daß die aktive Leitung dieser Bewegung nicht in den Händen der „berufenen Vertreter des Volkes" liegt. Unter den berufenen politischen Vertretern des Volkes kann man niemand anders verstehen, als die leitenden Männer in der Verwaltung, in den wirtschaftlichen Organisationen und vor allem die gewählten Abgeordneten. Welche Stellung die leitenden Männer der Verwaltung zum wirklichen rheinischen Volke haben, ist weiter oben bereits hinreichend beleuchtet worden. Daß die Leiter der wirtschaftlichen Organisationen, soweit sie gegen den rheinischen Staat sind, nicht minder unter dem alles beherrschenden Berliner Einfluß stehen, ist gleichfalls klargelegt. Für die Art, wie dieser Einfluß sich geltend macht, war der Berliner Thomasmehlschwindel ein typisches Beispiel. Es bleiben also von angeblich unbeeinflußten „berufenen Vertretern des Volkes" nur noch die vom Volke selbst „auf breitester Grundlage gewählten" Abgeordneten übrig. Hier ist es nun zunächst für jeden Kenner des parteipolitischen Betriebes fraglich, ob wirklich alle Abgeordneten als die berufenen Vertreter des Volkes zu gelten haben. Bei manchem, der jetzt tatsächlich gewählt ist, weiß nämlich die Oeffentlichkeit nichts Genaueres darüber, wie er auf die Liste kam. Bei der Aufstellung der Listen im besetzten Gebiet sind im politischen Durcheinander des letzten Winters und bei den starken Beschränkungen der Verkehrsmöglichkeiten Schiebungen vorgekommen, die dem größten Kriegsschieber alle Ehre machen würden. Doch davon abgesehen: Tatsache ist, daß die Parteien sich immer nach der Parole ihrer Führer richten. Parteiführer aber sind bekanntlich „vorsichtig". Wenn eine Sache gelungen ist, so tauchen nachher die „Leisen" und „Fürsichtigen" auf, um sich in das gemachte Bett zu legen. Sie haben dann „die Idee schon immer vertreten". Was die einzelnen Abgeordneten in der neuzeitlichen Parteimaschine noch für ein Maß von persönlicher Freiheit haben, beweist drastisch der Fall Kastert und Kuckhoff. Diese beiden mannhaften rheinischen Abgeordneten haben es allein gewagt, den Wünschen ihrer Wähler bis zuletzt Geltung zu verschaffen, sie haben bis zuletzt für die rheinische Freiheit einzutreten gewagt, und wurden für diese echt rheinische Tat von ihren eigenen Parteifreunden aus Berlin verjagt, ein erbauliches Schauspiel! Die überwiegende Mehrheit der Abgeordneten des Rheinlandes hat sich bekanntlich vor den Wahlen den Wählern gegenüber für die rheinische Republik nex-

pflichtet. Aber der Weg vom Wollen zum Vollbringen führt über dornige Hindernisse und ist so weit, daß nur ganz wenige ihn bis zum Ende durchschreiten. Der wahre Grund, warum die „Berufenen" versagt haben, liegt einfach darin, daß sie „Angst" hatten. In Berlin kann man keine Politik gegen die Männer machen, denen die Maschinengewehre und Handgranaten als politische Ueberzeugungsmittel jederzeit zur Verfügung stehen, es sei denn, daß man über etwas verfügt, was es seit dem 9. November in Deutschland kaum noch gibt: „Zivilkourage". — Daß auch in Köln trotz der Ententebesatzung die Zivilkourage nicht allzu groß ist, dafür gibt es traurige Beispiele genug. Niemals wäre eine Aussicht gewesen, daß die Rheinische Republik tatsächlich kam, wenn sie auf dem sogenannten „legalen" (d. h. „gefahrlosen") Wege durch die „Berufenen" hätte zustande kommen sollen. Darum mußten es eben andere machen, die den Mut dazu aufbrachten. Und sie haben es gemacht. Nun wird das rheinische Volk entscheiden müssen, wem es folgen will: ob es einen eigenen Willen hat, oder ob es zu warten gedenkt, bis die Berufenen finden, daß die rheinische Frage „spruchreif" ist.

5. „Warum konnte man nicht warten, bis der Friede geschlossen war?"

(Schlagwörter: „Politische Narren" und „Schädigung der Friedensverhandlungen".)

Der Einwand, daß man an die Erörterung innerpolitischer Angelegenheiten nicht früher denken dürfe, bis die außenpolitischen geregelt sind, hat auf den ersten Augenblick etwas Bestechendes an sich. Wissen wir doch seit den Tagen der Revolution, was für unheilvolle Folgen es hat, wenn man glaubt, den Innenausbau des Hauses vornehmen zu müssen, ehe seine Fundamente gelegt und die Außenmauern errichtet sind. Aber bei der Frage der rheinischen Republik liegt die Sache wesentlich anders. Hier mußten die Dinge vor Friedensschluß gestaltet werden, weil der Gegenstand im Friedensschluß selbst eine entscheidende Rolle spielt und nach der endgültigen Unterzeichnung alles vorbei ist. Mit der Unterzeichnung des Friedensvertrages sind die besetzten Gebiete rechts und links des Rheines in der Hand der Entente. Es wäre ein gefährlicher Irrtum, zu glauben, daß mit der Unterschrift alles wieder so sei wie ehedem: daß die Verkehrssperre aufgehoben würde, daß die preußischen, hessischen, bayerischen und oldenburgischen Behörden wieder ganz nach ihrem Geschmack schalten und walten könnten. Der Friedensvertrag liefert tatsächlich das besetzte rheinische Gebiet völlig der Entente aus; die Entente wird bestimmen, wie unsere Lage in den nächsten 10 oder 15 Jahren, wahrscheinlich aber auf noch länger hinaus, beschaffen sein wird; es ist oben schon erwähnt, daß die Zivilkommissionen der Entente in Koblenz wie Monarchen alten Stils die Rheinlande verwalten sollen. Und demgegenüber wagte die Reichsregierung, die diesen Vertrag unterschrieben hat, zu behaupten, die Prüfung der rheinischen Frage habe bis nach Friedensschluß Zeit. Sie hat sich dadurch schwer am Rheinland und damit an ganz Deutschland versündigt! Der Oberpräsident von Batocki mußte kürzlich in einem

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 52

Aufrufe an die Ostmärker zugestehen, daß die Bildung eines eigenen Nordoststaates vor Abschluß des Friedensvertrages von Erfolg hätte sein können; nun aber sei im Osten alles verloren. — Es ist geradezu lächerlich, wenn man glaubt, daß die Entente sich in den rheinischen Angelegenheiten nach den Wünschen der Reichsregierung, geschweige denn nach denen der preußischen Regierung richten werde. Die Friedensbedingungen, durch die über die Verwaltung der Rheinlande für die Zukunft entschieden worden ist, sind angenommen. Damit ist das Geschick des rheinischen Volkes entschieden, wie die „Kölnische Volkszeitung" am 30. Juni 1919 es ausdrückt: „Die Gelegenheit ist verpaßt, es werden nunmehr andere Mächte als die Reichsregierung über die Rheinlande verfügen". Und dabei wagt man es, die Männer, die am 1. Juni der rheinischen Freiheit durch die Tat den Weg geebnet haben, politische Wirrköpfe zu nennen. Die Zeit wird bald kommen, da das rheinische Volk diesen Männern dankbar sein wird. Vor Friedensschluß mußte gehandelt werden, vor Friedensschluß mußte noch im letzten Augenblicke verlangt werden, daß dem rheinischen Volke selbst die Bestimmung über sein Geschick zustehe. Das ist am 1. Juni 1919 geschehen!

Zweiter Teil:

Zweiter Teil.

Die Vorgeschichte der Proklamation vom 1. Juni 1919.

Die Schilderung der Umstände, die zu der Proklamation vom 1. Juni 1919 führten, ja sie unerläßlich machten, ist kein erfreuliches Dokument. Es ist jedoch dringend notwendig, daß endlich einmal der Schleier über gewisse Vorkommnisse gelüftet wird, die ihre Erklärung allerdings in den traurigen Zuständen finden, durch die unser Vaterland an den Rand des Verderbens gebracht wurde: spartakistischer Terrorismus und bürgerliche Feigheit! Am Anfange dieses Büchleins über die Rheinische Republik steht das Wort: Aufrichtigkeit. Für die Männer des 1. Juni 1919 war es das Leitmotiv ihrer Tat; sie haben versucht, von Anfang an Aufrichtigkeit nach innen und nach außen in die Bewegung hineinzutragen; sie werden auch fernerhin dafür sorgen, daß Aufrichtigkeit der neuen Republik voranleuchtet!

1. Der Anfang der Bewegung.

Im ersten Kapitel ist bereits erwähnt, daß die Revolutionstage den Gedanken der rheinischen Freiheit an das Tageslicht brachten, einerseits aus dem Gefühl heraus, daß nun das Volk selbst in voller Freiheit sein Geschick zu bestimmen habe, andererseits aber aus Abscheu vor den üblen Begleiterscheinungen jener Tage.

Wahre Freiheit bedeutet selbstgewählte Manneszucht; das erkannte man sehr bald am Rhein, zumal man hier das grausige Schauspiel des Rückzuges des ehemals so stolzen Heeres aus nächster Nähe erleben mußte. — Im Gegensatze zu der aus Berlin importierten Freiheit bildete sich der Begriff der rheinischen Freiheit.

In diesen ersten Tagen, die ihren Höhepunkt in der begeisterten Kundgebung vom 4. Dezember 1918 in Köln fanden, kam noch der Wille des Volkes ungehemmt zum Ausbruch; damals galten noch rheinischer Freimut und rheinische Aufrichtigkeit. Wäre in dieser ersten großen Volksversammlung im heiligen Köln, auf das als die rheinische Metropole alle Blicke sehnsuchtsvoll gerichtet waren, wäre damals die Rheinische Republik proklamiert worden, dann hätte diese Tat den Freistaat am Rhein mit einem Schlage geschaffen. Noch gab es kein Parlament, noch gab es keine Abgeordneten, die ihre alleinige Zuständigkeit beanspruchten, aber diesem Anspruch nicht die Tat folgen ließen. Wenn damals die berufenen Männer dem elementaren Volkswillen gehorcht und die Rheinische Republik ins Leben gerufen hätten, dann wäre dem rheinischen Volke manche bittere Stunde erspart geblieben; mehr noch: dann wäre nicht nur dem Rheinlande, sondern dem gesamten deutschen Vaterlande ein anderer Friedensvertrag beschert worden.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 53

2. Der 1. Februar 1919.

Es kam anders. Anstatt entschlossen zur Tat zu schreiten und die Staatsbildung nach dem Willen der die überwiegende Mehrheit der Bevölkerung darstellenden unbedingten Anhänger des Freistaates vorzunehmen, entschloß man sich, sämtliche Parteien ohne Ausnahme heranzuziehen, ein lobenswerter aber utopistischer Gedanke, denn aus Mußgegnern macht man keine Helfer. Der Stockpreuße, der wußte, daß er einem Rheinländer Platz machen sollte, der Spartakist, der sein Beuterecht bedroht sah, waren kaum geneigt, sich selbst den Strick um den Hals zu legen.

Der Vater des utopistischen Gedankens war der Kölner Oberbürgermeister Adenauer, der optima fide den Versicherungen der Parteiführer aller Richtungen, daß sie begeisterte Anhänger des rheinischen Freistaates seien, Vertrauen schenkte. Er übernahm die Führung. Im Dezember 1918 bildeten sich in Köln Ausschüsse, die zunächst mit großer Tatkraft auf ihr Ziel lossteuerten. Die auf das Drängen Adenauers zugezogenen demokratischen und sozialistischen Parteiführer: Falk, Meerfeld, Sollmann sprachen sich zunächst auch öffentlich für den Freistaat aus. Die Verhandlungen gestalteten sich so günstig, daß die feierliche Proklamation für den 1. Februar 1919 im Hansasaale des Kölner Rathauses geplant wurde. Man berief die sämtlichen rheinischen Abgeordneten, die kurz vorher zur Deutschen National- und Preußischen Landesversammlung gewählt worden waren und die Oberbürgermeister der rheinischen Städte zu diesem Tage nach Köln zusammen, um durch sie den Akt der Staatsgründung vollziehen zu lassen. — Man beabsichtigte demnach durchaus nicht, auf dem sog. „legalen" Wege vorzugehen, also die Reichsregierung und die preußische Regierung hinzuzuziehen, geschweige denn die Entscheidung der Deutschen National- bzw. Preußischen Landesversammlung zu überlassen, sondern man wollte sich damit begnügen, einen „quasilegalen" Akt zu setzen. Das muß von vornherein gegenüber dem Geschrei nach dem legalen Wege betont werden. Die Vorgänge des 9. November 1918 waren eben noch zu frisch in aller Gedächtnis, als daß man dieserhalb die geringsten Bedenken gehabt hätte. Man war der Ansicht, daß die Sanktionierung und Amnestierung der Vorgänge im November seitens der Berliner Machthaber dem rheinischen Volke das Recht geben müßten, ähnlich, wenn auch bei weitem nicht so radikal, vorzugehen, zumal der quasilegale Weg jedes „Vergießen von Bruderblut" ausschloß.

Trotzdem die überwiegende Mehrheit der am 1. Februar Erschienenen sich für die Proklamation aussprach, kam es nicht dazu; ein einstimmiger Beschluß war nicht zu erzielen. Man wählte statt dessen einen Ausschuß, der den Auftrag erhielt: „die Pläne auf Errichtung einer Westdeutschen Republik im Verbande des Deutschen Reiches und auf dem Boden der von der Deutschen Nationalversammlung zu schaffenden Reichsverfassung weiter zu bearbeiten." Trotz dieses Auftrags war für die Eingeweihten aus der Zusammensetzung des Ausschusses (u. a. Falk, Meerfeld, Sollmann) ohne weiteres klar, daß es sich um ein Begräbnis erster Klasse handelte. Wie trefflich dieser Ausschuß seine wahre Aufgabe erkannte, geht schon

daraus hervor, daß er bis zum Eintritt zwingender Ereignisse nicht zu einer einzigen Sitzung zusammentrat.

Wie war dieses Fiasko zu erklären? Sehr einfach: Berlin befahl und die rheinischen Männer gehorchten. Ende Januar kam von Berlin die Parole: Nieder mit der rheinischen Freiheit! Man war inzwischen nämlich in Berlin zur Einsicht gekommen, daß die Erhaltung Großpreußens für gewisse Zwecke unbedingt erforderlich sei. Die damaligen Berliner Machthaber merkten sehr bald, daß zur Erhaltung ihrer auf einer Minderheit basierenden Hegemonie dasselbe erprobte Mittel angewandt werden müsse, das vor der Revolution die Beherrschung des gesamten Deutschlands ermöglichte: die Sicherung der unbedingten Vorherrschaft Großpreußens! Zwei Seelen hatten denselben Gedanken: außer den neuen Gewalthabern auch die alten, zur Zeit ihres Glanzes gleichfalls mit einer Minderheit herrschenden stockpreußischen Krippensetzer, die mittels eines im alten Stile regierten Großpreußens Deutschland seine 22 Monarchen wieder bescheren wollten. Damals trat zum ersten Male das Bündnis zwischen der äußersten Rechten und der äußersten Linken zur Knebelung der rheinischen Freiheit in die Erscheinung. Die Parole wurde in Köln getreu befolgt. Zunächst galt es, einen Majoritätsbeschluß zu verhindern, deshalb mußte man scheinbar auf den Plan des Freistaates am Rhein eingehen, daher der Ausschuß vom 1. Februar. Nachdem dies gelungen war, fiel die Maske. Schon am 2. Februar verkündete die „Rheinische Zeitung" in Köln, das Organ Sollmanns, höhnisch, daß man nun den Bestrebungen völlig den Garaus bereiten werde. Nach dem 1. Februar gab man zum ersten Male die Todesparole rheinischer Freiheit aus, die bis auf den heutigen Tag getreulich nachgebetet wird: „Die rheinische Frage ist noch nicht spruchreif!" Sieben Monate lang hat das rheinische Volk zusehen müssen, wie andere Fragen spruchreif wurden: die Verankerung des Rätegedankens in der Verfassung, die Kommunisierung der Betriebe bis zum Zusammenbruch usw. Sieben Monate lang hat es geseufzt und gebettelt, daß wenigstens etwas von Berlin aus geschehe, um seiner Not zu steuern. Umsonst: „nicht spruchreif!" Welch maßloser Hohn liegt in diesen Worten! Und es gibt Leute, die es auch heute noch wagen, dem rheinischen Volke diesen Schimpf ins Gesicht zu schleudern!

Bei diesem negativen Bescheid ließ Berlin es aber nicht bewenden. Nach dem 1. Februar setzte in ganz Preußen und Deutschland eine wüste Hetze gegen die rheinische Bewegung ein. Mit allen Mitteln der Verleumdung und Verhetzung wurde gegen die Anhänger des Rheinstaates getobt; man schämte sich nicht, den Terror aufzubieten, um die rheinische Freiheit zu erdrosseln. Die Führung übernahm die „Kölnische Zeitung", jenes Blatt, das von jeher seine Aufgabe darin erblickte, die unterworfene Provinz zu verpreußen. Sie erfand den hämischen Ausdruck: „Sonderbündler", und unterschob den Männern, die von Anfang an ihre treudeutsche Gesinnung vor aller Welt betont hatten, wider besseres Wissen die Absicht, die Lostrennung vom Reich zu erstreben. Unter dem Beifallgeheul der Leute, die am 9. November mit Hilfe von Deserteuren, Meuterern und Zuchthäuslern dem deutschen Heere in den Rücken fielen und die deutsche Ehre zum Spott der Welt machten, und jener, die unter Brechung ihres Treueides feige sich ihnen „zur Verfügung stellten", wurden die Anhänger einer Rheinischen

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 54

Republik im Verbande des Deutschen Reiches zu „Hochverrätern" gestempelt.

Diesen mit allen Mitteln des Terrors geführten Angriffen zeigten sich die Kölner Männer nicht gewachsen. Der Kölner Oberbürgermeister machte wohl noch einigemal schwache Versuche, die Reichsregierung umzustimmen, mußte aber sehr bald einsehen, daß von Berlin aus nichts, aber auch gar nichts für die Rheinlande geschehen werde. Man hatte sich eben entschlossen, die Gefilde am Rhein als Pfand für das übrige Deutschland hinzugeben, und darum mußte das Rheinland schweigen. Alle Bitten, alle Warnungen verhallten ungehört. Kein Wunder, daß die Erbitterung in den einsichtigen und vorausschauenden Kreisen von Tag zu Tag wuchs, daß Männer, denen das Schicksal ihrer heißgeliebten Heimat das Herz bluten ließ, sich weigerten, in dumpfer Ergebenheit alles über sich ergehen zu lassen, sondern sich entschlossen, selbst zu handeln. Dazu gehörte allerdings mehr Verständnis für die Lage, als man in Berlin aufzubringen fähig war, mehr Mitleid mit dem rheinischen Volk, als man in Berlin zu zeigen gewillt war, vor allem aber mehr Mut, mehr Entschlossenheit und mehr Aufrichtigkeit, als die „berufenen, führenden Männer" an den Tag legten.

3. Der 7. März 1919.

Nach dem völligen Versagen von Köln übernahm man am Mittelrhein die Führung. Hier reifte allen Hindernissen zum Trotz der Gedanke, im letzten Augenblicke noch einen Schritt zu wagen, um der rheinischen Freiheit einen Weg zu bahnen, um das Selbstbestimmungsrecht des rheinischen Volkes über sein zukünftiges Geschick vor aller Welt zur Geltung zu bringen. In Mainz und Wiesbaden hatten sich schon Anfang Januar Ausschüsse gebildet, die mit Köln zusammengehen wollten. Sie schlossen sich zu dem nassauisch-rheinhessischen Arbeitsausschuß zusammen und beauftragten den Staatsanwalt Dr. Dorten, mit den Kölner Kreisen Fühlung zu nehmen. Mehrfache Unterhandlungen, die Dr. Dorten mit dem Oberbürgermeister Adenauer hatte, führten zu dem Plane, an der für den 1. Februar vorgesehenen Proklamation in irgend einer Form teilzunehmen. Es war von Köln aus beabsichtigt, den mittelrheinischen Gebieten (Nassau, Rheinhessen, der Rheinpfalz) den „Anschluß" demnächst zu „gestatten". Damit wollte man sich am Mittelrhein nicht begnügen, sondern selbst mit raten und taten. Man bevollmächtigte daher Dr. Dorten, den Verhandlungen vom 1. Februar beizuwohnen; eine ganze Reihe von nassauischen Gemeinden und Körperschaften gab ihm außerdem notarielle Vollmacht, ihren Anschluß an den westdeutschen Freistaat auszusprechen. — Dazu konnte es wegen des programmwidrigen Verlaufs am 1. Februar naturgemäß nicht kommen. Als der mittelrheinische Arbeitsausschuß erfuhr, daß der rheinische Ausschuß vom 1. Februar bis Ende Februar noch zu keiner Sitzung zusammengetreten, daß auch von anderer Seite ein Handeln nicht mehr zu erwarten war, übergab er am 27. Februar dem Oberbürgermeister Adenauer als dem Vorsitzenden des rheinischen Ausschusses die schriftliche Aufforderung, „bis zum 4. März eine unzweideutige Erklärung dieses Ausschusses herbeizuführen."

Ein weiterer Grund, dessen Wichtigkeit man bis dahin nicht gewürdigt hatte, war für diesen Schritt mitbestimmend. Ende Februar erhielt der mittelrheinische Ausschuß Kenntnis von den voraussichtlichen Friedensbedingungen hinsichtlich der Rheinlande; er teilte die ihm bekannt gewordenen Punkte den weitesten Kreisen mit, stieß aber allseitig auf den größten Unglauben. Diejenigen, die es damals sogar für gut befanden, die Wahrheit der Angaben zu bezweifeln und die sorgeerfüllten Männer ob ihres „Pessimismus" und ihrer „Aufrichtigkeit" zu verhöhnen, werden ja inzwischen eingesehen haben, daß die wirklichen Friedensbedingungen noch ein gut Teil härter ausgefallen sind, als man es ihnen damals prophezeite.

Aber die berufenen Kreise wollten nicht hören, zumal „Eingeweihten" von offizieller und offiziöser Berliner Seite versichert wurde, daß die Mitteilungen der Leute vom Mittelrhein völlig aus der Luft gegriffen seien, daß man bestimmt versichern könne, mit dem Abschluß des Präliminarfriedens werde die militärische Besetzung der Rheinlande „natürlich" aufhören, zum mindesten werde das gesamte rechtsrheinische Gebiet der Brückenköpfe „unter allen Umständen" freigegeben werden. Von seiten der Reichsregierung wurde feierlichst versichert, daß man für die Rheinlande „sorgen" werde, man werde deutsches Land unter keinen Umständen „abtreten", man werde rheinisches Land nicht in Pfand geben, man werde nicht „dulden", daß die Verbindung zwischen den besetzten Gebieten und dem unbesetzten Deutschland irgendwie nach Abschluß des Präliminarfriedens „behindert" würde usw. usw. Mit anderen Worten: man hatte das „Sprüche machen" von der alten Regierung eines Bethmann-Hollweg und Genossen mit Glanz übernommen. Alles war eitel Optimismus, man rechnete mit Sicherheit auf die „Revolution in Frankreich", den „Krieg zwischen Amerika und Japan", die „starken Unstimmigkeiten zwischen den Alliierten" und weiß Gott, noch was, nur die bittere Wahrheit ließ man nicht zu Wort kommen. Kurz: man feierte den 1. Mai, um dann bald darauf die „Trauerwoche" einlegen zu müssen.

Wie ein Donnerschlag wirkten die Friedensbedingungen für die Rheinlande: Militärische Besetzung auf 5, 10, 15 Jahre, Zivilverwaltung nach alt-monarchischem Stil, absolute Garantien für die Ansprüche auf Wiedergutmachung der Schäden usw. Alles das hatten die Männer vom Mittelrhein Ende Februar bereits unter dem Hohngelächter der von Berlin aus „besser informierten" „Berufenen" in Aussicht gestellt und darum als einzige Rettungsmöglichkeit Offenheit und Aufrichtigkeit gegenüber aller Welt verlangt.

Es ist geradezu unbegreiflich, wie man glauben konnte, aus den besetzten Gebieten von Reichs wegen einen Freistaat bilden zu können, ohne mit der Entente über diese Bildung zu verhandeln. Daß ein Verhandeln der Reichsregierung ausgeschlossen war, wurde nur zu bald offenkundig. Die Friedenskonferenz lehnte es ab, mit der Reichsregierung anders als im Wege schriftlicher Antworten auf schriftliche Fragen zu verkehren. Auf diese Weise ließ sich natürlich nicht die äußerst komplizierte Situation der besetzten Gebiete regeln. Es war daher notwendig, daß irgendwie über diese Angelegenheiten mit Vertretern der Entente Fühlung genommen wurde. Das hatte man schon bei den Versuchen erkannt, die von Köln aus veranstaltet worden waren; es fehlte dort aber an der notwendigen Entschlossenheit, um zu greifbaren Resultaten zu gelangen.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 55

Die Hauptschwierigkeit bestand vor allem darin, das große Mißtrauen zu beseitigen, das allen derartigen Versuchen von seiten der Entente entgegengebracht wurde. Kein Wunder! zumal dieses Mißtrauen noch dadurch verstärkt wurde, daß die meisten „Bittsteller" entweder rein persönliche oder doch ihrem Interessenkreis entstammende Sonderwünsche vortrugen. —

Es war dem Nachweis rheinischer Aufrichtigkeit vorbehalten, hier eine grundlegende Aenderung zu schaffen, eine Situation herzustellen, die nicht nur dem rheinischen Volke, sondern dem gesamten deutschen Volke erhebliche Vorteile allgemeiner Natur gebracht haben würde, wenn, ja wenn die Reichsregierung mit der gleichen Aufrichtigkeit sich diesem Schritte angeschlossen hätte.

Das erste Dokument rheinischer Aufrichtigkeit bildete die bekannte Erklärung vom 7./10. März 1919. Als Oberbürgermeister Adenauer am 4. März antwortete, daß er außerstande sei, irgend einen Schritt in absehbarer Zeit zu unternehmen, da die Reichsregierung sich unbedingt ablehnend verhalte, wurden von dem nassauisch-rheinhessischen Arbeitsausschuß sofort mit entschlossenen Freunden der Bewegung aus allen bürgerlichen Parteien, deren Namen sich unter der am 11. März veröffentlichten Erklärung befinden, Verhandlungen getätigt, die zu dem Ergebnis führten, die Erklärung nicht nur der Reichsregierung und preußischen Regierung, sondern auch den drei Entente-Großmächten zu übergeben, die rheinisches Land besetzt hielten. Sie lautete:

Erklärung.

1. Wir verlangen, daß unser Geschick lediglich durch unsere Selbstbestimmung entschieden wird.
2. Wir sind Deutsche, deshalb wollen wir unter allen Umständen untrennbar im Verbande des deutschen Reiches verbleiben.
3. Wir wehren uns für alle Zeit gegen jede Abtretung deutschen Gebietes im Westen und jede uns aufgezwungene Staatsform; Rheinland, Nassau und Rheinhessen müssen ein einheitliches Staatsgebilde darstellen. Der Anschluß der Rheinpfalz, von Westfalen und Oldenburg ist dringend erwünscht.
4. Wir sind fest davon überzeugt, daß wir mit unserem Verlangen dem Völkerfrieden eine Brücke bauen.

   Die aus freier Selbstbestimmung erfolgte Vereinigung der Länder am Rhein zu einem westdeutschen Freistaat wird eine „Friedensrepublik" sein. Sie bietet die nötige Gewähr für den Frieden Europas, bildet einen Damm gegen bolschewistische Ueberflutungen und sichert die friedlichen Beziehungen zwischen Westen und Osten.
5. Daher wollen wir die sofortige Errichtung der Westdeutschen Republik und erwarten von den zuständigen Stellen die unverzügliche Zulassung einer Volksabstimmung in den beteiligten Gebieten.
6. Den am 1. Februar 1919 in Köln gebildeten Ausschuß betrachten wir infolge seiner bisherigen gänzlichen Untätigkeit als erledigt.

In den Punkten 1 bis 3 waren:

1. Das Selbstbestimmungsrecht des rheinischen Volkes,
2. seine Untrennbarkeit aus dem Verbande des Deutschen Reiches,
3. die Unversehrtheit rheinischen Gebietes

als Forderungen erhoben, Forderungen, die so präzise formuliert waren,

daß bei der Unterzeichnung von gewisser Seite gefragt würde, ob man sich damit auch nicht den „Unwillen" der Entente zuziehen werde.

In den Punkten 4 und 5 war die Lösung der Schwierigkeiten, von denen die rheinische Frage strotzt, auf die einfachste Weise vorgeschlagen: Durch die absolute Lostrennung von Preußen werden die Befürchtungen der Entente vor neuen kriegerischen Entwickelungen beseitigt; indem die Länder am Rhein aus freien Stücken den Frieden für alle Zeit selbst garantieren, dadurch, daß sie im Deutschen Reiche als dessen wichtigster Bundesstaat für die Aufrechterhaltung des Friedens unbedingt sorgen werden, schon allein deshalb, weil ihr Gebiet Kriegsschauplatz werden müßte, bieten sie durch die Tatsache der Errichtung dieser von preußischem Einflusse völlig freien Friedensrepublik hinreichende Garantie für die Vermeidung künftiger Kriege. Der feste Wille des rheinischen Volkes, den Frieden für alle Zeit zu sichern, bedeutet das denkbar beste Unterpfand, denn es ist keine erzwungene, sondern

eine freiwillige Tat rheinischer Aufrichtigkeit!

Um sie an den Tag zu bringen, wurde die unverzügliche Zulassung der Volksabstimmung von allen zuständigen Stellen, also der Reichsregierung und der Entente erbeten. Denn es herrschte damals ebensowenig wie heute irgend ein Zweifel, wie die Volksabstimmung ausfallen werde: für die rheinische Friedensrepublik!

In Punkt 6 wurde, um Klarheit zu schaffen, die Stellungnahme gegenüber dem untätigen Ausschuß vom 1. Februar festgelegt.

In einem unmittelbar folgenden Punkte wurde sodann der Staatsanwalt Dr. Dorten aus Wiesbaden zum ersten Bevollmächtigten ernannt. Er erhielt den Auftrag, die Erklärung in unterschriebenen Originalen den kommandierenden Generälen in Köln, Koblenz und Mainz zustellen zu lassen. Das Begleitschreiben wurde in Köln in dem Sitzungssaale der „Kölnischen Volkszeitung", in dem die entscheidenden Beschlüsse gefaßt wurden, von den anwesenden Männern entworfen und auf Papier, das von dem Verlage zur Verfügung gestellt wurde, in Reinschrift wie folgt abgefaßt:

„Herr General!

„Ich habe die Ehre, Ihnen im Auftrage des Arbeitsausschusses zur „Errichtung der Westdeutschen Republik für die Rheinprovinz, Nassau und „Rheinhessen, beifolgende Erklärung zu überreichen mit der Bitte um Weiterleitung an Ihre Regierung. Genehmigen Sie, Herr General, den Ausdruck meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

Der Erste Bevollmächtigte:
Dr. H. A. Dorten."

Es unterlag sonach keinem Zweifel, daß Dr. Dorten als Generalbevollmächtigter zu gelten und dementsprechend auf Grund der zugestellten Erklärung das Weitere zu veranlassen, demgemäß mit der Entente hinsichtlich der beantragten Volksabstimmung Fühlung zu nehmen hatte. Die Vollmacht ist bis auf den heutigen Tag nicht widerrufen worden! Das muß ausdrücklich festgestellt werden!

Nach einer am 10. März in der Kasinogesellschaft in Köln veranstalteten Versammlung bildeten sich in allen größeren rheinischen Städten Ortsausschüsse, die zur Sammlung von Zustimmungsunterschriften schritten. Bekanntlich hatte diese Sammlung ein so glänzendes Ergebnis, daß Berlin zur Anwendung äußerster Mittel gegen die Bewegung überging. In Aachen allein unterschrieben 52 000 Wähler aus allen Volksschichten und allen Parteien. Dieser Erfolg löste in Köln auf Berliner Befehl derartige Wutausbrüche, natürlich wieder unter Führung der „Kölnischen Zeitung", aus, daß Köln wie üblich schleunigst „pater peccavi" sagte. Zur Vorsicht hatte man schon Punkt 6 der Erklärung sowie die Tatsache der Bevollmächtigung nicht veröffentlicht, trotzdem gerade diese Veröffentlichung von dem mittelrheinischen Ausschuß entschieden verlangt und schließlich auch nach langen Beratungen durchgesetzt worden war.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 56

Aber in Köln richtet man sich bekanntlich sehr häufig nach anderen Dingen, als getroffenen Vereinbarungen, daher das weltbekannte Wort vom „Kölner Klüngel". Es bewahrheitete sich einmal wieder die alte Tatsache, daß Köln von jeher selbst sein größter Feind gewesen ist. Der Kampf der Kölner gegen die Kölner, von denen die Kölner Stadtchronik ein altes Lied zu singen weiß, hat es in der Geschichte immer wieder verhindert, daß die im Mittelalter neben Paris und Rom hervorragendste Stadt der Welt zu der Bedeutung in Deutschland aufstieg, die ihr ein gütiges Geschick stets aufs neue darbot, und die ihr eigener im Anfang dieses Büchleins schon zitierter Wahrspruch stolz beansprucht.

4. Der 1. Juni 1919.

Auf Grund der in Mainz zugestellten Erklärung wurde Dr. Dorten als erster Bevollmächtigter Anfang Mai aufgefordert, General Mangin in Mainz nähere Aufschlüsse über die rheinische Bewegung zu geben. Schon bei dieser ersten Unterredung wurde klargestellt, daß für die von Dr. Dorten vertretenen Kreise nur die Bildung einer Rheinischen Republik als Bundesstaat des Deutschen Reiches in Frage kommen könne. Dem politischen Scharfblick des Generals Mangin, dessen Wunsch auf volle Offenheit gerichtet war, entging es nicht, daß diese Lösung der rheinischen Frage auch für Frankreich die beste sein würde. Denn Frankreich hat durchaus das größte Interesse daran, daß die Verhältnisse in Deutschland möglichst bald und möglichst dauerhaft gesunden; nur so kann es erhoffen, die Wiedergutmachung der Schäden auch wirklich und rasch vollzogen zu sehen. Ein vollkommen zerrüttetes, bei Fortdauer der herrschenden Zustände wirtschaftlich vernichtetes Deutschland, bietet weder Garantien für einen dauerhaften Frieden noch für hinreichenden Schadenersatz. Als Bundesstaat des Deutschen Reiches ist aber die Rheinische Republik imstande, beide Garantien durchzusetzen, wenn es ihr gelingt, Deutschland durch gutes Beispiel und, wenn nötig, sanfte und weniger sanfte Vorstellungen wieder empor zu richten.

Anfang Mai fanden in Aachen, Köln und Wiesbaden Besprechungen statt, die sich mit den Vorbedingungen zur Errichtung einer Rheinischen Republik befaßten. Leitender Gedanke war, schon bei etwaigen Verhandlungen über die Errichtung möglichst für das gesamte Deutschland eine Milderung der Vertragsbedingungen zu erreichen, nicht etwa, für den neuen Freistaat irgend welche Sondervorteile herauszudrücken. Vor allem wollte man aber

dadurch, daß Verhandlungen möglich und nötig wurden, herbeiführen, daß auch die Reichsregierung bei den Friedensverhandlungen in letzter Stunde noch zur mündlichen Verhandlungen zugelassen werden sollte, falls sie sich der rheinischen Aufrichtigkeit anzuschließen gewillt war.

Die erbetenen Vorteile bestanden im wesentlichen in folgendem:

1. Keine Gebietsabtretung rheinischen Landes.
2. Anderweitige Regelung der Ostfragen.
3. Milderungen der wirtschaftlichen Friedensbedingungen für ganz Deutschland.

Unter Zugrundelegung dieser Punktierungen wurde für den 17. Mai eine Unterredung bei dem General Mangin nachgesucht, an der außer Vertretern des Aachener und des nassauisch-rheinhessischen Ausschusses auch die Abgeordneten Kastert und Kuckhoff teilnahmen. Entsprechend den Beweggründen der Teilnehmer an dieser Unterredung wurde der Reichsregierung auf dem dazu vorgesehenen Wege rechtzeitig, und zwar einige Tage vorher, Mitteilung von den Punktierungen und der beabsichtigten Unterredung gemacht, mit der selbstverständlichen Bitte um vertrauliche Behandlung der Angelegenheit. Der Verlauf der Unterredung wurde gleichfalls sofort mitgeteilt; außerdem sollten sich die beiden Abgeordneten, sobald ein günstiges Ergebnis für weiteren Verhandlungen feststand, sofort nach Berlin begeben, um dem Ministerpräsidenten Scheidemann Vortrag zu halten und ihn aufzufordern, die gebotene Gelegenheit auszunutzen zum Besten des deutschen Volkes, andererseits aber keinen Zweifel zu lassen, daß die Bildung des Rheinstaates nunmehr mit oder ohne Berlin erfolgen werde.

Was geschah nun seitens der Reichsregierung?

1. Sie veranlaßte, daß die vertraulichen Mitteilungen in der sozialdemokratischen Presse, dazu noch in einem gefälschten Auszug, veröffentlicht wurden.

2. Sodann ließ sie durch das offiziöse Wolff'sche Telegraphenbüro bekannt geben, daß ihr von der ganzen Angelegenheit nicht das geringste bekannt sei.

3. Dann ließ sie die Teilnehmer an der Unterredung um schriftliche Unterlagen der Entente über die zu machenden Zugeständnisse bitten.

4. Als diese naturgemäß nicht beigebracht werden konnten, da gerade die Reichsregierung darüber verhandeln sollte, erklärte sie durch ein vom Gesamtreichsministerium unterfertigtes, allgemein bekannt zu gebendes Schriftstück jeden Anhänger des Gedankens einer Lostrennung von Preußen für schuldig des Verbrechens aus § 81 Ziff. 3 ff. St. G. B. unter Strafandrohung mit lebenslänglichem Zuchthaus oder lebenslänglicher Festungshaft.

Abgesehen davon, daß dieselbe Reichsregierung, die wegen Verbrechens aus § 81 Ziff. 1 u. 2 allgemein alle Welt amnestiert hatte, diesen Treppenwitz sich leistete, besaß sie zu diesem Vorgehen nach den bestehenden Gesetzen nicht das mindeste Recht; denn auch nach der Revolution ist die Reichsregierung nicht Strafverfolgungsbehörde geworden. Im übrigen konnte ihr jeder Staatsanwalt sagen, daß infolge Fehlens des Tatbestandsmerkmales des „gewaltsamen" Losreißens von der Anwendbarkeit des § 81 St. G. B.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 57

außer auf sie selbst keine Rede sein konnte, ihr Geschrei von „Hochverrat" demnach auch juristischer Blödsinn war.

Aber dieser ganz außergewöhnliche „Staatsakt" genügte natürlich, um ängstliche Gemüter ins Bockshorn zu jagen. Das Drolligste war jedoch, daß trotz des gehorsamen Einschwenkens der hohen Behörden und des üblichen Einsetzens der „Kölner Entschuldigungen" diesmal sogar die „Köln. Zeitung" nicht mittat. Trotzdem auch sie entsprechend ihrer bisherigen Taktik den Mainzer Besuch als schwärzeste Tat noch schwärzerer Französlinge in allen gebührenden Farben schillern ließ, war ihr das Hochverratsgeschrei denn doch zu dumm. Ihre juristische Schulung war noch nicht so sehr in untertänigster Demut erstickt, wie die gewisser, sonst auf die absolut objektive Deduktion eingeschworener Berufsjuristen. Aber der 9. November hat ja manchen früheren Kaisergeburtstagsjuristen auf dem Gewissen. Kastert und Kuckhoff, die den Mut besaßen, in Berlin der ganzen Meute standzuhalten, mußten es erleben, daß ihre eigenen Parteikollegen aus dem Rheinlande, die eigens zu diesem Zweck gewählten rheinischen Abgeordneten, sich nicht schämten, den Befehlen „von oben" zu entsprechen und mit über jene wahrhaft freimütigen rheinischen Männer herzufallen. Von der Matthias Erzberger'schen Parteidiktatur mit „schlichtem Abschied" entlassen, sahen sie sich genötigt, ihre Mandate niederzulegen. — —

Das war dem gutmütigen, geduldigen rheinischen Volke denn doch zuviel. Für die Männer, die den Berliner Hohn doppelt und dreifach empfanden, stand es nun fest, daß auf „legalem" Wege für das rheinische Volk nichts mehr zu erhoffen war. Hätte die Reichsregierung das getan, was gegenüber dem rheinischen und auch dem deutschen Volke zu tun ihre Pflicht war, hätte sie die ihr gemachten Vorschläge pflichtgemäß geprüft, anstatt die öffentliche Meinung aufzuhetzen, so wäre damit die Möglichkeit geboten worden, noch in letzter Stunde das Schicksal des deutschen Volkes in andere Bahnen zu lenken. Sie wollte aber die rheinische Freiheit um jeden Preis ersticken, und daß sie es auch jetzt noch will, ergibt sich aus dem im ersten Teil wiederholt erwähnten Thomasmehl-Schwindel.

Die ganze unglaubliche Handlungsweise der Reichsregierung wirkte auf die wahrhaft rheinisch und wahrhaft deutsch gesinnten Freunde des Rheinstaates in anderer als der erwarteten Weise: ihr Entschluß, das geliebte rheinische Land zu retten, stand fest. In letzten Zusammenkünften zu Aachen, Mainz und Speyer wurde die Proklamation beschlossen. Der Kölner Ausschuß, dessen Weiterarbeit infolge des ausgeübten Terrors in Köln selbst unmöglich geworden war, hatte seine Vollmachten dem Aachener Ausschuß übertragen, der gleichzeitig über die Vollmachten der Ausschüsse Bonn, Cleve, Krefeld, München-Gladbach, Neuß und Trier verfügte. Der Aachener Ausschuß übertrug alle Vollmachten auf Dr. Dorten und beauftragte ihn, auf Grund der erwähnten Beschlüsse, die Proklamation für den rheinischen, nassauisch-rheinhessischen und pfälzischen Ausschuß anzuordnen.

Welche Gründe waren hierzu bestimmend, ja zwingend?

1. Nachgewiesenermaßen waren alle sog. „legalen" Wege ungangbar, alle „Berufenen" hatten wiederholt versagt.

2. Die Reichsregierung hatte unzweideutig jede Bildung des Rheinstaates abgelehnt. Sie war auch bei etwaiger Sinnesänderung in Zukunft,

d. h. nach Friedensschluß, dazu nicht mehr in der Lage, denn der Friedensvertrag bildete, einmal unterschrieben, ein für die Reichsregierung absolut bindendes Instrument; die Vorschriften in dem Friedensvertrage über die Rheinlande wurden mit Abschluß des Vertrages für die Vertragschließenden rechtsgültig, demnach unabänderlich, es sei denn, daß die Entente selbst in eine Revision einwilligte. Diese Friedensbedingungen sahen eine Verwaltungsform hinsichtlich der Rheinlande vor, die der Reichsregierung nicht die geringste Möglichkeit mehr zum Eingreifen bot.

3. Diesem Versagen aller Instanzen gegenüber blieb nur noch eine Möglichkeit: vor dem Abschluß des Präliminarfriedens eine Tat rheinischer Freiheit zu setzen und zwar mitten aus dem rheinischen Volke selbst heraus, an der Niemand vorbei konnte, weder die Entente, noch die Reichsregierung!

Die Zeit drängte; dazu kam noch, daß nach durchaus zuverlässigen Mitteilungen die Proklamation einer unabhängigen neutralen Republik in der Pfalz unmittelbar bevorstand.

Mit Rücksicht auf diese Umstände und in der Erwartung, daß der Rheinischen Republik als Emanat des aufrichtigen Friedenswillens des rheinischen Volkes seitens der Entente hinsichtlich der Friedensbedingungen für das ganze deutsche Volk Entgegenkommen gezeigt werden würde, erfolgte am 1. Juni 1919 nachstehende Proklamation, die gleichzeitig in Aachen, Mainz, Speyer und Wiesbaden angeschlagen bzw. öffentlich verkündet wurde:

An das rheinische Volk!

Der Augenblick ist gekommen, wo es gilt, dem Völkerfrieden eine Brücke zu bauen. In dieser Stunde der höchsten Not, die auch über sein eigenes Geschick die Entscheidung bringen soll, verlangt das rheinische Volk, selbst gehört zu werden. Vor diesem felsenfesten Entschluß, geboren aus dem von aller Welt anerkannten Recht der Selbstbestimmung, muß jeder Zwang, woher er immer komme, zurückweichen.

Das rheinische Volk will aufrichtig und ehrlich einen Frieden, der die Grundlage für die Versöhnung aller Völker bilden würde. Deshalb sagt es sich aus freien Stücken los von den Grundübeln, durch die so viele Kriege verursacht wurden: dem entarteten Feudalismus und Militarismus. Damit beseitigt es für immer die Hindernisse, die sich einem wahren Frieden entgegenstellen.

Der Entwurf des Friedensvertrages, einerseits bedingt durch die auch von der Reichsregierung anerkannte Forderung der Gerechtigkeit und Billigkeit, die Frankreich und Belgien zugefügten großen Verwüstungen und Schäden wieder gutzumachen und hinreichende Garantien gegen die Wiederholung neuer Kriege zu schaffen, bedeutet andererseits eine furchtbare Belastung des deutschen Volkes.

Zur allgemeinen und endgültigen Völkerversöhnung von ganzem Herzen beizutragen, ist die vornehmste Pflicht des rheinischen Volkes.

Wir erklären daher Folgendes:

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 58

Es wird eine selbständige rheinische Republik im Verbande des deutschen Reiches als Friedensrepublik errichtet, die das Rheinland, Alt-Nassau, Rheinhessen und die Rheinpfalz umfaßt.

Die Errichtung geschieht auf folgender Grundlage:

1. Die Grenzen bleiben die alten, Birkenfeld wird einbezogen.

2. Zu Grenzänderungen bedarf es der Zustimmung der betreffenden Volksteile, die im Wege der Volksabstimmung festgestellt wird.

Die vorläufige Regierung wird durch Delegierte der unterzeichneten Ausschüsse ausgeübt. Die Erlaubnis zur unverzüglichen Vornahme der Wahlen zur Rheinischen Landesversammlung auf der Grundlage des Wahlrechts zur Deutschen Nationalversammlung und deren alsbaldige Einberufung wird sofort nachgesucht werden.

Als Ort für den Sitz der Regierung und den Zusammentritt der Landesversammlung gilt Koblenz.

Die vorläufige Regierung hat ihren Sitz einstweilen in Wiesbaden.

Die Landes- und Kommunalbehörden üben bis auf weiteres ihre bisherige Amtstätigkeit aus.

An Stelle der Preußischen, Bayerischen und Hessischen Zentralregierung tritt die vorläufige Regierung der Rheinischen Republik.

Es lebe die Rheinische Republik!

Aachen, Mainz, Speyer, Wiesbaden, den 1. Juni 1919.

Der Rheinische Arbeitsausschuß.
Der vereinigte Nassauisch-Rheinhessische Arbeitsausschuß.
Der Pfälzische Arbeitsausschuß.

Aus dem Wortlaute der Proklamation geht deutlich hervor:

1. Daß die Rheinische Republik im Verbande des Deutschen Reiches, **d. i. als Bundesstaat des Deutschen Reiches** errichtet wird.

2. Daß sie das **bisherige** Gesamtgebiet umfaßt.

Ebenso deutlich ergibt sich, daß von allen, künftige kriegerische Verwickelungen bezweckenden, Strömungen energisch abgerückt, dafür aber auf die Herbeiführung eines wahrhaftigen Völkerfriedens bewußt hingearbeitet wird.

An der Spitze der Proklamation wird das Selbstbestimmungsrecht für das rheinische Volk feierlichst beansprucht, **damit also die Grundlage** für das Verlangen nach der Volksabstimmung gelegt. Denn nur auf diese kommt es zunächst an.

Die Bildung der vorläufigen Regierung erklärt sich aus der Notwendigkeit, ein Organ für die Beantragung und Vorbereitung der Volksabstimmung zu schaffen. Die unbedingte Freiheit der Abstimmungshandlung mußte gewährleistet werden. — Sie konnte daher nicht in die Hand der preußischen Behörden gelegt werden, die denn auch durch ihren fanatischen Haß, mit dem sie nach der Proklamation gegen die Anhänger der Bewegung vorgingen, gezeigt haben, daß sie zu objektiver Handlungsweise nicht befähigt sind. Ein weiterer zwingender Grund zur Bildung der vorläufigen Regierung bestand in der Unabweisbarkeit, ein Organ zu schaffen, das zu Verhandlungen mit der Entente geeignet war. Denn daß die Volksabstimmung **von der Entente genehmigt werden mußte, wurde allmählich auch den**

kurzsichtigsten Politikern klar. Unter den Berufenen aber fand sich niemand, der diese Verhandlungen führen wollte oder konnte. — Selbstverständlich mußte die vorläufige Regierung Akte setzen, um ihre Existenz nach außen hin darzutun. Da die öffentliche Gewalt in der Hand der Besatzungstruppen lag, so konnten irgendwelche gewaltsamen Umwälzungen nicht in Frage kommen. Es wurden demgemäß nur Handlungen vorgenommen, die einen Protest gegen das weitere Fortbestehen der preußischen und überhaupt einzelstaatlichen Regierungsorgane bedeuteten.

Daß die vorläufige Regierung nichts anderes will, als die Volksabstimmung zu ermöglichen, um dann denjenigen Platz zu machen, die vom Volke berufen werden, ergibt sich ohne weiteres aus dem Wortlaut der Depesche, die sie sofort an die Besatzungsmächte und an den Vorsitzenden der Friedenskonferenz richtete:

Depesche an die Friedenskonferenz.

„Die Ausschüsse für die Rheinprovinz, Altnassau, Rheinhessen und die Rheinpfalz proklamieren, in Ausführung der dringenden Forderung, die das Volk am Rhein seit mehr als sechs Monaten erhoben hat, nach Beratungen in Aachen, Wiesbaden, Mainz und Speyer unter dem 1. Juni 1919 die selbständige **Rheinische Republik im Verbande des Deutschen Reiches**. Die neue Republik wird Coblenz als Hauptstadt haben; die vorläufige Regierung nimmt ihren Sitz in Wiesbaden.

In dem Wunsche, den Abschluß des Friedens nach Möglichkeit zu beschleunigen, aber jede Verwickelung und neue Erörterung zu vermeiden, erbitten die Ausschüsse von der Friedenskonferenz lediglich die einfache Anerkennung des Aktes der neuen Staatsgründung, deren **Verwirklichung im Wege der Volksabstimmung** erfolgen soll.

Treu seinem Vaterlande, das unerhörtes Unglück betroffen, aber im Bewußtsein der furchtbaren Verantwortung, die der preußische Militarismus ganz Deutschland aufgebürdet hat, sucht der neue Staat sich in keiner Weise den Lasten zu entziehen, die ihm infolge der Wiederherstellung der Schäden auferliegen, die Frankreich und Belgien erlitten hat. **Das rheinische Volk will selbst über sein Geschick entscheiden** und ist daher entschlossen, sich endgültig von dem entarteten preußischen Feudalismus und Militarismus loszusagen, die seiner Natur und Ueberlieferung zuwider sind. Es verlangt von den alliierten und assoziierten Mächten für jetzt und für alle Zukunft Schutz gegen den Haß und die Rachsucht jener Elemente, die unfähig sind, die Gerechtigkeit seiner Ansprüche und die Anständigkeit seiner Gesinnung zu verstehen, und daher die Anhänger rheinischer Freiheit ohne weiteres mit Zuchthaus bedrohen. Es rechnet mit aller Bestimmtheit darauf, daß den Wählern bei der Volksabstimmung volle Wahlfreiheit sichergestellt wird!"

Gleichzeitig wurden an den Reichspräsidenten Ebert und den Ministerpräsidenten Scheidemann folgende Depeschen gerichtet:

„An den Herrn Reichspräsidenten Ebert, Berlin.

Herr Präsident! Im Auftrage der vorläufigen Regierung der Rheinischen Republik beehre ich mich, Ihnen, Herr Präsident, die am 1. Juni erfolgte Proklamation der Rheinischen Republik im Verbande des Deutschen Reiches mitzuteilen.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 59

Das rheinische Volk hat seit der Revolution klar zum Ausdruck gebracht, daß es gewillt ist, selbst über sein Geschick zu bestimmen; **es will unbedingt als einheitliches Ganze im Verbande des Deutschen Reiches verbleiben,** daher aber aus dem Verbande der Einzelstaaten ausscheiden. Da die Reichsregierung diesen Wunsch nicht erfüllt hat, so waren wir gezwungen, im letzten Augenblick selbst zu handeln.

Wir werden mit allen unseren Kräften die Lasten des Krieges mittragen; es wird unsere heiligste Pflicht sein, alles zu tun, um das friedliche Wiederaufblühen unseres schwer geprüften Vaterlandes herbeizuführen und es ihm zu ermöglichen, als ein geachtetes Mitglied des Völkerbundes an den großen Zukunftsaufgaben des Völkerfriedens und der Völkerversöhnung Anteil zu nehmen. (gez.) Dr. Dorten."

„An den Herrn Ministerpräsidenten Scheidemann, Berlin.

Im Auftrage der vorläufigen Regierung der Rheinischen Republik habe ich den Herrn Reichspräsidenten von der heute erfolgten Proklamation der Rheinischen Republik im Verbande des Deutschen Reiches und unseren Beweggründen in Kenntnis gesetzt. Damit unser heißer Wunsch, den Weg zum Völkerfrieden und zur Völkerversöhnung zu ebnen, sofort offenbar wird, habe ich dem Herrn Präsidenten der Friedenskonferenz in Versailles und den Staatsoberhäuptern der okkupierenden Mächte durch die obersten Besatzungsbehörden gleichfalls die erfolgte Proklamation notifiziert und gleichzeitig die Erlaubnis zur sofortigen Vornahme der Wahlen zur Rheinischen Landesversammlung sowie die Zulassung von Vertretern der Regierung zur Friedenskonferenz beantragt. Ich richte hiermit an Sie, Herr Ministerpräsident, den gleichen Antrag und die Bitte, unser Zusammenwirken mit der deutschen Friedensdelegation genehmigen zu wollen. (gez.) Dr. Dorten."

Aus dem Wortlaut dieser Depeschen geht klar und deutlich hervor, daß der neue Staat:

1. im Verbande des Deutschen Reiches verbleiben,
2. im Wege der Volksabstimmung verwirklicht werden,
3. mit dem übrigen Deutschland die Kriegskosten tragen soll.

Schlußwort:

Schlußwort

Wenn trotzdem der vorläufigen Regierung Hochverrat, Vergewaltigung des Volkswillens und Kapitalistenmache vorgeworfen werden, so weiß man jetzt, aus welchem Lager diese Vorwürfe stammen. Nur die schnödeste Verleumdung kann den klaren Wortlaut der Depeschen in das Gegenteil verdrehen; Verleumdung war aber von jeher dem freimütigen rheinischen Volke verhaßt. Es wird dem Gegner rheinischer Aufrichtigkeit bei der Volksabstimmung schon die richtige Antwort erteilen! Die rheinische Freiheit wird endlich siegen, die Prophezeiung des Dichters wird sich endlich bewahrheiten der da singt:

Es liegt eine Krone im grünen Rhein,
Gezaubert von Gold und von Edelstein,
Und wer sie erhebt aus tiefem Grund,
Den krönt man zu Aachen in selbiger Stund;
Vom Belt bis zur Donau die Lande sind sein,
Dem Kaiser der Zukunft, dem Fürsten am Rhein!

Der Kaiser der Zukunft! Das ist keines Menschen Sohn, das ist der Herrscher, dem alle Welt zujubelt, der uns von der grausen Gegenwart des Weltbrandes endgültig einer lichten Zukunft entgegenführt: der Völkerfriede.

Und am Rhein soll seine Wiege stehen, als Fürst am Rhein soll er geboren werden, seine Krone soll er aus der Tiefe des Stromes, der Tiefe des rheinischen Volkstums erheben! Der Fürst am Rhein, das ist das rheinische Volk, und die Krone ist die rheinische Freiheit, geschmückt mit dem Gold und den Edelsteinen des rheinischen Volkstums: Freimut und Aufrichtigkeit!

Volk am Rhein!

Willst du dem deutschen Volke ein Retter, der Welt ein Friedensbringer sein, dann greife stolz und kühn nach der Krone rheinischer Freiheit, setze sie auf dein Haupt und erfülle deine Sendung! Bereite dem Kaiser der Zukunft den Weg:

Dem Völkerfrieden und der Völkerfreundschaft!

Druck von Hermann Rauch, Wiesbaden

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 60

Heft 10.

Übersetzung

der Verordnungen und Anweisungen

der Interalliierten Rheinland-Kommission

herausgegeben

vom Reichskommissar

für die

besetzten rheinischen Gebiete.

1. Auflage.

Inhaltsübersicht.

Verordnung 100
betreffend Abänderung der Verordnung 72 — Zollbefreiung, die den Mitgliedern und dem Personal der Interalliierten Rheinland-Kommission sowie den Besatzungstruppen und deren Familien zugestanden werden . . . . . Seite 1

Verordnung 101
betreffend die Dienstbarkeiten, welche auf den Grundstücken lasten, die innerhalb des Bereichs der auf Grund des Artikels 180 des Friedensvertrages zu schleifenden Befestigungsanlagen liegen . . . . . Seite 1

Verordnung 102
betreffend die Ausdehnung der Vorschriften des Artikels 2 der Verordnung 32 auf das Gesundheitswesen . . . . . Seite 1

Verordnung 103
betreffend Ergänzung des Artikels 5 der Verordnung 71 über Spionage und ähnliche Angelegenheiten . . . . . Seite 2

Verordnung 104
betreffend die Aufrechterhaltung öffentlicher Betriebe in dringenden Fällen . . . . . Seite 2

Verordnung 105
betreffend Aenderung des Artikels 11 der Verordnung 98 . . . . . Seite 2

Verordnung 106
betreffend Aenderung der Verordnung 17 . . . . . Seite 3

Verordnung 107
betreffend Aenderung der Verordnung 53 . . . . . Seite 3

Verordnung 108
betreffend Aufhebung und Ersetzung des Wortlauts des Artikels 5 der Verordnung 71 in der Fassung der Verordnung Nr. 103 . . . . . Seite 3

Verordnung 109
betreffend Aenderung der Artikel 2 und 3 der Verordnung 3 . . . . . Seite 4

Verordnung 110
betreffend das Recht der Gerichte die Einziehung anzuordnen . . . . . Seite 4

Verordnung 111
betreffend Aenderung der Verordnung 3 hinsichtlich der Zierdegen und Zierdolche sowie der Galadegen für Offiziere . . . . . Seite 5

Verordnung 112
betreffend Aufhebung der Verordnung 100 und Ergänzung der Verordnung 72 . . . Seite 5

Verordnung 113
betreffend Auflösung des Zollkomitees der Interalliierten Rheinland-Kommission . . . Seite 5

Verordnung 114
betreffend Aenderung des Artikels 29 der Verordnung 2 in der Fassung der Verordnung 31 . . . . . Seite 6

Anweisung 14
betreffend Aufhebung und Ersetzung der Anweisungen 6 und 12 über die Anwendung des Artikels 13 der Verordnung 2 . . . . . Seite 6

☛ Fortsetzung des Inhalts auf der vorletzten Umschlagseite.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 61

Verordnungen.

Verordnung 100.

Verordnung
zur Abänderung der Verordnung 72, betreffend die Zollbefreiungen, die den Mitgliedern und dem Personal der Interalliierten Rheinland-Kommission sowie den Besatzungstruppen und deren Familien zugestanden werden.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet:

Artikel 1.

Der erste Absatz des Artikels 2 der Verordnung 72 wird durch die nachstehende Bestimmung ergänzt:

„Diese Bescheinigung ist einem numerierten und abgestempelten Heft mit Kontrollstämmen zu entnehmen."

Artikel 2.

Diese Verordnung ist im Gebiet des Brückenkopfes Kehl anwendbar.

Artikel 3.

Diese Verordnung tritt am 1. Januar 1922 in Kraft.

Coblenz, den 1. Dezember 1921.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 101.

Verordnung
betreffend
die Dienstbarkeiten, welche auf den Grundstücken lasten, die innerhalb des Bereichs der auf Grund des Artikels 180 des Friedensvertrages zu schleifenden Befestigungsanlagen liegen.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet:

Artikel 1.

Die militärischen Grunddienstbarkeiten, mit welchen die Grundstücke auf Grund deutscher Gesetze belastet sind, welche innerhalb des Bereichs der auf Grund des Artikels 180 des Friedensvertrages geschleiften oder zu schleifenden Befestigungsanlagen liegen, können durch Entscheidung des Oberkommandos aufrechterhalten bleiben.

Die auf Grund des vorstehenden Artikels aufrechterhaltenen Grunddienstbarkeiten werden in ein Verzeichnis aufgenommen, welches als Anlage dieser Verordnung veröffentlicht wird. Etwaige spätere Aenderungen dieses Verzeichnisses werden in gleicher Weise veröffentlicht.

Artikel 2.

Diese Verordnung ist im Gebiet des Brückenkopfes Kehl anwendbar.

Artikel 3.

Die Verordnung tritt sofort in Kraft.

Coblenz, den 8. Dezember 1921.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 102.

Verordnung
betreffend
die Ausdehnung der Vorschriften des Artikels 2 der Verordnung 32 auf das Gesundheitswesen.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet:

Artikel 1.

Artikel 2 der Verordnung 32 wird gestrichen und durch folgende Vorschriften ersetzt:

Artikel 2.

Um die in § 2 des Artikels 1 vorgesehenen Anweisungen, Anfragen und Requisitionsbefehle entgegenzunehmen und ihre Ausführung sicherzustellen, werden die verantwortlichen Beamten der Reichsvermögensverwaltung dauernd oder zeitweise, wenn

die Armeekommandanten dies verlangen, den nachstehend aufgeführten Behörden beigeordnet:

Oberbefehlshaber der Armee,
Oberbefehlshaber der Armeekorps,
Oberbefehlshaber der Divisionen,
Leiter des Gesundheits-, des Genie- oder Intendanturwesens.

Der Tätigkeitsbereich dieser Beamten muß denjenigen der Militärbehörden, denen sie zugeteilt sind, entsprechen.

Artikel 2.

Die vorstehende Verordnung tritt am 1. Januar 1922 in Kraft.

Coblenz, den 23. Dezember 1921.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 103.

Verordnung
zur Ergänzung des Artikels 5 der Verordnung 71 über Spionage und ähnliche Angelegenheiten.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet:

Artikel 1.

Artikel 5 der Verordnung 71 wird durch nachstehenden Absatz d ergänzt:

„d) wer von einem Paß, einem Geleitschein oder irgendeiner amtlichen Urkunde dieser Art, die auf einen anderen Namen als auf seinen eigenen ausgestellt ist, Gebrauch macht."

Artikel 2.

Die Verordnung ist im Gebiet des Brückenkopfes Kehl anwendbar.

Artikel 3.

Die Verordnung tritt sofort in Kraft.

Coblenz, den 19. Januar 1922.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 104.

Verordnung
betreffend
die Aufrechterhaltung öffentlicher Betriebe in dringenden Fällen.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet auf Grund des Artikels 3 des dem Friedensvertrage angehängten Abkommens vom 28. Juni 1919:

Artikel 1.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission kann, wenn die Aufrechterhaltung irgend eines öffentlichen Betriebes bedroht erscheint und die öffentliche Ordnung und infolgedessen die Sicherheit, der Unterhalt und die Bedürfnisse der Armeen dadurch berührt sind, dem Oberstkommandierenden der alliierten Besatzungsarmeen die Befugnis übertragen, die Maßnahmen zu ergreifen, welche er für die Bedürfnisse der Armeen, sowie für die Bedürfnisse der Zivilbevölkerung der besetzten Gebiete hinsichtlich ihrer Lebensnotwendigkeiten für erforderlich hält.

Die Maßnahmen, welche von der Interalliierten Rheinland-Kommission auf Grund dieser Verordnung getroffen werden, berühren nicht die Rechte, die den Militärbehörden durch die Artikel 212 des Friedensvertrages sowie 6, 10, 11, 12 und 13 des Rheinlandabkommens und durch die Verordnungen der Interalliierten Rheinland-Kommission oder durch irgend eine dieser Bestimmungen bereits übertragen sind.

Artikel 2.

Diese Verordnung ist im Gebiet des Brückenkopfes Kehl anwendbar.

Artikel 3.

Die Verordnung tritt sofort in Kraft.

Coblenz, den 31. Januar 1922.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 105.

Verordnung
zur Aenderung des Artikels 11 der Verordnung 98.

Da Zweifel über die Auslegung des Artikels 11 der Verordnung 98 entstanden sind, verordnet die Interalliierte Rheinland-Kommission — und zwar unter Beteiligung des Vertreters der Regierung Italiens — auf Grund des Beschlusses des Obersten Rates vom 13. August 1921, zu dem die deutsche Regierung ihre Zustimmung erklärt hat:

Artikel 1.

Artikel 11 der Verordnung 98 wird aufgehoben und wie folgt ersetzt:

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 62

Artikel 11.

Als Uebergangsbestimmung und um jede Störung des wirtschaftlichen Lebens des besetzten Gebietes zu vermeiden, werden bis zu dem Augenblick, wo der in dem Beschluß des Obersten Rates vom 13. August 1921 vorgesehene Interalliierten-Ausschuß in Tätigkeit treten kann, die Dienststellen zur Prüfung und Ausstellung der Ein- und Ausfuhrbewilligungen für das besetzte Gebiet aufrechterhalten, jedoch lediglich bezüglich des Verkehrs von Waren, die

1. aus dem besetzten Gebiet kommen und für das Ausland bestimmt sind;
2. aus dem Ausland kommen und im besetzten Gebiet zu verzollen sind.

Die auf Grund dieses Artikels erteilten Bewilligungen fallen unter die Schutzbestimmungen dieser Verordnung, insbesondere die Artikel 3, 4, 5 und 6.

Artikel 2.

Diese Verordnung tritt am 16. Februar 1922 in Kraft.

Coblenz, den 9. Februar 1922.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 106.

Verordnung
zur Aenderung der Verordnung 17.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet:

Artikel 1.

Der Verordnung 17 wird folgende Anlage beigefügt:

Anlage V.

Die Pläne für die Einrichtung, Wiedereinrichtung oder Aufhebung von regelmäßigen öffentlichen Fährdiensten zwischen beiden Ufern des Rheines müssen vor ihrer Durchführung von den deutschen Behörden der Interalliierten Schiffahrts-Kommission mitgeteilt werden. Wenn die Interalliierte Schiffahrts-Kommission der Meinung ist, daß die Einrichtung oder die Aufhebung eines solchen Fährdienstes aus militärischen Gründen zu Beanstandungen Anlaß gibt, so hat sie darüber an den Oberstkommandierenden General zu berichten, der die Rheinland-Kommission davon in Kenntnis zu setzen hat.

Artikel 2.

Die Verordnung tritt am 1. März 1922 in Kraft.

Coblenz, den 24. Februar 1922.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 107.

Verordnung
zur Aenderung der Verordnung 53.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet auf Grund des Artikels 3 des dem Friedensvertrage von Versailles angehängten Abkommens vom 28. Juni 1919 sowie auf Grund des Artikels 1 ihrer Verordnung 104:

Artikel 1.

Dem Artikel 2 der Verordnung 53 wird nachstehender Paragraph beigefügt:

In allen Fällen jedoch, wo die Interalliierte Rheinland-Kommission glaubt, daß das in den vorstehenden Absätzen a—d dieses Artikels vorgeschriebene Schlichtungsverfahren nicht zweckentsprechend durchgeführt werden kann, oder wenn das Verfahren nicht zur Beilegung des Streites geführt hat, kann die Interalliierte Rheinland-Kommission alle Maßnahmen treffen, die sie zur Beilegung des Streites oder je nach den Umständen sonstwie für zweckentsprechend hält.

Artikel 2.

Diese Verordnung ist im Gebiet des Brückenkopfes Kehl anwendbar.

Artikel 3.

Die Verordnung tritt am 1. März 1922 in Kraft.

Coblenz, den 24. Februar 1922.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 108.

Verordnung
zur Aufhebung und Ersetzung des Wortlauts des Artikels 5 der Verordnung 71 in der Fassung der Verordnung Nr. 103.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet:

Artikel 1.

Artikel 5 der Verordnung 71 wird aufgehoben und wie folgt ersetzt:

Artikel 5.

Wegen Zuwiderhandlung gegen diese Verordnung wird mit Gefängnisstrafe bis zu 15 Jahren und mit Geldstrafe bis zu 100 000 ℳ oder mit einer dieser beiden Strafen bestraft:

a) wer einen Paß, Geleitschein, Zeugnis oder irgend eine andere Urkunde, die von den Zivil- oder Militärbehörden ausgestellt ist, fälscht oder verfälscht, oder wer eine derartige gefälschte oder verfälschte Urkunde im Besitz hat oder von ihr Gebrauch macht;
b) wer in der Absicht, einen derartigen Paß, Geleitschein oder irgendeine andere derartige amtliche Urkunde zu erlangen, wissentlich falsche Angaben macht;
c) wer, ohne im Besitz einer ordnungsmäßigen Genehmigung zu sein, ein Prägewerkzeug, ein Siegel oder einen Stempel der alliierten oder assoziierten Regierungen oder der ihr nachgeordneten zivilen oder militärischen Behörden, oder der Interalliierten Rheinland-Kommission gebraucht, in Besitz oder zu seiner Verfügung hat; wer ein Prägewerkzeug, Siegel oder Stempel, welche den vorgenannten so ähnlich sind, daß sie zur Täuschung geeignet sind, gebraucht, im Besitz oder zu seiner Verfügung hat; oder wer die genannten Prägewerkzeuge, Stempel oder Siegel nachmacht, herstellt oder verkauft, oder wer derartig nachgemachte Prägewerkzeuge, Stempel oder Siegel gebraucht, in seinem Besitz oder zu seiner Verfügung hat;
d) wer von einem Paß, einem Geleitschein oder irgendeiner amtlichen Urkunde dieser Art, die auf einen anderen Namen als auf seinen eigenen ausgestellt ist, Gebrauch macht.

Artikel 2.

Verordnung 103 wird aufgehoben.

Artikel 3.

Diese Verordnung ist im Gebiet des Brückenkopfes Kehl anwendbar.

Artikel 4.

Die Verordnung tritt am 15. März 1922 in Kraft.

Coblenz, den 2. März 1922.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 109.

Verordnung
zur Aenderung der Artikel 2 u. 3 der Verordnung 3.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet:

Artikel 1.

Titel 1 der Verordnung 3 wird wie folgt geändert:

Die Worte „gesetzlichen Wohnsitz" im Artikel 2 werden durch die Worte „gewöhnlichen Aufenthaltsort" ersetzt. Das Wort „wohnhaften" in Artikel 3 wird durch die Worte „gewöhnlich sich aufhaltenden" ersetzt.

Artikel 2.

Die Verordnung ist im Gebiet des Brückenkopfes Kehl anwendbar.

Artikel 3.

Die Verordnung tritt am 10. April 1922 in Kraft.

Coblenz, den 30. März 1922.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 110.

Verordnung
betreffend
das Recht der Gerichte die Einziehung anzuordnen.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet:

Artikel 1.

Nachstehender Paragraph wird dem Artikel 22 der Verordnung 2 in der Fassung der Verordnung 93 hinzugefügt:

§ III. Wenn eine wegen Zuwiderhandlung gegen eine Verordnung der Interalliierten Rheinland-Kommission verurteilte Person einen Gegenstand, dessen Besitz auf Grund der Verordnungen unerlaubt ist, oder einen sonstigen Gegenstand, dessen sie sich zur Begehung der Zuwiderhandlung bedient hat oder dessen sie sich zu bedienen beabsichtigte, im Besitz hat, kann das Gericht die Einziehung oder Vernichtung dieser Gegenstände oder deren Herausgabe an die nach den Umständen des Falles Berechtigten anordnen.

Artikel 2.

Diese Verordnung ist im Gebiet des Brückenkopfes Kehl anwendbar.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 63

Artikel 3.

Diese Verordnung tritt am 10. April 1922 in Kraft.

Coblenz, den 30. März 1922.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 111.

Verordnung
zur Aenderung der Verordnung 3 hinsichtlich der Zierdegen und Zierdolche sowie der Galadegen für Offiziere.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet:

Artikel 1.

Artikel 20 der Verordnung 3 wird aufgehoben und wie folgt ersetzt:

Artikel 20.

§ 1. Vorbehaltlich der in nachstehenden Artikeln enthaltenen Vorschriften ist der Besitz von Waffen jeder Art und Munition, sowie der Handel mit Waffen jeder Art und Munition untersagt. Ausgenommen sind Zierdegen und Zierdolche sowie die Galadegen für Offiziere. Die vorstehende Ausnahme für Zierdegen und Zierdolche sowie für Galadegen für Offiziere findet nur unter Vorbehalt der Sondervorschriften Anwendung, welche von der Interalliierten Militär-Kontrollkommission über die Herstellung von Waffen erlassen sind oder in Zukunft etwa erlassen werden.

§ 2. Wer den Bestimmungen dieses Artikels zuwiderhandelt, wird mit Geldstrafe bis zu 10 000 Mark und mit Gefängnis bis zu 2 Jahren oder mit einer dieser beiden Strafen allein bestraft.

In allen Fällen ist die Einziehung der Waffen und der Munition auszusprechen.

Artikel 2.

Bei Ziffer 29 der Anlage II zu Verordnung 3 in der Fassung der Verordnung 67 werden folgende Worte hinzugefügt:

„. . . mit Ausnahme der Zierdegen und Zierdolche sowie der Galadegen für Offiziere, die vom besetzten Gebiet in das unbesetzte Deutschland befördert werden."

Artikel 3.

Diese Verordnung ist im Gebiet des Brückenkopfes Kehl anwendbar.

Artikel 4.

Diese Verordnung tritt am 10. April 1922 in Kraft.

Coblenz, den 30. März 1922.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 112.

Verordnung
zur Aufhebung der Verordnung 100 und Ergänzung der Verordnung 72.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet:

Artikel 1.

Die durch Verordnung 100 dem ersten Absatz des Artikels 2 der Verordnung 72 hinzugefügte Bestimmung wird aufgehoben.

Artikel 2.

In Verordnung 72 wird hinter Artikel 3 folgender Artikel eingefügt:

„Artikel 3 a.

Die Bescheinigungen, von denen in den vorstehenden Artikeln 1, 2 und 3 die Rede ist, werden einem numerierten und gestempelten Heft mit Kontrollstämmen entnommen.

Artikel 3.

Die Verordnung 100 wird hierdurch aufgehoben.

Artikel 4.

Diese Verordnung ist im Gebiete des Brückenkopfes Kehl anwendbar.

Artikel 5.

Die Verordnung tritt am 1. Mai 1922 in Kraft.

Coblenz, den 13. April 1922.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 113.

Verordnung
betreffend
die Auflösung des Zollkomitees der Interalliierten Rheinland-Kommission.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet;
und zwar unter Beteiligung des Vertreters der Italienischen Regierung sowie auf Grund des Be-

schlusses des Obersten Rats vom 13. August 1921, zu dem die Deutsche Regierung zugestimmt hat:

Artikel 1.

Das auf Grund des Artikels 8 der Verordnung 81 eingesetzte Zollkomitee, welches gemäß Artikel 7 der Verordnung 98 fortbesteht, wird mit dem Tage des Inkrafttretens dieser Verordnung aufgelöst.

Artikel 2.

Die dem Zollkomitee durch Artikel 2 der Verordnung 98 von der Interalliierten Rheinland-Kommission übertragenen Befugnisse bezüglich der Entscheidungen deutscher Gerichte in Zollangelegenheiten werden in Zukunft von der Interalliierten Rheinland-Kommission selbst ausgeübt. Die gemäß Artikel 3 der Verordnung 84 vorgeschriebenen Mitteilungen sind von den deutschen Gerichtsbehörden an die Interalliierte Rheinland-Kommission zu richten.

Artikel 3.

Diese Verordnung tritt am 5. Mai 1922 in Kraft.

Coblenz, den 3. Mai 1922.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 114.

Verordnung
zur Aenderung des Artikels 29 der Verordnung 2 in der Fassung der Verordnung 31.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet:

Artikel 1.

Artikel 29 der Verordnung 2 in der Fassung der Verordnung 31 wird aufgehoben und wie folgt ersetzt:

Artikel 29.

„Es ist allen Personen, welche Lebensmittel, Waren oder Gegenstände irgend welcher Art verkaufen, sowie allen Gasthofbesitzern, Quartierwirten, allen Vermietern oder Führern öffentlicher Fuhrwerke und ganz allgemein allen Personen, die ein ähnliches Gewerbe betreiben und ferner allen Personen, die ein öffentliches zur Erholung, Unterhaltung oder zum Vergnügen bestimmtes Unternehmen betreiben, verboten, von den Mitgliedern der Besatzungsarmeen, den Mitgliedern der Interalliierten Rheinland-Kommission oder deren Personal, ferner von den Familienangehörigen der vorgenannten Personen einen höheren Preis zu fordern als es dem deutschen Publikum gegenüber üblich ist."

Artikel 2.

Die Verordnung ist im Gebiet des Brückenkopfes Kehl anwendbar.

Artikel 3.

Die Verordnung tritt am 15. Mai 1922 in Kraft.

Coblenz, den 3. Mai 1922.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Anweisungen.

Anweisung 14.

Anweisung
zur Aufhebung und Ersetzung der Anweisungen 6 und 12 über die Anwendung des Artikels 13 der Verordnung 2.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission ordnet an:

Artikel 1.

1. Der Kreisdelegierte der Interalliierten Rheinland-Kommission hat ein Ueberwachungsrecht über die Strafvollstreckungsanstalten seines Bezirks.

2. Er besitzt alle Vollmachten um diese Ueberwachung auszuüben, sei es durch Untersuchungen an Ort und Stelle, sei es durch Prüfung der Gefangenenbücher oder sonstiger Urkunden, oder sei es durch unmittelbares Befragen eines Beamten oder Angestellten der Strafanstalt oder eines Häftlings.

3. Er hat die Anstalten seines Bezirks von Zeit zu Zeit zu besichtigen und über alle ihm geeignet erscheinenden Feststellungen an die Interalliierte Rheinland-Kommission zu berichten.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 64

4. Die Ueberführung einer Person, die entweder von den Gerichten der Besatzungsarmeen oder wegen Zuwiderhandlungen gegen die Verordnungen der Rheinland-Kommission von den deutschen Gerichten verurteilt ist, und die ihre Strafe in einer deutschen Strafanstalt verbüßt, darf von den deutschen Behörden im besetzten Gebiet erst ausgeführt werden, wenn der Kreisdelegierte der Rheinland-Kommission mindestens 5 Tage vorher davon in Kenntnis gesetzt worden ist.

Der Delegierte kann gegen eine derartige Ueberführung sein Veto einlegen, wenn sie ihm dazu angetan erscheint, eine den Bestimmungen des Urteils entsprechende Vollstreckung der Strafe zu verhindern. Ueber diese Entscheidung hat er der Rheinland-Kommission sofort zu berichten.

Die Zustimmung des Delegierten der Rheinland-Kommission ändert in keiner Weise die Verantwortlichkeit der deutschen Verwaltung mit Bezug auf die sichere Verwahrung des Gefangenen.

5. Die Militärbehörde allein hat das Recht, über Gesuche auf Ueberführung von einer Anstalt des besetzten Gebiets in eine andere Anstalt dieses Gebiets zu entscheiden, welche Personen betreffen, die auf ihren Befehl in einem deutschen Gefängnis in Untersuchungshaft genommen sind. Sie ist jedoch verpflichtet, ihre Entscheidung an den Kreisdelegierten der Rheinland-Kommission mitzuteilen, in dessen Bezirk die deutsche Strafanstalt gelegen ist, in der diese Personen in Haft gehalten werden.

6. In keinem Falle können die in den beiden vorstehenden Absätzen bezeichneten Gefangenen ohne ausdrückliche Genehmigung der Rheinland-Kommission in das nichtbesetzte deutsche Gebiet überführt werden, und zwar auch nicht vorübergehend.

Artikel 2.

Die Anweisungen 6 und 12 werden hierdurch aufgehoben.

Artikel 3.

Die vorstehende Anweisung ist im Gebiet des Brückenkopfes Kehl anwendbar.

Artikel 4.

Die vorstehende Anweisung tritt am 1. Januar 1922 in Kraft.

Coblenz, den 23. Dezember 1921.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Anweisungen 15 u. 16.

Die in Heft 9 Seite 11—13 und Seite 6—10 abgedruckten Anweisungen der Rheinland-Kommission vom 27. Oktober 1921 über die Jagd und das Fischereirecht haben nachträglich die Bezeichnung **15** (Jagd Seite 11—13) und **16** (Fischereirecht Seite 6—10) erhalten.

Anweisung 17.

Anweisung
zur Aenderung der Anweisung Nr. 4.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission ordnet an:

Artikel 1.

Der Anweisung 4 wird nachstehender Artikel hinzugefügt:

Artikel 3.

Alle Fälle von Viehseuchen sowie alle von den deutschen Behörden hierüber erlassenen Verordnungen sind von den örtlichen deutschen Behörden unverzüglich dem Kreisdelegierten sowie der im Orte etwa untergebrachten Militärbehörde mitzuteilen.

Artikel 2.

Diese Anweisung ist im Gebiet des Brückenkopfes Kehl anwendbar.

Artikel 3.

Diese Anweisung tritt am 10. April 1922 in Kraft.

Coblenz, den 30. März 1922.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Berichtigung
der Ueberſetzung der Ziffer X der Anweiſung Nr. 16 vom 27. Oktober 1921 betreffend das Fiſchereirecht.

In der deutſchen Ueberſetzung der Ziffer X der Anweiſung Nr. 16 — abgedruckt Heft 9 der Ueberſetzung, Seite 8 — muß der erſte Satz des zweiten Abſatzes richtig heißen: „Die Landräte ſollen allen deutſchen, zur Ueberwachung der Fiſcherei beſtellten Perſonen eine Karte aushändigen, die für ſie, auf Antrag, vom Fiſchereioffizier ausgeſtellt wird."

Berichtigung
zu Verordnung 65 der Interalliierten Rheinland-Kommiſſion,
Heft 6, Seite 4.

Die Ueberſetzung des Artikels 5 der Verordnung 65 iſt einleitend wie folgt zu berichtigen:

Artikel 5.

Mit den für die Zuwiderhandlungen gegen Verordnungen der Rheinland-Kommiſſion vorgeſehenen Strafen werden beſtraft:

a) jedes Mitglied eines Vereins, der gegen die Vorſchriften von Artikel 1 der Verordnung verſtößt, ſofern es nicht nachweiſt, daß es von dem Verſtoße keine Kenntnis hatte.

Ergänzung
des franzöſiſchen Einquartierungs-Reglements.

Die in Heft 9, Seite 14 ff., abgedruckten Einquartierungs-Beſtimmungen für die franzöſiſche Armee ſind laut Schreiben der Interalliierten Rheinland-Kommiſſion vom 4. März 1922 — Nr. 5619/H. C. I. T. R. — wie folgt ergänzt worden:

Der letzte Abſatz des Artikels 1 — Seite 16 des Heftes 9 — hat nachſtehenden Zuſatz erhalten:

„Mit Rückſicht auf die Bedeutung der von den Generälen beſetzten Häuſer wird die Menge der für jedes dieſer Häuſer zu liefernden Reinigungsgeräte durch Verhandlung feſtgeſetzt."

Abänderungen
a) des franzöſiſchen Einquartierungs-Reglements.

Die in Heft 9, Seite 14 ff., abgedruckten Einquartierungs-Beſtimmungen für die franzöſiſche Armee ſind laut Schreiben der Interalliierten Rheinland-Kommiſſion vom 24. April 1922 — Nr. 6014/H. C. I. T. R. — wie folgt geändert worden:

In Artikel 14 — Seite 19 des Heftes 9 — ſind die Ziffern 2, 3 und 4 zu ſtreichen und durch nachſtehende Beſtimmungen zu erſetzen:

„2. Die verheirateten Zivilangeſtellten werden den verheirateten Offizier-Stellvertretern (Adjudants) gleichgeſtellt;

3. die ledigen oder verwitweten Zivilangeſtellten werden den verheirateten Soldaten gleichgeſtellt."

Abänderungen
b) des belgiſchen Einquartierungs-Reglements.

Zu den in Heft 9, Seite 38 ff., abgedruckten Einquartierungs-Beſtimmungen für die belgiſche Armee hat das Oberkommando dieſer Armee laut Schreiben der Interalliierten Rheinland-Kommiſſion vom 17. März 1922 — Nr. 5700/H. C. I. T. R. — folgende Entſcheidung getroffen:

Beſatzungsarmee.
4. Zone.
Generalſtab
3. Büro.

Aenderung der Beſtimmungen über die Einquartierung.

Genehmigung der Leiſtungsbefehle.

Der Artikel 10 der Beſtimmungen über die Anwendung der Verordnung 49, betreffend die Einquartierung, ſetzt die Grenzen feſt, innerhalb deren die verſchiedenen Territorialbehörden die Leiſtungsbefehle genehmigen können.

Es iſt unbedingt notwendig geworden, dieſe Grenzen von den Veränderungen des Kurſes der Papiermark unabhängig zu machen; zu dieſem Zweck werden die in den Abſätzen a), b), c) dieſes Artikels 10 verzeichneten Summen im Wortlaut der vorgenannten Vorſchrift wie folgt geändert:

Artikel 10.

a) zu erſetzen: 2000 Mark durch 125 Goldmark,
b) zu erſetzen: 2000 bis 10 000 durch 125 Goldmark bis 625 Goldmark,
c) zu erſetzen: 10 000 durch 625 Goldmark.

Anmerkung: Man erhält den Wert der Goldmark, wenn man den Tageskurs des Dollars durch 4 teilt.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 65

Bezeichnung der Anweiſungen 15 und 16 . . . . . Seite 7
Anweiſung 17
betreffend Aenderung der Anweiſung Nr. 4 . . . . . Seite 7
Berichtigung
der Ueberſetzung der Ziffer X der Anweiſung Nr. 16 betreffend das Fiſchereirecht . . Seite 8
Berichtigung der Verordnung 65 . . . . . Seite 8
Ergänzung
des franzöſiſchen Einquartierungsreglements . . . . . Seite 8
Abänderungen
a) des franzöſiſchen Einquartierungsreglements . . . . . Seite 8
b) des belgiſchen Einquartierungsreglements . . . . . Seite 8

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 66

Heft 9.

Übersetzung

der Verordnungen und Anweisungen

der Interalliierten Rheinland-Kommission

herausgegeben

vom Reichskommissar

für die

besetzten rheinischen Gebiete.

1. Auflage.

Inhaltsübersicht.

Verordnung 95
betreffend Aenderung der Verordnung 59 — Beitreibung — (Requisition) . . . . . Seite 1

Verordnung 96
betreffend Aenderung der Verordnung 3 Titel 1, Artikel 5 (b) . . . . . Seite 1

Verordnung 97
betreffend Abänderung des Titels III der Verordnung Nr. 3 und den Verordnungen Nr. 13 und 50 . . . . . Seite 2

Verordnung 98
betreffend Aufhebung der Verordnungen 77, 81, 82, 84, 86, 87, 88, 89 und 91, sowie Festsetzung von Uebergangsbestimmungen . . . . . Seite 3

Verordnung 99
betreffend Aenderung des Artikels 7 der Verordnung 3 . . . . . Seite 6

Anweisung
über das Fischereirecht der alliierten Militärpersonen, sowie der Mitglieder und Angestellten der Interalliierten Rheinland-Kommission und ihrer Familien in den Zonen der Besatzungsarmeen vom 27. Oktober 1921 . . . . . Seite 6

Abänderung
des französischen Einquartierungsreglements . . . . . Seite 13

Einquartierungsreglements
der vier Besatzungsarmeen (Anlagen zur Verordnung 45) in der neuesten Fassung . . Seite 14

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 67

Verordnung 97.

Verordnung
betreffend
Abänderung des Titels III der Verordnung Nr. 3 und der Verordnungen Nr. 13 und 50.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet:

Artikel 1.

Der Titel III der Verordnung 3 wird aufgehoben und durch die folgenden Bestimmungen ersetzt:

Artikel 13.

Verbotene Veröffentlichungen, Vorstellungen usw.

1. Alle Zeitungen, Abhandlungen oder Veröffentlichungen, alle Drucksachen, alle auf mechanischem oder chemischem Wege hergestellten Vervielfältigungen, alle Schriften, Bilder mit oder ohne Bemerkungen, Musikalien mit Text oder Kommentar, alle Lichtspielbildstreifen, die zur öffentlichen Verbreitung bestimmt und geeignet sind, die öffentliche Ordnung zu gefährden oder die Sicherheit oder das Ansehen der Rheinland-Kommission oder der Besatzungstruppen zu beeinträchtigen, sind verboten und können gegebenenfalls auf Anordnung der Rheinland-Kommission oder in dringenden Fällen auf Anordnung des Kreisdelegierten der Rheinland-Kommission beschlagnahmt werden. Wenn es sich um eine täglich erscheinende Veröffentlichung handelt, kann der Kreisdelegierte der Rheinland-Kommission ihren Ausschluß aus seinem Bezirk für 3 Tage anordnen. Wenn eine solche Veröffentlichung in seinem Bezirk erscheint, kann er ihr Erscheinen für den gleichen Zeitraum verbieten. Ueber diese Maßnahmen ist sofort an die Rheinland-Kommission zu berichten, die endgültig entscheidet.

2. Die Rheinland-Kommission kann anordnen, daß jede periodische Veröffentlichung, welche gegen diesen Artikel verstößt, für einen Zeitraum von nicht mehr als 3 Monaten verboten oder vom besetzten Gebiet ausgeschlossen wird. Periodische Veröffentlichungen, die mindestens zweimal von der Rheinland-Kommission verboten oder ausgeschlossen worden sind, können im Falle einer nochmaligen Zuwiderhandlung für einen längeren Zeitraum als 3 Monate oder für unbegrenzte Zeit verboten oder ausgeschlossen werden.

3. Alle Theateraufführungen, Lichtspiel-Vorstellungen, Pantomimen, Vorlesungen, Rezitationen, Konzerte, Vorträge oder ähnlichen öffentlichen Kundgebungen, die geeignet sind, die öffentliche Ordnung zu stören oder die Sicherheit oder das Ansehen der Rheinland-Kommission oder der Besatzungstruppen zu beeinträchtigen, sind ebenfalls verboten. In dringenden Fällen ist der Kreisdelegierte der Rheinland-Kommission berechtigt, die Vorstellungen oder sonstigen Kundgebungen der vorerwähnten Art zu untersagen. Ueber jede vom Delegierten getroffene Maßnahme ist sofort an die Rheinland-Kommission zu berichten, die hierüber endgültig entscheidet.

4. Die Rheinland-Kommission kann außerdem gegebenenfalls für eine Zeit von nicht mehr als 3 Monaten die Schließung eines jeden Unternehmens anordnen, in welchem irgend eine der in Absatz 1 erwähnten Zeitungen oder sonstigen Veröffentlichungen, Vervielfältigungen oder Bildstreifen ausgestellt, verkauft oder verbreitet wird. Die Rheinland-Kommission kann in der gleichen Weise die Schließung eines jeden Unternehmens anordnen, in welchem Kundgebungen der in Absatz 3 erwähnten Art stattfinden.

Artikel 14.

Strafrechtliche Verantwortlichkeit und Strafverfahren.

1. Unabhängig von den im vorstehenden Artikel 13 vorgesehenen Verwaltungsmaßnahmen können die Verfasser der beanstandeten Veröffentlichungen vor die zuständigen Gerichte gezogen und wegen Zuwiderhandlung gegen diese Verordnung oder gegen irgend eine andere im besetzten Gebiet geltende Bestimmung verurteilt werden.

Die verantwortlichen Schriftleiter, die Herausgeber und Drucker können außerdem wegen ihrer Teilnahme an den fraglichen Veröffentlichungen oder wegen ihrer Fahrlässigkeit verfolgt werden.

Die verantwortlichen Schriftleiter von täglich oder periodisch erscheinenden Druckschriften werden als Verfasser der beanstandeten Artikel in allen den Fällen angesehen, wo der wirkliche Verfasser nicht bekannt ist.

2. Alle Personen, die für eine der im Absatz 3 des Artikels 13 erwähnten Vorstellungen oder sonstigen Kundgebungen verantwortlich sind oder daran teilgenommen haben, können gemäß den

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 68

Verordnungen.

Verordnung 95.

Verordnung
zur Aenderung der Verordnung 59 betreffend Beitreibungen (Requisitionen).

Die Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet:

Artikel 1.

Nachstehender Artikel wird in Verordnung 59 hinter Artikel 4 eingefügt.

Artikel 4 a.

Wer wissentlich einen falschen Anspruch geltend macht oder wissentlich eine falsche Urkunde vorlegt oder wissentlich falsche Angaben macht, um einen auf Grund dieser Verordnung geltend gemachten Anspruch zu stützen, begeht eine Zuwiderhandlung gegen diese Verordnung.

Artikel 2.

Diese Verordnung ist in dem Gebiete des Brückenkopfes Kehl anwendbar.

Artikel 3.

Die Verordnung tritt am 1. September 1921 in Kraft.

Coblenz, den 17. August 1921.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 96.

Verordnung
zur Aenderung der Verordnung 3, Titel 1, Artikel 5(b).

Die Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet:

Artikel 1.

Verordnung 3, Artikel 5 b, wird wie folgt geändert:

Hinter die Worte: „von ihren heimischen Behörden ausgestellten Passes" ist hinzuzufügen: „der den deutschen gesetzlichen Erfordernissen zu entsprechen hat".

Artikel 2.

Die Verordnung ist im Gebiet des Brückenkopfes Kehl anwendbar.

Artikel 3.

Die Verordnung tritt sofort in Kraft.

Coblenz, den 1. September 1921.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Bestimmungen des Absatzes 1 dieses Artikels verfolgt und bestraft werden.

3. Die Personen, die sich mit dem Verkauf, dem Auslegen, der Verbreitung oder Verteilung von verbotenen Veröffentlichungen oder Bildstreifen beschäftigen, haben die Strafen zu gewärtigen, die für Zuwiderhandlungen gegen die Verordnungen der Rheinland-Kommission festgesetzt sind. Die in ihrem Besitz vorgefundenen Nummern, Exemplare und Bildstreifen werden sofort beschlagnahmt.

Artikel 15.

Amtliche Mitteilungen und Berichtigungsanspruch der alliierten Behörden.

Auf schriftliches Ersuchen der Rheinland-Kommission selbst oder einer alliierten Behörde, welche von ihr zu diesem Zweck beauftragt ist, soll der verantwortliche Schriftleiter oder der Herausgeber einer jeden im besetzten Gebiet täglich oder periodisch erscheinenden Druckschrift jede amtliche Mitteilung aufnehmen und zwar zu der Zeit und in der Art, wie es in dem Ersuchen angegeben wird.

Wenn die amtliche Mitteilung sich als die Berichtigung einer Nachricht darstellt, die in der täglich oder periodisch erscheinenden Druckschrift veröffentlicht worden ist, so erfolgt die Aufnahme unentgeltlich.

In allen anderen Fällen werden die Kosten der Veröffentlichung von der Rheinland-Kommission bezahlt, die den Betrag auf dem Konto ihrer Ausgaben verbucht.

Artikel 2.

Die Verordnungen 13 und 50 werden aufgehoben.

Artikel 3.

Die vorstehende Verordnung ist auch im Brückenkopf Kehl anwendbar.

Artikel 4.

Die Verordnung tritt am 20. September 1921 in Kraft.

Coblenz, den 15. September 1921.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 98.

Verordnung
zur Aufhebung der Verordnungen 77, 81, 82, 84, 86, 87, 88, 89 und 91, sowie betreffend Festsetzung von Uebergangsbestimmungen.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission erläßt folgende Verordnung

und zwar unter Beteiligung des Vertreters der italienischen Regierung,

sowie auf Grund des Beschlusses des Obersten Rats vom 13. August 1921, betreffend die Aufhebung der von ihm am 7. März 1921 eingeführten wirtschaftlichen Sanktionen,

sowie in der Erwägung, daß der vorerwähnte Beschluß, dem die deutsche Regierung zugestimmt hat, bestimmt, daß die Interalliierte Rheinland-Kommission unter Beteiligung des Vertreters der italienischen Regierung berechtigt sein soll, alle Ausführungs- und Uebergangsmaßnahmen zu erlassen und durchzuführen bezüglich der Aufhebung der genannten Sanktionen, sowie bezüglich der Verwendung der eingenommenen Gelder und der Abrechnung über die bewirkten oder noch zu bewirkenden Ausgaben, sowie zum Schutze aller Personen gegen Maßnahmen, welche von den Gerichts- oder Verwaltungsbehörden ergriffen werden könnten wegen der Handlungen, welche diese Personen auf Grund der Verordnungen vorgenommen haben, welche die Rheinland-Kommission in Ausführung der Entscheidung der Londoner Konferenz vom März 1921 erlassen hat.

Artikel 1.

Die Verordnungen 77, 81, 82, 84, 86, 87, 88, 89 und 91 werden aufgehoben, jedoch mit den in der gegenwärtigen Verordnung ausgesprochenen Vorbehalten.

Artikel 2.

Die in dem vorhergehenden Artikel ausgesprochene Aufhebung bezieht sich nicht auf:

1. die Gültigkeit der Handlungen, die vorgenommen worden sind in Ausführung der oben aufgehobenen Verordnungen oder der Bestimmungen oder Anweisungen, die auf Grund dieser Verordnungen erlassen worden sind,
2. die Rechte und Berechtigungen, die Verpflichtungen und Verbindlichkeiten, die unter der

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 69

Geltung dieser Verordnungen, Bestimmungen und Anweisungen begründet worden sind,

3. die Gefängnis- und Geldstrafen und Einziehungen, die wegen Zuwiderhandlungen gegen diese Verordnungen ausgesprochen worden sind.

Die alliierten Militärgerichte und die deutschen Gerichte sind auch weiterhin zuständig zur Aburteilung der Zuwiderhandlungen gegen die im vorstehenden Artikel 1 erwähnten Verordnungen, die vor dem Inkrafttreten dieser Verordnung begangen worden sind. Die Protokolle, Untersuchungen, Verfolgungs- und Vollstreckungsmaßnahmen wegen dieser Zuwiderhandlungen können in dem in Verordnung 84 vorgesehenen Umfange und unter den dort vorgesehenen Bedingungen vorgenommen und fortgeführt werden. Die Militärgerichte sind ebenfalls zuständig zur Aburteilung der Zuwiderhandlungen gegen den Artikel 11 dieser Verordnung.

Artikel 3.

Alle Ein- und Ausfuhrbewilligungen, die nach dem 19. April 1921 und vor dem Inkrafttreten dieser Verordnung von der Rheinland-Kommission oder in ihrem Namen erteilt worden sind, sowie die Bewilligungen, welche während derselben Zeit von dem auf Grund der Verordnung 89 der Rheinland-Kommission eingesetzten Alkoholkomitee erteilt worden sind, bleiben in allen ihren Bestimmungen gültig.

Die Waren oder Gruppen von Waren, die unter der Geltung der oben aufgehobenen Verordnungen ohne Bewilligung in das besetzte Gebiet eingeführt oder aus diesem Gebiet ausgeführt werden konnten, können nicht vor Ablauf von 3 Monaten nach Inkrafttreten dieser Verordnung von neuem der Bewilligungspflicht unterworfen werden.

Desgleichen sind die Waren, welche in Postpaketen von einem Gewicht bis zu 5 kg versandt werden, während der Dauer eines Monats seit Inkrafttreten dieser Verordnung von der Bewilligungspflicht befreit.

Die auf Grund einer Bewilligung der Rheinland-Kommission in das besetzte Gebiet eingeführten Waren können nicht einer Kontingentierungsregelung oder der Verpflichtung zur Ablieferung oder zum Verkauf an ein Monopol, an eine Zentralstelle oder ähnliche Organisationen unterworfen werden.

Die in diesem Artikel erwähnten Waren können nur mit vorheriger Genehmigung der Rheinland-Kommission von deutschen Behörden zum Gegenstand von Ausnahme-Maßregeln gemacht werden.

Artikel 4.

Keine Strafverfolgung kann eingeleitet werden gegen eine Person, ein Handelshaus oder eine Gesellschaft und keine mittelbare oder unmittelbare gerichtliche oder Verwaltungs-Strafmaßnahme kann ergriffen werden gegen solche Personen, Handelshäuser oder Gesellschaften wegen einer von ihnen vorgenommenen Handlung, wenn diese Handlung auf Grund der im vorstehenden Artikel 1 erwähnten Verordnungen oder der in Ausführung dieser Verordnungen getroffenen Bestimmungen erlaubt war.

Artikel 5.

Die Personen, die auf Grund ihres Dienstes dazu berufen sind, mittelbar oder unmittelbar bei der Anwendung der wirtschaftlichen Sanktionen mitzuwirken, können nicht zum Gegenstand einer gerichtlichen Strafverfolgung oder einer mittelbaren oder unmittelbaren gerichtlichen oder Verwaltungs-Strafmaßnahme gemacht werden, wegen einer Handlung, die sie vorgenommen haben, um die Anwendung oder Ausführung der im vorstehenden Artikel 1 erwähnten Verordnungen sicherzustellen, wenn diese Personen die fraglichen Handlungen in gutem Glauben vorgenommen haben und in Ausführung ihrer Befugnisse gehandelt oder zu handeln geglaubt haben.

Artikel 6.

§ I. Jede Person, welche die Vergünstigungen der Artikel 4 und 5 dieser Verordnung in Anspruch nehmen will, soll ihren Antrag bei dem deutschen Gericht oder der deutschen Behörde einreichen, welche mit der Sache befaßt ist.

Das deutsche Gericht oder die Behörde soll in erster Instanz über den Antrag entscheiden und soll bis zur endgültigen Entscheidung hierüber das Verfahren ruhen lassen.

§ II. Jede Partei kann binnen 8 Tagen nach der Entscheidung des deutschen Gerichts oder der deutschen Behörde gegen die Entscheidung Berufung an die Rheinland-Kommission einlegen, welche in letzter Instanz über die Gültigkeit des Antrages entscheiden wird.

§ III. Sobald eine Person, die in Haft genommen worden ist oder der irgendwelche beweglichen Sachen beschlagnahmt oder eingezogen worden sind, die Vergünstigung der Artikel 4 und 5 dieser Verordnung für sich in Anspruch nimmt, haben die deutschen Behörden dieses Gesuch unverzüglich dem Kreisdelegierten der Rheinland-Kommission unmittelbar zu übermitteln. Bei Haftsachen haben sie den Betroffenen sofort dem Delegierten zuzuführen.

Der Delegierte hat das Gesuch sofort mit seiner Aeußerung der Rheinland-Kommission zu übermitteln, welche anordnen kann, daß bis zu einer endgültigen Entscheidung der Beschuldigte in Freiheit gesetzt oder die Beschlagnahme oder Einziehung aufgehoben wird.

Wenn die Rheinland-Kommission der Ansicht ist, daß die Umstände des Falles es rechtfertigen, kann sie gegen die Person, welche ungerechtfertigterweise die Billigkeit der Entscheidung des deutschen Gerichts oder der deutschen Behörde bestritten hat, eine Geldstrafe festsetzen, die 50 000 ℳ nicht übersteigen darf.

Artikel 7.

Die Rheinland-Kommission behält die Verwaltung aller Gelder, welche auf Grund der in vorstehendem Artikel 1 genannten Verordnungen nach dem 7. März 1921 und vor dem Inkrafttreten dieser Verordnung vereinnahmt sind. Nach diesem Tage kommen zu den so vereinnahmten Geldern nur diejenigen hinzu, die auf Grund von gerichtlichen oder Verwaltungsstrafverfahren vereinnahmt werden.

Diese Gelder bleiben nach Abzug der von der Rheinland-Kommission bewirkten oder noch zu bewirkenden Ausgaben zur Verfügung der Reparations-Kommission.

In den Grenzen, welche notwendig sind, um die Verwaltung dieser Gelder sicherzustellen und die Abwickelung der laufenden Geschäfte zu ermöglichen, sowie um gegebenenfalls die Beträge beizutreiben, die bei Prüfung der Rechnungen sich als fehlend herausstellen, behalten das Zollkomitee sowie das von der Rheinland-Kommission mit der Erteilung von Bewilligungen beauftragte Wirtschaftskomitee und das Alkoholkomitee die Dienstgewalt über die in Frage kommenden deutschen Personen, die ihnen durch Artikel 8 der Verordnung 81, durch die Artikel 2 und 3 der Verordnung 82 und durch die Verordnung 89 übertragen worden ist.

Artikel 8.

Die Ausgaben, welche von der deutschen Verwaltung bewirkt worden sind aus Anlaß der Anwendung der in Ausführung der Londoner Beschlüsse vom 7. März 1921 und der Pariser Beschlüsse vom 2. April 1921 getroffenen Maßnahmen, gleichgültig ob sie von dieser Verwaltung aus eigenem Antrieb oder auf Anordnung der Rheinland-Kommission oder ihrer Delegierten bewirkt worden sind, werden von der deutschen Regierung getragen.

Die Rheinland-Kommission oder jede Behörde, welche sie zu diesem Zwecke bevollmächtigt, wird das Verfahren regeln, nach welchem die zur Ausführung der aufgehobenen Verordnungen vorgenommenen Beschlagnahmen von Räumen und Material wieder aufgehoben werden, und zwar unter Berücksichtigung der dienstlichen Bedürfnisse.

Alle durch diese Beitreibungen verursachten Ausgaben werden gemäß Verordnung 59 geregelt.

Artikel 9.

Die Anordnungen, durch welche die Rheinland-Kommission auf Grund der Verordnungen 81, 82 oder 89 deutsche Gesetze oder Verordnungen außer Anwendung gesetzt hat, werden insoweit zurückgenommen, als diese Gesetze und Verordnungen den Bestimmungen dieser Verordnung nicht widersprechen. Die fraglichen Gesetze und Verordnungen haben in keinem Falle rückwirkende Kraft bezüglich der Handlungen, die zwischen dem 7. März 1921 und dem Inkrafttreten dieser Verordnung vorgenommen worden sind.

Artikel 10.

Der von der Rheinland-Kommission durch die Vorschriften dieser Verordnung erwähnte Schutz erstreckt sich auf die Personen und die in dieser Verordnung erwähnten Güter, die sich etwa im Gebiete des Brückenkopfes Kehl befinden.

Artikel 11.

Für die Uebergangszeit und um jede Störung des wirtschaftlichen Lebens des besetzten Gebiets zu vermeiden, werden die Dienststellen zur Prüfung und Ausstellung der Ein- und Ausfuhrbewilligungen für das besetzte Gebiet vorläufig aufrecht erhalten, jedoch lediglich bezüglich des Warenverkehrs über die äußere Grenze des besetzten Gebiets und bis zu

dem Augenblick, wo der in dem Beschluß des Obersten Rats vom 13. August 1921 vorgesehene Interalliierte Ausschuß in Tätigkeit treten kann.

Die auf Grund dieses Artikels erteilten Bewilligungen fallen unter die Schutzbestimmungen dieser Verordnung, insbesondere der Artikel 3, 4, 5 und 6.

Artikel 12.

Diese Verordnung tritt am 30. September 1921, nachmittags 12 Uhr, in Kraft.

Coblenz, den 29. September 1921.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 99.

Verordnung

zur Abänderung des Artikels 7 der Verordnung 3.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet:

Artikel 1.

Der Artikel 7 der Verordnung 3 der Interalliierten Rheinland-Kommission wird aufgehoben und wie folgt ersetzt:

Alle Personen, die im besetzten Gebiete reisen, haben sich den deutschen gesetzlichen Vorschriften für Reisende anzupassen. Die Gastwirte und Quartiergeber sind gleichfalls zur Beobachtung der genannten Vorschriften verpflichtet, und zwar insbesondere bezüglich der Führung von Polizeiregistern.

Die verantwortlichen deutschen Behörden müssen auf jedesmaliges Verlangen die Polizeiregister den alliierten Behörden zur Prüfung vorlegen.

Artikel 2.

Die Verordnung ist im Gebiet des Brückenkopfes Kehl anwendbar.

Artikel 3.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Coblenz, den 28. November 1921.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Anweisungen.

Anweisung

der Interalliierten Rheinland-Kommission über das Fischereirecht der alliierten Militärpersonen, sowie der Mitglieder und Angestellten der Interalliierten Rheinland-Kommission und ihrer Familien in den Zonen der Besatzungsarmeen vom 27. Oktober 1921.

Für die amerikanische, belgische und britische Zone sowie für die Zone eines jeden französischen Armeekorps wird von den Befehlshabern je ein Fischerei-Offizier bestellt, um mit den deutschen Behörden über Fischereiangelegenheiten zu verhandeln. Für jede dieser Zonen werden die deutschen Behörden ihrerseits einen sachverständigen Vertreter bestellen, der bei der betreffenden militärischen Befehlsstelle beglaubigt wird, ihr alle notwendigen Auskünfte erteilen und zuständig sein soll, die Fischereifragen in seiner Zone zu erörtern und zu regeln.

I. Die alliierten Militärpersonen, die Mitglieder und Angestellten der Interalliierten Rheinland-Kommission und die bei ihnen wohnenden Familien haben das Recht zu fischen, mit den in Absatz VIII niedergelegten Einschränkungen, unter der Bedingung, daß sie erhalten haben:

1. vom Armeebefehlshaber (für die alliierten Militärpersonen und ihre Familien) oder von dem betreffenden Oberkommissariat (für Mitglieder und Angestellte der Interalliierten Rheinland-Kommission und ihre Familien) den (im Absatz II näher bezeichneten) Fischereischein, d. h. die Genehmigung zum Nachsuchen eines Fischerei-Erlaubnisscheins;
2. von dem Fischereiberechtigten oder -Pächter einen im Absatz III näher bezeichneten (Fischerei-) Erlaubnisschein.

II. Ein Muster für den Fischereischein, d. h. die Genehmigung zum Nachsuchen eines Erlaubnisscheins, ist dieser Anweisung als Anlage A beigefügt. Diese Genehmigung enthält nicht das Recht zu fischen, sondern ist lediglich ein Zeugnis darüber,

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 70

1. daß die ausstellende Behörde nichts dagegen einzuwenden hat, daß die betreffende Person mit dem Fischereiberechtigten oder -Pächter zwecks Erwerbs eines Erlaubnisscheins die erforderlichen Abmachungen trifft;
2. daß die betreffende Person ordnungsgemäß zur Besatzungsarmee oder zur Interalliierten Rheinland-Kommission gehört.

Diese Genehmigung gilt dauernd für alle Gesuche um einen Erlaubnisschein im ganzen besetzten Gebiet. Sie kann von der ausstellenden Behörde zurückgezogen werden, namentlich falls die betreffende Person gegen die vorliegende Anweisung verstößt.

III. Der Erlaubnisschein hat die in Anlage B dieser Anweisung vorgesehene Form. Er wird von dem Fischereiberechtigten oder -Pächter ausgestellt.

Er soll enthalten insbesondere:

1. Namen und Wohnung des Inhabers;
2. die Grenze der Gewässer, für welche er gilt;
3. die Gültigkeitsdauer des Scheins;
4. die Zahl und Art der erlaubten Fischereigeräte;
5. den für die ganze Gültigkeitsdauer vereinbarten Preis.

IV. Jeder Fischereiberechtigte oder -Pächter, bei dem eine Militärperson oder ein Mitglied oder Angestellter der Rheinland-Kommission die in Absatz II vorgesehene Genehmigung vorzeigt, ist in allen Fällen verpflichtet, einen Erlaubnisschein auszustellen, entweder auf Grund einer gütlichen Einigung oder in deren Ermangelung auf Grund einer Requisition (ausgenommen, wenn es sich um geschlossene Gewässer handelt, d. h. um künstliche Fischteiche, Fischschutzanlagen oder Teile von Wasserläufen, deren Verbindung mit anderen Wasserläufen, Seen oder Teichen durch Gitter, Netze oder Wehre abgesperrt ist, um die Fische, welche die gesetzlich vorgeschriebene Größe erreicht haben, zurückzuhalten); er ist jedoch nicht verpflichtet, für die genannten Personen mehr als einen Erlaubnisschein für je 2 km Wasserstrecke auszustellen.

Die Fischereiberechtigten oder -Pächter sind berechtigt, Erlaubnisscheine an die mit einer Genehmigung versehenen Personen auszustellen, ohne daß es erforderlich wäre, die in den deutschen Fischereigesetzen für Ausländer vorgesehene Zustimmung des Regierungspräsidenten nachzusuchen. Diese Erlaubnisscheine müssen jedoch von der zuständigen deutschen Ortsbehörde beglaubigt werden.

Die Personen, welche den in Absatz II vorgesehenen Genehmigungsschein ordnungsmäßig erhalten haben, sollen sich bemühen, durch ein unmittelbares freiwilliges Abkommen zu einer Verständigung über die Ausstellung eines Erlaubnisscheins zu gelangen.

V. Sollte es sich als unmöglich erweisen, zu einer gütlichen Vereinbarung über den Preis des Erlaubnisscheins zu kommen, so soll die betreffende Person sich an den Fischereioffizier wenden, in dessen Bezirk das fragliche Gebiet liegt. Dieser Offizier wird den Landrat des fraglichen Gebiets ersuchen, bei dem Fischereiberechtigten oder -Pächter auf den Abschluß einer Vereinbarung hinzuwirken.

VI. Sollte es sich als unmöglich erweisen, eine gütliche Einigung zu erzielen, oder sollte eine zu lange Verzögerung damit verbunden sein, so kann die Militärbehörde auf Grund einer Empfehlung des Fischereioffiziers die Requisition des Erlaubnisscheins anordnen, aber nur für die verschiedenen Arten der Angelfischerei und unter den im Absatz VIII niedergelegten Fischereibedingungen. Der Preis für die Requisition wird von der örtlichen Abschätzungs-Kommission für Requisitionen festgesetzt und von der betreffenden Militärperson unmittelbar bezahlt.

VII. Die Gültigkeitsdauer des Erlaubnisscheins wird je nach dem Wunsche des Antragstellers auf einen Tag, 2 Wochen, 1 Monat, 6 Monate oder 1 Jahr festgesetzt.

VIII. Es ist allen alliierten Militärpersonen, sowie den Mitgliedern und Angestellten der Rheinland-Kommission und deren Familien verboten

a) auf irgend eine Art zu fischen, ohne im Besitz eines Fischereischeins und eines Erlaubnisscheins zu sein;
b) wenn sie einen Fischereischein und Erlaubnisschein besitzen,
   1. unter Anwendung schädlicher oder explodierender Stoffe zu fischen (Chlor, Kalk, Kockelkörner, Handgranaten, Sprengpatronen usw.);
   2. mit Laternen oder Spießen zu fischen;
   3. in ständigen Fischschonbezirken oder während der Laichzeit in Laichschonbezirken zu fischen;

4. während der Schonzeit (Absatz IX) zu fischen;
5. sich einen gefangenen Fisch anzueignen, der nicht die in der Anlage C. vorgesehene Mindestgröße besitzt, ausgenommen bei Fischen, die als lebendiger Köder verwandt werden sollen;
6. mit Fanggeräten oder in Gewässern zu fischen, für welche der Erlaubnisschein nicht ausgestellt ist;
7. zu fischen, ohne ihren Fischereischein und ihren Erlaubnischein bei sich zu führen.

IX. Das Fischen ist verboten:

1. am Sonntag von 9 Uhr vormittags bis 6 Uhr nachmittags, ausgenommen für das Fischen mit der einfachen mit Korkschwimmer versehenen Handangel, mit der Schleppangel, mit dem Spinner und mit der mit Blei beschwerten Angel (Sonntagsschonzeit);
2. auf Grund des Gesetzes oder einer Verordnung des Regierungspräsidenten während 8 aufeinander folgender Wochen in den Monaten Oktober bis Januar für Gewässer, in denen sich vorzugsweise Winterlaicher (Forellen und andere Saiblingsarten, Salmoniden) fortpflanzen (Winterschonzeit). Diese Verordnung muß von den deutschen Behörden dem Fischereioffizier und den Delegierten der Rheinland-Kommission in den Bezirken und Kreisen ordnungsgemäß mitgeteilt werden;
3. auf Grund des Gesetzes oder einer Verordnung des Regierungspräsidenten für 6 aufeinander folgende Wochen in den Monaten März bis Juni für alle anderen Gewässer, mit Ausnahme für das Fischen mit der Handangel mit Kork und mit gebleiter Angel (Frühlingsschonzeit). Diese Anordnung muß von den deutschen Behörden in der im vorstehenden Absatz 2 vorgeschriebenen Art mitgeteilt werden.

X. Alle zur Ueberwachung der Fischerei bestellten deutschen Personen (Ortspolizei, Privat-Fischereiaufseher und amtliche Hüter) sind, wenn sie sich als solche ausweisen, berechtigt, die Vorzeigung des Fischereischeins und des Erlaubnisscheins zu verlangen. Die Befugnisse dieser deutschen Personen beschränken sich darauf, das Vorhandensein des Fischereischeins und des Erlaubnisscheins festzustellen und erwiesene Vergehen den zuständigen alliierten Stellen mitzuteilen.

Die Landräte sollen allen deutschen zur Ueberwachung der Fischerei bestellten Personen eine Karte aushändigen, die für sie auf Antrag des Fischereioffiziers ausgestellt wird und auf Grund deren sie berechtigt sind, die Hilfe der alliierten Militärbehörden oder Gendarmerie für den Fall in Anspruch zu nehmen, daß sich eine Militärperson oder ein Mitglied oder Angestellter der Interalliierten Rheinland-Kommission weigern sollte, seinen Fischereischein und seinen Erlaubnisschein vorzuzeigen.

Coblenz, den 27. Oktober 1921.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Annexe A.

AUTORISATION DE DEMANDE DE PERMIS DE PECHE.
AUTHORISATION TO APPLY FOR A FISHING PERMIT.
(Fischereischein.)

Nom et prénoms . . . . . .
Name in full . . . . . .
Name und Vorname . . . . . .

Grade ou fonctions . . . . . .
Rank or office . . . . . .
Dienstgrad oder Amt . . . . . .

résidant à . . . . . .
resident at . . . . . .
wohnhaft in . . . . . .

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 71

est autorisé, par la présente, à demander un Permis de Pèche et à en jouir.
is hereby authorized to apply for a fishing permit and to use the same.
wird hiermit ermächtigt, sich einen Erlaubnisschein zu verschaffen und denselben zu benutzen.

Timbre — Le Commandement ou le Haut Commissaire:
Stamp — The Army Commander or the High Commissioner:
Stempel — Das Kommando oder der Oberkommissar:

Le détenteur de la présente autorisation doit en être porteur quand il se livre à la pêche et doit la produire à la demande des agents allemands chargés de la surveillance de la pêche.

The holder of this authorization must carry it with him when fishing and must produce it on the demand of German officials authorized to supervise fishing.

Der Inhaber dieses Fischereischeines hat diesen bei Ausübung des Fischfanges bei sich zu führen und auf Verlangen der deutschen Fischereiaufseher vorzuzeigen.

Annex B.

PERMIS DE PECHE.
FISHING PERMIT.
(Erlaubnisschein.)

Nom . . . . . Prénom . . . . . .
Name . . . . . Christian name . . . . . .
Zuname . . . . . Vorname . . . . . .

résident à . . . . . .
resident at . . . . . .
wohnhaft in . . . . . .

est autorisé à se livrer à la pêche pour la portion de cours d'eau s'étendant de . . . . . .
is authorised to fish in the fishing reach extending from . . . . . .
ist berechtigt, die Fischerei auszuüben in der Gewässerstrecke von . . . . . .

. . . . . .
. . . . . .
. . . . . .

à . . . . . .
to . . . . . .
bis . . . . . .

au moyen des engings ci-après désignés . . . . . .
and to make use of the tackle specified hereafter . . . . . .
unter Anwendung folgender Fischereigeräte . . . . . .

. . . . . .
. . . . . .
. . . . . .

pour la période comprise entre le . . . . . 19 . . et le . . . . .
for the period from . . . . . 19 . . to . . . . .
während des Zeitraums von . . . . . 19 . . bis . . . . .

Le prix payé au propriétaire ou au fermier du droit de pêche est de . . . . . .
The price paid the owner or tenant of the fishery right is . . . . . .
Der dem Fischereiberechtigten oder dem Fischereipächter bezahlte Preis beträgt . . . . . .

pour la durée totale du présent permis.
for the period during which this permit is valid.
für die ganze Gültigkeitsdauer dieses Erlaubnisscheines.

Le bénéficiaire du présent Permis doit en être porteur lorqu'il se livre à la pêche.
The holder of this fishing permit shall carry it with him when fishing.
Der Inhaber dieses Erlaubnisscheines hat denselben bei der Ausübung der Fischerei bei sich zu führen.

A . . . . . le . . . . . 192 . . .
(Place) . . . . . (Date) . . . . . 192 . . .
In . . . . . den . . . . . 192 . . .

Le Propriétaire ou le fermier du droit de pêche.
The owner or tenant of the fishery right.
Der Fischereiberechtigte oder Fischereipächter.

(Signature)
(Signature)
(Unterschrift)

Anlage C.

Die hauptsächlichsten Mindestmaße, wie sie in der deutschen Gesetzgebung vorgesehen sind.

Lachs und Aal		35 cm
Barbe, Hecht, Alse		28 cm
Brachse		25 cm
Aesche, Döbel		20 cm
Bachforelle, Schleie		18 cm
Barsch, Rotfeder, Rotauge	in fließendem Wasser	15 cm
	in Binnenseen	13 cm
Flußkrebs		8 cm

Anmerkung: Die Größe des Fisches wird gemessen von der Spitze des Kopfes bis zum Ende der Schwanzflosse.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 72

Anweisung

der Interalliierten Rheinland-Kommission vom 27. Oktober 1921 über die Jagd.

I.
Jagdrecht der Mitglieder der Besatzungsarmeen und der ihnen zugeteilten oder von ihnen beschäftigten Personen.

Die Mitglieder der Besatzungsarmeen sowie die ihnen zugeteilten oder von ihnen beschäftigten Personen mit alliierter Staatsangehörigkeit, welche den Wunsch haben, die Jagd auszuüben und die in dieser Anweisung enthaltenen besonderen Vorteile zu genießen, müssen

a) mit einer schriftlichen Genehmigung versehen sein, die ihnen vom Oberkommando ausgestellt wird und auf Grund deren sie von jeder anderen ähnlichen Bescheinigung (Waffenschein, Munitionskarte usw.) befreit sind;
b) zu Gesellschaften zusammengeschlossen sein, die aus mindestens 10 Personen bestehen und an ihrer Spitze einen mit ihrer Vertretung beauftragten Leiter haben.

II.
Alliierte und deutsche Jagdbeauftragte.

Für die gesamte amerikanische, belgische und britische Zone und für die Zone eines jeden Armeekorps der französischen Armee wird vom Kommando ein Offizier bestimmt, um über Jagdfragen zu verhandeln und die militärischen Gesellschaften zu vertreten. Dieser Offizier nennt sich „Jagdoffizier" (Officier Délégué pour la Chasse).

Für jede der vorbezeichneten Zonen werden die deutschen Behörden ihrerseits einen sachverständigen Beauftragten bezeichnen (Délégué Expert), der bei der betreffenden Befehlsstelle beglaubigt wird und die nötigen Vollmachten besitzt, um die Jagdfragen in der betreffenden Zone zu erörtern und zu regeln.

III.
Beschaffung des Jagdgeländes.

Jede militärische Jagdgesellschaft macht dem Kommando Mitteilung über ihre Wünsche (Lage, Ausdehnung des Jagdgeländes usw.) bezüglich der fiskalischen Jagden, sowie bezüglich der an Privatpersonen verpachteten Staatsjagden und bezüglich der Gemeindejagden.

Es ist Sache eines jeden Armee- oder Korpsbefehlshabers, für seine Zone eine Höchstgrenze für den Umfang des den Militärgesellschaften zur Verfügung zu stellenden Geländes festzusetzen, wobei dieser Umfang in einem angemessenen Verhältnis zur Zahl der Gesellschaftsmitglieder stehen muß.

Die Jagden werden den Gesellschaften unter folgenden Bedingungen zur Verfügung gestellt:

1. Staats-Jagden.

Die von den Jagdgesellschaften in Anspruch genommenen Staatsjagden werden ihnen vollständig und ausschließlich zur Verfügung gestellt und zwar unter denselben Bedingungen, welche vor dem 2. August 1914 den deutschen Beamten gegenüber galten, d. h. gegen Zahlung eines Taxpreises für die Trophäen und gegen Zahlung des Wertes des erbeuteten Wildprets unter Ausschluß jeder weiteren Taxe (Schußgeld oder dergl.).

Die Taxe für die Trophäen wird jährlich für das folgende Jahr, gerechnet vom 1. August bis zum 31. Juli, durch ein Uebereinkommen zwischen der deutschen Verwaltung und dem Jagdoffizier festgesetzt.

Die vom Wild an den Bodenerzeugnissen angerichteten Schäden werden von den Militärgesellschaften getragen und im Wege der Verhandlung von dem Jagdoffizier und dem deutschen Beauftragten abgeschätzt.

Die Forstbeamten können mit Genehmigung der betreffenden Jagdgesellschaft in den Staatsjagden jagen; sie können unter derselben Bedingung dort Treibjagden zur Bekämpfung schädlicher Tiere abhalten. Die Jagdhüter sollen zu gegebener Zeit dem Leiter der beteiligten Jagdgesellschaften hierüber Vorschläge machen.

Der deutsche Beauftragte bei dem Kommando jeder Zone wird dem Kommando alle Staatsjagden in seiner Zone mitteilen, um den Jagdgesellschaften eine Auswahl zu ermöglichen.

Die von den Gesellschaften nicht in Anspruch genommenen Gelände bleiben zur Verfügung der deutschen Behörden.

2. Verpachtete Staatsjagden sowie Gemeindejagden.

Die Methoden, wonach verpachtete Staatsjagden und Gemeindejagden den Militärgesellschaften zur Verfügung gestellt werden, werden in der folgenden Reihenfolge angewandt:

a) Freiwillige Vereinbarung:

Sobald diese Jagden neu verpachtet werden sollen, sei es durch einen gewöhnlichen Vertrag oder durch eine Versteigerung, muß der zuständige Jagdvorsteher dem Kommando der Armee- oder Armeekorpszone eine Erklärung übersenden, aus der sich der für die Jagd geforderte Preis, der frühere Pachtpreis und der Preis ergibt, der in der letzten Zeit bei Versteigerungen oder freiwilligen Abmachungen über ähnliche Jagden der betreffenden Gegend erzielt worden ist. Diese Erklärung muß einen Monat vor dem Abschluß eines neuen Vertrages oder einer neuen Versteigerung abgegeben werden.

Das Kommando übersendet diese Mitteilung an die militärischen Gesellschaften, die das Vorrecht haben, von der Jagd im Wege der freiwilligen Vereinbarung Besitz zu ergreifen. Die Dauer des Pachtvertrages beträgt wenigstens 6 Jahre. Der Pachtvertrag kann von dem Pächter gekündigt werden:

wenn die Mehrzahl der Mitglieder der Gesellschaft in eine andere Garnison versetzt wird;

oder wenn infolge der Nachlässigkeit oder der Mittäterschaft der deutschen Jagdhüter der Wildbestand durch Wildern erheblich vermindert worden ist.

b) Vermittlung der deutschen Behörden.

Die deutschen Behörden sollen auf Ersuchen des Kommandos in den folgenden Fällen unter den folgenden Bedingungen vermittelnd tätig sein:

1. wenn der von einem Jagdvorsteher bei einer freiwilligen Vereinbarung geforderte Preis übermäßig hoch erscheint, wird die Frage von dem deutschen Jagdbeauftragten in Uebereinstimmung mit dem Jagdoffizier geregelt;
2. falls die Zahl der zur Verfügung stehenden Jagden zur Befriedigung der Anträge der Militärgesellschaften nicht ausreicht, werden der deutsche Jagdbeauftragte und die deutschen Behörden vermittelnd tätig sein, um neue Jagdgelände zu beschaffen.

c) Requisition.

Wenn alle Versuche zu einer freiwilligen Vereinbarung zu gelangen fehlschlagen sollten, wird das Jagdgelände den alliierten Armeen im Wege der Requisition zur Verfügung gestellt mit der Verpflichtung für die militärischen Jagdgesellschaften, den Pachtpreis zu zahlen, der von den örtlichen Abschätzungskommissionen festgesetzt wird.

IV.

Verschiedene Bestimmungen.

Die Mitglieder der Besatzungsarmeen sowie die ihnen zugeteilten oder von ihnen beschäftigten Personen mit alliierter Staatsangehörigkeit, welche auf dem gemäß vorstehenden Bestimmungen zur Verfügung gestellten Gelände jagen, dürfen die Jagd nur auf einem Gelände ausüben, das entweder von der Jagdgesellschaft, zu der sie gehören, gepachtet ist oder von einer anderen Jagdgesellschaft, wenn sie von einem der Mitglieder der letzteren eingeladen sind.

Sie müssen bei sich führen:

1. den von dem Kommando ausgestellten Genehmigungsschein;
2. ihre Mitgliedskarte oder die schriftliche Einladung eines der Mitglieder.

Die Jagdhüter haben das Recht, die Persönlichkeit der Militär- oder Ziviljäger alliierter Staatsangehörigkeit festzustellen und der zuständigen Militärbehörde die etwa festgestellten Vergehen anzuzeigen.

Die Leiter der Militärjagdgesellschaften werden den Jagdhütern eine Karte übergeben, die für sie auf Antrag vom Jagdoffizier ausgestellt wird, auf Grund deren sie berechtigt sind, die Unterstützung des alliierten Militärs oder der Gendarmerie zu verlangen, falls die bei der Jagd betroffenen Militär- oder Zivilpersonen sich weigern sollten, ihren Ausweis vorzuzeigen.

Nötigenfalls werden ähnliche Karten zu demselben Zweck an den Leiter oder an einzelne Mitglieder der Militärjagdgesellschaften ausgehändigt.

Die Mitglieder der Besatzungsarmeen, welche die Jagd ohne Inanspruchnahme der im Vorstehenden erwähnten Vorteile ausüben wollen, sind befugt, sich Jagdgelände unter denselben Bedingungen wie deutsche Staatsangehörige zu verschaffen.

Es ist Sache der Oberbefehlshaber der Besatzungsarmeen, Maßnahmen zu treffen, daß in ihrer Zone die Regeln beobachtet werden, die sich aus den deutschen Jagdgesetzen oder den deutschen Jagdgewohnheiten ergeben, namentlich bezüglich der Art des Wildes, das in den einzelnen Jahreszeiten geschossen werden darf und bezüglich der Wildarten (Hirsche, Rehe usw.), die nur mit der Kugel erlegt werden dürfen. Ausnahmen können festgesetzt werden bezüglich der deutschen Gesetze, durch welche die Jagd an Sonntagen verboten wird.

Der Schußplan wird jährlich vor dem 1. August für die folgende Jagdzeit auf Grund eines Uebereinkommens zwischen dem Leiter der militärischen Jagdgesellschaft und dem deutschen Jagdbeauftragten festgestellt.

Die Leiter der militärischen Jagdgesellschaften können die Forstverwaltungen ersuchen, für die Treibjagden in den Staatsjagden einen oder zwei deutsche Jagdhüter zur Verfügung zu stellen, um die Treiber anzuführen.

Die Frage der Jagdenklaven ist im Einzelfalle zwischen dem Jagdoffizier und dem deutschen Jagdbeauftragten zu regeln.

V.

Zurückziehung des Jagdrechts.

Die Armee- oder Armeekorpsbefehlshaber können die Auflösung einer Militärjagdgesellschaft aussprechen, wenn diese gegen die Bestimmungen dieser Anweisung verstößt.

Die Jagdgesellschaft verliert hierdurch jedes Anrecht auf das Jagdgelände, das ihr gemäß Absatz III übertragen worden war. Dieses Gelände wird zur Verfügung des Jagdoffiziers der betreffenden Zone gestellt, der damit gemäß den Vorschriften dieser Anweisung verfährt.

VI.

Jagdrecht der Mitglieder und des Personals der Interalliierten Rheinland-Kommission.

Die vorstehenden Bestimmungen finden Anwendung auf solche Mitglieder und Angestellten der Interalliierten Rheinland-Kommission, denen der betreffende Oberkommissar den Genehmigungsschein ausgestellt hat, der in Ziffer 1 des Absatzes IV (Verschiedene Bestimmungen) vorgeschrieben ist.

Die Mitglieder und Angestellten der Interalliierten Rheinland-Kommission können entweder Mitglieder einer militärischen Jagdgesellschaft sein, oder besondere Gesellschaften bilden. Staatsjagden, verpachtete Staatsjagden oder Gemeindejagden werden gegebenenfalls diesen Gesellschaften oder einem der Oberkommissare persönlich durch ein unmittelbares Uebereinkommen zwischen der Rheinland-Kommission und dem Oberbefehlshaber der betreffenden Armee oder des Armeekorps zur Verfügung gestellt.

Coblenz, den 27. Oktober 1921.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Abänderungen.

Abänderungsverfügung

vom 20. August 1921 zum Französischen Einquartierungs-Reglement vom 1. Februar 1921.

Die in Heft 8, Seite 13 abgedruckten Einquartierungs-Bestimmungen für die französische Armee sind laut Schreiben der Interalliierten Rheinland-Kommission vom 2. Oktober 1921 — Nr. 4498/HCITR — wie folgt ergänzt worden:

In Artikel 3 ist vor dem Absatz, der mit den Worten beginnt: „Was die Beleuchtung betrifft ..." folgender Absatz einzurücken:

„Wenn die in Betrieb befindlichen Heizungsanlagen größere als die vorstehend bewilligten Zuwendungen an Brennstoff erfordern, um die Heizung der Räume tatsächlich zu bewirken, können Ergänzungszuweisungen bewilligt werden und zwar durch den Kommandierenden General der Armee für die Stadt Mainz und durch die Kommandierenden Generäle der Armeekorps für die Empfänger innerhalb ihres Befehlsbereichs."

Die vorstehende Aenderung ist bei dem Neudruck des Einquartierungs-Reglements (S. 14 ff. dieses Heftes berücksichtigt.

Die Einquartierungs-Reglements der vier Besatzungsarmeen.

(Anlagen zur Verordnung 49).

An die Stelle der im Heft 5 S. 9/12 abgedruckten Einquartierungs-Bestimmungen für die belgische Armee sind laut Schreiben der Interalliierten Rheinland-Kommission vom 25. Okt. 1921 neue Vorschriften getreten. Mit Rücksicht darauf, daß die in den Heften 6 S. 11/14 und 8 S. 13/38 enthaltenen Einquartierungs-Bestimmungen für die britische und die französische Armee inzwischen Aenderungen erfahren haben, werden die Vorschriften aller vier Besatzungsarmeen in ihrer neuesten Fassung nachstehend zum Abdruck gebracht.

I. Einquartierungs-Bestimmungen der französischen Armee.

Rheinarmee
Stab 1. Büro.
Nr. 2302. 2/1 M. 2.
Armee-Hauptquartier, den 1. Februar 1921.

Reglement
für die französische Besatzungszone im Rheinland über die Unterbringung der französischen und alliierten Offiziere, der alliierten Militärpersonen, der verheirateten französischen Mannschaften, die über die gesetzliche Zeit dienen, und des Zivilpersonals der Rheinland-Kommission und der französischen Rheinarmee.

Vorwort.

Die allgemeinen Bedingungen für die Besetzung der rheinischen Gebiete sind geregelt durch das dem Friedensvertrag beigefügte Abkommen, das am 28. Juni 1919 zwischen den Vereinigten Staaten von Nordamerika, Belgien, dem Britischen Reich und Frankreich einerseits sowie Deutschland anderseits abgeschlossen worden ist.

Artikel 8 dieses Abkommens (siehe Anlage 1) handelt von den Leistungen in Natur, welche die deutsche Regierung den Besatzungstruppen zur Verfügung zu stellen hat. Zu diesen Leistungen in Natur gehören: die Unterbringung und Einquartierung, die Möblierung, Heizung und Beleuchtung. Der Wert dieser Leistungen, welche von Deutschland kostenlos gewährt werden, darf nicht zu den Kosten des Unterhalts der Armeen im Sinne des Artikels 235 des Vertrages von Versailles gerechnet werden. (Entscheidung der Reparations-Kommission vom 26. Juli 1920.)

Die Instruktion vom 1. Juli 1920 enthielt Einzelheiten über die Anwendung des Artikels 8 des Abkommens, soweit es sich bezieht auf die Unterbringung der Militärpersonen und die ihnen gleichgestellten Personen, der Besatzungstruppen und ihrer Familien in der französischen Zone. Inzwischen ist eine Nachprüfung der Instruktion vom 1. Juli 1920 notwendig geworden wegen der Bestimmungen, welche die Interalliierte Rheinland-Kommission im zweiten Halbjahr 1920 getroffen hat durch ihre Verordnung 32 (siehe Anlage 2) über die Tätigkeit der Reichsvermögensverwaltung im besetzten Gebiet, durch ihre Verordnung 49 (siehe Anlage 3) über Unterbringung und Einquartierung des Personals der Rheinland-Kommission und der Besatzungsarmeen und schließlich im Januar 1921 durch ihre Verordnung 69 (siehe Anlage 4) über die von der deutschen Regierung auf Grund des Artikels 8 des Rheinlandabkommens zu bewirkenden Leistungen.

Das vorliegende Reglement ist erlassen worden, um diese Bestimmungen mit der erwähnten Instruktion in Einklang zu bringen.

Die Regeln, welche das Reglement nunmehr endgültig ausspricht, beziehen sich auf die Unterbringung folgender Personen in der französischen Zone:

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 74

der französischen Offiziere mit ihren Familien,
der alliierten Militärpersonen mit ihren Familien,
der verheirateten französischen Mannschaften, welche über die gesetzliche Dauer hinaus dienen, mit ihren Familien und
des Zivilpersonals, welches von der Rheinland-Kommission und der französischen Besatzungsarmee beschäftigt wird.

Gemäß Artikel 11 der vorerwähnten Verordnung 49 wird das vorliegende Reglement als Anlage zu der genannten Verordnung veröffentlicht werden an Stelle der Instruktion vom 1. Juli 1920, welche hierdurch aufgehoben wird.

Dieses Reglement wird zur Kenntnis der deutschen Behörden gebracht werden.

Kapitel I.
Quartieransprüche der Offiziere und der verheirateten Unteroffiziere und Mannschaften, die über die gesetzliche Zeit hinaus dienen.

Artikel 1.
Möblierte Wohnungen.

Die Militärpersonen der französischen Besatzungsarmee haben Anrecht auf eine möblierte, geheizte und beleuchtete Wohnung, welche die in der Anlage Nr. 5 angegebene Zahl von Räumen enthält und außerdem die unten weiter vorgesehenen Zimmer für den Fall, daß ihre Familie bei ihnen wohnt.

Außer den in der Anlage Nr. 5 vorgesehenen Privaträumen haben die Generale sowie die ihnen gleichgestellten Personen Anrecht auf ein besonderes Haus, welches möblierte, geheizte und beleuchtete Empfangsräume enthält: (Diele, Haupttreppe, ein oder zwei Vorzimmer, Vorsalon, kleiner Salon, großer Salon, Spielsaal, Salon vor dem Arbeitszimmer des Generals, ein Arbeitszimmer des Generals, Speisesaal, ein Billardzimmer, ein Arbeitszimmer der Ordonanzoffiziere, ein Ankleidezimmer, eine Küche, eine Speisekammer). Empfängsräume können auch gewissen Offizieren zugebilligt werden, wenn der Oberbefehlshaber der Besatzungsarmee entscheidet, daß ihre militärische Stellung diese Zuweisung rechtfertigt.

Die berittenen Offiziere haben Anrecht auf einen Stall für ihre Pferde, der sich außerhalb ihrer Wohnung befinden kann.

In den Häusern, in denen sich ein Badezimmer befindet, können die dort wohnenden Militärpersonen das Bad unentgeltlich benutzen.

Jede Wohnung hat außer der in der Anlage 5 festgesetzten Zimmerzahl eine Küche zu enthalten, die mit sämtlichem Gerät versehen sein muß, das zur Bereitung von Speisen notwendig ist.

Im Falle der völligen Unmöglichkeit, eine getrennte Küche zu stellen, hat der Quartiergeber dem Quartiernehmer die Mitbenutzung seiner Küche und der Küchengerätschaften zu gestatten.

Für die ledigen Subalternoffiziere kann, wenn sie ohne Familie sind, an Stelle der Küche ein Ankleideraum gewährt werden.

Unter den in der Anlage Nr. 5 bezeichneten Herrschaftszimmern sind grundsätzlich Schlafzimmer zu verstehen. Auf ein Gesuch des Quartiernehmers hin können diese Zimmer durch einen Salon, ein Speisezimmer oder ein Schreibzimmer ersetzt werden, welche die entsprechenden Wohnungseinrichtungsgegenstände enthalten.

Für Familienmitglieder werden die folgenden weiteren Räume zugestanden:
für 1 oder 2 Kinder ein weiteres Zimmer mit 1 oder 2 Betten,
für 3 oder 4 Kinder ein Zimmer mit 2 Betten und 1 Zimmer mit 1 oder 2 Betten,
für 5 oder 6 Kinder 2 Zimmer mit 2 Betten und 1 Zimmer mit 1 oder 2 Betten usw.;
für andere Familienmitglieder, die etwa in der Heimatgarnison des Quartiernehmers bei ihm wohnen, für jedes Mitglied ein weiteres Zimmer mit einem Bett.

Verheiratete Militärpersonen, die ihre Frauen im besetzten Gebiet nicht bei sich haben, haben nur Anrecht auf eine Wohnung, wie sie den ledigen Militärpersonen ihrer Rangstufe zusteht.

Ebenso werden die für Familienmitglieder vorgesehenen Räume nur dann bewilligt, wenn die Familienmitglieder auch wirklich bei der Militärperson in den Rheinlanden wohnen.

Grundsätzlich werden die verheirateten Unteroffiziere und die ihnen gleichgestellten Personen in den militärischen Gebäuden gemäß den ihnen zustehenden Ansprüchen untergebracht; reichen diese Anstalten nicht aus, so werden sie bei der Bevölkerung einquartiert.

Die Liste der Möbelstücke, welche in den der Wohnungskommission zur Verfügung gestellten möblierten Räumen enthalten sein müssen, wird für jedes einzelne Zimmer gemäß dem Dienstgrade festgesetzt. Diese Liste ist beigefügt als Anlage Nr. 7.

Artikel 2.
Nichtmöblierte Wohnungen.

Die oben angegebenen Ansprüche auf möblierte Wohnungen beeinträchtigen nicht das Anrecht auf nichtmöblierte Wohnungen, welches durch die Dienstvorschriften, betreffend Schlaf- und Wohnungseinrichtung und Kasernenwesen, festgesetzt ist (siehe Anlage Nr. 6). Dieses Anrecht wird erweitert durch die oben vorgesehenen Ansprüche auf weitere Räume für Familienmitglieder.

Die Militärperson kann wählen zwischen der möblierten Wohnung und der nichtmöblierten Wohnung. Ihre Rechte sind verschieden je nach der Wahl, die sie trifft.

Artikel 3.
Heizung und Beleuchtung.

Alle möblierten oder nicht möblierten Zimmer müssen, wenn erforderlich, geheizt sein. Es werden an Brennmaterial monatlich für die Zeit vom 1. November bis 30. April bewilligt:

dem ledigen Offizier, der 2 Räume inne hat, 300 kg,
dem verheirateten Offizier, der 2 Räume inne hat, 500 kg,
für jedes weitere Zimmer 150 kg,
dem ledigen Unteroffizier und den ledigen Mannschaften, die über die gesetzliche Zeit dienen, 150 kg,
dem verheirateten Unteroffizier und den Mannschaften, die über die gesetzliche Zeit dienen, wenn sie 2 Zimmer bewohnen, 400 kg,
und für jedes weitere Zimmer 150 kg.

Außerdem werden während des ganzen Jahres monatlich für jede Küche bewilligt 360 kg.

Wenn die in Betrieb befindlichen Heizungsanlagen größere als die vorstehend bewilligten Zuwendungen an Brennstoff erfordern, um die Heizung der Räume tatsächlich zu bewirken, können Ergänzungszuweisungen bewilligt werden, und zwar durch den Kommandierenden General der Armee für die Stadt Mainz und durch die Kommandierenden Generäle der Armeekorps für die Empfänger innerhalb ihres Befehlsbereichs.

Was die Beleuchtung betrifft, so müssen alle zugewiesenen Räume unentgeltlich beleuchtet werden; die Beleuchtung der Küche erfolgt nur zur Hälfte unentgeltlich, wenn der Quartiernehmer nur die Mitbenutzung hat; die andere Hälfte hat der Quartiergeber zu zahlen.

Die Ansprüche auf Beleuchtung sind in der Anlage Nr. 8 festgesetzt:

1. für Offiziere im Generalsrang und die ihnen Gleichgestellten,
2. für die höheren Offiziere und die ihnen Gleichgestellten,
3. für die Subaltern-Offiziere und die ihnen Gleichgestellten,
4. für die verheirateten Mannschaften, die über die gesetzliche Zeit dienen, und die ihnen Gleichgestellten.

Für jede dieser Gruppen sind die Ansprüche für jedes in Anspruch genommene Zimmer und für jeden Monat des Jahres festgesetzt:

1. in Kilowatt Elektrizität für die elektrisch beleuchteten Wohnungen,
2. in Kubikmeter Gas für die mit Gas beleuchteten Wohnungen.

Mangels gütlicher Vereinbarung muß von der Verwaltung oder der Einzelperson, welche die Wohnung zur Verfügung stellt, ein besonderer Zähler aufgestellt werden.

Am Ende des Jahresdrittels wird der Gesamtverbrauch festgestellt. Die Militärpersonen sind verpflichtet, den Betrag für diejenigen Mengen zu zahlen, welche über das ihnen zustehende Maß verbraucht worden sind.

Artikel 4.
Quartierscheine.

Es haben Anrecht auf kostenfreie Quartierscheine im Hotel oder bei der Bevölkerung:

1. die Offiziere, die in der Garnison eintreffen, bis zu dem Tage, wo ihnen eine freie Wohnung zugewiesen werden kann,
2. die Familien dieser Offiziere im Rahmen der ihnen zustehenden Rechte auf möblierte Wohnungen,
3. die nicht zur Garnison gehörenden auf der Durchreise befindlichen Offiziere, die im Besitz eines Reisebefehls oder einer Versetzungsverfügung sind, für alle Nächte, die sie aus

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 75

dienstlicher Veranlassung außerhalb ihres Wohnortes zubringen,

4. die verheirateten Mannschaften der Garnison, die über ihre gesetzliche Zeit dienen, nebst ihren Familien, die nicht in den militärischen Gebäuden haben untergebracht werden können, bis zu dem Tage, wo ihnen eine freie Wohnung zugewiesen wird.

Kapitel II.
Wohnungs-Kommissionen.

Artikel 5.
Zusammensetzung.

In den wichtigen Garnisonorten, die vom Oberbefehlshaber der Armee bezeichnet werden, wird eine Kommission gebildet, welche Haupt-Wohnungs-Kommission genannt wird und die sich wie folgt zusammensetzt:

aus dem General-Platzkommandanten oder einem von ihm beauftragten General der Garnison als Vorsitzenden,
aus einem höheren Offizier der Garnison als Schriftführer,
aus einem Offizier des Geniewesens,
aus einem Militär-Unterintendanten,
aus einem Delegierten der Rheinland-Kommission,
aus einem Vertreter der Reichsvermögensverwaltung,
aus dem Bürgermeister oder dessen Vertreter.

In den anderen Garnisonstädten wird eine Orts-Wohnungs-Kommission gebildet, deren Zusammensetzung von dem Kommandierenden General des Armeekorps festgesetzt und die von ihm der nächsten Haupt-Wohnungs-Kommission angegliedert wird.

Die Orts-Wohnungs-Kommission eines kleinen Ortes darf keine wichtige Entscheidung ohne Genehmigung der Haupt-Wohnungs-Kommission treffen, der sie angegliedert ist. Sie übersendet der Haupt-Wohnungs-Kommission die Protokolle über ihre Sitzungen.

Artikel 6.
Befugnisse.

Der Wohnungs-Kommission, welche zwischen den Quartiernehmern und den deutschen Ortsbehörden zu vermitteln hat, liegt es ob, alle die Unterkunft von Offizieren, verheirateten oder ihnen gleichgestellten Unteroffizieren und ihren Familien betreffenden Fragen zu sammeln, diesen alle dienlichen Auskünfte zu geben, ferner die vorhandenen Wohnungen zu besichtigen und zu zählen, sie einzuteilen und zu verteilen, sowie willkürlicher Preiserhöhung durch Abschätzungen entgegenzutreten, kurzum, dem Quartiernehmer eine Unterkunft in den Grenzen der in der Garnison vorhandenen Wohnungen sicherzustellen.

Artikel 7.
Bestandsaufnahme der Wohnungen.

Die Kommission nimmt periodisch die unmittelbare Zählung sämtlicher in der Garnison vorhandenen Wohnungen vor. Dieserhalb zieht sie Erkundigungen bei der Gemeindeverwaltung ein, aber sie begnügt sich nicht damit. Sie merkt vor:

1. die leeren Wohnungen,
2. diejenigen, die in kurzer Zeit leer werden, und
3. diejenigen Wohnungen, die gegebenenfalls geschaffen werden können durch Zusammenlegung der Quartiergeber, die eine über ihre tatsächlichen Bedürfnisse hinausgehende Anzahl an Zimmern haben, oder durch Ausweisung von Offiziersfamilien des aktiven deutschen Heeres, von deutschen Beamten, die in der nicht besetzten Zone ihren Dienst verrichten und von allen anderen Personenklassen, die nach Vorschlag der Gemeindeverwaltungen und des Delegierten der Rheinland-Kommission zu bezeichnen sind.

Um die auf den Einwohnern ruhenden Lasten zu erleichtern, können die Stadtverwaltung oder die Reichsvermögensverwaltung aus eigenem Antrieb Neubauten errichten. Sobald diese Verwaltungen Neubauten zur Unterbringung für Militärpersonen in Aussicht genommen haben, können sie bei der Wohnungs-Kommission den Antrag stellen, die Pläne dazu zu genehmigen. Diese Genehmigung enthält für die Militärbehörde keineswegs die Verpflichtung, die Neubauten nach ihrer Fertigstellung anzunehmen. Die betreffenden Ausgaben müssen vollständig von den Städten oder dem Deutschen Reich getragen werden unter Ausschluß jeder Anrechnung auf das besondere Konto der Besatzung.

Die Gemeindeverwaltung hat Listen der freien Wohnungen zu beschaffen; die Kommission prüft sie, nimmt die vorgeschlagenen Wohnungen an oder lehnt sie ab.

Die so aufgenommenen Wohnungen umfassen möblierte und unmöblierte Wohnungen. Nach Maßgabe der von den Quartiernehmern erhaltenen Ge-

suche fordert die Kommission die Gemeindeverwaltung auf, Wohnungen zur Verfügung zu stellen. Alsdann nimmt sie Besitz von der geprüften Wohnung. Geht das Haus in einen anderen Besitz über, so bleibt die beschlagnahmte Wohnung trotzdem zur Verfügung der Kommission. Verläßt der Eigentümer des Mobiliars das Haus und nimmt die Wohnungseinrichtung mit, so muß die Reichsvermögensverwaltung sie durch eine andere ersetzen.

Die Wohnungs-Kommission darf keine Maßnahmen dulden, welche die Gemeindeverwaltung treffen könnte, um die Wohnungen der Einquartierungslast zeitweilig oder dauernd zu entziehen. Sind die leeren Wohnungen unzureichend, so wird der Gemeindeverwaltung eine Frist zur Lieferung der erforderlichen Wohnungen gestellt, die entweder durch Zusammenlegung der Einwohner oder auf irgend eine andere Art geschaffen werden müssen.

Wenn die Kommission die ihr zur Verfügung gestellten Wohnungen nicht mehr benötigt, so teilt sie der Gemeindeverwaltung ihren Verzicht schriftlich mit.

Artikel 8.

Zuteilung der Wohnungen.

Keine Militärperson darf eine Wohnung benutzen weder in den militärischen Gebäuden noch bei der Bevölkerung, ohne dazu ordnungsgemäß durch die Kommission ermächtigt worden zu sein.

Bevor eine Militärperson ihre Wohnung bezieht, besichtigt ein Vertreter der Kommission die Wohnung und stellt in Gegenwart des zukünftigen Quartiernehmers und des Quartiergebers oder des Eigentümers fest, ob sie die Räume enthält, auf welche die Militärperson Anrecht hat und, wenn es sich um eine möblierte Wohnung handelt, ob sie mit den in der Anlage Nr. 7 aufgezählten Möbelstücken versehen ist. Ist das Mobiliar unzureichend, so wird dessen Ergänzung von der Reichsvermögensverwaltung angefordert, die es unentgeltlich liefert. Das Mobiliar kann gleichfalls im ganzen von der Reichsvermögensverwaltung angefordert werden.

In Gegenwart des Vertreters der Kommission übernimmt die Militärperson sämtliche vom Quartiergeber oder von der Reichsvermögensverwaltung gelieferten Gegenstände und unterschreibt das Inventarverzeichnis. Der Grad der Abnutzung wird durch Uebereinkunft festgestellt.

Wenn eine Militärperson auf ihre Kosten ihr eigenes Mobiliar zu ergänzen wünscht, so kann sie die Möbel bei einem Händler in der Stadt oder bei einer öffentlichen Verwaltung mieten. Die Kommission erteilt ihr alsdann alle notwendigen Auskünfte, um diese Anmietung zu erleichtern.

Kapitel III.

Gegenseitige Verpflichtungen der Parteien.

Artikel 9.

Verpflichtungen der Reichsvermögensverwaltung, der Gemeinden und der Quartiergeber.

Jede zur Verfügung gestellte Wohnung muß vor dem Einzuge des Quartiernehmers instand gesetzt werden.

Der Eigentümer (der Bewohner, die Stadtverwaltung oder die Reichsvermögensverwaltung) muß die Räume in angemessener Weise unter Dach und Fach halten. Er hat zu sorgen für: die Unterhaltung der Räume, die Reparaturen, die sich aus einer normalen Benutzung oder aus Unglücksfällen, für die er verantwortlich ist, ergeben, ferner für die Entleerung der Aborte, die Reinigung der Schornsteine und die Lieferung des Wassers.

Der Inhaber einer Wohnung, von der ein oder mehrere Zimmer zur Verfügung gestellt sind, muß dem Quartiernehmer freien Zutritt zu diesen Zimmern bei Tag und bei Nacht gestatten und folglich der Militärperson einen Hausschlüssel sowie Zimmerschlüssel geben und, wenn die Militärperson mit ihrer Familie zusammenwohnt, zwei Haus- und zwei Zimmerschlüssel.

Der Quartiergeber muß der Militärperson gleichfalls die freie Benutzung der Räume, auf deren gemeinschaftlichen Gebrauch beide Teile angewiesen sind, gestatten wie zum Beispiel: Hausflur, Vorzimmer, Abort, Speicher usw. und ihr, wenn möglich, einen getrennten Kellerraum verschaffen.

Im Falle der Versetzung oder des Todes der Militärperson verbleibt die Benutzung der zur Verfügung gestellten Wohnung während zweier voller Monate nach der amtlichen Bekanntgabe der Versetzung oder des Todesfalls im ersten Falle der Militärperson, im zweiten Falle der Witwe oder den Erben.

Im Falle einer dienstlichen Abkommandierung für nicht länger als 6 Monate kann die Wohnung für die ganze Dauer der Abkommandierung dem Offizier oder verheirateten Unteroffizier zur Verfügung gestellt bleiben.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 76

Artikel 10.

Pflichten des Quartiernehmers.

Die Reparaturen in den Mietsräumen, welche durch Verschulden des Quartiernehmers oder durch Ereignisse entstehen, die ihm zur Last fallen, müssen vollständig von ihm getragen werden.

Bei Beschädigungen, für welche der Quartiernehmer verantwortlich ist, wird die Höhe der dem Quartiergeber, der Stadtverwaltung oder der Reichsvermögensverwaltung zu zahlenden Entschädigung festgesetzt auf Grund einer Besichtigung, welche von der Orts-Wohnungs-Kommission und einem von der deutschen Ortsbehörde benannten Architekten gemeinsam vorgenommen wird.

Artikel 11.

Streitigkeiten.

Bei Reibungen und Zwistigkeiten zwischen Quartiergeber und Quartiernehmer wendet sich der letztere schriftlich an die Orts-Wohnungs-Kommission unter Angabe der Ursachen des Streites. Der Quartiergeber wendet sich an die Gemeindeverwaltung, welche die Beschwerde an die Kommission weiter gibt. Eine Schiedskommission, die aus einem von der Kommission ernannten militärischen Mitgliede und einem von der Reichsvermögensverwaltung ernannten Zivilmitgliede besteht, hört nacheinander die Beteiligten und schlägt dem Stadtkommandanten eine Schlichtung vor, worauf dieser entscheidet. Der französische Text des vorliegenden Reglements ist hierbei maßgebend.

Im Falle eines Streites zwischen einer Wohnungs-Kommission und der Reichsvermögensverwaltung werden die Fragen betreffend Neubauten oder Reparaturen an unbeweglichen Sachen usw. von dem Offizier des Geniewesens der zuständigen Hauptkommission durch die Hand ihres Vorsitzenden dem kommandierenden General des Geniewesens der Armee unterbreitet. Die Fragen betreffend das Mobiliar werden von dem Unterintendanten der zuständigen Hauptkommission durch die Hand ihres Vorsitzenden dem Generalintendanten der Armee übersandt. Wenn die Reichsvermögensverwaltung die von diesen beiden Dienstchefs vorgeschlagene Lösung nicht annimmt, wird die Angelegenheit von diesen dem Oberbefehlshaber der Rheinarmee unterbreitet.

Kapitel IV.

Unterbringung der alliierten Militärpersonen.

Artikel 12.

Fälle sinngemäßer Anwendung.

Die alliierten Militärpersonen, die in der französischen Zone wohnen, können bezüglich ihrer Rechte auf Unterbringung für sich und ihre Familien die Anwendung der in ihrer eigenen Armee geltenden Dienstvorschriften verlangen. Sie werden, falls sie es wünschen, von der Wohnungs-Kommission untergebracht. In diesem Falle müssen sie sich nach den von der Kommission für die Garnison erlassenen besonderen Bestimmungen richten.

Artikel 13.

Unterbringung des Personals der Rheinland-Kommission.

Die Unterbringung der Delegierten der Rheinland-Kommission und ihres französischen, alliierten oder neutralen Personals muß gleichfalls in Natura durch die Wohnungs-Kommission erfolgen, gemäß dem Schreiben der Rheinland-Kommission 17 939 B. M. 2 vom 29. November 1920 (Anlage Nr. 9).

Artikel 14.

Unterbringung des französischen Zivilpersonals, das von der französischen Besatzungsarmee beschäftigt wird.

Die Unterbringung der Zivilangestellten der Militärverwaltung paßt sich in folgender Weise an:

1. die pensionierten Offiziere haben alle Rechte der aktiven Offiziere ihrer Rangstufe. Das gleiche gilt für die Ergänzungsoffiziere, die nach ihrer Demobilmachung in ihrer früheren Stelle belassen werden;
2. die verheirateten Zivilangestellten mit einem oder mehreren Kindern werden den verheirateten Offizierstellvertretern (Adjudants) gleichgestellt; sie haben kein Anrecht auf Ergänzungszimmer;
3. die verheirateten Zivilangestellten ohne Kinder, die verwitweten Angestellten mit einem oder mehreren Kindern, die verwitweten oder ledigen Angestellten, die Verwandte aufsteigender Linie zu unterhalten haben, werden den verheirateten Sergeanten gleichgestellt; sie haben keinerlei Anrecht auf Ergänzungszimmer;

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 77

4. die ledigen Angestellten werden den verheirateten Soldaten gleichgestellt; sie haben keinerlei Anrecht auf Ergänzungszimmer.

Die Dienstchefs, welche Angestellte beschäftigen, müssen sich vergewissern, daß die oben erwähnten Personen, welche von den Angestellten zu unterhalten sind, auch tatsächlich bei ihnen im Rheinland wohnen.

Die freiwilligen oder vorübergehend angestellten militärischen Krankenpflegerinnen, die in einem Hospital, einer Kantine oder einem Soldatenheim tätig sind, werden bei der Formation untergebracht, der sie zugeteilt sind, oder erhalten von der Wohnungs-Kommission die Wohnung in Natura, gemäß der Aufstellung in der Anlage Nr. 10.

Dasselbe gilt für die Leiter der Soldatenheime und ihr Personal.

Artikel 15.
Unterbringung des französischen Unterrichtspersonals.

Das französische Unterrichtspersonal wird, da es zum Gefolge der Rheinarmee gehört, durch die Wohnungs-Kommission in Natura untergebracht und zwar unentgeltlich.

Die Beamten, welche zu dem Unterrichtspersonal der zweiten Stufe gehören (ordentliche und außerordentliche Professoren), entrichten, wenn sie eine Wohnungsentschädigung vom Unterrichtsministerium erhalten, unmittelbar an ihren Quartiergeber den Betrag ihrer Miete, der von der Wohnungs-Kommission festgesetzt wird. Dasselbe gilt für den Akademieinspektor, dem der gesamte Unterrichtsdienst in den rheinischen Gebieten untersteht.

Die Wohnungsansprüche dieser verschiedenen Zivilbeamten sind in der Anlage Nr. 10 festgesetzt.

gez. General Degoutte.
Der Chef des Stabes.
gez. Michel.

Anlage Nr. 1

enthält den französischen Wortlaut des Artikels 8 des Rheinlandabkommens; die deutsche Uebersetzung ist in Nr. 1 Seite 1 ff. des Amtsblatts des Reichskommissars für die besetzten rheinischen Gebiete vom 10. Januar 1920 und im Reichsgesetzblatt 1919 S. 1337 abgedruckt.

Bemerkungen zur Auslegung des Artikels 8 des Rheinlandabkommens.

1. In ihrer Sitzung vom 1. April 1920 (Protokoll der 18. Sitzung § 363) hat die Rheinlandkommission entschieden, daß der französische Wortlaut des Artikels 8 des Rheinlandabkommens, der von den Reglements spricht, welche bei den einzelnen Armeen in Kraft sind, nach dem englischen Wortlaut ausgelegt werden muß, und daß es infolgedessen den Armeen gestattet ist, ihre internen Reglements abzuändern, wenn nach den Umständen Anlaß dazu besteht.

2. In ihrer 32. Sitzung vom 2. Juni 1920 hat die Rheinland-Kommission entschieden, daß der vorletzte Absatz dieses Artikels 8, der mit den Worten beginnt: „Erweisen sich die bestehenden militärischen Anlagen usw.", auf sämtliche Fälle anwendbar ist, die im Absatz a aufgezählt sind.

3. Durch Schreiben Nr. 2324 H. C. I. T. R. vom 10. Dezember 1920 hat der Vorsitzende der Rheinland-Kommission dem deutschen Reichskommissar mitgeteilt, daß in Fragen der Unterbringung und Einquartierung das Wort „Familie" folgende Personen umfaßt: die Frau, die Kinder und gegebenenfalls darüber hinaus jede Person, die gewöhnlich mit den Betreffenden zusammen wohnt, einschließlich der Dienstboten.

4. Das Personal der Soldatenheime gilt als angestellt im Gefolge der Armee und hat Anspruch auf Unterbringung gemäß dem allgemeinen französischen Kriegsreglement der Armee. (Ministerielle Entscheidung Nr. 1401 C vom 23. Februar 1918 Artikel 6.)

Anlage Nr. 2

enthält den französischen Wortlaut der Verordnung Nr. 32; die deutsche Uebersetzung ist im Heft 3 der „Uebersetzung der Verordnungen und Anweisungen der Interalliierten Kommission für die besetzten Rheinlande" Seite 9 abgedruckt.

Anlage Nr. 3

enthält den französischen Wortlaut der Verordnung Nr. 49; die deutsche Uebersetzung ist im Heft 5 der „Uebersetzung der Verordnungen und Anweisungen der Interalliierten Kommission für die besetzten Rheinlande" Seite 1 ff. abgedruckt.

Anlage Nr. 4

enthält den französischen Wortlaut der Verordnung Nr. 69; die deutsche Uebersetzung ist im Heft 7 der „Uebersetzung der Verordnungen und Anweisungen der Interalliierten Kommission für die besetzten Rheinlande" Seite 2 abgedruckt.

Anlage Nr. 5.

Raumansprüche bei möblierten Wohnungen.

Rangstufe		Herrschafts-zimmer	Burschenzimmer
Armeebefehlshaber	ein besonderes Haus, im ganzen angemessen möbliert, mit Empfangs- und Privaträumen		
Kommandierender General eines Armeekorps	Privaträume	9	2
Divisionsgeneral		8	2
Brigadegeneral		7	2
Oberst	verheiratet	6	2
	ledig	3	1
Oberstleutnant	verheiratet	5	2
	ledig	3	1
Bataillonsführer	verheiratet	4	1
	ledig	2	1
Hauptmann	verheiratet	3	1
	ledig	2	1
Oberleutnant oder Leutnant	verheiratet	2	1
	ledig	2	—
Offizierstellvertreter, Aspiranten, Feldwebel		2	1
Sergeanten und Korporale	verheiratet	2	—
Soldaten		1	—

Anlage Nr. 6.

Raumansprüche bei nichtmöblierten Wohnungen.

Rangstufe	Anzahl und Zusammensetzung der Räume	
	Verheiratete oder verwitwete Offiziere mit Kindern oder ledige Offiziere, die bei ihrer verwitweten Mutter wohnen	Ledige Offiziere
Offizier im Range eines Generals	ein angemessenes besonderes Haus, welches der Rangstufe und dem Dienste des Inhabers entspricht	
Oberst	7 Herrschaftszimmer 2 Burschenzimmer 1 Küche 1 Stall	5 Herrschaftszimmer 2 Burschenzimmer 1 Küche 1 Stall
Oberstleutnant	6 Herrschaftszimmer 2 Burschenzimmer 1 Küche 1 Stall	4 Herrschaftszimmer 2 Burschenzimmer 1 Küche 1 Stall

Rangstufe	Anzahl und Zusammensetzung der Räume	
	Verheiratete oder verwitwete Offiziere mit Kindern oder ledige Offiziere, die bei ihrer verwitweten Mutter wohnen	Ledige Offiziere
Bataillons- oder Eskadronsführer	5 Herrschaftszimmer 1 Burschenzimmer 1 Küche 1 Stall	3 Herrschaftszimmer 1 Burschenzimmer 1 Küche 1 Stall
Hauptmann	4 Herrschaftszimmer 1 Burschenzimmer 1 Küche 1 Stall	2 Herrschaftszimmer 1 Burschenzimmmer 1 Stall
Oberleutnant und Leutnant	3 Herrschaftszimmer 1 Burschenzimmer 1 Küche 1 Stall	2 Herrschaftszimmer 1 Burschenzimmer 1 Stall

Anlage Nr. 7.

Liste

der Einrichtungsgegenstände, welche die Wohnungen enthalten müssen, die vom Deutschen Reich den Mitgliedern der Rheinlandkommission und der französischen Besatzungsarmee zur Verfügung gestellt werden

	Bezeichnung der Gegenstände	Zahl der Gegenstände in den Räumen für: Generäle, (Privatzimmer)	Höhere Offiziere	Subaltern-Offiziere	Mannschaften	Bemerkungen
1. Schlafzimmer mit zwei Betten.						
Zwei vollständig ausgestattete einschläfrige Betten. Die beiden Betten können auf Wunsch des Beteiligten durch Kinderbetten oder Wiegen, die ebenso ausgestattet sind, ersetzt werden:	Hölzerne Bettstellen	2	2	2	2	
	Sprungfedermatratzen	2	2	2	2	
	Matratzen	2	2	2	2	
	Keilkissen	2	2	2	2	
	Kopfkissen	2	2	2	2	
	Decken	2	2	2	2	
	Paar Bettücher	6	5	5	5	Die zum Wechseln einbegriffen.
	Kopfkissenbezüge	6	6	4	4	
	Plumeau oder Deckbetten	2	2	2	2	
	Plumeaubezüge	4	4	2	2	
	Bettspreite	2	2	2	2	
	Bettvorlagen	2	2	2	2	
	Nachttische	2	2	1	1	
	Nachttöpfe	2	2	1	1	
Möbel, Vorhänge und Teppiche.	Teppich	1	1	1	—	
	Fenstervorhänge	2	2	2	—	Für jedes Fenster
	Scheibengardinen	2	2	2	2	Für jedes Fenster
	Spiegelschrank	1	1	1	—	
	Kleiderschrank	1	1	1	1	
	Kommode mit 3 Schubladen	1	1	1	1	

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 78

	Bezeichnung der Gegenstände	Zahl der Gegenstände in den Räumen für: Generäle (Privatzimmer)	Höhere Offiziere	Subaltern-Offiziere	Mannschaften	Bemerkungen
Möbel, Vorhänge und Teppiche	Tische mit Tischdecken	1	1	1	1	
	Schreibtisch	1	1	—	—	
	Großer Spiegel	1	1	1	1	
	Sofa oder Ruhebett	1	1	1	—	
	Ruhesessel	2	2	1	1	
	Stühle	3	3	2	2	
	Kleiderträger mit 10 Haken	1	1	1	1	
Waschkommode mit Zubehör	Wasserkanne	2	2	2	1	
	Waschschüssel	2	2	2	1	
	Seifenschale	2	2	2	1	
	Bürstenschale	2	2	2	1	
	Kristallgläser	2	2	2	1	
	Kristallflasche	2	1	1	1	
	Kanne zum Wasserholen	1	1	1	1	
	Toiletteneimer	2	1	1	1	
	Fußbadewanne aus Zink	1	1	1	1	
	Spiegel	1	1	1	1	
	Handtuchständer	2	1	1	1	
	Handtücher	12	12	10	8	(Die zum Wechseln inbegriffen)
Beleuchtung	Feste Kronleuchter für Gas oder Elektrizität mit 2 Glühbirnen von 32 Kerzen	1	1	1	1	
	Tragbare Elektr. Lampen mit 1 Glühbirne von 25 Kerzen	2	2	1	—	
	Petroleumlampen	2	2	1	1	(In Ermangelung von Gas oder Elektrizität)
	Handleuchter	2	2	1	1	
Heizung und zwar Zentralheizung oder Warmwasserheizung oder eines der nebenstehenden Systeme.	a) Holzheizung:					
	Paar Feuerböcke	1	1	1	1	
	Kleiner Aschenbesen	1	1	1	1	
	Kaminschirm	1	1	1	1	
	Feuerschaufel	1	1	1	1	
	Paar Feuerzangen	1	1	1	1	
	Kasten für das Holz	1	1	1	1	
	b) Heizung mit Steinkohle oder Koks in einem Kamin:					
	Bewegl. Rost aus Gußeisen	1	1	1	1	
	Kohlenkasten	1	1	1	1	
	Kohleneimer	1	1	1	1	
	Eine Handschaufel	1	1	1	1	
	Ein Schürhaken	1	1	1	1	
	Ein Kaminschirm	1	1	1	1	

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 79

	Bezeichnung der Gegenstände	Zahl der Gegenstände in den Räumen für: Generäle (Privatzimmer)	Höhere Offiziere	Subaltern-Offiziere	Mannschaften	Bemerkungen
	c) Heizung mit Steinkohle oder Koks in einem Ofen:					
	Ein Ofen	1	1	1	1	
	Kohlenkasten	1	1	1	1	
	Handschaufel	1	1	1	1	
	Schürhaken	1	1	1	1	
	Kohleneimer	1	1	1	1	
	2. Schlafzimmer mit 1 Bett.					
Ein vollständ. ausgest. 1schläfr. Bett, eventl. eine Wiege oder ein ebenso ausgestattetes Kinderbett.	Holzbettstelle	1	1	1	1	
	Sprungfedermatratze	1	1	1	1	
	Matratze	1	1	1	1	
	Keilkissen	1	1	1	1	
	Kopfkissen	1	1	1	1	
	Decken	1	1	1	1	
	Paar Bettücher	3	3	2	2	(Die zum Wechseln mit inbegriffen)
	Kopfkissenbezüge	3	3	2	2	(Die zum Wechseln mit inbegriffen)
	Plumeau oder Steppdecke	1	1	1	1	
	Plumeaubezug	2	2	1	1	
	Bettdecke	1	1	1	1	
	Nachttisch	1	1	1	1	
	Bettvorleger	1	1	1	1	
	Nachttopf	1	1	1	1	
Möbel, Vorhänge und Teppiche.	Teppich	1	1	1	—	
	Fenstervorhänge	2	2	2	—	Für jedes Fenster
	Scheibengardinen	2	2	2	2	" " "
	Spiegelschrank	1	1	—	—	
	Schrank zum Aufhängen der Kleider	1	1	1	1	
	Tisch mit Tischdecke	1	1	1	1	
	Schreibtisch	1	1	—	—	
	Großer Spiegel	1	1	1	1	
	Sofa oder Ruhebett	1	1	—	—	
	Lehnstuhl zum Ausruhen	1	1	1	1	
	Stühle	2	2	2	2	
	Kleiderriegel mit 5 Haken	1	1	1	1	
Waschkommode und Zubehör.	Wasserkanne	1	1	1	1	
	Waschschüssel	1	1	1	1	
	Seifenschale	1	1	1	1	
	Bürstenschale	1	1	1	1	
	Kristallbecher	1	1	1	1	
	Kristallkaraffe	1	1	1	1	

	Bezeichnung der Gegenstände	Zahl der Gegenstände in den Räumen für: Generäle (Privatzimmer)	Höhere Offiziere	Subaltern-Offiziere	Mannschaften	Bemerkungen
	Kanne zum Wasserholen	1	1	1	1	
	Toiletteneimer	1	1	1	1	
	Zinkwanne für Fußbad	1	1	1	1	
	Spiegel	1	1	1	1	
	Handtuchständer	1	1	1	1	
	Handtücher	6	6	4	4	(Die zum Wechseln inbegriffen)
Beleuchtung.	Kronleuchter, fester für Gas oder Elektrizität (mit einer Glühbirne von 32 Kerzen)	1	1	1	1	
	Bewegliche elektrische Lampe mit Glühbirne von 25 Kerzen	1	1	1	—	(In Ermangelung von Gas oder Elektrizität)
	Petroleumlampe	1	1	1	1	(In Ermangelung von Gas oder Elektrizität)
	Leuchter	1	1	1	1	(In Ermangelung von Gas oder Elektrizität)
	a) Holzheizung:					
	Paar Feuerböcke	1	1	1	1	
	Kleiner Aschenbesen	1	1	1	1	
	Kaminschirm	1	1	1	1	
	Feuerschaufel	1	1	1	1	
	Paar Feuerzangen	1	1	1	1	
	Kasten für das Holz	1	1	1	1	
	b) Heizung mit Steinkohle oder Koks in einem Kamin:					
	Beweglicher Rost aus Gußeisen	1	1	1	1	
	Kohlenkasten	1	1	1	1	
	Kohleneimer	1	1	1	1	
	Handschaufel	1	1	1	1	
	Schürhaken	1	1	1	1	
	Kaminschirm	1	1	1	1	
Zentralheizung, Warmwasserheizung oder in Ermangelung dessen eine der hier nebenangegebenen Heizeinrichtungen.	c) Heizung mit Steinkohle oder Koks in einem Ofen:					
	Ein Ofen	1	1	1	1	
	Kohlenkasten	1	1	1	1	
	Handschaufel	1	1	1	1	
	Schürhaken	1	1	1	1	
	Kohleneimer	1	1	1	1	
	3. Eßzimmer.					
	Teppich	1	1	1	—	
Möbel, Vorhänge u. Teppiche und Wäsche	Fenstervorhänge	2	2	2	—	(Für jedes Fenster)
	Scheibengardinen	2	2	2	2	" " "
	Buffet	1	1	1	1	
	Kredenztisch oder Serviertisch	1	1	1	—	

	Bezeichnung der Gegenstände	Zahl der Gegenstände in den Räumen für: Generäle (Privatzimmer)	Höhere Offiziere	Subaltern-Offiziere	Mannschaften	Bemerkungen
	Ausziehtisch mit Teppich	1	1	1	1	
	Kleines rundes Tischchen	1	1	1	—	
	Stühle	12	8	6	6	
	Wachstuch	—	—	—	1	
	Tischtücher	4	4	3	1	(Die zum Wechseln inbegriffen)
	Servietten	18	12	12	6	(Die zum Wechseln inbegriffen)
Tischgerät.	Löffel	18	18	12	6	
Tischgerät.	Gabeln	24	24	12	6	
Tischgerät.	Kaffeelöffel	24	18	12	6	
Tischgerät.	Große Messer	18	12	12	6	
Tischgerät.	Kleine Messer	18	12	12	6	
Tischgerät.	Großer Suppenlöffel	1	1	1	1	
Tischgerät.	Fischservies	1	—	—	—	
Tischgerät.	Tranchierbesteck	1	1	1	1	
Tischgerät.	Vorlegebesteck	3	2	1	—	
Tischgerät.	Salatbesteck	1	1	1	1	
Tischgerät.	Brotkorb	1	1	1	—	
Glas und Porzellan.	Frühstückstassen	12	6	6	4	
Glas und Porzellan.	Tiefe Teller	18	12	12	6	
Glas und Porzellan.	Flache Teller	36	24	18	12	
Glas und Porzellan.	Kleine Nachtischteller	18	12	12	6	
Glas und Porzellan.	Längliche Schüsseln	2	2	1	1	
Glas und Porzellan.	Tiefe Schüsseln	2	2	2	1	
Glas und Porzellan.	Obstschalen	4	2	1	—	
Glas und Porzellan.	Eierbecher	12	12	6	6	
Glas und Porzellan.	Radieschenschüsseln	4	4	2	2	
Glas und Porzellan.	Suppenterrine	1	1	1	1	
Glas und Porzellan.	Gemüseschüsseln	2	2	2	1	
Glas und Porzellan.	Salatschüsseln	1	1	1	1	
Glas und Porzellan.	Saucenschüsseln	2	2	2	1	
Glas und Porzellan.	Kompottschüsseln	4	2	1	—	
Glas und Porzellan.	Schüsseluntersätze	1	1	1	1	
Glas und Porzellan.	Tablett	2	2	1	—	
Glas und Porzellan.	Oel- und Essigbehälter	1	1	1	1	
Glas und Porzellan.	Teekannen	1	1	1	—	
Glas und Porzellan.	Kaffeekannen	1	1	1	1	
Glas und Porzellan.	Zuckerdosen	2	1	1	1	
Glas und Porzellan.	Sahnenkännchen	1	1	1	1	
Glas und Porzellan.	Teetassen mit Untertassen	12	12	12	—	
Glas und Porzellan.	Kaffeetassen mit Untertassen	12	12	12	6	
Glas und Porzellan.	Gewöhnliche Gläser	18	12	12	6	
Glas und Porzellan.	Gute Weingläser	18	12	12	6	

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 80

	Bezeichnung der Gegenstände	Zahl der Gegenstände in den Räumen für: Generäle (Privatzimmer)	Höhere Offiziere	Subaltern-Offiziere	Mannschaften	Bemerkungen
Glas und Porzellan.	Sektgläser (Schalen)	18	12	12	—	
Glas und Porzellan.	Likörgläser	18	12	12	6	
Glas und Porzellan.	Karaffen	4	4	3	2	
Glas und Porzellan.	Runde Schüsseln	2	2	2	1	
Glas und Porzellan.	Karaffenuntersätze in Kristall	4	4	3	2	
Beleuchtung.	Kronleuchter, fester (für Gas oder Elektrizität, mit 3 Glühbirnen von 32 Kerzen)	1	1	1	1	
Beleuchtung.	Bewegliche elektrische Lampen, von denen jede 1 Glühbirne von 32 Kerzen hat	2	2	1	—	
Beleuchtung.	Petroleumlampen	4	2	2	1	(In Ermangelung von Gas oder Elektrizität)
Zentralheizung, Warmwasserheizung oder in Ermangelung einer nebenangegebene Heizvorrichtung.	a) Holzheizung:					
Zentralheizung, Warmwasserheizung oder in Ermangelung einer nebenangegebene Heizvorrichtung.	Paar Feuerböcke	1	1	1	1	
Zentralheizung, Warmwasserheizung oder in Ermangelung einer nebenangegebene Heizvorrichtung.	Kleiner Aschenbesen	1	1	1	1	
Zentralheizung, Warmwasserheizung oder in Ermangelung einer nebenangegebene Heizvorrichtung.	Kaminschirm	1	1	1	1	
Zentralheizung, Warmwasserheizung oder in Ermangelung einer nebenangegebene Heizvorrichtung.	Paar Feuerzangen	1	1	1	1	
Zentralheizung, Warmwasserheizung oder in Ermangelung einer nebenangegebene Heizvorrichtung.	Kasten für das Holz	1	1	1	1	
Zentralheizung, Warmwasserheizung oder in Ermangelung einer nebenangegebene Heizvorrichtung.	b) Heizung mit Steinkohle oder Koks in einem Kamin:					
Zentralheizung, Warmwasserheizung oder in Ermangelung einer nebenangegebene Heizvorrichtung.	Beweglicher Rost aus Gußeisen	1	1	1	1	
Zentralheizung, Warmwasserheizung oder in Ermangelung einer nebenangegebene Heizvorrichtung.	Kohlenkasten	1	1	1	1	
Zentralheizung, Warmwasserheizung oder in Ermangelung einer nebenangegebene Heizvorrichtung.	Handschaufel	1	1	1	1	
Zentralheizung, Warmwasserheizung oder in Ermangelung einer nebenangegebene Heizvorrichtung.	Schürhaken	1	1	1	1	
Zentralheizung, Warmwasserheizung oder in Ermangelung einer nebenangegebene Heizvorrichtung.	Kaminschirm	1	1	1	1	
Zentralheizung, Warmwasserheizung oder in Ermangelung einer nebenangegebene Heizvorrichtung.	Kohleneimer	1	1	1	1	
Zentralheizung, Warmwasserheizung oder in Ermangelung einer nebenangegebene Heizvorrichtung.	c) Heizung mit Steinkohle oder Koks in einem Ofen:					
Zentralheizung, Warmwasserheizung oder in Ermangelung einer nebenangegebene Heizvorrichtung.	1 Ofen	1	1	1	1	
Zentralheizung, Warmwasserheizung oder in Ermangelung einer nebenangegebene Heizvorrichtung.	Kohlenkasten	1	1	1	1	
Zentralheizung, Warmwasserheizung oder in Ermangelung einer nebenangegebene Heizvorrichtung.	Handschaufel	1	1	1	1	
Zentralheizung, Warmwasserheizung oder in Ermangelung einer nebenangegebene Heizvorrichtung.	Schürhaken	1	1	1	1	
Zentralheizung, Warmwasserheizung oder in Ermangelung einer nebenangegebene Heizvorrichtung.	Kohleneimer	1	1	1	1	
	4. Salon.					
Möbel, Vorhänge und Teppiche.	Kaminaufsatz	1	1	1	—	
Möbel, Vorhänge und Teppiche.	Teppich	1	1	1	—	
Möbel, Vorhänge und Teppiche.	Sessel	4	2	2	—	
Möbel, Vorhänge und Teppiche.	Sofa	1	1	1	—	
Möbel, Vorhänge und Teppiche.	Stühle	6	4	4	—	
Möbel, Vorhänge und Teppiche.	Tisch mit Tischdecke	2	2	1	—	
Möbel, Vorhänge und Teppiche.	Schränke und Vitrinen (Glasschrank)	2	1	1	—	

Bezeichnung der Gegenstände	Zahl der Gegenstände in den Räumen für: Generäle (Privatzimmer)	Höhere Offiziere	Subaltern-Offiziere	Mannschaften	Bemerkungen
Beleuchtung. Großer Spiegel	2	1	1	—	
Bilder (Gemälde)	6	4	2	—	
Fenstervorhänge	2	2	2	—	(Für jedes Fenster)
Scheibengardinen	2	2	2	—	(Für jedes Fenster)
Kronleuchter fester, (für Gas oder Elektrizität mit 3 Glühbirnen zu 50 Kerzen)	1	1	1	—	
Bewegliche elektrische Lampen, die jede 1 Glühbirne mit 32 Kerzen haben	3	2	2	—	
Petroleumlampen	4	3	2	—	(In Ermangelung von Gas oder Elektrizität)
a) Holzheizung:					
Paar Feuerböcke	1	1	1	—	
Kleiner Aschenbesen	1	1	1	—	
Kaminschirm	1	1	1	—	
Paar Feuerzangen	1	1	1	—	
Kasten für das Holz	1	1	1	—	
b) Heizung mit Steinkohle oder Koks in einem Kamin:					
Beweglicher Rost aus Gußeisen	1	1	1	—	
Kohlenkasten	1	1	1	—	
Kohleneimer	1	1	1	—	
Handschaufel	1	1	1	—	
Schürhaken	1	1	1	—	
Kaminschirm	1	1	1	—	
c) Heizung mit Steinkohle oder Koks in einem Ofen:					
Ofen	1	1	1	—	
Kohlenkasten	1	1	1	—	
Handschaufel	1	1	1	—	
Schürhaken	1	1	1	—	
Kohleneimer	1	1	1	—	
5. Arbeitszimmer.					
Möbel, Vorhänge und Teppiche. Schreibtisch	1	1	1	—	
Tisch mit Tischdecke	1	1	—	—	
Bibliothek	1	1	1	—	
Arbeitssessel	1	1	1	—	
Sessel zum Ausruhen	2	2	1	—	
Sofa oder Ruhebett	1	1	—	—	
Stühle	4	2	2	—	
Teppich	1	1	1	—	
Fenstervorhänge	2	2	2	—	(Für jedes Fenster)

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 81

Bezeichnung der Gegenstände	Zahl der Gegenstände in den Räumen für: Generäle (Privatzimmer)	Höhere Offiziere	Subaltern-Offiziere	Mannschaften	Bemerkungen
Beleuchtung. Scheibengardinen	2	2	2	—	(Für jedes Fenster)
Papierkorb	1	1	1	—	
Kronleuchter, fester für Gas oder Elektrizität mit 2 Glühbirnen zu 32 Kerzen	1	1	1	—	
Bewegliche elektrische Lampen mit je einer Glühbirne zu 25 Kerzen	2	2	1	—	
Petroleumlampen	2	2	1	—	(In Ermangelung von Gas oder Elektrizität)
a) Holzheizung:					
Paar Feuerböcke	1	1	1	—	
Kleiner Aschenbesen	1	1	1	—	
Kaminschirm	1	1	1	—	
Paar Feuerzangen	1	1	1	—	
Feuerschaufel	1	1	1	—	
Kasten für das Holz	1	1	1	—	
b) Heizung mit Steinkohle oder Koks in einem Kamin:					
Beweglicher Rost aus Gußeisen	1	1	1	—	
Kohlenkasten	1	1	1	—	
Handschaufel	1	1	1	—	
Schürhaken	1	1	1	—	
Kaminschirm	1	1	1	—	
c) Heizung mit Steinkohle oder Koks in einem Ofen:					
Ofen	1	1	1	—	
Kohlenkasten	1	1	1	—	
Handschaufel	1	1	1	—	
Schürhaken	1	1	1	—	
6. Dienstbotenzimmer.					
Ein vollständig ausgestattetes einschläfriges Bett. Holzbettstelle	1	1	1	—	
Sprungfedermatratze	1	1	1	—	
Matratze	1	1	1	—	
Keilkissen	1	1	1	—	
Kopfkissen	1	1	1	—	
Decken	1	1	1	—	
Paar Bettücher	2	2	2	—	(Die zum Wechseln inbegriffen)
Kopfkissenbezüge	2	2	2	—	(Die zum Wechseln inbegriffen)
Plumeau	1	1	1	—	
Plumeaubezug	1	1	1	—	
Bettvorleger	1	1	1	—	
Nachttisch	1	1	1	—	
Nachttopf	1	1	1	—	

Bezeichnung der Gegenstände		Zahl der Gegenstände in den Räumen für Generäle (Privatzimmer)	Höhere Offiziere	Subaltern-Offiziere	Mannschaften	Bemerkungen
Möbel und Vorhänge.	Scheibengardinen	2	2	2	—	(Für jedes Fenster)
	Schrank zum Aufhängen der Kleider	1	1	1	—	
	Tisch	1	1	1	—	
	Stühle	2	2	2	—	
Waschkommode mit Zubehör.	Wasserkanne	1	1	1	—	
	Waschschüssel	1	1	1	—	
	Seifenschale	1	1	1	—	
	Glasbecher	1	1	1	—	
	Kanne zum Wasserholen	1	1	1	—	
	Toiletteneimer	1	1	1	—	
	Spiegel	1	1	1	—	
	Handtuchständer	1	1	1	—	
	Handtücher	4	4	4	—	(Die zum Wechseln inbegriffen)
Beleuchtung.	Hängelampe für Gas oder Elektrizität mit Glühbirne von 25 Kerzen	1	1	1	—	
	Petroleumlampe	1	1	1	—	(In Ermangelung von Gas oder Elektrizität)
	Leuchter	1	1	1	—	
Zentralheizung oder in Ermangelung	Ofen mit allem, was dazu gehört, wenn die Einrichtung des Zimmers es zuläßt	1	1	1	—	
7. Küche u. Speisekammer.						
Heizung.	Herd für Steinkohle	1	1	1	1	
	Gasherd oder Gas-Schüsselwärmer	1	1	1	1	
Möbel und Vorhänge.	Tische	2	2	1	1	
	Speiseschrank	1	1	1	1	
	Stühle	3	3	3	2	
	Büffet	2	2	1	1	
	Wandbretter	2	2	1	1	
	Scheibengardinen	2	2	2	2	(Für jedes Fenster)
Küchengeschirr.	Küchentücher	24	12	6	6	(Die zum Wechseln inbegriffen)
	Handtücher	6	6	4	4	(Die zum Wechseln inbegriffen)
	Verschiedene Küchenteller	12	12	6	6	
	Küchenmesser	6	6	3	3	
	Blech- oder eiserne Löffel	6	6	3	3	
	Blech- oder eiserne Gabeln	6	6	3	3	
	Alles, was in Holz für Saucen nötig ist	2	2	1	1	
	Siebe	2	2	2	2	
	Salatkorb	1	1	1	1	

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 82

Bezeichnung der Gegenstände		Zahl der Gegenstände in den Räumen für Generäle (Privatzimmer)	Höhere Offiziere	Subaltern-Offiziere	Mannschaften	Bemerkungen
	Eiserne Töpfe	2	2	1	1	
	Aluminiumtöpfe verschiedener Größe	6	6	6	4	
	Bratenschüsseln	2	2	1	1	
	Hackbrett	1	1	1	1	
	Hackmesser	1	1	1	1	
	Fleischmesser	1	1	1	1	
	Wasserkessel	2	2	1	1	
	Schaumlöffel	2	2	1	1	
	Fischkessel	1	1	1	—	
	Kuchenbrett	1	1	1	—	
	Küchenschöpflöffel	2	2	1	1	
	Spülwanne für Geschirr	2	2	1	1	
	Tropfbrett für Geschirr	1	1	1	1	
	Gewürzgarnitur	1	1	1	1	
	Kelle zum Durchschlagen v. Puree	1	1	1	1	
	Kaffeemühle	1	1	1	1	
	Kaffeekanne	1	1	1	1	
	Gewöhnliche Gläser	6	6	6	4	
	Näpfe	6	6	4	2	
	Waschkessel	1	1	1	1	(Zum Wäschekochen)
	Waschfaß	1	1	1	1	(Zum Waschen der Wäsche)
Verschiedenes.	Uhr	1	1	1	1	
	Wage	1	1	1	1	
	Flaschenkorb	1	1	1	—	
	Bügeleisen	4	4	3	3	
	Bügelbrett	1	1	1	—	
	Kücheneimer	1	1	1	1	
	Abfalleimer	1	1	1	1	
	Küchenbesen	2	2	1	1	
	Starker Besen (Schrubber)	2	2	1	1	
	Brotbüchse	1	1	1	—	
	Petroleumkanne	1	1	1	1	
	Schürhaken	1	1	1	1	
	Kohlenschaufel	1	1	1	1	
	Kohleneimer	1	1	1	1	
Beleuchtung.	Hängelampen für Gas oder Elektrizität, von denen 2 eine Glühbirne von 25 Kerzen und 1 eine Birne von 16 Kerzen haben	3	3	3	3	In Ermangelung von Gas oder Elektrizität)
	Petroleumlampe	1	1	1	1	

Bezeichnung der Gegenstände	Zahl der Gegenstände in den Räumen für				Bemerkungen
	Generäle (Privatzimmer)	Höhere Offiziere	Subaltern-Offiziere	Mann-schaften	
Leuchter	1	1	1	1	
Gasmesser	1	1	1	1	
Elektrizitätsmesser	1	1	1	1	
8. W. C.					
Eine Lampe mit Glühbirne von 16 Kerzen	1	1	1	1	
9. Badezimmer.					
Lampen, feste mit je einer Glühbirne von 25 Kerzen	2	2	2	2	
10. Flure und Treppen.					
Kleiderriegel mit Schirmständer	1	1	1	1	
Strohmatte	1	1	1	1	
Flurteppich	1	1	1	1	
2 Stühle oder eine Flurbank	1	1	1	1	

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 83

Anlage

Bezeichnung der Zimmer	Januar		Februar		März		April	
	E.	G.	E.	G.	E.	G.	E.	G.
1. Offiziere im Rang eines Generals.								
Zimmer mit 2 Betten	8	26	7	23	8	26	5	17
Zimmer mit 1 Bett	4	13	4	11	4	13	3	8
Speisezimmer	37	130	34	117	37	130	24	85
Salon	11	28	10	25	11	28	—	—
Arbeitszimmer	5	17	4	16	5	17	—	—
Bedient. Zimmer	2	8	2	8	2	8	—	—
Küche	11	52	10	47	11	52	8	34
2. Höhere Offiziere.								
Zimmer mit 2 Betten	8	26	7	23	8	26	5	17
Zimmer mit 1 Bett	4	13	4	11	4	13	3	8
Speisezimmer	23	78	20	70	23	78	15	50
Salon	11	28	10	25	11	28	—	—
Arbeitszimmer	5	17	4	16	5	17	—	—
Bedient. Zimmer	2	8	2	8	2	8	—	—
Küche	11	52	10	47	11	52	8	34
3. Subalternoffiziere.								
Zimmer mit 2 Betten	8	26	7	23	8	26	5	17
Zimmer mit 1 Bett	4	13	4	11	4	13	3	8
Speisezimmer	15	52	14	47	15	52	10	34
Salon	8	18	7	16	8	18	—	—
Arbeitszimmer	3	8	3	8	3	8	—	—
Bedient. Zimmer	2	8	2	8	2	8	—	—
Küche	6	26	5	24	6	26	4	17
4. Verheiratete Unteroffiziere und Mannschaften (welche über die gesetzl. Zeit dienen.)								
Zimmer mit 2 Betten	4	13	4	12	4	13	3	9
Zimmer mit einem Bett	4	13	4	12	4	13	3	9
Speisezimmer	8	26	7	24	8	26	5	17
Bedient. Zimmer	2	8	2	8	2	8	—	—
Küche	6	26	6	24	6	26	4	17

E. = Zahl der Kilowatt Elektrizität je Monat.
G. = Zahl der Kubikmeter Gas je Monat.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 84

Nr. 8.

Mai		Juni		Juli		August		September		Oktober		November		Dezember	
E.	G.	E.	G.	E.	G.	E.	G.	E.	G.	E.	G.	E.	G.	E.	G.
5	17	3	8	3	8	3	8	5	16	8	26	8	25	8	26
3	8	2	4	2	4	2	4	3	8	4	13	4	13	4	13
24	85	12	42	12	43	12	43	24	85	37	130	36	126	37	130
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	28	11	27	11	28
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	17	5	17	5	17
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	8	2	8	2	8
8	34	4	16	4	17	4	17	8	34	11	52	11	50	11	52
5	17	3	8	3	8	3	8	5	17	8	26	8	25	8	26
3	8	2	4	2	4	2	4	3	8	4	13	4	13	4	13
15	52	8	25	8	26	8	26	15	50	23	78	22	76	23	78
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	28	11	27	11	28
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	17	5	17	5	17
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	8	2	8	2	8
8	34	4	17	4	18	4	18	8	34	11	52	11	50	11	52
5	17	3	8	3	8	3	8	5	17	8	26	8	25	8	26
3	8	2	4	2	4	2	4	3	8	4	13	4	13	4	13
10	34	5	17	5	17	5	17	10	34	15	52	15	50	15	52
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	18	8	18	8	18
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	8	3	8	3	8
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	8	2	8	2	8
4	17	2	8	2	8	2	8	4	17	6	26	6	25	6	26
3	9	2	4	2	4	2	4	3	9	4	13	4	12	4	13
3	9	2	4	2	4	2	4	3	9	4	13	4	12	4	13
5	17	3	8	3	8	3	8	5	17	8	26	7	25	8	26
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	8	2	8	2	8
4	17	2	8	2	8	2	8	4	17	6	26	6	25	6	26

Anlage 9.

Interalliierte Rheinland-Kommission.
Französisches Oberkommissariat.
Nr. 17 939/B, B/2.
Coblenz, den 29. November 1920.

Unterbringung der Delegierten der Rheinland-Kommission und ihres Personals.

Artikel 8 des Rheinlandabkommens sieht vor, daß die Zivilbeamten nach den zur Zeit in Kraft befindlichen Einquartierungs-Bestimmungen jeder Armee bei der Zivilbevölkerung untergebracht werden.

Die Delegierten der Rheinland-Kommission und ihr Personal werden durch die Wohnungs-Kommissionen in der gleichen Weise untergebracht wie die Militärpersonen, denen sie im Range gleichgestellt sind. Hierbei gilt folgende Regelung:

Leitendes Personal.

1. Möblierte Wohnungen.

Privatwohnung.

A. Der Bezirksdelegierte (délégué de district) hat Anspruch auf eine Wohnung, die zum mindesten der für einen Brigade-General vorgesehenen Wohnung gleichwertig ist, das heißt: 7 Herrschaftszimmer, darunter ein großer Salon und ein Speisezimmer als Empfangsräume, zwei Dienstbotenzimmer und eine Küche.

B. Der Kreisdelegierte (délégué de cercle) und der erste Adjutant (adjoint) des Bezirksdelegierten erhalten, wenn sie verheiratet oder zwar ledig, aber Haupt einer Familie sind, eine Wohnung, die zum mindesten der für einen verheirateten Oberstleutnant vorgesehenen Wohnung gleichwertig ist, das heißt: 5 Herrschaftszimmer, darunter ein großer Salon und ein Speisezimmer als Empfangszimmer, zwei Dienstbotenzimmer und eine Küche.

C. Der Kreisdelegierte und der erste Adjutant des Bezirks werden, wenn sie ledig und nicht Haupt einer Familie sind, einem ledigen Oberstleutnant gleichgestellt und erhalten drei Herrschaftszimmer, ein Dienstbotenzimmer und eine Küche. Sie haben außerdem Anspruch auf einen großen Salon als Empfangsraum.

D. Der zweite Adjutant des Bezirks und die Adjutanten der Kreise werden, wenn sie verheiratet oder wenn sie zwar ledig, aber Familienoberhaupt sind, einem verheirateten Hauptmann gleichgestellt und erhalten drei Zimmer, ein Dienstbotenzimmer und eine Küche.

E. Der zweite Adjutant des Bezirks und die Adjutanten der Kreise werden, wenn sie ledig und nicht Familienoberhaupt sind, einem ledigen Hauptmann gleichgestellt und erhalten zwei Zimmer, ein Dienstbotenzimmer und eine Küche.

Die Zahl der weiteren Zimmer für Familienangehörige ist dieselbe, wie sie für die Armee zugebilligt ist.

2. Nichtmöblierte Wohnungen.

Die Ansprüche der Beamten der Rheinland-Kommission entsprechen den Rechten der Offiziere, denen sie gleichgestellt sind (siehe Anlage Nr. 6).

Die Zahl der weiteren Zimmer für Familienangehörige tritt zu diesen Raumansprüchen hinzu.

Geschäftsräume.

Die Bezirksdelegierten haben Anspruch auf sechs oder sieben Räume je nach der Größe (Vorzimmer, Dienstzimmer des Delegierten, Dienstzimmer des ersten Adjutanten, Dienstzimmer der anderen Adjutanten, Dienstzimmer der Sekretäre).

Der Kreisdelegierte hat Anspruch auf vier oder fünf Räume (Vorzimmer, Dienstzimmer des Delegierten, Dienstzimmer der Adjutanten, Dienstzimmer der Sekretäre).

Subaltern-Personal.

Das Subaltern-Personal der Delegierten der Rheinland-Kommission wird in zwei Klassen eingeteilt:

1. Angestellte, die allein leben.

Die ledigen oder verheirateten Angestellten, die im besetzten Gebiet allein leben, werden den verheirateten Soldaten gleichgestellt und haben Anspruch auf ein Zimmer und die Mitbenutzung einer Küche.

2. Angestellte,
die Haupt einer Familie sind.

a) 1. Fall: Die Familie zählt zwei Mitglieder (z. B. ein verheirateter Angestellter, der einen selbständigen Haushalt ohne Kinder führt, oder ein verwitweter Angestellter mit einem Kinde, oder ein Junggeselle, der nur eine Person zu unterhalten hat): Diese werden den verheirateten Sergeanten gleichgestellt und haben Anspruch auf zwei Zimmer und eine Küche.

b) 2. Fall: Die Familie zählt drei Mitglieder (z. B. ein verheirateter Angestellter, der einen eignen Haushalt führt mit einem Kinde, oder ein verwitweter oder lediger Angestellter, der zwei Personen zu unterhalten hat): Diese werden verheirateten Offizierstellvertretern (Adjutants) gleichgestellt und haben Anspruch auf zwei Zimmer, ein Dienstbotenzimmer und eine Küche.

c) 3. Fall: Die Familie zählt mehr als drei Mitglieder. Diese Angestellten haben Anspruch auf ein weiteres Zimmer für je zwei Kinder oder für jede weitere Person, zu deren Unterhalt sie verpflichtet sind.

Die verschiedenen Einzelbestimmungen, welche in dem Reglement der französischen Rheinarmee vorgesehen sind, das der Verordnung 49 beigefügt ist, finden auf das leitende und Subaltern-Personal der Delegationen der Rheinland-Kommission Anwendung.

Grundsätzlich wird die Wohnung den Beamten und Angestellten der Rheinland-Kommission in Natura zur Verfügung gestellt und nicht in der Form einer Wohnungsentschädigung in Geld. Eine solche kann nur durch besondere Entscheidung des französischen Oberkommissars bewilligt werden.

Durch diese Instruktion wird die Note Nr. 6567/B. M./2 vom 12. Mai 1920 aufgehoben.

Sie tritt vom 1. Dezember 1920 ab für das von diesem Tage ab ernannte Personal in Kraft.

Die Bestimmungen, welche eine Beschränkung der vorher durch die Note Nr. 6567/B. M./2 festgesetzten Ansprüche enthalten, werden auf das gegenwärtig im Dienst befindliche Personal erst dann angewandt, wenn der Betreffende die Wohnung, die er jetzt inne hat, aufgibt.

gez. Roussellier.

Anmerkung: Unter Familie ist nach der Entscheidung der Rheinland-Kommission in ihrer 65. Sitzung vom 9. Dezember 1920 (1362), soweit es sich um Unterkunft handelt, folgendes zu verstehen:

„Die Frau und die Kinder und außerdem jede Person, die gewöhnlich mit dem Betreffenden zusammenwohnt, gegebenenfalls einschließlich der Dienstboten."

Wenn es sich jedoch um eine gewöhnlich mit dem Betreffenden zusammenwohnende Person handelt, die nicht zu den tatsächlich ihm gegenüber unterhaltsberechtigten Verwandten gehört, so muß der Fall mit der notwendigen Begründung dem Oberkommissar zur Entscheidung unterbreitet werden.

Anlage 10.

Entsprechende Anwendung auf verschiedene Fälle.

Die unten aufgezählten Personen werden hinsichtlich ihrer Unterkunft den Offizieren gleichgestellt und haben für ihre unterhaltsberechtigten Familienangehörigen dieselben Ansprüche auf weitere Zimmer wie die Offiziere.

1. Personal des Sanitätswesens:

Eigentliche (principales) Militärkrankenpflegerinnen der 1. und 2. Klasse . . . . . Hauptmann.
Titulierte oder auf Probezeit angestellte Militärkrankenpflegerinnen und sonstige Krankenpflegerinnen . . . . . Leutnant.

2. Personal der Soldatenheime:

Bezirks-Direktoren . . . . . Kommandant.
Personal der Etablissements . . . . Leutnant.

3. Personal des höheren Unterrichtswesens und des Berufsunterrichts:

Akademie-Inspektor, Leiter des öffentlichen Unterrichtsdienstes in den Rheinlanden . . Oberst.
Direktor der Rechtsschule . } Bataillonsführer
Direktor der Handelsschule . }
Direktor der Ackerbauschule . }
und die ordentlichen (agrégés) Professoren . . . . . }
Außerordentliche (non-agrégés) Professoren = Hauptmann.

4. Personal des Unterrichts der zweiten Stufe.

Provisoren . . . . . Oberst.
Ordentliche Zensoren (censeurs agrégés) = Oberstleutnant.
Außerordentliche (non-agrégés) Zensoren . . . . . } Bataillonsführer
Oekonomen der Lyzeen . . . }
und die ordentlichen (agrégés) Professoren . . . . . }
Außerordentliche (non-agrégés) Professoren = Hauptmann.
Aufseher (Surveillants) . . . . Unterleutnant.

5. Personal des Unterrichts der ersten Stufe.

Direktor der Elementarschule . . . Hauptmann.
Lehrer oder Lehrerin . . . . . Leutnant.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 85

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 86

II. Einquartierungs-Bestimmungen der belgischen Armee.

Vorschriften über die Anwendung der Verordnung 49 der Interalliierten Rheinland-Kommission, betreffend Einquartierung und Unterbringung des Personals der Rheinland-Kommission und der Besatzungsheere, in der 4. Zone.

Allgemeines.

Artikel 1.

Das Recht auf Unterbringung der Offiziere, der ihnen gleichgestellten Beamten und ihrer Familien wird festgesetzt durch das zwischen den Vereinigten Staaten von Nordamerika, Belgien, dem britischen Reiche und Frankreich einerseits sowie Deutschland andererseits abgeschlossene Versailler Abkommen, betreffend die militärische Besetzung der Rheinlande, welches in seinem Artikel 8 bestimmt:

a) Die deutsche Regierung verpflichtet sich, den alliierten und assoziierten Truppen alle für sie erforderlichen militärischen Anlagen zur Verfügung zu stellen und sie in gutem Zustande zu erhalten, desgleichen das Mobiliar, die Heizung und die Beleuchtung und zwar nach Maßgabe der darauf bezüglichen Bestimmungen, die gegenwärtig bei den verschiedenen oben bezeichneten Armeen in Kraft stehen. Diese Anordnungen betreffen die Unterbringung der Offiziere und der Truppen.

b) Die Zivilbeamten, die Offiziere und ihre Familien können bei der Bevölkerung untergebracht werden nach Maßgabe der bei jeder einzelnen Armee zur Zeit in Kraft befindlichen Einquartierungs-Bestimmungen.

Artikel 2.

Nach dem Wortlaut des Artikels 8 des Rheinlandabkommens, betreffend die militärische Besetzung des Rheinlandes, werden die Soldaten und Unteroffiziere kaserniert und nicht in Bürgerquartieren untergebracht, abgesehen von Fällen außergewöhnlicher Dringlichkeit.

Die Erlaubnis, mit ihrer Familie zusammen zu wohnen, kann nur den Militärpersonen zugestanden werden, welche in ihrer Garnison regelmäßig zu Hause wohnen dürfen.

Alle anderen Militärpersonen der unteren Rangstufen oder ihnen gleichgestellte Angestellte müssen kaserniert werden.

Wenn jedoch die Gemeindebehörde nicht die zu diesem Zwecke notwendigen Räumlichkeiten zur Verfügung stellen kann, so können diejenigen, die nicht kaserniert werden können, in Bürgerquartieren untergebracht werden. Dabei wird jedoch erst mit denjenigen begonnen, die in ihren Garnisonen regelmäßig berechtigt sind, zu Hause zu wohnen.

Artikel 3.

Es ergibt sich aus den oben angeführten Vorschriften, daß die Unterbringung (Schlafgelegenheit, Beleuchtung, Heizung) der Offiziere, der den Offizieren gleichgestellten Beamten und ihrer Familien Sache der deutschen Regierung ist.

In Anwendung dieser Vorschriften wird die deutsche Regierung hinsichtlich der Bürgerquartiere durch die Gemeindeverwaltung vertreten. Was die von der Reichsvermögensverwaltung gestellten Wohnungen (von ihr gebauten Wohnhäuser oder Privatwohnungen in den Kasernen, sei es für die Offiziere und ihnen gleichgestellte Beamte, sei es für Militärpersonen der Unterklassen) anlangt, so liegt ihre Zuweisung an die Quartiernehmer der Wohnungskommission ob, welche ihrerseits den von dem Kommandanten des Genies der Besatzungsarmee geleiteten Kasernierungs-Kontrolldienst davon benachrichtigt. Die Unterhaltung dieser Wohnungen ist Sache der Reichsvermögensverwaltung unter der Leitung des Kasernierungs-Kontrolldienstes.

Artikel 4.

Gleichstellungen

siehe Anlage 7.

Kapitel I.

A. Zusammensetzung der Wohnungskommissionen.

Artikel 5.

In jedem Standquartier seines Dienstbereichs ernennt der Kommandant des Unterabschnitts eine Wohnungskommission, die sich wie folgt zusammensetzt:

Vorsitzender: Der Ortskommandant.

Mitglieder: Ein höherer Offizier (Aachen-Crefeld-Mörs-Neuß) oder ein Hauptmann.

Ein militärischer Unterintendant oder ein Verwaltungsoffizier (in Ermangelung solcher ein Subalternoffizier der Truppen).

Ein Beamter der militärischen Sicherheitspolizei im Offiziersrange (falls diese Polizei in dem Ort vertreten ist).

Der Bürgermeister oder sein Vertreter.

Die Ortschaften ohne Garnison, in denen Personal der Rheinland-Kommission oder der Armee wohnt, werden einem Standquartier angegliedert, das von dem Kommandanten des Unterabschnittes zu bestimmen ist.

B. Befugnisse der Wohnungskommission.

Zählung, Abschätzung, Klassierung und Bestimmung.

Artikel 6.

Die Kommission nimmt gleich nach ihrer Bildung und in der Folge, wenn der Ortskommandant es für zweckmäßig erachtet, die unmittelbare Zählung aller Wohngelegenheiten der Garnison vor; sie hat das Recht, sie zu besichtigen.

In einer von dem Ortskommandanten alsbald nach Erscheinen vorliegender Vorschrift festzusetzenden Frist hat der Bürgermeister der Kommission als Unterlage für diese Arbeit eine vollständige, die besetzten, die leerstehenden und die voraussichtlich binnen kurzem frei werdenden Wohnungen der Ortschaft enthaltende Liste zu liefern. Die Wohnungskommission hat sich jedoch nicht mit diesen Auskünften zu begnügen. Sie hebt namentlich die unberechtigten Befreiungen auf, in deren Genuß sich etwa bisher gewisse bevorzugte Personen befunden haben.

Sie hat nachzuprüfen, ob die besetzten Wohnungen den Bedingungen der vorliegenden Anweisung entsprechen, und zwar sowohl was Zusammensetzung und Verteilung der Zimmer als was die Möblierung betrifft. Sie läßt Verzeichnisse sämtlicher darin befindlichen Gegenstände anfertigen.

In bestimmten Zwischenräumen besichtigt die Kommission die leerstehenden und die als binnen kurzem freiwerdend gemeldeten Wohnungen, stellt ihren Zustand fest und teilt sie zwecks Zuweisung gemäß den Anordnungen des Verzeichnisses in Anlage 1 einer bestimmten Klasse zu. Indem sie von ihrem Besichtigungsrechte Gebrauch macht, das sie zweien ihrer Mitglieder, unter denen sich der Vertreter des Bürgermeisters befindet, übertragen kann, bestimmt sie außerdem, inwieweit Wohnungsmöglichkeiten durch Einschränkungen derjenigen Einwohner geschaffen werden können, die im Verhältnis zu ihrem tatsächlichen Bedarf zu große Wohnungen innehaben.

Die Kommission darf in dieser Hinsicht keine Maßnahmen dulden, welche die Gemeindeverwaltung treffen könnte, um die Wohnungen der Einquartierungslast zeitweilig oder dauernd zu entziehen.

Ist die erste Verteilung der Wohnungen einmal festgelegt, so stellt die Kommission auf:

1. eine Liste der zugewiesenen Wohnungen,
2. eine Liste der verfügbaren Wohnungen unter Angabe, wie sie verwandt werden können,
3. eine Liste der Wohnungen und der in den Gasthöfen bereit zu haltenden Zimmer, die zur Verfügung der Militärbehörde bei erstem Bedarf für die durchreisenden Militärpersonen oder diejenigen stehen sollen, die auf Zuweisung einer Wohnung warten.

Die beiden ersten Listen haben mithin alle Privatwohnungen zu enthalten und zwar sowohl die in Bürgerquartieren als auch diejenigen in den Kasernen, ferner die von der Reichsvermögensverwaltung oder von den Gemeindeverwaltungen für die Bedürfnisse des Heeres gebauten oder zu dessen Verfügung gestellten.

Die Kommission hält monatlich vom 10. bis 15. Sitzungen ab. Ausnahmsweise hat sie jedoch bis zur Fertigstellung der oben erwähnten Unterlagen ununterbrochen tätig zu sein. Die Fertigstellung muß binnen zweier Monate seit der Bildung der Kommission erfolgen. Am Schlusse der Tätigkeit ist an den Kommandanten des Unterabschnittes zu berichten.

Artikel 7.

Gleichzeitig mit der Zählung nimmt die Kommission durch eines ihrer militärischen Mitglieder und den Vertreter der Gemeindeverwaltung die Abschätzung der Wohnungen vor; diese Abschätzung findet zimmerweise statt; das gegebenenfalls auf Grund eines Leistungsbefehls hinzukommende Ergänzungsmobiliar wird berücksichtigt; der Amortisationsbetrag für die von der Gemeindeverwaltung dem Quartiergeber zu liefernden Ergänzungsmöbel und Materialien kommt von dem Preis in Abzug, den der Quartiergeber erhält. Die Wohnungsmiete wird um einen bestimmten Satz erhöht, welcher zur Deckung der dem Quartiergeber durch die Anwesenheit des Quartiernehmers

verursachten Mehrausgabe für Wasser dient. Dieser Satz ist je nach der Oertlichkeit, der Einrichtung, der Zusammensetzung der Familie veränderlich.

Artikel 8.

Die Zuweisung der Wohnungen im Laufe des Monats wird von dem Ortskommandanten nach der obenbezeichneten Liste Nr. 2 vorgenommen.

Wenn diese Zuweisungen die Quartiernehmer nicht befriedigen, so sind diese berechtigt, sich mit einem Gesuch um Wohnungswechsel an den Ortskommandanten zu wenden, der seinerseits das Gesuch an die Wohnungskommission weiterzugeben hat.

Diese Gesuche werden in den monatlichen Sitzungen durch die Wohnungskommission geprüft; diese verwirft sie oder erkennt ihre Berechtigung an. In jedem Fall hat sie an den Abschnittskommandanten zu berichten, der die Entscheidung trifft.

Selbstverständlich kann der Offizier, wenn die Zahl der verfügbaren Wohnungen es gestattet, die Auswahl seiner Wohnung unter denjenigen treffen, welche die für seinen Rang vorgesehene Zusammensetzung haben.

Wenn es sich um die Zuweisung der für den Betrieb der Rheinland-Kommission oder für die Unterbringung ihrer Mitglieder notwendigen Räume handelt, so hört die Kommission vorher den zuständigen Kreisdelegierten an.

Artikel 9.

Am Ende der monatlichen Sitzungen stellt die Wohnungskommission die oben besonders bezeichneten Listen auf. Sie sendet dieselben alsdann mit einem Berichte an den Kommandanten des Unterabschnittes zur Genehmigung.

Im Falle der Dringlichkeit kann die Kommission außerhalb der normalen Zeit tagen, aber nur mit Ermächtigung des Abschnittskommandanten, die von ihrem Vorsitzenden nachzusuchen ist.

Die Wohnungskommission bearbeitet andererseits die verschiedenen Streitfälle in der in vorliegender Anweisung vorgesehenen Weise.

Kapitel II.

A. Einrichtung. Besitznahme.
Wohnungsverzeichnisse.

1. Einrichtung.

Artikel 10.

Jede einer Klasse zugeteilte Wohnung muß, bevor sie zugewiesen wird, gemäß den Angaben der Listen Anlage 2 unter der Aufsicht der Wohnungskommission eingerichtet und möbliert werden.

Diese Einrichtung und Möblierung liegt dem Quartiergeber ob, der hierzu von der Gemeindeverwaltung aufgefordert wird; wenn ihm gewisse Gegenstände fehlen, müssen sie von der Gemeindeverwaltung auf Grund eines Leistungsbefehls geliefert werden. Im Falle der Nichtausführung ist Artikel 2 der Verordnung 69 auf Anweisung des Ortskommandanten und Vorsitzenden der Wohnungskommission anzuwenden; in diesem Falle werden die in Frage kommenden Verwaltungs- und gerichtlichen Maßnahmen sofort vorgeschlagen.

Die oben erwähnten Leistungsbefehle werden, gleichgültig ob es sich um eine erste Einrichtung oder um die Vervollständigung einer schon besetzten Wohnung handelt, von dem Platz- oder Ortskommandanten ausgestellt.

a) Der Platz- oder Ortskommandant ist berechtigt, sein Ausführungsvisum auf diese Leistungsbefehle zu setzen, wenn die Ausgabe geringer als 2000 ℳ ist und insoweit der Betrag von 2000 ℳ durch andere Leistungsbefehle, die für dieselbe Wohnung im Laufe der letzten 12 Monate vorgelegt worden sind, nicht überschritten wird.

b) Wenn der Betrag des Leistungsbefehles zwischen 2000 und 10 000 ℳ liegt oder auch wenn andere Leistungsbefehle, die für dieselbe Wohnung im Laufe der verflossenen 12 Monate vorgelegt worden sind, diesen Betrag auf eine Gesamtsumme von 2000 bis 10 000 ℳ bringen, so ist der Leistungsbefehl vorher dem Unterabschnitts-Kommandanten zur Genehmigung vorzulegen. Dem Leistungsbefehl ist eine Begründung des Platz- oder Ortskommandanten beizulegen.

c) Lautet der Leistungsbefehl endlich auf mehr als 10 000 ℳ, die Ausgaben, die im Laufe der letzten 12 Monate für Lieferungen für dieselbe Wohnung gemacht worden sind, eingerechnet, so muß er mit meiner Genehmigung versehen sein. — In diesem Falle reichen die Platz- oder Ortskommandanten den mit Begründung versehenen Leistungsbefehl bei dem Kommandanten der Besatzungsarmee durch Vermittlung der Unterabschnitts-Kommandanten ein. Letztere fügen ihre Bemerkungen bei.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 87

Die Platz- und Ortskommandanten überwachen die Ausführung der Leistungsbefehle und führen darüber Buch, indem sie innerhalb des auf die Ausführung folgenden Monates die sich darauf beziehenden Rechnungen von den Gemeindeverwaltungen anfordern.

2. Inbesitznahme der Wohnung.

Artikel 11.

Jedes Wohnungsgesuch muß von dem Korps- oder Dienstchef (oder Abteilungskommandant) des Quartiernehmers ausgestellt oder durch einen Auftragsbefehl belegt sein.

Nachdem die Wohnung eingerichtet ist, wie oben unter Ziffer 1 vorgeschrieben, erhält derjenige, dem sie zugewiesen ist, vom Ortskommandanten einen Zettel, auf Grund dessen er von der Gemeindeverwaltung einen Quartierschein erhält, welcher ihm das Recht gewährt, die Wohnung in Benutzung zu nehmen.

Der Quartiernehmer erhält zu gleicher Zeit von der Gemeindeverwaltung ein Wohnungsverzeichnis mit Inventar nach Muster Anlage 3 in vierfacher Ausfertigung. Nach Prüfung zeichnet er dieses Schriftstück für den Fall der Wiederübernahme durch den Eigentümer, behält ein Exemplar und übersendet die 3 anderen am Tage nach der Inbesitznahme der Wohnung dem Ortskommandanten. — Diese 3 Exemplare werden wie folgt verteilt:

Archiv des Standquartiers: 1,
Gemeindeverwaltung: 1,
Quartiergeber: 1.

3. Wohnungsverzeichnisse.

Artikel 12.

Für den 9. jeden Monats übergeben die Korps- oder Abteilungschefs und die Dienstchefs dem Ortskommandanten ein namentliches Verzeichnis der unter ihrem Befehl stehenden Militärpersonen, die bei Privatpersonen untergebracht sind oder Privatwohnungen in den Kasernen oder in von der Reichsvermögensverwaltung oder von den Gemeindeverwaltungen gebauten Häusern innehaben, ferner der Militärpersonen, die in die Garnison zugezogen sind oder dieselbe im Laufe des verflossenen Monats verlassen haben. Diese Angaben gestatten der Wohnungskommission, die Richtigkeit der Listen über besetzte oder verfügbare Wohnungen zu prüfen.

B. Auszug.

1. Wohnungszurücknahme.

Artikel 13.

Innerhalb 24 Stunden nach Empfang des Versetzungsbefehls benachrichtigt der Quartierinhaber den Ortskommandanten durch Vermittlung seines Korps- oder Dienstchefs (oder Abteilungskommandanten) von der demnächstigen Verfügbarkeit seiner Wohnung; die zu keinem Verbande gehörenden Militärpersonen benachrichtigen ihren Ortskommandanten unmittelbar.

Auf die Aufforderung des Ortskommandanten übergibt der Ausziehende seine Wohnung an den Vertreter des Ortskommandanten, und zwar in Anwesenheit eines Vertreters der Gemeindeverwaltung.

Diese beiden Vertreter unterzeichnen das Wohnungsverzeichnis, welches gemäß den Vorschriften des Artikels 11 in 4 Exemplaren ausgestellt ist. Das Exemplar des Ausziehenden wird dem Ortskommandanten übergeben.

Im Falle von Massenversetzungen werden die Wohnungsverzeichnisse von dem Ausziehenden und dem Quartiergeber gezeichnet und zwar unterzeichnet jeder einfach das Verzeichnis, welches er besitzt, wenn die Uebergabe ohne Beanstandung stattgefunden hat. Die Exemplare der Ausziehenden werden dem Korpschef zur Aushändigung an den Ortskommandanten übergeben. — Im Falle von Beanstandungen greifen die Vertreter der Wohnungskommission so bald als möglich vermittelnd ein.

2. Feststellung und etwaige Abschätzung der dem Quartiernehmer zur Last fallenden Schäden.

Artikel 14.

Wenn hinsichtlich der Schäden, für welche der Quartiergeber eine Entschädigung beansprucht, zwischen dem Quartiernehmer und dem Quartiergeber keine Einigung zustande kommt, so wird der Streitfall von dem Quartiergeber innerhalb 8 Tagen der Wohnungskommission durch Vermittlung des Bürgermeisters, welcher die Beschwerde weitergibt, unterbreitet.

Eine aus einem Offizier, dem Bürgermeister oder seinem Vertreter zusammengesetzte Abordnung der Kommission ist befugt, über die Auferlegung des Schadenersatzes zu entscheiden.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 88

Erkennt sie die Verantwortlichkeit des Quartiernehmers an, so nimmt sie die Abschätzung des Schadens vor und verzeichnet diese Abschätzung im Wohnungsverzeichnisse Muster 3.

Der Quartiernehmer ist alsdann verpflichtet, den Quartiergeber in dem von der Kommission festgestellten Umfang zu entschädigen.

Wird die Verantwortlichkeit des Quartiernehmers nicht anerkannt, so wird das Entschädigungsgesuch des Quartiergebers diesem durch Vermittelung des Vertreters des Bürgermeisters mit der Bemerkung „sans suite“ zurückgegeben.

Kommen die Vertreter der Wohnungskommission über die Frage der Verantwortlichkeit nicht überein, so wird diese von der Wohnungskommission in der Sitzung entschieden; besteht kein Einverständnis zwischen den Vertretern über die Höhe des Schadens, so werden die widersprechenden Feststellungen und Abschätzungen der Schäden in dem Protokolle eingetragen und die endgültige Abschätzung der von dem Offizier zu zahlenden Entschädigung wird von dem zuständigen gemischten Ortsausschuß vorgenommen.

Artikel 15.

Die Uebergabe der von den Truppen belegten Staatsgebäude an einen neuen Quartiernehmer oder an die Reichsvermögensverwaltung gibt Anlaß zur Aufstellung von Wohnungsverzeichnissen und zur Feststellung der Schäden nach dem Grundsatze, der oben für die Privatwohnungen festgelegt ist. Die Uebergabe hat in Gegenwart der Vertreter des Kasernenkontrolldienstes und der Reichsvermögensverwaltung stattzufinden. — Der Ortskommandant benachrichtigt den Kasernenkontrolldienst, welcher die Reichsvermögensverwaltung in Kenntnis setzt. Die Feststellung der Schäden gibt Anlaß zu gemeinschaftlichen Abschätzungen. Das auf diese Abschätzung bezügliche Protokoll wird erst dann dem zuständigen gemischten Ortsausschuß zur endgültigen Schätzung vorgelegt, wenn dieser mit einem Entschädigungsantrag befaßt ist. —

Wenn die deutsche Behörde infolge unvorhergesehener Truppenbewegungen nicht rechtzeitig von der Militärbehörde hat benachrichtigt werden können, so hat sie spätestens 8 Tage, nachdem sie amtlich benachrichtigt worden ist, eine gemeinschaftliche Feststellung und Abschätzung herbeizuführen oder zu beantragen.

Die größte Verbreitung muß dieser Vorschrift gegeben und es muß beachtet werden, daß die festgesetzte Frist nicht für die deutsche Verwaltung den Verlust eines Rechtes nach sich zieht.

Andererseits können die gemischten Ortsausschüsse es nicht ablehnen, die Abschätzung eines Schadens vorzunehmen, weil die oben vorgesehenen gemeinschaftlichen Feststellungen nicht stattgefunden haben, wenn sie mit einem Entschädigungsantrag befaßt sind.

3. Etwaige Streichung einer Wohnung aus der Wohnungsliste.

Artikel 16.

Nach dem Auszug des Quartiernehmers kann die Gemeindeverwaltung, wenn die Wohnung nicht wieder besetzt wird und wenn die Wohnungskommission sie in der Wohnungsliste streicht, das Mobiliar aus der freigewordenen Wohnung herausschaffen lassen, das sie dort etwa aufgestellt hat, und es zur Ausstattung einer anderen Wohnung bestimmen; aber grundsätzlich bleibt eine vollständig eingerichtete Wohnung im Falle des Freiwerdens in ihrem bisherigen Zustande.

C. Quartieransprüche.

Artikel 17.

Der Oberbefehlshaber der Besatzungsarmee hat Anspruch auf ein besonderes Haus, welches im ganzen angemessen möbliert ist, mit Empfangs- und Privaträumen.

Die Mitglieder der belgischen Besatzungsarmee haben Anspruch auf eine möblierte, geheizte und beleuchtete Wohnung, welche die in Anlage Nr. 1 angegebene Anzahl Räume und die nachstehend vorgesehenen Zusatzräume für die Familie enthält.

Empfangsräume können auch gewissen Offizieren zugestanden werden, wenn der Oberbefehlshaber der Besatzungsarmee bestimmt, daß ihre militärische Dienststellung diese Zuweisung erheischt.

Die berittenen Offiziere haben Anrecht auf einen Stall für ihre Pferde, der sich außerhalb ihrer Wohnung befinden kann.

In den Gebäuden, in denen sich ein Badezimmer befindet, haben die Quartiernehmer freie Badbenutzung.

Jede Wohnung für verheiratete Militärpersonen, die mit ihrer Familie leben, hat außer der in Anlage 1 festgesetzten Anzahl von Räumen noch eine Küche zu enthalten, die mit allen für die Zubereitung der Speisen notwendigen Geräten (siehe die Angaben in Anlage 2) versehen ist.

Ist es tatsächlich unmöglich, eine besondere Küche zu stellen, so muß der Quartiergeber dem Quartiernehmer die Mitbenutzung seiner Küche sowie seiner Küchengeräte gestatten.

Den Offizieren, die mit ihrer Familie leben, wird zugestanden:

für 1 oder 2 Kinder: ein weiteres Schlafzimmer (1 Bett pro Kind),

für 3 oder 4 Kinder: zwei weitere Schlafzimmer (1 Bett pro Kind),

für 5 oder 6 Kinder: drei weitere Schlafzimmer (1 Bett pro Kind),

für andere Mitglieder ihrer Familie, die in der Garnison in ihrer Wohnung leben würden: ein weiteres Schlafzimmer für jedes.

Der Offizier, der den Dienst eines ranghöheren Offiziers versieht, hat Anrecht auf eine Wohnung, wie sie für Offiziere dieses Ranges vorgesehen ist.

Die Offiziere des Sanitätsdienstes, die zu Hause Sprechstunden halten, verfügen über ein Sprechzimmer mit Warteraum.

Wünscht ein Offizier vorübergehend (z. B. beim Besuche eines Verwandten) über eine größere Anzahl von Räumen zu verfügen, als für seinen Rang vorgesehen, so steht es ihm frei, mit dem Quartiergeber über den Mietpreis jedes Zimmers zu verhandeln, das er außer den Zimmern, auf welche er zu Lasten des Deutschen Reichs ein Anrecht hat, zu benutzen wünscht. Dabei kommt weder die Ausübung einer Requisition noch eines Zwangs in Frage, sondern nur gütliche Uebereinkunft. Er benachrichtigt davon den Platz- oder Ortskommandanten.

Auf keinen Fall darf ein Offizier dauernd weitere Räume mieten, es sei denn, daß der Oberbefehlshaber der Besatzungsarmee es ihm gestattet.

Die Militärbehörde und die Gemeindeverwaltung können in solche Verhandlungen, für die Angebot und Nachfrage maßgebend sind, nicht eingreifen.

Artikel 18.

Anrecht auf kostenfreie Unterkunft im Hotel oder bei der Bevölkerung haben:

1. die in der Garnison eingetroffenen Offiziere bis zu dem Tage, wo ihnen eine freie Wohnung zugewiesen wird;
2. die Familien dieser Offiziere im Rahmen der ihnen zustehenden Rechte auf Wohnungen;
3. die nicht zur Garnison gehörenden auf der Durchreise befindlichen Offiziere, die im Besitze eines Reise- oder Marschbefehles sind.

Die Offiziere der alliierten Armeen, die aus dienstlichen Gründen sich in der 4. Zone aufhalten oder auf der Durchreise befinden, sind gemäß den Vorschriften dieser Anweisung unterzubringen.

Artikel 19.

Alle obigen Vorschriften, die sich auf Offiziere beziehen, sind auf gleichgestellte Zivilbeamte und auf Mitglieder der Rheinland-Kommission anwendbar.

Kapitel III.

A. Pflichten der Gemeindeverwaltungen und der Quartiergeber.

Artikel 20.

Es wird den Gemeindeverwaltungen ausdrücklich untersagt, jemandem einen Quartierzettel auszuhändigen, der nicht mit dem Zettel des Ortskommandanten, der die ihm bewilligte Wohnung angibt, versehen ist.

Keine Militärperson darf ohne Quartierschein untergebracht werden; diese Bestimmung gilt ohne Ausnahme.

Jede Uebertretung dieser Bestimmung hat für den Quartiergeber gerichtliche Verfolgung und für die Militärperson eine Disziplinarstrafe zur Folge.

Auf dem Quartierscheine muß angegeben sein die Adresse, der Rang der Militärperson, die Bezeichnung der unterzubringenden Familie, die Anzahl der Herrschaftszimmer, Burschenzimmer, Küche usw., die der Militärperson, ihrem Range und ihrer Familienstärke entsprechend, zur Verfügung gestellt sind.

Der Quartiergeber darf eine Wohnung, die für die Besatzung registriert ist, ohne eine auf Grund Entscheidung der Wohnungskommission von dem Ortskommandanten erteilte schriftliche Genehmigung weder vermieten noch verkaufen. Er darf auch nichts mehr an der Einrichtung oder an der Möblierung dieser Wohnung ändern. — Ist diese Genehmigung erteilt, so wird die Wohnung aus der Liste gestrichen und auf dieser durch eine gleichwertige Wohnung ersetzt.

Das Verbot, in bestimmten Wohnungen zu wohnen, kann von der Wohnungskommission ausgesprochen werden nach eingehender Prüfung der Gründe, die, um eine solche Maßnahme zu rechtfertigen, vorgebracht sind.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission hat in ihrer 34. Sitzung vom 10. Juni 1920 unter Nr. 672 folgende Entscheidung getroffen: es besteht kein rechtliches Bedenken, daß Offiziere oder Mannschaften der Besatzungsarmeen bei Staatsangehörigen der alliierten oder assoziierten Mächte untergebracht werden; jedoch soll dies vermieden werden und nur in dringenden Fällen geschehen.

Sobald eine Wohnung von einem Mitgliede der Besatzungsarmee bewohnt wird, so hat der Quartiergeber die Gesellschaft zu benachrichtigen, die ihn mit Beleuchtung versorgt, damit diese dementsprechend die dem Quartiergeber zustehende monatliche Verbrauchsmenge erhöht.

Artikel 21.

Jede Wohnung ist, wie oben angegeben, instand zu setzen, bevor sie der Quartiernehmer bezieht. Der Eigentümer bezw. die Gemeindeverwaltung (wenn es sich um eine von dieser zu unterhaltende Wohnung handelt) ist verpflichtet, die Räume angemessen unter Dach und Fach zu halten.

Er hat aufzukommen für:

a) die Erhaltung der Räume in wohnlichem Zustand und der großen Möblierungsgegenstände in gebrauchsfähigem Stand, die Teppiche, Behänge, Gardinen usw. einbegriffen.

   Diese Vorschrift umfaßt 2 Reinigungen im Jahre.

b) die aus der normalen Abnutzung oder aus Ereignissen, die seine Verantwortlichkeit nach sich ziehen, sich ergebenden Ausbesserungen;

c) die Ausleerung der Aborte;

d) das Reinigen der Schornsteine;

e) die Stellung von Wasser (in der Abschätzung enthalten).

Der Quartiergeber muß dem Quartiernehmer sowohl bei Nacht wie bei Tage Zutritt zum Hause wie zu seiner Wohnung gewähren und ihm einen Hausschlüssel und zwei Schlüssel, wenn derselbe verheiratet ist und seine Familie bei sich hat, verschaffen.

Der Quartiergeber muß gleichfalls dem Quartiernehmer die freie Benutzung der Räume, auf deren gemeinschaftlichen Gebrauch beide Teile angewiesen sind, gestatten, wie zum Beispiel: Hausflur, Vorzimmer, Waschküche, Speicher usw. und ihm einen Keller gewähren (wenn möglich abgesondert).

Dasselbe gilt vom Garten.

Diese letztere Verpflichtung bedeutet nicht, daß der Quartiergeber dem Quartiernehmer irgendwelche Gartenerzeugnisse oder einen Teil des Gartens behufs Bebauung zum Vorteil des Quartiernehmers zu überlassen hat.

Das Waschen der Tisch-, Toilette- und Bettwäsche, die dem Quartiernehmer zur Verfügung gestellt ist, liegt dem Quartiergeber ob, an dessen Stelle die Gemeindeverwaltung im Nichterfüllungsfalle treten muß.

Das Waschen der oben bezeichneten Wäsche muß im folgenden Verhältnisse vorgenommen werden:

pro Bett { 1 Paar Bettücher, 2 Kopfkissenbezüge } für 14 Tage

pro Person { 2 Handtücher, 2 Mundtücher } die Woche

pro Haushalt: 2 Tischtücher die Woche.

Artikel 22.

Es ist also von Wichtigkeit, daß, wenn eine Instandsetzung der Wohnung oder ein Großreinemachen erforderlich werden, die Vornahme dieser Arbeiten von dem Quartiergeber veranlaßt wird. Falls letzterer dieser Verpflichtung nicht nachkommt, benachrichtigt der Quartiernehmer die Wohnungskommission, welche dem Quartiergeber eine Frist zur Ausführung stellt, nachdem sie die Forderung geprüft und als begründet anerkannt hat.

Hat der Quartiergeber dem Befehl der Kommission innerhalb der gestellten Frist keine Folge geleistet, so stellt der Ortskommandant der Gemeindeverwaltung einen Leistungsbefehl nach Muster E (Anlage 4) zu und bestimmt eine neue Frist für die Ausführung durch diese unter Beobachtung der in Artikel 10 enthaltenen Vorschriften. Er leitet gleichzeitig auf Grund des Artikels 6 der Verordnung 1 gegen den Quartiergeber ein gerichtliches Verfahren wegen Uebertretung der Verordnung 69, Artikel 1, ein.

Falls die Gemeindeverwaltung dem Leistungsbefehl innerhalb der bestimmten Frist nicht nachkommt, kann der Ortskommandant gemäß Artikel 2 der Verordnung 69 sich des erforderlichen Personals

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 89

und der nötigen Mittel bedienen, um die angeforderten Arbeiten ausführen zu lassen. In diesem Falle beantragt der Ortskommandant die in demselben Artikel vorgesehenen gerichtlichen und Verwaltungsstrafen.

Wenn die Bezahlung im Verlauf von 3 Monaten, vom Tage der Leistung ab gerechnet, nicht erfolgt ist, so wird in Anwendung von Artikel 3 der Verordnung 69 die Abschätzung durch alliierte Mitglieder der gemischten Ortsausschüsse vorgenommen; die Bezahlung der Lieferanten für die Leistungen geschieht durch den Ortskommandanten mittels der vom Schatzmeister der Besatzungsarmee erhaltenen Gelder, die kraft der Vorschriften desselben Artikels mit Beschlag belegt werden, unbeschadet der gemäß Artikel 6 der Verordnung Nr. 1 vorgesehenen gerichtlichen und Verwaltungsstrafen.

Der Schatzmeister der Besatzungsarmee wird die inbetracht kommenden Gelder auf Vorzeigen der durch den Kommandanten des Unterabschnittes mit dem Vermerk „Bon à payer“ versehenen Rechnungen auszahlen.

B. Pflichten des Quartiernehmers.

Versetzung.

Artikel 23.

Im Falle persönlicher Versetzung des Quartiernehmers, welche regelmäßig durch die vorgesetzte Behörde angeordnet wird, muß die Wohnung 30 Tage nach dem Versetzungstermin aufgegeben sein, sofern es sich um eine Versetzung in die Heimat, und innerhalb 8 Tagen, sofern es sich um eine Versetzung innerhalb des besetzten Gebietes handelt.

Sterbefall.

Artikel 24.

Stirbt der Offizier, so können seine Witwe oder Waisen, seine Eltern oder Geschwister, die bei ihm wohnten, die Wohnung 2 Monate nach dem amtlich festgestellten Todestage noch benutzen; anderen Verwandten des unverheirateten oder verwitweten kinderlosen Offiziers steht dieses Recht nur während 8 Tagen zu.

Umbauten.

Artikel 25.

Es wird dem Quartiernehmer untersagt, in der von ihm benutzten Wohnung ohne vorherige Zustimmung des Eigentümers Arbeiten oder Umbauten vorzunehmen, die geeignet sind, die Anzahl, die Einrichtung oder den gewöhnlichen Gebrauch der verschiedenen Räume zu ändern.

Reparaturen.

Artikel 26.

Die Reparaturen, die durch eine normale Benutzung der Wohnung nötig werden, fallen dem Quartiergeber zur Last; aber diejenigen, die der Nachlässigkeit des Quartiernehmers zuzuschreiben oder durch Ereignisse veranlaßt sind, für die er allein verantwortlich ist, fallen dem Quartiernehmer allein zur Last.

Die Forderung muß alsdann durch den Quartiergeber bei der Wohnungskommission durch Vermittelung des Bürgermeisters eingereicht werden.

Das zu beobachtende Verfahren zur Feststellung der Verantwortlichkeit und der Höhe der Entschädigung ist das im Artikel 14 vorgesehene mit der Ausnahme, daß die Gemeindeverwaltung befugt ist, einen Fachmann, Unternehmer oder Architekten, der Abordnung der Wohnungskommission beizugeben, welcher anstelle des Vertreters des Bürgermeisters tritt. — Wenn die Kommission so entscheidet, muß der Quartiernehmer den Quartiergeber entschädigen; fällt die Entscheidung gegen den Quartiergeber aus und sollte dieser sich der Ausführung widersetzen, so wird, wie vorstehend in Artikel 22 bestimmt, verfahren.

Kapitel IV.

Heizung und Beleuchtung.

Artikel 27.

Alle Wohnräume müssen geheizt werden, wenn es erforderlich ist. Die sich auf die Zuwendungen von Brennmaterialien beziehenden Rechte sind in der Tabelle Anlage 5 festgelegt.

Hinsichtlich der Beleuchtung ist die Verbrauchsmenge für jedes Zimmer und für jeden Monat des Jahres festgestellt:

1. in Kilowatt Elektrizität für die elektrisch beleuchteten Wohnungen,
2. in Kubikmetern Gas für die mit Gas beleuchteten Wohnungen.

Die Tabelle Anlage 6 bestimmt die monatlichen Zuwendungen.

Ein besonderer Zähler kann durch die Verwaltung oder die Einzelperson, welche die Wohnung stellt, aufgestellt werden.

Wenn ein besonderer Zähler aufgestellt ist, wird der Gesamtverbrauch am Ende des Monats er-

mittelt. Die Quartiernehmer sind verpflichtet, den Betrag für den Mehrverbrauch gegenüber der ihnen zustehenden Menge zu entrichten.

Falls ein besonderer Zähler nicht vorhanden ist, wird der für die Beleuchtung zu berechnende Betrag höchstens der sein, der auf der Tabelle Anlage 6 für jeden bewohnten Raum verzeichnet ist.

Die aus der Beleuchtung erwachsenden Unkosten können nicht in den Mietspreis mit einbegriffen werden, wie es für das Wassergeld geschieht.

Sie müssen Gegenstand einer besondern Rechnungslegung sein.

Kapitel V.
Verschiedene Vorschriften.

Artikel 28.

Die Platz- und Ortskommandanten werden für Beachtung der Vorschriften in Artikel 13 der Verordnung Nr. 49 Sorge tragen.

Artikel 29.

Im Falle dienstlicher Abwesenheit von längerer Dauer bestimmt der Kommandant des Unterabschnittes auf Vorschlag des Vorsitzenden der Wohnungskommission, ob die Wohnung während der ganzen Dauer seiner Abwesenheit zur Verfügung des Quartiernehmers bleiben soll.

Artikel 30.

Im Falle von Unstimmigkeiten oder Streitigkeiten zwischen dem Quartiergeber und dem Quartiernehmer unterbreitet letzterer dem Vorsitzenden der Wohnungskommission den Streitfall schriftlich; der Quartiergeber wendet sich an die Gemeindeverwaltung, welche die Beschwerde der Kommission übermittelt.

Ein Schlichtungsausschuß, welcher aus einem von der Kommission bezeichneten militärischen Mitglied und dem Vertreter der Gemeinde bei der Wohnungskommission besteht, hört nacheinander die Beteiligten an und schlägt dem Vorsitzenden der Kommission eine Lösung vor; letzterer trifft die Entscheidung.

Artikel 31.

Um die Lasten der Bevölkerung zu erleichtern, können die Gemeinden oder die Reichsvermögensverwaltung aus eigenem Antrieb Bauten errichten. Da diese Bauten für die Unterbringung von Militärpersonen bestimmt sind, können jene Verwaltungen die Bauentwürfe dem Oberbefehlshaber der Besatzungsarmee zur Genehmigung unterbreiten.

Diese Genehmigung wird keinenfalls für die Militärbehörde die Verpflichtung in sich schließen, sie nach ihrer Vollendung anzunehmen. Die entstehenden Kosten fallen ausschließlich den Städten oder dem deutschen Staate zur Last; irgend eine Anrechnung auf das besondere Besatzungskonto findet nicht statt.

Artikel 32.

Die Wohnungskommission bestimmt gleichfalls jene Gebäude oder Teile von Häusern, welche als Offiziersmessen, Kantinen, Y. M. C. A. — C. R. F. B. — Schulen, Bibliotheken dienen können, nachdem ihre Vorschläge die Genehmigung des Oberbefehlshabers der Besatzungsarmee erlangt haben.

Diese Gebäude werden inbezug auf Besitznahme, Uebergabe, Instandhaltung den für die Quartiere bei der Bevölkerung geltenden Vorschriften unterworfen. Sie sind entsprechend den Angaben der Tabelle Anlage 2 auszustatten.

Der von der Wohnungskommission aufgestellte Einrichtungsplan wird dem Oberbefehlshaber der Besatzungsarmee zur Genehmigung vorgelegt.

Artikel 33.

Die in den Anlagen 1, 2, 5 und 6 angegebenen Zahlen sind Höchstgrenzen.

Artikel 34.

Die Vorschriften der vorliegenden Anweisung sind auf die Unterbringung der Militärpersonen der unteren Rangstufen und der ihnen gleichstehenden Angestellten anwendbar.

Artikel 35.

Alle früheren Vorschriften, welche im Widerspruch zu vorliegender Anweisung stehen, werden hiermit aufgehoben.

Den Bestimmungen in Artikel 11 der Verordnung Nr. 49 der Rheinland-Kommission entsprechend wird die vorliegende Anweisung, die in Anwendung des Protokolls der 18. Sitzung der Rheinland-Kommission G. 363 vom 1. April 1920 erlassen wurde, als Anhang obengenannter Verordnung anstelle der Anweisung vom 3. Dezember 1920 (Besatzungsarmee der 4. Zone — E. M. 3. Bureau) bekannt gemacht.

Sie wird zur Kenntnis der deutschen Behörden gebracht.

Der kommandierende General der Besatzungsarmee.
gez. Ruquoy.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 90

Anlage Nr. 1.
Raumansprüche.

Dienstgrad	Personenstand	Herrschaftszimmer	Dienstbotenzimmer
Generäle:			
Befehlshaber einer D. A.	verheiratet oder unverheiratet	9	2
Befehlshaber einer D. J.	desgl.	8	2
Befehlshaber einer J./D. J. oder C. d. A./D. A.	desgl.	7	2
Oberst	verheiratet	6	2
	unverheiratet	3	1
Oberst-Leutnant	verheiratet	5	2
	unverheiratet	3	1
Major	verheiratet	4	1
	unverheiratet	2	1
Hauptmann-Kommandant oder 2. Hauptmann	verheiratet	3	1
	unverheiratet	2	—
Leutnant oder Unterleutnant	verheiratet	2	1
	unverheiratet	2	—
Elite-Unteroffiziere	verheiratet	2	—
	unverheiratet	1	—
Sergeanten und Korporale	verheiratet	2	—
	unverheiratet	1	—
Soldaten	verheiratet	1	—
	unverheiratet	1	—

Unter den Herrschaftszimmern sind grundsätzlich Schlafzimmer zu verstehen. Auf Verlangen der Quartiernehmer können diese Zimmer durch 1 Salon, 1 Speisezimmer o. 1 Schreibzimmer ersetzt werden, welche d. entsprechenden Wohnungseinrichtungsgegenstände enthalten.

Anlage Nr. 2.
Liste der Einrichtungsgegenstände, welche die vom Deutschen Reich den Mitgliedern der Interalliierten Rheinlandkommission und der belgischen Besatzungsarmee zur Verfügung gestellten Wohnungen enthalten müssen.

Bezeichnung der Gegenstände	Zahl der Gegenstände in den Räumen für: Generäle	Höhere Offiziere	Subaltern-Offiziere	Mannschaften	Bemerkungen
1. Schlafzimmer mit zwei Betten.					
Zwei vollständig ausgestattete einschläfrige Betten. Die beiden Betten können auf Wunsch des Quartiernehmers durch Kinderbetten oder Wiegen, die ebenso ausgestattet sind, ersetzt werden. — Hölzerne Bettstellen	2	2	2	2	
Sprungfedermatratzen	2	2	2	2	
Matratzen	2	2	2	2	
Keilkissen	2	2	2	2	
Kopfkissen	2	2	2	2	
Decken	2	2	2	2	
Paar Bettücher	6	6	6	4	Die zum Wechseln einbegriffen.
Kopfkissenbezüge	6	6	6	4	Die zum Wechseln einbegriffen.
Plumeau oder Deckbetten	2	2	2	2	
Plumeaubezüge	4	4	2	2	
Bettspreite	2	2	2	2	
Bettvorlagen	2	2	2	2	
Nachttische	2	2	2	1	
Nachttöpfe	2	2	2	1	
Möbel, Vorhänge und Teppiche. — Teppich	1	1	1	—	
Fenstervorhänge	2	2	2	—	Für jedes Fenster
Scheibengardinen	2	2	2	2	Für jedes Fenster
Spiegelschrank	1	1	1	—	
Kleiderschrank	1	1	1	1	
Waschkommode m. 3 Schubl.	1	1	1	1	

Bezeichnung der Gegenstände		Zahl der Gegenstände in den Räumen für: Generäle	Höhere Offiziere	Subaltern-Offiziere	Mannschaften	Bemerkungen
Möbel, Vorhänge und Teppiche	Tisch mit Decke	1	1	1	1	
	Großer Spiegel	1	1	1	1	
	Sofa oder Ruhebett	1	1	1	—	
	Stühle	3	3	2	2	
	Kleiderrechen mit 10 Haken	1	1	1	1	
Waschtisch mit Zubehör	Wasserkannen	2	2	2	1	
	Waschschüsseln	2	2	2	1	
	Seifenschale	2	2	2	1	
	Bürstenschale	2	2	2	1	
	Kristallgläser	2	2	2	1	in geschliffenem Glas f. die Militärpersonen der Unterklassen
	Kristallflaschen	2	2	2	1	
	Kanne zum Wasserholen	1	1	1	1	
	Toiletteneimer	1	1	1	1	
	Fußbadewanne aus Zink	1	1	1	1	
	Spiegel	1	1	1	1	
	Handtuchhalter	2	2	2	1	
	Handtücher	12	12	10	8	(Die zum Wechseln einbegriffen)
Beleuchtung	Fester Kronleuchter für Gas oder Elektrizität mit 2 Glühbirnen von 32 Kerzen	1	1	1	1	
	Tragbare elektr. Lampen mit 1 Glühbirne von 25 Kerzen	2	2	1	—	
	Petroleumlampen	2	2	1	1	(In Ermangelung von Gas oder Elektrizität)
	Handleuchter	2	2	1	1	
Zentral- oder Heißwasserheizung oder in Ermangelung dessen eine der nebenstehenden Heizungsarten.	a) Holzheizung:					
	Paar Feuerböcke	1	1	1	1	
	Kleiner Aschenbesen	1	1	1	1	
	Ofenschirm	1	1	1	1	
	Feuerschaufel	1	1	1	1	
	Paar Feuerzangen	1	1	1	1	
	Holzkiste	1	1	1	1	
	b) Kohlen- oder Koksheizung im Kamin:					
	Bewegl. eiserner Rost	1	1	1	1	
	Kohlenkasten	1	1	1	1	
	Kohleneimer	1	1	1	1	
	Handschaufel	1	1	1	1	
	Schürhaken	1	1	1	1	
	Ofenschirm	1	1	1	1	

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 91

Bezeichnung der Gegenstände		Zahl der Gegenstände in den Räumen für: Generäle	Höhere Offiziere	Subaltern-Offiziere	Mannschaften	Bemerkungen
	c) Ofenheizung mit Kohlen oder Koks:					Größe dem Raum entsprechend
	Ofen m. Rohr u. Unterlagsplatte	1	1	1	1	
	Kohlenkasten	1	1	1	1	
	Handschaufel	1	1	1	1	
	Schürhaken	1	1	1	1	
	Kohleneimer	1	1	1	1	
	2. Schlafzimmer mit 1 Bett.					
Ein vollständ. ausgest. 1schläfr. Bett, eventl. eine Wiege oder ein ebenso ausgestattetes Kinderbett.	Hölzerne Bettstelle	1	1	1	1	
	Sprungfedermatratze	1	1	1	1	
	Matratze	1	1	1	1	
	Keilkissen	1	1	1	1	
	Kopfkissen	1	1	1	1	
	Decken	1	1	1	1	
	Paar Bettücher	3	3	2	2	(Die zum Wechseln einbegriffen)
	Kopfkissenbezüge	3	3	2	2	
	Plumeau oder Deckbett	1	1	1	1	
	Plumeaubezug	2	2	1	1	
	Bettspreite	1	1	1	1	
	Nachttisch	1	1	1	1	
	Bettvorlage	1	1	1	1	
	Nachttopf	1	1	1	1	
Möbel, Vorhänge und Teppiche.	Teppich	1	1	1	—	
	Fenstervorhänge	2	2	2	—	Für jedes Fenster
	Scheibengardinen	2	2	2	2	" " "
	Spiegelschrank	1	1	—	—	
	Kleiderschrank	1	1	1	1	
	Tisch mit Decke	1	1	1	1	
	Großer Spiegel	1	1	1	1	
	Sofa oder Ruhebett	1	1	1	—	
	Stühle	2	2	2	2	
	Kleiderrechen mit 5 Haken	1	1	1	1	
Waschtisch mit Zubehör.	Wasserkanne	1	1	1	1	
	Waschschüssel	1	1	1	1	
	Seifenschale	1	1	1	1	
	Bürstenschale	1	1	1	1	
	Kristallglas	1	1	1	1	
	Kristallflasche	1	1	1	1	

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 92

	Bezeichnung der Gegenstände	Generäle	Höhere Offiziere	Subaltern-Offiziere	Mann-schaften	Bemerkungen
Beleuchtung.	Kanne zum Wasserholen	1	1	1	1	
	Toiletteneimer	1	1	1	1	
	Fußbadewanne aus Zink	1	1	1	1	
	Spiegel	1	1	1	1	
	Handtuchhalter	1	1	1	1	
	Handtücher	6	6	6	4	(Die zum Wechseln einbegriffen)
	Fester Kronleuchter für Gas oder Elektrizität (mit einer Glühbirne von 32 Kerzen)	1	1	1	1	
	Tragbare elektrische Lampe mit Glühbirne von 25 Kerzen	1	1	1	—	(In Ermangelung von Gas oder Elektrizität)
	Petroleumlampe	1	1	1	1	
	Handleuchter	1	1	1	1	
Zentralheizung oder Heißwasserheizung oder in Ermangelung dessen eine der nebenerwähnten Heizungsarten.	a) Holzheizung:					
	Paar Feuerböcke	1	1	1	1	
	Kleiner Aschenbesen	1	1	1	1	
	Ofenschirm	1	1	1	1	
	Feuerschaufel	1	1	1	1	
	Paar Feuerzangen	1	1	1	1	
	Holzkiste	1	1	1	1	
	b) Kohlen- oder Koksheizung im offenen Kamin:					
	Beweglicher eiserner Rost	1	1	1	1	
	Kohlenkasten	1	1	1	1	
	Kohleneimer	1	1	1	1	
	Handschaufel	1	1	1	1	
	Schürhaken	1	1	1	1	
	Ofenschirm	1	1	1	1	
	c) Ofenheizung mit Kohlen oder Koks:					
	Ofen	1	1	1	1	
	Kohlenkasten	1	1	1	1	
	Handschaufel	1	1	1	1	
	Schürhaken	1	1	1	1	
	Kohleneimer	1	1	1	1	
	3. Eßzimmer.					
Möbel, Vorhänge u. Teppiche	Kaminausstattung	1	1	1	1	Falls ein Kamin vorhanden ist.
	Teppich	1	1	1	—	
	Fenstervorhänge	2	2	2	—	(Für jedes Fenster)
	Scheibengardinen	2	2	2	2	" " "
	Büffet	1	1	1	1	
	Kredenztisch oder Serviertisch	1	1	1	—	

	Bezeichnung der Gegenstände	Generäle	Höhere Offiziere	Subaltern-Offiziere	Mann-schaften	Bemerkungen
Wäsche.	Ausziehtisch mit Decke	1	1	1	1	
	Kleines rundes Tischchen	1	1	1	—	
	Stühle	12	8	6	6	
	Wachstuch	—	—	—	—	
	Tischtücher	6	6	4	2	(Die zum Wechseln einbegriffen)
	Mundtücher, für jede an der Mahlzeit teilnehmende Person	6	6	6	6	(Die zum Wechseln einbegriffen)
Tischgerät.	Löffel	18	18	12	6	
	Gabeln	24	24	12	6	
	Kaffeelöffel	24	18	12	6	
	Tischmesser	18	12	12	6	
	Dessertmesser	18	12	12	6	
	Suppenvorlegelöffel	1	1	1	1	
	Fischbesteck	1	—	—	—	
	Tranchierbesteck	1	1	1	1	
	Vorlegebesteck	3	2	1	—	
	Salatbesteck	1	1	1	1	
	Brotkorb	1	1	1	—	
Glas und Porzellan.	Frühstückstassen o. Kumpen	12	6	6	4	
	Suppenteller	18	12	12	6	
	Flache Teller	36	24	18	12	
	Dessertteller	18	12	12	6	
	Lange Schüsseln	2	2	1	1	
	Tiefe Schüsseln	2	2	2	1	
	Fruchtschalen	4	2	1	—	
	Eierbecher	12	12	6	6	
	Radieschenschüsseln	4	4	2	2	
	Suppenschüsseln	1	1	1	1	
	Gemüseschüsseln	2	2	2	1	
	Salatschüsseln	1	1	1	1	
	Tunkeschüsseln	2	2	2	1	
	Kompottschüsseln	4	2	1	—	
	Schüsselunterssätze	1	1	1	1	
	Tabletten	2	2	1	—	
	Oel- und Essigbehälter	1	1	1	1	
	Teekanne	1	1	1	—	
	Kaffeekanne	1	1	1	1	
	Zuckerdosen	2	1	1	1	
	Milchkännchen	1	1	1	1	
	Teetassen mit Untertassen	12	12	12	—	Ein Service bildend.
	Kaffeetassen mit Untertassen	12	12	12	6	desgl.
	Wassergläser	18	12	12	6	Müssen ein Service ausmachen, d. h. derselben Art sein.
	Weingläser	18	12	12	6	Müssen ein Service ausmachen, d. h. derselben Art sein.

	Bezeichnung der Gegenstände	Generäle	Höhere Offiziere	Subaltern-Offiziere	Mann-schaften	Bemerkungen
	Sektgläser	18	12	12	—	Müssen ein Service ausmachen, d. h. derselben Art sein.
	Likörgläser	18	12	12	6	
	Karaffen	4	4	3	2	
	Karaffenuntersätze in Kristall	4	4	3	2	
	Runde Schüsseln	2	2	2	1	
Beleuchtung.	Fester Kronleuchter (für Gas oder Elektrizität, mit 3 Glühbirnen von 32 Kerzen)	1	1	1	1	
Beleuchtung.	Tragbare elektrische Lampen, jede mit einer Glühbirne von 32 Kerzen	2	2	1	—	
Beleuchtung.	Petroleumlampen	4	2	2	1	(In Ermangelung von Gas oder Elektrizität)
Zentralheizung, o. Heißwasserheizung oder in Ermangelung dessen eine der nebenerwähnten Heizungsarten.	a) Holzheizung:					
	Paar Feuerböcke	1	1	1	1	
	Kleiner Aschenbesen	1	1	1	1	
	Ofenschirm	1	1	1	1	
	Paar Feuerzangen	1	1	1	1	
	Holzkiste	1	1	1	1	
	b) Kohlen- oder Koksheizung im offenen Kamin:					
	Beweglicher eiserner Rost	1	1	1	1	
	Kohlenkasten	1	1	1	1	
	Handschaufel	1	1	1	1	
	Schürhaken	1	1	1	1	
	Ofenschirm	1	1	1	1	
	Kohleneimer	1	1	1	1	
	c) Ofenheizung mit Kohlen oder Koks:					
	Ofen m. Rohr u. Unterlagsplatte	1	1	1	1	
	Kohlenkasten	1	1	1	1	
	Handschaufel	1	1	1	1	
	Schürhaken	1	1	1	1	
	Kohleneimer	1	1	1	1	
	4. Salon.					
Möbel, Vorhänge und Teppiche.	Kaminausstattung	1	1	1	—	
Möbel, Vorhänge und Teppiche.	Teppich	1	1	1	—	
Möbel, Vorhänge und Teppiche.	Sessel	4	2	2	—	
Möbel, Vorhänge und Teppiche.	Sofa	1	1	1	—	
Möbel, Vorhänge und Teppiche.	Stühle	4	4	4	—	
Möbel, Vorhänge und Teppiche.	Tische mit Decken	2	2	1	—	
Möbel, Vorhänge und Teppiche.	Glasschränke	2	1	1	—	

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 93

	Bezeichnung der Gegenstände	Generäle	Höhere Offiziere	Subaltern-Offiziere	Mann-schaften	Bemerkungen
	Großer Spiegel	2	1	1	—	
	Bilder (Gemälde)	4	4	2	—	
	Fenstervorhänge	2	2	2	—	(Für jedes Fenster)
	Scheibengardinen	2	2	2	—	
Beleuchtung.	Fester Kronleuchter (für Gas oder Elektrizität mit 3 Glühbirnen zu 50 Kerzen)	1	1	1	—	
Beleuchtung.	Bewegliche elektrische Lampen, (jede mit einer Glühbirne zu 32 Kerzen)	3	2	2	—	
Beleuchtung.	Petroleumlampen	4	3	2	—	(In Ermangelung von Gas oder Elektrizität)
Zentralheizung o. Heißwasserheizung oder in Ermangelung dessen eine der nebenerwähnten Heizungsarten.	a) Holzheizung:					
	Paar Feuerböcke	1	1	1	—	
	Kleiner Aschenbesen	1	1	1	—	
	Ofenschirm	1	1	1	—	
	Paar Feuerzangen	1	1	1	—	
	Holzkiste	1	1	1	—	
	b) Kohlen- oder Koksheizung im Kamin:					
	Beweglicher eiserner Rost	1	1	1	—	
	Kohlenkasten	1	1	1	—	
	Kohleneimer	1	1	1	—	
	Handschaufel	1	1	1	—	
	Schürhaken	1	1	1	—	
	Ofenschirm	1	1	1	—	
	c) Kohlen- oder Koksheizung im Ofen:					
	Ofen m. Rohr u. Unterlagsplatte	1	1	1	—	
	Kohlenkasten	1	1	1	—	
	Handschaufel	1	1	1	—	
	Schürhaken	1	1	1	—	
	Kohleneimer	1	1	1	—	
	5. Arbeitszimmer.					
Möbel, Vorhänge und Teppiche.	Schreibtisch	1	1	1	—	
Möbel, Vorhänge und Teppiche.	Tisch mit Decke	1	1	—	—	
Möbel, Vorhänge und Teppiche.	Bücherschrank	1	1	1	—	
Möbel, Vorhänge und Teppiche.	Arbeitssessel	1	1	1	—	
Möbel, Vorhänge und Teppiche.	Sofa oder Ruhebett	1	1	—	—	
Möbel, Vorhänge und Teppiche.	Stühle	2	2	2	—	
Möbel, Vorhänge und Teppiche.	Teppich	1	1	1	—	
Möbel, Vorhänge und Teppiche.	Fenstervorhänge	2	2	2	—	(Für jedes Fenster)

	Bezeichnung der Gegenstände	Generäle	Höhere Offiziere	Subaltern-Offiziere	Mannschaften	Bemerkungen
		Zahl der Gegenstände in den Räumen für				
Beleuchtung.	Scheibengardinen	2	2	2	—	(Für jedes Fenster)
	Papierkörbe	1	1	1	—	
	Fester Kronleuchter für Gas oder Elektrizität mit 2 Glühbirnen zu 32 Kerzen	1	1	1	—	
	Bewegliche elektrische Lampen mit je einer Glühbirne zu 25 Kerzen	2	2	1	—	
	Petroleumlampen	2	2	1	—	(In Ermangelung von Gas oder Elektrizität)
Zentral- o. Heißwasserheizung oder in Ermangelung dessen eine der nebenerwähnten Heizungsarten.	a) Holzheizung:					
	Paar Feuerböcke	1	1	1	—	
	Kleiner Aschenbesen	1	1	1	—	
	Ofenschirm	1	1	1	—	
	Paar Feuerzangen	1	1	1	—	
	Feuerschaufel	1	1	1	—	
	Holzkiste	1	1	1	—	
	b) Kohlen- oder Koksheizung im Kamin:					
	Beweglicher eiserner Rost	1	1	1	—	
	Kohlenkasten	1	1	1	—	
	Handschaufel	1	1	1	—	
	Schürhaken	1	1	1	—	
	Ofenschirm	1	1	1	—	
	c) Kohlen- oder Koksheizung im Ofen:					
	Ofen m. Rohr u. Unterlagsplatte	1	1	1	—	
	Kohlenkasten	1	1	1	—	
	Handschaufel	1	1	1	—	
	Schürhaken	1	1	1	—	
	6. Dienstbotenzimmer.					
Ein vollständig ausgestattetes einschläfriges Bett.	Holzbettstelle	1	1	1	—	
	Sprungfedermatratze	1	1	1	—	
	Matratze	1	1	1	—	
	Keilkissen	1	1	1	—	
	Kopfkissen	1	1	1	—	
	Decken	2	2	2	—	
	Paar Bettücher	2	2	2	—	(Die zum Wechseln einbegriffen)
	Kopfkissenbezüge	2	2	2	—	
	Plumeau	1	1	1	—	
	Plumeaubezug	1	1	1	—	
	Bettvorlage	1	1	1	—	
	Nachttisch	1	1	1	—	
	Nachttopf	1	1	1	—	

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 94

	Bezeichnung der Gegenstände	Generäle	Höhere Offiziere	Subaltern-Offiziere	Mannschaften	Bemerkungen
		Zahl der Gegenstände in den Räumen für				
Möbel und Vorhänge.	Scheibengardinen	2	2	2	—	(Für jedes Fenster)
	Kleiderschrank	1	1	1	—	
	Tisch	1	1	1	—	
	Stühle	2	2	2	—	
Waschtisch mit Zubehör.	Wasserkanne	1	1	1	—	
	Waschschüssel	1	1	1	—	
	Seifenschale	1	1	1	—	
	Glasbecher	1	1	1	—	
	Große Wasserkanne	1	1	1	—	
	Toiletteneimer	1	1	1	—	
	Spiegel	1	1	1	—	
	Handtuchhalter	1	1	1	—	
	Handtücher	4	4	4	—	(Die zum Wechseln einbegriffen)
Beleuchtung.	Feste Lampe für Gas oder Elektrizität mit Glühbirne von 25 Kerzen	1	1	1	—	
	Petroleumlampe	1	1	1	—	(In Ermangelung von Gas oder Elektrizität)
	Handleuchter	1	1	1	—	
Zentralheizung oder in Ermangelung	Ofen mit Zubehör, wenn die Einrichtung des Zimmers es zuläßt	1	1	1	—	
	7. Küche u. Speisekammer.					
Möbel und Vorhänge. Heizung.	Kohlenherd	1	1	1	1	
	Gaskocher	1	1	1	1	
	Tische	2	2	1	1	
	Speiseschrank	1	1	1	1	
	Stühle	3	3	3	2	
	Küchenschränke	2	2	1	1	
	Wandbretter	2	2	1	1	
	Scheibengardinen	2	2	2	2	(Für jedes Fenster)
	Küchentücher	24	12	6	6	(Die zum Wechseln einbegriffen)
	Handtücher	12	12	6	6	
Küchengeräte.	Verschiedene Küchenteller	12	12	6	6	
	Küchenmesser	6	6	3	3	
	Verzinnte Löffel	6	6	3	3	
	Verzinnte Gabeln	6	6	3	3	
	Holzgarnitur zur Bereitung der Tunken	2	2	1	1	
	Siebe	2	2	2	2	
	Salatkorb	1	1	1	1	

	Bezeichnung der Gegenstände	Zahl der Gegenstände in den Räumen für: Generäle	Höhere Offiziere	Subaltern-Offiziere	Mannschaften	Bemerkungen
	Eiserne Töpfe	2	2	1	1	
	Aluminiumtöpfe verschiedener Größe	6	6	4	4	
	Bratenschüsseln	2	2	1	1	
	Hackmesser	1	1	1	1	
	Hackbrett	1	1	1	1	
	Fleischmaschine	1	1	1	1	
	Wasserkessel	2	2	1	1	
	Schaumlöffel	2	2	1	1	
	Fischkessel	1	1	1	—	
	Kuchenbrett	1	1	1	—	
	Küchenschöpflöffel	2	2	1	1	
	Spülwanne für Geschirr	2	2	1	1	
	Abtropfbrett	1	1	1	1	
	Gewürzgarnitur	1	1	1	1	
	Kartoffelreibmaschine	1	1	1	1	
	Kaffeemühle	1	1	1	1	
	Kaffeekanne	1	1	1	1	
	Gewöhnliche Gläser	6	6	6	4	
	Näpfe	6	6	4	2	
	Waschkessel	1	1	1	1	(Zum Wäschekochen)
	Waschfaß	1	1	1	1	(Zum Waschen der Wäsche)
Verschiedenes.	Uhr	1	1	1	1	
	Wage	1	1	1	1	
	Flaschenkorb	1	1	1	—	
	Bügeleisen	2	2	2	2	
	Bügelbrett	1	1	1	1	
	Kücheneimer	1	1	1	1	
	Abfalleimer	1	1	1	1	
	Küchenbesen	2	2	1	1	
	Schrubber	2	2	1	1	
	Brotkasten	1	1	1	1	
	Petroleumkanne	1	1	1	1	
	Schürhaken	1	1	1	1	
	Kohlenschaufel	1	1	1	1	
	Kohleneimer	1	1	1	1	
Beleuchtung.	Hängelampen für Gas oder Elektrizität, von denen 2 eine Glühbirne von 25 Kerzen und 1 eine Birne von 16 Kerzen haben	3	3	3	3	(In Ermangelung von Gas oder Elektrizität)
	Petroleumlampe	1	1	1	1	

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 95

Bezeichnung der Gegenstände	Zahl der Gegenstände in den Räumen für: Generäle	Höhere Offiziere	Subaltern-Offiziere	Mannschaften	Bemerkungen
Leuchter	1	1	1	1	(In Ermangelung von Gas oder Elektrizität)
Gasmesser	1	1	1	1	
Elektrizitätszähler	1	1	1	1	
8. W. C.					
1 feste Lampe mit 16 kerziger Glühbirne	1	1	1	1	
9. Badezimmer.					
Feste Lampen mit Glühbirnen von je 25 Kerzen	2	2	2	2	
10. Flure und Treppen.					
Kleiderrechen mit Schirmständer	1	1	1	1	
Strohmatte	1	1	1	1	
Flurläufer	1	1	1	1	
2 Stühle oder eine Flurbank	1	1	1	1	

Anlage 3.

Besatzungsarmee
Korps oder Behörde.

Verzeichnis der Räume

der Wohnung ..... (Wohnungsadresse)

bewohnt von .....
(Name, Vorname, Grad, Dienststellung)

Inventaraufnahme

Bezeichnung der Räume	Das zuständige Mobiliar und sonstige Gegenstände	Verzeichnis der Räume
Schlafzimmer, Küche usw.		Verschiedene Bemerkungen, welche den allgemeinen Zustand der Wohnung, des Mobiliars und der Gebrauchsgegenstände kennzeichnen.

Bemerkungen über die gemeinschaftliche Feststellung.

Gelesen: Der Quartiergeber.

Gelesen:
Der Vertreter der Wohnungskommission.
(Unterschrift und Stempel.)

Gelesen: Der Gemeindevertreter.
(Unterschrift und Stempel.)

Beim Auszug: Der Vertreter der Wohnungskommission oder der Ausziehende.

Beim Einzug: Der Einziehende oder der Vertreter der Wohnungskommission.

Anlage Nr. 4.

Formation oder
Behörde.

Leistungsbefehl Muster E.

Auf Grund des Artikels 2 der Verordnung 69 der Interalliierten Rheinland-Kommission werden dem Herrn (Name, Vorname, Stand) für den ..... um .. Uhr .... die folgenden einzeln aufgeführten Leistungen aufgegeben.

Genehmigt. Datum.

Der Kommandant des Unterabschnitts. Der Ortskommandant.

Anlage Nr. 5.

I. Monatliche Zuweisungen an Brennmaterial während der Zeit vom 1. Oktober bis 30. April.

Unverheiratete Offiziere, die 2 Zimmer innehaben	300 kg
verheiratete Offiziere, die 2 Zimmer innehaben	500 „
für jedes weitere Zimmer	150 „
unverheiratete Unteroffiziere und Soldaten	150 „
verheiratete Unteroffiziere und Soldaten (2 Räume)	400 „
für jedes weitere Zimmer	150 „
für eigene Küche (wenn gleichzeitig nicht auf Gas gekocht wird)	360 kg
für eigene Küche (wenn gleichzeitig auf Gas gekocht wird)	180 „

Das besondere Haus des Oberbefehlshabers der Besatzungsarmee und die von Offiziersfamilien allein bewohnten Gebäude, sowie alle anderen Räumlichkeiten, die in der Anweisung über die Anwendung der Verordnung Nr. 49 der Rheinland-Kommission in der 4. Zone (Messen, Kantinen usw.) genannt sind, erhalten die ihren Bedürfnissen entsprechenden Zuweisungen, die von den Ortskommandanten im Einvernehmen mit den Gemeindebehörden festgesetzt werden.

II. Monatliche Zuweisungen an Brennmaterial während der Zeit vom 1. Mai bis 30. September.

Für eigene Küche (wenn nicht gleichzeitig auf Gas gekocht wird)	360 kg
für eigene Küche (wenn gleichzeitig auf Gas gekocht wird)	180 „

Bestimmte Brennstoffmengen können gegebenenfalls an die Wohnungen der Quartiernehmer verteilt werden, namentlich wenn

1. der Quartiernehmer oder ein Familienmitglied (Frau, Kinder oder Eltern, die gewöhnlich bei ihm wohnen) erkrankt ist,
2. die Wohnung infolge von Feuchtigkeit ungesund ist.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 96

Der behandelnde Militärarzt muß dem Familienoberhaupt ein Attest ausstellen, welches die Notwendigkeit der Heizung bescheinigt.

Das Familienoberhaupt hat dieses Attest seinem Truppenkommandanten oder Dienstvorgesetzten zwecks Uebermittlung an den Ortskommandanten zu übergeben. Dieser läßt dem Quartiernehmer die den Wohnungsverhältnissen entsprechende Brennstoffmenge alsbald zustellen.

Die zu liefernden Brennstoffmengen werden den Vorräten entnommen, welche für die Besatzungsarmee reserviert sind.

III. Monatliche Zuweisungen von Holz.

Während des ganzen Jahres werden monatlich 7,500 kg Holz für jede Art Ofen zugewiesen. Das Brennholz kann im Einvernehmen mit der Gemeindebehörde durch Zuweisung anderen zum Anfeuern jedes Ofens für einen Monat erforderlichen Materials oder von Holzkohlen ersetzt werden.

Anmerkung. Die Gemeindeverwaltungen sind verpflichtet, an das zur Interalliierten Rheinland-Kommission gehörende Personal und die Mitglieder der Besatzungsarmee, die bei der Bevölkerung oder in den Kasernen und den verschiedenen militärischen, der Besatzungsarmee zur Verfügung gestellten Gebäuden untergebracht sind, in den ersten 8 Tagen des Monats die ihnen für den laufenden Monat zukommenden Brennstoffmengen zu verteilen.

Die Ortskommandanten haben Sorge zu tragen, daß die Verteilung genau und zur festgesetzten Zeit erfolgt.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 97

Anlage

Nr. 6.

Bezeichnung der Räume	Januar		Februar		März		April		Mai		Juni		Juli		August		September		Oktober		November		Dezember	
	E.	G.	E.	G.	E.	G.	E.	G.	E.	G.	E.	G.	E.	G.	E.	G.	E.	G.	E.	G.	E.	G.	E.	G.
1. Generäle.																								
Zimmer mit 2 Betten	8	26	7	23	6	26	5	17	4	17	3	8	3	8	3	8	4	16	6	26	8	25	8	26
Zimmer mit 1 Bett	4	13	4	11	4	13	3	8	3	8	2	4	2	4	2	4	3	8	4	13	4	13	4	13
Eßzimmer	30	130	30	117	30	130	24	85	24	85	12	42	12	43	12	43	24	85	30	130	30	126	30	130
Salon	11	28	10	25	11	28	8	22	6	18	4	15	4	15	6	18	8	22	11	28	11	27	11	28
Arbeitszimmer	5	17	4	16	5	17	3	10	2	8	2	6	2	6	2	8	3	10	5	17	5	17	5	17
Dienstbotenzimmer	2	8	2	8	2	8	1	3	1	2	1	2	1	2	1	2	1	3	2	8	2	8	2	8
Küche	11	52	10	47	11	52	8	34	8	34	4	16	4	17	4	17	8	34	11	52	11	50	11	52
2. Höhere Offiziere.																								
Zimmer mit 2 Betten	8	26	7	23	6	26	5	17	4	17	3	8	3	8	3	8	4	17	6	26	8	25	8	26
Zimmer mit 1 Bett	4	13	4	11	4	13	3	8	3	8	2	4	2	4	2	4	3	8	4	13	4	13	4	13
Eßzimmer	23	78	20	70	20	78	15	50	15	52	8	25	8	26	8	26	15	50	23	78	22	76	23	78
Salon	11	28	10	25	10	28	8	20	6	15	4	12	4	12	6	15	8	20	11	28	11	27	11	28
Arbeitszimmer	5	17	4	16	5	17	3	8	2	6	2	4	2	4	2	6	3	8	5	17	5	17	5	17
Dienstbotenzimmer	2	8	2	8	2	8	1	3	1	2	1	2	1	2	1	2	1	3	2	8	2	8	2	8
Küche	11	52	10	47	11	52	8	34	8	34	4	17	4	18	4	18	8	34	11	52	11	50	11	52
3. Subalternoffiziere.																								
Zimmer mit 2 Betten	8	26	7	23	6	26	5	17	4	17	3	8	3	8	3	8	4	17	6	26	8	25	8	26
Zimmer mit 1 Bett	4	13	4	11	4	13	3	8	3	8	2	4	2	4	2	4	3	8	4	13	4	13	4	13
Eßzimmer	15	52	15	47	15	52	10	34	10	34	3	17	5	17	5	17	10	34	15	52	15	50	15	52
Salon	8	18	8	16	8	18	6	5	5	12	4	10	3	10	4	12	5	15	8	18	8	18	8	18
Arbeitszimmer	3	8	3	8	3	8	2	3	1	2	1	2	1	2	1	3	2	3	3	8	3	8	3	8
Dienstbotenzimmer	2	8	2	8	2	8	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2	8	2	8	2	8
Küche	6	26	5	24	6	26	4	17	4	17	2	8	2	8	2	8	4	17	6	26	6	25	6	26
4. Unteroffiziere und Mannschaften, die bei der Bevölkerung einquartiert sind.																								
Zimmer mit 2 Betten	4	13	4	12	4	13	3	9	3	9	2	4	2	4	2	4	3	9	4	13	4	12	4	13
Zimmer mit einem Bett	4	13	4	12	4	13	3	9	3	9	2	4	2	4	2	4	3	9	4	13	4	12	4	13
Eßzimmer	8	26	7	24	7	26	5	17	5	17	3	8	3	8	3	8	5	17	8	26	8	25	8	26
Dienstbotenzimmer	2	8	2	8	2	8	1	3	1	3	1	2	1	2	1	2	1	3	2	8	2	8	2	8
Küche	6	26	6	24	6	26	4	17	4	17	2	8	2	8	2	8	4	17	6	26	6	25	6	26

E. = Zahl der Kilowatt elektrischen Lichtes für den Monat.
G. = Zahl der Kubikmeter Gas für den Monat.

Anlage 7.

Tabelle über Gleichstellung der Beamten und des Zivilpersonals in Bezug auf Raumansprüche.

Stellung	Gleichgestellt in bezug auf die Wohnung
Militärrichter	einem höheren Offizier
Substitut des Staatsanwalts	desgl.
Gerichtsschreiber	einem Hauptmann
Hilfsschreiber	„ Leutnant
Gerichtsbote	„ Unteroffizier
Direktor d. S. M. A. O.	„ höheren Offizier
Beamter 2. und 3. Klasse	„ Hauptmann
„ 4. „ 5. „	„ Leutnant
„ 6. Klasse	„ Unteroffizier
Postdirektor	„ höheren Offizier
Commis 1. Klasse	„ Leutnant
„ 2. „	„ Unteroffizier
Briefträger	„ Unteroffizier
Vorsteher der Telegraphenbehörde	„ Hauptmann
Beigeordneter Vertreter des Telegraphenvorstehers	„ Hauptmann
Direktor des Kasernenkontrolldienstes	„ Hauptmann
Unterdirektor des Kasernenkontrolldienstes	„ Leutnant
Subaltern-Personal des Kasernenkontrolldienstes	„ Unteroffizier
Direktor der höheren Schule	„ höheren Offizier
Professor, Klassenlehrer	„ Hauptmann
Lehrer, Lehrerinnen, Schulaufseher	„ Leutnant
Bezirksdirektor der C. R. F. B.	„ Leutnant
Subaltern-Personal der O. S., Krankenpflegerinnen, Maschinenschreiberinnen, Dolmetscher, Archivgehilfinnen	„ Unteroffizier
Einnehmer der Strafgelder	„ Leutnant

StAMZ, NL Oppenheim / 43;2 - 98

III. Einquartierungs-Bestimmungen der britischen Armee.

1. Allgemeine Bestimmungen.

Nachdem die Bereitstellung seitens der deutschen Regierung von Quartieren für Offiziere, Unteroffiziere und britische Zivilbeamte im Dienste der Besatzungsarmee und deren Familien im Rheinlandabkommen bestimmt worden ist, werden diese Quartiere vom Tage der Veröffentlichung der amtlichen Skala, die jeweils in Kraft ist, beschlagnahmt (vergl. Anlage A und B).

Anmerkung: Britische Zivilbeamte sind für Einquartierungszwecke im Rang dem Militärpersonal gleichzustellen.

2. Bereitstellung von Quartieren.

Die Britische Ortsbehörde wird ihren Bedarf der deutschen Behörde mitteilen, die ihr die nötigen Räume zur Verfügung stellt. Zahl und Art der benötigten Zimmer ist auf dem Quartierschein angegeben.

Sollte die von den deutschen Behörden angebotene Wohnung nach Ansicht der britischen Ortsbehörde ungeeignet sein, so ist sie berechtigt, sie zurückzuweisen und eine bessere zu verlangen. Leerstehende Häuser oder solche, deren Räumung bevorsteht, werden nach Möglichkeit vor den anderen in Benutzung genommen.

Britische Offiziere, Unteroffiziere und Beamte brauchen ein ihnen oder ihrem Truppenteil zugewiesenes Quartier nicht zu räumen ohne die Entscheidung des Hauptquartiers.

3. Zuweisung von Wohnungen und Räumlichkeiten.

Die Britische Ortsbehörde führt eine Liste über öffentliche und private Wohnungen und Räumlichkeiten und verteilt sie in der Weise, daß eine möglichst gründliche Ausnutzung gewährleistet wird.

4.

Kein Haus im besetzten Gebiet ist von Einquartierung befreit.

5.

Ein Wechsel der Quartiere ist nur mit Genehmigung der britischen Ortsbehörde gestattet und diese wird nur erteilt, wenn es ohne Beeinträchtigung der Unterkunftsmöglichkeiten des Bezirks geschehen kann.

6.

Stirbt ein Offizier, Unteroffizier oder Zivilbeamter, so kann die britische Ortsbehörde der Witwe oder den Hinterbliebenen erlauben, die Wohnung für einen durch die Umstände gerechtfertigten Zeitraum beizubehalten.

7.

Bevorstehende Räumung eines Quartiers ist mit Angabe des Datums 5 Tage vor der Räumung der britischen Ortsbehörde von dem Quartiernehmer oder dem Truppenteil anzuzeigen.

8. Obliegenheiten des Quartiernehmers und des Quartiergebers.

Der Quartiergeber ist verpflichtet, die Räumlichkeiten in Stand zu setzen und während der Belegung entsprechend zu unterhalten. Er darf die Einrichtung der Räumlichkeiten weder verändern noch vermindern ohne die schriftliche Genehmigung der britischen Ortsbehörde.

9.

Es ist jedem Quartiernehmer verboten, irgendwelche Reparaturen oder Veränderungen in der Wohnung, die er inne hat, vornehmen zu lassen ohne die vorherige Genehmigung der britischen Ortsbehörde, auch darf er in keiner Weise Aenderungen vornehmen, die die Lage oder Anordnung der Zimmer berühren.

10.

Schäden, die infolge normaler Abnutzung entstehen, hat der Quartiergeber zu tragen. Alle darüber hinausgehenden Schäden sind auf privatem Wege zwischen dem Quartiergeber und dem Quartiernehmer zu regeln. Im Falle von Meinungsverschiedenheiten soll sich der Quartiergeber an die Besatzungsabteilung wenden, die ihrerseits sich mit der britischen Ortsbehörde verständigt.

11.

Falls der Quartiergeber oder seine Dienstboten im Hause wohnen, sind alle Kosten für Mobiliar, Müllabfuhr, Grubenentleerung ꝛc., gründliche, wöchentliche Reinigung der Räumlichkeiten, Fegen der Kamine, Heizung, Beleuchtung, Anschaffung von Brennmaterial zum Kochen und zur Versorgung mit heißem Wasser, Versicherungsbeträge und alle anderen Lasten, die aus der Benutzung des Gebäudes entstehen, von diesem zu tragen. Die endgültige Regelung ist Sache des Quartiergebers und der deutschen Behörden. Wenn das Haus leer steht, haben die deutschen Behörden für diese Dienstleistungen selbst Sorge zu tragen und entweder

die Ausgaben selbst zu bestreiten oder den Quartiergeber dazu zu veranlassen.

12.

Der Ausdruck „möbliert" bedeutet, daß dem Quartiernehmer, seinem Rang entsprechend, folgendes zur Verfügung gestellt wird: Glaswaren, Porzellan, Bestecke, Küchen- und Hausgeräte, Tisch-, Bett- und Hauswäsche, mindestens einmal in der Woche rein zu liefern, die alleinige Benutzung eines Badezimmers mit Warm- und Kaltwasserleitung, wenn mehr als eins vorhanden ist; der tägliche Gebrauch desselben, wenn nur eins vorhanden ist; die alleinige Benutzung von Küche, Keller, Spülküche, Speisekammer, Anrichtezimmer (pantry), wenn mehr als eins, die gemeinsame Benutzung, wenn nur eins im Hause ist.

13.

Beschädigung und Verlust von Gegenständen, die in § 12 aufgeführt sind, ist durch die Bestimmung in § 10 geregelt.

14.

Alle Rangstufen sind berechtigt, den in ihren Privatwohnungen vorhandenen Telephonanschluß zu benutzen. Nur denjenigen bestimmten Offizieren, welche einen schriftlichen Ausweis von dem ersten Offizier des Signalwesens (C. S. O.) erhalten, ist es erlaubt, den in ihren Quartieren vorhandenen Telephonanschluß zu benutzen, um Verbindung mit dem Telephon der Militärbehörde zu erlangen.

Die Militärtelephonzentrale ist angewiesen, andere Gespräche, die von der Ziviltelephonzentrale ausgehen, zurückzuweisen.

Telephongespräche in der britischen Zone (Cologne Area) sind frei.

Da alle Ferngespräche außerhalb dieser Zone in Zukunft dem Quartiergeber zur Last fallen, wird der Quartiernehmer dem Quartiergeber eine Bescheinigung über jedes Ferngespräch ausstellen. Diese Bescheinigung wird vom Quartiergeber dem Quartiernehmer zurückgegeben, wenn der Quartiergeber nach Vorlegung der bezahlten Rechnung des Telephonamtes die Bezahlung für das Gespräch von dem Quartiernehmer erhält.

15.

Der Quartiergeber, seine Familie und seine Dienstboten sind verpflichtet, den Quartiernehmer, seine Familie und seine Dienstboten jederzeit mit Höflichkeit zu behandeln und ihnen die notwendigen Erleichterungen, die zur bequemen Benutzung der ihnen zugeteilten Quartiere erforderlich sind, zu gewähren.

16.

Alle Beschwerden der Quartiergeber müssen schriftlich an die Besatzungsabteilung gerichtet werden.

17.

Alle Beschwerden der Quartiernehmer sind durch ihren vorgesetzten Offizier schriftlich der britischen Ortsbehörde einzureichen.

18. Britische Lokal-Behörden.

Unter der oben genannten Britischen Ortsbehörde ist zu verstehen:

a) für Köln und die nächste Umgebung: Der Town Mayor in Köln;

b) außerhalb von Köln: Der Truppenbefehlshaber oder ein von ihm mit den Funktionen des Town Mayor betrauter Offizier.

Anlage A.

Folgende Richtlinien für Quartierbeschaffung sind im besetzten Deutschland für Offiziere und ihre Familien genehmigt.

Verheiratete Offiziere.

	Eigene Zimmer	Dienstboten-zimmer	Küche oder Mitbenutzung
Zweiter Leutnant oder Leutnant	2	1	1
Hauptmann	3	1	1
Major	4	1	1
Oberstleutnant	5	1	1
Oberst oder Brigadegeneral	6	2	1
Generalmajor, Generalleutnant oder General	Besonders, wie von dem Oberbefehlshaber bestimmt.		

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 99

Außerdem:

Für 1 oder 2 Kinder 1 extra Schlafzimmer,
für 3 oder 4 Kinder 2 extra Schlafzimmer,
für andere dauernde Familienmitglieder je 1 extra Schlafzimmer.

Unverheiratete Offiziere.

	Eigene Zimmer
Hauptleute und Subalterne . .	1
Stabsoffiziere	2
Generale	entsprechend den Anordnungen in § 2.

Die vorstehenden Räume sind angemessen zu möblieren, wofür keine Zahlung geleistet wird.

Ein Offizier, der mehr Räume wünscht, als ihm nach den Einquartierungs-Richtlinien zustehen, muß sich diese durch den Stadtkommandanten auf dem Wege des Privatabkommens beschaffen.

Anlage B.

Die folgenden Richtlinien für Quartierbeschaffung für Offizierdienstthuer, Unteroffiziere und Mannschaften, die auf der Heiratsliste ihres Truppenteils stehen (siehe § 97 der Besoldungsvorschriften), und für ihre Familien im besetzten Deutschland werden genehmigt:

	Eigene Zimmer	Dienstboten-zimmer	Küche oder Mitbenutzung
Offizierdienstthuer I. Klasse und andere, angeführt in Klasse 15 der Besoldungsvorschriften .	2	1	1
Offizierdienstthuer II. Klasse und alle Unteroffiziere vom Korporal aufwärts	2	—	1
Mannschaften	2	—	1

Außerdem:

Für 1 oder 2 Kinder 1 Schlafzimmer,
für 3 bis 5 Kinder 2 Schlafzimmer,
für 6 und mehr Kinder 3 Schlafzimmer,
für andere dauernde Familienmitglieder je 1 extra Schlafzimmer.

Die vorstehenden Räume sind entsprechend § 12 zu möblieren, wofür keine Zahlung geleistet wird.

Jeder Offizierdienstthuer, Unteroffizier oder Mann, der mehr Platz wünscht, als ihm nach den Einquartierungs-Grundsätzen zusteht, muß sich ihn durch den Stadtkommandanten auf dem Wege des Privatabkommens beschaffen.

IV. Einquartierungs-Bestimmungen der amerikanischen Armee.

Hauptquartier
der amerikanischen Streitkräfte
in Deutschland.
Armeebefehl Nr. 89.

Coblenz (Deutschland),
den 28. Oktober 1920.

Bestimmungen über Einquartierung und Beschlagnahme von Liegenschaften im amerikanisch besetzten Gebiet.

Die folgenden Bestimmungen befassen sich mit den Maßnahmen der amerikanischen Streitkräfte in Deutschland, welche die Unterbringung ihres Personals betreffen, sowie desjenigen der Missionen und Kommissionen, die in der amerikanischen Zone Dienst tun.

I. Allgemeines.

Allgemein werden Wohnungen, Quartiere und andere Liegenschaften nebst Ausstattung nur auf Nachsuchen beim zuständigen Ortskommandanten beschafft. Keinesfalls darf jemand unmittelbar mit den deutschen Behörden verhandeln.

Die Befehlshaber der Truppen sind verantwortlich für die Anlage und den Betrieb von entsprechenden Latrinen, Bade- und Wassereinrichtungen, sowie von Wasch- und Verbrennungsgelegenheiten. Sie haben die nötigen Anordnungen zur Beseitigung von Abfällen und zum Schutz gegen Feuer zu treffen. Bei Maßnahmen wegen dieser und ähnlicher Dinge haben sie den zuständigen Ortskommandanten zu Rate zu ziehen.

Die Zuweisung aller Liegenschaften erfolgt durch den Stadtkommandanten und darf ohne seine Erlaubnis nicht geändert werden. Personalveränderungen innerhalb eines Verbandes, welche die Einquartierung beeinflussen, müssen dem Stadtkommandanten sofort mitgeteilt werden. Diese Bestimmung ist unerläßlich, um die Führung von richtigen Listen zu ermöglichen über die Zahlungen, welche an die einzelnen Personen für Einquartierungsdienste zu erfolgen haben.

Da Beschädigung oder Zerstörung von Privateigentum durch die Truppen gewöhnlich die Grundlage für spätere Ersatzansprüche bildet, so wird den Truppen vorsichtiges Verhalten in dieser Hinsicht empfohlen. Belästigungen der Einwohner dürfen nicht vorkommen. Eintritt in Privathäuser, mit Ausnahme der als Quartiere bestimmten, ist verboten.

Bei der Bevölkerung einquartierte oder wohnende Truppen haben Anspruch auf Beleuchtung, Heizung und Wasser gemeinschaftlich mit den Quartiergebern.

Offiziere und Beamte. Offiziere und der Besatzungsarmee zugeteilte Zivilpersonen können mit ihren Familien diesen Bestimmungen entsprechend bei der Bevölkerung untergebracht werden, falls öffentliche Gebäude nicht zur Verfügung stehen.

Unteroffiziere und Mannschaften. Mannschaften und Unteroffiziere vom Sergeanten abwärts sind in Kasernen unterzubringen und nicht bei den Einwohnern einzuquartieren, abgesehen von außergewöhnlichen Umständen oder den unten erläuterten Ausnahmen.

Folgende Räumlichkeiten werden, wenn die Verhältnisse es zulassen, in der angegebenen Reihenfolge als Kasernen herangezogen:

a) Kasernen,
b) im Eigentum der Reichsregierung stehende Gebäude,
c) Gebäude, die deutsches öffentliches Eigentum sind,
d) Gebäude im Privatbesitz.

Unteroffiziere von höherem Grad als dem eines Sergeanten dürfen mit Einwilligung ihrer vorgesetzten Offiziere bei der Bevölkerung einquartiert werden, wenn solche Quartiere vorhanden sind, und falls in öffentlichem Eigentum stehende Wohnungen nicht verfügbar sind.

Verheiratete Soldaten und Unteroffiziere vom Sergeanten abwärts dürfen mit Einwilligung ihrer vorgesetzten Offiziere in Privathäusern mieten. In diesem Falle sind die vorgesetzten Offiziere für das Benehmen der Soldaten und für das Bezahlen der Miete verantwortlich. Soldaten und Unteroffiziere dieses Grades dürfen eine Wohnung erst nach Anfrage beim Stadtkommandanten mieten, welcher ihnen bei der Besorgung von Wohnungen behilflich zu sein hat.

Wo es notwendig ist, Familien in Häusern mit deutschen Bewohnern zusammen einzuquartieren, wählt der Stadtkommandant die Räume aus, welche beschlagnahmt werden sollen, und zwar derart — soweit die bestehenden Verhältnisse dies zulassen —, daß die beiden Familien gänzlich getrennte Wohnungen innehaben. Falls es nicht durchführbar ist, den einquartierten Familien Küche und Badezimmer zum Alleingebrauch zu geben, müssen sie zusammen mit den deutschen Bewohnern benutzt werden. Ueber die Benutzung der Küchen und Badezimmer sind genaue Vereinbarungen zu treffen, und zwar unmittelbar mit dem deutschen Wohnungsinhaber oder durch Vermittlung des Stadtkommandanten.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 100

Wenn ein Gebäude beschlagnahmt wird und die deutsche Familie ausziehen muß, darf sie nur diejenigen Möbel mitnehmen, die der Stadtkommandant mitzunehmen gestattet. In einer Liste wird jedes Stück eingetragen und beschrieben, sodaß keine Unklarheit darüber entstehen kann, was mitgenommen werden darf. Unmöblierte oder nur teilweise möblierte Gebäude sind durch den Bürgermeister vollständig einzurichten. Der Stadtkommandant entscheidet, wie die Ausstattung beschaffen sein soll.

II. Einzuschlagendes Verfahren.

Jeder Stadtkommandant hat von dem Bürgermeister des betreffenden Ortes eine Liste, die die verfügbaren Quartiere enthält, zu verlangen und eine vollständige und sorgfältige Liste aller Unterbringungsmöglichkeiten zu führen, in der für jedes Gebäude die Aufnahmefähigkeit für Offiziere, Mannschaften, Geschäftszimmer, Lagerräume, Tiere und für andere etwa eintretende Erfordernisse angegeben ist. Der Stadtkommandant kann jedes ihm vom Bürgermeister angebotene Gebäude zurückweisen, welches seiner Meinung nach nicht brauchbar ist. Erweist sich das oben erwähnte Verfahren zur Erlangung von Quartieren als unbefriedigend, so kann der Stadtkommandant durch seine eigenen Organe nach weiteren Gebäuden suchen lassen und sie beschlagnahmen. Alle Unterbringungsgelegenheiten, die vom Stadtkommandanten angenommen sind, werden von ihm besichtigt und je nach ihrer Bestimmung für die Zuweisung klassifiziert.

Einzelquartiere kann man auf Antrag beim jeweiligen Stadtkommandanten unter Vorlage der nötigen Ausweispapiere erhalten. Der Stadtkommandant stellt den Quartierschein aus. Der Quartiernehmer hat diesen Schein dem Quartiergeber vorzuzeigen, dessen Adresse darauf angegeben ist. Für Einzelquartiere werden zwei Arten von Quartierscheinen ausgegeben: Schein A, der dem Quartiernehmer einen Anspruch auf ein Quartier auf Regierungskosten gibt, und Schein B, welcher den Quartiernehmer zu einem Quartier berechtigt, das er selbst bezahlt.

Personen, deren Ausweispapiere nur vorübergehende dienstliche Beschäftigung erkennen lassen, erhalten einen Quartierschein für die Zeit, welche sie in der Gemeinde zubringen. Dauernd oder auf unbestimmte Zeit dienstlich in der Gemeinde beschäftigte Personen erhalten einen Dauerquartierschein. Wenn der Quartiernehmer das Quartier räumt, hat er in jedem Falle den Tag seines Weggangs auf dem Quartierzettel zu vermerken, den er bei seiner Ankunft dem Wohnungsgeber übergibt. Er muß ferner seinen Auszug auf dem Geschäftszimmer des Stadtkommandanten melden und eine schriftliche Bescheinigung seines Quartiergebers über den Zustand, in dem er das Quartier verlassen hat, mitbringen. Personen, die Familienquartiere oder andere Liegenschaften benötigen, richten einen schriftlichen Antrag an den Stadtkommandanten, indem sie gleichzeitig die Berechtigung dazu nachweisen. Wenn der Antrag als berechtigt anerkannt wird, stellt der Stadtkommandant das Erforderliche zur Verfügung, nachdem er es vom Bürgermeister auf dem Requisitionswege angefordert hat. Derartige Requisitionen müssen, ehe sie rechtsgültig werden, dem stellvertretenden Generalstabschef des 1. Büros zur Genehmigung vorgelegt werden.

Alle in der amerikanischen Zone rechtsgültigen Requisitionen von Liegenschaften sind durch den Stadtkommandanten der Gemeinde auszuführen, in welcher sie gestellt werden sollen, und müssen die Zustimmung des Oberkommandanten haben ohne Rücksicht darauf, wer das beschlagnahmte Eigentum beansprucht. Wird die Beschlagnahme genehmigt, so stellt der Stadtkommandant dem Antragsteller einen Zuweisungsschein aus. Auf diesem Schein wird die Lage des Besitztums und der zugewiesene Raum angegeben; auch hat er eine vollständige Aufzählung aller anderen Bedingungen, die sich auf die Requisition beziehen, zu enthalten. Eine Abschrift dieses Zuweisungsscheines wird dem Eigentümer übergeben.

Liegenschaften, die von in den deutschen Besatzungszonen stationierten amerikanischen Truppen benötigt werden, sind von den Befehlshabern dieser Truppen zu beschaffen und zwar nach Benehmen

mit den zuständigen Beamten der alliierten Armeen, in deren Zonen die Truppen sich befinden und entsprechend den in diesen Gebieten geltenden Bestimmungen.

Quartiere und Liegenschaften sind in der amerikanischen Zone nur nach den vorstehenden Vorschriften zu erlangen.

III. Quartierberechtigung.

Für sämtliche alliierten Truppen, die im amerikanisch besetzten Gebiet liegen oder sich aufhalten, werden Quartiere beschafft und die erforderlichen Liegenschaften beschlagnahmt, desgleichen für alle Zivilpersonen, welche von den amerikanischen Streitkräften und der Hohen Interalliierten Rheinland-Kommission oder den den vorgenannten angeschlossenen Missionen oder Kommissionen im amerikanisch besetzten Gebiet beschäftigt werden, soweit sie von dem Kommandierenden General der amerikanischen Streitkräfte in Deutschland anerkannt sind.

IV. Entschädigung.

Alle in der amerikanischen Zone gestellten Quartiere und alle beschlagnahmten Liegenschaften müssen von den zuständigen deutschen Behörden unter der Kontrolle des Oberkommandos bezahlt werden.

V. Zustehende Räumlichkeiten.

Räumlichkeiten für die Unterbringung von Truppen und Organisationen werden in ihrem Umfange nach den Bedürfnissen dieser Verbände je nach der Feststellung des Oberkommandos bestimmt.

Zur Unterbringung derjenigen Personen, die ein Anrecht auf Privat- oder Familienquartiere haben, sind die ihrer Zahl entsprechenden Räumlichkeiten zu beschaffen. Der nachfolgend wiedergegebene Maßstab ist nach Möglichkeit zu berücksichtigen. Falls notwendig, wird mit Zustimmung des Oberkommandos darüber hinaus Unterkunft zugewiesen.

Verheiratete Offiziere	Eigene Zimmer	Dienstboten-zimmer	Küche oder Mitbenutzung
Leutnant oder Oberleutnant	2	1	1
Hauptmann	3	1	1
Major	4	1	1
Oberstleutnant	5	1	1
Oberst	6	2	1
Brigadegeneral oder Generalmajor	(Besonders — gemäß Festsetzung durch den Kommandierenden General).		

Außerdem:

Für 1 oder 2 Kinder 1 Schlafzimmer mehr,
für 3 oder 4 Kinder 2 Schlafzimmer mehr,
für andere berechtigte ständige Familienangehörige je 1 Schlafzimmer mehr.

Unverheiratete Offiziere	Eigene Zimmer	Dienstboten-zimmer	Küche oder Mitbenutzung
Leutnants oder Hauptmann	1	—	—
Stabsoffiziere	2	—	—
Generale	nach Befehl	—	—

Die oben angegebenen Räume schließen Ausstattung, Licht und Heizung ein, desgleichen die Benutzung des Badezimmers — falls vorhanden — mit warmem und kaltem Wasser.

Unteroffiziere über dem Grade des Sergeanten — ausschließlich — (grades 1, 2 and 3), falls in Ausnahmefällen notwendig.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 101

	Eigene Zimmer	Dienstboten-zimmer	Küche oder Mitbenutzung
Grad 1, 2 und 3	2	1	1

Außerdem:

Für 1 oder 2 Kinder 1 Schlafzimmer,
für 3 bis 5 Kinder 2 Schlafzimmer,
für 6 und mehr Kinder 3 Schlafzimmer.

Die oben angegebenen Räume müssen möbliert sein, sowie beleuchtet und geheizt werden. Benutzung des Badezimmers — falls vorhanden — mit warmem und kaltem Wasser ist zu gestatten.

Bestimmungen bezüglich des Quartiergebers und des Quartiernehmers.

a) Verpflichtungen des Quartiergebers.

Der Quartiergeber ist verpflichtet, die Wohnung in guten Zustand zu bringen und während der Benutzung so zu erhalten. Er ist verantwortlich für die dauernde Instandhaltung der Wohnung.

b) Verpflichtungen des Quartiernehmers.

1. Kein Quartiernehmer darf Ausbesserungen oder Veränderungen an der von ihm benutzten Wohnung ohne die vorherige Zustimmung des Quartiergebers vornehmen lassen. Auch darf er nicht Veränderungen irgendwelcher Art vornehmen lassen, die Zahl und Verteilung der Räume beeinflussen könnten. Verweigert der Quartiergeber notwendige Ausbesserungen, so ist die Angelegenheit vor das Büro G 1 des amerikanischen Oberkommandos zu bringen.

2. Quartierwechsel ist ohne vorherige Genehmigung des Stadtkommandanten unzulässig und wird nur genehmigt, wenn es sich ohne Beeinträchtigung der Unterbringungsmöglichkeiten der Nachbarschaft erreichen läßt.

3. Stirbt ein Offizier, so kann die amerikanische Ortsbehörde nach eigenem Ermessen bestimmen, daß das Quartier von seiner Witwe oder seinen Angehörigen eine angemessene Zeit lang beibehalten wird.

c) Verpflichtungen beider Parteien.

a) Werden Quartiere für den dauernden Aufenthalt von amerikanischen Offizieren oder anderen Personen beschlagnahmt, so ist der Quartiergeber verpflichtet, dem Ortskommandanten eine Liste von allen mit dem Quartier übergebenen beweglichen Einrichtungsgegenständen und der Ausstattung — in dreifacher Ausfertigung — zuzustellen. Der Offizier oder die Persönlichkeit, welche die Wohnung innehat, hat diese Liste zu vergleichen und ihre Richtigkeit zu bescheinigen. Eine Abschrift der Liste mit der Bescheinigung des Offiziers wird zusammen mit der Beschlagnahmeurkunde im Büro für Beschlagnahme, Beschwerden und Ansprüche (R. R. & C. Office) zu den Akten genommen. Der die Wohnung innehabende Offizier behält eine Liste in seinem Besitz, bis er die Wohnung räumt. Dann nimmt er eine abschließende Kontrolle der in der Wohnung befindlichen Gegenstände vor und schickt die Liste dem Stadtkommandanten ein. Letzterer leitet sie an den Offizier für Beschlagnahme, Beschwerden und Ansprüche (R. R. & C. Officer) weiter, indem er gleichzeitig einen Vermerk macht über den Zustand der Gegenstände und darüber, ob irgend etwas fehlt oder nicht. Kein Wohnungsinhaber darf die amerikanische Zone verlassen, bevor er von der amerikanischen Ortsbehörde entlastet worden ist.

b) Schäden, die infolge gewöhnlicher Abnutzung entstanden sind, fallen dem Quartiergeber zur Last. Darüber hinaus entstandene Schäden sind durch persönliche Vereinbarung zwischen dem Quartiernehmer

und dem Quartiergeber zu regeln. Falls eine Einigung nicht zustande kommt, ist die Angelegenheit der amerikanischen Ortsbehörde zur Entscheidung vorzulegen.

d) Einzelheiten.

1. Wenn der Quartiergeber oder dessen Dienstboten im Hause wohnen, so hat ersterer alle Kosten für Müllabfuhr, Kaminreinigen, Heizung, Beleuchtung, Wasser, Versicherung, Instandhaltung und Ausbesserungen zu bezahlen, ebenso wie alle sonstigen infolge Benutzung des Gebäudes entstehenden Unkosten. Steht das Haus leer, so zahlen entweder die städtischen Behörden selbst, oder sie veranlassen den Quartiergeber dazu.

2. Der Wortlaut „die Benutzung aller Möbel, des Inventars, der Ausstattung und des Zubehörs" schließt das Gebrauchsrecht auf eine angemessene Menge von Gläsern, Porzellan, Bestecks, Tisch- und Bettwäsche sowie Handtüchern ein. Jeden Bruch und alle an solchen Gegenständen entstehenden Schäden hat der Quartiernehmer zu vergüten.

Entspricht die Einrichtung und die Ausstattung einer beschlagnahmten Wohnung nicht den Ansprüchen, welche an eine solche Wohnung gestellt werden können, so sind auf Antrag des Quartiernehmers dieser Wohnung weitere Möbel und Ausstattungsgegenstände vom Bürgermeister durch den Ortskommandanten anzufordern. Der Umfang und die Beschaffenheit einer Wohnungsausstattung wird durch die amtliche vom Oberkommando herausgegebene Möbel- und Ausstattungsvorschrift bestimmt. Die Zusatzverzeichnisse, welche die hiernach vom Ortsbürgermeister zur Vervollständigung der Einrichtung von Quartieren oder beschlagnahmten Wohnungen gelieferten Ausstattungsgegenstände enthalten, sind durch den Quartiernehmer zu prüfen und zu unterzeichnen. Letzterer wird hierdurch für die Gegenstände unter denselben Bedingungen persönlich haftbar, unter welchen er für die ursprüngliche Ausstattung haftet.

Aenderungen.

Das Oberkommando behält sich das Recht vor, diese Anordnungen, falls erforderlich, zu ändern.

Auf Befehl des Generalmajor Allen:
gez. J. C. Montgomery,
Generalstabschef.

Amtlich:
gez. S. G. Talbott,
Generaladjutant.

Heft 8.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 102

Übersetzung

der Verordnungen und Anweisungen

der Interalliierten Kommission

für die besetzten Rheinlande

herausgegeben

vom Reichskommissar

für die

besetzten rheinischen Gebiete.

---

1. Auflage.

Inhaltsübersicht.

Verordnung 83
betreffend die Maßnahmen zur Verhütung der Geschlechtskrankheiten . . . . . Seite 1.

Ausführungsbestimmungen dazu
1. des Hauptquartiers der amerikanischen Streitkräfte zur Verordnung 83 . . . . . Seite 2.
2. des Oberbefehlhabers der britischen Rheinarmee . . . . . Seite 2.
3. des Kommandierenden Generals der franz. Rheinarmee . . . . . Seite 3.
4. des Kommandierenden Generals der belgischen Besatzungsarmee . . . . . Seite 5.

Verordnung 84
betreffend Zuständigkeit der alliierten Militärgerichte und der deutschen Gerichte zur Aburteilung von Zuwiderhandlungen gegen die Verordnungen, welche zur Ausführung von Beschlüssen der Londoner Konferenz über Zoll und Aus- und Einfuhrangelegenheiten erlassen sind . . . . . Seite 6.

Verordnung 85
betreffend Ergänzung der Verordnung Nr. 17, betreffend die Zuständigkeit der Interalliierten Schiffahrtskommission für die besetzten rheinischen Gebiete . . . . . Seite 7.

Verordnung 86
betreffend die Pflichten gewisser deutscher Verwaltungsbehörden in Zollangelegenheiten . Seite 7.

Verordnung 87
betreffend den Schutz der Inhaber von Ein- und Ausfuhrbewilligungen, die von den alliierten Behörden ausgestellt sind . . . . . Seite 8.

Verordnung 88
betreffend die Befugnisse der alliierten Zollbeamten . . . . . Seite 8.

Verordnung 89
betreffend die Regelung des Alkoholverkehrs im besetzten Gebiet . . . . . Seite 9.

Verordnung 90
betreffend die Rechte der Interalliierten Rheinlandkommission den deutschen Behörden oder Gerichten bestimmte Sachen abzunehmen, welche die alliierten Streitkräfte angehen Seite 9.

Verordnung 91
betreffend die Strafen auf Grund der Verordnung 81 und 82 — Ordnung des Zollwesens im besetzten Gebiet und Einrichtung einer Sonderregelung der Ein- und Ausfuhr für das besetzte Gebiet . . . . . Seite 10.

Verordnung 92
betreffend die Anwendung deutscher Gesetze über die von den Banken abzugebenden Erklärungen in den besetzten Gebieten . . . . . Seite 10.

Verordnung 93
betreffend Aenderung des Titels 1 der Verordnung 1 und des Artikels 22 der Verordnung 2, sowie Aufhebung der Verordnung 68 . . . . . Seite 10.

Verordnung 94
über die Ausnahmestellung für deutsche Staatsangehörige in Diensten der Interalliierten Rheinlandkommission oder der Besatzungsarmeen bezüglich der Zeugnispflicht in bestimmten Sachen vor deutschen Gerichten . . . . . Seite 11.

☛ Fortsetzung des Inhalts auf der vorletzten Umschlagseite.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 103

Verordnungen.

Verordnung 83.

Verordnung
betreffend
die Maßnahmen zur Verhütung der Geschlechtskrankheiten.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet auf Grund des Artikels 3 des dem Friedensvertrag vom 28. Juni 1919 angehängten Abkommens in der Erwägung, daß die Kontrolle der Prostitution und die Maßnahmen zur Verhütung der Geschlechtskrankheiten die Sicherheit der Besatzungsarmeen betreffen:

Artikel 1.

Die von den Oberbefehlshabern einer jeden Besatzungsarmee zur Verhütung der Ausbreitung der Geschlechtskrankheiten erlassenen Anordnungen, welche als Anlagen zu dieser Verordnung veröffentlicht werden, haben in den betreffenden Zonen die Kraft von Verordnungen der Interalliierten Rheinland-Kommission.

Die Zuwiderhandlungen gegen diese Anordnungen unterliegen den gleichen Strafandrohungen, die gegen Zuwiderhandlungen gegen die Verordnungen der Interalliierten Rheinland-Kommission vorgesehen sind.

Jede Aenderung der genannten Anordnungen wird zum Gegenstand einer neuen Anlage zu dieser Verordnung gemacht werden.

Artikel 2.

Jede Frauensperson, die sich einer Zuwiderhandlung gegen die in vorstehendem Artikel 1 genannten Anordnungen schuldig macht, kann auf Antrag des Oberbefehlshabers einer Besatzungsarmee durch eine auf Grund des Artikels 10 der Verordnung 3 erlassene Verfügung der Interalliierten Rheinland-Kommission aus den besetzten Gebieten ausgewiesen werden, und zwar unabhängig von den Strafen, welche für Zuwiderhandlungen gegen die Verordnungen der Interalliierten Rheinland-Kommission vorgesehen sind.

Artikel 3.

Jede Behörde und jeder deutsche Polizeibeamte ist verpflichtet, den Offizieren oder Beamten, die zu diesem Zwecke bestellt sind, jede Auskunft zu erteilen, die von ihnen bezüglich der Prostitution und der Ausbreitung der Geschlechtskrankheiten gefordert wird.

Artikel 4.

Diese Verordnung ist im Gebiet des Brückenkopfes Kehl anwendbar.

Artikel 5.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Coblenz, den 14. April 1921.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Allgemeine Befehle.

Nr. 44.

Hauptquartier der amerikanischen Streitkräfte in Deutschland.

Coblenz, Deutschland.

16. April 1921.

Obere Polizeigerichte.

Die Bekanntmachung in Zivilangelegenheiten Nr. 34 vom 15. Oktober 1919 wird aufgehoben und wie folgt ersetzt:

1. Die oberen Polizeigerichte der amerikanischen Streitkräfte in Deutschland üben ihre Gerichtsbarkeit gegen Frauenspersonen, die sich umhertreiben, weiter aus.

2. Unter einer Frauensperson, die sich umhertreibt, ist im Sinne dieser Verordnung zu verstehen:

a) jede Frauensperson, deren gewöhnlicher Aufenthaltsort außerhalb der amerikanisch besetzten Zone liegt und die sich dort ohne nachweisbare Mittel für den Unterhalt aufhält;

b) jede Frauensperson, die unerlaubten Geschlechtsverkehr mit einer Person sucht oder unterhält, die im Dienste der Vereinigten Staaten oder einer assoziierten Regierung steht.

3. Jede des Umhertreibens überführte Frauensperson wird

a) mit einer nicht genau bestimmten Gefängnisstrafe bestraft, die nicht weniger als 2 Monate und nicht mehr als 6 Monate beträgt;

b) sofort nach überführter Tat durch einen Arzt untersucht, der von dem Sanitätsoffizier der Dienststelle für Zivilangelegenheiten der amerikanischen Streitkräfte in Deutschland bezeichnet wird und wird, wenn eine Geschlechtskrankheit bei ihr festgestellt wird, zur Behandlung in ein Krankenhaus eingeliefert, bis sie von diesem Krankenhaus mit Genehmigung des genannten Sanitätsoffiziers entlassen wird. Die Zeit der Unterbringung wird auf die im Urteil ausgesprochene Gefängnisstrafe angerechnet.

4. Frauenspersonen, die sich umhertreiben, können auf Anordnung des Gerichts aus dem Gefängnis entlassen werden, und zwar zu der Zeit und unter den Bedingungen, die das Gericht vorschreibt. Jedoch darf keine Frauensperson, die sich in einem Krankenhause wegen Geschlechtskrankheit in Behandlung befindet, auf diese Weise entlassen werden. Eine Frauensperson, deren gewöhnlicher Aufenthaltsort außerhalb der amerikanisch besetzten Zone liegt, kann aus der amerikanischen Zone ausgewiesen und das die Gefängnisstrafe verhängende Urteil für die Zeit ihrer Abwesenheit aus diesem Gebiete aufgeschoben werden. Das Gericht kann im Urteil, oder jederzeit nachher, empfehlen, daß eine Frauensperson, die des Umhertreibens schuldig befunden wurde, gemäß Artikel 2 der Verordnung Nr. 83 und Artikel 10 der Verordnung 3 der Interalliierten Rheinland-Kommission aus den besetzten Gebieten ausgewiesen wird und kann ferner anordnen, daß ein Urteil, welches gegen eine ausgewiesene sich umhertreibende Frauensperson eine Gefängnisstrafe verhängt, für die Zeit aufgeschoben wird, in welcher sich diese umhertreibende Frauensperson außerhalb der besetzten Gebiete aufhält.

5. Ein gerichtlicher Urteilsspruch kann erst ausgeführt werden, wenn er von der Behörde genehmigt ist, die das Gericht eingesetzt hat.

6. Die Aufhebung der Bekanntmachung in Zivilangelegenheiten Nr. 34 berührt kein auf Grund dieser Bekanntmachung schwebendes oder bereits erledigtes Verfahren.

gez. S. G. Talbott,
Adjutant.
gez. William H. Johnston,
Chef des Stabes.

Ausführungsbestimmungen des Oberbefehlshabers der britischen Rheinarmee zu Artikel 1 der Verordnung Nr. 83.

1. Jedes Mitglied der Militärpolizei der britischen Rheinarmee hat mit Bezug auf die deutschen Gesetze und Verordnungen, betreffend die Prostitution und Geschlechtskrankheiten, dieselben Befugnisse zur Festnahme wie die deutsche Polizei. Jede Frauensperson, die von der genannten Polizei festgenommen wird, ist sobald als möglich in den Gewahrsam der deutschen Behörden zu überführen.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 104

2. Jede Frauensperson, die auf Grund der deutschen Gesetze, betreffend die Geschlechtskrankheiten, einem Zwangs-Heilverfahren unterworfen werden kann, kann auf Anordnung der zuständigen deutschen Sittenpolizeibehörde den öffentlichen Fürsorgebehörden überwiesen und zu jenem Zwecke in eine Anstalt eingeliefert oder für eine näher bezeichnete Frist einer dauernden ärztlichen Kontrolle unterworfen werden.

3. Wer eine Zuwiderhandlung gegen die deutschen Gesetze und Verordnungen dadurch begeht, daß er wissentlich einer Frauensperson gestattet, zum Zwecke der Prostitution in einem Hause oder in Räumen zu wohnen oder abzusteigen, die ihm zu Eigentum gehören, von ihm gemietet oder vermietet sind, ist, wenn eine derartige Frauensperson in dem Hause oder den Räumen in Gesellschaft eines Mitgliedes einer der alliierten Besatzungsarmeen angetroffen wird, einer Zuwiderhandlung gegen diese Anordnung schuldig.

gez. Thos. Morland,
Generalleutnant,
Oberbefehlshaber der britischen Rheinarmee.

Köln, den 15. April 1921.

Rheinarmee

General-Stab. 4. Büro.

S. P. 77.

No. 8185 1/4.

Großes Hauptquartier, den 31. Mai 1921.

Ausführungsbestimmung zur Ueberwachung und Unterdrückung der Prostitution in der von den französischen Truppen besetzten Zone.

Anlage zur Verordnung 83 der Interalliierten Rheinland-Kommission, betreffend die Verhütung der Geschlechtskrankheiten.

I. Allgemeine Regelung. Mittel für die Ueberwachung, sowie für die gesundheitspolizeiliche Aufsicht und die Behandlung.

Artikel 1.

Die deutschen Gesetze und Verordnungen, betreffend die Ueberwachung der Prostitution, sowie die Durchführung aller Maßnahmen, die zur Verhütung der Ausbreitung der Geschlechtskrankheiten bestimmt sind, werden im ganzen von der französischen Armee besetzten Gebiet streng gehandhabt.

Artikel 2.

Die Durchführung dieser verwaltungs-, gesundheitspolizeilichen und gerichtlichen Maßnahmen liegt gänzlich den deutschen Behörden ob. Sie werden von den französischen Behörden überwacht und von ihnen für die genaue Durchführung verantwortlich gemacht.

Wenn jedoch alliierte Militärpersonen daran beteiligt sein sollten, eine deutsche Verhütungsmaßnahme zu hemmen oder aufzuhalten, so unterstützt die französische Militärpolizei die deutsche Polizei und geht mit ihr in Form von gemischten Streifwachen vor, insbesondere um die Dirnen in der Nähe der Kasernen zu verfolgen und um die heimliche Prostitution in den Gasthäusern, möblierten Zimmern und Absteigequartieren zu überwachen.

Artikel 3.

In jeder Garnisonstadt ist ein deutscher Arzt, der ausreichende Spezialkenntnisse besitzt und über neuzeitliche Untersuchungseinrichtungen verfügt, damit beauftragt, die Prostituierten und die verdächtigen Frauenspersonen ärztlich zu untersuchen. Es ist Sache der verantwortlichen Gemeindeverwaltung sich durch die Vermittlung der Gesundheitspolizeibehörden der allgemeinen Verwaltung darüber zu vergewissern, daß die mit diesem Dienst beauftragten Aerzte allen gestellten Anforderungen entsprechen.

Der mit der gesundheitspolizeilichen Kontrolle der Prostitution beauftragte deutsche Arzt hat bei Ausübung seines Dienstes in enger Fühlung mit dem leitenden Arzt des Ortes zu stehen. Bei Meinungsverschiedenheiten über die Diagnose hat auf Anordnung des leitenden Arztes des Gesundheitsdienstes im Abschnitt eine Nachuntersuchung durch einen französischen Militärarzt, der selbst Spezialist ist und der von ihm selbst oder vom Leiter des Gesundheitsdienstes des Armeekorps bestimmt wird, stattzufinden.

Artikel 4.

Die Einrichtungen für die Behandlung der mit Geschlechtskrankheiten behafteten Frauen (Ambulatorien, „Beratungsstellen“, „Puellenstationen“,

Krankenhäuser) werden an jedem Ort durch den leitenden Arzt des Abschnitts, sowie durch den Leiter des Gesundheitsdienstes des Armeekorps kontrolliert. Bei Unzulänglichkeit werden die kranken Frauenspersonen von Amts wegen in das nächste deutsche Krankenhaus verlegt, welches für die Heilung von Geschlechtskrankheiten eingerichtet ist.

Die Krankenhauseinrichtungen für Frauen, die mit Geschlechtskrankheiten behaftet sind, müssen vermehrt und ausgebaut werden, damit sie alle Frauen, die ihnen zugeführt werden, aufnehmen und behandeln können.

II. Die behördlich kontrollierte Prostitution.

Artikel 5.

Die Liste der unter Kontrolle stehenden Dirnen, und zwar der Straßendirnen und der in öffentlichen Häusern lebenden Dirnen, ist in jedem Ort auf dem Laufenden zu halten und dem leitenden Arzt zu übergeben.

Jede kontrollierte Dirne ist von Amts wegen mit einem Personalausweis mit Lichtbild und mit Angabe der gesundheitspolizeilichen Untersuchungen, sowie deren Ergebnis zu versehen; diese Karte muß jedem französischen oder alliierten militärischen Besucher vorgezeigt werden.

Alle kontrollierten Dirnen müssen mit Reinigungsmaterial und mit geeigneten Vorbeugungsmitteln versehen sein, die sie ihren französischen oder alliierten militärischen Besuchern zur Verfügung zu stellen haben. In ihrem Zimmer ist durch den dafür verantwortlichen Inhaber des Hauses ein sehr in die Augen fallender Anschlag anzubringen, der in französischer und deutscher Sprache abgefaßt ist, vor der Gefahr der Geschlechtskrankheiten warnt und die Anwendung von unmittelbaren Verhütungsmitteln entweder für sofort oder in den prophylactischen Stationen empfiehlt.

Alle kontrollierten Dirnen, die krank sind, sind sofort in einem Krankenhaus unterzubringen und dort bis zur völligen Heilung und gänzlicher Beseitigung jeglicher Ansteckungsgefahr in Behandlung zu belassen.

Alle kontrollierten Dirnen und zwar die Straßendirnen und die in öffentlichen Häusern untergebrachten, die sich weigern, sich den zur Kontrolle vorzunehmenden Blutuntersuchungen sowie der ambulanten Behandlung zu unterwerfen, werden dem Oberbefehlshaber der Armee (General-Stab 2. Büro) angezeigt. Dieser schlägt der Interalliierten Rheinland-Kommission ihre Ausweisung aus den besetzten Gebieten vor.

III. Heimliche Prostitution.

Artikel 6.

Gesundheitspolizeiliche Kontrolle. Alle Frauenspersonen, die nicht in der Liste geführt werden und der Prostitution verdächtig sind und von einer Militärperson bezeichnet werden, sind sofort der deutschen Polizei anzuzeigen. Diese hat sofort eine Untersuchung einzuleiten. Wenn die strafbare Handlung der Prostitution klar erwiesen ist, so wird diese Frauensperson vorgeladen und einer ärztlichen Untersuchung unterzogen, die je nach ihrer sozialen Stellung entweder in einem amtlichen Raum der Polizei, oder in einer „Beratungsstelle" vorzunehmen ist. Das Ergebnis wird dem leitenden Arzt des Ortes mitgeteilt.

Wenn es sich um einen gewöhnlichen Fall von Prostitution handelt, der klar erwiesen ist, so wird die Frauensperson von Amts wegen in die Kontrolliste aufgenommen und erhält eine Personalkarte.

Behandlung. Jede kranke heimliche Dirne wird solange einer Zwangsheilbehandlung unterworfen, bis jede Ansteckungsgefahr beseitigt ist.

Diese Behandlung findet statt unter der Kontrolle der verantwortlichen deutschen Behörde und zwar je nach der sozialen Lage der Betroffenen entweder in einem besonderen Krankenhaus oder in einer Privatklinnik oder in einer „Beratungsstelle".

Ausweisung. Jede kranke heimliche Dirne, die sich weigert sich einer Behandlung zu unterwerfen, oder die fortfährt der Unzucht nachzugehen, wird dem kommandierenden General der Rheinarmee (General-Stab 2. Büro) angezeigt. Dieser schlägt der Interalliierten Rheinland-Kommission ihre Ausweisung aus dem besetzten Gebiet vor.

Absteigequartiere. Die Absteigequartiere (Gasthöfe, Herbergen, möblierten Zimmer usw.), in welchen die französischen oder alliierten Militär-

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 105

personen verkehren können, werden durch gemischte Streifwachen (deutsche Polizeibeamte und französische Gendarmerie) besonders überwacht. Die dort angetroffenen Frauenspersonen, deren Persönlichkeit nicht ohne weiteres klar ist, werden nach vorstehenden Vorschriften behandelt. Falls eine strafbare Handlung vorliegt, werden die Quartierhalter nach den deutschen gesetzlichen Bestimmungen unnachsichtig verfolgt. Im Wiederholungsfalle werden die Häuser geschlossen.

IV. Kontrolle französischer und alliierter Frauenspersonen.

Artikel 7.

Die Ueberwachung französischer oder alliierter Frauenspersonen, die der Prostitution verdächtig sind, wird durch die französische Polizei durchgeführt. Die gesundheitspolizeiliche Kontrolle wird von französischen Aerzten ausgeübt.

Falls der Tatbestand der Prostitution klar erwiesen ist und die untersuchte Frauensperson als krank erkannt wird, so wird sie durch einen französischen Militärarzt einem zwangsweisen Heilverfahren unterworfen und zwar entweder in ambulatorischer Behandlung oder durch Behandlung in einem Krankenhause. Wenn sie sich weigert, wird sie dem kommandierenden General der Armee (General-Stab 2. Büro) angezeigt. Dieser beantragt bei der Interalliierten Rheinland-Kommission ihre Ausweisung aus den besetzten Gebieten.

Artikel 8.

Die Ausübung der Prostitution als Gewerbe ist den französischen und alliierten Frauenspersonen in der französischen besetzten Zone ausdrücklich untersagt.

Gewerbsmäßige Prostitution hat unmittelbare Ausweisung zur Folge.

Der kommandierende General der Armee.
A. B.
gez. Michel.

Ausführungsbestimmungen des Kommandierenden Generals der belgischen Besatzungsarmee zu Artikel 1 der Verordnung 83 der Interalliierten Rheinlandkommission.

1. Jedes Mitglied der Militärpolizei (Sûreté Militaire) und der Gendarmerie der Besatzungsarmee hat mit Bezug auf die deutschen Gesetze und Verordnungen betreffend die Prostitution und die Geschlechtskrankheiten, dieselben Befugnisse zur Festnahme wie die deutsche Polizei.

Jede Frauensperson, die von der genannten Polizei festgenommen wird, ist sobald als möglich in den Gewahrsam der deutschen Behörden zu überführen.

Der Beamte, der die Festnahme vorgenommen hat, hat unverzüglich einen von ihm unterzeichneten Bericht an den Leiter der Bezirksgruppe des Gesundheitsdienstes der Besatzungsarmee zu richten. Jedes willkürliche Vorgehen wird streng unterdrückt.

Die Gemeindebehörde hat dem Leiter der Bezirksgruppe des Gesundheitsdienstes der Besatzungsarmee auf schnellstem Wege nach untenstehendem Muster eine Niederschrift über die ärztliche Untersuchung zukommen zu lassen und über die gegen die Frauensperson getroffenen Maßnahmen Mitteilung zu machen.

Diese Oberbehörde hat das Recht, eine ärztliche Nachuntersuchung anzuordnen. Diese ist von einem von ihr bezeichneten Militärarzt und einem deutschen Arzt, der von der örtlichen Behörde bestimmt wird, vorzunehmen. Der Militärarzt hat ihr einen Bericht über diese Nachuntersuchung vorzulegen. Der Leiter der Bezirksgruppe des Gesundheitsdienstes der Besatzungsarmee übermittelt seine Ansicht der deutschen Behörde, die sich nach ihr zu richten hat.

2. Jede Frauensperson, die auf Grund der deutschen Gesetze, betreffend die Geschlechtskrankheiten, einem Zwangsheilverfahren unterworfen werden kann, kann auf Anordnung der deutschen Sittenpolizeibehörde den öffentlichen Fürsorgebehörden überwiesen und zu jenem Zwecke für eine näher bezeichnete Frist einer dauernden ärztlichen Kontrolle unterworfen werden. Es kann ein Militärarzt bezeichnet werden, der diese Kontrolle sicherzustellen hat.

3. Einer Zuwiderhandlung gegen diese Anordnungen macht sich derjenige schuldig, der einer Frauensperson gestattet zum Zwecke der Prostitution in Gesellschaft eines Mitgliedes einer der alliierten Besatzungsarmeen in einem Hause oder in Räumen zu wohnen oder abzusteigen, die ihm zu

Eigentum gehören, von ihm gemietet oder vermietet sind.

4. Die Militärpolizei (Sûreté Militaire) und die Gendarmerie der Besatzungsarmee, und ebenso auch die deutsche Polizei, haben die Nachbarschaft der Kasernen und der von den Truppen beschlagnahmten oder besuchten Lokale besonders zu überwachen.

(Die Anordnungen des Chefs des Stabes der Besatzungsarmee, 3. Büro, Nr. 43 e vom 24. Januar 1919 werden aufgehoben.).

Der Oberbefehlshaber.
Im Auftrage:
Der Chef des Stabes
gez.: Dubois.

Niederschrift über die ärztliche Untersuchung.

Gemeinde .....

Name des untersuchenden Arztes .....

Ordnungsnummer	Name und Vorname der Frauensperson	Geburtsort und Geburtstag	Wohnort Straße Nummer	Art der Krankheit	Frühere Geschlechtskrankheit	Getroffene Entscheidung	Bemerkungen

Verordnung 84.

Verordnung

betreffend

Zuständigkeit der alliierten Militärgerichte und der deutschen Gerichte zur Aburteilung von Zuwiderhandlungen gegen die Verordnungen, welche zur Ausführung der Beschlüsse der Londoner Konferenz über Zoll- sowie über Aus- und Einfuhrangelegenheiten erlassen sind.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet in Ausführung der Beschlüsse der Londoner Konferenz vom 7. März 1921 und der zu diesem Zweck von den verbündeten Regierungen ermächtigten Botschafterkonferenz vom 2. April 1921:

Artikel 1.

Die alliierten Militärgerichte sind zur Entscheidung über Zuwiderhandlungen gegen die Verordnungen 77, 81 und 82 sowie alle anderen Verordnungen zuständig, die demnächst in Zollangelegenheiten oder in Ein- und Ausfuhrangelegenheiten zur Ausführung der Beschlüsse der Londoner Konferenz der alliierten Regierungen vom 7. März 1921 und der zu diesem Zweck von den verbündeten Regierungen ermächtigten Botschafter-Konferenz vom 2. April 1921 etwa ergehen, sowie über Zuwiderhandlungen gegen die Bestimmungen, welche von dem Zollkomitee zur Ausführung der genannten Verordnungen erlassen werden.

Artikel 2.

In Abänderung der vorstehenden Bestimmungen kann die Interalliierte Rheinland-Kommission oder die von ihr bezeichnete alliierte Behörde bestimmte Sachen oder Kreise von Sachen den deutschen Gerichtsbehörden übertragen.

Artikel 3.

Die deutschen Gerichtsbehörden haben dem zu diesem Zwecke bezeichneten Delegierten des Zollkomitees binnen eines Monates eine Zusammenstellung der von den deutschen Gerichten gemäß Artikel 2 dieser Verordnung erlassenen Urteile zu übergeben. Diese Zusammenstellung ist nach einem Muster aufzustellen, welches das Zollkomitee vorschreibt. Dem Delegierten des Zollkomitees steht es stets frei, die Mitteilung der Akten zu verlangen.

Außerdem haben die deutschen Gerichtsbehörden dem Zollkomitee einen Monatsbericht über den Stand der schwebenden Verfahren sowie über die während des Monats ergangenen Urteile zu übersenden.

Artikel 4.

Das Zollkomitee kann innerhalb 15 Tagen nach Zugehen der von den deutschen Gerichten gemäß Artikel 2 erlassenen Urteile an die Delegierten gegen diese Urteile bei der Interalliierten Rheinland-Kommission Rekurs einlegen. Die Interalliierte Rheinland-Kommission kann über diese Rekurse selbst Beschluß fassen oder kann sie jeder anderen Behörde oder jedem anderen Gericht zur Entscheidung zuweisen.

Artikel 5.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission kann in jeder Lage des Verfahrens über die Zuständigkeit beschließen.

Artikel 6.

Gerichtliche Entscheidungen, die außerhalb des besetzten Gebiets in Zollangelegenheiten oder in Aus- und Einfuhrangelegenheiten ergangen sind, und sich auf Tatbestände oder Zuwiderhandlungen beziehen, die sich in den besetzten Gebieten nach dem 20. April 1921 ereignet haben, können in den besetzten Gebieten nicht vollstreckt werden.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission bestimmt auf Grund des vorstehenden Artikels 5 auf Antrag der Beteiligten das Gericht, bei dem die Berufungen einzulegen sind, welche nach der deutschen Gerichtsverfassung bei Gerichten des unbesetzten Deutschlands einzulegen wären.

Artikel 7.

Die von den deutschen Gerichten verhängten Geldstrafen und der Verkaufserlös für Waren, deren Einziehung die Gerichte angeordnet haben, sind bei den Zolleinkünften der dem Sitz des erkennenden Gerichts zunächst gelegenen Zollkasse des besetzten Gebiets zu vereinnahmen.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 106

Artikel 8.

Die Verordnung tritt sofort in Kraft.

Coblenz, den 27. April 1921.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 85.

Verordnung

zur Ergänzung der Verordnung Nr. 17, betreffend die Zuständigkeit der Interalliierten Schiffahrtskommission für die besetzten rheinischen Gebiete.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet:

Artikel 1.

Artikel 3 der Verordnung 17, betreffend die Zuständigkeit der Interalliierten Schiffahrtskommission für die besetzten rheinischen Gebiete, wird durch folgende Bestimmung ergänzt:

„Jede Kontrolle auf dem Rhein zu militärischen Zwecken wird von der Interalliierten Schiffahrtskommission ausgeübt. Diese hat außerdem die deutsche Polizei einschließlich der Schiffahrtspolizei der Wasserbauverwaltung auf dem Fluß zu überwachen. Die Beamten dieser Kommission haben im Rahmen des Absatzes c und der folgenden Absätze des Artikels 3 des Rheinlandabkommens, für die Verfolgung und nötigenfalls für die Unterdrückung von Verbrechen und Vergehen des gemeinen Rechts zu sorgen und zwar insbesondere, um die Sicherheit der Transporte zu gewährleisten."

Artikel 2.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Coblenz, den 28. April 1921.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 86.

Verordnung

betreffend

die Pflichten gewisser deutscher Verwaltungsbehörden in Zollangelegenheiten.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet in Ausführung der Beschlüsse, die von der Konferenz der verbündeten Regierungen in London

am 7. März 1921 und von der zu diesem Zwecke von den verbündeten Regierungen ermächtigten Botschafter-Konferenz vom 2. April 1921 gefaßt worden sind:

Artikel 1.

Das Personal der Eisenbahnverwaltungen, der Post, der Telegraphie und der Staatsmonopole in den besetzten Gebieten hat bei der Tätigkeit des Zolldienstes und des Ein- und Ausfuhrbewilligungsdienstes mitzuwirken und hat sich nach den Anweisungen und Anordnungen der Interalliierten Rheinland-Kommission, ihrer Komitees oder der Behörden zu richten, welche von ihr eingerichtet sind, um den Geschäftsgang jener Dienstzweige sicher zu stellen, in Ausführung der von den alliierten Regierungen in Zollangelegenheiten gefaßten Beschlüsse.

Die Interalliierte Feldeisenbahn-Kommission ist besonders beauftragt, alle Anweisungen im Zusammenwirken mit den von der Rheinland-Kommission eingesetzten Spezialdienststellen zu treffen, um die Mitwirkung des Personals der Eisenbahnverwaltungen bei der Tätigkeit des Zolldienstes und des Ein- und Ausfuhrbewilligungsdienstes sicher zu stellen.

Artikel 2.

Die in den Verordnungen 81 und 82 vorgesehenen Strafen können gegen das Personal der Verwaltungen der Eisenbahn, der Post, der Telegraphie und der Staatsmonopole verhängt werden, wenn es eine Zuwiderhandlung gegen diese Verordnung oder gegen die in Artikel 1 genannten Anweisungen und Anordnungen begeht.

Artikel 3.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Coblenz, den 28. April 1921.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 87.

Verordnung
betreffend
den Schutz der Inhaber von Ein- und Ausfuhrbewilligungen, die von den alliierten Behörden in Ausführung der Beschlüsse der Londoner Konferenz ausgestellt sind.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet auf Grund des dem Friedensvertrage angehängten Abkommens:

Artikel 1.

Die Behörden und Personen, die der freien Verwendung von Ein- und Ausfuhrbewilligungen Hindernisse entgegensetzen, welche von den alliierten Behörden in Ausführung der Beschlüsse erteilt worden sind, die von der Konferenz der Verbündeten Regierungen in London am 7. März 1921 und von der zu diesem Zwecke von den verbündeten Regierungen ermächtigten Botschafterkonferenz vom 2. April 1921 gefaßt worden sind, oder wer die Inhaber derartiger Bewilligungsscheine durch eine unerlaubte Handlung verletzt oder zu verletzen versucht, wird mit den für die Zuwiderhandlungen gegen die Verordnungen der Interalliierten Rheinland-Kommission vorgesehenen Strafen bestraft.

Artikel 2.

Die Verordnung ist im Gebiete des Brückenkopfes Kehl anwendbar.

Artikel 3.

Die Verordnung tritt sofort in Kraft.

Coblenz, den 30. April 1921.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 88.

Verordnung
betreffend
die Befugnisse der alliierten Zollbeamten.

Die Interalliierte Rheinlandkommission verordnet in Ausführung der Beschlüsse, welche von der Konferenz der alliierten Regierungen in London am 7. März 1921 und von der zu diesem Zweck von den alliierten Regierungen ermächtigten Konferenz der Botschafter am 22. April 1921 gefaßt worden sind:

Artikel 1.

Die alliierten Zollbeamten haben bei Abwesenheit der deutschen Beamten oder in Fällen, wo diese sich weigern, die ihnen obliegenden Verpflichtungen zu erfüllen, die gleichen Befugnisse wie diese Beamten, soweit es sich um die Feststellung und die Unterdrückung von Zuwiderhandlungen gegen

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 107

die Zollbestimmungen handelt. Die Berichte und Vernehmungsprotokolle, die sie zu diesem Zweck verfassen, werden entweder nach den Vorschriften der Gesetzgebung ihres Landes oder in den von der deutschen Gesetzgebung vorgeschriebenen Formen abgefaßt.

Artikel 2.

Die Verordnung tritt sofort in Kraft.

Coblenz, den 2. Juni 1921.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 89.

Verordnung
über
die Regelung des Alkoholverkehrs
im besetzten Gebiet.

Die Interalliierte Rheinlandkommission verordnet in Ausführung der Beschlüsse, welche von der Konferenz der alliierten Regierungen in London am 7. März 1921 und von der zu diesem Zweck von den alliierten Regierungen ermächtigten Konferenz der Botschafter am 2. April gefaßt worden sind:

Artikel 1.

Die Erzeugung von Alkohol im besetzten Gebiet wird unter die Kontrolle der Rheinlandkommission gestellt, die sich vorbehält, dessen Verwendung und Preis festzusetzen.

Artikel 2.

Der gesamte Vorrat an Alkohol, der sich augenblicklich im besetzten Gebiet im Besitz der Branntweinmonopolverwaltung befindet, kann nur mit Genehmigung des Alkohol-Komitees verkauft, in Verkehr gebracht, oder zu irgend einem Zweck verbraucht werden.

Artikel 3.

Die Höhe des Monopolausgleichs der bei der Einfuhr von Alkohol in das besetzte Gebiet zu erheben ist, wird von dem Alkohol-Komitee festgesetzt und von den Zollbehörden des besetzten Gebiets unter der Aufsicht des Zollkomitees vereinnahmt.

Artikel 4.

Das Alkohol-Komitee wird mit der Anwendung dieser Verordnung beauftragt.

Artikel 5.

Diese Verordnung tritt am 10. Juni 1921 in Kraft.

Coblenz, den 9. Juni 1921.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 90.

Verordnung
betreffend
die Rechte der Interalliierten Rheinlandkommission, den deutschen Behörden oder Gerichten bestimmte Sachen abzunehmen, welche die alliierten Besatzungsstreitkräfte angehen.

Die Interalliierte Rheinlandkommission verordnet auf Grund des Artikels 3 des dem Friedensvertrage vom 28. Juni 1919 angehängten Abkommens:

Artikel 1.

Wenn die Interalliierte Rheinlandkommission auf Grund ausreichender Anhaltspunkte der Ansicht ist, daß jemand von irgendeiner deutschen Behörde oder einem deutschen Gericht mit Strafmaßnahmen verwaltungsrechtlicher, disziplinarer, strafrechtlicher oder zivilrechtlicher Art bedroht oder ihnen ausgesetzt ist, weil er den alliierten Besatzungsbehörden Dienste geleistet haben soll oder weil er mit diesen Behörden in Beziehung gestanden hat, kann die Interalliierte Rheinlandkommission sich mit der Sache befassen. Sie kann selbst in der Sache entscheiden und das ergangene Urteil oder die Entscheidung einer Revision unterziehen; sie kann die Untersuchung des Falles auch an eine von ihr bezeichnete Gerichtsbarkeit zurückverweisen.

Der Uebergang einer Sache an die Interalliierte Rheinlandkommission hat die Wirkung, daß jegliches Verfahren unverzüglich unterbrochen wird, es sei denn, daß die Interalliierte Rheinlandkommission selbst etwas anderes bestimmt.

Zu diesem Zwecke kann die Interalliierte Rheinlandkommission anordnen, daß alle Urkunden, die ihr erforderlich erscheinen, vorgelegt werden, und

zwar entweder unmittelbar oder durch Vermittlung jeder anderen alliierten Behörde, die von ihr zu diesem Zwecke beauftragt ist.

Artikel 2.

Diese Verordnung ist im Gebiet des Brückenkopfes Kehl anwendbar.

Artikel 3.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Coblenz, den 16. Juni 1921.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 91.

Verordnung

betreffend

die Strafen auf Grund der Verordnungen 81 u. 82.

Die Interalliierte Rheinlandkommission verordnet in Ausführung der Beschlüsse die von der Konferenz der verbündeten Regierungen in London am 7. März 1921 und von der zu diesem Zwecke von den verbündeten Regierungen ermächtigten Botschafterkonferenz am 2. April gefaßt worden sind:

Artikel 1.

Artikel 10 der Verordnung 81 wird durch nachstehende Vorschrift ergänzt:

„Wenn jedoch die gemäß vorstehendem Artikel aufrechterhaltenen deutschen Gesetze und Verordnungen höhere Strafen androhen, können diese Strafen verhängt werden."

Artikel 2.

Artikel 4 der Verordnung 82 wird durch nachstehende Vorschrift ergänzt:

„Wenn jedoch die in vorstehendem Artikel 1 in Bezug genommenen deutschen Gesetze und Verordnungen höhere Strafen androhen, können diese Strafen verhängt werden."

Artikel 3.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Coblenz, den 16. Juni 1921.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 92.

Verordnung,

betreffend

die Anwendung deutscher Gesetze über die von den Banken abzugebenden Erklärungen in den besetzten Gebieten.

Die Interalliierte Rheinlandkommission verordnet:

Artikel 1.

Die Vorschriften der deutschen Gesetze über die Fristen, in denen die Erklärungen der Banken abzugeben sind, um die Genehmigung zu Depotgeschäften zu erlangen, sind in den besetzten Gebieten nur auf diejenigen alliierten und assoziierten Banken anwendbar, die es unterlassen haben, die vorgeschriebenen Erklärungen binnen 3 Monaten nach dem Inkrafttreten dieser Verordnung abzugeben.

Dieser Artikel kann nicht die Wirkung haben, den alliierten und assoziierten Banken eine Verpflichtung aufzuerlegen, die ihnen nach den deutschen Gesetzen nicht auferlegt sein würde.

Artikel 2.

Alle auf Grund der vorgenannten Vorschriften ergangenen Urteile und anhängig gemachten Strafverfahren gegen alliierte oder assoziierte Staatsangehörige oder Banken, werden hierdurch für nichtig und unwirksam erklärt.

Artikel 3.

Diese Verordnung ist in dem Gebiet des Brückenkopfes Kehl anwendbar.

Artikel 4.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Coblenz, den 16. Juni 1921.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 93.

Verordnung

betreffend

Aenderung des Titels 1 der Verordnung 1 und des Artikels 22 der Verordnung 2 sowie Aufhebung der Verordnung 68.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet:

Artikel 1.

Artikel 1 der Verordnung 1 wird durch nachstehende Bestimmung ergänzt:

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 108

„Sie können als Verordnungen oder Anweisungen bezeichnet werden je nachdem sie Vorschriften enthalten, die für die Allgemeinheit oder ausschließlich für die öffentlichen Behörden oder Beamten bestimmt sind."

Artikel 2.

Artikel 2 der Verordnung 1 wird aufgehoben und durch die nachstehenden Bestimmungen ersetzt:

„Die Veröffentlichung der Verordnungen kann in jeder von der Interalliierten Rheinland-Kommission festgesetzten Weise erfolgen, insbesondere durch Anschlag im Gebäude der Interalliierten Rheinland-Kommission.

Die Verordnungen der Interalliierten Rheinland-Kommission, mögen sie die Bezeichnung „Verordnung" oder die Bezeichnung „Anweisung" tragen, werden in das Amtsblatt der Interalliierten Rheinland-Kommission aufgenommen."

Artikel 3.

Artikel 5 der Verordnung 1 wird aufgehoben und durch nachstehende Bestimmung ersetzt:

„Artikel 5.

§ 1. Die Anordnungen und Entscheidungen, die in Ausführung des Rheinlandabkommens oder der Verordnungen der Interalliierten Rheinland-Kommission ergehen und entweder unmittelbar von der Interalliierten Rheinland-Kommission oder von einer Behörde ausgehen, die auf Grund einer ausdrücklichen Bevollmächtigung der Interalliierten Rheinland-Kommission handelt, sind in gleicher Weise rechtsverbindlich wie die Verordnungen und Anweisungen, sofern diese Anordnungen und Entscheidungen zur Kenntnis der Betroffenen gebracht worden sind und zwar entweder durch besondere Zustellung oder durch eine Veröffentlichungsart, die zur Veröffentlichung der Verordnungen der Interalliierten Rheinland-Kommission angewandt wird.

§ 2. Die deutschen Beamten, die diesen Verordnungen oder Anweisungen, Anordnungen oder Entscheidungen zuwiderhandeln, können, abgesehen von der Bestrafung die für Zuwiderhandlungen gegen die Verordnungen vorgesehen sind, zeitweilig oder dauernd ihres Amtes enthoben werden, nach näherer Vorschrift des Artikels 5 der Verordnung 29.

Sie können außerdem durch eine Entscheidung der Interalliierten Rheinland-Kommission aus den besetzten Gebieten ausgewiesen werden."

Artikel 4.

Artikel 22 der Verordnung 2, in der Fassung der Verordnung 68, wird durch die nachstehenden Vorschriften ersetzt:

„Artikel 22.

§ 1. Vorbehaltlich besonderer Bestimmungen wird jeder, der eine Zuwiderhandlung gegen eine Verordnung der Interalliierten Rheinland-Kommission begeht, mit einer Geldstrafe bis zu 10 000 Mark und mit einer Gefängnisstrafe bis zu einem Jahr, oder mit einer dieser beiden Strafen bestraft.

Die gleiche Strafe trifft diejenigen, welche den in Artikel 5 und 6 der Verordnung 1 vorgesehenen Anordnungen und Entscheidungen zuwiderhandeln.

§ 2. Das Gericht, welches eine Geldstrafe verhängt, kann gleichzeitig anordnen, daß sie für den Fall der Nichtzahlung durch eine Freiheitsstrafe ersetzt wird, deren Dauer im Urteil festgesetzt wird und 6 Monate nicht übersteigen kann. Das Gericht kann für die Zahlung der Geldstrafe eine Frist setzen oder die Zahlung in Raten zulassen."

Artikel 5.

Verordnung 68 wird aufgehoben.

Artikel 6.

Diese Verordnung ist im Gebiet des Brückenkopfes Kehl anwendbar.

Artikel 7.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Coblenz, den 1. Juli 1921.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 94.

Verordnung

über die Ausnahmestellung für deutsche Staatsangehörige in Diensten der Interalliierten Rheinland-Kommission oder der Besatzungsarmeen bezüglich der Zeugnispflicht in bestimmten Sachen vor deutschen Gerichten.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet:

Artikel 1.

Die in Artikel 1 § 5 und in Artikel 2 der Verordnung 2 genannten deutschen Staatsangehörigen

können vor ein deutsches Strafgericht als Zeugen nur unter Beobachtung der nachstehenden Verfahrensvorschriften vorgeladen werden:

a) Für die Angestellten der Interalliierten Rheinland-Kommission oder die ihr angegliederten Personen haben die zuständigen gerichtlichen Behörden die Ladung an die Interalliierte Rheinland-Kommission zu richten und zwar durch den Vertreter der Rheinland-Kommission in dem Kreise, in welchem die Personen wohnen oder in welchem sie beschäftigt sind.
b) Für die Angestellten der Besatzungsarmeen ist die Ladung an den Offizier zu richten, dessen Befehlen der Betroffene unterstellt ist.

Jede Ladung muß die Angabe der Tatsachen enthalten, über die das Zeugnis verlangt wird.

Artikel 2.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission oder die Militärbehörden lassen die Ladung unverzüglich an die Zeugen gelangen, unbeschadet des ihnen zustehenden Rechts, sich dem Erscheinen ihrer Untergebenen als Zeugen in den in nachstehendem Artikel vorgesehenen Fällen zu widersetzen.

Artikel 3.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission oder die Militärbehörde kann sich der Vorladung der in Artikel 1 dieser Verordnung genannten Personen als Zeugen widersetzen:

1. wenn der Betroffene vorgeladen wird, um Zeugnis über dienstliche Tatsachen oder über Tatsachen, die sich auf sein Amt beziehen, abzulegen;
2. wenn er vor Gerichte vorgeladen wird, die ihren Sitz außerhalb der besetzten Gebiete haben und die Interalliierte Rheinland-Kommission oder die Militärbehörde der Ansicht ist, daß diese Vorladung sich mit den Interessen des Dienstes nicht verträgt.

Artikel 4.

Diese Verordnung ist im Gebiet des Brückenkopfes Kehl anwendbar.

Artikel 5.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Coblenz, den 1. Juli 1921.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Die in Heft 5 S. 9/12 abgedruckten Einquartierungs-Vorschriften für die belgische Armee sind laut Schreiben der Interalliierten Rheinland-Kommission vom 12. April 1921 wie folgt ergänzt worden.

A. Nach dem 1. Absatz der 5. Anmerkung, betreffend die Richtlinien für Wohnungen, die den Offizieren der verschiedenen Rangstufen zustehen, ist hinzuzufügen:

„Die Anforderungen, die sich auf diese Unterbringungen beziehen und durch die Gemeindebehörden durch Vermittlung der Platz- und Quartierkommandanten auszuführen sind, bedürfen:

a) der Genehmigung der Korpskommandeure in allen Fällen, in denen die Ausgabe die Summe von 10 000 Mark überschreitet;
b) der Genehmigung der Divisionskommandeure in allen Fällen, in denen die Ausgabe auf mehr als 2000,— Mark geschätzt wird, ohne die Summe von 10 000 Mark zu erreichen.

Für die Anträge, die Ausgaben unter 2000,— Mark nach sich ziehen, vorausgesetzt, daß sie sich nicht für dieselbe Wohnung innerhalb eines Jahres wiederholen — in diesem Falle wäre ebenfalls die Genehmigung des Divisionskommandeurs notwendig —, sind die Platz- und Quartierkommandanten beauftragt die Ausführung anzuordnen, ohne die Vermittlung der vorgesetzten Behörde einzuholen."

B. Am Schluß derselben Vorschriften ist hinzuzufügen:

„Alle in diesem Reglement enthaltenen Anordnungen sind anwendbar auf Militärpersonen der unteren Rangstufen, auf Angestellte und ihnen gleichgestellte Personen sowie deren Familien, die in Bürgerquartieren untergebracht sind."

Anweisung

betreffend die Einquartierung der Militärpersonen der unteren Rangstufen, der ihnen gleichgestellten Angestellten und ihrer Familien in der Besatzungszone.

I. Allgemeines.

Artikel 8 des Rheinlandabkommens, betreffend die militärische Besetzung des Rheinlandes, lautet:

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 109

„Die Soldaten und Unteroffiziere werden kaserniert, nicht in Bürgerquartieren untergebracht, abgesehen von äußerst dringenden Fällen."

Diese Bestimmungen werden in der 4. Besatzungszone wie folgt angewandt:

1. Die Militärpersonen der unteren Rangstufen, die ihnen gleichgestellten Angestellten, denen von der zuständigen Behörde (Divisionskommandeur) erlaubt worden ist, sich von ihrer Familie nach Deutschland begleiten zu lassen, können in Bürgerquartieren untergebracht werden. Ich erinnere daran, daß in keinem Falle die Erlaubnis, mit ihrer Familie zusammen zu wohnen, den Militärpersonen zugestanden werden kann, welche in ihrer Garnison regelmäßig nicht zu Hause wohnen dürfen.

2. Alle anderen Militärpersonen der unteren Rangstufen oder ihnen gleichgestellten Angestellten müssen kaserniert werden. Wenn allerdings die Gemeindebehörde nicht die zu diesem Zwecke notwendigen Räumlichkeiten zur Verfügung stellen kann, so können diejenigen, die nicht kaserniert werden können, in Bürgerquartieren untergebracht werden. Dabei wird jedoch zuerst mit denjenigen begonnen, die in ihren Garnisonen regelmäßig berechtigt sind, zu Hause zu wohnen.

II. Aufstellung der Wohnungen, auf die die Militärpersonen der unteren Rangstufen und die ihnen gleichgestellten Angestellten Anspruch haben.

Rang	Militärpersonen, die mit ihrer Familie zusammen wohnen	Militärpersonen, die allein leben
Unteroffizier	2 Zimmer	1 Zimmer
Brigadekorporal und Soldaten	1 Zimmer	1 Zimmer

Eine größere Anzahl von Zimmern kann durch Fürsprache des Ortskommandanten den Quartiermachern zugebilligt werden, die Kinder haben. Außerdem haben sie ein Anrecht auf Küchenbenutzung gemeinsam mit dem Quartiergeber.

Alle Bestimmungen, die in dem vorstehenden Reglement enthalten sind, sind anwendbar auf die Militärpersonen der unteren Rangstufen, auf die Angestellten und die ihnen gleichgestellten Personen und ihre Familien, die in Bürgerquartieren wohnen.

An die Stelle der im Heft 5 S. 3/8 abgedruckten Einquartierungs-Bestimmungen für die französische Armee ist laut Schreiben der Interalliierten Rheinland-Kommission vom 17. Juni 1921 das nachstehende Reglement getreten.

Rheinarmee

Stab 1. Büro.

Nr. 2302. 2/1 M. 2.

Armee-Hauptquartier, den 1. Februar 1921.

Reglement

für die französische Besatzungszone im Rheinland über die Unterbringung der französischen und alliierten Offiziere, der alliierten Militärpersonen, der verheirateten französischen Mannschaften, die über die gesetzliche Zeit dienen, und des Zivilpersonals der Rheinland-Kommission und der französischen Rheinarmee.

Vorwort.

Die allgemeinen Bedingungen für die Besetzung der rheinischen Gebiete sind geregelt durch das dem Friedensvertrag beigefügte Abkommen, das am 28. Juni 1919 zwischen den Vereinigten Staaten von Nordamerika, Belgien, dem Britischen Reich und Frankreich einerseits sowie Deutschland anderseits abgeschlossen worden ist.

Artikel 8 dieses Abkommens (siehe Anlage 1) handelt von den Leistungen in Natur, welche die deutsche Regierung den Besatzungstruppen zur Verfügung zu stellen hat. Zu diesen Leistungen in Natur gehören: die Unterbringung und Einquartierung, die Möblierung, Heizung und Beleuchtung. Der Wert dieser Leistungen, welche von Deutschland kostenlos gewährt werden, darf nicht zu den Kosten des Unterhalts der Armeen im

Sinne des Artikels 235 des Vertrages von Versailles gerechnet werden. (Entscheidung der Reparations-Kommission vom 26. Juli 1920.)

Die Instruktion vom 1. Juli 1920 enthielt Einzelheiten über die Anwendung des Artikels 8 des Abkommens, soweit es sich bezieht auf die Unterbringung der Militärpersonen und die ihnen gleichgestellten Personen, der Besatzungstruppen und ihrer Familien in der französischen Zone. Inzwischen ist eine Nachprüfung der Instruktion vom 1. Juli 1920 notwendig geworden wegen der Bestimmungen, welche die Interalliierte Rheinland-Kommission im zweiten Halbjahr 1920 getroffen hat durch ihre Verordnung 32 (siehe Anlage 2) über die Tätigkeit der Reichsvermögensverwaltung im besetzten Gebiet, durch ihre Verordnung 49 (siehe Anlage 3) über Unterbringung und Einquartierung des Personals der Rheinland-Kommission und der Besatzungsarmeen und schließlich im Januar 1921 durch ihre Verordnung 69 (siehe Anlage 4) über die von der deutschen Regierung auf Grund des Artikels 8 des Rheinlandabkommens zu bewirkenden Leistungen.

Das vorliegende Reglement ist erlassen worden, um diese Bestimmungen mit der erwähnten Instruktion in Einklang zu bringen.

Die Regeln, welche das Reglement nunmehr endgültig ausspricht, beziehen sich auf die Unterbringung folgender Personen in der französischen Zone:

der französischen Offiziere mit ihren Familien,

der alliierten Militärpersonen mit ihren Familien,

der verheirateten französischen Mannschaften, welche über die gesetzliche Dauer hinaus dienen, mit ihren Familien und

des Zivilpersonals, welches von der Rheinland-Kommission und der französischen Besatzungsarmee beschäftigt wird.

Gemäß Artikel 11 der vorerwähnten Verordnung 49 wird das vorliegende Reglement als Anlage zu der genannten Verordnung veröffentlicht werden an Stelle der Instruktion vom 1. Juli 1920, welche hierdurch aufgehoben wird.

Dieses Reglement wird zur Kenntnis der deutschen Behörden gebracht werden.

Kapitel I.

Quartieransprüche der Offiziere und der verheirateten Unteroffiziere und Mannschaften, die über die gesetzliche Zeit hinaus dienen.

Artikel 1.

Möblierte Wohnungen.

Die Militärpersonen der französischen Besatzungsarmee haben Anrecht auf eine möblierte, geheizte und beleuchtete Wohnung, welche die in der Anlage Nr. 5 angegebene Zahl von Räumen enthält und außerdem die unten weiter vorgesehenen Zimmer für den Fall, daß ihre Familie bei ihnen wohnt.

Außer den in der Anlage Nr. 5 vorgesehenen Privaträumen haben die Generale sowie die ihnen gleichgestellten Personen Anrecht auf ein besonderes Haus, welches möblierte, geheizte und beleuchtete Empfangsräume enthält. (Diele, Haupttreppe, ein oder zwei Vorzimmer, Vorsalon, kleiner Salon, großer Salon, Spielsaal, Salon vor dem Arbeitszimmer des Generals, ein Arbeitszimmer des Generals, Speisesaal, ein Billardzimmer, ein Arbeitszimmer der Ordonanzoffiziere, ein Ankleidezimmer, eine Küche, eine Speisekammer.) Empfangsräume können auch gewissen Offizieren zugebilligt werden, wenn der Oberbefehlshaber der Besatzungsarmee entscheidet, daß ihre militärische Stellung diese Zuweisung rechtfertigt.

Die berittenen Offiziere haben Anrecht auf einen Stall für ihre Pferde, der sich außerhalb ihrer Wohnung befinden kann.

In den Häusern, in denen sich ein Badezimmer befindet, können die dort wohnenden Militärpersonen das Bad unentgeltlich benutzen.

Jede Wohnung hat außer der in der Anlage 5 festgesetzten Zimmerzahl eine Küche zu enthalten, die mit sämtlichem Gerät versehen sein muß, das zur Bereitung von Speisen notwendig ist.

Im Falle der völligen Unmöglichkeit, eine getrennte Küche zu stellen, hat der Quartiergeber dem Quartiernehmer die Mitbenutzung seiner Küche und der Küchengerätschaften zu gestatten.

Für die ledigen Subalternoffiziere kann, wenn sie ohne Familie sind, an Stelle der Küche ein Ankleideraum gewährt werden.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 110

Unter den in der Anlage Nr. 5 bezeichneten Herrschaftszimmern sind grundsätzlich Schlafzimmer zu verstehen. Auf ein Gesuch des Quartiernehmers hin können diese Zimmer durch einen Salon, ein Speisezimmer oder ein Schreibzimmer ersetzt werden, welche die entsprechenden Wohnungseinrichtungsgegenstände enthalten.

Für Familienmitglieder werden die folgenden weiteren Räume zugestanden:
für 1 oder 2 Kinder ein weiteres Zimmer mit 1 oder 2 Betten,
für 3 oder 4 Kinder ein Zimmer mit 2 Betten und 1 Zimmer mit 1 oder 2 Betten,
für 5 oder 6 Kinder 2 Zimmer mit 2 Betten und 1 Zimmer mit 1 oder 2 Betten usw.

Für andere Familienmitglieder, die etwa in der Heimatgarnison des Quartiernehmers bei ihm wohnen, für jedes Mitglied ein weiteres Zimmer mit einem Bett.

Verheiratete Militärpersonen, die ihre Frauen im besetzten Gebiet nicht bei sich haben, haben nur Anrecht auf eine Wohnung, wie sie den ledigen Militärpersonen ihrer Rangstufe zusteht.

Ebenso werden die für Familienmitglieder vorgesehenen Räume nur dann bewilligt, wenn die Familienmitglieder auch wirklich bei der Militärperson in den Rheinlanden wohnen.

Grundsätzlich werden die verheirateten Unteroffiziere und die ihnen gleichgestellten Personen in den militärischen Gebäuden gemäß den ihnen zustehenden Ansprüchen untergebracht; reichen diese Anstalten nicht aus, so werden sie bei der Bevölkerung einquartiert.

Die Liste der Möbelstücke, welche in den der Wohnungskommission zur Verfügung gestellten möblierten Räumen enthalten sein müssen, wird für jedes einzelne Zimmer gemäß dem Dienstgrade festgesetzt. Diese Liste ist beigefügt als Anlage Nr. 7.

Artikel 2.

Nichtmöblierte Wohnungen.

Die oben angegebenen Ansprüche auf möblierte Wohnungen beeinträchtigen nicht das Anrecht auf nichtmöblierte Wohnungen, welches durch die Dienstvorschriften, betreffend Schlaf- und Wohnungseinrichtung und Kasernenwesen, festgesetzt ist (siehe Anlage Nr. 6). Dieses Anrecht wird erweitert durch die oben vorgesehenen Ansprüche auf weitere Räume für Familienmitglieder.

Die Militärperson kann wählen zwischen der möblierten Wohnung und der nichtmöblierten Wohnung. Ihre Rechte sind verschieden je nach der Wahl, die sie trifft.

Artikel 3.

Heizung und Beleuchtung.

Alle möblierten oder nicht möblierten Zimmer müssen, wenn erforderlich, geheizt sein. Es werden an Brennmaterial monatlich für die Zeit vom 1. November bis 30. April bewilligt:
dem ledigen Offizier, der 2 Räume inne hat, 300 kg,
dem verheirateten Offizier, der 2 Räume inne hat, 500 kg,
für jedes weitere Zimmer 150 kg,
dem ledigen Unteroffizier und den ledigen Mannschaften, die über die gesetzliche Zeit dienen, 150 kg,
dem verheirateten Unteroffizier und den Mannschaften, die über die gesetzliche Zeit dienen, wenn sie 2 Zimmer bewohnen, 400 kg,
und für jedes weitere Zimmer 150 kg.

Außerdem werden während des ganzen Jahres monatlich für jede Küche bewilligt 360 kg.

Was die Beleuchtung betrifft, so müssen alle zugewiesenen Räume unentgeltlich beleuchtet werden; die Beleuchtung der Küche erfolgt nur zur Hälfte unentgeltlich, wenn der Quartiernehmer nur die Mitbenutzung hat; die andere Hälfte hat der Quartiergeber zu zahlen.

Die Ansprüche auf Beleuchtung sind in der Anlage Nr. 8 festgesetzt:

1. für Offiziere im Generalsrang und die ihnen Gleichgestellten,
2. für die höheren Offiziere und die ihnen Gleichgestellten,
3. für die Subaltern-Offiziere und die ihnen Gleichgestellten,
4. für die verheirateten Mannschaften, die über die gesetzliche Zeit dienen, und die ihnen Gleichgestellten.

Für jede dieser Gruppen sind die Ansprüche für jedes in Anspruch genommene Zimmer und für jeden Monat des Jahres festgesetzt:

1. in Kilowatt Elektrizität für die elektrisch beleuchteten Wohnungen,
2. in Kubikmeter Gas für die mit Gas beleuchteten Wohnungen.

Mangels gütlicher Vereinbarung muß von der Verwaltung oder der Einzelperson, welche die Wohnung zur Verfügung stellt, ein besonderer Zähler aufgestellt werden.

Am Ende des Jahresdrittels wird der Gesamtverbrauch festgestellt. Die Militärpersonen sind verpflichtet, den Betrag für diejenigen Mengen zu zahlen, welche über das ihnen zustehende Maß verbraucht worden sind.

Artikel 4.

Quartierscheine.

Es haben Anrecht auf kostenfreie Quartierscheine im Hotel oder bei der Bevölkerung:

1. die Offiziere, die in der Garnison eintreffen, bis zu dem Tage, wo ihnen eine freie Wohnung zugewiesen werden kann,
2. die Familien dieser Offiziere im Rahmen der ihnen zustehenden Rechte auf möblierte Wohnungen,
3. die nicht zur Garnison gehörenden auf der Durchreise befindlichen Offiziere, die im Besitz eines Reisebefehls oder einer Versetzungsverfügung sind, für alle Nächte, die sie aus dienstlicher Veranlassung außerhalb ihres Wohnortes zubringen,
4. die verheirateten Mannschaften der Garnison, die über ihre gesetzliche Zeit dienen, nebst ihren Familien, die nicht in den militärischen Gebäuden haben untergebracht werden können, bis zu dem Tage, wo ihnen eine freie Wohnung zugewiesen wird.

Kapitel II.

Wohnungs-Kommissionen.

Artikel 5.

Zusammensetzung.

In den wichtigen Garnisonorten, die vom Oberbefehlshaber der Armee bezeichnet werden, wird eine Kommission gebildet, welche Haupt-Wohnungs-Kommission genannt wird und die sich wie folgt zusammensetzt:

aus dem General-Platzkommandanten oder einem von ihm beauftragten General der Garnison als Vorsitzenden,
aus einem höheren Offizier der Garnison als Schriftführer,
aus einem Offizier des Geniewesens,
aus einem Militär-Unterintendanten,
aus einem Delegierten der Rheinland-Kommission,
aus einem Vertreter der Reichsvermögensverwaltung,
aus dem Bürgermeister oder dessen Vertreter.

In den anderen Garnisonstädten wird eine Orts-Wohnungs-Kommission gebildet, deren Zusammensetzung von dem Kommandierenden General des Armeekorps festgesetzt und die von ihm der nächsten Haupt-Wohnungs-Kommission angegliedert wird.

Die Orts-Wohnungs-Kommission eines kleinen Ortes darf keine wichtige Entscheidung ohne Genehmigung der Haupt-Wohnungs-Kommission treffen, der sie angegliedert ist. Sie übersendet der Haupt-Wohnungs-Kommission die Protokolle über ihre Sitzungen.

Artikel 6.

Befugnisse.

Der Wohnungs-Kommission, welche zwischen den Quartiernehmern und den deutschen Ortsbehörden zu vermitteln hat, liegt es ob, alle die Unterkunft von Offizieren, verheirateten oder ihnen gleichgestellten Unteroffizieren und ihrer Familien betreffenden Fragen zu sammeln, diesen alle dienlichen Auskünfte zu geben, ferner die vorhandenen Wohnungen zu besichtigen und zu zählen, sie einzuteilen und zu verteilen, sowie willkürlicher Preiserhöhung durch Abschätzungen entgegenzutreten, kurzum, dem Quartiernehmer eine Unterkunft in den Grenzen der in der Garnison vorhandenen Wohnungen sicherzustellen.

Artikel 7.

Bestandsaufnahme der Wohnungen.

Die Kommission nimmt periodisch die unmittelbare Zählung sämtlicher in der Garnison vorhandenen Wohnungen vor. Dieserhalb zieht sie Erkundigungen bei der Gemeindeverwaltung ein, aber sie begnügt sich nicht damit. Sie merkt vor:

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 111

1. die leeren Wohnungen,
2. diejenigen, die in kurzer Zeit leer werden, und
3. diejenigen Wohnungen, die gegebenenfalls geschaffen werden können durch Zusammenlegung der Quartiergeber, die eine über ihre tatsächlichen Bedürfnisse hinausgehende Anzahl an Zimmern haben, oder durch Ausweisung von Offiziersfamilien des aktiven deutschen Heeres, von deutschen Beamten, die in der nicht besetzten Zone ihren Dienst verrichten und von allen anderen Personenklassen, die nach Vorschlag der Gemeindeverwaltungen und des Delegierten der Rheinland-Kommission zu bezeichnen sind.

Um die auf den Einwohnern ruhenden Lasten zu erleichtern, können die Stadtverwaltung oder die Reichsvermögensverwaltung aus eigenem Antrieb Neubauten errichten. Sobald diese Verwaltungen Neubauten zur Unterbringung für Militärpersonen in Aussicht genommen haben, können sie bei der Wohnungs-Kommission den Antrag stellen, die Pläne dazu zu genehmigen. Diese Genehmigung enthält für die Militärbehörde keineswegs die Verpflichtung, die Neubauten nach ihrer Fertigstellung anzunehmen. Die betreffenden Ausgaben müssen vollständig von den Städten oder dem Deutschen Reich getragen werden unter Ausschluß jeder Anrechnung auf das besondere Konto der Besatzung.

Die Gemeindeverwaltung hat Listen der freien Wohnungen zu beschaffen; die Kommission prüft sie, nimmt die vorgeschlagenen Wohnungen an oder lehnt sie ab.

Die so aufgenommenen Wohnungen umfassen möblierte und unmöblierte Wohnungen. Nach Maßgabe der von den Quartiernehmern erhaltenen Gesuche fordert die Kommission die Gemeindeverwaltung auf, Wohnungen zur Verfügung zu stellen. Alsdann nimmt sie Besitz von der geprüften Wohnung. Geht das Haus in einen anderen Besitz über, so bleibt die beschlagnahmte Wohnung trotzdem zur Verfügung der Kommission. Verläßt der Eigentümer des Mobiliars das Haus und nimmt die Wohnungseinrichtung mit, so muß die Reichsvermögensverwaltung sie durch eine andere ersetzen.

Die Wohnungs-Kommission darf keine Maßnahmen dulden, welche die Gemeindeverwaltung treffen könnte, um die Wohnungen der Einquartierungslast zeitweilig oder dauernd zu entziehen. Sind die leeren Wohnungen unzureichend, so wird der Gemeindeverwaltung eine Frist zur Lieferung der erforderlichen Wohnungen gestellt, die entweder durch Zusammenlegung der Einwohner oder auf irgend eine andere Art geschaffen werden müssen.

Wenn die Kommission die ihr zur Verfügung gestellten Wohnungen nicht mehr benötigt, so teilt sie der Gemeindeverwaltung ihren Verzicht schriftlich mit.

Artikel 8.

Zuteilung der Wohnungen.

Keine Militärperson darf eine Wohnung benutzen weder in den militärischen Gebäuden noch bei der Bevölkerung, ohne dazu ordnungsgemäß durch die Kommission ermächtigt worden zu sein.

Bevor eine Militärperson ihre Wohnung bezieht, besichtigt ein Vertreter der Kommission die Wohnung und stellt in Gegenwart des zukünftigen Quartiernehmers und des Quartiergebers oder des Eigentümers fest, ob sie die Räume enthält, auf welche die Militärperson Anrecht hat und, wenn es sich um eine möblierte Wohnung handelt, ob sie mit den in der Anlage Nr. 7 aufgezählten Möbelstücken versehen ist. Ist das Mobiliar unzureichend, so wird dessen Ergänzung von der Reichsvermögensverwaltung angefordert, die es unentgeltlich liefert. Das Mobiliar kann gleichfalls im ganzen von der Reichsvermögensverwaltung angefordert werden.

In Gegenwart des Vertreters der Kommission übernimmt die Militärperson sämtliche vom Quartiergeber oder von der Reichsvermögensverwaltung gelieferten Gegenstände und unterschreibt das Inventarverzeichnis. Der Grad der Abnutzung wird durch Uebereinkunft festgestellt.

Wenn eine Militärperson auf ihre Kosten ihr eigenes Mobiliar zu ergänzen wünscht, so kann sie die Möbel bei einem Händler in der Stadt oder bei einer öffentlichen Verwaltung mieten. Die Kommission erteilt ihr alsdann alle notwendigen Auskünfte, um diese Anmietung zu erleichtern.

Kapitel III.

Gegenseitige Verpflichtungen der Parteien.

Artikel 9.

Verpflichtungen der Reichsvermögensverwaltung, der Gemeinden und der Quartiergeber.

Jede zur Verfügung gestellte Wohnung muß vor dem Einzuge des Quartiernehmers instand gesetzt werden.

Der Eigentümer (der Bewohner, die Stadtverwaltung oder die Reichsvermögensverwaltung) muß die Räume in angemessener Weise **unter Dach** und Fach halten. Er hat zu sorgen für: die Unterhaltung der Räume, die Reparaturen, die sich aus einer normalen Benutzung oder aus Unglücksfällen, für die er verantwortlich ist, ergeben, ferner für die Entleerung der Aborte, die Reinigung der Schornsteine und die Lieferung des Wassers.

Der Inhaber einer Wohnung, von der ein oder mehrere Zimmer zur Verfügung gestellt sind, muß dem Quartiernehmer freien Zutritt zu diesen Zimmern bei Tag und bei Nacht gestatten und folglich der Militärperson einen Hausschlüssel sowie Zimmerschlüssel geben und, wenn die Militärperson mit ihrer Familie zusammenwohnt, zwei Haus- und zwei Zimmerschlüssel.

Der Quartiergeber muß der Militärperson gleichfalls die freie Benutzung der Räume, auf deren gemeinschaftlichen Gebrauch beide Teile angewiesen sind, gestatten wie zum Beispiel: Hausflur, Vorzimmer, Abort, Speicher usw. und ihr, wenn möglich, einen getrennten Kellerraum verschaffen.

Im Falle der Versetzung oder des Todes der Militärperson verbleibt die Benutzung der zur Verfügung gestellten Wohnung während zweier voller Monate nach der amtlichen Bekanntgabe der Versetzung oder des Todesfalls im ersten Falle der Militärperson, im zweiten Falle der Witwe oder den Erben.

Im Falle einer dienstlichen Abkommandierung für nicht länger als 6 Monate kann die Wohnung für die ganze Dauer der Abkommandierung dem Offizier oder verheirateten Unteroffizier zur Verfügung gestellt bleiben.

Artikel 10.

Pflichten des Quartiernehmers.

Die Reparaturen in den Mietsräumen, welche durch Verschulden des Quartiernehmers oder durch Ereignisse entstehen, die ihm zur Last fallen, müssen vollständig von ihm getragen werden.

Bei Beschädigungen, für welche der Quartiernehmer verantwortlich ist, wird die Höhe der dem Quartiergeber, der Stadtverwaltung oder der Reichsvermögensverwaltung zu zahlenden Entschädigung festgesetzt auf Grund einer Besichtigung, welche von der Orts-Wohnungs-Kommission und einem von der deutschen Ortsbehörde benannten Architekten gemeinsam vorgenommen wird.

Artikel 11.

Streitigkeiten.

Bei Reibungen und Zwistigkeiten zwischen Quartiergeber und Quartiernehmer wendet sich der letztere schriftlich an die Orts-Wohnungs-Kommission unter Angabe der Ursachen des Streites. Der Quartiergeber wendet sich an die Gemeindeverwaltung, welche die Beschwerde an die Kommission weiter gibt. Eine Schiedskommission, die aus einem von der Kommission ernannten militärischen Mitgliede und einem von der Reichsvermögensverwaltung ernannten Zivilmitgliede besteht, hört nacheinander die Beteiligten und schlägt dem Stadtkommandanten eine Schlichtung vor, worauf dieser entscheidet. Der französische Text des vorliegenden Reglements ist hierbei maßgebend.

Im Falle eines Streites zwischen einer Wohnungs-Kommission und der Reichsvermögensverwaltung werden die Fragen betreffend Neubauten oder Reparaturen an unbeweglichen Sachen usw. von dem Offizier des Geniewesens der zuständigen Hauptkommission durch die Hand ihres Vorsitzenden dem kommandierenden General des Geniewesens der Armee unterbreitet. Die Fragen betreffend das Mobiliar werden von dem Unterintendanten der zuständigen Hauptkommission durch die Hand ihres Vorsitzenden dem Generalintendanten der Armee übersandt. Wenn die

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 112

Reichsvermögensverwaltung die von diesen beiden Dienstchefs vorgeschlagene Lösung nicht annimmt, wird die Angelegenheit von diesen dem Oberbefehlshaber der Rheinarmee unterbreitet.

Kapitel IV.

Unterbringung der alliierten Militärpersonen.

Artikel 12.

Fälle sinngemäßer Anwendung.

Die alliierten Militärpersonen, die in der französischen Zone wohnen, können bezüglich ihrer Rechte auf Unterbringung für sich und ihre Familien die Anwendung der in ihrer eigenen Armee geltenden Dienstvorschriften verlangen. Sie werden, falls sie es wünschen, von der Wohnungs-Kommission untergebracht. In diesem Falle müssen sie sich nach den von der Kommission für die Garnison erlassenen besonderen Bestimmungen richten.

Artikel 13.

Unterbringung des Personals der Rheinland-Kommission.

Die Unterbringung der Delegierten der Rheinland-Kommission und ihres französischen, alliierten oder neutralen Personals muß gleichfalls in Natura durch die Wohnungs-Kommission erfolgen, gemäß dem Schreiben der Rheinland-Kommission 17 939 B. M. 2 vom 29. November 1920 (Anlage Nr. 9).

Artikel 14.

Unterbringung des französischen Zivilpersonals, das von der französischen Besatzungsarmee beschäftigt wird.

Die Unterbringung der Zivilangestellten der Militärverwaltung paßt sich in folgender Weise an:

1. die pensionierten Offiziere haben alle Rechte der aktiven Offiziere ihrer Rangstufe. Das gleiche gilt für die Ergänzungsoffiziere, die nach ihrer Demobilmachung in ihrer früheren Stelle belassen werden;
2. die verheirateten Zivilangestellten mit einem oder mehreren Kindern werden den verheirateten Offizierstellvertretern (Adjudants) gleichgestellt; sie haben kein Anrecht auf Ergänzungszimmer;
3. die verheirateten Zivilangestellten ohne Kinder, die verwitweten Angestellten mit einem oder mehreren Kindern, die verwitweten oder ledigen Angestellten, die Verwandte aufsteigender Linie zu unterhalten haben, werden den verheirateten Sergeanten gleichgestellt; sie haben keinerlei Anrecht auf Ergänzungszimmer;
4. die ledigen Angestellten werden den verheirateten Soldaten gleichgestellt; sie haben keinerlei Anrecht auf Ergänzungszimmer.

Die Dienstchefs, welche Angestellte beschäftigen, müssen sich vergewissern, daß die oben erwähnten Personen, welche von den Angestellten zu unterhalten sind, auch tatsächlich bei ihnen im Rheinland wohnen.

Die freiwilligen oder vorübergehend angestellten militärischen Krankenpflegerinnen, die in einem Hospital, einer Kantine oder einem Soldatenheim tätig sind, werden bei der Formation untergebracht, der sie zugeteilt sind, oder erhalten von der Wohnungs-Kommission die Wohnung in Natura, gemäß der Aufstellung in der Anlage Nr. 10.

Dasselbe gilt für die Leiter der Soldatenheime und ihr Personal.

Artikel 15.

Unterbringung des französischen Unterrichtspersonals.

Das französische Unterrichtspersonal wird, da es zum Gefolge der Rheinarmee gehört, durch die Wohnungs-Kommission in Natura untergebracht und zwar unentgeltlich.

Die Beamten, welche zu dem Unterrichtspersonal der zweiten Stufe gehören (ordentliche und außerordentliche Professoren), entrichten, wenn sie eine Wohnungsentschädigung vom Unterrichtsministerium erhalten, unmittelbar an ihren Quartiergeber den Betrag ihrer Miete, der von der Wohnungs-Kommission festgesetzt wird. Dasselbe gilt für den

Akademieinspektor, den der gesamte Unterrichtsdienst in den rheinischen Gebieten untersteht.

Die Wohnungsansprüche dieser verschiedenen Zivilbeamten sind in der Anlage Nr. 10 festgesetzt.

gez. General Degoutte.

Der Chef des Stabes.

gez. Michel.

Anlage Nr. 1

enthält den französischen Wortlaut des Artikels 8 des Rheinlandabkommens; die deutsche Uebersetzung ist in Nr. 1 Seite 1 ff. des Amtsblatts des Reichskommissars für die besetzten rheinischen Gebiete vom 10. Januar 1920 und im Reichsgesetzblatt 1919 S. 1337 abgedruckt.

Bemerkungen zur Auslegung des Artikels 8 des Rheinlandabkommens.

1. In ihrer Sitzung vom 1. April 1920 (Protokoll der 18. Sitzung § 363) hat die Rheinlandkommission entschieden, daß der französische Wortlaut des Artikels 8 des Rheinlandabkommens, der von den Reglements spricht, welche bei den einzelnen Armeen in Kraft sind, nach dem englischen Wortlaut ausgelegt werden muß, und daß es infolgedessen den Armeen gestattet ist, ihre internen Reglements abzuändern, wenn nach den Umständen Anlaß dazu besteht.

2. In ihrer 32. Sitzung vom 2. Juni 1920 hat die Rheinlandkommission entschieden, daß der vorletzte Absatz dieses Artikels 8, der mit den Worten beginnt: „Erweisen sich die bestehenden militärischen Anlagen" usw. auf sämtliche Fälle anwendbar ist, die im Absatz a aufgezählt sind.

3. Durch Schreiben Nr. 2324 H.C.I.T.R. vom 10. Dezember 1920 hat der Vorsitzende der Rheinlandkommission dem deutschen Reichskommissar mitgeteilt, daß in Fragen der Unterbringung und Einquartierung das Wort „Familie" folgende Personen umfaßt: die Frau, die Kinder und gegebenenfalls darüber hinaus jede Person, die gewöhnlich mit den Betreffenden zusammen wohnt, einschließlich der Dienstboten.

4. Das Personal der Soldatenheime gilt als angestellt im Gefolge der Armee und hat Anspruch auf Unterbringung gemäß dem allgemeinen französischen Kriegsreglement der Armee. (Ministerielle Entscheidung Nr. 1401 C vom 23. Februar 1918 Artikel 6.)

Anlage Nr. 2

enthält den französischen Wortlaut der Verordnung Nr. 32; die deutsche Uebersetzung ist im Heft 3 der „Uebersetzung der Verordnungen und Anweisungen der Interalliierten Kommission für die besetzten Rheinlande" Seite 9 abgedruckt.

Anlage Nr. 3

enthält den französischen Wortlaut der Verordnung Nr. 49; die deutsche Uebersetzung ist im Heft 5 der „Uebersetzung der Verordnungen und Anweisungen der Interalliierten Kommission für die besetzten Rheinlande" Seite 1 ff. abgedruckt.

Anlage Nr. 4

enthält den französischen Wortlaut der Verordnung Nr. 69; die deutsche Uebersetzung ist im Heft 7 der „Uebersetzung der Verordnungen und Anweisungen der Interalliierten Kommission für die besetzten Rheinlande" Seite 2 abgedruckt.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 113

Anlage Nr. 5.

Raumansprüche bei möblierten Wohnungen.

Rangstufe		Herrschaftszimmer	Burschenzimmer
Armeebefehlshaber	ein besonderes Haus, im ganzen angemessen möbliert, mit Empfangs- und Privaträumen		
Kommandierender General eines Armeekorps	Privaträume	9	2
Divisionsgeneral		8	2
Brigadegeneral		7	2
Oberst	verheiratet	6	2
	ledig	3	1
Oberstleutnant	verheiratet	5	2
	ledig	3	1
Bataillonsführer	verheiratet	4	1
	ledig	2	1
Hauptmann	verheiratet	3	1
	ledig	2	1
Oberleutnant oder Leutnant	verheiratet	2	1
	ledig	2	—
Offizierstellvertreter, Aspiranten, Feldwebel		2	1
Sergeanten und Korporale	verheiratet	2	—
Soldaten		1	—

Anlage Nr. 6.

Raumansprüche bei nichtmöblierten Wohnungen.

Rangstufe	Anzahl und Zusammensetzung der Räume	
	Verheiratete oder verwitwete Offiziere mit Kindern oder ledige Offiziere, die bei ihrer verwitweten Mutter wohnen	Ledige Offiziere
Offizier im Range eines Generals	ein angemessenes besonderes Haus, welches der Rangstufe und dem Dienste des Inhabers entspricht	
Oberst	7 Herrschaftszimmer 2 Burschenzimmer 1 Küche 1 Stall	5 Herrschaftszimmer 2 Burschenzimmer 1 Küche 1 Stall
Oberstleutnant	6 Herrschaftszimmer 2 Burschenzimmer 1 Küche 1 Stall	4 Herrschaftszimmer 2 Burschenzimmer 1 Küche 1 Stall

Rangstufe	Anzahl und Zusammensetzung der Räume	
	Verheiratete oder verwitwete Offiziere mit Kindern oder ledige Offiziere, die bei ihrer verwitweten Mutter wohnen	Ledige Offiziere
Bataillons- oder Eskadronsführer	5 Herrschaftszimmer 1 Burschenzimmer 1 Küche 1 Stall	3 Herrschaftszimmer 1 Burschenzimmer 1 Küche 1 Stall
Hauptmann	4 Herrschaftszimmer 1 Burschenzimmer 1 Küche 1 Stall	2 Herrschaftszimmer 1 Burschenzimmer 1 Stall
Oberleutnant und Leutnant	3 Herrschaftszimmer 1 Burschenzimmer 1 Küche 1 Stall	2 Herrschaftszimmer 1 Burschenzimmer 1 Stall

Anlage Nr. 7.

Liste

der Einrichtungsgegenstände welche die Wohnungen enthalten müssen, die vom deutschen Reich den Mitgliedern der Rheinlandkommission und der französischen Besatzungsarmee zur Verfügung gestellt werden.

	Bezeichnung der Gegenstände	Zahl der Gegenstände für die Zimmer für: Generäle, (Privatzimmer)	Höhere Offiziere	Subaltern-Offiziere	Mannschaften	Bemerkungen
1.	Schlafzimmer mit zwei Betten.					
Zwei vollständig ausgestattete einschläfrige Betten. Die beiden Betten können auf Wunsch des Beteiligten durch Kinderbetten oder Wiegen, ebenso ausgestattet sind, ersetzt sind.	Hölzerne Bettstellen	2	2	2	2	
	Sprungfedermatrazen	2	2	2	2	
	Matrazen	2	2	2	2	
	Keilkissen	2	2	2	2	
	Kopfkissen	2	2	2	2	
	Decken	2	2	2	2	
	Paar Bettücher	6	5	5	5	Die zum Wechseln einbegriffen.
	Kopfkissenbezüge	6	6	4	4	
	Plumeau oder Deckbetten	2	2	2	2	
	Plumeaubezüge	4	4	2	2	
	Bettspreite	2	2	2	2	
	Bettvorlagen	2	2	2	2	
	Nachttische	2	2	1	1	
	Nachttöpfe	2	2	1	1	
Möbel, Vorhänge, Teppiche.	Teppich	1	1	1	—	
	Fenstervorhänge	2	2	2	—	Für jedes Fenster
	Gardinen	2	2	2	2	Für jedes Fenster
	Spiegelschrank	1	1	1	—	
	Kleiderschrank	1	1	1	1	
	Kommode mit 3 Schubladen	1	1	1	1	

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 114

	Bezeichnung der Gegenstände	Zahl der Gegenstände in den Räumen für: Generäle (Privatzimmer)	Höhere Offiziere	Subaltern-Offiziere	Mannschaften	Bemerkungen
Möbel, Vorhänge und Teppiche	Tische mit Tischdecken	1	1	1	1	
	Schreibtisch	1	1	—	—	
	Spiegel	1	1	1	1	
	Sofa oder Ruhebett	1	1	1	—	
	Ruhesessel	2	2	1	1	
	Stühle	3	3	2	2	
	Kleiderträger mit 10 Haken	1	1	1	1	
Waschkommode mit Zubehör	Wasserkanne	2	2	2	1	
	Waschschüssel	2	2	2	1	
	Seifenschale	2	2	2	1	
	Bürstenschale	2	2	2	1	
	Kristallgläser	2	2	2	1	
	Kristallflasche	2	1	1	1	
	Kanne zum Wasserholen	1	1	1	1	
	Toiletteneimer	2	1	1	1	
	Fußbadwanne aus Zink	1	1	1	1	
	Spiegel	1	1	1	1	
	Handtuchständer	2	1	1	1	
	Handtücher	12	12	10	8	(Die zum Wechseln inbegriffen)
Beleuchtung	Feste Kronleuchter für Gas oder Elektrizität mit 2 Glühbirnen von 32 Kerzen	1	1	1	1	
	Tragbare Elektr. Lampen mit 1 Glühbirne von 25 Kerzen	2	2	1	—	
	Petroleumlampen	2	2	1	1	(In Ermangelung von Gas oder Elektrizität)
	Handleuchter	2	2	1	1	
Heizung und zwar Zentralheizung oder Warmwasserheizung oder eines der nebenstehenden Systeme.	a) Holzheizung:					
	Paar Feuerböcke	1	1	1	1	
	Kl. Handfeger für den Herd	1	1	1	1	
	Kaminschirm	1	1	1	1	
	Feuerschaufel	1	1	1	1	
	Paar Feuerzangen	1	1	1	1	
	Kasten für d. Holz	1	1	1	1	
	b) Heizung mit Steinkohle oder Koks in einem Kamin:					
	Bewegl. Rost aus Gußeisen	1	1	1	1	
	Kohlenkasten	1	1	1	1	
	Kohleneimer	1	1	1	1	
	Eine Handschaufel	1	1	1	1	
	Ein Schürhaken	1	1	1	1	
	Ein Kaminschirm	1	1	1	1	

Bezeichnung der Gegenstände	Zahl der Gegenstände in den Räumen für: Generäle (Privatzimmer)	Höhere Offiziere	Subaltern-Offiziere	Mann-schaften	Bemerkungen
c) Heizung mit Steinkohle oder Koks in einem Ofen:					
Ein Ofen	1	1	1	1	
Kohlenkasten	1	1	1	1	
Handschaufel	1	1	1	1	
Schürhacken	1	1	1	1	
Kohleneimer	1	1	1	1	
2. Schlafzimmer mit 1 Bett.					
Holzbettstelle	1	1	1	1	
Sprungfedermatratze	1	1	1	1	
Matratze	1	1	1	1	
Keilkissen	1	1	1	1	
Kopfkissen	1	1	1	1	
Decken	1	1	1	1	
Paar Bettücher	3	3	2	2	(Die zum Wechseln mit inbegriffen)
Kopfkissenbezüge	3	3	2	2	
Plumeau oder Steppdecke	1	1	1	1	
Plumeaubezug	2	2	1	1	
Bettdecke	1	1	1	1	
Nachttich	1	1	1	1	
Bettvorleger	1	1	1	1	
Nachttopf	1	1	1	1	
Teppich	1	1	1	1	
Fenstervorhang	2	2	2	1	
Scheibengardinen	2	2	2	2	
Spiegelschrank	1	1	?	?	
Schrank zum Aufhängen der Kleider	1	1	1	1	
Tisch mit Tischdecke	1	1	1	1	
Schreibtisch	1	1	1	1	
Spiegel	1	1	1	1	
Sofa oder Ruhebett	1	1	1	1	
Lehnstuhl zum Ausruhen	1	1	1	1	
Stühle	2	2	2	2	
Kleiderriegel mit 5 Haken	1	1	1	1	
Wasserkanne	1	1	1	1	
Waschschüssel	1	1	1	1	
Seifenschale	1	1	1	1	
Bürstenschale	1	1	1	1	
Kristallbecher	1	1	1	1	
Kristallkaraffe	1	1	1	1	

Ein vollständ. ausgest. 1schläfr. Bett, eventl. eine Wiege oder ein ebenso ausgestattetes Kinderbett.

Möbel, Vorhänge und Teppiche.

Waschkommode und Zubehör.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 115

Bezeichnung der Gegenstände	Zahl der Gegenstände in den Räumen für: Generäle (Privatzimmer)	Höhere Offiziere	Subaltern-Offiziere	Mann-schaften	Bemerkungen
Krug	1	1	1	1	
Toiletteneimer mit Deckel	1	1	1	1	
Zinkwanne für Fußbad	1	1	1	1	
Spiegel	1	1	1	1	
Handtuchständer	1	1	1	1	
Handtücher	6	6	4	4	(Die zum Wechseln inbegriffen)
Kronleuchter, fester für Gas oder Elektrizität (mit einer Glühbirne von 32 Kerzen)	1	1	1	1	
Bewegliche elektrische Lampe mit Glühbirne v. 25 Kerzen	1	1	1	1	
Petroleumlampe	1	1	1	1	(In Ermangelung von Gas oder Elektrizität)
Leuchter	1	1	1	1	
a) Holzheizung:					
Paar Feuerböcke	1	1	1	1	
Kleiner Handfeger für d. Herd	1	1	1	1	
Kaminschirm	1	1	1	1	
Feuerschaufel	1	1	1	1	
Paar Feuerzangen	1	1	1	1	
Kasten für das Holz	1	1	1	1	
b) Heizung mit Steinkohle oder Koks in einem Kamin:					
Beweglicher Rost aus Gußeisen	1	1	1	1	
Kohlenkasten	1	1	1	1	
Kohleneimer	1	1	1	1	
Handschaufel	1	1	1	1	
Schürhaken	1	1	1	1	
Kaminschirm	1	1	1	1	
c) Heizung mit Steinkohle oder Koks in einem Ofen:					
Ein Ofen	1	1	1	1	
Kohlenkasten	1	1	1	1	
Handschaufel	1	1	1	1	
Schürhaken	1	1	1	1	
Kohleneimer	1	1	1	1	
3. Eßzimmer.					
Teppich	1	1	1	1	
Fenstervorhang	2	2	2	1	
Scheibengardinen	2	2	2	2	(Für jedes Fenster)
Buffet	1	1	1	1	
Kredenztisch oder Serviertisch	1	1	1	1	

Beleuchtung.

Zentralheizung, Warmwasserheizung oder in Ermangelung eine der hier nebenangegebene Heizeinrichtung.

Möbel, Vorhänge u. Teppiche und Wäsche.

	Bezeichnung der Gegenstände	Zahl der Gegenstände in den Räumen für: Generäle (Privatzimmer)	Höhere Offiziere	Subaltern-Offiziere	Mannschaften	Bemerkungen
	Ausziehtisch mit Teppich	1	1	1	1	
	Kleines rundes Tischchen	1	1	1	1	
	Stühle	12	8	6	6	
	Wachstuch	—	—	—	1	
	Tischtücher	4	4	3	1	(Die zum Wechseln inbegriffen)
	Servietten	18	12	12	6	
Besteck	Löffel	18	18	12	6	
Besteck	Gabeln	24	24	12	6	
Besteck	Kaffeelöffel	24	18	12	6	
Besteck	Große Messer	18	12	12	6	
Besteck	Kleine Messer	18	12	12	6	
Besteck	Großer Suppenlöffel	1	1	1	1	
Besteck	Fischservies	1	—	—	—	
Besteck	Tranchierbesteck	1	1	1	1	
Tafelservice.	Schüsselservice	3	2	1	1	
Tafelservice.	Salatservice	1	1	1	1	
Tafelservice.	Brotkorb	1	1	1	1	
Tafelservice.	Frühstückstassen	12	6	6	4	
Tafelservice.	Tiefe Teller	18	12	12	6	
Tafelservice.	Flache Teller	36	24	18	12	
Tafelservice.	Kleiner Nachtischteller	18	12	12	6	
Tafelservice.	Längliche Schüsseln	2	2	1	1	
Tafelservice.	Tiefe Schüsseln	2	2	2	1	
Tafelservice.	Obstschalen	4	2	1	1	
Tafelservice.	Eierbecher	12	12	6	6	
Tafelservice.	Radieschenschüsseln	4	4	2	2	
Tafelservice.	Suppenterine	1	1	1	1	
Tafelservice.	Gemüseschüsseln	2	2	2	1	
Tafelservice.	Salatschüsseln	1	1	1	1	
Tafelservice.	Saucenschüsseln	2	2	2	1	
Tafelservice.	Kompotschüsseln	4	2	1	1	
Tafelservice.	Schüsseluntersätze	1	1	1	1	
Tafelservice.	Tablett	2	2	1	—	
Porzellan und Glas.	Oel und Essigbehälter	1	1	1	1	
Porzellan und Glas.	Teekannen	1	1	1	1	
Porzellan und Glas.	Kaffeekannen	1	1	1	1	
Porzellan und Glas.	Zuckerdosen	2	1	1	1	
Porzellan und Glas.	Sahnenkännchen	1	1	1	1	
Porzellan und Glas.	Teetassen mit Untertassen	12	12	12	?	
Porzellan und Glas.	Kaffeetassen mit Untertassen	12	12	12	6	
Porzellan und Glas.	Gewöhnliche Gläser	18	12	12	6	
Porzellan und Glas.	Gute Weingläser	18	12	12	6	

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 116

	Bezeichnung der Gegenstände	Zahl der Gegenstände in den Räumen für: Generäle (Privatzimmer)	Höhere Offiziere	Subaltern-Offiziere	Mannschaften	Bemerkungen
Porzellan und Glas.	Sektgläser (Schalen)	18	12	12	6	
Porzellan und Glas.	Likörgläser	18	12	12	6	
Porzellan und Glas.	Karaffen	4	4	3	2	
Porzellan und Glas.	Runde Schüsseln	2	2	2	1	
Porzellan und Glas.	Karaffenuntersätze in Kristall	4	4	3	2	
Beleuchtung.	Kronleuchter, fester (für Gas oder Elektrizität, mit 3 Glühbirnen von 32 Kerzen)	1	1	1	1	
Beleuchtung.	Bewegliche elektrische Lampen, von denen jede 1 Glühbirne von 32 Kerzen hat	2	2	1	?	
Beleuchtung.	Petroleumlampe	4	2	2	1	(In Ermanglung von Gas oder Elektrizität)
Zentralheizung, Warmwasserheizung oder in Ermangelung einer nebenangegebene Heizvorrichtung.	a) Holzheizung:					
Zentralheizung, Warmwasserheizung oder in Ermangelung einer nebenangegebene Heizvorrichtung.	Paar Feuerböcke	1	1	1	1	
Zentralheizung, Warmwasserheizung oder in Ermangelung einer nebenangegebene Heizvorrichtung.	Kl. Handfeger für den Herd	1	1	1	1	
Zentralheizung, Warmwasserheizung oder in Ermangelung einer nebenangegebene Heizvorrichtung.	Kaminschirm	1	1	1	1	
Zentralheizung, Warmwasserheizung oder in Ermangelung einer nebenangegebene Heizvorrichtung.	Paar Feuerzange	1	1	1	1	
Zentralheizung, Warmwasserheizung oder in Ermangelung einer nebenangegebene Heizvorrichtung.	Kasten für das Holz	1	1	1	1	
Zentralheizung, Warmwasserheizung oder in Ermangelung einer nebenangegebene Heizvorrichtung.	b) Heizung mit Steinkohle oder Koks in einem Kamin:					
Zentralheizung, Warmwasserheizung oder in Ermangelung einer nebenangegebene Heizvorrichtung.	Beweglicher Rost aus Gußeisen	1	1	1	1	
Zentralheizung, Warmwasserheizung oder in Ermangelung einer nebenangegebene Heizvorrichtung.	Kohlenkasten	1	1	1	1	
Zentralheizung, Warmwasserheizung oder in Ermangelung einer nebenangegebene Heizvorrichtung.	Handschaufel	1	1	1	1	
Zentralheizung, Warmwasserheizung oder in Ermangelung einer nebenangegebene Heizvorrichtung.	Schürhaken	1	1	1	1	
Zentralheizung, Warmwasserheizung oder in Ermangelung einer nebenangegebene Heizvorrichtung.	Kaminschirm	1	1	1	1	
Zentralheizung, Warmwasserheizung oder in Ermangelung einer nebenangegebene Heizvorrichtung.	Kohleneimer	1	1	1	1	
Zentralheizung, Warmwasserheizung oder in Ermangelung einer nebenangegebene Heizvorrichtung.	c) Heizung mit Steinkohle oder Koks in einem Ofen:					
Zentralheizung, Warmwasserheizung oder in Ermangelung einer nebenangegebene Heizvorrichtung.	1 Ofen	1	1	1	1	
Zentralheizung, Warmwasserheizung oder in Ermangelung einer nebenangegebene Heizvorrichtung.	Kohlenkasten	1	1	1	1	
Zentralheizung, Warmwasserheizung oder in Ermangelung einer nebenangegebene Heizvorrichtung.	Handschaufel	1	1	1	1	
Zentralheizung, Warmwasserheizung oder in Ermangelung einer nebenangegebene Heizvorrichtung.	Schürhaken	1	1	1	1	
Zentralheizung, Warmwasserheizung oder in Ermangelung einer nebenangegebene Heizvorrichtung.	Kohleneimer	1	1	1	1	
	4. Salon.					
Möbel, Vorhänge und Teppiche.	Kaminaufsatz	1	1	1	?	
Möbel, Vorhänge und Teppiche.	Teppich	1	1	1	?	
Möbel, Vorhänge und Teppiche.	Sessel	4	2	2	?	
Möbel, Vorhänge und Teppiche.	Sofa	1	1	1	?	
Möbel, Vorhänge und Teppiche.	Stühle	6	4	4	?	
Möbel, Vorhänge und Teppiche.	Tisch mit Tischdecke	2	2	1	?	
Möbel, Vorhänge und Teppiche.	Schränke und Vitrinen (Glasschrank)	2	1	1	?	

Bezeichnung der Gegenstände		Zahl der Gegenstände in den Räumen für Generäle (Privatzimmer)	Höhere Offiziere	Subaltern-Offiziere	Mannschaften	Bemerkungen
Beleuchtung.	Spiegel	2	1	1	?	
	Bilder (Gemälde)	6	4	2	?	
	Fenstervorhänge	2	2	2	?	
	Scheibengardinen	2	2	2	?	(Für jedes Fenster)
	Kronleuchter fester, (für Gas oder Elektrizität mit 3 Glühbirnen zu 50 Kerzen)	1	1	1	?	
	Bewegliche elektrische Lampen die jede 1 Glühbirne mit 32 Kerzen haben	3	2	2	?	
	Petroleumlampen	4	3	2	?	(In Ermangelung von Gas oder Elektrizität)
Zentralheizung, Warmwasserheizung oder in Ermangelung eine nebenangegebene Heizvorrichtung.	a) Holzheizung:					
	Paar Feuerböcke	1	1	1	?	
	Kl. Handfeger für den Herd	1	1	1	?	
	Kaminschirm	1	1	1	?	
	Paar Feuerzangen	1	1	1	?	
	Kohlenkasten	1	1	1	?	
	b) Heizung mit Steinkohle oder Koks in einem Kamin:					
	Beweglicher Rost aus Gußeisen	1	1	1	?	
	Kohlenkasten	1	1	1	?	
	Kohleneimer	1	1	1	?	
	Handschaufel	1	1	1	?	
	Schürhacken	1	1	1	?	
	Kaminschirm	1	1	1	?	
	c) Heizung mit Steinkohle oder Koks in einem Ofen:					
	Ofen	1	1	1	?	
	Kohlenkasten	1	1	1	?	
	Handschaufel	1	1	1	?	
	Schürhacken	1	1	1	?	
	Kohleneimer	1	1	1	?	
	5. Arbeitszimmer.					
Möbel, Vorhänge und Teppiche.	Schreibtisch	1	1	1	1	
	Tisch mit Tischdecke	1	1	1	?	
	Bibliothek	1	1	1	?	
	Arbeitssessel	1	1	1	?	
	Sessel zum Ausruhen	2	2	1	?	
	Sofa oder Ruhebett	1	1	?	?	
	Stühle	4	2	2	?	
	Teppich	1	1	1	?	
	Fenstervorhang	2	2	2	?	(Für jedes Fenster)

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 117

Bezeichnung der Gegenstände		Zahl der Gegenstände in den Räumen für Generäle (Privatzimmer)	Höhere Offiziere	Subaltern-Offiziere	Mannschaften	Bemerkungen
Beleuchtung.	Scheibengardinen	2	2	2	?	(Für jedes Fenster)
	Papierkorb	1	1	1	—	
	Kronleuchter, fester (für Gas oder Elektrizität mit 2 Glühbirnen zu 32 Kerzen)	1	1	1	?	
	Bewegliche elektrische Lampen mit je einer Glühbirne zu 25 Kerzen	2	2	1	?	
	Petroleumlampe	2	2	1	?	(In Ermangelung von Gas oder Elektrizität)
Zentralheizung, Warmwasserheizung oder in Ermangelung eine nebenangegebene Heizvorrichtung.	a) Holzheizung:					
	Paar Feuerböcke	1	1	1	?	
	Kleiner Handfeger für d. Herd	1	1	1	?	
	Kaminschirm	1	1	1	?	
	Paar Feuerzangen	1	1	1	—	
	Feuerschaufel	1	1	1	—	
	Kasten für das Holz	1	1	1	—	
	b) Heizung mit Steinkohle oder Koks in einem Kamin:					
	Beweglicher Rost aus Gußeisen	1	1	1	—	
	Kohlenkasten	1	1	1	—	
	Handschaufel	1	1	1	—	
	Kaminschirm	1	1	1	—	
	c) Heizung mit Steinkohle oder Koks in einem Ofen:					
	Ofen	1	1	1	—	
	Kohlenkasten	1	1	1	—	
	Handschaufel	1	1	1	—	
	Schürhaken	1	1	1	—	
	6. Dienstbotenzimmer.					
Ein vollständig ausgestattetes einschläfriges Bett.	Holzbettstelle	1	1	1	—	
	Sprungfedermatratze	1	1	1	—	
	Matratze	1	1	1	—	
	Keilkissen	1	1	1	—	
	Kopfkissen	1	1	1	—	
	Decken	1	1	1	—	
	Paar Bettücher	2	2	2	—	(Die zum Wechseln inbegriffen)
	Kopfkissenbezüge	2	2	2	—	
	Plumeau	1	1	1	—	
	Plumeaubezug	1	1	1	—	
	Bettvorleger	1	1	1	—	
	Nachttisch	1	1	1	—	
	Nachttopf	1	1	1	—	

	Bezeichnung der Gegenstände	Zahl der Gegenstände in den Räumen für: Generäle (Privatzimmer)	Höhere Offiziere	Subaltern-Offiziere	Mann-schaften	Bemerkungen
Möbel und Vorhänge.	Scheibengardinen	2	2	2	—	
	Schrank zum Aufhängen der Kleider	1	1	1	—	
	Tisch	1	1	1	—	
	Stühle	2	2	2	—	
Waschkommode mit Zubehör.	Wasserkanne	1	1	1	—	
	Waschschüssel	1	1	1	—	
	Seifenschale	1	1	1	—	
	Glasbecher	1	1	1	—	
	Krug	1	1	1	—	
	Eimer mit Deckel	1	1	1	—	
	Spiegel	1	1	1	—	
	Handtuchständer	1	1	1	—	
	Handtücher	4	4	4	—	
Beleuchtung.	Hängelampe für Gas oder Elektrizität mit Glühbirne von 25 Kerzen	1	1	1	—	
	Petroleumlampe	1	1	1	—	
	Leuchter	1	1	1	—	
	Ofen mit allem was dazu gehört, wenn die Einrichtung des Zimmers es zuläßt	1	1	1	—	
	7. Küche und Speisekammer.					
Möbel und Vorhänge. Heizung.	Herd für Steinkohle	1	1	1	1	
	Gasherd oder Gas-Schüsselwärmer	1	1	1	1	
	Tisch	2	2	1	1	
	Speiseschrank	1	1	1	1	
	Stühle	3	3	3	2	
	Büffet	2	2	1	1	
	Wandbrett	2	2	1	1	
	Scheibengardinen	2	2	2	2	(Für jedes Fenster)
Küchengeschirr.	Küchentücher	24	12	6	6	
	Handtücher	6	6	4	4	
	Verschiedene Küchenteller	12	12	6	6	
	Küchenmesser	6	6	3	3	
	Blech- oder eiserne Löffel	6	6	3	3	
	Blech- oder eiserne Gabeln	6	6	3	3	
	Alles was in Holz für Saucen nötig ist	2	2	1	1	
	Sieb	2	2	2	2	
	Salatkorb	1	1	1	1	

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 118

	Bezeichnung der Gegenstände	Zahl der Gegenstände in den Räumen für: Generäle (Privatzimmer)	Höhere Offiziere	Subaltern-Offiziere	Mann-schaften	Bemerkungen
	Eiserne Kasserol	2	2	1	1	
	Zusammenpassende Aluminiumkasserolen	6	6	6	4	
	Bratenschüsseln	2	2	1	1	
	Hackbrett	1	1	1	1	
	Hackmesser	1	1	1	1	
	Fleischmesser	1	1	1	1	
	Wasserkessel	2	2	1	1	
	Schaumlöffel	2	2	1	1	
	Fischkessel	1	1	1	1	
	Kuchenbrett	1	1	1	1	
	Küchenschöpflöffel	2	2	1	1	
	Spülwanne für Geschirr	1	1	1	1	
	Tropfbrett für Geschirr	1	1	1	1	
	Anzahl von Büchsen f. Gewürze	1	1	1	1	
	Kelle z. Durchschlagen v. Puree	1	1	1	1	
	Kaffeemühle	1	1	1	1	
	Kaffeekanne	1	1	1	1	
	Gewöhnliche Gläser	6	6	6	4	
	Näpfe	6	6	4	2	
	Waschkessel	1	1	1	1	
	Waschfaß	1	1	1	1	(Zum Waschen der Wäsche)
Diverses.	Uhr	1	1	1	1	
	Wage	1	1	1	1	
	Flaschenkorb	1	1	1	1	
	Bügeleisen	4	4	3	3	
	Bügelbrett	1	1	1	?	
	Kücheneimer	1	1	1	1	
	Abfalleimer	1	1	1	1	
	Küchenbesen	2	2	1	1	
	Starker Besen (Schrubber)	2	2	1	1	
	Brotbüchse	1	1	1	1	
	Petroleumkanne	1	1	1	1	
	Schürhacken	1	1	1	1	
	Kohlenschaufel	1	1	1	1	
	Kohleneimer	1	1	1	1	
Beleuchtung	Hängelampe für Gas oder Elektrizität, von denen 2 eine Glühbirne von 25 Kerzen und 1 mit Birne von 16 Kerzen	3	3	3	3	(In Ermangelung von Gas oder Elektrizität)
	Petroleumlampe	1	1	1	1	

Bezeichnung der Gegenstände	Zahl der Gegenstände in den Räumen für				Bemerkungen
	Generäle (Privatzimmer)	Höhere Offiziere	Subaltern-Offiziere	Mann-schaften	
Leuchter	1	1	1	1	(In Ermangelung von Gas oder Elektrizität)
Gasmesser	1	1	1	1	
Elektrizitätsmesser	1	1	1	1	
8. W. C.					
Eine Lampe mit Glühbirne von 16 Kerzen	1	1	1	1	
9. Badezimmer.					
Lampen, feste mit je einer Glühbirne von 25 Kerzen . .	2	2	2	2	
10. Flure und Treppen.					
Kleiderriegel	1	1	1	1	
Kleiderriegel mit Schirmständer	1	1	1	1	
Strohmatte	1	1	1	1	
Flurteppich	1	1	1	1	
2 Stühle oder eine Flurbank	1	1	1	1	

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 119

Anlage

Bezeichnung der Zimmer	Januar		Februar		März		April	
	E.	G.	E.	G.	E.	G.	E.	G.
1. Offiziere im Rang eines Generals.								
Zimmer mit 2 Betten	8	26	7	23	8	26	5	17
Zimmer mit 1 Bett	4	13	4	11	4	13	3	8
Speisezimmer	37	130	34	117	37	130	24	85
Salon	11	28	10	25	11	28	—	—
Arbeitszimmer	5	17	4	16	5	17	—	—
Bedient. Zimmer	2	8	2	8	2	8	—	—
Küche	11	52	10	47	11	52	8	34
2. Höhere Offiziere.								
Zimmer mit 2 Betten	8	26	7	23	8	26	5	17
Zimmer mit 1 Bett	4	13	4	11	4	13	3	8
Speisezimmer	23	78	20	70	23	78	15	50
Salon	11	28	10	25	11	28	—	—
Arbeitszimmer	5	17	4	16	5	17	—	—
Bedient. Zimmer	2	8	2	8	2	8	—	—
Küche	11	52	10	47	11	52	8	34
3. Subalternoffiziere.								
Zimmer mit 2 Betten	8	26	7	23	8	26	5	17
Zimmer mit 1 Bett	4	13	4	11	4	13	3	8
Speisezimmer	15	52	14	47	15	52	10	34
Salon	8	18	7	16	8	18	—	—
Arbeitszimmer	3	8	3	8	3	8	—	—
Bedient. Zimmer	2	8	2	8	2	8	—	—
Küche	6	26	5	24	6	26	4	17
4. Verheiratete Unteroffiziere und Mannschaften (welche über die gesetzl. Zeit dienen).								
Zimmer mit 2 Betten	4	13	4	12	4	13	3	9
Zimmer mit 1 Bett	4	13	4	12	4	13	3	9
Speisezimmer	8	26	7	24	8	26	5	17
Bedient. Zimmer	2	8	2	8	2	8	—	—
Küche	6	26	6	24	6	26	4	17

E. = Zahl der Kilowatt je Monat.
G. = Zahl der Kubikmeter Gas je Monat.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 120

Nr. 8.

Mai		Juni		Juli		August		September		Oktober		November		Dezember	
E.	G	E.	G.	E.	G.	E.	G.	E.	G.	E.	G.	E.	G.	E.	G.
5	17	3	8	3	8	3	8	5	16	8	26	8	25	8	26
3	8	2	4	2	4	2	4	3	8	4	13	4	13	4	13
24	85	12	42	12	43	12	43	24	85	37	130	36	126	37	130
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	28	11	27	11	28
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	17	5	17	5	17
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	8	2	8	2	8
8	34	4	16	4	17	4	17	8	34	11	52	11	50	11	52
5	17	3	8	3	8	3	8	5	17	8	26	8	25	8	26
3	8	2	4	2	4	2	4	3	8	4	13	4	13	4	13
15	52	8	25	8	26	8	26	15	50	23	78	22	76	23	78
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	28	11	27	11	28
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	17	5	17	5	17
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	8	2	8	2	8
8	34	4	17	4	18	4	18	8	34	11	52	11	50	11	52
5	17	3	8	3	8	3	8	5	17	8	26	8	25	8	26
3	8	2	4	2	4	2	4	3	8	4	13	4	13	4	13
10	34	5	17	5	17	5	17	10	34	15	52	15	50	15	52
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	18	8	18	8	18
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	8	3	8	3	8
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	8	2	8	2	8
4	17	2	8	2	8	2	8	4	17	6	26	6	25	6	26
3	9	2	4	2	4	2	4	3	9	4	13	4	12	4	13
3	9	2	4	2	4	2	4	3	9	4	13	4	12	4	13
5	17	3	8	3	8	3	8	5	17	8	26	7	25	8	26
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	8	2	8	2	8
4	17	2	8	2	8	2	8	4	17	6	26	6	25	6	26

Anlage 9.

Interalliierte Rheinland-Kommission.
Französisches Oberkommissariat.
Nr. 17 939/B, B/2

Coblenz, den 29. November 1920.

Unterbringung der Delegierten der Rheinland-Kommission und ihres Personals.

Artikel 8 des Rheinlandabkommens sieht vor, daß die Zivilbeamten nach den zur Zeit in Kraft befindlichen Einquartierungs-Bestimmungen jeder Armee bei der Zivilbevölkerung untergebracht werden.

Die Delegierten der Rheinland-Kommission und ihr Personal werden durch die Wohnungs-Kommissionen in der gleichen Weise untergebracht wie die Militärpersonen, denen sie im Range gleichgestellt sind. Hierbei gilt folgende Regelung:

Leitendes Personal.

Privatwohnung.

1. Möblierte Wohnungen.

A. Der Bezirksdelegierte (délégué de district) hat Anspruch auf eine Wohnung, die zum mindesten der für einen Brigade-General vorgesehenen Wohnung gleichwertig ist, das heißt: 7 Herrschaftszimmer, darunter ein großer Salon und ein Speisezimmer als Empfangsräume, zwei Dienstbotenzimmer und eine Küche.

B. Der Kreisdelegierte (délégué de cercle) und der erste Adjutant (adjoint) des Bezirksdelegierten erhalten, wenn sie verheiratet oder zwar ledig, Haupt einer Familie sind, eine Wohnung, die zum mindesten der für einen verheirateten Oberstleutnant vorgesehenen Wohnung gleichwertig ist, das heißt: 5 Herrschaftszimmer, darunter ein großer Salon und ein Speisezimmer als Empfangszimmer, zwei Dienstbotenzimmer und eine Küche.

C. Der Kreisdelegierte und der erste Adjutant des Bezirks werden, wenn sie ledig und nicht Haupt einer Familie sind, einem ledigen Oberstleutnant gleichgestellt und erhalten drei Herrschaftszimmer, ein Dienstbotenzimmer und eine Küche. Sie haben außerdem Anspruch auf einen großen Salon als Empfangsraum.

D. Der zweite Adjutant des Bezirks und die Adjutanten der Kreise werden, wenn sie verheiratet oder wenn sie zwar ledig aber Familienoberhaupt sind, einem verheirateten Hauptmann gleichgestellt und erhalten drei Zimmer, ein Dienstbotenzimmer und eine Küche.

E. Der zweite Adjutant des Bezirks und die Adjutanten der Kreise werden, wenn sie ledig und nicht Familienoberhaupt sind, einem ledigen Hauptmann gleichgestellt und erhalten zwei Zimmer, ein Dienstbotenzimmer und eine Küche.

Die Zahl der weiteren Zimmer für Familienangehörige ist dieselbe, wie sie für die Armee zugebilligt ist.

2. Nichtmöblierte Wohnungen.

Die Ansprüche der Beamten der Rheinland-Kommission entsprechen den Rechten der Offiziere, denen sie gleichgestellt sind (siehe Anlage Nr. 6).

Die Zahl der weiteren Zimmer für Familienangehörige tritt zu diesen Raumansprüchen hinzu.

Geschäftsräume.

Die Bezirksdelegierten haben Anspruch auf sechs oder sieben Räume je nach der Größe (Vorzimmer, Dienstzimmer des Delegierten, Dienstzimmer des ersten Adjutanten, Dienstzimmer der anderen Adjutanten, Dienstzimmer der Sekretäre).

Der Kreisdelegierte hat Anspruch auf vier oder fünf Räume (Vorzimmer, Dienstzimmer des Delegierten, Dienstzimmer der Adjutanten, Dienstzimmer der Sekretäre).

Subaltern-Personal.

Das Subaltern-Personal der Delegierten der Rheinland-Kommission wird in zwei Klassen eingeteilt:

1. Angestellte, die allein leben.

Die ledigen oder verheirateten Angestellten, die im besetzten Gebiet allein leben, werden den verheirateten Soldaten gleichgestellt und haben Anspruch auf ein Zimmer und die Mitbenutzung einer Küche.

2. Angestellte,
die Haupt einer Familie sind.

a) 1. Fall: Die Familie zählt zwei Mitglieder (z. B. ein verheirateter Angestellter, der einen selbständigen Haushalt ohne Kinder führt, oder ein verwitweter Angestellter mit einem Kinde, oder ein Junggeselle, der nur eine Person zu unterhalten hat): Diese werden den verheirateten Sergeanten gleichgestellt und haben Anspruch auf zwei Zimmer und eine Küche.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 121

b) 2. Fall: Die Familie zählt drei Mitglieder (z. B. ein verheirateter Angestellter, der einen eignen Haushalt führt mit einem Kinde, oder ein verwitweter oder lediger Angestellter, der zwei Personen zu unterhalten hat): Diese werden verheirateten Offizierstellvertretern (Adjutants) gleichgestellt und haben Anspruch auf zwei Zimmer, ein Dienstbotenzimmer und eine Küche.

c) 3. Fall: Die Familie zählt mehr als drei Mitglieder. Diese Angestellten haben Anspruch auf ein weiteres Zimmer für je zwei Kinder oder für jede weitere Person, zu deren Unterhalt sie verpflichtet sind.

Die verschiedenen Einzelbestimmungen, welche in dem Reglement der französischen Rheinarmee vorgesehen sind, das der Verordnung 49 beigefügt ist, finden auf das leitende und Subaltern-Personal der Delegationen der Rheinland-Kommission Anwendung.

Grundsätzlich wird die Wohnung den Beamten und Angestellten der Rheinland-Kommission in Natura zur Verfügung gestellt und nicht in der Form einer Wohnungsentschädigung in Geld. Eine solche kann nur durch besondere Entscheidung des französischen Oberkommissars bewilligt werden.

Durch diese Instruktion wird die Note Nr. 6567/B. M./2 vom 12. Mai 1920 aufgehoben.

Sie tritt vom 1. Dezember 1920 ab für das von diesem Tage ab ernannte Personal in Kraft.

Die Bestimmungen, welche eine Beschränkung der vorher durch die Note Nr. 6567/B. M./2 festgesetzten Ansprüche enthalten, werden auf das gegenwärtig im Dienst befindliche Personal erst dann angewandt, wenn der Betreffende die Wohnung, die er jetzt inne hat, aufgibt.

gez. Rousselier.

Anmerkung: Unter Familie ist nach der Entscheidung der Rheinland-Kommission in ihrer 65. Sitzung vom 9. November 1920 (1362), soweit es sich um Unterkunft handelt, folgendes zu verstehen:

„Die Frau und die Kinder und außerdem jede Person, die gewöhnlich mit dem Betreffenden zusammenwohnt, gegebenenfalls einschließlich der Dienstboten."

Wenn es sich jedoch um eine gewöhnlich mit dem Betreffenden zusammenwohnende Person handelt, die nicht zu den tatsächlich ihm gegenüber unterhaltsberechtigten Verwandten gehört, so muß der Fall mit der notwendigen Begründung dem Oberkommissar zur Entscheidung unterbreitet werden.

Anlage 10.

Entsprechende Anwendung auf verschiedene Fälle.

Die unten aufgezählten Personen werden hinsichtlich ihrer Unterkunft den Offizieren gleichgestellt und haben für ihre unterhaltsberechtigten Familienangehörigen dieselben Ansprüche auf weitere Zimmer wie die Offiziere.

1. Personal des Sanitätswesens:

Eigentliche (principales) Militärkrankenpflegerinnen der 1. und 2. Klasse . . . . . Hauptmann.
Titulierte oder auf Probezeit angestellte Militärkrankenpflegerinnen und sonstige Krankenpflegerinnen . . . . . Leutnant.

2. Personal der Soldatenheime:

Bezirks-Direktoren . . . . . Kommandant.
Personal der Etablissements . . . . Leutnant.

3. Personal des höheren Unterrichtswesens und des Berufsunterrichts:

Akademie-Inspektor, Leiter des öffentlichen Unterrichtsdienstes in den Rheinlanden . . Oberst.

Direktor der Rechtsschule . .	Bataillonsführer
Direktor der Handelsschule . .	
Direktor der Ackerbauschule . .	
und die ordentlichen (agrégés) Professoren	

Außerordentliche (non-agrégés) Professoren = Hauptmann.

4. Personal des Unterrichts der zweiten Stufe.

Provisoren . . . . . Oberst.
Ordentliche Zensoren (censeurs agrégés) = Oberstleutnant.

Außerordentliche (non-agrégés) Zensoren	Bataillonsführer
Oekonomen der Lyzeen . . .	
und die ordentlichen (agrégés) Professoren	

Außerordentliche (non-agrégés) Professoren = Hauptmann.
Aufseher (Surveillants) . . . . Unterleutnant.

5. Personal des Unterrichts der ersten Stufe.

Direktor der Elementarschule . . . Hauptmann.
Lehrer oder Lehrerin . . . . . Leutnant.

Berichtigung
zu Artikel 16 der Verordnung 2.

In der deutschen Uebersetzung der Verordnung 2 Artikel 16 § 2, abgedruckt Heft 1 Seite 7, muß es richtig heißen: „Die Ladungen müssen für das Personal eines Kommissariats an den Oberkommissar des betreffenden Landes und für die alliierten Militärpersonen und Beamten, sowie ihre Familien an den Chef de Corps oder an die zu diesem Zwecke von der Rheinland-Kommission bezeichnete Behörde im Kreis gerichtet werden."

Berichtigung
zur Uebersetzung der Verordnung 73,
abgedruckt im Heft 7 der Uebersetzung Seite 10.

In Artikel 1 muß es richtig heißen:

„Die Staatsangehörigen der Mächte, deren Truppen an der Besetzung teilnehmen, welche in die besetzten Gebiete einreisen, haben ihre Pässe oder Geleitscheine, von denen in Artikel 5 a der Verordnung 3 (nicht 30, wie irrtümlich angegeben) usw."

Berichtigung.

Die Uebersetzung des Artikels 16 § II der Verordnung 2 (Heft 1 Seite 7) ist wie folgt zu berichtigen:

„Artikel 16.

§ II. Die Ladungen müssen für das Personal eines Kommissariats an den Oberkommissar des betreffenden Landes und für die alliierten Militärpersonen und Beamten und ihre Familien an den Chef des Korps oder an die von der Interalliierten Rheinland-Kommission zu diesem Zweck bestimmte Behörde im Kreise gerichtet werden."

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 122

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 123

Einquartierungs-Bestimmungen
für die französische Armee, neuestes Reglement vom 17. 6. 1921 . . . . . Seite 11.
Anlage 1—4 hierzu . . . . . Seite 20.
Anlage 5
Raumansprüche bei möblierten Wohnungen . . . . . Seite 21.
Anlage 6
Raumansprüche bei nichtmöblierten Wohnungen . . . . . Seite 21.
Anlage 7
Liste der Einrichtungsgegenstände . . . . . Seite 22.
Anlage 8
Bezeichnung der Zimmer . . . . . Seite 34.
Anlage 9
Unterbringung der Delegierten der Rheinlandkommission und ihres Personals . . . . Seite 36.
Anlage 10
Entsprechende Anwendung auf verschiedene Fälle . . . . . Seite 37.
Berichtigungen
a) zu Artikel 16 der Verordnung 2 . . . . . Seite 38.
b) zur Uebersetzung des Artikels 1 der Verordnung 73 . . . . . Seite 38.
c) zur Uebersetzung des Artikels 16 § II der Verordnung 2 . . . . . Seite 38.



StAMZ. NL Oppenheim / 43,2 - 124

Heft 7.

Übersetzung

der Verordnungen und Anweisungen

der Interalliierten Kommission

für die besetzten Rheinlande

herausgegeben

vom Reichskommissar

für die

besetzten rheinischen Gebiete.

1. Auflage.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 125

Inhaltsübersicht.

Verordnung 69
betreffend die von der deutschen Regierung auf Grund des Artikels 8 des Rheinlandabkommens zu machenden Leistungen . . . . . Seite 2.

Verordnung 70
betreffend Aufhebung und Ersetzung des Wortlautes des Artikels 1 der Verordnung 27 Seite 3.

Verordnung 71
betreffend Spionage und ähnliche Angelegenheiten . . . . . Seite 4.

Verordnung 72
zur Aufhebung und Aenderung der Verordnung Nr. 18, betreffend die Zollbefreiungen, die den Mitgliedern und dem Personal der Interalliierten Rheinland-Kommission sowie den Besatzungstruppen und deren Familien zugestanden werden . . . . . Seite 5.

Verordnung 73
betreffend die Einreise von Staatsangehörigen der alliierten Mächte in das besetzte Gebiet . . . . . Seite 10.

Verordnung 74
zur Außerkraftsetzung für die besetzten Gebiete der deutschen Verordnungen vom 16. Januar 1917 (R.-G.-Bl. S. 41) und vom 22. März 1920 (R.-G.-Bl. S. 334) sowie des Reichsgesetzes vom 12. Mai 1920 (R.-G.-Bl. S. 953) über die Prüfung der Bildstreifen bezüglich bestimmter alliierter Bildstreifen . . . . . Seite 10.

Verordnung 75
betreffend die Anwendung der bayerischen Bekanntmachung vom 7. Februar 1921 zur Abänderung der bayerischen Bekanntmachung vom 10. August 1920 im besetzten Gebiet Seite 11.

Verordnung 76
betreffend vorläufige Wiedereinführung der Telegraphen- und Fernsprech-Zensur und der Zensur von Preßnachrichten über Truppenbewegungen . . . . . Seite 11.

Verordnung 77
betreffend die Einrichtung einer besonderen Kontrolle der deutschen Zollverwaltung, der Einfuhr und der Ausfuhr, des zur Verhütung der Kapitalflucht eingesetzten Dienstes und die Einrichtung eines besonderen Kontos für die Zolleinkünfte, die in den besetzten Gebieten aufkommen . . . . . Seite 11.

Verordnung 78
betreffend die Rechte der deutschen Behörden bei strafbaren Handlungen, die von Personen begangen werden, die in Artikel 1 und Artikel 2, § V, der Verordnung Nr. 2 genannt sind . . . . . Seite 12.

Verordnung 79
betreffend Aufhebung und Ersetzung der Verordnungen 34 und 41 über das Halten und den Transport von Brieftauben . . . . . Seite 12.

Verordnung 80
betreffend Regelung der Luftfahrt in den besetzten Gebieten . . . . . Seite 13.

Verordnung 81
betreffend die Ordnung des Zollwesens im besetzten Gebiet . . . . . Seite 14.

Verordnung 82
betreffend Einrichtung einer Sonderreglung der Ein- und Ausfuhr für das besetzte Gebiet Seite 16.

Berichtigte Verordnung Nr. 6 . . . . . Seite 17.

Berichtigung . . . . . Seite 22.

Anweisung 13
zur Ergänzung der Anweisung Nr. 7 über die Ausstellung von Waffenscheinen und Munitionskarten . . . . . Seite 23.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 126

Verordnungen.

Verordnung 69.

Verordnung
betreffend
die von der deutschen Regierung auf Grund des Artikels 8 des Rheinlandabkommens zu machenden Leistungen.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet auf Grund des Artikels 8 des Rheinlandabkommens:

Artikel 1.

Jede der alliierten und assoziierten Armeen hat das Recht, für ihre eigenen Bedürfnisse und für diejenigen der Rheinland-Kommission die durch Artikel 8 des Rheinlandabkommens vorgesehenen Leistungen ausführen zu lassen.

Diese Leistungen werden auf Grund von Leistungsbefehlen bewirkt, die entweder der Reichsvermögensverwaltung gemäß Artikel 1 Absatz 2 und Artikel 2 der Verordnung Nr. 32 oder im Falle der Dringlichkeit oder der Notwendigkeit den örtlichen Behörden oder unmittelbar den Privatpersonen zugestellt werden.

Sie sind nach den gegenwärtig in jeder Armee in Kraft befindlichen oder künftig zu erlassenden Bestimmungen auszuführen.

Artikel 2.

In den Fällen, in denen den Leistungsbefehlen nicht in der von der Militärbehörde festgesetzten Frist nachgekommen wird, ist die Militärbehörde berechtigt, von jedem unbeweglichen Gut, öffentlichen oder Privatgebäude, Gelände oder beweglichen Gegenstand, die ihnen zur Befriedigung ihrer Bedürfnisse geeignet scheinen, Besitz zu ergreifen. Wenn die verlangte Leistung die Ausführung von Arbeiten umfaßt, können die Militärbehörden anstelle der deutschen Behörden alle zur Leitung und Ausführung nötigen Maßnahmen ergreifen. Sie können insbesondere unter Vorweisung eines Leistungsbefehls das Personal und die Hilfsmittel der beteiligten deutschen Verwaltungen sowie jedes andere notwendige Personal und alle anderen nötigen Hilfsmittel in Anspruch nehmen. Diese Maßnahmen werden unbeschadet der für Zuwiderhandlungen gegen die Verordnungen der Rheinland-Kommission angedrohten gerichtlichen oder Verwaltungs-Strafmaßnahmen gegen die Beamten oder Privatpersonen getroffen werden, die einem Leistungsbefehl nicht gehorchen.

Artikel 3.

Die Abschätzung und Bezahlung aller Ausgaben, Entlohnungen und Entschädigungen, die aus Leistungen auf Grund dieser Verordnung herrühren, liegt der deutschen Regierung ob, sei es, daß letztere sie ausgeführt hat, sei es, daß die alliierten Behörden anstelle der verantwortlichen deutschen Behörden für ihre Ausführung Sorge getragen haben.

In diesem letzteren Falle soll die Zahlung binnen drei Monaten vom Tage der Ausführung der

Leistung ab bewirkt werden. Wenn die Zahlung von den deutschen Behörden nicht innerhalb der bestimmten Frist bewirkt ist, sind die beteiligten militärischen Besatzungsbehörden berechtigt, zum Zwecke der Bezahlung für Rechnung der deutschen Regierung Staatsmittel in den öffentlichen Maßen zu beschlagnahmen, unbeschadet der für Zuwiderhandlungen gegen die Verordnungen der Rheinland-Kommission angedrohten gerichtlichen oder Verwaltungs-Strafmaßnahmen. Die Abschätzung geschieht durch die alliierten Mitglieder der in **Verordnung 59** über die Beitreibungen vorgesehenen Ortsausschüsse und nach den für diese geltenden Bestimmungen. Das Gleiche gilt für die Bezahlung der im Falle des Artikels 2 der gegenwärtigen Verordnung in Anspruch genommenen Materialien und Arbeiten.

Artikel 4.

In Anwendung des Artikels 1 § 2 der Verordnung Nr. 32 haben die zuständigen deutschen Behörden binnen 6 Monaten nach dem Zeitpunkt des Inkrafttretens der gegenwärtigen Verordnung dem zu diesem Zweck von den Oberbefehlshabern der alliierten Armeen bezeichneten Offizieren von allen Abschätzungen und Zahlungen Mitteilung zu machen, die auf Grund von Leistungen gemäß Artikel 8 des Rheinlandabkommens seit dem 10. Januar 1920 bewirkt worden sind.

Bezüglich der nach dem Inkrafttreten der gegenwärtigen Verordnung ausgeführten Leistungen haben die zuständigen deutschen Behörden diesen Offizieren monatlich den Betrag der an die beteiligten Parteien für die Leistungen auf Grund der gegenwärtigen Verordnung bewirkten Zahlungen anzugeben.

Artikel 5.

Die Vorschriften dieser Verordnung ändern in keiner Weise die hinsichtlich der Unterkunft durch Verordnung Nr. 49 und hinsichtlich der Beitreibungen durch Verordnung Nr. 59 erlassenen Bestimmungen.

Artikel 6.

Die gegenwärtige Verordnung findet im Brückenkopf Kehl Anwendung.

Artikel 7.

Die gegenwärtige Verordnung tritt sofort in Kraft.

Coblenz, den 18. Januar 1921.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 70.

Verordnung
betreffend
Aufhebung und Ersetzung des Wortlauts des Artikels 1 der Verordnung 27.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet:

Artikel 1.

Artikel 1 der Verordnung 27 wird aufgehoben und wie folgt ersetzt:

§ I.

Kein Urteil kann erlassen und keine richterliche oder Verwaltungsstrafmaßnahme kann ausgeführt werden gegen Personen, Handelsfirmen oder Gesellschaften wegen der Verträge oder der Handels-, Finanz- oder Bankgeschäfte, welche sie in den besetzten Gebieten während des Waffenstillstandes mit der ausdrücklichen oder stillschweigenden Genehmigung der alliierten Behörden abgeschlossen oder ausgeführt haben.

§ II.

Kein Urteil kann erlassen und keine richterliche oder Verwaltungsstrafmaßnahme kann ausgeführt werden gegen die alliierten Bankfirmen oder Gesellschaften, welche ihren Geschäftsbetrieb im besetzten Gebiet während des Waffenstillstandes begonnen haben, oder gegen ein Mitglied einer solchen Firma oder Gesellschaft, aus dem Grunde, daß eine solche Firma oder Gesellschaft die in den deutschen Gesetzen vorgeschriebene Eintragung, Erlaubnis oder Genehmigung nicht erlangt hat, vorausgesetzt, daß sie darum binnen 2 Monaten nach dem Inkrafttreten des Friedensvertrages nachgesucht hat, selbst wenn die Eintragung, die Erlaubnis oder Genehmigung nicht erteilt wird.

§ III.

Ohne Genehmigung der Rheinland-Kommission kann kein Urteil ausgesprochen und keine richterliche oder Verwaltungsstrafmaßnahme durchgeführt werden gegen irgend eine Person wegen einer Verwaltungs- oder politischen Handlung, welche sie während des Waffenstillstandes vorgenommen hat.

Wegen einer Verwaltungs- oder politischen Handlung, die während der Waffenstillstandszeit begangen ist, darf niemand in Haft genommen oder

sonstwie in seiner Freiheit beschränkt werden, bevor mit Genehmigung der Rheinland-Kommission gegen ihn ein endgültiges Urteil erkannt ist.

§ IV.

a) Jede Person, welche die Vergünstigung dieser Verordnung anrufen will, soll ihren Antrag bei dem deutschen Gericht oder der deutschen Behörde, welche mit der Sache befaßt ist, vor jedem anderen Verteidigungsmittel einbringen. In allen Fällen, wo das Verfahren bereits beim Zeitpunkte des Inkrafttretens dieser Verordnung bei dem deutschen Gericht oder einer Behörde schwebt, kann ein solcher Antrag binnen 28 Tagen nach jenem Zeitpunkte eingebracht werden. Das deutsche Gericht oder die Behörde soll in erster Instanz über den Antrag entscheiden und soll bis zur endgültigen Entscheidung das Verfahren im übrigen ruhen lassen.

b) Jede Partei kann binnen 8 Tagen nach der Entscheidung des deutschen Gerichtes oder der deutschen Behörde gegen die Entscheidung Berufung an die Rheinland-Kommission einlegen, welche in letzter Instanz über die Gültigkeit des Antrages entscheiden wird.

§ V.

Sobald eine Person, die in Haft genommen wurde, oder der irgendwelche bewegliche Sachen beschlagnahmt oder eingezogen wurden, die Vergünstigung der §§ I, II oder III dieses Artikels für sich in Anspruch nimmt, haben die deutschen Behörden dieses Gesuch unverzüglich dem Kreisdelegierten der Interalliierten Rheinland-Kommission unmittelbar zu übermitteln. Bei Haftsachen haben sie den Betroffenen sofort dem Delegierten zuzuführen.

Der Delegierte hat das Gesuch sofort mit seiner Aeußerung der Rheinland-Kommission zu übermitteln.

Die Rheinland-Kommission kann anordnen, daß der Beschuldigte in Freiheit gesetzt wird, oder daß die Beschlagnahme oder Einziehung aufgehoben wird, bis eine endgültige Entscheidung in der Sache ergeht.

Artikel 2.

Diese Verordnung ist im Brückenkopf Kehl anwendbar.

Artikel 3.

Die vorstehende Verordnung tritt am 1. Februar in Kraft.

Coblenz, den 18. Januar 1921.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 71.

Verordnung
betreffend
Spionage und ähnliche Angelegenheiten.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet auf Grund des Artikels 5 des dem Friedensvertrage angehängten Abkommens:

Artikel 1.

Mit Gefängnis bis zu lebenslänglicher Dauer wird bestraft, wer zu einem die Sicherheit der Besatzungsarmeen benachteiligenden Zwecke

a) sich einem Orte nähert, ihn besichtigt, überfliegt, oder betritt, zu welchem der Zutritt im Hinblick auf die Sicherheit der Besatzungstruppen durch einen ordnungsmäßig angeschlagenen Befehl des Oberbefehlshabers einer Besatzungsarmee untersagt ist;

b) eine Lichtbildaufnahme macht, eine Zeichnung, einen Plan, ein Modell, eine Karte oder eine sonstige Urkunde herstellt;

c) eine Lichtbildaufnahme, eine Zeichnung, einen Plan, ein Modell, eine Karte, Aufzeichnung oder sonstige Urkunde oder Aufklärung sich verschafft, sammelt, vervielfältigt, in Besitz hat, oder an einen andern mitteilt;

d) sich an einer Verschwörung beteiligt oder Einvernehmen mit andern als den an der Besetzung teilnehmenden Mächten unterhält.

Artikel 2.

Niemand darf ohne schriftliche Genehmigung des Oberbefehlshabers der Besetzungszone einen Lichtbild-Apparat an Orten mit sich führen, deren Betreten gemäß Artikel 1 a verboten ist.

Artikel 3.

Niemand darf ohne schriftliche Genehmigung des Oberbefehlshabers der Besetzungszone eine drahtlose Telegraphen- oder eine drahtlose Fernsprechstation errichten, oder von ihr Gebrauch machen, oder einen Sende- oder Empfangsapparat für drahtlose Telegraphie oder drahtlose Fernsprecherei,

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 127

oder ein Instrument, das besonders für einen drahtlosen Telegraphen- oder drahtlosen Fernsprechapparat bestimmt ist, herstellen, kaufen, verkaufen, im Besitz oder zu seiner Verfügung haben. Niemand darf die vorgenannten Apparate oder Instrumente an Personen, die im besetzten Gebiet wohnen, verkaufen oder für sie darüber verfügen, ohne die vorerwähnte Genehmigung erhalten zu haben.

Die vorstehenden Vorschriften dürfen in keinem Falle dahin ausgelegt werden, daß sie die Beteiligten von der Beobachtung der deutschen Gesetze und Verordnungen über den Gegenstand entbinden.

Artikel 4.

Das Tragen von Uniformen und Abzeichen der Besatzungsarmeen und der Rheinland-Kommission, ebenso wie aller Nachahmungen solcher Uniformen und Abzeichen ist für alle Personen verboten, die nicht den alliierten Armeen oder der Rheinland-Kommission angehören.

Artikel 5.

Wegen Zuwiderhandlung gegen diese Verordnung wird mit Gefängnis bis zu lebenslänglicher Dauer und mit Geldstrafe bis zu 100 000,— ℳ, oder mit einer dieser beiden Strafen bestraft:

a) wer einen Paß, Geleitschein, Zeugnis oder irgend eine andere Urkunde, die von den Zivil- oder Militärbehörden ausgestellt ist, fälscht oder verfälscht, oder wer eine derartige gefälschte oder verfälschte Urkunde im Besitz hat oder von ihr Gebrauch macht;

b) wer in der Absicht, einen derartigen Paß, Geleitschein oder irgendeine andere derartige amtliche Urkunde zu erlangen, wissentlich falsche Angaben macht;

c) wer, ohne im Besitz einer ordnungsmäßigen Genehmigung zu sein, ein Prägewerkzeug, ein Siegel oder einen Stempel der alliierten oder assoziierten Regierungen oder der ihr nachgeordneten zivilen oder militärischen Behörden, oder der Interalliierten Rheinland-Kommission gebraucht, in Besitz oder zu seiner Verfügung hat; wer ein Prägewerkzeug, Siegel oder Stempel, welche den vorgenannten so ähnlich sind, daß sie zur Täuschung geeignet sind, gebraucht, im Besitz oder zu seiner Verfügung hat; oder wer die genannten Prägewerkzeuge, Stempel oder Siegel nachmacht, herstellt oder verkauft, oder wer derartig nachgemachte Prägewerkzeuge, Stempel oder Siegel gebraucht, in seinem Besitz oder zu seiner Verfügung hat.

Artikel 6.

Artikel 30 der Verordnung 2 wird hierdurch aufgehoben.

Artikel 7.

Diese Verordnung ist im Gebiet des Brückenkopfes Kehl anwendbar.

Artikel 8.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Coblenz, den 26. Januar 1921.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 72.

Verordnung
zur Aufhebung und Aenderung der Verordnung Nr. 18, betreffend die Zollbefreiungen, die den Mitgliedern und dem Personal der Interalliierten Rheinland-Kommission sowie den Besatzungstruppen und deren Familien zugestanden werden.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet auf Grund des Artikels 9 des dem Friedensvertrage angehängten Abkommens:

Artikel 1.

Die Sendungen an die Rheinland-Kommission, an eine der Besatzungsarmeen, an eine Marketenderei, eine Messe, eine Genossenschaft oder eine amtlich zu der Rheinland-Kommission oder den Besatzungsarmeen gehörende Organisation, ebenso die von diesen Organisationen ausgehenden Sendungen sind frei von jeglicher Zollabgabe, und zwar sowohl bei der Einfuhr wie bei der Ausfuhr, ferner frei von jeglicher Einfuhr- und Ausfuhrbewilligung. Die Berechtigung zu dieser Befreiung wird durch Vorzeigung einer Bescheinigung nachgewiesen, die von dem Offizier ausgestellt wird, der zur Uebernahme und Quittungsleistung über die Sendung oder zur Besorgung der Absendung ermächtigt ist.

Diese Bescheinigung, die je nach dem Falle dem anliegenden Muster A oder Muster B zu entsprechen hat, muß enthalten:

a) im Falle der Einfuhr, daß die Sendung für den Verbrauch der namentlich bezeichneten

alliierten oder assoziierten Organisation bestimmt ist;

b) im Falle der Ausfuhr, daß sie für die Bedürfnisse dieser Organisation eingeführt wurde und daß sie ihr eigentümlich gehört.

Gegen Vorzeigung dieser Bescheinigung haben die deutschen Zollbehörden sich darauf zu beschränken, die Richtigkeit der Anzahl und der Markierung der Stücke nachzuprüfen. Die Oeffnung der Stücke ist nur zulässig, wenn die äußere Bezeichnung nicht mit der Beschreibung in der Bescheinigung übereinstimmt. Sie darf in diesem Falle nur in Gegenwart eines Vertreters der alliierten Militärbehörde und an den von jedem Armeekommandanten für seine Zone bestimmten Stellen vorgenommen werden.

Die Bescheinigung ist für die Transporte mit militärischer Begleitmannschaft erforderlich; dagegen ist sie nicht erforderlich für Militärtransporte.

Artikel 2.

Die Verabfolgung von Sendungen, die an die persönliche Anschrift der Mitglieder, Beamten oder Angestellten der Rheinland-Kommission oder ihrer Familien sowie an die Militärpersonen der Besatzungsarmeen, an ihnen zugeteilte Personen oder deren Familien gerichtet sind, erfolgt durch die deutschen Behörden gegen Vorlegung einer die amtliche Stellung des Empfängers angebenden Bescheinigung nach Muster A. In der Bescheinigung muß außerdem angeführt sein, daß die Sendung für seinen persönlichen Gebrauch bestimmt und als solche von Einfuhrabgaben befreit ist.

Wenn es sich um Postsendungen handelt, so hat die Postverwaltung diese Sendungen der Zollbehörde zuzuführen. Die Zollbehörde hat gegen Vorzeigung der vorerwähnten Bescheinigung die Genehmigung zur Uebergabe an den Empfänger zu erteilen, ohne diesen zu nötigen, sich zur Zollabfertigungsstelle zu begeben.

Die vorbezeichneten Personen sind ferner befugt, mittels einer entsprechenden Bescheinigung die Gegenstände, die ihnen gehören und die von ihnen in den besetzten Gebieten persönlich benutzt worden sind, auszuführen.

Die Bescheinigungen für die persönlichen Sendungen sind von den Oberkommissaren, ihren Vertretern oder von den Delegierten der Interalliierten Rheinland-Kommission, deren Zuständigkeit sich über den Kreis hinaus erstreckt, für die Mitglieder, Beamten und Angestellten der Rheinland-Kommission und deren Familien auszustellen und von den Befehlshabern der Truppeneinheit oder die Dienststelle für die Militärpersonen der Besatzungsarmeen, die ihnen zugeteilten Personen und deren Familien.

Unter Familienangehörigen werden nur die Verwandten verstanden, die gewöhnlich mit dem Familienoberhaupt zusammen leben und die von ihm tatsächlich unterhalten werden. Außerdem ist es zur Erlangung der Befreiung erforderlich, daß die Einfuhr- oder Ausfuhrbescheinigung von dem Familienoberhaupt unterzeichnet wird.

Artikel 3.

1. Handgepäck der Mitglieder der Interalliierten Rheinland-Kommission und des ihr zugeteilten Personals, der Offiziere und der ihnen gleichgestellten Beamten der Besatzungsarmeen und das ihrer Familien wird sowohl beim Eingang in die besetzten Gebiete wie auch beim Ausgang aus diesen Gebieten keiner Nachschau durch die Zollbeamten unterworfen und ist auch im Revisionsraum nicht vorzuzeigen.

Die Personen, die von dieser Regelung Gebrauch machen, haben den Nachweis über ihre Stellung durch Vorzeigung ihres Personalausweises oder irgend einer anderen amtlichen Urkunde zu führen.

2. Das eingeschriebene (aufgegebene) Gepäck, welches den vorbezeichneten Personen gehört, ist auch frei von jeder Nachschau durch die deutschen Zollbeamten gegen Vorlegung der erforderlichen Bescheinigung.

3. Das Gepäck der Militärpersonen ohne Offiziersrang und der den Besatzungsarmeen zugeteilten Personen sowie das Gepäck ihrer Familien kann nur dann beschaut werden, wenn der Verdacht einer strafbaren Handlung vorliegt. In diesem Falle darf die Nachschau nur in Gegenwart eines Vertreters der alliierten Militärbehörde und an den von jedem Armeekommandanten für seine Zone bestimmten Stellen vorgenommen werden.

Ebenso ist mit dem aufgegebenen Gepäck der in Ziffer 1 dieses Artikels bezeichneten Personen zu verfahren, wenn diese die oben genannte Bescheinigung nicht vorlegen.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 128

Artikel 4.

Die durch die vorliegende Verordnung vorgesehenen Vergünstigungen finden auf deutsche Reichsangehörige keine Anwendung.

Artikel 5.

1. Wer ohne Anrecht auf die aus dieser Verordnung sich ergebenden Vorrechte zu haben, deren Vergünstigung erlangt oder zu erlangen versucht, wer Anrecht auf diese Vorrechte hat und sie benutzt, um Waren abgabefrei einzuführen, für die er kein Anrecht auf diese Freiheit hat, macht sich einer Zuwiderhandlung gegen diese Verordnung schuldig und verwirkt eine Geldstrafe, die 100 000,— ℳ nicht übersteigt und Gefängnisstrafe nicht über 1 Jahr, oder eine dieser beiden Strafen allein.

2. Das mit einer Zuwiderhandlung gegen den vorstehenden Artikel befaßte Gericht kann über die in diesem Artikel vorgesehenen Strafen hinaus die Einziehung der den Gegenstand des Verfahrens bildenden Waren anordnen. Diese Waren sind den zuständigen deutschen Behörden auszuliefern.

3. Die Vorschriften dieses Artikels und ebenso die Strafverfahren oder die auf Grund des vorstehenden Artikels von den alliierten Gerichten ergangenen Urteile stehen dem nicht entgegen, daß die deutschen Behörden Strafverfolgungen wegen Verletzung des deutschen Rechtes gegen die Personen einleiten, die der deutschen Gerichtsbarkeit nicht auf Grund der Verordnungen der Rheinland-Kommission entzogen sind.

Artikel 6.

Die Verordnung 18 wird aufgehoben.

Artikel 7.

Die Verordnung ist im Gebiet des Brückenkopfes Kehl anwendbar.

Artikel 8.

Die Verordnung tritt am 15. Februar 1921 in Kraft.

Coblenz, den 28. Januar 1921.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Modele A. **Form A.**

Certificat — Certificate — Bescheinigung

Donnant droit à l'admission en franchise de droits d'entrée de toute espèce
Granting exemption from all Customs or Import Duties of any kind.
Zur Befreiung von Einfuhrgebühren aller Art.

Je soussigné ..... | nom, grade on emploi
I, the untersigned ..... | name, rank or function
Der Unterzeichnete ..... | Name, Diensigrad oder Beschäftigung
certifie que les marchandises ci-dessous désignées:
certify that the goods described below:
bescheinigt hiermit, daß die nachstehend bezeichneten Waren:

..... | nature des objets ou denrées / description of goods / Art der Ware
..... | quantités ou poids brut / amount or gross weigth / Stückzahl oder Bruttogewicht
..... | Emballage / Packing / Verpackung
..... | Signes caractéristiques / Special marks / besondere Kennzeichen

expédiées par M..... | Nom et adresse de l'expéditeur
despatched by Mr. ..... | Name and address of sender
die Herr..... | Name und Abschrift des Absenders.

le ..... (date)
on ..... (date)
am..... (Datum)

à l'adresse de..... | nom et adresse du destinataire
to ..... | name and address of consignee
an Herrn ..... | Name und Aufschrift des Empfängers.

sont exemptes de tous droits d'entrée comme étant destinées
are exempt from all import duties of any kind as being intended
gesandt hat, von allen Einfuhrgebühren aller Art frei sind, weil sie bestimmt sind.

1. à être utilisées par ..... | Corps ou service, cantine, mess etc.
for the use of ..... | Corps or office, canteen, mess etc.
zur Verwendung von ..... | Truppenteil, Amtsstelle, Kantine usw.
2. à l'usage personnel de M ..... | Qualité du destinataire
For the personal use of Mr. ..... | Style and title of consignee
zum persönlichen Gebrauch von Herrn ..... | Eigenschaft des Empfängers.

A ..... le 19
At ..... date 19
In ..... den 19

Signature et cachet
Signature and Official Seal
Unterschrift und Stempel

1. 2. Barrer une des deux mentions
Strike out 1 or 2
Je nach den Fällen, ist 1. oder 2. zu streichen.

Modèle B. **Form B.** **Muster B.**

Certificat · Certificate · Bescheinigung

Donnant droit à l'exemption des droits de sortie de toute espèce.
Granting exemption from all Export Duties of any kind.
Zur Befreiung von Ausfuhrgebühren aller Art.

Je soussigné ..... | nom, grade ou emploi
I, the undersigned ..... | name, rank, occupation
Der Unterzeichnete ..... | Name, Dienstgrad, Beschäftigung.
certifie que les marchandises ci-dessous désignées:
certify that the goods enumerated below:
escheinigt hiermit, dass die nachstehend bezeichneten Waren:

..... | nature de la marchandise
description of goods
Gattung der Waren.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 129

..... | quantité et poids brut
ammount and gross weight
Stückzahl oder Bruttogewicht.

..... | emballage
packing
Verpackung.

..... | signes caractéristiques
special marks
besondere Kennzeichen.

expédiées par ..... | nom et adresse de l'expéditeur
dispatched by ..... | name and address of sender
welche versandt werden von ..... | Name und Anschrift des Absenders

e ..... (date)
on ..... (date)
am ..... (Datum).

à l'addresse de ..... | nom et adresse du destinataire
to ..... | name and address of consignee
an ..... | Name und Anschrift des Empfängers.

A. sont des biens militaires.
(c'est-à-dire: 1 des stocks ou des marchandises qui sont la propriété de la H. C. I. T. R. ou des Armées d'Occupation et destinées à leur besoin officiel; -ou, s'il s'agit de coopératives a des marchandises qui ont été importées pour être vendues aux membres de la Haute Commission ou des Armées d'Occupation)

A. are Army property.
(i. e. 1. Stores or goods which are the property of the Inter-Allied Rhineland High Commission (or of the Armies of Occupation) and are intended for their official use;
or 2. in the case of co-operative organisations- goods which were imported to be sold to members of the I. A. R. H. C. or of the Armies of Occupation).

A. Heeresgut sind: (d. h. 1. Vorräte oder Waren, die der Interalliierten Rheinlandkommission oder den Besatzungsarmeen gehören und für deren dienstlichen Gebrauch bestimmt sind;
oder 2., — sofern es sich um Genossenschaften, Messen, Kantinen handelt, — eingeführt wurden, um an die Mitglieder der Interalliierten Rheinlandkommission oder der Besatzungsarmeen verkauft zu werden.)

ou or oder

B. sont la propriété d'un membre — de la famille d'un membre — de la H. C. I. T. R. (y compris tous les organismes en relevant, les membres, fonctionnaires et employés de ceux-ci); ou d'un membre — de la famille d'un membre — des troupes d'occupation.
et ont servi à son propre usage.

B. are the property (of a member of the family) of a member of the Interallied Rhineland High Commission (including all affiliated bodies, members officials and employees thereof) or (of a member of the family) of a member of the Armies of Occupation
and have actually been used by him.

B. **Eigentum** (eines Familienangehörigen) eines Mitgliedes der Interalliierten Rheinlandkommission (einschliesslich aller ihr nachgeordneten Behörden, sowie deren Mitglieder, Beamten und Angestellten) eines Familienangehörigen eines Mitgliedes der Besatzungsarmeen sind und tatsächlich von ihm gebraucht worden sind.

(Signature, cachet et date)
(Signature, official seal and date)
(Unterschrift, Stempel, Datum.)

Dans A et B, rayer, suivant les cas, les mots ou mentions inutiles.
In A and B, the words which are inapplicable should be struck out.
In A nnd B ist Nicht-Zutreffendes zu streichen.

Verordnung 73.

Verordnung

betreffend

die Einreise von Staatsangehörigen der alliierten Mächte in das besetzte Gebiet.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet:

Artikel 1.

Die Staatsangehörigen der Mächte, deren Truppen an der Besetzung teilnehmen, welche in die besetzten Gebiete einreisen, haben ihre Pässe oder Geleitscheine, von denen in Artikel 5 a der Verordnung 30 die Rede ist, und die auf Grund der Vorschriften der einzelnen beteiligten Regierungen ausgestellt sind, innerhalb vier Tagen nach der Einreise in das besetzte Gebiet von dem Delegierten der Interalliierten Rheinland-Kommission in einem der Kreise visieren zu lassen, in denen sie sich aufhalten wollen, und zwar bei Vermeidung der Strafen, die für Zuwiderhandlungen gegen die Verordnungen der Interalliierten Rheinland-Kommission vorgesehen sind.

Artikel 2.

Auf Grund des Artikels 7 der Verordnung 3 haben die Staatsangehörigen der an der Besetzung teilnehmenden Mächte, welche in den besetzten Gebieten reisen, sich in den Gasthöfen oder bei den Quartierwirten einzuschreiben und dabei die auf ihre Identität und ihren Personenstand bezüglichen Angaben zu machen.

Sie sind an keine anderen Vorschriften der deutschen Gesetze über die Reisenden gebunden.

Artikel 3.

Die Verordnung ist im Gebiet des Brückenkopfes Kehl anwendbar.

Artikel 4.

Die Verordnung tritt sofort in Kraft.

Coblenz, den 8. Februar 1921.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 74.

Verordnung

zur Außerkraftsetzung für die besetzten Gebiete der deutschen Verordnungen vom 16. Januar 1917 (R.-G.-Bl. S. 41) und vom 22. März 1920 (R.-G.-Bl. S. 334) sowie des Reichsgesetzes vom 12. Mai 1920 (R.-G.-Bl. S. 953) über die Prüfung der Bildstreifen bezüglich bestimmter alliierter Bildstreifen.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet auf Grund des Artikels 8 Absatz 2 ihrer Verordnung Nr. 1:

Artikel 1.

Die deutschen Verordnungen vom 16. Januar 1917 und 22. März 1920 über die Regelung der Einfuhr sowie das Reichsgesetz vom 12. Mai 1920 über die Prüfung der Bildstreifen werden für die besetzten Gebiete hinsichtlich der Bildstreifen außer Anwendung gesetzt, die aus einem Lande oder den Kolonien eines Landes stammen, dessen Armeen an der Besatzung teilnehmen und die in deutscher Sprache sowie in einer oder mehreren Sprachen abgefaßt sind, die bei diesen Armeen in Gebrauch sind.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 130

Artikel 2.

Die vorstehende Verordnung ist im Gebiet des Brückenkopfs Kehl anwendbar.

Artikel 3.

Die vorstehende Verordnung tritt sofort in Kraft.

Coblenz, den 17. Februar 1921.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 75.

Verordnung

betreffend

die Anwendung der bayerischen Bekanntmachung vom 7. Februar 1921 zur Abänderung der bayerischen Bekanntmachung vom 10. August 1920 im besetzten Gebiet.

In der Erwägung, daß die Maßnahmen, welche in der Verordnung 26 bezüglich des deutschen Reichsgesetzes vom 11. Mai 1920 getroffen worden sind, auch auf die bayerische Bekanntmachung vom 7. Februar 1921, die auf jenem Gesetze beruht, ausgedehnt werden müssen, verordnet die Interalliierte Rheinland-Kommission auf Grund des Artikels 8 ihrer Verordnung 1:

Artikel 1.

Die Paragraphen 12 und 20 der bayerischen Bekanntmachung vom 10. August 1920 (Bayerische Staatszeitung Nr. 186 vom 12 August 1920, § 1501/64) in der Fassung der bayerischen Bekanntmachung vom 7. Februar 1921 (Bayerische Staatszeitung Nr. 34 vom 11. Februar 1921, § 1577 a, 374) betreffend Maßnahmen gegen Wohnungsmangel finden bezüglich der Ziffer 1 und 2 des abgeänderten § 19 genannten Personen in den Gemeinden des besetzten Gebiets, in denen Besatzungstruppen untergebracht sind, keine Anwendung.

Artikel 2.

Diese Verordnung tritt in den besetzten Gebieten gleichzeitig mit der genannten Bekanntmachung vom 7. Februar 1921 in Kraft.

Coblenz, den 25. Februar 1921.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 76.

Verordnung

betreffend

vorläufige Wiedereinführung der Telegraphen- und Fernsprech-Zensur und der Zensur von Preßnachrichten über Truppenbewegungen.

Auf Grund der Artikel 3 und 13 des Rheinlandabkommens sowie des Artikels 11 der Verordnung 3, in der Erwägung, daß die gegenwärtigen Umstände eine Verstärkung der Maßnahmen nötig machen, welche zur Gewährleistung der Sicherheit der Besatzungstruppen bestimmt sind, ordnet die Interalliierte Rheinland-Kommission folgendes an:

Artikel 1.

Während eines Zeitraums von 8 Tagen, der jeweilig um 8 Tage verlängert werden kann, kann die Telegraphen- und Fernsprech-Zensur von den Besatzungsbehörden ausgeübt werden.

Artikel 2.

Während desselben Zeitraums kann eine Zensur über die in der Presse mitgeteilten Nachrichten über Truppenbewegungen ausgeübt werden.

Artikel 3.

Diese Verordnung ist im Brückenkopf Kehl anwendbar und tritt sofort in Kraft.

Coblenz, den 7. März 1921.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 77.

Verordnung

betreffend

die Einrichtung einer besonderen Kontrolle der deutschen Zollverwaltung, der Einfuhr und der Ausfuhr, des zur Verhütung der Kapitalflucht eingesetzten Dienstes und die Einrichtung eines besonderen Kontos für die Zolleinkünfte, die in den besetzten Gebieten aufkommen.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission handelnd in Ausführung der Entscheidungen, die auf der Konferenz der alliierten Regierungen in London getroffen worden sind, verordnet:

Artikel 1.

Die im besetzten Gebiet durch die deutschen Behörden zur Erhebung gelangenden Zolleinkünfte an der Zollgrenze zwischen dem deutschen Reich und dem Ausland, ebenso wie die Kassenbestände sind gesperrt und sind auf einem besonderen Konto zu buchen, bezüglich dessen weitere Weisungen der Zollverwaltung demnächst zugehen werden. Es darf keine Verbringung der erhobenen Gelder nach dem nichtbesetzten Reichsgebiet stattfinden.

Artikel 2.

Bis auf weiteres sind die Zollgebühren nach den Tarifen zu erheben, welche zur Zeit in Kraft stehen.

Artikel 3.

Die Zollverwaltung, der Ein- und Ausfuhrdienst und der zur Verhütung der Kapitalflucht eingesetzte Dienst, welche im besetzten Gebiet tätig sind, werden unter den Befehl der Rheinland-Kommission gestellt. Diese kann ihnen alle Anweisungen bezüglich ihres Dienstes erteilen.

Artikel 4.

Wer Zuwiderhandlung gegen diese Verordnung veranlaßt, verwirkt eine Strafe bis zu 100 000 ℳ und eine Freiheitsstrafe bis zu 5 Jahren oder eine der beiden Strafen.

Artikel 5.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Coblenz, den 8. März 1921.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 78.

Verordnung
betreffend
die Rechte der deutschen Behörden bei strafbaren Handlungen, die von den Personen begangen werden, die in Artikel 1 und Artikel 2, § V der Verordnung Nr. 2 genannt sind.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet:

Artikel 1.

Wenn die deutschen Behörden feststellen oder wenn zu ihrer Kenntnis gebracht wird, daß Verbrechen, Vergehen oder Uebertretungen von Personen begangen worden sind, die in Artikel 1 und Artikel 2 § V der Verordnung 2 genannt sind, so haben diese Behörden alle zur Aufklärung der Sache dienlichen Angaben und Beweismittel zu sammeln und haben diese unverzüglich dem Kreisdelegierten der Interalliierten Rheinland-Kommission zu übersenden. Sie dürfen jedoch gegen diese Personen keinen Haftbefehl oder Vorführungsbefehl erlassen. Wenn diese Personen die Uniform einer der alliierten und assoziierten Armeen oder amtliche Abzeichen der Zivilangestellten der Interalliierten Rheinland-Kommission oder der Armeen tragen, können die deutschen Behörden von ihnen keinen Ausweis über ihre Persönlichkeit fordern, es sei denn, daß begründeter Verdacht des unbefugten Tragens der Uniform oder des Abzeichens besteht.

Artikel 2.

Die deutschen Behörden können die in Artikel 1 und Artikel 2 § V der Verordnung 2 genannten Personen in den nachstehend begrenzten Fällen verhaften, jedoch nur bei Ergreifung auf frischer Tat: Mord oder Mordversuch, Angriff mit Waffen oder schwerer Gewalttätigkeit, Notzucht oder Versuch der Notzucht, Diebstahl unter Anwendung von Gewalt, Brandstiftung oder Versuch der Brandstiftung, Hausfriedensbruch mittels Einbruchs oder Einsteigens. In diesen Fällen haben die deutschen Behörden den auf Grund des vorstehenden Artikels Verhafteten unverzüglich der nächsten alliierten Militärbehörde zu übergeben.

Artikel 3.

Die vorstehende Verordnung ist im Gebiet des Brückenkopfes Kehl anwendbar.

Artikel 4.

Die vorstehende Verordnung tritt am 10. April 1921 in Kraft.

Coblenz, den 24. März 1921.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 79.

Verordnung
betreffend
Aufhebung und Ersetzung der Verordnungen 34 und 41 über das Halten und den Transport von Brieftauben.

Auf Grund des Rheinlandabkommens vom 28. Juni 1919, insbesondere des Artikels 3, sowie

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 131

in der Erwägung, daß die Ueberwachung der Brieftauben im besetzten Gebiet die Sicherheit der Besatzungstruppen berührt, über welche zu wachen Aufgabe der Interalliierten Rheinland-Kommission ist, verordnet die Interalliierte Rheinland-Kommission:

Artikel 1.

Die Ausfuhr aus den besetzten Gebieten und die Einfuhr in diese Gebiete von abgerichteten Brieftauben sind stets verboten.

Artikel 2.

Die Züchtung und der Transport von Brieftauben ist in den besetzten Gebieten unter den in folgenden Artikeln enthaltenen Bedingungen erlaubt:

Artikel 3.

Züchter von Brieftauben müssen bis zum 1. September jedes Jahres dem Delegierten der Interalliierten Rheinland-Kommission für den Kreis, in dem sich ihr Taubenschlag befindet, eine die Beschreibung der Tiere angebende Liste ihrer alten Bestände an Tauben und ihrer jungen, zu diesem Zeitpunkt flüggen Tauben einsenden. Diese Liste muß auch die Flugrichtung jeder Taube, die sich in Ausbildung befindet, angeben. Die Tiere müssen durch eine besondere Markierung gekennzeichnet sein, welche zur Erleichterung der Ueberwachung bestimmt ist.

Die Art dieser Markierung wird von jedem Armeekommandanten für seine Zone bestimmt. Sie muß die Nummer des Züchters angeben, dem die Taube gehört.

Artikel 4.

Wer Brieftauben für ständig oder vorübergehend aufnimmt, oder einen neuen Taubenschlag errichtet, muß innerhalb 4 Tagen den Kreisdelegierten benachrichtigen und die Herkunft der Tauben nachweisen.

Artikel 5.

Die alliierten Behörden können jederzeit, wenn es ihnen angezeigt erscheint, die Brieftauben in jedem privaten Taubenschlag besichtigen und Tauben, die nicht vorschriftsmäßig angezeigt sind, beschlagnahmen, unbeschadet der Strafverfolgung gegen Eigentümer von Taubenschlägen wegen Uebertretung dieser Verordnung.

Artikel 6.

Das Auflassen von Brieftauben, die nicht in einen Taubenschlag im besetzten Gebiet oder in Ländern, die an der Besetzung teilnehmen, gehören, ist in allen Teilen des besetzten Gebiets verboten.

Artikel 7.

Falls der Belagerungszustand für das besetzte Gebiet oder für einen Teil desselben erklärt wird, ist jeder Verkehr von Brieftauben mit Ausnahme derjenigen, welche aus einem militärischen Taubenschlag der an der Besatzung teilnehmenden Mächte kommen, für das gesamte vom Belagerungszustand betroffene Gebiet verboten.

Artikel 8.

Verordnung 34 und 41 werden aufgehoben.

Artikel 9.

Diese Verordnung ist anwendbar im Brückenkopf Kehl.

Artikel 10.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Coblenz, den 7. April 1921.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 80.

Verordnung
betreffend
Regelung der Luftfahrt in den besetzten Gebieten.

Die Interalliierten Rheinland-Kommission verordnet in der Erwägung, daß es nach dem Rheinlandabkommen vom 28. Juni 1919 ihre Aufgabe ist, über die Sicherheit der Besatzungstruppen zu wachen:

Artikel 1.

Das Ueberfliegen der besetzten Gebiete mit deutschen Flugapparaten oder mit Flugzeugen, welche mit deutschen Flugzeugführern besetzt sind, ist bis auf Weiteres verboten.

Eine feste deutsche Luftverkehrsstation kann niemals in den besetzten Gebieten eingerichtet werden.

Artikel 2.

Das Ueberfliegen der besetzten Gebiete mit Apparaten, welche nicht den Besatzungstruppen gehören, ist ohne besondere Erlaubnis der Rheinland-Kommission verboten.

Artikel 3.

Diese Verordnung ist anwendbar im Brückenkopf Kehl.

Artikel 4.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Coblenz, den 7. April 1921.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 81.

Verordnung
betreffend
die Ordnung des Zollwesens im besetzten Gebiet.

In Ausführung der Beschlüsse, die von der Konferenz der verbündeten Regierungen in London am 7. März 1921 und von der zu diesem Zweck von den verbündeten Regierungen ermächtigten Botschafterkonferenz am 2. April 1921 gefaßt worden sind, verordnet die Interalliierte Rheinland-Kommission:

Artikel 1.

Westgrenze.

Die Waren, die aus andern Ländern als dem unbesetzten Deutschland über die Westgrenze und auf dem Rhein in das besetzte Gebiet eingeführt werden, sowie die Waren, die aus dem besetzten Gebiet über die Westgrenze oder auf dem Rhein nach andern Ländern als dem nichtbesetzten Deutschland ausgeführt werden, unterliegen den Einfuhr- und Ausfuhr-Zöllen und -Abgaben, die in den gegenwärtig in Kraft befindlichen deutschen Tarifen und Verordnungen vorgesehen sind.

Artikel 2.

Ostgrenze. Verlauf.

Im Osten des besetzten Gebiets wird eine Zollinie eingerichtet, deren allgemeiner Verlauf, vorbehaltlich späterer Aenderungen durch Beschlüsse der Rheinland-Kommission, von Norden nach Süden wie folgt festgesetzt wird:

1. Der Rhein von der holländischen Grenze bis zur Höhe von Lohausen (nördlich von Düsseldorf), einschließlich der Häfen von Schwelgern, Ruhrort und Duisburg.
2. Ein Brückenkopf um Düsseldorf, begrenzt durch Lohausen, Ratingen und die Ostgrenze von Hubbelrath und Erkrath (diese beiden eingeschlossen).
3. Der Brückenkopf Köln.
4. Der Rhein zwischen den Brückenköpfen Köln und Coblenz.
5. Die Brückenköpfe Coblenz und Mainz, die zwischen Diez und Walsdorf durch eine Linie, welche der Nordost-Grenze der Kreise Diez und Langenschwalbach folgt, verbunden werden.
6. Der Rhein vom Brückenkopf Mainz bis zur elsässischen Grenze. Der genaue Verlauf dieser Zollinie wird von der Rheinland-Kommission bestimmt werden.

Artikel 3.

Ostgrenze. Einfuhr.

Die Waren, die über die im vorstehenden Artikel 2 bezeichnete Zollinie in das besetzte Gebiet eingeführt werden, unterliegen, vorbehaltlich der nachstehend vorgesehenen Ausnahmen, einer Zollabgabe in Höhe von 25 v. H. der Zölle, die in dem gegenwärtig in Kraft befindlichen deutschen Zolltarif vorgesehen sind, und zwar berechnet in Gold nach dem bisherigen Verfahren.

Artikel 4.

Ostgrenze. Ausfuhr.

Die Waren, die aus dem besetzten Gebiet über die in Artikel 2 bezeichnete Zollinie ausgeführt werden, unterliegen, vorbehaltlich der nachstehend vorgesehenen Ausnahmen, einem Ausfuhrzoll in Höhe der Zölle, die in dem gegenwärtig in Kraft befindlichen deutschen Zolltarif für die nach Deutschland eingeführten Waren vorgesehen sind, aber berechnet in Papier-Mark.

Für die Waren, die nach dem deutschen Zolltarif zollfrei sind, wird bei der Ausfuhr aus dem besetzten Gebiet eine statistische Gebühr von einer Papier-Mark für jedes Stückgut, Tonne, Kubikmeter oder Stück Vieh erhoben werden.

Für die synthetischen Farbstoffe und die pharmazeutischen chemischen Produkte, die über die im Artikel 2 bezeichnete Zollinie ausgeführt werden, müssen dieselben Ausfuhrzölle und Abgaben entrichtet werden, die zurzeit für diese Waren erhoben werden, wenn sie über die Westgrenze des besetzten Gebiets ausgeführt werden. Ein Verzeichnis dieser Erzeugnisse wird später veröffentlicht werden.

Artikel 5.

Internationaler Durchgangsverkehr.

Die Waren, die aus einem andern Lande als Deutschland durch die besetzten Gebiete nach einem andern Lande als Deutschland befördert werden,

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 132

genießen dieselben Erleichterungen, die gewöhnlich dem internationalen Durchgangsverkehr gewährt werden, d. h. sie sind sowohl bei der Einfuhr als auch bei der Ausfuhr aus dem besetzten Gebiet von allen Abgaben befreit unter der Bedingung, daß die Vorschriften für den Durchgangsverkehr beachtet werden.

Artikel 6.

Innerer Durchgangsverkehr.

a) Durchgangsverkehr durch das besetzte Gebiet nach dem unbesetzten oder aus dem unbesetzten Gebiet.

Die Waren, die aus einem andern Lande als Deutschland durch das besetzte Gebiet nach dem unbesetzten Deutschland befördert werden, entrichten an der Westgrenze dieselben Abgaben, als wenn sie für das besetzte Gebiet bestimmt wären. Diese Waren unterliegen keiner Abgabe bei ihrer Ausfuhr aus dem besetzten Gebiet. Die Waren, die aus dem nichtbesetzten Deutschland durch das besetzte Gebiet nach einem andern Lande als Deutschland befördert werden, entrichten bei der Ausfuhr aus dem besetzten Gebiet die Ausfuhrabgaben, die in den deutschen Gesetzen und Verordnungen vorgesehen sind. Sie sind von allen Abgaben für die Einfuhr in das besetzte Gebiet befreit, wenn während des Durchgangs durch das besetzte Gebiet die Bestimmungen für den Durchgangsverkehr beachtet werden.

b) Durchgangsverkehr durch das unbesetzte Gebiet nach dem besetzten oder aus dem besetzten Gebiet.

Die Waren, die aus einem andern Lande als Deutschland durch das nichtbesetzte Deutschland nach dem besetzten Gebiet befördert werden, brauchen die Abgaben für die Einfuhr in das besetzte Gebiet nicht zu entrichten, vorausgesetzt, daß sie mit einem Ursprungszeugnis und mit einer von den deutschen Behörden ausgestellten Bescheinigung über die Bezahlung der Zölle versehen sind.

Die Waren, die aus dem besetzten Gebiet im Durchgangsverkehr nach einem andern Lande als Deutschland befördert werden, oder die in einem Hafen des unbesetzten Deutschlands nach dem Ausland verschifft werden sollen, müssen bei der Ausfuhr aus dem besetzten Gebiet dieselben Ausfuhrzölle und Abgaben entrichten, die sie nach den gegenwärtig in Kraft befindlichen deutschen Tarifen und Bestimmungen an der äußern Grenze des nichtbesetzten Deutschlands entrichten müßten.

Artikel 7.

Verkehr auf dem Rhein.

a) Die Waren, die aus dem besetzten oder dem unbesetzten Gebiet auf dem Rhein nach einem andern Lande als Deutschland befördert werden, dürfen aus dem besetzten Gebiet nur ausgeführt werden, wenn für sie dort Ausfuhrzölle und Abgaben entrichtet worden sind, die in den gegenwärtig in Kraft befindlichen deutschen Bestimmungen vorgesehen sind.

b) Die Waren, die aus dem unbesetzten Deutschland auf dem Rhein nach einem andern Ort des unbesetzten Deutschlands befördert werden, müssen bei der Ausfuhr aus dem besetzten Gebiet die im Artikel 4 für zollfreie Güter vorgesehene statistische Gebühr entrichten, d. h. eine Mark für jedes Stückgut, Tonne, Kubikmeter oder jedes Stück Vieh.

Artikel 8.

Zollkomitee.

(Comité directeur des douanes, the customs managing board.)

Es wird ein Organ geschaffen mit der Bezeichnung Zollkomitee, das von der Rheinland-Kommission mit der Ausführung dieser Verordnung beauftragt wird. Dieses Komitee kann im Rahmen dieser Verordnung Ausführungs- und Auslegungsbestimmungen erlassen.

Das Zollkomitee wird von der Rheinland-Kommission mit der Leitung des Zolldienstes im besetzten Gebiet beauftragt. Auf Grund dessen hat das Zollkomitee Befehlsgewalt über das gesamte alliierte und deutsche Zollpersonal.

Artikel 9.

Anwendung der deutschen Gesetze und Verordnungen.

Die zurzeit in Kraft befindlichen deutschen Gesetze und Verordnungen über die Zölle bleiben im besetzten Gebiet anwendbar, soweit sie nicht im Widerspruch stehen zu den Verordnungen der Rheinland-Kommission oder den Ausführungs- oder Auslegungsbestimmungen, welche von dem Zollkomitee zu dieser Verordnung erlassen werden. Sie finden

in der gleichen Weise Anwendung auf die neue Zollinie.

Artikel 10.

Strafen.

Wer eine Zuwiderhandlung gegen diese Verordnung oder gegen eine auf Grund dieser Verordnung vom Zollkomitee erlassene Ausführungs- oder Auslegungsbestimmung oder gegen eine deutsche Zollbestimmung begeht, wird mit einer Geldstrafe bis zu 500 000 Mark und mit Gefängnis bis zu fünf Jahren oder mit einer dieser beiden Strafen bestraft. Das Gericht kann außerdem die Einziehung der verbotswidrig ein- oder ausgeführten Waren aussprechen.

Artikel 11.

Vorbehalt späterer Aenderungen.

Die Rheinland-Kommission behält sich das Recht vor, die Bestimmungen über die an den Grenzen des besetzten Gebiets für Einfuhr, Ausfuhr oder Durchgangsverkehr zu erhebenden Zölle und Abgaben durch einfache Entscheidung zu ändern.

Artikel 12.

Ausnahmen.

Die Bestimmungen der Verordnung 72 werden durch diese Verordnung nicht berührt. Die in jener Verordnung vorgesehenen Ausnahmen gelten auch für die im Artikel 2 bezeichnete Zollinie, und zwar unter denselben Bedingungen, wie sie in Verordnung 72 vorgesehen sind.

Artikel 13.

Diese Verordnung tritt am 20. April 1921 in Kraft.

Coblenz, den 8. April 1921.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 82.

Verordnung

betreffend

Einrichtung einer Sonderreglung der Ein- und Ausfuhr für das besetzte Gebiet.

In Ausführung der Beschlüsse der Londoner Konferenz vom 7. März 1921 und der zu diesem Zweck von den verbündeten Regierungen ermächtigten Botschafterkonferenz vom 2. April 1921 verordnet die Interalliierte Rheinland-Kommission:

Artikel 1.

Der Verkehr von Waren, die für das besetzte Gebiet bestimmt sind oder die aus ihm kommen, unterliegt sowohl an der Außengrenze der besetzten Gebiete als auch an der auf Grund des Artikels 2 der Verordnung 81 errichteten Zollinie den Beschränkungen, die gegenwärtig auf Grund der deutschen Gesetze und Verordnungen in Kraft sind.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission behält sich das Recht vor, durch einfache Anordnungen die bestehende Regelung in der ihr angebracht erscheinenden Weise zu ändern.

Artikel 2.

Das Wirtschaftskomitee der Interalliierten Rheinland-Kommission übernimmt die Oberleitung der Dienststelle für Ein- und Ausfuhrbewilligung. Ihm untersteht sowohl das deutsche wie das alliierte Personal dieser Dienststelle.

Artikel 3.

Die Dienststelle für Ueberwachung der Ein- und Ausfuhr wird dem Zollkomitee unterstellt, welchem die Unterdrückung von Zuwiderhandlungen gegen die Einfuhr- und Ausfuhrbestimmungen obliegt.

Artikel 4.

Wer dieser Verordnung oder den Bestimmungen über die Regelung der Ein- und Ausfuhr zuwiderhandelt, wird mit einer Geldstrafe von nicht mehr als 500 000 Mark und mit Gefängnis bis zu fünf Jahren oder mit einer dieser beiden Strafen bestraft. Daneben kann die Beschlagnahme der verbotswidrig eingeführten oder ausgeführten Waren ausgesprochen werden.

Artikel 5.

Diese Verordnung tritt am 20. April 1921 in Kraft.

Für die Einfuhr und Ausfuhr über die oben erwähnte neue Zollinie sind Bewilligungen erst vom 10. Mai d. Js. an erforderlich.

Coblenz, den 8. April 1921.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 133

Mit Rücksicht auf die zahlreichen Abänderungen, welche die Rheinland-Kommission an den Anlagen zur Verordnung 6 durch ihre Verordnungen 24, 51, 60, 61 und 62 vorgenommen hat, wird diese Verordnung nachstehend in berichtigter Form abgedruckt.

Verordnung Nr. 6

der Interalliierten Rheinland-Kommission über die Zuständigkeit der Interalliierten Feldeisenbahn-Kommission für die Rheinlande.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission erläßt in Erwägung, daß es Pflicht der Rheinland-Kommission ist, über Unterhalt, Sicherheit und Bedürfnisse der Besatzungstruppen zu wachen; daß Unterhalt, Sicherheit und Befriedigung der Bedürfnisse dieser Armeen in weitem Maße von der Art, wie die Verwaltung der Eisenbahnen geleitet wird, abhängig sind; in der Erwägung ferner, daß die dem Friedensvertrag angehängte Vereinbarung (Rheinlandabkommen) von den Parlamenten oder Regierungen der alliierten Staaten und vom deutschen Parlament ratifiziert worden sind; auf Grund Artikel 212 des Friedensvertrages und der Vereinbarung vom 28. Juni 1919, insbesonders der Artikel 3 und 10 folgende

Verordnung:

Artikel 1.

Die Interalliierte Feldeisenbahn-Kommission — im folgenden kurz C. I. C. F. C. genannt — ist allein berechtigt, die vom Höchstkommandierenden der alliierten und assoziierten Armeen für militärische Zwecke erteilten Befehle zu übermitteln.

Sie wird bei dieser Aufgabe unterstützt durch Unterkommissionen der Feldeisenbahnen und die militärischen Organe, die sie von Fall zu Fall nach ihrem Ermessen zu diesem Zweck mit Auftrag versehen wird.

Artikel 2.

Eine deutsche Delegation wird bei der C. I. C. F. C. bestehen bleiben zur Entgegennahme ihrer Weisungen und deren Weitergabe an die beteiligten deutschen Organe.

Artikel 3.

Die C. I. C. F. C. und ihre Organe haben die Aufgabe:

1. alle Befehle zu übermitteln und ausführen zu lassen, welche vom Höchstkommandierenden für militärische Zwecke bezüglich der Eisenbahnen jeder Art erteilt werden;
2. die Ausführung des Absatz 2 des Artikels 10 des Rheinlandabkommens zu überwachen;
3. alle für die Armeen notwendigen Transporte von Truppenteilen, von Einzelpersonen und von Material vorzubereiten, ausführen zu lassen und zu überwachen;
4. die andern Transporte zu überwachen, insoweit als sie eine Rückwirkung auf die militärischen Transporte oder die Sicherheit der Armeen haben könnten.

Artikel 4.

Abgesehen von den Einschränkungen, die sich aus dem Rheinlandabkommen, der vorliegenden Verordnung und den vom Oberkommando der alliierten Armeen für militärische Zwecke erteilten Befehle ergeben, üben die deutschen Behörden die Zivilverwaltung der Eisenbahnen im besetzten Gebiet aus und leiten selbständig den Betrieb.

Artikel 5.

Gemäß Artikel 10 des Rheinlandabkommens ist das für den Unterhalt und den Betrieb der Strecken erforderliche Zivilpersonal vollzählig zu halten, d. h. sein Bestand muß den im Verhältnis zur Verminderung der Arbeitszeit vermehrten Normalbestand jeder Eisenbahndirektion z. Zt. des Waffenstillstandes entsprechen. Die deutschen Verwaltungen haben der C. I. C. F. C. alle Erleichterungen zu gewähren, damit diese jederzeit die Ausführung dieser Vorschrift nachprüfen kann.

Artikel 6.

Die Ernennungen und Versetzungen des Eisenbahnpersonals unterliegen den Bedingungen, die in der Anweisung der Rheinland-Kommission, betreffend die deutschen öffentlichen Beamten des besetzten Gebiets gegeben sind.

Die Bekanntmachungen und Mitteilungen, die gemäß dieser Anweisung seitens der deutschen Behörden an die örtlichen Delegierten der Rheinland-Kommission zu richten sind, sollen an die C. I. C. F. C. oder die von dieser dafür bestimmten Stellen gerichtet werden.

Artikel 7.

Die Angestellten und Arbeiter der deutschen Eisenbahnen unterliegen hinsichtlich ihrer Stellung und ihrer persönlichen Vertretung, insbesondere hinsichtlich der Arbeiter- und Beamtenausschüsse den

deutschen Gesetzen und Verordnungen mit den Einschränkungen der Artikel 7 und folgende der Verordnung über die gesetzgebende Gewalt der Rheinland-Kommission.

Die C. I. C. F. C. wird aber gemäß Absatz 1 des Artikels 10 des Rheinlandabkommens und zur Sicherstellung der vom Höchstkommandierenden für militärische Zwecke erteilten Befehle berechtigt sein, alle nach den deutschen Vorschriften zulässigen Strafen selbst auszusprechen oder durch die deutschen Behörden verhängen zu lassen. Die Bestrafungen, welche die C. I. C. F. C. gegebenenfalls unmittelbar ausspricht, sind der Rheinland-Kommission zur Kenntnisnahme mitzuteilen. Die genannten Bestimmungen beschränken nicht das Recht der Rheinland-Kommission, gemäß den Bestimmungen des Rheinlandabkommens etwa notwendig erscheinende Abberufungen und Ausweisungen auszusprechen.

Artikel 8.

Das für den Unterhalt und den Betrieb aller Eisenbahnstrecken erforderliche Material ist vollzählig und in gutem Zustande zu erhalten.

Im besetzten Gebiet darf kein Material entnommen werden, um dem Mangel an Lokomotiven und Wagen im unbesetzten Gebiete abzuhelfen.

Der C. I. C. F. C. sind seitens der deutschen Verwaltungen alle Erleichterungen zu gewähren, damit sie jederzeit die Ausführung dieser Bestimmung nachprüfen kann, insbesondere sind die Verzeichnisse des rollenden Materials ständig zu ihrer Verfügung zu halten.

Artikel 9.

Die deutschen Eisenbahndirektionen haben ohne Verzug alle Befehle auszuführen, welche ihnen von der C. I. C. F. C. oder deren Vertretern über die Ausführung von militärischen Transporten zugehen; bei Bedarf ist der normale Zugverkehr zu ändern.

Die C. I. C. F. C. wird möglichst frühzeitig, je nach der Bedeutung des auszuführenden Transports, eine vorherige Mitteilung ergehen lassen. Zur Erleichterung der militärischen Transporte kann sie im voraus die Bildung einer Anzahl von Leerzügen in einer von ihr bestimmten Zusammensetzung vorschreiben.

Artikel 10.

Die Fahrpläne aller Züge sind der C. I. C. F. C. beim jeweiligen Inkrafttreten mitzuteilen.

Artikel 11.

Die Entwürfe von Bauausführungen, die über die gewöhnliche Unterhaltung hinausgehen, sind von den deutschen Eisenbahnverwaltungen der C. I. C. F. C. zur Genehmigung vorzulegen.

Artikel 12.

Der deutsche Delegierte bei der C. I. C. F. C. und die deutschen Eisenbahndirektionen haben ohne Verzug der C. I. C. F. C. und den Eisenbahn-Unterkommissionen alle Zwischenfälle mitzuteilen, die den Betrieb stören könnten, insbesondere soziale Bewegungen beim Personal und drohende Streiks.

Artikel 13.

Die Amtssprache für die deutschen Zivilverwaltungen ist deutsch. Die militärischen Befehle können französisch oder englisch erteilt werden.

Artikel 14.

Die Verantwortlichkeit der deutschen Verwaltung in Beförderungsangelegenheiten wird dadurch, daß eine Beförderung frei erfolgt, nicht eingeschränkt.

Artikel 15.

Falls der Belagerungszustand erklärt wird, übernimmt die C. I. C. F. C. im Namen des Oberkommandos der alliierten Armeen die vollständige Leitung der Eisenbahnen, und das gesamte Zivilpersonal wird ihrer Machtbefugnis unterstellt.

Artikel 16.

Die beigefügten Anlagen bilden einen Bestandteil dieser Verordnung. Die Rheinland-Kommission behält sich vor, sie zu ändern oder ihnen je nach Bedarf neue hinzuzufügen.

Anlage Nr. I.

1. Dem Höchstkommandierenden liegt es ob, festzustellen, inwieweit militärische Transporte mit Vorrang auszuführen sind.

Falls es dem Höchstkommandierenden zur ordnungsmäßigen Ausführung der militärischen Transporte oder aus Gründen der Sicherheit notwendig erscheint, bei den deutschen Direktionen die besonders schnelle Ausführung von nichtmilitärischen Transporten zu erwirken, ist der Antrag an die Rheinland-Kommission zu richten.

2. Bei Lokomotiv- oder Kohlenmangel werden vorübergehende Ausfälle von Personenzügen seitens der deutschen Direktionen angeordnet, die der C. I. C. F. C. darüber sofort eine Mitteilung zuzusenden haben.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 134

Keinesfalls aber dürfen die direkten Verbindungen zwischen

Brüssel—Köln, Paris—Köln,

Paris—Trier—Coblenz, Paris—Saarbrücken—Wiesbaden,

Paris—Straßburg—Mainz—Köln

ohne Genehmigung der C. I. C. F. C. ausfallen.

3. Die Vorräte an Kohlen müssen möglichst groß sein. Der Mindestvorrat wird durch einen Beschluß der Rheinland-Kommission festgesetzt, der den deutschen Behörden durch den Reichskommissar ordnungsmäßig bekannt zu geben ist.

Die C. I. C. F. C. hat der Erhaltung der Kohlenbestände ihre besondere Aufmerksamkeit zuzuwenden.

(Anmerkung: Die vorstehende Fassung der Ziffer 3 beruht auf Verordnung 60 der Rheinland-Kommission vom 2. Dezember 1920, Uebersetzung Heft 6 Seite 2. Laut Schreiben der Rheinland-Kommission vom 4. Dezember 1920 soll der Mindestvorrat einem Bedarf von 35 Tagen entsprechen.)

Anlage Nr. II.

Zur Nachprüfung des Ein- und Ausgangs von rollendem Eisenbahnmaterial oder von Kriegsgerät kann die C. I. C. F. C. Kontrollposten auf den Uebergangsbahnhöfen des besetzten Gebiets oder auf den Rheinbrücken einrichten.

Auf diesen Bahnhöfen müssen die Züge beim Ein- und Ausgang einen von der C. I. C. F. C. bemessenen Aufenthalt haben.

Anlage Nr. III.

Die Ueberwachung des Verkehrs der Mitglieder und des Personals der Rheinland-Kommission und der Militärpersonen der alliierten Armeen, die einzeln auf den Eisenbahnen der Rheinlande reisen, wird nach folgenden Grundsätzen geregelt:

1. In dem vom Höchstkommandierenden bezeichneten Personenzügen ist die Beförderung der Mitglieder und des Personals der Rheinland-Kommission und der alliierten Militärpersonen sowie ihrer Familien durch besondere Maßnahmen zu erleichtern.

Diese Maßnahmen werden nach Art und Umfang vom Höchstkommandierenden geregelt, welcher der Rheinland-Kommission davon Kenntnis zu geben hat.

Die Eisenbahndirektionen haben die Sonderwagen oder Abteile mit entsprechenden Aufschriften in Französisch, Englisch und Deutsch zu versehen.

2. Die Kontrolle wird ausgeübt:

a) in den auf Grund des vorstehenden Abs. 1 eingerichteter Sonderwagen oder -Abteilen durch die Militärbehörden der alliierten Heere;

b) in allen anderen Fällen durch die Eisenbahnbeamten, welche die Zivilpersonen auch in den Sonder-Abteilen kontrollieren können;

c) die Militärbehörden können die Militärpersonen zu jeder Zeit in allen Teilen des Zuges kontrollieren.

(Anmerkung: Die vorstehende Fassung der Ziffer 1 und 2 der Anlage III beruht auf Verordnung 51 der Rheinland-Kommission vom 8. Oktober 1920.)

3. Alle Militärpersonen der alliierten Armeen, welche die rheinischen Eisenbahnen bereisen, müssen außer den Ausweisen zur Benutzung der Eisenbahnen (Militärfahrschein, Fahrkarte) einen Schein der Militärbehörde über ihre Berechtigung zur Reise (Urlaubsschein oder Reiseauftrag) bei sich führen.

Anlage Nr. IV.

Die verschiedenen Transporte von Truppen und von Material, das der Rheinland-Kommission oder den alliierten Armeen gehört, werden auf den Eisenbahnen der Rheinlande nach folgenden Bestimmungen geregelt:

Truppen. — Abteilungen. — Pferde.

a) Für die Transporte von Truppen, Abteilungen und Pferden werden Militärfahrscheine für die ganze Strecke des Transports im rheinischen Gebiete ausgestellt. Das Muster für diesen Schein ist der vorliegenden Verordnung beigefügt.

b) Material. Lebensmittel für die Truppenverpflegung, Waffen, Bekleidungsstücke, Ausrüstungsstücke, Vorräte jeder Art, welche für die alliierten und assoziierten Armeen bestimmt oder an die Rheinland-Kommission, die militärischen Behörden, Kantinen und Offiziersmessen gerichtet sind, werden ebenfalls fracht- und zollfrei und auf einen Militärfahrschein gemäß Anlage befördert.

c) Einzelreisende. Die Mitglieder der Rheinland-Kommission, einzelreisende Militärpersonen jeden Grades und das ständige Zivilpersonal der Rheinland-Kommission oder der

Armeen (Sanitätspersonen, Personal der Soldatenheime, Y. M. C. A., Telephonisten)*), die dienstlich reisen, erhalten seitens der Behörde, die sie in Marsch setzt, einen Fahrschein, der ihnen das Recht zur freien Fahrt im rheinischen Gebiet gibt.

Denselben Personen steht für Fahrten zum oder vom Urlaub auf den rheinischen Eisenbahnen freie Fahrt zu. Sie erhalten hierbei wie einzelreisende Personen bei Dienstreisen einen Militärfahrschein.

Militärpersonen der Besatzungsarmeen, die außerdienstlich reisen, haben sich eine Fahrkarte nach dem Militärtarif**) zu verschaffen, welche Offiziere auf Grund ihres Urlaubsscheines oder ihres Personalausweises und Mannschaften auf Grund ihres Urlaubsscheines erhalten.

(Anmerkung: Die vorstehende Fassung des Absatzes c beruht auf Verordnung 24 der Rheinland-Kommission vom 20. Juni 1920.)

d) Freikarten für die rheinischen Eisenbahnen sind den alliierten Behörden auszuhändigen auf Grund von Listen, die aufgestellt werden:

1. für die Zivilbehörden durch die Rheinland-Kommission,
2. für die militärischen Behörden durch die Höchstkommandierenden der alliierten Armeen auf Antrag der Befehlshaber der einzelnen alliierten Armeen.

e) Offiziersfamilien. Die Familien von Mitgliedern der Interalliierten Rheinland-Kommission und ihres Personals, von Offizieren, Unteroffizieren und Mannschaften, welche ins Rheinland reisen, um dort mit dem Familienoberhaupt endgültig zusammen zu wohnen, erhalten freie Fahrt gegen Vorzeigung eines Befehls. Dieser muß enthalten:

1. Die Namen der Personen, aus denen die Familie sich zusammensetzt,
2. den Grenzübergang zum Rheinland und den Bestimmungsort,
3. die genehmigte Wagenklasse.

Die Familien der Mitglieder und des Personals der Interalliierten Rheinland-Kommission, ferner die Familien der Offiziere, Unteroffiziere und Mannschaften der Besatzungsarmeen, die infolge einer Versetzung des Familienoberhauptes reisen, haben gleichfalls in den Rheinlanden Anspruch auf einen Befehl, der ihnen freie Fahrt gewährt.

Die gleiche Vergünstigung wird ihnen einmal im Jahre gewährt, um in Begleitung des Familienoberhauptes eine Urlaubs- oder Erholungsreise zu unternehmen.

Bei der Einreise in die Rheinlande, sowie bei der endgültigen Ausreise, ferner bei allen Versetzungen innerhalb der Rheinlande, haben die Mitglieder und das Personal der Rheinland-Kommission, die Offiziere, Unteroffiziere und Soldaten Anspruch auf einen Befehl zur freien Beförderung ihress Hausgeräts nach Maßgabe der bei Versetzungen im Heimatlande oder, falls eine besondere Bestimmung fehlt, in Frankreich geltenden Vorschriften.

(Anmerkung: Die vorstehende Fassung des Absatzes e beruht auf Verordnung 62 der Rheinland-Kommission vom 9. Dezember 1920.)

Allgemeine Bestimmungen.

Ein Abschnitt des Militärfahrscheines ist den deutschen Eisenbahnbeamten auf dem Eingangs- oder Aufgabebahnhof im Rheinland abzugeben. Er verbleibt bei den deutschen Behörden.

Ein zweiter Abschnitt für die Truppen, Abteilungen, Einzelreisenden und Familien verbleibt beim Führer der Abteilung oder dem Einzelreisenden und dient als Fahrkarte bis zum Bestimmungsorte.

Dieser Abschnitt ist dann einer von jeder alliierten Armee bezeichneten Dienststelle zuzusenden.

Anlage Nr. V.

Damit die C. I. C. F. C. in wirksamer Weise die rheinischen Eisenbahnen überwachen und den Höchstkommandierenden über die Betriebsverhältnisse unterrichten kann, werden die deutschen Eisenbahndirektionen des besetzten Gebietes an jedem ersten des Monats gemäß anliegender Liste statistische Unterlagen einreichen, die sich auf das rheinische Netz und das Gebiet innerhalb der Brückenköpfe beziehen.

Hinsichtlich der Strecken in den Brückenköpfen und derjenigen, die zwar in der besetzten Zone westlich des Rheins liegen aber nicht zu den genannten Direktionen gehören, werden die Unterlagen durch den deutschen Delegierten geliefert.

*) Diese Personen erhalten hierzu von ihrer Armee oder der Rheinlandkommission einen besonderen Personalausweis. Die Armeen haben regelmäßig der Rheinlandkommission ein namentliches Verzeichnis der Zivilpersonen zu übersenden, welche Karten erhalten haben.

**) Ueber den z. Zt. mit der deutschen Regierung verhandelt wird.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 135

Es ist dafür zu sorgen, daß die Unterlagen seitens der Direktionen zu den festgesetzten Zeitpunkten durch die militärischen Unterkommissionen an die C. I. C. F. G. eingereicht werden.

Regelmäßige Meldungen.

A.

I. Monatlich. (Zum 10. jeden Monats.)

a) Personalbestand am letzten des Monats.

Zugbegleitpersonal: Zahl der Zugführer; „ „ Schaffner; „ „ Bremser

Betrieb: Zahl der Beamten i. d. Zentralstellen; „ „ leitenden Beamten; „ des übrigen Personals

b) Kilometrische Leistungen.

Lokomotivkilometer: Personenzüge; Güterzüge; Verschiebedienst — im verflossenen Monat

Zugkilometer der Personen-, Arbeiter- und Güterzüge.

c) Verkehr.

Gesamtzahl d. belad. Wagen i. Versand; „ „ „ „ „ Empfang — im verflossenen Monat

d) Wagenumlauf.

Wechselseitiger Wagenübergang zwischen dem besetzten rheinischen Gebiet und den Nachbarstrecken.

1. Zusammenstellung des Wagenübergangs
   a) mit Elsaß-Lothringen
   b) mit Belgien
   c) mit Holland
   — im abgelaufenen Monat
2. Zusammenstellung des Uebergangs auf den einzelnen Uebergangspunkten.

a) Strecke und Baulichkeiten.

Stand der begonnenen Bauten.

Neue Entwürfe.

B.

(Zum jeden 15. jeden Monats.)

Nachweisung der für den folgenden Monat für die Direktionen des rheinischen Gebietes angeforderten Kohlen (linksrheinisches Gebiet und Brückenköpfe).

Diese Nachweisung muß enthalten:

1. Ursprung und Menge der Kohlen (Ruhrbecken, Saarbecken, Förderkohle, Briketts, Koks usw.),
2. die Bestimmungen des Brennstoffes.

C.

Wagenzählungen.

Von einem vom Vorsitzenden der C. I. C. F. C. zu bestimmenden Zeitpunkte ab ist alle 4 Wochen eine Wagenzählung vorzunehmen und zu den von ihm festgesetzten Fristen zu übermitteln.

Falls der Vorsitzende der C. I. C. F. C. es für zweckmäßig hält, können die Fristen für die Meldungen über den Wagenübergang (§ d) die gleichen sein, wie für die Wagenzählungen.

II. Zehntägig.

Betriebswerkstätten.

a) Lokomotivbestand (nach Gattungen):
   1. betriebsfähig,
   2. in Ausbesserung,
   3. auf Ausbesserung wartend.
b) Nummern der während der letzten 10 Tage ausgebesserten Lokomotiven, sowie der Lokomotiven, die
   1. noch in Ausbesserung sind
   2. auf Ausbesserung warten
   — am letzten Tage der Dekade.
c) Bestand und Verwendung des Personals nach Gruppen:

Zugbeförderungsdienst: Zahl der leitenden Beamten; Zahl der Lokomotivführer; Zahl der Heizer; Zahl der Arbeiter in den Betriebswerkstätten

d) Bestände an Petroleum und Benzin in Verbrauchstagen. Vorräte an Schmierstoffen in Verbrauchstagen und Verbrauch während einer Dekade.

III. Wöchentlich.

Hauptwerkstätten.

a) Zahl der von jeder Hauptwerkstätte in der verflossenen Woche ausgebesserten Lokomotiven und Wagen.
b) Dauer der Ausbesserungen.
c) Personalbestand:

Hauptwerkstätten: Zahl der Aufsichtsbeamten; „ „ Arbeiter; „ „ Hilfsarbeiter.

IV. Täglich.

Kohlen.

Der deutsche Delegierte wird täglich Kohlen-

meldungen über die Bestände der einzelnen Direktionen vorlegen.

Anlage Nr. VI.

Vorläufig wird der Uebergang des von Deutschland auf Grund des Waffenstillstandvertrages an die Entente übergebenen rollenden Materials nach dem unbesetzten Deutschland untersagt.

Die kennzeichnenden Beschriftungen dieses Materials wird die C. I. C. F. C. den deutschen Direktionen mitteilen.

Anlage Nr. VII.

Straßenbahnen jeder Art.

Die Vorschriften der vorliegenden Verordnung und der Anlagen können, soweit es nach Auffassung der militärischen Behörden für militärische Zwecke erforderlich ist, auf Straßenbahnen jeder Art angewandt werden.

Die Straßenbahnen werden aber anstatt für das gesamte besetzte Gebiet nur für die Armeezonen zusammengefaßt, wobei die der C. I. C. F. C. hinsichtlich der Eisenbahnen zustehende Aufsicht, hinsichtlich der Straßenbahnen auf die Befehlshaber der Besatzungstruppen in den einzelnen Zonen übergeht. Falls eine Straßenbahn zwei Zonen berührt, werden die sie betreffenden militärischen Fragen in gegenseitigem Benehmen zwischen den beteiligten Armeebefehlshabern geregelt.

Anlage Nr. VIII.

Die Beförderung der Leichen von Mitgliedern oder Angestellten der Rheinland-Kommission, von Militärpersonen der Besatzungsarmeen, Zivilangestellten dieser Armeen und von Familienmitgliedern aller vorgenannten Personen, die in den besetzten Gebieten während der Besatzungszeit verstorben sind, werden auf Grund eines Beförderungsscheines ausgeführt, der zur unentgeltlichen Beförderung auf den rheinischen Strecken berechtigt

(Anmerkung: Anlage VIII ist hinzugefügt worden durch Verordnung 61 der Rheinland-Kommission vom 9. Dezember 1920.)

Berichtigung

zur Uebersetzung der Anweisung 9 der Interalliierten Rheinland-Kommission, betreffend die Verwendung der alliierten Streitkräfte zur Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung in den besetzten Gebieten, abgedruckt in Heft 2 der Uebersetzung, Seite 19.

In Artikel IV Abs. 2 muß es richtig heißen: in „eiligen" Fällen jedoch übergibt er das Gesuch dem Offizier des alliierten Truppenkorps, anstatt in „allen" Fällen jedoch übergibt er das Gesuch dem Offizier des alliierten Truppenkorps.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 136

Anweisung 13.

Anweisung

zur Ergänzung der Anweisung Nr. 7 über die Ausstellung von Waffenscheinen und Munitionskarten.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet auf Grund des Artikels 21 der Verordnung 3 über den Besitz und den Handel mit Waffen und Munition was folgt:

Die Anweisung 7 wird durch folgenden § 8 ergänzt:

„8. Jede Person, deren Erlaubnisschein zum Tragen von Feuerwaffen abgelaufen oder für ungültig erklärt worden ist, muß den Schein an den Delegierten der Rheinland-Kommission zurückgeben, der ihn ausgestellt hat."

Diese Anweisung tritt sofort in Kraft.

Coblenz, den 7. April 1921.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 137



StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 138

Heft 6.

Übersetzung

der Verordnungen und Anweisungen

der Hohen Interalliierten Kommission

für die besetzten Rheinlande

herausgegeben

vom Reichskommissar

für die

besetzten rheinischen Gebiete.

1. Auflage.

Inhaltsübersicht.

Verordnung 60

betreffend Aenderung des § 3 der Anlage 1 der Verordnung Nr. 6 . . . . . Seite 2.

Verordnung 61

betreffend die Beförderung von Leichen, Ergänzung der Verordnung 6 . . . . . Seite 2.

Verordnung 62

betreffend Aenderung der Anlage IV der Verordnung 6 über die Rechte und Pflichten der Interalliierten Feldeisenbahnkommission der Rheinlande . . . . . Seite 3.

Verordnung 63

betreffend die Anwendbarkeit der Bekanntmachung des oldenburgischen Staatsministeriums über Maßnahmen gegen Wohnungsmangel vom 18. November 1920 in den besetzten Gebieten . . . . . Seite 3.

Verordnung 64

betreffend Bestandsaufnahme der Hilfsmittel für militärische Zwecke . . . . . Seite 4.

Verordnung 65

betreffend Vereine und Unterrichtsanstalten . . . . . Seite 4.

Verordnung 66

zur Aenderung des Titels 3 der Verordnung 2, betreffend besondere Verbrechen und Vergehen gegen die Besatzung . . . . . Seite 5.

Verordnung 67

zur Aenderung der Verordnung 3 und betreffend die Jagd, die Beförderung von Waffen, Munition und Kriegsgerät . . . . . Seite 5.

Verordnung 68

betreffend Aufhebung und Ersetzung des Artikels 22 der Verordnung 2 und der Verordnung 19 . . . . . Seite 10.

Anweisung 12

betreffend Ergänzung der Anweisung Nr. 6 über die Anwendung des Artikels 13 der Verordnung Nr. 2 . . . . . Seite 11.

Bestimmungen

über die Beschlagnahme von Quartieren im britisch besetzten Gebiet . . . . . Seite 11.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 139
- 140

…und das Personal der Rheinland-Kom-
…fiziere, Unteroffiziere und Soldaten,
Befehl zur freien Beförderung
… Maßgabe der bei Ver-
…her, falls eine besondere
…ich geltenden Vor-

…rücken-

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 139

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 139 - 140

Verordnungen.

Verordnung 60.

Verordnung
betreffend
Aenderung des § 3 der Anlage 1 der Verordnung Nr. 6.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet:

Artikel 1.

Paragraph 3 des Anhangs 1 der Verordnung Nr. 6 wird aufgehoben und wie folgt ersetzt:

„Die Vorräte an Kohlen müssen so groß wie möglich sein. Der Mindestvorrat wird durch Beschluß der Rheinland-Kommission, der den deutschen Behörden durch den Reichskommissar ordnungsmäßig bekannt zu geben ist, festgesetzt.

Die Interalliierte Feldeisenbahn-Kommission wird in einer ganz besonderen Weise den Bestand dieser Kohlenvorräte überwachen."

Artikel 2.

Die vorstehende Verordnung ist in dem Gebiet des Brückenkopfes Kehl anwendbar.

Artikel 3.

Die vorstehende Verordnung tritt am 1. Januar 1921 in Kraft.

Coblenz, den 2. Dezember 1920.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 61.

Verordnung
betreffend
die Beförderung von Leichen. Ergänzung der Verordnung 6.

Auf Grund des Artikels 249 des Friedensvertrages und des Artikels 16 der Verordnung 6 verordnet die Interalliierte Rheinland-Kommission:

Artikel 1.

Folgende Anlage wird der Verordnung 6 hinter Anlage VII hinzugefügt:

Anlage VIII. Die Beförderung der Leichen von Mitgliedern oder Angestellten der Rheinland-Kommission, von Militärpersonen der Besatzungsarmeen, Zivilangestellten dieser Armeen und von Familiengliedern aller vorgenannten Personen, die in den besetzten Gebieten während der Besatzungszeit verstorben sind, wird auf Grund eines Beförderungsscheines ausgeführt, der zur unentgeltlichen Beförderung auf den rheinischen Strecken berechtigt.

Artikel 2.

Diese Verordnung ist im Gebiet des Brückenkopfes Kehl anwendbar.

Artikel 3.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Coblenz, den 9. Dezember 1920.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 62.

Verordnung
betreffend
Aenderung der Anlage IV der Verordnung 6 über die Rechte und Pflichten der Interalliierten Feldeisenbahnkommission der Rheinlande.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet:

Artikel 1.

Absatz e der Anlage IV der Verordnung 6 wird aufgehoben und wie folgt ersetzt:

Die Familien von Mitgliedern der Interalliierten Rheinland-Kommission und ihres Personals, von Offizieren, Unteroffizieren und Mannschaften, welche ins Rheinland reisen, um dort mit dem Familien-Oberhaupt endgültig zusammen zu wohnen, erhalten freie Fahrt gegen Vorzeigung eines Befehls. Dieser muß enthalten:

1. die Namen der Personen, aus denen die Familie sich zusammensetzt,
2. den Grenzübergang zum Rheinland und den Bestimmungsort,
3. die genehmigte Wagenklasse.

Die Familienangehörigen der Mitglieder und des Personals der Interalliierten Rheinland-Kommission, ferner die Familien der Offiziere, Unteroffiziere und Mannschaften der Besatzungsarmeen, die infolge einer Versetzung des Familien-Oberhauptes reisen, haben gleichfalls in den Rheinlanden Anspruch auf einen Befehl, der ihnen freie Fahrt gewährt.

Die gleiche Vergünstigung wird ihnen einmal im Jahre gewährt, um in Begleitung des Familien-Oberhauptes eine Urlaubs- oder Erholungsreise zu unternehmen.

Bei der Einreise in die Rheinlande, sowie bei der endgültigen Ausreise, ferner bei allen Versetzungen innerhalb der Rheinlande, haben die Mitglieder und das Personal der Rheinland-Kommission, die Offiziere, Unteroffiziere und Soldaten, Anspruch auf einen Befehl zur freien Beförderung ihres Hausgeräts nach Maßgabe der bei Versetzungen im Heimatlande oder, falls eine besondere Bestimmung fehlt, in Frankreich geltenden Vorschriften.

Artikel 2.

Diese Verordnung ist im Gebiet des Brückenkopfes Kehl anwendbar.

Artikel 3.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Coblenz, den 9. Dezember 1920.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 63.

Verordnung
betreffend
die Anwendbarkeit der Bekanntmachung des oldenburgischen Staatsministeriums über Maßnahmen gegen Wohnungsmangel vom 18. November 1920 in den besetzten Gebieten.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet auf Grund des Artikels 9 der Verordnung 1 in der Erwägung, daß es notwendig erscheint, die in der Verordnung 26 über die Anwendung des deutschen Gesetzes vom 11. Mai 1920 enthaltenen Maßnahmen auf die Bekanntmachung des oldenburgischen Staatsministeriums vom 18. November 1920, die sich auf das Gesetz vom 11. Mai 1920 stützt, auszudehnen:

Artikel 1.

Paragraph 20 der Bekanntmachung des oldenburgischen Staatsministeriums vom 18. November 1920 über Maßnahmen gegen Wohnungsmangel (Gesetzblatt für den Freistaat Oldenburg Nr. 126 vom 24. November 1920, Seite 1095) findet hinsichtlich der im § 20, Ziffer 1, genannten Personen keine Anwendung auf die Gemeinden des besetzten Gebiets, in welchen Truppen der Besatzungsarmeen untergebracht sind.

Artikel 2.

Die vorstehende Verordnung tritt im besetzten Gebiet am selben Tage in Kraft, wie die genannte Bekanntmachung vom 18. November 1920.

Coblenz, den 16. Dezember 1920.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 64.

Verordnung
betreffend
Bestandsaufnahme der Hilfsmittel für militärische Zwecke.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet auf Grund der Artikel 3, 6, 8, 10, 11, 12 und 13 des dem Friedensvertrage angehängten Abkommens und auf Grund der Artikel 52 und 53 der Anlage zum Haager Abkommen vom 18. Oktober 1907 über die Gesetze und Gebräuche des Landkriegs in der Erwägung, daß es erforderlich ist, daß die alliierten Armeen die Hilfsmittel kennen, die sie in den besetzten Gebieten im Falle der Erklärung des Belagerungszustandes möglicherweise zu militärischen Zwecken beitreiben müssen:

Artikel 1.

In den besetzten Gebieten ist eine Bestandsaufnahme und Klasseneinteilung vorzunehmen, die sich auf folgende Gegenstände erstreckt: auf Transportmittel (Pferde, Wagen, Fahrräder, Motorräder, Automobile usw.), ferner auf alles Material dieser Art, das für militärische Zwecke geeignet ist; auf Fabriken, öffentliche oder private Unternehmungen, die zur Herstellung oder Ausbesserung militärischen Materials verwendet werden können, ferner auf das zum Betriebe der etwa mit Beschlag zu belegenden Gegenstände nötige Personal.

Artikel 2.

Die Bestandsaufnahme wird von den deutschen Zivilbehörden unter eigner Verantwortung ausgeführt.

Jede deutsche Behörde, welche diesen Verpflichtungen nicht nachkommt, verwirkt dieselben Strafen, die für Zuwiderhandlungen gegen die Verordnungen der Interalliierten Rheinlands-Kommission vorgesehen sind.

Artikel 3.

Die deutschen Behörden haben Bestandsverzeichnisse nach einem von den militärischen Behörden in jeder Zone vorgeschriebenen Muster herzustellen. Sie haben die gewünschte Anzahl von Abschriften davon zu liefern und zwar innerhalb zweier Monate seit dem Datum der die Bestandsaufnahme anordnenden Entscheidung. Diese Verzeichnisse unterliegen einer jährlichen Nachprüfung, die in derselben Weise ausgeführt wird, wie die ursprüngliche Aufnahme.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission behält sich das Recht vor, von den Militärbehörden Abschriften oder zusammenfassende Uebersichten des statistischen Materials zu verlangen.

Artikel 4.

Die Klasseneinteilung der den Gegenstand der Aufnahme bildenden Hilfsmittel wird von Einteilungsausschüssen vorgenommen, in denen die deutschen Zivilbehörden vertreten sind. Die Militärbehörden in jeder Zone bestimmen die Zahl, die Zusammensetzung und die Zuständigkeit dieser Ausschüsse und erlassen die Einzelanweisungen für ihre Tätigkeit.

Artikel 5.

Diese Verordnung findet im Gebiet des Brückenkopfes Kehl Anwendung.

Artikel 6.

Diese Verordnung tritt am 1. Januar 1921 in Kraft.

Coblenz, den 16. Dezember 1920.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 65.

Verordnung
betreffend
Vereine und Unterrichtsanstalten.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet:

Titel I.

Vereine.

Artikel 1.

In den besetzten Gebieten darf kein Verein, ohne Rücksicht auf das Alter seiner Mitglieder, sich mit militärischen Dingen befassen, seine Mitglieder im Waffenhandwerk oder im Gebrauch von Kriegswaffen ausbilden oder üben, oder ausbilden oder üben lassen, oder ihnen irgendeine militärische Ausbildung zuteil werden lassen, oder entweder direkt oder durch Angliederung an andere Vereinigungen mit den Kriegsministerien, mit der Armee oder mit irgend einer Militärbehörde in Verbindung stehen.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 141

Artikel 2.

Die Rheinland-Kommission kann die Auflösung jedes Vereins anordnen, der gegen die Vorschrift des Artikels 1 verstößt, oder dessen Zweck oder Tätigkeit ihr die Sicherheit der Besatzungsarmeen zu berühren scheinen.

Artikel 3.

Die Delegierten der Rheinland-Kommission können die Mitteilung der Satzungen jedes Vereins fordern, der seine Tätigkeit in den Kreisen, Bezirken oder Provinzen, für welche sie als Delegierte bestellt sind, ausübt.

Titel II.

Unterrichtsanstalten.

Artikel 4.

Die Vorschriften des Artikels 1 der vorstehenden Verordnung finden auf alle Unterrichtsanstalten Anwendung.

Titel III.

Allgemeine Vorschriften.

Artikel 5.

Mit den für die Zuwiderhandlungen gegen Verordnungen der Rheinland-Kommission vorgesehenen Strafen wird bestraft:

a) wer als Mitglied eines Vereins gegen die Vorschriften des Artikels 1 der vorstehenden Verordnung verstößt, sofern er nicht nachweist, daß er von dem Verbot keine Kenntnis hatte,
b) wer an einer Versammlung eines auf Grund des Artikels 2 der vorstehenden Verordnung aufgelösten Vereins teilnimmt, oder wer zur Fortführung der Tätigkeit dieses Vereins beiträgt;
c) wer in einer Unterrichtsanstalt für eine gegen den Artikel 1 der vorstehenden Verordnung verstoßende Tat verantwortlich ist, oder wer an dieser Tat teilgenommen hat.

Artikel 6.

Die vorstehende Verordnung ist im Gebiet des Brückenkopfes Kehl anwendbar.

Artikel 7.

Diese Verordnung tritt am 1. Januar 1921 in Kraft.

Coblenz, den 16. Dezember 1920.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 66.

Verordnung
zur Aenderung des Titels 3 der Verordnung 2, betreffend besondere Verbrechen und Vergehen gegen die Besatzung.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet:

Artikel 1.

Artikel 23 der Verordnung Nr. 2 wird aufgehoben und durch folgenden Artikel ersetzt:

„Wer überführt wird, die Begehung einer Zuwiderhandlung gegen eine Verordnung der Interalliierten Rheinland-Kommission oder gegen einen auf Grund einer Verordnung erteilten Befehl versucht oder einen anderen dazu angestiftet oder anzustiften versucht, oder zu einer solchen Zuwiderhandlung Hilfe geleistet, sie unterstützt oder begünstigt oder eine Vorbereitungshandlung zu der Zuwiderhandlung begangen zu haben, verwirkt dieselbe Strafe als wenn er die Zuwiderhandlung selbst begangen hätte."

Artikel 2.

Die vorstehende Verordnung ist im Gebiet des Brückenkopfes Kehl anwendbar.

Artikel 3.

Die vorstehende Verordnung tritt am 1. Januar 1921 in Kraft.

Coblenz, den 16. Dezember 1920.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 67.

Verordnung
zur Aenderung der Verordnung 3 und betreffend die Jagd, die Beförderung von Waffen, Munition und Kriegsgerät.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet auf Grund des Rheinlandabkommens:

Artikel 1.

Titel VI der Verordnung 3 wird aufgehoben und durch die folgenden Bestimmungen ersetzt:

„Titel VI.

Jagd.

Artikel 23.

Keine Vorschrift dieses Titels ist auf die in Artikel 1 und Artikel 2 § V der Verordnung, betreffend die Gerichtsorganisation, aufgezählten Personen anwendbar.

Artikel 24.

Vorbehaltlich der Bestimmungen des § II des Artikels 22 dieser Verordnung betreffend den Handel und die Herstellung von Jagdwaffen und -munition, darf niemand eine Jagdwaffe besitzen, ohne von den deutschen Behörden, neben dem in der deutschen Gesetzgebung vorgesehenen Jagdschein, einen Waffenschein erhalten zu haben, der die Zahl und Art der Waffen angibt, die er besitzen darf.

Niemand darf eine Jagdwaffe besitzen, die nicht im § I der unten beigefügten Anlage I aufgeführt ist.

Artikel 25.

Vorbehaltlich der Bestimmungen des § II des Artikels 22 dieser Verordnung, betreffend den Handel und die Herstellung von Jagdwaffen und -munition, darf niemand Jagdmunition besitzen, ohne eine Munitionskarte erhalten zu haben, die ihm von den deutschen Behörden auf Grund einer Erklärung ausgestellt wird, welche die Zahl der Hektare, auf denen das Jagdrecht ausgeübt werden soll und die Art des Wildes angibt. Die Karte bezeichnet die Menge und Art der Munition, auf die jeder Jäger ein Anrecht hat unter Berücksichtigung der Ausdehnung der Jagd und Art des Wildes.

Artikel 26.

Die zuständigen deutschen Behörden für die Ausstellung der Waffenscheine und Munitionskarten sind: der Landrat, der Oberbürgermeister oder die entsprechende (équivalente, similar) Behörde am Wohnort des Antragsstellers.

Für die im unbesetzten Gebiet wohnenden Personen wird einer der Kreise des besetzten Gebiets, in denen sie zu jagen wünschen, hinsichtlich der Ausstellung des Waffenscheines als Wohnsitz-Kreis angesehen.

Niemand kann Inhaber von mehr als einem Jagdwaffenschein sein. Kein Schein kann für mehr als 2 Jagdwaffen ausgestellt werden. Die Nummer jeder Waffe muß in dem Schein angegeben sein.

Artikel 27.

Eine Abschrift des Waffenscheines und der Munitionskarte wird sofort dem Kreisdelegierten der Rheinlandkommission übersandt, der im Falle des Mißbrauchs die ausgestellten Karten und Scheine für nichtig erklären oder ihre Zahl begrenzen und die Einziehung der Waffen und Munition anordnen kann, die sich im Besitz von Personen befinden, denen der Jagdwaffenschein oder die Munitionskarte entzogen worden ist.

Artikel 28.

Die Einziehung des Jagdscheins auf Grund der deutschen Gesetze hat auch die Einziehung des Waffenscheins und der Munitionskarte zur Folge.

Artikel 29.

Alle Jagdwaffen und -munition, deren Besitz nicht auf Grund der Bestimmungen der vorstehenden Artikel genehmigt ist, werden gesammelt und unter guter Bewachung von den zuständigen deutschen Behörden aufbewahrt, die sich allen Anordnungen zu fügen haben, die ihnen gegebenenfalls in dieser Hinsicht von den Kreisdelegierten der Rheinlandkommission gegeben werden.

Der Kreisdelegierte der Rheinlandkommission kann Sondererlaubnisse bewilligen, durch welche den Eigentümern der bei den deutschen Behörden niedergelegten Waffen erlaubt wird, eine davon für eine bestimmte Zeit zurückzunehmen, um eine besondere Jagd auszuüben."

Artikel 2.

Die folgenden Artikel und Anlagen werden der Verordnung 3 hinzugefügt:

„Titel VII.

Beförderung von Waffen, Munition und Kriegsgerät.

Artikel 30.

Die Bestimmungen dieses Titels finden keine Anwendung auf die Transporte, welche von der Rheinlandkommission, von den alliierten Besatzungsarmeen oder von den auf Grund der Bestimmungen des Friedensvertrages eingesetzten alliierten Kommissionen bewirkt werden.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 142

Artikel 31.

Die Beförderung von Waffen und Munition oder die Beförderung von Kriegsgerät, das in der Anlage II zu dieser Verordnung aufgeführt ist, kann nur mit besonderer Genehmigung der zuständigen alliierten Behörden vorgenommen werden.

Artikel 32.

Die alliierten Besatzungsbehörden, welche zur Bewilligung der Genehmigung zum Transport von Waffen, Munition oder Kriegsgerät innerhalb des besetzten Gebiets oder vom besetzten in das unbesetzte Deutschland oder umgekehrt zuständig sind, sind folgende:

1. der Kreisdelegierte der Rheinland-Kommission für die Beförderung von Jagdwaffen und Jagdmunition und für die Beförderung von Waffen und Munition, für welche er den in der Anweisung 7 der Rheinlandkommission vorgesehenen Erlaubnisschein ausgestellt hat.
2. für den Transport von anderen Waffen und Munition oder Kriegsgerät: auf Grund Ermächtigung durch den Oberstkommandierenden der alliierten Besatzungsstreitkräfte die interalliierte Feldeisenbahnkommission (C. J. C. F. C.), wenn es sich um die Beförderung durch die Eisenbahn oder zu Lande handelt, und die interalliierte Feldschiffahrtskommission C. J. N. C.), wenn es sich um die Beförderung zu Wasser handelt.

Artikel 33.

Alle Anträge auf Genehmigung der Beförderung von Waffen, Munition oder Kriegsgerät werden in 7 Exemplaren nach den dieser Verordnung in Anlage III und IV beigefügten Mustern dem Kreisdelegierten der Rheinlandkommission durch Vermittlung der zuständigen deutschen Behörden: Landrat, Oberbürgermeister, oder jede gleichwertige Behörde am Wohnsitz des Antragstellers übersandt.

Die Anträge auf Genehmigung der Beförderung werden eingereicht durch den Empfänger, es sei denn, daß sich dieser im unbesetzten Gebiet befindet, für den der Antrag vom Absender eingereicht wird.

Ein Stück des Antrags auf Beförderungsgenehmigung wird mit der Entscheidung der zuständigen alliierten Behörde dem Antragsteller durch Vermittlung des Kreisdelegierten der Rheinlandkommission zurückgesandt.

Artikel 34.

Die mit einer Zuwiderhandlung gegen den Artikel 31 befaßten Gerichte können neben den Strafen, welche für Zuwiderhandlungen gegen die Verordnungen der Rheinlandkommission vorgesehen sind, die Einziehung der ohne Erlaubnis beförderten Waffen, Munition und Kriegsgerät aussprechen."

Artikel 3.

Diese Verordnung ist auch im Brückenkopf Kehl anwendbar.

Artikel 4.

Diese Verordnung tritt am 10. Januar 1921 in Kraft.

Coblenz, den 23. Dezember 1920.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

Anlage I.

Einteilung der Jagdwaffen.

§ I.

Erlaubte Waffen.

1. Jagdgewehre für Schrot (Flinten) mit 1, 2 oder 3 Läufen.
2. Gezogene Jagdgewehre für Kugel (Büchsen) mit 1, 2 oder 3 Läufen.
3. Gemischte Jagdgewehre für Schrot und Kugel (Büchs-Flinten) mit 1, 2 oder 3 Läufen.
4. Gezogene Jagdgewehre mit Mehrladevorrichtung (Repetierbüchsen).
5. Büchsen nach Art der Flobertbüchsen.

§ II.

Nicht erlaubte Waffen.

1. Jagdbüchsen, deren wirksame Tragweite 300 m übersteigt.
2. Jagdbüchsen, welche dasselbe Kaliber haben, wie ein Militärgewehr.

Bemerkung. Repetierbüchsen werden nur bis zur Höhe von 10 % der Gesamtzahl der genehmigten Waffen bewilligt.

Anlage II.

Interalliierte militärische Ueberwachungs-Kommission (C. M. J. C.) = Commission Militaire Interalliée de Contrôle

I. Kriegsgerät, das der Ueberwachung durch die Interalliierte militärische Ueberwachungs-Kommission unterliegt.

1. Geschütze (Kanonen, Haubitzen, Mörser) jeglicher Art, gleichgültig ob brauchbar oder nicht.
2. Fahrbare oder feststehende Lafetten und Zubehör für Kanonen, Haubitzen oder Mörser jeder Art.
3. Munition für Kanonen, Haubitzen und Mörser aller Kaliber (schußfertig). Unter schußfertiger Munition wird verstanden: Geschoß, Patronenhülse, Zündhütchen, Treibladung, Zünder und Granatfüllung.
4. Einzelteile von Geschütz-Munition aller Kaliber. Die Gesamtzahl jedes Einzelteils für Geschosse wird verlangt ohne Rücksicht auf die Art der Kanonen, Haubitzen oder Mörser, für die sie gebraucht werden können.
5. Minenwerfer aller Kaliber und Arten, ihre Lafetten nebst Zubehör.
6. Minenwerfer-Munition aller Kaliber und Arten.
7. Militärische Handfeuerwaffen und Maschinengewehre aller Art mit ihren Fortbewegungsmitteln.
8. Alle Art Munition für den Gebrauch der unter 7 genannten Waffen.
9. Granaten aller Art und Typen, militärische Signal- und Leuchtpatronen, Flammenwerfer, militärische Gas- und Nebelapparate.
10. Tanks und gepanzerte Kraftwagen.
11. Kraftzugmaschinen, Fahrzeuge und Lastwagen aller Art, soweit sie für militärische Zwecke besonders eingerichtet sind, nebst den dazu gehörenden Anhängewagen.
12. Militärischen Zwecken dienende schädliche Gase und Schutzeinrichtungen gegen solche.
13. Pulver und Sprengstoffe, einschließlich derjenigen für Bergbau.
14. Militärische Scheinwerfer.
15. Feld-Funkentelegraphen-Anlagen und andere Arten militärischer Anlagen für Uebermittlung, Empfang und Auffangen von Signalen.
16. Geschützvisierungseinrichtungen, Feuerleitungsapparate, militärische Entfernungs- und Schallmeßgeräte.
17. Beobachtungswagen, Beobachtungsleitern und Zubehör dazu.
18. Militärische optische Instrumente.
19. Militärwagen, soweit nicht bereits oben erwähnt.
20. Militärisches Pferdegeschirr und Sattelzeug.
21. Panzerzüge.
22. Rollendes Material und sonstiges Material für Schmalspurbahnen.
23. Feldbäckereien.
24. Feldlazarettwagen (gleichgültig ob sie durch Automobile oder Pferde fortbewegt werden) und ihre Ausrüstung.
25. Felddruckerei-Einrichtungen.
26. Instrumente für das militärische Kartenwesen (Topographie).
27. Militärische fahrbare Küchen.
28. Militärische fahrbare Werkstätten.
29. Säbel, Lanzen, Bayonette usw.
30. Militärische Ausrüstungsstücke für Soldaten und Truppenteile aller Waffen.
31. Für Kriegszwecke besonders eingerichteter Stacheldraht, einschließlich der dazu gehörigen Stützen und anderer Verteidigungsgeräte.
32. Alle militärischen Werkzeuge zum Gebrauch durch Front- und Nachschub-Truppen, einschließlich der militärischen Miniergeräte.
33. Alle Pontons und Sondergeräte zum Bau militärischer Brücken.

II. Gerät für den Seekrieg.

51. Geschütz-Lafetten und maschinelle Einrichtungen (hydraulich, elektrisch oder mit Handbetrieb), die noch nicht auf einem Kriegsschiff eingebaut sind.
52. Alle zur Leitung der Schiffsartillerie dienenden Apparate, einschließlich Schußtafeln, Richt-Einrichtungen, Entfernungsmesser und Aufschlagsbeobachtungsgläser.
53. Panzerplatten und Geschützschilde, die noch nicht auf Kriegsschiffen angebracht sind.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 143

54. Torpedos. Diese Liste umfaßt das ganze Torpedo ohne den Kopf.
55. Gefechtsköpfe und Uebungsköpfe für Torpedos (angeben welche).
56. Torpedopistolen, Zündladungen und Netzscheren.
57. Torpedokreisel (gyroseope).
58. Torpedorohre und militärische Maschinenanlagen in Verbindung der Torpedoanlagen.

    Bemerkung: Die Treibladungen fallen unter Liste 13.
59. Alle Instrumente, die zur Leitung der Torpedowaffe dienen, einschließlich militärischen Ziel- und Richtapparate.
60. Unterseeboots-Sehrohre.
61. Unterwasserschallapparate (Hydrophone), die noch nicht auf Kriegsschiffen angebracht sind.
62. Verankerbare Seeminen, umfassend Gehäuse, Verankerung, Sinkeinrichtung, Sprengladung, Pistole- und Zündladung.
63. Nichtverankerbare Seeminen.
64. Einzelteile von Seeminen aller Art, einschließlich der Abfeuerungseinrichtung.
65. Tiefenladungen.
66. Einzelteile von Tiefenladungen.

    Bemerkung: Die Mörser und alle anderen Abschußapparate fallen unter Liste 1.
67. Stücke von Unterseeboots-Verteidigungsnetzen (bewegliche oder unbewegliche Netze).

Muster A. **Anlage III.**

Antrag auf Genehmigung der Beförderung:

von Jagdwaffen und -Munition*)

von Waffen und Munition, für die auf Grund der Anweisung 7 der Rheinlandkommission ein Waffenschein ausgestellt worden ist.*)

Name und Anschrift des Antragstellers	Beschreibung und Gewicht in kg	Kommt von:	Ist bestimmt für:	Art der Beförderung	Begründung des Antrags

1. (Unterschrift des Antragsstellers) den 192

2. Wir bestätigen hiermit die vorstehenden Erklärungen den 192

(Unterschrift der zuständigen deutschen Behörde, Landrat oder Oberbürgermeister.)

3. Entscheidung des Delegierten der Rheinlandkommission.

(Unterschrift und Stempel) den 192

*) Nichtpassendes ist zu durchstreichen.

Muster B. Anlage IV.

Antrag auf Genehmigung der Beförderung von Waffen, Munition oder Kriegsgerät.

Name und Anschrift des Antragstellers	Beschreibung und Gewicht in kg	Kommt von:	Ist bestimmt für:	Art der Beförderung	Begründung des Antrags

1. (Unterschrift des Antragstellers) den 192

2. Wir bestätigen hiermit die vorstehenden Erklärungen den 192

(Unterschrift der zuständigen deutschen Behörde, Landrat oder Oberbürgermeister.)

3. Weitergesandt an:

Stellungnahme des Delegierten der Rheinlandkommission.

(Unterschrift und Stempel) den 192

4. Entscheidung des:

(Unterschrift und Stempel) den 192

Verordnung 68.

Verordnung
betreffend
Aufhebung und Ersetzung des Artikels 22 der Verordnung 2 und der Verordnung 19.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet:

Artikel 1.

Artikel 22 der Verordnung 2 in der Fassung der Verordnung 19 wird aufgehoben und durch die folgende Bestimmung ersetzt:

„Vorbehaltlich besonderer Bestimmungen wird jeder, der eine Zuwiderhandlung gegen eine Verordnung, einen Befehl oder eine Anweisung der Rheinland-Kommission (ordonnance, ordre ou instruction de la Haute-Commission) begeht, mit einer Geldstrafe bis zu 10 000 ℳ und mit einer Gefängnisstrafe bis zu 1 Jahr oder mit einer dieser Strafen bestraft.

Falls die Geldstrafe nicht binnen 15 Tagen nach Eintritt der Rechtskraft des Urteils bezahlt wird, kann die Geldstrafe durch eine Gefängnisstrafe, deren Dauer das Urteil bestimmt, ersetzt werden. Diese Gefängnisstrafe darf die Dauer von 6 Monaten nicht überschreiten."

Artikel 2.

Diese Verordnung ist auch im Brückenkopf Kehl anwendbar.

Artikel 3.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Coblenz, den 6. Januar 1921.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 144

Anweisung 12.

Anweisung
betreffend
Ergänzung der Anweisung Nr. 6 über die Anwendung des Artikels 13 der Verordnung Nr. 2.

Die Interalliierte Rheinland-Kommission ordnet an:

Artikel 1.

Die Anweisung 6 wird durch folgende Bestimmungen ergänzt:

„4. Die Ueberführung einer Person, die entweder von den Gerichten der Besatzungsarmeen oder wegen Zuwiderhandlung gegen die Verordnungen der Rheinland-Kommission von den deutschen Gerichten verurteilt ist, und die ihre Strafe in einer deutschen Strafanstalt verbüßt, darf von den deutschen Behörden erst ausgeführt werden, wenn der Kreisdelegierte der Rheinland-Kommission mindestens 5 Tage vorher davon in Kenntnis gesetzt worden ist.

Der Delegierte kann gegen eine derartige Ueberführung sein Veto einlegen, wenn sie ihm dazu angetan erscheint, die Vollstreckung der Strafe entsprechend den Bestimmungen des Urteils zu verhindern. Ueber diese Entscheidung hat er der Rheinland-Kommission sofort zu berichten.

Die Zustimmung des Delegierten der Rheinland-Kommission ändert in keiner Weise die Verantwortlichkeit der deutschen Verwaltung mit Bezug auf die sichere Verwahrung der Gefangenen.

5. Die Militärbehörde allein hat das Recht über Ueberführungsgesuche zu entscheiden, die Personen betreffen, die auf ihren Befehl in einem deutschen Gefängnis in Untersuchungshaft genommen sind. Sie ist jedoch verpflichtet, ihre Entscheidung an den Delegierten der Rheinland-Kommission in dem Kreis mitzuteilen, in dessen Bezirk die deutsche Strafanstalt gelegen ist, in der diese Personen in Haft gehalten werden.

6. In keinem Falle können die in den beiden vorstehenden Absatzen genannten Gefangenen in das nichtbesetzte deutsche Gebiet überführt werden, und zwar auch nicht vorübergehend."

Artikel 2.

Die vorstehende Anweisung ist im Gebiete des Brückenkopfes Kehl anwendbar.

Artikel 3.

Die vorstehende Anweisung tritt sofort in Kraft.

Coblenz, den 2. Dezember 1920.

Interalliierte Rheinland-Kommission.

An die Stelle der im Heft 5 S. 12/15 abgedruckten Einquartierungsbestimmungen für die britische Armee sind laut Schreiben der Interalliierten Rheinland-Kommission vom 19. Dezember 1920 die nachstehenden

Bestimmungen
über die Beschlagnahme von Quartieren im britisch besetzten Gebiet getreten.

1. Allgemeine Bestimmungen.

Nachdem die Bereitstellung seitens der deutschen Regierung von Quartieren für Offiziere, Unteroffiziere und britische Zivilbeamte im Dienste der Besatzungsarmee und deren Familien im Rheinlandabkommen bestimmt worden ist, werden diese Quartiere vom Tage der Veröffentlichung der amtlichen Skala, die jeweils in Kraft ist, beschlagnahmt (vergl. Anlage A und B).

Anmerkung: Britische Zivilbeamte sind für Einquartierungszwecke im Rang dem Militärpersonal gleichzustellen.

2. Bereitstellung von Quartieren.

Die Britische Ortsbehörde wird ihren Bedarf der deutschen Behörde mitteilen, die ihr die nötigen Räume zur Verfügung stellt. Zahl und Art der benötigten Zimmer ist auf dem Quartierschein angegeben.

Sollte die von den deutschen Behörden angebotene Wohnung nach Ansicht der britischen Ortsbehörde ungeeignet sein, so ist sie berechtigt, sie zurückzuweisen und eine bessere zu verlangen. Leerstehende Häuser oder solche, deren Räumung bevorsteht, werden nach Möglichkeit vor den anderen in Benutzung genommen.

Britische Offiziere, Unteroffiziere und Beamte brauchen ein ihnen oder ihrem Truppenteil zugewiesenes Quartier nicht zu räumen ohne die Entscheidung des Hauptquartiers.

3. Zuweisung von Wohnungen und Räumlichkeiten.

Die Britische Ortsbehörde führt eine Liste über öffentliche und private Wohnungen und Räumlichkeiten und verteilt sie in der Weise, daß eine möglichst gründliche Ausnutzung gewährleistet wird.

4.

Kein Haus im besetzten Gebiet ist von Einquartierung befreit.

5.

Ein Wechsel der Quartiere ist nur mit Genehmigung der britischen Ortsbehörde gestattet und diese wird nur erteilt, wenn es ohne Beeinträchtigung der Unterkunftsmöglichkeiten des Bezirks geschehen kann.

6.

Stirbt ein Offizier, Unteroffizier oder Zivilbeamter, so kann die britische Ortsbehörde der Witwe oder den Hinterbliebenen erlauben, die Wohnung für einen durch die Umstände gerechtfertigten Zeitraum beizubehalten.

7.

Bevorstehende Räumung eines Quartiers ist mit Angabe des Datums 5 Tage vor der Räumung der britischen Ortsbehörde von dem Quartiernehmer oder dem Truppenteil anzuzeigen.

8. Obliegenheiten des Quartiernehmers und des Quartiergebers.

Der Quartiergeber ist verpflichtet, die Räumlichkeiten in Stand zu setzen und während der Belegung entsprechend zu unterhalten. Er darf die Einrichtung der Räumlichkeiten weder verändern noch vermindern ohne die schriftliche Genehmigung der britischen Ortsbehörde.

9.

Es ist jedem Quartiernehmer verboten, irgendwelche Reparaturen oder Veränderungen in der Wohnung, die er inne hat, vornehmen zu lassen ohne die vorherige Genehmigung der britischen Ortsbehörde, auch darf er in keiner Weise Aenderungen vornehmen, die die Lage oder Anordnung der Zimmer berühren.

10.

Schäden, die infolge normaler Abnutzung entstehen, hat der Quartiergeber zu tragen. Alle darüber hinausgehenden Schäden sind auf privatem Wege zwischen dem Quartiergeber und dem Quartiernehmer zu regeln. Im Falle von Meinungsverschiedenheiten soll sich der Quartiergeber an die Besatzungsabteilung wenden, die ihrerseits sich mit der britischen Ortsbehörde verständigt.

11.

Falls der Quartiergeber oder seine Dienstboten im Hause wohnen, sind alle Kosten für Mobiliar, Müllabfuhr, Grubenentleerung ꝛc., gründliche, wöchentliche Reinigung der Räumlichkeiten, Fegen der Kamine, Heizung, Beleuchtung, Anschaffung von Brennmaterial zum Kochen und zur Versorgung mit heißem Wasser, Versicherungsbeträge und alle anderen Lasten, die aus der Benutzung des Gebäudes entstehen, von diesem zu tragen. Die entgültige Regelung ist Sache des Quartiergebers und der deutschen Behörden. Wenn das Haus leer steht, haben die deutschen Behörden für diese Dienstleistungen selbst Sorge zu tragen und entweder die Ausgaben selbst zu bestreiten oder den Quartiergeber dazu zu veranlassen.

12.

Der Ausdruck „möbliert" bedeutet, daß dem Quartiernehmer, seinem Rang entsprechend, folgendes zur Verfügung gestellt wird: Glaswaren, Porzellan, Bestecke, Küchen- und Hausgeräte, Tisch-, Bett- und Hauswäsche, mindestens einmal in der Woche rein zu liefern, die alleinige Benutzung eines Badezimmers mit Warm- und Kaltwasserleitung, wenn mehr als eins vorhanden ist; der tägliche Gebrauch desselben, wenn nur eins vorhanden ist; die alleinige Benutzung von Küche, Keller, Spülküche, Speisekammer, Anrichtezimmer (pantry), wenn mehr als eins, die gemeinsame Benutzung, wenn nur eins im Hause ist.

13.

Beschädigung und Verlust von Gegenständen, die in § 12 aufgeführt sind, ist durch die Bestimmung in § 10 geregelt.

14.

Alle Rangstufen sind berechtigt, das in ihren Quartieren vorhandene Zivil-Telephon zu benutzen.

15.

Der Quartiergeber, seine Familie und seine Dienstboten sind verpflichtet, den Quartiernehmer, seine Familie und seine Dienstboten jederzeit mit Höflichkeit zu behandeln und ihnen die notwendigen

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 145

Erleichterungen, die zur bequemen Benutzung der ihnen zugeteilten Quartiere erforderlich sind, zu gewähren.

16.

Alle Beschwerden der Quartiergeber müssen schriftlich an die Besatzungsabteilung gerichtet werden

17.

Alle Beschwerden der Quartiernehmer sind durch ihren vorgesetzten Offizier schriftlich der britischen Ortsbehörde einzureichen.

18. Britische Lokal-Behörden.

Unter der oben genannten Britischen Ortsbehörde ist zu verstehen:

a) Für Köln und die nächste Umgebung: Der Town Mayor in Köln;

b) Außerhalb von Köln: Der Truppenbefehlshaber oder ein von ihm mit den Funktionen des Town Mayor betrauter Offizier.

Anlage A.

Folgende Richtlinien für Quartierbeschaffung sind im besetzten Deutschland für Offiziere und ihre Familien genehmigt.

Verheiratete Offiziere.

	Eigene Zimmer	Dienstboten-zimmer	Küche oder Mitbenutzung
Zweiter Leutnant oder Leutnant	2	1	1
Hauptmann	3	1	1
Major	4	1	1
Oberstleutnant	5	1	1
Oberst oder Brigadegeneral	6	2	1
Generalmajor, Generalleutnant oder General	Besonders, wie von dem Oberbefehlshaber bestimmt.		

Außerdem:

Für 1 oder 2 Kinder 1 extra Schlafzimmer,
für 3 oder 4 Kinder 2 extra Schlafzimmer,
für andere dauernde Familienmitglieder je 1 extra Schlafzimmer.

Unverheiratete Offiziere.

	Eigene Zimmer
Hauptleute und Subalterne . .	1
Stabsoffiziere	2
Generale	entsprechend den Anordnungen in § 2.

Die vorstehenden Räume sind angemessen zu möblieren, wofür keine Zahlung geleistet wird.

Ein Offizier, der mehr Räume wünscht, als ihm nach den Einquartierungs-Richtlinien zustehen, muß sich diese durch den Stadtkommandanten auf dem Wege des Privatabkommens beschaffen.

Anlage B.

Die folgenden Richtlinien für Quartierbeschaffung für Offizierdiensttuer, Unteroffiziere und Mannschaften, die auf der Heiratsliste ihres Truppenteils stehen, (siehe § 97 der Besoldungsvorschriften) und für ihre Familien im besetzten Deutschland wird genehmigt:

	Eigene Zimmer	Dienstboten-zimmer	Küche oder Mitbenutzung
Offizierdienstuer I. Klasse und andere, angeführt in Klasse 15 der Besoldungsvorschriften .	2	1	1
Offizierdienstuer II. Klasse und alle Unteroffiziere vom Korporal aufwärts	2	—	1
Mannschaften	2	—	1

Außerdem:

Für 1 oder 2 Kinder 1 Schlafzimmer,
für 3 bis 5 Kinder 2 Schlafzimmer,
für 6 und mehr Kinder 3 Schlafzimmer,
für andere dauernde Familienmitglieger je 1 extra Schlafzimmer.

Die vorstehenden Räumen sind entsprechend § 12 zu möblieren, wofür keine Zahlung geleistet wird.

Jeder Offizierdienstuer, Unteroffizier oder Mann, der mehr Platz wünscht, als ihm nach den Einquartierungsgrundsätzen zusteht, muß sich ihn durch den Stadtkommandanten auf dem Wege des Privatabkommens beschaffen.

Berichtigung!

In Heft 5 sind in der Verordnung 58 auf Seite 26 am Schluß des Artikels 1 die Worte nachzutragen: „werden im Gebiet des Brückenkopfes Kehl für anwendbar erklärt."

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 146

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 147



StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 148

Heft 5.

Übersetzung

der Verordnungen und Anweisungen

der Hohen Interalliierten Kommission

für die besetzten Rheinlande

herausgegeben

vom Reichskommissar

für die

besetzten rheinischen Gebiete.

---

1. Auflage.

Inhaltsübersicht.

Verordnung 49
betreffend Unterbringung und Einquartierung des Personals der Hohen Kommission und der Besatzungsheere . . . . . Seite 1.

Verordnung 50
betreffend Aenderung der Vorschriften der Verordnung 3 über die Presse . . . . . Seite 19.

Verordnung 51
betreffend Ergänzung zum Anhang 3 der Verordnung 6, betreffend die in den Eisenbahnzügen ausgeübte Kontrolle . . . . . Seite 19.

Verordnung 52
betreffend diejenigen Personen, die auf Grund des deutschen Entwaffnungsgesetzes Militärwaffen abliefern . . . . . Seite 20.

Verordnung 53
betreffend Streitigkeiten über das gewerbliche Arbeitsverhältnis, Aufhebung und Ersetzung der Verordnungen Nr. 5 und 14 . . . . . Seite 20.

Verordnung 54
betreffend die Angaben, welche von den deutschen Behörden über die in den besetzten Gebieten neu ernannten Beamten zu machen sind . . . . . Seite 22.

Verordnung 55
betreffend Aenderung des Artikels 2, § 4 und Artikel 4, § 1 der Verordnung Nr. 2, betreffend die Strafgerichtsbarkeit . . . . . Seite 25.

Verordnung 56
betreffend Meineid, Verleitung zum Meineid und Unterlassung oder Verweigerung . . Seite 25.

Verordnung 57
betreffend Aenderung der Artikel 2 und 4 der Verordnung II über die Strafgerichtsbarkeit und betreffend Aufhebung und Ersetzung der Verordnung 55 der Hohen Kommission . Seite 25.

Verordnung 58
betreffend die Anwendbarkeit der Verordnungen 28, 33, 38, 39, 43, 44, 45, 46, 47, 48 und 49 im Gebiet des Brückenkopfes Kehl . . . . . Seite 25.

Verordnung 59
betreffend Beitreibungen (Requisitionen) . . . . . Seite 26.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 149

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 149

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 150

HESSISCHES KREISAMT MAINZ

Verordnungen.

Verordnung 49.

Verordnung
der Hohen Interalliierten Rheinlandkommission,
betreffend
Einquartierung und Unterbringung des Personals der Hohen Kommission und der Besatzungsheere.

Auf Grund der Bestimmungen des dem Vertrage von Versailles angehängten Abkommens vom 28. Juni 1919 demzufolge „die deutsche Regierung die Ausgaben, die durch die Tätigkeit der Hohen Kommission und ihrer Unterbringung entstehen, zu tragen hat" und „angemessene Räume für die Unterbringung der Hohen Interalliierten Kommission gewählt werden nach Befragung der deutschen Regierung", sowie ferner auf Grund der Bestimmungen desselben Vertrages, welche die Bedingungen der Einquartierung und Unterbringung der Besatzungsheere regeln, verordnet die Hohe Interalliierte Rheinlandkommission:

Titel I.

Unterbringung der Hohen Kommission.

Artikel 1.

Die nach den Bestimmungen des dem Vertrage von Versailles angehängten Abkommens sich ergebende Verpflichtung der deutschen Regierung umfaßt die Bereitstellung der erforderlichen Räume für den Verwaltungsbetrieb der Hohen Kommission sowie für die Unterbringung ihrer Mitglieder, ihrer Beamten und Angestellten, und zwar an den ihnen zugewiesenen Wohnsitz und dem Orte ihrer jeweiligen dienstlichen Tätigkeit.

Die Verpflichtung erstreckt sich gleichfalls auf die Stellung von Einrichtungsmobilar, Heizung und Beleuchtung.

Artikel 2.

Die Hohe Kommission ist allein befugt, die Geeignetheit der für die Unterbringung in Aussicht genommenen Räume unter Berücksichtigung des Ranges und der Stellung ihrer Mitglieder, Beamten und Angestellten sowie ihrer dienstlichen Tätigkeit und Verwendung zu bewerten.

Artikel 3.

Hält die Hohe Kommission die in Artikel 1 angeführten und von der deutschen Regierung zur Verfügung gestellten Räume für ungeeignet oder für unzulänglich, so hat sie das Recht, selbständig andere Räume nach Einvernehmen mit den örtlichen Militärbehörden auszusuchen.

Diese Auswahl kann sich sowohl auf Privathäuser wie auf öffentliche Gebäude erstrecken.

Die deutschen Behörden sind verpflichtet, die Ausführung der von der Hohen Kommission getroffenen Entscheidungen sicherzustellen.

wenn die Familienmitglieder auch wirklich bei der Militärperson in den Rheinlanden wohnen.

Grundsätzlich werden die verheirateten Unteroffiziere und die ihnen gleichgestellten Personen in den militärischen Gebäuden, gemäß den ihnen zustehenden Ansprüchen, untergebracht; reichen diese Anstalten nicht aus, so werden sie bei der Bevölkerung einquartiert. (Protokoll der 32. Sitzung der H. C. J. T. R. vom 27. und 28. Mai 1920 — Nr. 644 —.)

2. Nicht möblierte Wohnungen.

Das oben angegebene Anrecht auf möblierte Wohnungen beeinträchtigt nicht das Anrecht auf nichtmöblierte Wohnungen, welches durch die ministerielle Anweisung vom 21. August 1919 gewährt wird. Ueber diese Wohnungen treffen Bestimmungen die Verordnungen der Dienstvorschriften, betreffend Schlaf- und Wohnungseinrichtung und Kasernenwesen. (Siehe Anhang II)

Dieses Anrecht wird erweitert durch die oben vorgesehenen weiteren Räume für Familienmitglieder.

Wünscht ein Offizier oder Unteroffizier eine größere Anzal von Räumen als ihm zusteht, so muß er sich diese weiteren Räume durch besondere Abmachung mit dem Wohnungsinhaber verschaffen. Er hat diesem dann unwittelbar den Mietpreis für die Räume zu bezahlen, die ihm über die ihm zustehenden hinaus angewiesen sind.

Heizung und Beleuchtung.

Alle möblierten oder nicht möblierten Zimmer müssen, wenn erforderlich, geheizt sein Es werden an Brennmaterial monatlich für die Zeit vom 1. November bis 1. Mai bewilligt:

dem ledigen Offizier, der 2 Räume innehat	300 kg
dem verheirateten Offizier, der zwei Räume innehat	500 „
für jedes weitere Zimmer	150 „
dem ledigen Unteroffizier und den ledigen Mannschaften	150 „
dem verheirateten Unteroffizier und den Mannschaften, die 2 Zimmer bewohnen	400 „
und für jedes weitere Zimmer	150 „
Außerdem werden während des ganzen Jahres monatlich für jede Küche bewilligt	360 „

Was die Beleuchtung betrifft, so müssen alle angewiesenen Räume unentgeltlich beleuchtet sein; die Beleuchtung der Küche erfolgt zur Hälfte unentgeltlich, wenn der Quartiernehmer nur die Mitbenutzung hat; die andere Hälfte hat der Quartiergeber zu zahlen.

Wohnungskommission. Zusammensetzung.

In den wichtigen Garnisonorten, die von den kommandierenden Generalen der Armeekorps bezeichnet werden, wird eine sogenannte Wohnungskommission gebildet, die sich wie folgt zusammensetzt: aus dem Armeebefehlshaber I. Vorsitzender, aus dem Platzmajor II. Vorsitzender, aus einem Offizier der Garnison, Schriftführer, aus einem Unterintendant, aus einem Ingenieuroffizier, aus einem Delegierten der H. C. J. T. R, aus dem Bürgermeister oder seinem Vertreter.

Der Vorsitzende läßt der Kommission das zur glatten Erledigung ihrer Geschäfte erforderliche Personal zur Verfügung stellen. Er zieht zu ihren Versammlungen, je nach der Art der zu behandelnden Angelegenheiten, den Stadtbaumeister oder einen Angestellten der Stadtverwaltung, die eine beratende Stimme haben, hinzu. In den anderen Garnisonorten wird eine Wohnungskommission gebildet, deren Zusammensetzung der kommandierende General des Armeekorps bestimmt und welche von ihm der Wohnungskommission der nächsten größeren Garnison angegliedert wird.

Die Wohnungskommission eines kleinen Ortes kann keine wichtige Entscheidung treffen ohne die Genehmignng der Kommission, welcher sie angegliedert ist; sie teilt derselben die Protokolle ihrer Versammlungen mit.

Befugnisse.

Der Wohnungskommission, welche zwischen den Quartiernehmern und der Gemeindeverwaltung oder den Quatiergebern zu vermitteln hat, liegt es ob, alle die Unterkunft von Offizieren, verheirateten oder ihnen gleichgestellten Unteroffizieren nnd ihrer Familien betreffenden Fragen zu sammeln, diesen alle dienlichen Auskünfte zu geben, ferner die vorhandenen Wohnungen zu besichtigen und aufzunehmen, sie zu klassifizieren und zuzuteilen, sowie willkurlicher Preiserhöhung durch Abschätzungen entgegenzutreten, kurzum, dem Qartiernehmer eine Unterkunft nach Maßgabe der in der Garnison vorhandenen Wohnungen sicherzustellen.

Aufnahme der Wohnungen.

Die Kommission nimmt periodisch die unmittelbare Zählung sämtlicher in der Garnison vohandener Wohnungen vor. Dieserhalb zieht sie Erkundigungen

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 151

bei der Gemeindeverwaltung ein, aber sie begnügt sich nicht damit. Sie merkt vor:

1. die leeren Wohnungen,
2. diejenigen, die in kurzer Zeit leer werden, und
3. diejenigen Wohnungen, die gegebenenfalls geschaffen werden können, durch Zusammenlegung der Quartiergeber die eine über ihre tatsächlichen Bedürfnisse hinausgehende Anzahl an Zimmern haben oder durch Ausweisung von Offiziersfamilien des aktiven Heeres, von deutschen Beamten, die in der nichtbesetzten Zone ihren Dienst verrichten und von allen anderen Personenklassen, die nach Vorschlag der Gemeindeverwaltungen zu bezeichnen sind.
4. diejenigen Wohnungen, die durch von der Stadtverwaltung zu errichtende Neubauten noch geschaffen werden müßten mit Rücksicht auf die Anzahl der Offiziere der Garnison.

Die Listen der freien Wohnungen sind durch die Gemeindeverwaltung zu beschaffen; die Kommission prüft sie, nimmt die vorgeschlagenen Wohnungen an oder lehnt sie ab.

Die so aufgenommenen Wohnungen umfassen die möblierten und unmöblierten Wohnungen. Nach Maßgabe der von den Quartiernehmern erhaltenen Gesuche fordert die Kommission die Gemeindeverwaltung auf, Wohnungen zur Verfügung zu stellen. Alsdann nimmt sie Besitz von der vorgesehenen Wohnung. Geht das Haus in einen anderen Besitz über, so bleibt die beschlagnahmte Wohnung trotzdem zur Verfügung der Kommission. Verläßt der Eigentümer des Mobiliars das Haus, und nimmt die Wohnungseinrichtung mit, so muß die Gemeindeverwaltung dieselbe durch eine andere ersetzen. Die Wohnungskommission darf keine Maßnahmen d lden die die Gemeindeverwaltung treffen könnte, um die Wohnungen der Einquartierungslast zeitweilig oder dauernd zn entziehen. Sind die leeren Wohnungen unzureichend, so wird der Gemeindeverwaltung eine Frist zur Lieferung der erforderlichen Wohnungen gestellt, die entweder durch Zusammenlegung der Einwohner oder auf irgend eine andere Art geschaffen werden müssen.

Wenn die Kommission die ihr zur Verfügung gestellten Wohnungen nicht mehr benötigt, so teilt sie der Gemeindeverwaltung ihren Verzicht schriftlich mit.

Im Falle ernster Schwierigkeiten mit der deutschen Verwaltung wegen Unterbringung in den übervölkerten Städten können die Armeebefehlshaber die gänzliche Beschlagnahme und Verteilung der freien Wohnungen vornehmen und anordnen, daß sich niemand länger als 20 Tage in diesen Städten ohne seine Genehmigung aufhalten darf. (Entscheidung der H C. J. T. R. vom 8. April 1920.)

Zuteilung der Wohnungen.

Keine Militärperson darf eine Wohnung benutzen weder in den militärischen Gebäuden noch bei der Bevölkerung, ohne dazu ordnungsgemäß durch die Kommission ermächtigt worden zu sein.

Bevor eine Militärperson ihre Wohnung bezieht, besichtigt sie ein Vertreter der Kommission in Gegenwart des zukünftigen Quartiernehmers und des Quartiergebers und stellt fest, ob sie die Räume enthält, auf welche die Militärperson Anrecht hat und, wenn es sich um eine möblierte Wohnung handelt, ob das erforderliche Mobilar vorhanden ist. Ist dasselbe unzureichend, so wird seine Ergänzung von der Gemeindeverwaltrng auf Kosten des Quartiergebers gefordert, der den Mietswert zu zahlen hat. Um alle Streitigkeiten zu vermeiden, stellt jede Wohnungskommission die Liste der Möbel, der Vorhänge, der Teppiche des Tafelgeschirrs, der Wäsche usw. das die zuzuteilenden Wohnungen enthalten müssen, auf: und zwar

1. für Generale,
2. für höhere Offiziere,
3. für Subalternoffiziere,
4. für Unteroffiziere,

je nach der Bestimmung dieser Räume; Schlafzimmer mit 1 oder 2 Betten, Speisezimmer, Arbeitszimmer, Gesellschaftszimmer, Burschenzimmer, Küche.

In Gegenwart des Vertreters der Kommission übernimmt die Militärperson sämtliche vom Quartiergeber gelieferten Gegenstände und unterschreibt das Inventarverzeichnis. Der Grad der Abnutzung wird durch Uebereinkunft festgestellt.

Quartierscheine

Es haben Anrecht auf kostenfreie Quartierscheine im Hotel oder bei der Bevölkerung;

1. die Offiziere, die in der Garnison eintreffen, bis zu dem Tage, wo ihnen von der Wohnungskommission eine leere Wohnung zugewiesen werden kann;

2. die Familien dieser Offiziere nach Maßgabe der ihnen zustehenden Rechte auf möblierte Wohnungen;

3. die nicht zur Garnison gehörenden auf der Durchreise befindlichen Offiziere, die dort dienstlich anwesend sind, oder einen Urlaub von 7 Tagen oder mehr haben;

4. die verheirateten Unteroffiziere und Mannschaften der Garnison, die über ihre gesetzliche Dienstzeit dienen und ihre Familien, die nicht in den militärischen Gebäuden haben untergebracht werden können, bis zu dem Tage, wo die Wohnungskommission ihnen eine freie Wohnung zuweisen kann.

Die hierunter nicht vorgesehenen Militärpersonen haben in den Hotels einen durch die Wohnungskommission nach Einvernehmen mit der Gemeindeverwaltung festgesetzten Preis zu zahlen.

Gegenseitige Verpflichtug der Parteien. Verpflichtung der Gemeindeverwaltungen und der Quartiergeber.

Jede zur Verfügung gestellte Wohnung muß vor dem Beznge instand gesetzt werden.

Der Eigentümer muß die Räume in angemessener Art und Weise unter Dach und Fach halten und sich nach den ortsüblichen Gebräuchen und Gewohnheiten richten bezüglich der Reparaturen und der Unterhaltung der Räume, der Entleerung der Aborte, der Reinigung der Schornsteine, der Unglücksfälle für die der Eigentümer verantwortlich ist usw. Die Lieferung des Wassers liegt ihm ob.

Der Inhaber einer aus einem oder zwei Zimmer bestenden zur Verfügung gestellten Wohnung muß dem Quartiernehmer freien Zutritt zu diesen Zimmern bei Tag und bei Nacht gewähren und folglich der Militärperson einen Hausschlüssel sowie Zimmerschlüssel und, wenn die Militärperson mit ihrer Familie zusammenwohnt, zwei Haus- und zwei Zimmerschlüssel verschaffen.

Der Quartiergeber muß der Militärperson gleichfalls die freie Benutzung der Räume, auf deren gemeinschaftlichen Gebrauch beide Teile angewiesen sind, gestatten wie zum Beispiel: Hausflur, Vorzimmer, Abort, Speicher usw. und ihr, wenn möglich, einen getrennten Kellerraum verschaffen.

Im Falle der Versetzung oder des Ablebens der Militärperson steht die Benutzung der zur Verfügung gestellten Wohnung während zweier voller Monate nach der amtlichen Bekanntgabe der Versetzung oder Todeserklärung der Militärperson im ersten Falle und der Witwe oder ihren Erben im zweiten Falle zu.

Uebersteigt die dienstliche Abkommandierung nicht 6 Monate, so kann die Wohnung zur Verfügung des Offiziers oder des verheirateten Unteroffiziers für die ganze Dauer der Abkommandierung zur Verfügung gestellt bleiben.

Pflichten des Quartiernehmers.

Die Reparaturen in den Mietsräumen, die durch eine normale Benutzung der Wohnung entstehen, fallen dem Quartiernehmer zur Last.

Bei Beschädigungen, für die der Quartiernehmer verantwortlich ist, wird die Höhe der dem Quartiergeber zu entrichtenden Entschädigung festgesetzt auf Grund einer von der militärischen Wohnungskommission und einem von der Gemeindeverwaltung bestimmten Architekten vorgenommenen gemeinsamen Besichtigung.

Der Mieter einer nichtmöblierten Wohnung ist verpflichtet, die Reinigung der Schornsteine zu zahlen, soweit dieselben für seine Wohnung in Betracht kommen.

Die Entleerung der Aborte wird durch den Eigentümer bewirkt für den Fall, daß keine Kanalisation vorhanden sein sollte, aber die Kosten fallen dem Quartiernehmer zur Last und zwar entsprechend dem Mietwerte der Wohnung und der tatsächlichen Dauer der Benutzung.

Streitigkeiten.

Bei Reibungen und Zwistigkeiten zwischen dem Quartiergeber und dem Quartiernehmer wendet sich der letztere schriftlich an die Wohnungskommission unter Angabe der Ursachen der Streitigkeiten, der Quartiergeber wendet sich an die Gemeindeverwaltung. Eine Schiedskommission, die aus einem von der Kommission ernannten militärischen Mitgliede und einem von der Gemeindeverwaltung ernannten Zivilmitgliede besteht, hört nacheinander die Beteiligten und schlägt dem Armeebefehlshaber eine Schlichtung des Streitfalles vor, worauf dieser entscheidet. Der französische Wortlaut der vorstehenden Vorschrift ist maßgebend.

Fälle sinngemäßer Anordnung. Unterbringung der alliierten Offiziere.

Die alliierten Offiziere, die innerhalb der französischen Zone wohnen, können verlangen, daß

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 152

ihre Unterbringung nach der in ihrem eigenen Heere giltigen Dienstvorschrift erfolgt.

Die alliierten Offiziere, die durch eine Wohnungskommission untergebracht sind, müssen sich nach den Sondervorschriften richten, die die Wohnungskommission für diese Garnison festgesetzt hat.

Die Unterbringung der Delegierten der H. C. J. T. R. und ihres französischen, alliierten oder neutralen Personals muß gleichfalls „in Natura durch die Wohnungskommissionen erfolgen (Note 6587 BM/2 vom 2. Mai 1920 des Oberkommissars)

Unterbringung französischer Zivilisten.

Die Unterbringung der bei der Militärverwaltung angestellten Zivilpersonen paßt sich in folgender Weise an:

1. Die pensionierten Offiziere haben alle Rechte der aktiven Offiziere ihrer Rangstufe.
2. Die verheirateten Zivilangestellten mit einem oder mehreren Kindern werden den verheirateten Offiziersstellvertretern ("adjutants") gleichgestellt.
3. Die verheirateten Zivilangestellten ohne Kinder die Angestellten, welche Witwer oder Witwen mit einem oder mehreren Kindern sind, werden den verheirateten Sergeanten gleichgestellt.
4. Die ledigen Angestellten werden den verheirateten Soldaten gleichgestellt.

Die Angestellte beschäftigenden Dienstchefs müssen sich vergewissern, daß die Familienglieder der Angestellten auch wirklich bei ihnen im Rheinlande wohnen.

Die ständigen oder vorübergehend angestellten Militärkrankenpflegerinnen, die in einem Krankenhause oder in einer Kantine tätig sind, sind bei der Formation unterzubringen, der sie zugeteilt sind oder erhalten von der Wohnungskommission die Wohnung „in Natura", dasselbe gilt für die Leiter der Soldatenheime und ihres Personals. Die Armeebefehlshaber setzen die Rechte jedes Einzelnen fest, durch Anwendung entsprechender Bestimmungen.

Die Lehrer und das französische Personal der Lyzeen werden von den Wohnungskommissionen im Wege der Requisition und Abschätzung untergebracht, aber sie haben keinerlei Sonderecht auf Wohnung und erhalten keine Entschädigung; sie bezahlen ihre Mietbeträge unmittelbar an die Wohnungseigentümer.

Die Verwaltungsbeamten der Lyzeen ("proviseurs censeurs") usw. haben Anspruch auf Unterkunft „in Natura". Dasselbe gilt von den Mitgliedern der Elementarschulen, die regelmäßig vom Ministerium des öffentlichen Unterrichts abgeordnet werden. (Schreiben Nr. 11402 I. 1 C/2 vom 29. Juli 1920 der H. C. J. T. R.)

Anhang I.

Rangstufe	Offiziersräume	Burschenzimmer
Armeebefehlshaber	ein besonderes Haus, im Ganzen angemessen möbliert, mit Empfangsräumen und Privatwohnungen.	
	Privatwohnungen	
Kommandierender General eines Armeekorps	9	2
Divisionsgeneral	8	2
Brigadegeneral	7	2
Oberst	verheiratet 6	2
	ledig 3	1
Oberstleutnant	verheiratet 5	2
	ledig 3	1
Bataillionsführer	verheiratet 4	1
	ledig 2	1
Hauptmann	verheiratet 3	1
	ledig 2	1

Rangstufe	Offiziersräume	Burschenzimmer
Oberleutnant oder Leutnant	verheiratet 2 ledig 2	1
Offizierstellvertreter		
Offiziersaspiranten		
Feldwebel	verheiratet 2	1
Sergeanten und Unteroffiziere	2	
Soldaten	1	

Anhang II.

Rangstufe	Anzahl und Zusammensetzung der Räume	
	Verheiratete oder verwitwete Offiziere mit Kindern oder ledige Offiziere, die bei ihrer verwitweten Mutter wohnen.	Ledige Offiziere
Offizier im Range eines Generals	ein angemessenes besondres Haus, welches der Rangstufe und dem Dienste des Inhabers entspricht.	
Oberst	7 Offizierzimmer 2 Burscheuzimmer 1 Küche 1 Stall	5 Offizierzimmer 2 Burschenzimmer 1 Küche 1 Stall
Oberstleutnant	6 Offizierzimmer 2 Burschenzimmer 1 Küche 1 Stall	4 Offizierzimmer 2 Burschenzimmer 1 Küche 1 Stall
Batallionsführer oder Eskadronsführer	5 Offizierzimmer 1 Burschenzimmer 1 Küche 1 Stall	3 Offizierzimmer 1 Burschenzimmer 1 Küche 1 Stall
Hauptmann	4 Offizierzimmer 1 Burschenzimmer 1 Küche 1 Stall	2 Offizierzimmer 1 Burschenzimmer 1 Stall
Oberlertnant und Leutnant	3 Offizierzimmer 1 Burschenzimmer 1 Küche 1 Stall	2 Offizierzimmer 1 Burschenzimmer 1 Stall

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 153

Besatzungsheer **Armeehauptquartier,**
4. Zone den 27. August 1920.
Generalstab
3. Büro.

Vorschriften betreffend Unterbringung der Offiziere, der ihnen gleichgestellten Beamten und ihrer Familien innerhalb der 4. Besatzungszone.

1. Allgemeines.

Das Recht auf Unterbringung der Offiziere, der ihnen gleichgestellten Beamten und ihrer Familien wird festgesetzt durch das zwischen den Vereinigten Staaten von Nordamerika, Belgien, dem britischen Kaiserreiche und Frankreich einerseits sowie Deutschland andererseits abgeschlossene Abkommen, betreffend die militärische Besetzung der Rheinlande, welches bestimmt:

Artikel 8a

Die deutsche Regierung verpflichtet sich, den verbündeten und assoziierten Truppen sämtliche für dieselben notwendigen militärischen Anlagen zur Verfügung zu stellen und sie in gutem Zustande zu erhalten, desgleichen das Mobiliar, die Heizung und die Beleuchtung und zwar in Uebereinstimmung mit den Vorschriften, die diese Angelegenheiten betreffen und augenblicklich in den einzelnen obengenannten Armeen in Kraft sind. Diese Anordnungen betreffen die Unterbringung der Offiziere. . . . . ."

b) . . . . . Die Zivilbeamten, die Offiziere und ihre Familien können bei der Bevölkerung untergebracht werden in Gemäßheit der Vorschriften, betreffend Einquartierung, die gegenwärtig in jeder Armee in Kraft sind."

Es ergibt sich aus den oben angeführten Vorschriften, daß die Unterbringung (Schlafgelegenheit, Beleuchtung, Heizung) der Offiziere, der den Offizieren gleichgestellten Beamten und ihrer Familien Sache der deutschen Regierung ist.

In Anwendung dieser Vorschriften vertritt die Gemeindeverwaltung die deutsche Regierung.

II Richtlinien für Wohnungen, die den Offizieren der verschiedenen Rangstufen zustehen.

Nachstehende Tabelle enthält die Zimmerzahl der Wohnungen, auf die die Offiziere der verschiedenen Rangstufen und die ihnen gleichgestellten Beamten Anspruch haben.

Rangstufen	Offizier ohne Familie		Offizier mit Familie	
	Offizierräume	Burschenzimmer	Offizierräume	Burschenzimmer
Oberleutnant oder Leutnant	2	—	2	1
Hauptmann, Kommandant oder Hauptmann II. Klasse	2	—	3	1
Major	2	1	4	1
Oberstleutnant	3	1	5	2
Oberst	3	1		2
Kommandierender General der Divisions-Infanterie	7	2	7	2
Kommandierender General einer Infanterie-Division	8	2	8	2
Kommandierender General eines Armeekorps	9	2	9	2
Oberbefehlshaber der Besatzungsarmee . .	ein besonderes Haus, welches im ganzen angemessen möbliert ist mit Empfangs- und Privaträumen.			

1. Alle berittenen Offiziere haben ein Anrecht auf einen Stall, der sich außerhalb ihrer Wohnung befinden kann.

2. In den Häusern, in denen sich ein Badezimmer befindet, haben die dort wohnenden Offiziere das Recht, das Bad unentgeltlich zu benutzen.

3. Die verheirateten Offiziere, die mit ihrer Familie leben, haben Anrecht auf eine Küche oder auf die Mitbenutzung der Küche der Einwohner.

Alles Küchengerät, welches für die Zubereitung der Speisen notwendig ist, muß ihnen zur Verfügung gestellt werden.

4. Den Offizieren, die mit ihrer Familie leben, wird zugestanden:
für 1 oder 2 Kinder: ein weiteres Schlafzimmer,
für 3 oder 4 Kinder: zwei weitere Schlafzimmer,
für 5 oder 6 Kinder: drei weitere Schlafzimmer,
für andere Mitglieder ihrer Familie, die in ihrem Hause am Standorte leben: ein weiteres Schlafzimmer.

5. Alle Räume müssen unentgeltlich möbliert, beleuchtet und geheizt sein. Es kann vorkommen, daß die Wohnung, die dem Offizier zur Verfügung gestellt wird, zwar die vorgesehene Anzahl der Zimmer aufweist, aber daß die Wohnungseinrichtung oder die Schlafgelegenheit entweder ganz oder teilweise fehlen. Es ist Sache der Gemeindeverwaltung, die notwendige Wohnungseinrichtung und das notwendige Bettzeug für den Offizier und seine Familie, und zwar seinem Range entsprechend, zu liefern. Der Offizier muß ein dahingehendes Gesuch an den Ortskommandanten richten.

Wenn der Offizier endgültig seine Wohnung aufgibt, so benachrichtigt er dieserhalb den Ortskommandanten und bittet ihn durch die Gemeindeverwaltung, die Ergänzungsstücke, die sie dort aufgestellt hat, wieder herausnehmen zu lassen. Die Gemeindeverwaltung hat für den Transport, die Aufstellung und den Rücktransport dieser Gegenstände zu sorgen.

6. Der Offizier, der den Dienst eines ranghöheren Offiziers versieht, hat Anrecht auf eine Wohnung, wie sie für die Offiziere dieses Ranges vorgesehen ist.

7. Die Anzahl der in obiger Tabelle vorgesehenen Räume stellt das Maximum dar, das bei Raummangel herabgesetzt werden kann, und zwar erfolgt eine Herabsetzung zuerst bei den Offizieren, die ihre Familie nicht bei sich haben.

8. Wünscht ein Offizier über eine größere Anzahl von Räumen zu verfügen als für seinen Rang vorgesehen ist, so steht es ihm frei, mit dem Quartiergeber über den Mietpreis jeden Zimmers zu verhandeln, das er außer den Zimmern, auf die er unentgeltlich ein Anrecht hat, zu bewohnen wünscht.

Dabei kommt weder die Ausübung einer Requisition oder eines Zwanges in Frage, sondern nur gütliche Uebereinkunft. Die Militärbehörde und die Gemeindeverwaltung können in solchen Auseinandersetzungen, für die Angebot und Nachfrage maßgebend sind, nicht eingreifen.

9. Die Offiziere der alliierten Armeen, die aus dienstlichen Gründen sich in der 4. Zone aufhalten oder auf der Durchreise befinden, sind gemäß den Vorschriften dieser Anweisung unterzubringen.

III. Anordnungen zur Sicherstellung von Wohnungen.

Die Gemeindeverwaltungen nehmen die bei der Bevölkerung verfügbaren Wohnungen auf und führen Listen darüber.

Diese Aufstellung ist sofort vorzunehmen:

1. über Wohnungen, die als leer angegeben sind,
2. über diejenigen, die bald leer werden infolge freiwilligen Auszuges der Inhaber,
3. über Wohnungen, die dadurch verfügbar gemacht werden können, daß man die Einwohner eines Hauses oder einer Wohnung, deren Raumanzahl über ihr tatsächliches Bedürfnis hinausgeht, enger zusammenlegt,
4. über gegebenenfalles vorzunehmende Neubauten.

Die Aufnahme hat in kürzester Frist zu erfolgen und hat die Anzahl der Wohnungen zu enthalten, die der Ortskommandant bestimmt und der Gemeindeverwaltung anzeigt.

Um die unter obiger Nr. 3 vorgesehenen Wohnungen zu beschaffen, besichtigen die Vertreter der Gemeindeverwaltung sämtliche Räume, über die der Quartiergeber verfügt und beschlagnahmen unter Berücksichtigung der Stärke seiner Familie die verfügbaren Zimmer. Sie benachrichtigen den Quartiergeber von dem Ergebnis und schreiben ihm gegebenenfalls die notwendigen Aenderungen vor zur Schaffung der Wohnung, die bei ihm in Anspruch genommen werden kann; diese Wohnung ist damit endgültig belegt.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 154

Nachdem die Aufnahme beendet ist, stellt die Gemeindeverwaltung eine Quartierliste auf, indem sie die charakteristischen Merkmale jeder Wohnung angibt (Zusammenstellung, Anzahl der Schlafzimmer, Küche, Stall usw.) und übergibt sie dem Ortskommandanten.

Dieser prüft die Bedingungen, unter welchen die Aufnahme bewerkstelligt worden ist, besichtigt oder läßt durch einen seiner Vertreter diese Wohnungen besichtigen und teilt sie endgültig in Klassen ein.

Die Wohnungen werden durch den Ortskommandanten den Offizieren der Garnison, ihrem Range und ihrer Familienstärke entsprechend, zugeteilt. Wohlverstanden darf ein Offizier die Auswahl seiner Wohnung, wenn Wohnungen verfügbar sind, nur unter den Wohnungen treffen, die nach ihrer Zusammensetzung für seine Rangklasse vorgesehen sind.

Wenn der Ortskommandant einem Offizier eine Wohnung bestimmt, so übergibt er diesem einen Zettel, womit der Offizier sich zu der Gemeindeverwaltung begibt, um seinen Quartierschein dort in Empfang nehmen. Es muß den Gemeindeverwaltungen ausdrücklich untersagt werden, jemandem einen Quartierzettel auszuhändigen, der nicht mit dem Zettel des Ortskommandanten, der die ihm bewilligte Wohnung angibt, versehen ist.

Keine Militärperson darf von einem Quartiergeber aufgenommen und untergebracht werden ohne Quartierschein; diese Bestimmung gilt ohne Ausnahme.

Jede Uebertretung dieser Bestimmung hat für den Quartiergeber gerichtliche Verfolgung und für die Militärperson eine Disziplinarstrafe zur Folge.

Auf der Vorderseite des Quartierscheines muß sich befinden: Name und Adresse des Quartiergebers, Rang der Militärperson und Bezeichnung der unterzubringenden Familie, die Anzahl der Offizierszimmer, Burschenzimmer, Küchen usw., die der Militärperson, ihrem Range und ihrer Familienstärke entsprechend, zur Verfügung gestellt sind.

Auf der Rückseite muß der Quartiernehmer, der die Wohnung bezieht, das Datum der Uebernahme der Wohnung vermerken. Er muß gleichfalls beim endgültigen Auszuge das Datum dieses Auszuges eintragen und an einer für diesen Zweck freigebliebenen Stelle seinen Namen, Rang oder Verwendung und seinen Truppenteil angeben und alsdann hierunter seine Unterschrift setzen.

Jedesmal, wenn eine Wohnung frei wird, hat der Offizier, der sie verläßt, den Ortskommandanten hiervon zu benachrichtigen und der Quartiergeber die Gemeindeverwaltung.

Keine Wohnungsänderung kann ohne Vermittlung des Ortskommandanten vorgenommen werden, dem der Offizier schriftlich die Gründe unterbreitet, die sein Gesuch rechtfertigen.

Bemerkungen.

1. Jede Wohnung, die besichtigt, vorgemerkt und registriert ist, ist in ihrem ganzen Umfange mitsamt den Mobiliargegenständen beschlagnahmt.

Der Quartiergeber darf eine Wohnung, die besichtigt, vorgemerkt und registriert ist, ohne die schriftliche Genehmigung des Ortskommandanten weder vermieten noch verkaufen. Ist diese Genehmigung erteilt, so wird die Wohnung aus der Liste gestrichen und durch eine gleichwertige Wohnnng ersetzt.

2. Das Verbot, in bestimmten Wohnungen zu wohnen, kann von dem Ortskommandanten erteilt werden nach eingegender Prüfung der Gründe, die um eine solche Maßnahme zu rechtfertigen, vorbracht sind.

3. Sobald eine Wohnung von einem Offizier bewohnt wird, so hat der Quartiergeber die Gesellschaft zu benachrichtigen, die ihn mit Beleuchtung versorgt, damit diese dementsprechend die dem Quartiergeber zustehende monatliche Verbrauchsmenge erhöht.

IV. Allgemeine Anordnungen, betreffend die Quartiergeber und die bei ihnen untergebrachten Offiziere.

A. Verpflichtung der Eigentümer.

1. Der Eigentümer ist verpflichtet, die Räume angemessen unter Dach und Fach zu halten.

2. Jede Wohnung, die der Militärverwaltung zur Verfügung gestellt ist, muß instand gesetzt sein, bevor der neue Quartiernehmer dieselbe bezieht.

3. Der Eigentümer ist außerdem verpflichtet, sich an die ortsüblichen Gebräuche und Sitten zu halten, hinsichtlich der Reparatur und Unterhaltung der Räume, der Ausleerung der Aborte, der Verantwortung des Eigentümers bei Unglücksfällen usw.

4. Der Quartiergeber muß dem Quartiernehmer sowohl bei Nacht wie bei Tage Zutritt zum Hause wie zu seiner Wohnung gewähren und ihm einen

Hausschlüssel und zwei Schlüssel, wenn derselbe verheiratet ist, und seine Familie bei sich hat, verschaffen.

5. Der Quartiergeber muß gleichfalls dem Quartiernehmer die freie Benutzung der Räume, auf deren gemeinschaftlichen Gebrauch beide Teile angewiesen sind, gestatten, wie zum Beispiel: Hausflur, Vorzimmer, Waschküche, Speicher, usw. und ihm einen Keller gewähren (wenn möglich abgesondert). Dasselbe gilt vom Garten.

6. Der Quartiergeber ist verpflichtet, die notwendige Tisch-, Toilette- und Bettwäsche zu stellen.

B. Pflichten des Quartiernehmers.

Versetzung.

Im Falle der Versetzung des Quartiernehmers, welche regelmäßig durch die vorgesetzte Behörde bestimmt wird, muß die Wohnung nach zwei vollen Monaten nachdem dem Betreffenden seine Versetzung mitgeteilt worden ist, aufgegeben worden sein.

Sterbefall.

Stirbt der Offizier, so können die Witwe oder die Erben die Wohnung während einer Frist von zwei Monaten nach dem amtlich festgestellten Sterbetage noch benutzen.

Umbauten.

Es wird dem Quartiernehmer untersagt, in der von ihm benutzten Wohnung ohne vorherige Zustimmung des Eigentümers Arbeiten oder Umbauten vorzunehmen, die geeignet sind, die Anzahl, die Einrichtung oder den gewöhnlichen Gebrauch der verschiedenen Räume zu ändern.

C. Die beiderseitigen Verpflichtungen der Parteien.

Vor Antritt der Wohnung wird eine Liste der Beschädigungen gemeinschaftlich vom Quartiergeber und Quartiernehmer aufgestellt.

Auch hat beim Auszuge eine gegenseitige Besichtigung durch den Quartiergeber und den Quartiernehmer stattzufinden.

Die Reparaturen, die durch eine normale Benutzung der Wohnung entstehen, fallen dem Quartiergeber zur Last.

Bei Beschädigung, für die der Quartiernehmer verantwortlich ist, wird die Höhe der dem Eigentümer zu zahlenden Entschädigung nach einer gemeinschaftlichen Besichtigung durch den Ortskommandanten und einen von der Gemeindeverwaltung zu bezeichnenden Architekten festgesetzt.

D. Einzelheiten betreffende Anordnungen.

Der Quartiergeber ist verpflichtet, die Reinigung der Kamine, soweit sie zu seiner Wohnung gehören, zu bezahlen.

Das Wasser hat der Quartiergeber zu bezahlen.

Die Entleerung der Aborte wird durch den Quartiergeber bewirkt, wenn keine Kanalisation vorhanden sein sollte.

Alle sonstigen nebensächlichen Fragen, die sich auf die Benutzung der Wohnung beziehen, werden durch unmittelbare Verständigung zwischen Quartiergeber und Quartiernehmer geregelt.

Ihre Regelung kann unter keinen Umständen ein Eingreifen der Einquartierungskommission begründen.

Der Generalleutnant und Kommandant.
Gezeichnet: E. Michel.

III. Bestimmungen der britischen Armee.

1. Allgemeine Verordnungen.

Nachdem die Bereitstellung seitens der deutschen Regierung von Quartieren für Offiziere, Unteroffiziere und britische Zivilbeamte im Dienst der Besatzungsarmee und deren Familien im Rheinlandabkommen bestimmt worden ist, werden diese Quartiere vom Tage der Veröffentlichung der amtlichen Skala, die jeweils in Kraft ist, beschlagnahmt. (Vgl. Anlage A. und B.)

Anmerkung: Britische Zivilbeamte sind für Einquartierungszwecke im Rang dem Militärpersonal gleichzustellen.

2. Bereitstellung von Quartieren.

Die britische Ortsbehörde wird ihren Bedarf der deutschen Behörde mitteilen, die ihr die nötigen Räume zur Verfügung stellt. Zahl und Art der benötigten Zimmer ist auf dem Quartierschein angegeben. In Fällen, in denen mehr Zimmer von dem Quartiernehmer gefordert werden als darauf angegeben sind, soll die Sache im Wege des Privatabkommens zwischen dem Quartiernehmer und dem Quartiergeber geordnet werden.

Sollte die von den deutschen Behörden angebotene Wohnung nach Ansicht der britischen Ortsbehörde ungeeignet sein, so ist sie berechtigt, sie zurückzuweisen und eine bessere zu verlangen. Leerstehende Häuser oder solche, deren Räumung

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 155

bevorsteht, werden nach Möglichkeit vor den andern in Benutzung genommen.

Britische Offiziere, Unteroffiziere und Beamte brauchen ein ihnen oder ihrem Truppenteil zugewiesenes Quartier nicht zu räumen ohne die Entscheidung des Hauptquartiers.

3. Zuweisung von Wohnungen und Räumlichkeiten.

Die britische Ortsbehörde führt eine Liste über öffentliche und private Wohnungen und Räumlichkeiten und verteilt sie in der Weise, daß eine möglichst gründliche Ausnutzung gewährleistet wird.

4. Kein Haus im besetzten Gebiet ist von Einquartierung befreit.

5. Ein Wechsel der Quartiere ist nur mit Genehmigung der britischen Ortsbehörde gestattet, und diese wird nur erteilt, wenn es ohne Beeinträchtigung der Unterkunftsmöglichkeiten des Bezirks geschehen kann.

6. Stirbt ein Offizier, Unteroffizier oder Zivilbeamter, so kann die britische Ortsbehörde der Witwe oder den Hinterbliebenen erlauben, die Wohnung für einen durch die Umstände gerechtfertigten Zeitraum beizubehalten.

7. Bevorstehende Räumung eines Quartiers ist mit Angabe des Datums 5 Tage vor der Räumung der britischen Ortsbehörde von dem Quartiernehmer oder dem Truppenteil anzuzeigen.

8. Obliegenheiten des Quartiernehmers und des Quartiergebers.

Der Quartiergeber ist verpflichtet, die Räumlichkeiten in Stand zu setzen und während der Belegung entsprechend zu unterhalten. Er darf die Einrichtung der Räumlichkeiten weder verändern noch vermindern ohne die schriftliche Genehmigung der britischen Ortsbehörde.

9. Es ist jedem Quartiernehmer verboten, irgendwelche Reparaturen oder Veränderungen in der Wohnung, die er innehat, vornehmen zu lassen ohne die vorherige Genehmigung der britischen Ortsbehörde, auch darf er in keiner Weise Aenderungen vornehmen, die die Lage oder Anordnung der Zimmer berühren.

10. Schäden, die infolge normaler Abnutzung entstehen, hat der Quartiergeber zu tragen. Alle darüber hinausgehenden Schäden sind auf privatem Wege zwischen dem Quartiergeber und dem Quartiernehmer zu regeln. Falls sie sich nicht einigen können, wird die Entscheidung der britischen Behörde angerufen.

11. Falls der Quartiergeber oder seine Dienstboten im Hause wohnen, sind alle Kosten für Mobiliar, Müllabfuhr, Grubenentleerung 2c., gründliche wöchentliche Reinigung der Räumlichkeiten, Fegen der Kamine, Heizung, Beleuchtung, Anschaffung von Brennmaterial zum Kochen und zur Versorgung mit heißem Wasser, Versicherungsbeträge und alle anderen Lasten, die aus der Benutzung des Gebäudes entstehen, von diesem zu tragen. Die endgültige Regelung ist Sache des Quartiergebers und der deutschen Behörden. Wenn das Haus leer steht, haben die deutschen Behörden für diese Dienstleistungen selbst Sorge zu tragen, und entweder die Ausgaben selber zu bestreiten oder den Quartiergeber dazu zu veranlassen.

12. Der Ausdruck „möbliert" bedeutet, daß dem Quartiernehmer seinem Rang entsprechend folgendes zur Verfügung gestellt wird:

Glaswaren, Porzellan, Bestecke, Küchen- und Hausgeräte, Tisch-, Bett- und Hauswäsche, mindestens einmal in der Woche rein zu liefern, die alleinige Benutzung eines Badezimmers mit Warm- und Kaltwasserleitung, wenn mehr als eins vorhanden ist, der tägliche Gebrauch desselben, wenn nur eins vorhanden ist; die alleinige Benutzung von Küche, Keller, Spülküche, Speisekammer, Anrichtzimmer (pantry), wenn mehr als eins, die gemeinsame Benutzung, wenn nur eins im Hause ist.

13. Beschädigung und Verlust von Gegenständen, die in § 12 aufgeführt sind, ist durch die Bestimmung in § 10 geregelt.

14. Alle Rangstufen sind berechtigt, das in ihren Quartieren vorhandene Ziviltelephon zu benutzen. Entschädigung für Privatgespräche wird zwischen dem Quartiernehmer und dem Quartiergeber geregelt. Gewisse Offiziere, die wichtige Aemter bekleiden, sind jedoch ermächtigt, unentgeltlich das Ziviltelephon in ihrem Quartier für militärische Gespräche zu benutzen; diese Offiziere erhalten eine amtliche Bescheinigung von dem ersten Offizier des Signalwesens.

15. Der Quartiergeber, seine Familie und seine Dienstboten sind verpflichtet, den Quartiernehmer, seine Familie und seine Dienstboten jederzeit mit Höflichkeit zu behandeln und ihnen die notwendigen

Erleichterungen, die zur bequemen Benutzung der ihnen zugeteilten Quartiere erforderlich sind, zu gewähren.

16. Alle Beschwerden der Quartiergeber müssen schriftlich an die Besatzungsabteilung gerichtet werden.

17. Britische Lokalbehörden.

Unter der oben genannten britischen Ortsbehörde ist zu verstehen:

a) Für Köln und die nächste Umgebung: der Town Major in Köln;
b) Außerhalb von Köln: der Truppenbefehlshaber oder ein von ihm mit den Funktionen des Town Major betrauter Offizier.

Anlage A.

Folgende Richtlinien für Quartierbeschaffung sind im besetzten Deutschland für Offiziere und ihre Familien genehmigt.

Verheiratete Offiziere.

	Eigene Zimmer	Dienstboten-zimmer	Küche oder Mitbenutzung
Zweiter Leutnant oder Leutnant	2	1	1
Hauptmann	3	1	1
Major	4	1	1
Oberstleutnant	5	1	1
Oberst oder Brigadegeneral	6	2	1
Generalmajor, Generalleutnant oder General	Besonders, wie von dem Oberbefehlshaber bestimmt.		

Außerdem:

Für 1 oder 2 Kinder 1 extra Schlafzimmer,
für 3 oder 4 Kinder 2 extra Schlafzimmer,
für andere dauernde Familienmitglieder je 1 extra Schlafzimmer.

Unverheiratete Offiziere.

	Eigene Zimmer
Hauptleute und Subalterne . .	1
Stabsoffiziere	2
Generale	entsprechend den Anordnungen in § 2.

Die vorstehenden Räume sind angemessen zu möblieren, wofür keine Zahlung geleistet wird.

Ein Offizier, der mehr Räume wünscht als ihm nach den Einquartierungs-Richtlinien zustehen, muß sich diese durch den Stadtkommandanten auf dem Wege des Privatabkommens beschaffen.

Anlage B.

Die folgenden Richtlinien für Quartierbeschaffung für Offizierdiensttuer, Unteroffiziere und Mannschaften, die auf der Heiratsliste ihres Truppenteils stehen (siehe § 97 der Besoldungsvorschriften) und für ihre Familien im besetzten Deutschland wird genehmigt:

	Eigene Zimmer	Dienstboten-zimmer	Küche oder Mitbenutzung
Offizierdiensttuer I. Klasse und andere angeführt in Klasse 15 der Besoldungsvorschriften .	2	1	1
Offizierdiensttuer II. Klasse und alle Unteroffiziere vom Korporal aufwärts	2	—	1
Mannschaften	1	—	1

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 156

Außerdem:

Für 1 oder 2 Kinder 1 Schlafzimmer,
für 3 bis 5 Kinder 2 Schlafzimmer,
für 6 und mehr Kinder 3 Schlafzimmer,
für andere dauernde Familienmitglieder je 1 extra Schlafzimmer.

Die vorstehenden Räume sind entsprechend § 12 zu möblieren, wofür keine Zahlung geleistet wird.

Jeder Offizierdiensttuer, Unteroffizier oder Mann, der mehr Platz wünscht als ihm nach den Einquartierungsgrundsätzen zusteht, muß sich ihn durch den Stadtkommandanten auf dem Wege des Privatabkommens beschaffen.

Hauptquartier
der amerikanischen Streitkräfte
in Deutschland.

Armeebefehl Nr. 89.

Coblenz (Deutschland),
den 28. Oktober 1920.

Bestimmungen über Einquartierung und Beschlagnahme von Liegenschaften im amerikanisch besetzten Gebiet.

Die folgenden Bestimmungen befassen sich mit den Maßnahmen der amerikanischen Streitkräfte in Deutschland, welche die Unterbringung ihres Personals betreffen, sowie desjenigen der Missionen und Kommissionen, die in der amerikanischen Zone Dienst tun.

I. Allgemeines.

Allgemein werden Wohnungen, Quartiere und andere Liegenschaften nebst Ausstattung nur auf Nachsuchen beim zuständigen Ortskommandanten beschafft. Keinesfalls darf jemand unmittelbar mit den deutschen Behörden verhandeln.

Die Befehlshaben der Truppen sind verantwortlich für die Anlage und den Betrieb von entsprechenden Latrinen, Bade- und Wassereinrichtungen, sowie von Wasch- und Verbrennungsgelegenheiten. Sie haben die nötigen Anordnungen zur Beseitigung von Abfällen und zum Schutz gegen Feuer zu treffen. Bei Maßnahmen wegen dieser und ähnlicher Dinge haben sie den zuständigen Ortskommandanten zu Rate zu ziehen.

Die Zuweisung aller Liegenschaften erfolgt durch den Stadtkommandanten und darf ohne seine Erlaubnis nicht geändert werden. Personalveränderungen innerhalb eines Verbandes, welche die Einquartierung beeinflussen, müssen dem Stadtkommandanten sofort mitgeteilt werden. Diese Bestimmung ist unerläßlich, um die Führung von richtigen Listen zu ermöglichen über die Zahlungen, welche an die einzelnen Personen für Einquartierungsdienste zu erfolgen haben.

Da Beschädigung oder Zerstörung von Privateigentum durch die Truppen gewöhnlich die Grundlage für spätere Ersatzansprüche bildet, so wird den Truppen vorsichtiges Verhalten in dieser Hinsicht empfohlen. Belästigungen der Einwohner dürfen nicht vorkommen. Eintritt in Privathäuser, mit Ausnahme der als Quartiere bestimmten, ist verboten.

Bei der Bevölkerung einquartierte oder wohnende Truppen haben Anspruch auf Beleuchtung, Heizung und Wasser gemeinschaftlich mit den Quartiergebern.

Offiziere und Beamte. Offiziere und der Besatzungsarmee zugeteilte Zivilpersonen können mit ihren Familien diesen Bestimmungen entsprechend bei der Bevölkerung untergebracht werden, falls öffentliche Gebäude nicht zur Verfügung stehen.

Unteroffiziere und Mannschaften. Mannschaften und Unteroffiziere vom Sergeanten abwärts sind in Kasernen unterzubringen und nicht bei den Einwohnern einzuquartieren, abgesehen von außergewöhnlichen Umständen oder den unten erläuterten Ausnahmen.

Folgende Räumlichkeiten werden, wenn die Verhältnisse es zulassen, in der angegebenen Reihenfolge als Kasernen herangezogen:

a) Kasernen,
b) im Eigentum der Reichsregierung stehende Gebäude,
c) Gebäude, die deutsches öffentliches Eigentum sind,
d) Gebäude im Privatbesitz.

Unteroffiziere von höherem Grad als dem eines Sergeanten dürfen mit Einwilligung ihrer vorgesetzten Offiziere bei der Bevölkerung einquartiert werden, wenn solche Quartiere vorhanden sind, und falls in öffentlichem Eigentum stehende Wohnungen nicht verfügbar sind.

Verheiratete Soldaten und Unteroffiziere vom Sergeanten abwärts dürfen mit Einwilligung ihrer vorgesetzten Offiziere in Privathäusern mieten.

In diesem Falle sind die vorgesetzten Offiziere für das Benehmen der Soldaten und für das Bezahlen der Miete verantwortlich. Soldaten und Unteroffiziere dieses Grades dürfen eine Wohnung erst nach Anfrage beim Stadtkommandanten mieten, welcher ihnen bei der Besorgung von Wohnungen behilflich zu sein hat.

Wo es notwendig ist, Familien in Häusern mit deutschen Bewohnern zusammen einzuquartieren, wählt der Stadtkommandant die Räume aus, welche beschlagnahmt werden sollen, und zwar derart — soweit die bestehenden Verhältnisse dies zulassen —, daß die beiden Familien gänzlich getrennte Wohnungen innehaben. Falls es nicht durchführbar ist, den einquartierten Familien Küche und Badezimmer zum Alleingebrauch zu geben, müssen sie zusammen mit den deutschen Bewohnern benutzt werden. Ueber die Benutzung der Küchen und Badezimmer sind genaue Vereinbarungen zu treffen, und zwar unmittelbar mit dem deutschen Wohnungsinhaber oder durch Vermittlung des Stadtkommandanten.

Wenn ein Gebäude beschlagnahmt wird, und die deutsche Familie ausziehen muß, darf sie nur diejenigen Möbel mitnehmen, die der Stadtkommandant mitzunehmen gestattet. In einer Liste wird jedes Stück eingetragen und beschrieben, sodaß keine Unklarheit darüber entstehen kann, was mitgenommen werden darf. Unmöblierte oder nur teilweise möblierte Gebäude sind durch den Bürgermeister vollständig einzurichten. Der Stadtkommandant entscheidet, wie die Ausstattung beschaffen sein soll.

II. Einzuschlagendes Verfahren.

Jeder Stadtkommandant hat von dem Bürgermeister des betreffenden Ortes eine Liste, die die verfügbaren Quartiere enthält, zu verlangen und eine vollständige und sorgfältige Liste aller Unterbringungsmöglichkeiten zu führen, in der für jedes Gebäude die Aufnahmefähigkeit für Offiziere, Mannschaften, Geschäftszimmer, Lagerräume, Tiere und für andere etwa eintretende Erfordernisse angegeben ist. Der Stadtkommandant kann jedes ihm vom Bürgermeister angebotene Gebäude zurückweisen, welches seiner Meinung nach nicht brauchbar ist. Erweist sich das oben erwähnte Verfahren zur Erlangung von Quartieren als unbefriedigend, so kann der Stadtkommandant durch seine eigenen Organe nach weiteren Gebäuden suchen lassen und sie beschlaagnahmen. Alle Unterbringungsgelegenheiten, die vom Stadtkommandanten angenommen sind, werden von ihm besichtigt und je nach ihrer Bestimmung für die Zuweisung klassifiziert.

Einzelquartiere kann man auf Antrag beim jeweiligen Stadtkommandanten unter Vorlage der nötigen Ausweispapiere erhalten. Der Stadtkommandant stellt den Quartierschein aus. Der Quartiernehmer hat diesen Schein dem Quartiergeber vorzuzeigen, dessen Adresse darauf angegeben ist. Für Einzelquartiere werden zwei Arten von Quartierscheinen ausgegeben: Schein A, der dem Quartiernehmer einen Anspruch auf ein Quartier auf Regierungskosten gibt, und Schein B, welcher den Quartiernehmer zu einem Quartier berechtigt, das er selbst bezahlt.

Personen, deren Ausweispapiere nur vorübergehende dienstliche Beschäftigung erkennen lassen, erhalten einen Quartierschein für die Zeit, welche sie in der Gemeinde zubringen. Dauernd oder auf unbestimmte Zeit dienstlich in der Gemeinde beschäftigte Personen erhalten einen Dauerquartierschein. Wenn der Quartiernehmer das Quartier räumt, hat er in jedem Falle den Tag seines Weggangs auf dem Quartierzettel zu vermerken, den er bei seiner Ankunft dem Wohnungsgeber übergibt. Er muß ferner seinen Auszug auf dem Geschäftszimmer des Stadtkommandanten melden und eine schriftliche Bescheinigung seines Quartiergebers über den Zustand, in dem er das Quartier verlassen hat, mitbringen. Personen, die Familienquartiere oder andere Liegenschaften benötigen, richten einen schriftlichen Antrag an den Stadtkommandanten, indem sie gleichzeitig die Berechtigung dazu nachweisen. Wenn der Antrag als berechtigt anerkannt wird, stellt der Stadtkommandant das Erforderliche zur Verfügung, nachdem er es vom Bürgermeister auf dem Requisitionswege angefordert hat. Derartige Requisitionen müssen, ehe sie rechtsgültig werden, dem stellvertretenden Generalstabschef des 1. Büros zur Genehmigung vorgelegt werden.

Alle in der amerikanischen Zone rechtsgültigen Requisitionen von Liegenschaften sind durch den Stadtkommandanten der Gemeinde auszuführen, in welcher sie gestellt werden sollen, und müssen die Zustimmung des Oberkommandanten haben ohne Rücksicht darauf, wer das beschlagnahmte Eigentum

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 157

beansprucht. Wird die Beschlagnahme genehmigt, so stellt der Stadtkommandant dem Antragsteller einen Zuweisungsschein aus. Auf diesem Schein wird die Lage des Besitztums und der zugewiesene Raum angegeben; auch hat er eine vollständige Aufzählung aller anderen Bedingungen, die sich auf die Requisition beziehen, zu enthalten. Eine Abschrift dieses Zuweisungsscheines wird dem Eigentümer übergeben.

Liegenschaften, die von in den deutschen Besatzungszonen stationierten amerikanischen Truppen benötigt werden, sind von den Befehlshabern dieser Truppen zu beschaffen und zwar nach Benehmen mit den zuständigen Beamten der alliierten Armeen, in deren Zonen die Truppen sich befinden und entsprechend den in diesen Gebieten geltenden Bestimmungen.

Quartiere und Liegenschaften sind in der amerikanischen Zone nur nach den vorstehenden Vorschriften zu erlangen.

III. Quartierberechtigung.

Für sämtliche alliierten Truppen, die im amerikanisch besetzten Gebiet liegen, oder sich aufhalten, werden Quartiere beschafft und die erforderlichen Liegenschaften beschlagnahmt, desgleichen für alle Zivilpersonen, welche von den amerikanischen Streitkräften und der Hohen Interalliierten Rheinland-Kommission oder den den vorgenannten angeschlossenen Missionen oder Kommissionen im amerikanisch besetzten Gebiet beschäftigt werden, soweit sie von dem Kommandierenden General der amerikanischen Streitkräfte in Deutschland anerkannt sind.

IV. Entschädigung.

Alle in der amerikanischen Zone gestellten Quartiere und alle beschlagnahmten Liegenschaften müssen von den zuständigen deutschen Behörden unter der Kontrolle des Oberkommandos bezahlt werden.

V. Zustehende Räumlichkeiten.

Räumlichkeiten für die Unterbringung von Truppen und Organisationen werden in ihrem Umfange nach den Bedürfnissen dieser Verbände je nach der Feststellung des Oberkommandos bestimmt.

Zur Unterbringung derjenigen Personen, die ein Anrecht auf Privat- oder Familienquartiere haben, sind die ihrer Zahl entsprechenden Räumlichkeiten zu beschaffen. Der nachfolgend wiedergegebene Maßstab ist nach Möglichkeit zu berücksichtigen. Falls notwendig, wird mit Zustimmung des Oberkommandos darüber hinaus Unterkunft zugewiesen.

Verheiratete Offiziere	Eigene Zimmer	Dienstboten-zimmer	Küche oder Mitbenutzung
Leutnant oder Oberleutnant	2	1	1
Hauptmann	3	1	1
Major	4	1	1
Oberstleutnant	5	1	1
Oberst	6	2	1
Brigadegeneral oder Generalmajor	(Besonders — gemäß Festsetzung durch den Kommandierenden General).		

Außerdem:

Für 1 oder 2 Kinder 1 Schlafzimmer mehr,
für 3 oder 4 Kinder 2 Schlafzimmer mehr,
für andere berechtigte ständige Familienangehörige je 1 Schlafzimmer mehr.

Unverheiratete Offiziere	Eigene Zimmer	Dienstboten-zimmer	Küche oder Mitbenutzung
Leutnants oder Hauptmann	1	—	—
Stabsoffiziere	2	—	—
Generale	nach Befehl	—	—

Die oben angegebenen Räume schließen Ausstattung, Licht und Heizung ein, desgleichen die Benutzung des Badezimmers — falls vorhanden — mit warmem und kaltem Wasser.

Unteroffiziere über dem Grade des Sergeanten — ausschließlich — (grades 1, 2 and 3), falls in Ausnahmefällen notwendig.

	Eigene Zimmer	Dienstboten-zimmer	Küche oder Mitbenutzung
Grad 1, 2 und 3	2	1	1

Außerdem:

Für 1 oder 2 Kinder 1 Schlafzimmer,
für 3 bis 5 Kinder 2 Schlafzimmer,
für 6 und mehr Kinder 3 Schlafzimmer.

Die oben angegebenen Räume müssen möbliert sein, sowie beleuchtet und geheizt werden. Benutzung des Badezimmers — falls vorhanden — mit warmem und kaltem Wasser ist zu gestatten.

Bestimmungen bezüglich des Quartiergebers und des Quartiernehmers.

a) Verpflichtungen des Quartiergebers.

Der Quartiergeber ist verpflichtet, die Wohnung in guten Zustand zu bringen und während der Benutzung so zu erhalten. Er ist verantwortlich für die dauernde Instandhaltung der Wohnung.

b) Verpflichtungen des Quartiernehmers.

1. Kein Quartiernehmer darf Ausbesserungen oder Veränderungen an der von ihm benutzten Wohnung ohne die vorherige Zustimmung des Quartiergebers vornehmen lassen. Auch darf er nicht Veränderungen irgendwelcher Art vornehmen lassen, die Zahl und Verteilung der Räume beeinflussen könnten. Verweigert der Quartiergeber notwendige Ausbesserungen, so ist die Angelegenheit vor das Büro G 1 des amerikanischen Oberkommandos zu bringen.

2. Quartierwechsel ist ohne vorherige Genehmigung des Stadtkommandanten unzulässig und wird nur genehmigt, wenn es sich ohne Beeinträchtigung der Unterbringungsmöglichkeiten der Nachbarschaft erreichen läßt.

3. Stirbt ein Offizier, so kann die amerikanische Ortsbehörde nach eigenem Ermessen bestimmen, daß das Quartier von seiner Witwe oder seinen Angehörigen eine angemessene Zeit lang beibehalten wird.

c) Verpflichtungen beider Parteien.

a) Werden Quartiere für den dauernden Aufenthalt von amerikanischen Offizieren oder anderen Personen beschlagnahmt, so ist der Quartiergeber verpflichtet, dem Ortskommandanten eine Liste von allen mit dem Quartier übergebenen beweglichen Einrichtungsgegenständen und der Ausstattung — in dreifacher Ausfertigung — zuzustellen. Der Offizier oder die Persönlichkeit, welche die Wohnung innehat, hat diese Liste zu vergleichen und ihre Richtigkeit zu bescheinigen. Eine Abschrift der Liste mit der Bescheinigung des Offiziers wird zusammen mit der Beschlagnahmeurkunde im Büro für Beschlagnahme, Beschwerden und Ansprüche (R. R. & C. Office) zu den Akten genommen. Der die Wohnung innehabende Offizier behält eine Liste in seinem Besitz, bis er die Wohnung räumt. Dann nimmt er eine abschließende Kontrolle der in der Wohnung befindlichen Gegenstände vor und schickt die Liste dem Stadtkommandanten ein. Letzterer leitet sie an den Offizier für Beschlagnahme, Beschwerden und Ansprüche (R. R. & C. Officer) weiter, indem er gleichzeitig einen Vermerk macht über den Zustand der Gegenstände und darüber, ob irgend etwas fehlt oder nicht. Kein Wohnungsinhaber darf die amerikanische Zone verlassen, bevor er von der amerikanischen Ortsbehörde entlastet worden ist.

b) Schäden, die infolge gewöhnlicher Abnutzung entstanden sind, fallen dem Quartiergeber zur Last. Darüber hinaus entstandene Schäden sind durch persönliche Vereinbarung zwischen dem Quartiernehmer und dem Quartiergeber zu regeln. Falls eine Einigung nicht zustande kommt, ist die Angelegenheit der amerikanischen Ortsbehörde zur Entscheidung vorzulegen.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 158

d) Einzelheiten.

1. Wenn der Quartiergeber oder dessen Dienstboten im Hause wohnen, so hat ersterer alle Kosten für Müllabfuhr, Kaminreinigen, Heizung, Beleuchtung, Wasser, Versicherung, Instandhaltung und Ausbesserungen zu bezahlen, ebenso wie alle sonstigen infolge Benutzung des Gebäudes entstehenden Unkosten. Steht das Haus leer, so zahlen entweder die städtischen Behörden selbst, oder sie veranlassen den Quartiergeber dazu.

2. Der Wortlaut „die Benutzung aller Möbel, des Inventars, der Ausstattung und des Zubehörs" schließt das Gebrauchsrecht auf eine angemessene Menge von Gläsern, Porzellan, Bestecks, Tisch- und Bettwäsche sowie Handtüchern ein. Jeden Bruch und alle an solchen Gegenständen entstehenden Schäden hat der Quartiernehmer zu vergüten.

Entspricht die Einrichtung und die Ausstattung einer beschlagnahmten Wohnung nicht den Ansprüchen, welche an eine solche Wohnung gestellt werden können, so sind auf Antrag des Quartiernehmers dieser Wohnung weitere Möbel und Ausstattungsgegenstände vom Bürgermeister durch den Ortskommandanten zu beschlagnahmen. Der Umfang und die Beschaffenheit einer Wohnungsausstattung wird durch die amtliche vom Oberkommando herausgegebene Möbel- und Ausstattungsvorschrift bestimmt. Die Zusatzverzeichnisse, welche die hiernach vom Ortsbürgermeister zur Vervollständigung der Einrichtung von Quartieren oder beschlagnahmten Wohnungen gelieferten Ausstattungsgegenstände enthalten, sind durch den Quartiernehmer zu prüfen und zu unterzeichnen. Letzterer wird hierdurch für die Gegenstände unter denselben Bedingungen persönlich haftbar, unter welchen er für die ursprüngliche Ausstattung haftet.

Aenderungen.

Das Oberkommando behält sich das Recht vor, diese Anforderungen, falls erforderlich, zu ändern.

Auf Befehl des Generalmajor Allen:
gez. J. C. Montgomery,
Generalstabschef.

Amtlich:
gez. S. G. Talbott,
Generaladjutant.

Verordnung 50.

Verordnung
der
Hohen Interalliierten Rheinland-Kommission,
betreffend
Aenderung der Vorschriften der Verordnung 3 über die Presse.

Die Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet:

Artikel 1.

Der folgende Artikel ist in der Verordnung 3 hinter Artikel 15 einzuschalten:

Artikel 15 a.

Auf schriftliches Ersuchen der Rheinland-Kommission selbst oder einer alliierten Behörde, welche von ihr zu diesem Zwecke beauftragt ist, soll der verantwortliche Herausgeber einer jeden im besetzten Gebiet täglich oder periodisch erscheinenden Druckschrift jede amtliche Mitteilung in sein Blatt aufnehmen, und zwar zu der Zeit und in der Art, wie es in dem Ersuchen angegeben wird.

Diese Veröffentlichung erfolgt kostenlos, wenn die Rheinland-Kommission es so angeordnet hat.

Artikel 2.

Diese Verordnung ist auch im Brückenkopf Kehl anwendbar.

Artikel 3.

Diese Verordnung tritt am 20. Oktober 1920 in Kraft.

Coblenz, den 8. Oktober 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 51.

Verordnung
der
Hohen Interalliierten Rheinland-Kommission,
betreffend
Ergänzung zum Anhang 3 der Verordnung 6, betreffend die in den Eisenbahnzügen ausgeübte Kontrolle.

Die Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet:

Artikel 1.

Zu Paragraph 1 des Anhangs Nr. 3 der Verordnung Nr. 6 werden nach den Worten „der verbündeten Militärpersonen" folgende Worte hinzugefügt: „sowie ihre Familien".

Artikel 2.

Paragraph 2 des Anhangs Nr. 3 der Verordnung 6 wird aufgehoben und durch folgenden Wortlaut ergänzt:

Die Kontrolle wird ausgeübt:

a) in den vorbehaltenen Wagen oder Abteilen durch die Militärbehörde der verbündeten Heere auf Grund des vorstehenden § 1.
b) In allen anderen Fällen durch die Eisenbahnbeamten, welche die Zivilpersonen selbst in den vorbehaltenen Abteilen kontrollieren können.
c) Die Militärbehörden können die Militärpersonen zu jeder Zeit in allen Teilen des Zuges kontrollieren.

Artikel 3.

Die vorliegende Verordnung ist im Brückenkopf von Kehl anwendbar.

Artikel 4.

Die vorliegende Verordnung tritt am 20. Oktober 1920 in Kraft.

Coblenz, den 8. Oktober 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 52.

Die Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet auf Grund der Verordnungen 1, 2 und 3:

Artikel 1.

Diejenigen Besitzer von Militärwaffen und Munition, welche nach den Vorschriften des deutschen Reichsgesetzes vom 7. August 1920 über die Entwaffnung der Bevölkerung und den Ausführungsvorschriften zu diesem Gesetz die genannten Waffen und Munition zur Anzeige und Ablieferung bringen, haben keine Strafverfolgung aus der Verordnung 3 Titel 5 wegen des Besitzes dieser Waffen und Munition zu gewärtigen unter der Bedingung, daß sie diese innerhalb der Fristen, welche durch die obengedachten Vorschriften festgesetzt sind, anzeigen und abliefern.

Artikel 2.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft und gilt auch im Brückenkopf Kehl.

Coblenz, den 14. Oktober 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 53.

Verordnung
der
Hohen Interalliierten Rheinland-Kommission,
betreffend
Streitigkeiten über das gewerbliche Arbeitsverhältnis, Aufhebung und Ersetzung der Verordnungen Nr. 5 und 14.

Die Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet in der Erwägung, daß auf Grund des dem Friedensvertrage angehängten Abkommens vom 28. Juni 1919 es Sache der Hohen Kommission ist, den Unterhalt, die Sicherheit und die Bedürfnisse der Besatzungsarmeen und infolgedessen die Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung zu gewährleisten:

Artikel 1.

§ 1. Die Vorschriften dieser Verordnung kommen nur zur Anwendung bei Aussperrungen oder bei Ausständen von Angestellten der Eisenbahn, der Reparaturwerkstätten, der Straßenbahnen, des Wegebauwesens, der Kohlenbergwerke, der Telegraphen-, Telephon- und Postverwaltung, der Schiffahrt oder der Schiffahrtstraßen, der Gas-, Elektrizitäts- und Wasserwerke oder von Angestellten, die entweder unmittelbar im Dienste der Armeen stehen oder mittelbar durch Unternehmer tätig werden, die unter Leitung der Armeen an der Errichtung oder der Unterhaltung von Kasernen oder anderer Gebäulichkeiten oder an der Erzeugung, Behandlung und Verteilung von Lebensmittelvorräten oder an Material zum Gebrauche der Besatzungsarmeen arbeiten. Die Hohe Kommission kann jedoch diese Verordnung jeder Zeit durch einen gehörig verkündeten Befehl auf jedes andere Unternehmen anwenden, wenn dessen Betrieb für den Unterhalt, die Sicherheit und die Bedürfnisse der Besatzungsarmeen notwendig erscheint.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 159

§ 2. Im Zweifelsfalle entscheidet die Hohe Kommission, ob ein Unternehmen in den im § 1 festgesetzten Kreis gehört. Die Entscheidung, die die Einbeziehung in diesen Kreis ausspricht, ist unanfechtbar.

Artikel 2.

Bei den Unternehmungen, auf die der Artikel 1 sich bezieht, darf niemand einer Aussperrung oder einem Ausstand sich beteiligen, sofern nicht das nachstehende Verfahren innegehalten wird:

a) Jeder Streitfall ist zunächst den Behörden oder Personen zu unterbreiten, die das deutsche Gesetz oder eine zwischen den Parteien getroffene Vereinbarung, die diesem Gesetz nicht widerspricht, vorsieht.

Sofern das deutsche Gesetz oder die zwischen den Parteien bestehenden Vereinbarungen keine abweichende Frist enthalten, ist die Entscheidung dieser Behörden oder Personen binnen 8 Tagen nach dem Zeitpunkt zu fällen, an welchem der Streitfall ihnen unterbreitet worden ist.

b) Wenn die Entscheidung von den deutschen Behörden oder Personen ergangen ist, die in letzter Instanz zu entscheiden haben, kann jede Partei binnen 8 Tagen nach Erlaß dieser Entscheidung Berufung bei der Hohen Kommission durch eine Denkschrift einlegen, die die Gründe der Berufung summarisch darlegt; die Denkschrift ist dem Delegierten der Hohen Kommission des Kreises zu übergeben, in dem der Streitfall entstanden ist.

Wenn die Entscheidung, gegen die Berufung eingelegt wird, von einem Gericht gefällt worden ist, welches seinen Sitz außerhalb des besetzten Gebiets hat, beträgt die Frist zur Einlegung der Berufung 16 Tage nach Erlaß der genannten Entscheidung.

Die Berufung ist vor einen von der Hohen Kommission ernannten Schlichtungsausschuß zu bringen, der aus einem Vorsitzenden und zwei Mitgliedern besteht.

Die Parteien haben sich durch 4 Vertreter vertreten zu lassen, von denen 2 von den Arbeitgebern und 2 von den Arbeitnehmern zu bezeichnen sind. Diese Vertreter haaben das Recht, an den Beratungen des Ausschusses teilzunehmen und dort zu Wort zu kommen.

Wenn die Haltung eines Vertreters der Würde des Ausschusses oder dem geregelten Verlauf der Beratungen zuwiderläuft, kann der Ausschuß ihn ausschließen oder seine Vollmachtgeber auffordern, einen anderen Vertreter für ihn zu bestellen.

Der Schlichtungsausschuß kann außerdem, wenn er es für zweckmäßig erachtet, eine oder mehrere Personen bestellen, die als Sachverständige mit beratender Stimme zugelassen werden.

Die Beschlüsse des Schlichtungsausschusses werden in eine Niederschrift aufgenommen, die binnen 8 Tagen nach der ersten Sitzung des Ausschusses abgefaßt sein muß und den Parteien durch den Ausschuß sofort mitgeteilt wird.

c) Wenn in einem im § 1 des Artikels 1 genannten Unternehmen oder Werk ein Streitfall entsteht und weder im deutschen Gesetze oder in einer zwischen den Parteien geschlossenen Vereinbarung eine Behörde oder eine Person zu seiner Entscheidung vorgesehen ist, so ist der Streitfall unmittelbar an die Hohe Kommission zu bringen. Er wird gemäß dem im vorstehenden § b vorgesehenen Ver-

fahren einem Schlichtungsausschuß unterbreitet.

d) Jede Partei kann aussperren oder in Ausstand treten, sobald die Niederschrift des Schlichtungsausschusses ihr mitgeteilt ist und sie ihre Absicht dem Kreisdelegierten schriftlich mitgeteilt hat.

Die Aussperrung und der Ausstand können erst nach Ablauf von 8 Tagen nach Erhalt dieser schriftlichen Mitteilung wirksam werden.

Artikel 3.

Wenn ein Ausstand in einem Unternehmen ausgebrochen ist, daß zwar nicht unter diese Verordnung fällt, daß aber durch einen Beschluß gemäß Artikel 1 diesen Vorschriften unterworfen wird, so kann die Hohe Kommission die Fortsetzung dieses Ausstandes verbieten und den Beteiligten anbefehlen, das durch diese Verordnung vorgeschriebene Verfahren einzuhalten.

Artikel 4.

Ungeachtet aller Vorschriften deutscher Gesetze oder eines zwischen den Parteien geschlossenen Vertrages, kann keine Entscheidung eines deutschen Schlichtungsorganes in den von der vorstehenden Verordnung betroffenen Streitigkeiten für unanfechtbar erklärt werden.

Artikel 5.

Diese Verordnung hebt die Verordnungen 5 und 14 auf und ersetzt sie.

Artikel 6.

Diese Verordnung ist im Gebiete des Brückenkopfes Kehl anwendbar.

Artikel 7.

Diese Verordnung tritt am 1. November 1920 in Kraft.

Coblenz, den 15. Oktober 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 54.

Verordnung

betreffend

die Angaben, welche von den deutschen Behörden über die in den besetzten Gebieten neu ernannten Beamten zu machen sind.

Die Hohe Interalliierte Rheinlandkommission verordnet:

Artikel I.

Artikel 2 der Verordnung 29 wird durch folgende Bestimmungen ergänzt:

Zugleich mit der Anzeige über die Ernennung haben die deutschen Behörden dem örtlichen Delegierten der Hohen Kommission für jeden neu ernannten Beamten nach anliegendem Muster nähere Angaben zu machen

Artikel II

Die vorstehende Verordnung ist im Gebiet des Brückenkopfes Kehl anwendbar

Artikel III.

Die vorstehende Verordnung tritt am 15. November 1920 in Kraft.

Coblenz, den 29. Oktober 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 160

Angaben über einen neu ernannten Beamten

(gemäss Verordnung Nr. 54 der Rheinlandkommission).

Name	Tätigkeit	Gegenwärtiger Wohnsitz	Heimatsort der Familie: a) des Beamten b) der Ehefrau	Geburtstag und Ort	Laufbahn (frühere zivile und militärische Stellungen sind anzugeben)	Religion	Neue dienstliche Verwendung. Tag der Ernennung	Bemerkungen

Verordnung 55.

(Aufgehoben durch Verordnung 57).

Verordnung
betreffend
Aenderung des Artikels 2, § 4 und Art. 4, § 1 der Verordnung Nr. 2, betreffend die Strafgerichtsbarkeit.

Die Hohe Interalliierte Rheinlandkommission verordnet:

Artikel I.

Die Artikel 2, § 4 und 4, § 1 der Verordnung 2 werden wie folgt geändert:

1. In Artikel 2, § 4 werden nach den Worten: „Verbrechen, Vergehen oder Uebertretung" (2. Zeile) folgende Worte eingefügt:

„begangen in Verletzung der Vorschriften einer Verordnung der Hohen Kommission oder gegen Personen oder Eigentum der Streitkräfte der alliierten Mächte."

2. Artikel 4, § 1 wird aufgehoben und durch folgende Vorschrift ersetzt:

„Sobald die deutschen Behörden Kenntnis erlangen von einem Verbrechen, Vergehen oder einer Uebertretung, begangen in Verletzung der Vorschriften einer Verordnung der Hohen Kommission oder gegen die Person oder das Eigentum der Streitkräfte der alliierten Mächte oder sobald die deutschen Behörden eine Person verhaftet haben, die eines derartigen Verbrechens, Vergehens oder einer derartigen Uebertretung beschuldigt wird, oder die zu den in Artikel 1 genannten Personen gehört, deren Verhaftung auf Grund des vorstehenden Artikels 3 gefordert worden ist, so haben sie unverzüglich das Vernehmungsprotokoll und die Akten der alliierten Militärbehörde zu übergeben, welche zuständig ist, die Sache vor einen Militärgerichtshof zu bringen."

Artikel II.

Diese Verordnung ist im Gebiet des Brückenkopfes Kehl anwendbar.

Artikel III.

Diese Verordnung tritt am 15. November 1920 in Kraft.

Coblenz, den 29 Oktober 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 56.

Verordnung
der
Hohen Interalliierten Rheinlandkommission
betreffend
Meineid, Verleitung zum Meineid und Unterlassung oder Verweigerung der Aussage.

Die Hohe Interalliierte Rheinlandkommission verordnet:

Artikel I.

Wer in einem gerichtlichen Verfahren in den besetzten Gebieten vor einem Gericht, das von den alliierten und assoziierten Behörden eingesetzt ist dem Gesetz entsprechend einen Eid als Zeuge, Dolmetscher oder Sachverständiger geleistet hat und über einen für das Verfahren wesentlichen Punkt wissentlich falsch aussagt, begeht einen Meineid. Auf Meineid vor einem Militärgericht stehen die Strafen, welche die Gesetze des Landes androhen, das das Gericht bestellt hat.

In den anderen Fällen wird derjenige, der sich eines Meineids schuldig macht, mit Gefängnis bis zu 5 Jahren und mit Geldstrafe bis zu 10000,— Mark oder mit einer dieser Strafen bestraft.

Artikel II.

Wer als Zeuge in einem gerichtlichen Verfahren in den besetzten Gebieten vor ein Gericht, das von den alliierten und assoziierten Behörden eingesetzt ist, geladen ist, und im Termine ausbleibt oder sich weigert zu erscheinen, oder wer sich weigert auszusagen, wird mit Gefängnis bis zu 1 Jahr und mit Geldstrafe bis zu 3000,— Mark oder mit einer dieser Strafen bestraft.

Artikel III.

Wer eine Person, die als Zeuge, Dolmetscher oder Sachverständiger in einem gerichtlichen Verfahren in dem besetzten Gebiete vor einem Gerichte, welches von den alliierten oder assoziierten Behörden bestellt ist, einen Eid geleistet hat, zur falschen Aussage verleitet oder zu verleiten versucht, wird mit Gefängnis bis zu 5 Jahren und mit Geldstrafe bis zu 10000, – Mark oder mit einer dieser Strafen bestraft.

Artikel IV.

Diese Verordnung ist im Gebiet des Brückenkopfes Kehl anwendbar.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 161

Artikel V.

Diese Verordnung tritt am 25. November 1920 in Kraft.

Coblenz, den 10. November 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 57.

Verordnung
betreffend
Aenderung der Artikel 2 und 4 der Verordnung II über die Strafgerichtsbarkeit und betreffend Aufhebung und Ersetzung der Verordnung 55 der Hohen Kommission.

Die Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet:

Artikel 1.

Die Verordnung Nr. 55 wird hierdurch aufgehoben.

Artikel 2.

Die Artikel 2 und 4 der Verordnung 2 werden wie folgt geändert:

1. In Artikel 2 § IV werden nach den Worten: „Verbrechen, Vergehen oder Uebertretung" (2. Zeile) folgende Worte eingefügt:

„begangen in Verletzung der Vorschriften einer Verordnung der Hohen Kommission oder gegen Personen oder Eigentum der Streitkräfte der alliierten Mächte."

2. Artikel 4 § I wird aufgehoben und durch folgende Vorschrift ersetzt:

„Sobald die deutschen Behörden Kenntnis erlangen von einem Verbrechen, Vergehen oder einer Uebertretung, begangen in Verletzung der Vorschrift einer Verordnung der Hohen Kommission, oder gegen die Person oder das Eigentum der Streitkräfte der alliierten Mächte oder sobald die deutschen Behörden eine Person verhaftet haben, die eines derartigen Verbrechens, Vergehens oder einer derartigen Uebertretung beschuldigt wird, oder die zu den in Artikel 1 genannten Personen gehört, deren Verhaftung auf Grund des vorstehenden Artikels 3 gefordert worden ist, so haben sie unverzüglich das Vernehmungsprotokoll und die Akten der alliierten Militärbehörden zu übergeben, welche zuständig ist, die Sache vor einem Militärgerichtshof zu bringen.

Wenn die Militärbehörde beschließt, die Sache an die Militärgerichte zu bringen, so benachrichtigt sie die Hohe Kommission und setzt sie demnächst von dem ergangenen Urteil in Kenntnis.

Wenn die Militärbehörde beschließt, sich der Sache zugunsten der deutschen Gerichtsbehörde zu begeben, läßt sie ihr das Aktenstück zugehen. Das angegangene Gericht hat binnen 8 Tagen nach der Notifizierung der Uebergabe des Aktenstücks dem Delegierten der Hohen Kommission im betreffenden Kreise das ergangene Urteil oder den Stand des Verfahrens mitzuteilen.

Die deutschen Gerichte haben über den Stand der schwebenden Verfahren einen Monatsbericht an die Hohe Kommission zu erstatten."

Artikel 3.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Coblenz, den 15. November 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 58.

Verordnung
der
Hohen Interalliierten Rheinland-Kommission,
betreffend
die Anwendbarkeit der Verordnungen 28, 33, 38, 39, 43, 44, 45, 46, 47, 48 und 49 im Gebiet des Brückenkopfes Kehl.

Die Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet:

Artikel 1.

Verordnung Nr. 28, betreffend Abänderung der Frist des § 1 der Bekanntmachung des Reichswirtschaftsministers vom 24. April 1920 (Reichs-Gesetzbl. S. 623) betr. Aenderung der Bekanntmachung zur Ausführung der Verordnung über die Regelung der Einfuhr vom 16. Januar 1917.

Verordnung Nr. 33, betreffend die Straßenbauverwaltung in den besetzten Gebieten.

Verordnung Nr. 38, betreffend die Anwendung der bayerischen Bekanntmachung vom 10. August 1920 in den besetzten Gebieten,

Verordnung Nr. 39, betreffend die von den deutschen Behörden zu erteilenden Auskünfte über die Ernährungslage in den besetzten Gebieten.

Verordnung Nr. 43, betreffend Aenderung des Titels 1 der Verordnung 2.

Verordnung Nr. 44, betreffend die Stellung der von den Besatzungsarmeen oder von der Hohen Kommission beschäftigten deutschen Staatsangehörigen.

Verordnung Nr. 45, betreffend Aufhebung der badischen Verordnung vom 10. Januar und 17. März 1919 über Ablieferung und Besitz von Waffen.

Verordnung Nr. 46, betreffend Aufhebung der hessischen Verordnungen vom 17. und 28. Dezember 1918.

Verordnung Nr. 47, betreffend die Anwendung verschiedener deutscher Gesetzesbestimmungen in den besetzten Gebieten.

Verordnung Nr. 48, betreffend das Verhältnis der deutschen Reichs- und Landesgesetze und allgemeinen Verordnungen einerseits zu den Verordnungen der Hohen Interalliierten Rheinland-Kommission andererseits.

Verordnung Nr. 49, betreffend Einquartierung und Unterbringung des Personals der Hohen Kommission und der Besatzungsheere.

Artikel 2.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Coblenz, den 18. November 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 59.

Verordnung
betreffend
Beitreibungen (Requisitionen).

Die Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet auf Grund des Artikels 6 des Rheinlandabkommens vom 28. Juni 1919 und auf Grund des Artikels 52 des Internationalen Abkommens betreffend die Gesetze und Gebräuche des Landkriegs vom 18. Oktober 1907:

Artikel 1.

Das Recht der Beitreibung von Natural- und der Beanspruchung von Dienstleistungen, wie es im Artikel 6 des Rheinland-Abkommens vorgesehen und im Haager Abkommen vom Jahre 1907 geregelt ist, wird von jedem der alliierten und assoziierten Heere für seine Bedürfnisse einschließlich der Rheinland-Kommission ausgeübt. Requisitions-Befehle werden in Gemäßheit der Artikel 1 (2) und 2 der Verordnung Nr. 32 entweder an die Reichsvermögensverwaltung gerichtet, in dringenden oder Notfällen entweder an die Ortsbehörden, oder unmittelbar an Privatpersonen.

Diese Beitreibungen erfolgen in Gemäßheit der zur Zeit in jeder der Armeen geltenden und je nach den Umständen von der Rheinlandkommission zu erlassenden Vorschriften.

Artikel 2.

Zur Festsetzung der durch die vorgenommenen Beitreibungen verursachten Lasten und zur Abschätzung der von den Besatzungstruppen verursachten Schäden werden in jeder der von den alliierten und assoziierten Armeen besetzten Zone Ortsausschüsse errichtet. Die Zahl derselben und ihre Zuständigkeit wird durch die Rheinland-Kommission auf Vorschlag des Höchstkommandierenden jeder Zone bestimmt.

Die Rheinland-Kommission wird nötigenfalls Vorschriften über das Verfahren der genannten Ausschüsse erlassen. Diese Vorschriften werden als Nachtrag zu dieser Verordnung veröffentlicht.

Artikel 3.

Jeder dieser Ausschüsse besteht aus einem durch die Rheinland-Kommission ernannten Vorsitzenden, 2 alliierten oder assoziierten Offizieren oder Militärbeamten und 2 deutschen Zivilpersonen. Die ersten

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 162

werden von dem Höchstkommandierenden der Zone, die letzteren durch eine deutsche Zivilbehörde, die im besetzten Gebiet ihren Sitz hat, ernannt.

Die Behörden, die die Mitglieder der in dieser Verordnung vorgesehenen Ausschüsse ernennen, sollen zugleich die Personen bezeichnen, die beauftragt sind, den Ausschuß im Falle der Abwesenheit oder der Behinderung eines oder mehrerer Mitglieder zu vervollständigen.

Die Beschlüsse der Ortsausschüsse werden auf Stimmenmehrheit gefaßt.

Artikel 4.

Die Ortsausschüsse sind zuständig für die Abschätzung aller durch die alliierten Behörden seit Inkrafttreten des Friedensvertrages vorgenommenen Beitreibungen.

Die zuständigen deutschen Behörden übermitteln den Ortsausschüssen alsbald alle Aktenstücke, die auf seit dem 10. Januar (1920) vorgenommenen Beitreibungen Bezug haben, und händigen ihnen von Zeit zu Zeit alle Akten ein, die sich auf von den alliierten Behörden noch vorgenommene Beitreibungen beziehen.

Ebenso übermitteln die Armeen den Ortsausschüssen alle in ihrem Besitz befindlichen Urkunden ein, die sich auf seit dem Inkrafttreten des Friedensvertrages vorgenommene Beitreibungen beziehen.

Die Ortsausschüsse können die Zeugnisablegung von Beamten oder allen anderen Personen, sowie die Vorlage von Büchern und öffentlichen oder privaten Urkunden fordern, die sie für die Untersuchung der Angelegenheiten erforderlich halten, und das Urteil eines Sachverständigen nach Bedarf einholen.

Die Ortsausschüsse setzen die für die Requisitionen und Schäden zu zahlenden Summen in Papiermark fest. Die Entscheidungen werden der deutschen Behörde, die die Akten eingeschickt hat, mitgeteilt. Die deutschen Behörden sind verpflichtet, für die Uebermittlung dieser Mitteilungen an alle beteiligten Personen Sorge zu tragen.

Artikel 5.

Was die Behandlung der Schäden betrifft, so sind die mit ihrer Abschätzung beauftragten Ortsausschüsse nicht berechtigt, in der Frage der Verantwortung Beschlüsse zu fassen.

Artikel 6.

Da die Ortsausschüsse das alleinige Recht haben, auf Grund des Rheinland-Abkommens die Lasten für vorgenommene Beitreibungen und die von den Besatzungstruppen verursachten Schäden festzusetzen, sind die Entscheidungen dieser Ausschüsse endgültig.

Nichtsdestoweniger können bei Beitreibungen fortlaufender Art, sowohl die Besatzungs-Behörden wie auch die deutschen Behörden sich an die Ortsausschüsse zwecks erneuter Abschätzung wenden, falls die Umstände sich geändert haben.

Artikel 7.

Die Zahlung für Leistungen, die durch Requisition der alliierten Armeen erfolgt sind, wird von den deutschen Behörden geleistet.

Wenn innerhalb zwei Monaten von dem Tag der Zustellung der Entscheidungen des Ortsausschusses keine Zahlung durch die deutschen Behörden geleistet worden ist, sind die in Frage kommenden Besatzungsbehörden berechtigt, in den öffentlichen Kassen jede Requisition von Geldern vorzunehmen, um damit die Zahlungen selbst zu leisten, vorbehaltlich von Verwaltungsmaßnahmen, die zu treffen sich die Rheinland-Kommission gegen die verantwortlichen Beamten veranlaßt sehen könnten.

Artikel 8.

Beim Sitz der Interalliierten Rheinland-Kommission wird eine Stelle geschaffen werden mit der Befugnis, alle Auskünfte einzuziehen, zusammenzustellen und wieder mitzuteilen, die den Ortsausschüssen zur Erfüllung ihrer Obliegenheiten von Nutzen sein können.

Artikel 9.

Die Verordnung findet auch im Brückenkopf Kehl Anwendung.

Artikel 10.

Diese Verordnung tritt am 1. Dezember 1920 in Kraft.

Coblenz, den 22. November 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 163

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 164

Heft 4.

Übersetzung

der Verordnungen und Anweisungen

der Hohen Interalliierten Kommission

für die besetzten Rheinlande

herausgegeben

vom Reichskommissar

für die

besetzten rheinischen Gebiete.

1. Auflage.

Inhaltsübersicht.

Verordnung Nr. 33
betreffend die Straßenbauverwaltung in den besetzten Gebieten . . . . . Seite 1.

Verordnung Nr. 34
betreffend das Halten und den Transport von Brieftauben . . . . . Seite 2.

Verordnung Nr. 35
betreffend die Anwendung der badischen Verordnung vom 2. August 1920 in den besetzten Gebieten . . . . . Seite 3.

Verordnung Nr. 36
betreffend die Aufhebung der Anwendung der Verordnung vom 30. April 1920, betreffend vorläufige Regelung der Luftfahrt in den besetzten Gebieten . . . . . Seite 4.

Verordnung Nr. 37
betreffend Ergänzung der Verordnung 17 über die Zuständigkeit der Interalliierten Schiffahrtskommission für die rheinischen Gebiete . . . . . Seite 4.

Verordnung Nr. 38
betreffend die Anwendung der bayerischen Bekanntmachung vom 10. August 1920 in den besetzten Gebieten . . . . . Seite 4.

Verordnung Nr. 39
betreffend die von den deutschen Behörden zu erteilenden Auskünfte über die Ernährungslage in den besetzten Gebieten . . . . . Seite 5.

Verordnung Nr. 40
betreffend Aufhebung und Ersetzung des Artikels 25, § 1 der Verordnung 2 . . . . Seite 6.

Verordnung Nr. 41
betreffend Ergänzung der Verordnung Nr. 34 über das Halten und den Transport von Brieftauben . . . . . Seite 6.

Verordnung Nr. 42
betreffend die Anwendbarkeit der Verordnungen 12, 13, 14, 15, 18, 19, 21, 22, 23, 24, 26, 27, 29, 30, 31, 32, 35, 36 der Hohen Kommission im Gebiete des Brückenkopfes Kehl . . . . . Seite 6.

Verordnung Nr. 43
betreffend Aenderung des Titels I der Verordnung 2 . . . . . Seite 7.

Verordnung Nr. 44
betreffend die Stellung der von den Besatzungsarmeen oder von der Hohen Kommission beschäftigten deutschen Staatsangehörigen . . . . . Seite 7.

Verordnung Nr. 45
betreffend Aufhebung der badischen Verordnung vom 10. Januar und 17. März 1919 über Ablieferung und Besitz von Waffen . . . . . Seite 8.

Verordnung Nr. 46
betreffend Aufhebung der hessischen Verordnungen vom 17. und 28. Dezember 1918 . Seite 8.

Verordnung Nr. 47
betreffend die Anwendung verschiedener deutscher Gesetzesbestimmungen in den besetzten Gebieten . . . . . Seite 9.

Verordnung Nr. 48
betreffend das Verhältnis der deutschen Reichs- und Landesgesetze und allgemeinen Verordnungen einerseits zu den Verordnungen der Hohen Interalliierten Rheinlandkommission andererseits . . . . . Seite 9.

Anweisung 11
betreffend die Anwendbarkeit der Anweisungen 6, 7, 9 und 10 der Hohen Kommission im besetzten Gebiet des Brückenkopfes Kehl . . . . . Seite 10.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 166

rtikel 6.

ngszustand für das besetzte
il desselben erklärt wird,
'eftauben und jeder Ver=
hme derjenigen Tauben,
Taubenschlag der an

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 165

Verordnungen.

Verordnung Nr. 33.

Verordnung
betreffend
die Straßenbauverwaltung in den besetzten Gebieten.

Die Hohe Interalliierte Rheinland=Kommission verordnet auf Grund der Artikel 3, 5 und 10 des Abkommens vom 28. Juni 1918 zum Friedensvertrage in der Erwägung, daß es Pflicht der Hohen Kommission ist, über den Unterhalt, die Sicherheit und die Bedürfnisse der Besatzungsarmeen zu wachen, und daß der Unterhalt, die Sicherheit und die Befriedigung der Bedürfnisse der Besatzungsarmeen zum großen Teile von der Unterhaltung des Straßennetzes abhängen:

Artikel 1.

Die Kommandierenden Generäle der Besatzungsarmee und deren Bevollmächtigte haben das Recht, und zwar jeder in seiner Zone, alle Neubau=, Verbesserungs= und Instandhaltungsarbeiten der Straßen zu militärischen Zwecken zu überwachen.

Sie haben das Recht, zu militärischen Zwecken Befehle bezüglich aller Arbeiten dieser Art zu erteilen.

Die deutschen Behörden sind verpflichtet, diesen Befehlen nachzukommen; sie stellen, soweit dies nötig ist, zwecks Ausführung dieser Befehle alle zu ihrer Verfügung stehenden Mittel bereit, und zwar einschließlich Baumaterial, Steinbrüche und Transportmittel.

Artikel 2.

Zur Straßenbauverwaltung gehörende technische Beamte werden zwecks Entgegennahme aller Befehle und Anweisungen den Militärbehörden und zwecks Weitergabe aller Mitteilungen zu folgenden Behörden delegiert:

a) für die Rheinprovinz: bei jeder Besatzungsarmee 1 Beamter, der seinen Sitz entweder beim Generalstab der Armee oder in einer anderen vom Kommandanten der betreffenden Armee bestimmten Stadt zu nehmen hat.

Außerdem wird ein höherer Beamter, dem die vorgenannten unterstehen, in Köln eingesetzt werden; dieser hat die Einheitlichkeit bei der Ausführung der seinen Untergebenen in der Rheinprovinz erteilten Befehle zu sichern;

b) für die bayerische Pfalz: 1 Beamter mit dem Sitz in Speyer;

c.) für Hessen-Darmstadt

1 Beamter mit dem Sitz in Mainz;

b.) für Hessen-Nassau

1 Beamter mit dem Sitz in Wiesbaden

Verordnung Nr. 33

betreffend die

c.) für Birkenfeld:

1 Beamter mit dem Sitz in Birkenfeld.

Alle vorgenannten deutschen Beamten unterliegen den Vorschriften der Verordnung 29.

Diese Beamten sind für die Ausführung aller kraft dieser Verordnung an sie ergangenen Befehle verantwortlich; sie sind verpflichtet, den Befehlshabern der alliierten Armeen jede von ihnen verlangte Auskunft in technischen Fragen zu erteilen.

Artikel 3.

Der Oberbefehlshaber der alliierten Armeen, sowie die Befehlshaber der einzelnen Armeen können sich jederzeit vergewissern, ob das für die Unterhaltung der Straßen erforderliche Material sich in gutem Zustande befindet. Zu diesem Zweck haben die deutschen Delegierten der Straßenbauverwaltung jeder alliierten Armee die Personalverzeichnisse, sowie die Materialien-Inventare und alle statistischen Unterlagen stets auf dem Laufenden zu halten.

Artikel 4.

Die Befehlshaber der Besatzungsarmeen können alle durch die deutschen Vorschriften vorgesehenen Strafen verhängen oder die deutschen Behörden um deren Verhängung ersuchen, ausschließlich des Rechts der Abberufung und der Ausweisung, das der Hohen Kommission zusteht.

Artikel 5.

Die deutschen Delegierten bei den alliierten Armeen haben dem betreffenden Armeekommandanten unverzüglich von allen Zwischenfällen, die die glatte Abwicklung der Geschäfte der Wegebehörden stören könnten, insbesondere von den sozialen Bewegungen unter dem Personal, wie Streiks oder drohende Streiks, in Kenntnis zu setzen.

Artikel 6.

Die deutschen Delegierten haben dem Befehlshaber der betreffenden Armee den Entwurf zu allen Neubauten, nicht aber für Unterhaltungs- und Instandsetzungsarbeiten, zu unterbreiten.

Artikel 7.

Unter dem Vorbehalte der durch diese Verordnung getroffenen Maßnahmen bleibt die Verwaltung auf dem Gebiete des Wegewesens in den Händen der zuständigen deutschen Behörden.

Artikel 8.

Die Beilagen der vorstehenden Verordnung, die nur Einzelfragen regeln, können je nach Bedarf von der Hohen Kommission ergänzt oder abgeändert werden und sind als Teile der Verordnung zu betrachten.

Artikel 9.

Diese Verordnung tritt am 15. August 1920 in Kraft.

Coblenz, den 5. August 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung Nr. 34.

Verordnung

betreffend

das Halten und den Transport von Brieftauben.

Die Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet auf Grund des Abkommens vom 28. Juni 1919 zum Friedensvertrag insbesondere auf Grund des Artikels 3, in der Erwägung, daß es Pflicht der Hohen Interalliierten Rheinland-Kommission ist über die Sicherheit der Besatzungstruppen zu wachen, in der Erwägung ferner, daß die Ueberwachung der Brieftauben in den besetzten Gebieten die Sicherheit der Besatzungstruppen angeht:

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 166

Artikel 1.

Die Züchtung und die Beförderung der Brieftauben ist in den besetzten Gebieten unter den in den folgenden Artikeln enthaltenen Bedingungen erlaubt.

Artikel 2.

Züchter von Brieftauben müssen bis zum 1. September jedes Jahres dem Delegierten der Hohen Interalliierten Rheinland-Kommission für den Kreis, in dem sich ihr Taubenschlag befindet, eine die Beschreibung der Tiere angehende Liste ihrer alten Bestände an Tauben und ihrer jungen, zu diesem Zeitpunkt flüggen Tauben einsenden. Diese Liste muß auch die Flugrichtung jeder Taube, die sich in Ausbildung befindet, angeben. Die Tiere müssen durch eine besondere Markierung gekennzeichnet sein, welche zur Erleichterung der Ueberwachung bestimmt ist.

Artikel 3.

Wer Brieftauben für ständig oder vorübergehend aufnimmt, oder einen neuen Taubenschlag errichtet, muß innerhalb 4 Tagen den Kreisdelegierten benachrichtigen und die Herkunft der Tauben nachweisen.

Artikel 4.

Die alliierten Behörden können jederzeit, wenn es ihnen angezeigt erscheint, die Brieftauben in jedem privaten Taubenschlag besichtigen und Tauben, die nicht vorschriftsmäßig angezeigt sind, beschlagnahmen, unbeschadet der Strafverfolgung gegen Eigentümer von Taubenschlägen wegen Uebertretung dieser Verordnung.

Artikel 5.

Das Auflassen von Brieftauben, die nicht in einen Taubenschlag im besetzten Gebiet oder in Ländern, die an der Besetzung teilnehmen, gehören, ist in allen Teilen des besetzten Gebietes verboten.

Artikel 6.

Falls der Belagerungszustand für das besetzte Gebiet oder einen Teil desselben erklärt wird, ist jede Einfuhr von Brieftauben und jeder Verkehr von solchen mit Ausnahme derjenigen Tauben, die aus einem militärischen Taubenschlag der an der Besetzung teilnehmenden Mächte kommen, für das gesamte, vom Belagerungszustand betroffene Gebiet verboten.

Artikel 7.

Diese Verordnung tritt am 5. September 1920 in Kraft.

Coblenz, den 17. August 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung Nr. 35.

Verordnung

betreffend

die Anwendung der badischen Verordnung vom 2. August 1920 in den besetzten Gebieten.

Da es notwendig erscheint, die in der Verordnung 26 über die Anwendung des Deutschen Gesetzes vom 11. Mai 1920 enthaltenen Maßnahmen auf die Badische Verordnung vom 2. August 1920, die sich auf das Gesetz vom 11. Mai 1920 stützt, auszudehnen, verordnet die Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission auf Grund des Artikels 9 ihrer Verordnung 1:

Artikel 1.

Die §§ 18 und 19 der Badischen Verordnung vom 2. August 1920 (Badisches Gesetz- und Verordnungs-Blatt Nr. 57, Seite 432) betreffend Maßnahmen gegen den Wohnungsmangel, finden hinsichtlich der im § 18 Absatz 1 Ziffer 1 genannten Personen keine Anwendung auf die Gemeinden des besetzten Gebiets, in welchem Truppen der Besatzungsarmee untergebracht sind (cantonnées).

Artikel 2.

Die Verordnung tritt im besetzten Gebiet am selben Tage in Kraft, wie die genannte Verordnung vom 2. August 1920.

Coblenz, den 26. August 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung Nr. 36.

Verordnung
der
Hohen Interalliierten Rheinland-Kommission,
betreffend
die Aufhebung der Anwendung der Verordnung vom 30. April 1920, betreffend vorläufige Regelung der Luftfahrt in den besetzten Gebieten
(Reichs-Gesetzblatt Seite 857).

Die Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet auf Grund des Artikels 8 Absatz 2 ihrer Verordnung Nr. 1:

Artikel 1.

Die Anwendung der Verordnung des Reichsverkehrsministers vom 30. April 1920, betreffend vorläufige Regelung der Luftfahrt (Reichs-Gesetzblatt Seite 857), wird für die besetzten Gebiete aufgehoben.

Artikel 2.

Die Verordnung tritt am 1. September 1920 in Kraft.

Coblenz, den 29. August 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung Nr. 37.

Verordnung
der
Hohen Interalliierten Rheinland-Kommission,
betreffend
Ergänzung der Verordnung 17 über die Zuständigkeit der Interalliierten Schiffahrtskommission für die rheinischen Gebiete.

Die Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet:

Artikel 1.

Die Verordnung Nr. 17 über die Zuständigkeit der Interalliierten Schiffahrtskommission für die rheinischen Gebiete wird wie folgt ergänzt:

Anlage 4a. Eine Abschrift des Manifestes, welches mit dem das Schiff begleitenden Originale übereinstimmt, soll der Schiffahrtskommission oder dem ihr untergeordneten Militärorgan, das dem Abfahrtsorte des Schiffes am nächsten gelegen ist, überreicht oder übersandt werden. Diese Abschrift muß vor der Abfahrt aus dem Ladehafen, oder falls das Schiff hierdurch Verzögerung erleiden sollte, ausnahmsweise sofort nach der Abfahrt der betreffenden Stelle zugehen.

Artikel 2.

Vorstehende Verordnung tritt am 10. September 1920 in Kraft.

Coblenz, den 20. August 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung Nr. 38.

Verordnung
betreffend
die Anwendung der bayerischen Bekanntmachung vom 10. August 1920 in den besetzten Gebieten.

Da es wünschenswert ist, auf die bayerische Bekanntmachung vom 10. August 1920 die Bestimmungen der Verordnung Nr. 26 anzuwenden, betreffend das deutsche Gesetz vom 11. Mai 1920, auf welches die genannte Bekanntmachung beruht, verordnet die Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission auf Grund des Artikels 9 ihrer Verordnung 1:

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 167

Artikel 1.

Die §§ 19 und 20 der bayerischen Bekanntmachung vom 10. August 1920 (Bayerische Staatszeitung Nr. 186 vom 12. August 1920 Nr. 1501/64) betreffend Maßnahmen gegen Wohnungsmangel, findet bezüglich der in § 19 Ziffer 1 und 2 genannten Personen in den Gemeinden des besetzten Gebietes, in denen Besatzungstruppen untergebracht sind, keine Anwendung.

Artikel 2.

Diese Verordnung tritt in den besetzten Gebieten gleichzeitig mit der genannten bayerischen Bekanntmachung vom 10. August 1920 in Kraft.

Coblenz, den 31. August 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung Nr. 39.

Verordnung
der
Hohen Interalliierten Rheinland-Kommission,
betreffend
die von den deutschen Behörden zu erteilenden Auskünfte über die Ernährungslage in den besetzten Gebieten.

Die Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet auf Grund des Abkommens vom 28. Juni 1919 zum Friedensvertrage in der Erwägung, daß es Pflicht der Hohen Kommission ist, über den Unterhalt, die Sicherheit und die Bedürfnisse der Besatzungsarmeen und infolgedessen auch über die öffentliche Ordnung zu wachen, ferner in der Erwägung, daß der Unterhalt, die Sicherheit und die Bedürfnisse dieser Armeen durch die Ernährungslage in den besetzten Gebieten in Mitleidenschaft gezogen werden:

Artikel 1.

Die zuständigen deutschen Behörden sind für die Verwaltung des Ernährungswesens in den besetzten Gebieten verantwortlich, aber sie müssen der Hohen Kommission und ihren Vertretern ausführliche Auskunft über diese Verwaltung und über die Versorgung mit Lebensmitteln geben.

Artikel 2.

Unbeschadet der vorgenannten allgemeinen Maßnahmen haben die zuständigen deutschen Behörden der Hohen Kommission und ihren Vertretern insbesondere über folgende Punkte Auskunft zu geben:

a) über alle von ihnen getroffenen wichtigen Maßnahmen bezüglich der Produktion, der Versorgung und der Verteilung der Lebens- und Futtermittel, welche ihren im besetzten Gebiet gelegenen Bezirk betreffen,
b) über die Ernteverhältnisse, den voraussichtlichen und tatsächlichen Ertrag, über den Stand der Vorräte und Lieferungen von Lebens- und Futtermitteln in den besetzten Gebieten,
c) über die zwecks Einfuhr von Lebens- und Futtermitteln in die besetzten Gebiete und Ausfuhr aus diesen Gebieten getroffenen Abkommen sowie über die so ein- und ausgeführten Mengen,
d) über den Stand der Ernährungslage und ihren Einfluß auf die öffentliche Gesundheit und Ordnung.

Ferner haben sie sämtliche periodischen oder Sonderberichte zu liefern, welche seitens der Hohen Kommission von Zeit zu Zeit von ihnen etwa verlangt werden sollten.

Artikel 3.

Die vorliegende Verordnung tritt am 10. September 1920 in Kraft.

Coblenz, den 31. August 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung Nr. 40.

Verordnung
der
Hohen Interalliierten Rheinland-Kommission,
betreffend
Aufhebung und Ersetzung des Artikels 25, § 1 der Verordnung 2.

Die Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet:

Artikel 1.

Artikel 25, § 1 der Verordnung 2 wird aufgehoben und durch nachstehenden Paragraphen ersetzt:

§ 1. Jede Person, deren Worte, Gebärden oder Haltung mit Bezug auf Mitglieder der Hohen Kommission, oder ihr zugeteilte Personen, oder mit Bezug auf die Besatzungstruppen oder irgend ein Mitglied dieser Truppen, oder ihr zugeteilte Personen, denen die kommandierenden Generäle einen Paß auf Widerruf ausgestellt haben, oder mit Bezug auf die Familien der vorgenannten Personen oder mit Bezug auf die Fahne oder ein militärisches Emblem der Alliierten sich als beleidigend kennzeichnen, verwirkt diejenigen Strafen, welche zur Durchführung der Verordnungen der Hohen Kommission vorgesehen sind.

Artikel 2.

Die vorstehende Verordnung, die auch im Gebiete des Brückenkopfes Kehl anwendbar ist, tritt sofort in Kraft.

Coblenz, den 10. September 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung Nr. 41.

Verordnung
der
Hohen Interalliierten Rheinland-Kommission,
betreffend
Ergänzung der Verordnung Nr. 34 über das Halten und den Transport von Brieftauben.

Die Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet:

Artikel 1.

Mit Rücksicht auf den Zeitpunkt des Inkrafttretens der Verordnung Nr. 34, betreffend das Halten und den Transport von Brieftauben, ist die in Artikel 2 vorgeschriebene, eine Beschreibung der Tiere angebende Liste für das Jahr 1920 von den Züchtern dem Delegierten der Hohen Interalliierten Rheinland-Kommission vor dem 1. November 1920 einzureichen.

Artikel 2.

Die vorstehende Verordnung tritt sofort in Kraft.

Coblenz, den 10. September 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung Nr. 42.

Verordnung
betreffend
die Anwendbarkeit der Verordnungen 12, 13, 14, 15, 18, 19, 21, 22, 23, 24, 26, 27, 29, 30, 31, 32, 35, 36 der Hohen Kommission im Gebiete des Brückenkopfes Kehl.

Die Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet auf Grund der Verordnung 4, betreffend die Verwaltung des Brückenkopfes Kehl:

Artikel 1.

Die Verordnungen Nr. 12, betreffend Ergänzung des Artikels 18 der Verordnung 3, Nr. 13, betreffend Abänderung des Artikels 13 der Verordnung 3, Nr. 14, betreffend Ergänzung der Verordnung 5, Nr. 15, betreffend die Einrichtung und den Betrieb des Telegraphen-, Fernsprech- und Funkdienstes in den besetzten Gebieten, Nr. 18, betreffend die Zollbefreiungen, die den Mitgliedern und dem Personal der Hohen Kommission, sowie den Besatzungstruppen und deren Familien zugestanden werden, Nr. 19, betreffend Ergänzung des Artikels 22 der Verordnung 2, Nr. 21, betreffend Ergänzung des Artikels 9 der Verordnung 3, Nr. 22, betreffend Abänderung des Artikels 25, § 2 der Verordnung 2, Nr. 23, betreffend Abänderung des Artikels 6 der Verordnung 3, Nr. 24, betreffend Abänderung der Anlage IV zur Verordnung 6, Nr. 26, betreffend die Anwendbarkeit des deutschen Gesetzes vom 11. Mai 1920 in den besetzten Gebieten, Nr. 27, betreffend Abänderung des Artikels 31 der Verordnung 2, Nr. 29, betreffend die Nichtanerkennung und Absetzung deutscher Beamten im besetzten Gebiet durch die Hohe Kommission, gleichzeitig Aufhebung der §§ 2, 3 und 4, der Anweisung 3 der Hohen Kommission, Nr. 30 über das Flaggen, Nr. 31, betreffend die Pflichten der Kaufleute, Nr. 32, betreffend Aufhebung und Ersetzung der Verordnung 20, betreffend die Anwendbarkeit des deutschen Erlasses vom 17. Oktober 1920 in den besetzten Gebieten, Nr. 35, betreffend die Anwendbarkeit der badischen Verordnung vom 2. August 1920 in den besetzten Gebieten, Nr. 36, betreffend die Aufhebung der Anwendung der Verordnung vom 30. April 1920, betreffend vorläufige Regelung der Luftfahrt in den besetzten Gebieten, werden für das Gebiet des Brückenkopfes Kehl für anwendbar erklärt.

Artikel 2.

Die vorstehende Verordnung tritt sofort in Kraft.

Coblenz, den 10. September 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 168

Verordnung Nr. 43.

Verordnung
der
Hohen Interalliierten Rheinland-Kommission,
betreffend
Aenderung des Titels I der Verordnung 2.

Die Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet:

Artikel 1.

Artikel 2 der Verordnung Nr. 2 erhält folgenden Zusatzparagraphen:

§ 6. Die Vorschriften des Artikels 1 und des § 5 des vorstehenden Artikels finden, abgesehen von den durch eine Verordnung der Interalliierten Rheinland-Kommission besonders geregelten Fällen, auf deutsche Staatsangehörige keine Anwendung.

Artikel 2.

Die vorstehende Verordnung tritt am 10. Oktober 1920 in Kraft.

Coblenz, den 1. Oktober 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung Nr. 44.

Verordnung
der
Hohen Interalliierten Rheinland-Kommission,
betreffend
die Stellung der von den Besatzungsarmeen oder von der Hohen Kommission beschäftigten deutschen Staatsangehörigen.

Die Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet:

Artikel 1.

In Gemäßheit des Artikels 2 § 6 der Verordnung 2 haben die Bestimmungen des Artikels 1 und des Artikels 2 § 5 der genannten Verordnung nicht die Wirkung, die von der Hohen Kommission oder von den alliierten Armeen beschäftigten deutschen Staatsangehörigen der Zuständigkeit der

deutschen Gerichte zu entziehen, es sei denn, daß ihnen Taten zur Last gelegt werden, die sie im Dienst oder aus Anlaß des Dienstes begangen haben.

Deutsche Staatsangehörige, die diese Freiheit von der deutschen Gerichtsbarkeit für sich in Anspruch zu nehmen wünschen, können die Zuständigkeit des deutschen Gerichtes durch einen an die Hohe Kommission gerichteten Antrag ablehnen; diese oder jede andere von ihr hierzu ermächtigte Behörde kann den Sachverhalt prüfen und eine für die deutschen Gerichte bindende Entscheidung auf diesen Antrag treffen. Die Einrede ist vor jedem anderen Verteidigungsmittel geltend zu machen; das deutsche Gericht hat, sobald es davon Mitteilung erhält, daß die Hohe Kommission in der Sache angegangen ist, jedes weitere Verfahren bis zur Entscheidung der Hohen Kommission auszusetzen.

Artikel 2.

§ 1. Wenn ein von der Hohen Kommission oder von einer alliierten oder assoziierten Armee beschäftigter deutscher Staatsangehöriger auf Anordnung einer deutschen Behörde verhaftet worden ist, so hat diese Behörde alsbald den Kreisdelegierten der Hohen Kommission von dieser Verhaftung zu benachrichtigen.

§ 2. Wenn die deutsche Behörde den Beschuldigten aus den besetzten Gebieten abtransportieren will, so muß der Beschuldigte schriftlich von dem ihm auf Grund des Artikels 1 dieser Verordnung zustehenden Rechte, die Zuständigkeit des deutschen Gerichtes abzulehnen, in Kenntnis gesetzt werden. Eine Abschrift dieser Mitteilung ist dem Kreisdelegierten der Hohen Kommission zu übergeben. Von der Uebergabe dieser Abschrift an steht dem Beschuldigten eine Frist von 5 Tagen zur etwaigen Einlegung seines Einspruchs zu. Während dieser Frist darf er nicht aus den besetzten Gebieten abtransportiert werden. Wenn er Einspruch einlegt, darf weder der Abtransport vorgenommen noch dem Verfahren Fortgang gegeben werden, bevor die Entscheidung der Hohen Kommission ergangen ist.

Artikel 3.

Die vorstehende Verordnung tritt am 10. Oktober 1920 in Kraft.

Coblenz, den 2. Oktober 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung Nr. 45.

Verordnung
betreffend
Aufhebung der badischen Verordnung vom 10. Januar und 17. März 1919 über Ablieferung und Besitz von Waffen.

Die Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet auf Grund des Titels 3 der Verordnung Nr. 1 was folgt:

Artikel 1.

Die badischen Verordnungen vom 10. Januar 1919 über die Ablieferung von Waffen und den Verkauf militärischer Gegenstände (bad. Gesetz- und Verord.-Bl. S. 20) und die vom 13. März 1919, enthaltend die badischen Ausführungsbestimmungen zu der Reichsverordnung vom 13. Januar 1919 über Waffenbesitz (bad. Gesetz- und Verord.-Bl. S. 158) werden aufgehoben.

Artikel 2.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Coblenz, den 2. Oktober 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung Nr. 46.

Verordnung
betreffend
Aufhebung der hessischen Verordnungen vom 17. Dezember und 28. Dezember 1918.

Die Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet auf Grund des Titels 3 der Verordnung 1 was folgt:

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 169

Artikel 1.

Die hessischen Verordnungen vom 17. Dezember 1918, das Verbot des Tragens von Waffen betreffend (hess. Reg.-Bl. 1919 Seite 1) und die Ausführungsbestimmungen vom 28. Dezember 1918 zum Reichsgesetz vom 14. Dezember 1918, betreffend Ablieferung von Heeresgut (hess. Reg.-Bl. 1919 Seite 3) werden aufgehoben.

Artikel 2.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Coblenz, den 2. Oktober 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung Nr. 47.

Verordnung
betreffend
die Anwendung verschiedener deutscher Gesetzesbestimmungen in den besetzten Gebieten.

Die Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet auf Grund des Titels 3 der Verordnung 1 was folgt:

Artikel 1.

Der § 1 der Reichsverordnung vom 23. Juli 1919, betreffend den Zuzug von ortsfremden Personen und von Flüchtlingen (R.-G.-Bl. 1919 S. 1353) ist nicht anwendbar gegenüber den Staatsangehörigen der Mächte, deren Truppen an der Besetzung teilnehmen.

Der § 2 derselben Verordnung wird bis zu einer gegenteiligen Entscheidung der Rheinlandkommission aufgehoben.

Artikel 2.

Der § 12 der Ausführungsverordnung vom 6. März 1919 zum Gesetz über die Bildung einer vorläufigen Reichswehr (R.-G.-Bl. 296) findet auf die Einwohner des besetzten Gebiets keine Anwendung.

Artikel 3.

Die Verordnung vom 23. Mai 1919, betreffend die Verwertung von Militärgut (R.-G.-Bl. S. 477), und die Ausführungsbestimmungen vom 26. Mai 1919 zur Verordnung, betreffend die Verwertung von Militärgut (R.-G.-Bl. S. 478), findet keine Anwendung auf das im besetzten Gebiet zurückgelassene Heeresgut.

Artikel 4.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Coblenz, den 2. Oktober 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung Nr. 48.

Verordnung
betreffend
das Verhältnis der deutschen Reichs- und Landesgesetze und allgemeinen Verordnungen einerseits zu den Verordnungen der Hohen Interalliierten Rheinland-Kommission andererseits.

Auf Grund der Artikel 3 a und 5 des Rheinlandabkommens und der Artikel 7 und 9 des Titels 3 der Verordnung 1 verordnet die Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission:

Artikel 1.

Die deutschen Reichs- und Landesgesetze und allgemeinen Verordnungen können in keinem Falle die Wirksamkeit der Verordnungen der Hohen Kommission beeinträchtigen.

Die Entscheidung der Hohen Kommission, daß sie gegen die Anwendung der ihr auf Grund des Artikels 7 der Verordnung 1 vorgelegten Bestimmungen nichts einzuwenden hat, ergeht unter dem Vorbehalt, daß alle etwa entgegenstehenden Bestimmungen in ihren Verordnungen aufrecht erhalten werden. Jede Ausnahme von dieser Regel muß ausdrücklich ausgesprochen werden.

Artikel 2.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Coblenz, den 2. Oktober 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 170

Anweisungen.

Anweisung Nr. 11.

Anweisung
betreffend
die Anwendbarkeit der Anweisungen 6, 7, 9 und 10 der Hohen Kommission im besetzten Gebiet des Brückenkopfes Kehl.

Die Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission ordnet an:

1. die Anweisungen Nr. 6, betreffend die Anwendbarkeit des Artikels 13 der Verordnung 2, Nr. 7, betreffend die Ausstellung von Erlaubnisscheinen zum Tragen von Waffen und Munition, Nr. 9, betreffend die Verwendung der alliierten Streitkräfte zur Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung in den besetzten Gebieten, Nr. 10, betreffend Ergänzung des § 6 der Anweisung 7, werden im besetzten Gebiete des Brückenkopfes Kehl für anwendbar erklärt.
2. Die vorstehende Anweisung tritt sofort in Kraft.

Coblenz, den 10. September 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 171



StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 172

Heft 3.

Übersetzung

der Verordnungen und Anweisungen

der Hohen Interalliierten Kommission

für die besetzten Rheinlande

herausgegeben

vom Reichskommissar

für die

besetzten rheinischen Gebiete.

1. Auflage.

Inhaltsübersicht.

Verordnung Nr. 21
betreffend Ergänzung des Artikels 9 der Verordnung 3 . . . . . Seite 1.
Verordnung Nr. 22
betreffend Abänderung des Artikels 25, § 2 der Verordnung Nr. 2 . . . . . Seite 1.
Verordnung Nr. 23
betreffend Abänderung des Artikels 6 der Verordnung 3 . . . . . Seite 2.
Verordnung Nr. 24
betreffend Abänderungen der Anlage IV zur Verordnung Nr. 6 . . . . . Seite 2.
Verordnung Nr. 25
betreffend Ergänzung des Artikels XII der Verordnung 17 . . . . . Seite 2.
Verordnung Nr. 26
über die Anwendung des deutschen Gesetzes vom 11. Mai 1920 im besetzten Gebiet Seite 3.
Verordnung Nr. 27
betreffend Aenderung des Artikels 31 der Verordnung 2 . . . . . Seite 3.
Verordnung Nr. 28
betreffend Abänderung der Frist des § 1 der Bekanntmachung des Reichswirtschaftsministers vom 24. April 1920 (Reichs-Gesetzbl. S. 623) betr. Aenderung der Bekanntmachung zur Ausführung der Verordnung über die Regelung der Einfuhr vom 16. Januar 1917 . . . . . Seite 5.
Verordnung Nr. 29
über die Nichtanerkennung und Absetzung deutscher Beamten im besetzten Gebiet durch die Hohe Kommission, gleichzeitig Aufhebung der Paragraphen 2, 3 und 4 der Anweisung Nr. 3 . . . . . Seite 6.
Verordnung Nr. 30
betreffend das Flaggen . . . . . Seite 8.
Verordnung Nr. 31
betreffend die Pflichten der Kaufleute . . . . . Seite 9.
Verordnung Nr. 32
betreffend Aufhebung und Ersetzung der Verordnung Nr. 20, betreffend die Anwendbarkeit des deutschen Erlasses vom 17. Oktober 1919 in den besetzten Gebieten . . . Seite 9.

Anweisung 10
betreffend Ergänzung des § 6 der Anweisung 7 . . . . . Seite 11.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 173
HESSISCHES KREISAMT MAINZ

Verordnungen.

Verordnung Nr. 21.

Verordnung
betreffend
Ergänzung des Artikels 9 der Verordnung 3.

Die Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet:

Artikel 1.

Artikel 9 der Verordnung 3 wird wie folgt ergänzt:

Es ist den deutschen aktiven Militärpersonen, den Angehörigen der Sicherheitspolizei und aller sonstigen militärischen Hilfstruppenteile untersagt, wenn sie sich in den besetzten Gebieten aufhalten, Militäruniformen oder irgend einen wesentlichen Teil der militärischen Bekleidung oder Ausrüstung oder ein militärisches Abzeichen zu tragen, sofern sie nicht im Besitze einer besonderen Erlaubnis der Hohen Kommission oder der Armeekommandanten sind.

Artikel 2.

Die vorstehende Verordnung tritt am 15. Mai in Kraft.

Coblenz, den 8. Mai 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung Nr. 22.

Verordnung
betreffend
Abänderung des Artikels 25, § 2 der Verordnung Nr. 2 der Hohen Kommission.

Die Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet:

Artikel 1.

Artikel 25, § 2 der Verordnung Nr. 2 der Hohen Kommission wird aufgehoben und wie folgt ersetzt:

Alle deutsche Militärpersonen, sowie die deutschen Polizei-, Feuerwehr-, Zoll- und Forstbeamten müssen, wenn sie in Uniform sind, die Fahnen der alliierten und assoziierten Mächte grüßen.

Deutsche Offiziere in Uniform müssen Offiziere der alliierten und assoziierten Mächte von gleichem oder höherem Rang als den ihrigen grüßen.

Alle anderen Deutschen in Uniform, die zu den vorbezeichneten Gattungen gehören, müssen alle Offiziere der alliierten und assoziierten Mächte grüßen.

Artikel 2.

Diese Verordnung tritt am 25. Mai 1920 in Kraft.

Coblenz, den 12. Mai 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung Nr. 23.

Verordnung

der

Hohen Interalliierten Rheinland-Kommission,

betreffend

Abänderung des Artikels 6 der Verordnung 3.

Die Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet:

Artikel 1.

Der Artikel 6 der Verordnung 3 der Hohen Interalliierten Rheinland-Kommission wird aufgehoben und wie folgt ersetzt:

„Artikel 6.

Die Ausreise aus den besetzten Gebieten ist für alle im Artikel 1 der vorliegenden Verordnung genannten Personen sowie für die Staatsangehörigen der Mächte, deren Truppen an der Besetzung teilnehmen, frei, vorbehaltlich der von jedem angrenzenden Lande für die Einreise in sein Gebiet aufgestellten Bedingungen."

Artikel 2.

Die vorstehende Verordnung tritt am 15. Juni 1920 in Kraft.

Coblenz, den 22. Mai 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung Nr. 24.

Verordnung

betreffend

Abänderungen der Anlage IV zur Verordnung Nr. 6 der Hohen Kommission.

Die Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet:

Artikel 1.

Unter c) — Einzelreisende — sind in Absatz 3 die Worte „und im Rheinland reisende Militärpersonen, die nicht den Besatzungsarmeen an-

Artikel 2.

gehören" zu streichen.

Diese Verordnung tritt am 1. Juli 1920 in Kraft.

Coblenz, den 20. Juni 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung Nr. 25.

Verordnung

der

Hohen Interalliierten Rheinland-Kommission,

betreffend

Ergänzung des Artikels XII der Verordnung 17.

Die Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet:

Artikel I.

Artikel XII der Verordnung Nr. 17 wird wie folgt ergänzt:

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 174

„Was die Schiffe von einer Größe von weniger als 30 Tonnen anlangt, so hat der deutsche Beauftragte bei der Schiffahrts-Kommission dieser hierüber lediglich eine Liste der Motorboote mit einer Motorkraft von 15 Pferdestärken oder darüber zu beschaffen.

Diese Liste hat zu enthalten:

a) den Heimathafen dieser Boote,

b) den Namen der Eigentümer,

c) nähere Angaben über diese Boote betreffend Tonnengehalt, Ladefähigkeit, Art und Stärke des Motors.

Der deutsche Beauftragte bei der Schiffahrts-Kommission ist dafür verantwortlich, daß die Liste jederzeit auf dem Laufenden gehalten wird."

Artikel II.

Vorstehende Verordnung tritt am 1. Juli 1920 in Kraft.

Coblenz, den 15. Juni 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung Nr. 26.

Verordnung

über die Anwendung des deutschen Gesetzes vom 11. Mai 1920 im besetzten Gebiet.

Die Interalliierte Rheinland-Oberkommission verordnet auf Grund des Artikels 9 ihrer Verordnung Nr. 1:

Artikel 1.

Der Artikel 4 a des deutschen Gesetzes Nr. 7524 vom 11. Mai 1920 über Maßnahmen gegen Wohnungsmangel — Reichs-Gesetzblatt 1920, Nr. 107 — findet keine Anwendung auf die Gemeinden des besetzten Gebietes, in welchen Truppen der Besatzungsarmee untergebracht sind (cantonnées).

Artikel 2.

Diese Verordnung tritt im besetzten Gebiet am selben Tage in Kraft, wie das genannte deutsche Gesetz vom 11. Mai 1920.

Coblenz, den 26. Juni 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung Nr. 27.

Verordnung

betreffend

Aenderung des Artikels 31 der Verordnung II.

Die Interalliierte Rheinland-Oberkommission verordnet:

Artikel I.

§ 1.

Kein Urteil kann erlassen und keine richterliche oder Verwaltungsstrafmaßnahme kann ausgeführt werden gegen Personen, Handelsfirmen oder Gesellschaften wegen der Verträge oder der Handels-, Finanz- oder Bankgeschäfte, welche

sie in den besetzten Gebieten während des Waffenstillstandes mit der ausdrücklichen oder stillschweigenden Genehmigung der alliierten Behörden abgeschlossen oder ausgeführt haben.

§ 2.

Kein Urteil kann erlassen und keine richterliche oder Verwaltungsstrafmaßnahme kann ausgeführt werden gegen die alliierten Bank-Firmen oder Gesellschaften, welche ihren Geschäftsbetrieb im besetzten Gebiet während des Waffenstillstandes begonnen haben, oder gegen ein Mitglied einer solchen Firma oder Gesellschaft, aus dem Grunde, daß eine solche Firma oder Gesellschaft die in den deutschen Gesetzen vorgeschriebene Eintragung, Erlaubnis oder Genehmigung nicht erlangt hat, vorausgesetzt, daß sie darum binnen 2 Monaten nach dem Inkrafttreten des Friedensvertrages nachgesucht hat, selbst wenn die Eintragung, die Erlaubnis oder Genehmigung nicht erteilt wird.

§ 3.

Ohne Genehmigung der Oberkommission kann kein Urteil ausgesprochen und keine richterliche oder Verwaltungsstrafmaßnahme durchgeführt werden, gegen irgend eine Person wegen einer Verwaltungs- oder politischen Handlung, welche sie während des Waffenstillstandes vorgenommen hat.

§ 4.

a) Jede Person, welche die Vergünstigung dieser Verordnung anrufen will, soll ihren Antrag bei dem deutschen Gericht oder der deutschen Behörde, welche mit der Sache befaßt ist, vor jedem anderen Verteidigungsmittel einbringen. In allen Fällen, wo das Verfahren bereits beim Zeitpunkte des Inkrafttretens dieser Verordnung bei dem deutschen Gericht oder einer Behörde schwebt, kann ein solcher Antrag binnen 28 Tagen nach jenem Zeitpunkte eingebracht werden. Das deutsche Gericht oder die Behörde soll in erster Instanz über den Antrag entscheiden und soll bis zur endgültigen Entscheidung das Verfahren im übrigen ruhen lassen,

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 175

b) Jede Partei kann binnen 8 Tagen nach der Entscheidung des deutschen Gerichtes oder der deutschen Behörde gegen die Entscheidung Berufung an die Oberkommission einlegen, welche in letzter Instanz über die Gültigkeit des Antrages entscheiden wird.

Artikel II.

Jede Person, gegen welche unter Nichtbeachtung des Artikels 31 der Verordnung II und vor dem Zeitpunkte des Inkrafttretens der gegenwärtigen Verordnung ein endgültiges Urteil erlassen oder eine richterliche oder Verwaltungsstrafmaßnahme endgültig durchgeführt ist, kann binnen 3 Monaten nach dem genannten Zeitpunkte die Anwendung des genannten Artikels 31 beantragen, indem er seinen Antrag bei dem deutschen Gericht oder der Behörde, welche zuletzt mit der Sache befaßt war, einbringt. Die Entscheidung dieses Gerichtes oder der Behörde unterliegt demselben Berufungsrecht wie es im § 4 b des Artikels I vorgesehen ist.

Artikel III.

Artikel 31 der Verordnung II wird hierdurch aufgehoben, jedoch unter Vorbehalt der Anwendung des vorstehenden Artikels II.

Artikel IV.

Die gegenwärtige Verordnung tritt am 15. Juli 1920 in Kraft.

Coblenz, den 2. Juli 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung Nr. 28.

Verordnung
betreffend
Abänderung der Frist des § 1 der Bekanntmachung des Reichswirtschaftsministers vom 24. April 1920 (Reichs-Gesetzbl. S. 623) betr. Aenderung der Bekanntmachung zur Ausführung der Verordnung über die Regelung der Einfuhr vom 16. Januar 1917.

Da der § 1 der Bekanntmachung des Reichswirtschaftsministers vom 24. April 1920 (Reichs-Gesetzbl. S. 623) betreffend Aenderung der Bekanntmachung zur Ausführung der Verordnung über die Regelung der Einfuhr vom 16. Januar 1917 (Reichs-Gesetzbl. S. 41) die im § 2 der Verordnung vom 16. Januar 1917/22. März 1920 (Reichsgesetzbl. S. 41/337) enthaltene Frist bis zum 15. Mai 1920 verlängert,

da ferner die Verordnung vom 24. April 1920 ihr erst am 21. Mai 1920, nach Ablauf der im § 1 festgesetzten Frist, vorgelegt worden ist,

verordnet die Hohe Kommission:

Artikel 1.

Die im § 1 der Verordnung vom 24. April 1920 enthaltene Frist wird bis zum 31. Juli 1920 einschließlich verlängert.

Artikel 2.

Die vorstehende Verordnung tritt sofort in Kraft.

Coblenz, den 13. Juli 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung Nr. 29.

Verordnung

über die Nichtanerkennung und Absetzung deutscher Beamten im besetzten Gebiet durch die Hohe Kommission, gleichzeitig Aufhebung der Paragraphen 2, 3 und 4 der Anweisung Nr. 3 der Hohen Kommission.

In anbetracht dessen, daß die Hohe Kommission über den Unterhalt, die Sicherheit und die Bedürfnisse der Besatzungsarmeen zu wachen hat, und daß der Unterhalt, die Sicherheit und die Bedürfnisse der Besatzungsarmeen zum großen Teil von der Haltung und dem Benehmen der in den besetzten Gebieten tätigen deutschen Beamten abhängt, ferner auf Grund der Artikel 3 und 5 des dem Friedensvertrage vom 28. Juli 1919 angehängten Abkommens, erläßt die Hohe Interalliierte Kommission folgende Verordnung:

Artikel 1.

Falls ein Beamter stirbt, seinen Abschied nimmt oder für die Dauer von mehr als einem Monat in Urlaub geschickt, entlassen oder versetzt wird, so muß der Ortsdelegierte der Hohen Kommission hiervon sofort durch die zuständigen deutschen Behörden in Kenntnis gesetzt werden.

Artikel 2.

Im Falle der vorläufigen oder endgültigen Ernennung eines Beamten muß der Ortsdelegierte der Hohen Kommission 15 Tage vor dem Dienstantritt des neu ernannten Beamten davon benachrichtigt werden. Jedoch kann in dringenden Fällen und mit Erlaubnis des Ortsdelegierten der Hohen Kommission der Dienstantritt vorläufig zugelassen werden.

Artikel 3.

Der zuständige Ortsdelegierte der Hohen Kommission ist der Kreisdelegierte für alle Mitteilungen, die sich auf Beamte beziehen, deren Befugnisse sich nicht über den Kreis hinaus erstrecken; der Bezirksdelegierte für alle Mitteilungen, die sich auf Beamte beziehen, deren Befugnisse sich über den Kreis hinaus erstrecken, aber innerhalb der Grenzen des Bezirks liegen. Mitteilungen über Beamte, deren Befugnisse sich über den Bezirk hinaus erstrecken, sind an den Provinzialdelegierten der Hohen Kommission zu richten. Mitteilungen über Beamte, deren Befugnisse sich auf einen ganzen Staat oder auf die gesamten besetzten Gebiete erstrecken, sind an die Hohe Kommission selbst zu richten.

Artikel 4.

Die Hohe Kommission kann gegen die Ernennung jedes für die besetzten Gebiete bestimmten deutschen Beamten ihr Veto einlegen, falls sie diese Maßnahme zur Sicherung des Unterhaltes, der Sicherheit und der Bedürfnisse der alliierten und assoziierten Streitkräfte für nötig erachtet.

Dieses Veto kann sowohl ein endgültiges wie auch ein vorläufiges sein.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 176

In letzterem Falle wird den zuständigen deutschen Behörden eine Darlegung der Gründe, welche zu diesem Veto geführt haben, übermittelt werden.

Innerhalb 15 Tagen nach Erhalt dieser Darlegung können die genannten Behörden, wenn sie es für gut halten, ihre Einwendungen dagegen erheben. Nachdem die Hohe Kommission davon Kenntnis genommen hat, wird sie die Entscheidung darüber treffen, ob die Ernennung zu genehmigen ist oder ob ein endgültiges Veto dagegen eingelegt werden soll.

Artikel 5.

Jeder deutsche Beamte im besetzten Gebiet kann auf Befehl der Hohen Kommission abgesetzt werden, wenn nach deren Meinung diese Maßnahme notwendig ist, um den Unterhalt, die Sicherheit und die Bedürfnisse der alliierten und assoziierten Streitkräfte zu gewährleisten, oder wenn der betreffende Beamte es versäumt oder sich weigert, den Verordnungen der Hohen Kommission Folge zu leisten.

Kein Beamter kann abgesetzt werden, ohne daß ihm Gelegenheit gegeben wird, sich zu verteidigen.

Jede Beschuldigung gegen einen angeklagten Beamten muß schriftlich vorgebracht und klar und deutlich abgefaßt werden.

Nachdem die Hohe Kommission von den zur Verteidigung vorgebrachten Gründen Kenntnis genommen hat, wird sie die entsprechenden rechtlichen Maßnahmen ergreifen. Bis zur endgültigen Entscheidung kann jeder angeklagte Beamte auf Befehl der Hohen Kommission vorläufig von seinem Amte enthoben werden.

Artikel 6.

Die in Artikel 1, 2, 3 und 4 gegebenen Vorschriften beziehen sich lediglich auf die Beamten, die in der der gegenwärtigen Verordnung beigefügten Liste aufgeführt sind.

Artikel 7.

Die Paragraphen 2, 3 und 4 der Anweisung Nr. 3 werden durch gegenwärtige Verordnung aufgehoben und ersetzt.

Artikel 8.

Die gegenwärtige Verordnung tritt am 26. Juli in Kraft.

Gegeben zu Coblenz, den 13. Juli 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

Anlage.

Die Beamten, von deren Ernennung oder Versetzung nach den Bestimmungen der Verordnung Nr. 29 Anzeige gemacht werden muß, sind:

1. die akademisch gebildeten Beamten, welche mittelbar oder unmittelbar im Dienste der öffentlichen Verwaltung stehen;
2. die Mitglieder der Polizei, der Gendarmerie und der Zollverwaltung, sowie die zum Waffentragen befugten Beamten;
3. das Lehrpersonal;
4. die Bürgermeister, Beigeordneten, Gemeindevorsteher, Kreisdeputierten, Mitglieder des Kreisausschusses, Kreissekretäre, Bezirksamtssekretäre, sowie die Abteilungsvorsteher der Zentralbehörden des Bezirks, der Kreise und der Kommunalverwaltungen;
5. die Mitglieder der Einkommensteuerveranlagungskommission und die Geschäftsführer der Staats-, Provinzial-, Kreis- oder Gemeindekassen;
6. die Präsidenten und Vorstandsmitglieder der Kaufmanns- und Gewerbegerichte;

7. das Post-, Telegraphen- und Telephonpersonal, von den Vorstehern der Post-, Telegraphen- und Fernsprechämtern ab und diese mit einbegriffen;
8. das Personal der früheren Militärbehörden, welche als Zivilbehörden weiter arbeiten, wie z. B. die Versorgungsstellen und alles Personal der Reichsvermögensverwaltung;
9. das Personal der Gefängnisverwaltung, vom Range eines Gefängnisdirektors ab und diesen mit einbegriffen;
10. alle Personen, welche eine ähnliche Stellung einnehmen oder eine ähnliche Beschäftigung ausüben wie die oben aufgeführten.

Verordnung Nr. 30.

Verordnung
der
Hohen Interalliierten Rheinland-Kommission,
betreffend
das Flaggen.

Da es Sache der Hohen Interalliierten Rheinland-Kommission ist, den Unterhalt, die Sicherheit und die Bedürfnisse der Besatzungstruppen, und infolgedessen die Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung zu gewährleisten, verordnet die Hohe Kommission:

Artikel 1.

Es ist verboten, auf öffentlichen oder privaten Gebäuden oder an öffentlichen Orten irgendwelche Nationalfarben oder sonstige Farben zu hissen, sofern dem Kreisdelegierten der Hohen Kommission hiervon nicht vorher Anzeige erstattet worden ist.

Diese Anzeige hat schriftlich zu erfolgen, muß unterzeichnet sein und dem Kreisdelegierten mindestens 48 Stunden vor dem Zeitpunkte zugehen, der für das Flaggen in Aussicht genommen ist.

Bei Gesamtkundgebungen ist die Anzeige durch die deutschen örtlichen Behörden oder durch die Veranstalter der Kundgebung zu erstatten.

Artikel 2.

Wenn der Kreisdelegierte der Hohen Kommission der Ansicht ist, daß die Beflaggung die öffentliche Ordnung oder die Sicherheit der Besatzungskräfte gefährden könnte, so kann er sie untersagen oder Vorschriften über ihre Art und Weise erlassen.

In diesem Falle hat der Delegierte der Hohen Kommission seine Entscheidung denjenigen, die die Anzeige erstattet haben und den deutschen örtlichen Behörden mitzuteilen, sowie die Hohe Kommission und die örtlichen Militärbehörden hiervon zu unterrichten.

Artikel 3.

Die Fahrzeuge, die auf den Schiffahrtswegen verkehren, können ihre Nationalflagge und die sonstigen durch die Vorschriften über die Schiffahrt zugelassenen Flaggen ohne vorherige Genehmigung führen.

Artikel 4.

Die Vorschriften der vorstehenden Verordnung gelten nicht für die alliierten und assoziierten Behörden sowie für die Konsularbehörden anderer Nationen.

Artikel 5.

Die vorstehende Verordnung tritt am 5. August 1920 in Kraft.

Coblenz, den 22. Juli 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 177

Verordnung Nr. 31.

Verordnung
der Hohen Interalliierten Rheinlandkommission
betreffend die Pflichten der Kaufleute.

Da es Sache der Hohen Kommission ist, die Sicherheit, den Unterhalt und die Bedürfnisse der Besatzungsarmeen zu gewährleisten, so verordnet die Hohe Interalliierte Rheinlandkommission auf Grund des dem Friedensvertrag angehängten Abkommens vom 28. Juni 1919

Artikel I.

Der Artikel 29 der Verordnung 2 der Hohen Kommission wird aufgehoben und wie folgt ersetzt:

Artikel 29. Es ist jedem Handeltreibenden, Gewerbetreibenden, Ladeninhaber, und allgemein jeder Person verboten, den zu den alliierten Armeen gehörigen Personen, Mitgliedern der Hohen Kommission oder deren Personal, ferner deren Familien, Lebensmittel, Waren oder Gegenstände irgendwelcher Art zu einem höheren Preise zu verkaufen, als es dem deutschen Publikum gegenüber üblich ist.

Artikel 29 A.

1. **Der Verkaufspreis für die Gegenstände und Lebensmittel des täglichen Bedarfs, die zum Verkaufe ausgestellt sind, müssen leserlich in den Orten angebracht sein, die durch ordnungsmäßig veröffentlichte Bekanntmachungen der Befehlshaber der besetzten Armeen näher bezeichnet sind. Diese Bekanntmachungen enthalten die Gattungen von Gegenständen, auf die sich die Vorschrift dieses Artikels für jeden Ort bezieht.**
2. **Kein Handeltreibender, Gewerbetreibender, Ladeninhaber, und allgemein niemand, der öffentlich etwas verkauft, darf sich weigern, an zu den alliierten Heeren gehörige Personen, an Mitglieder der Hohen Kommission oder deren Personal, oder deren Familienangehörige, Gegenstände oder Lebensmittel, deren Preise** gemäß vorstehendem § 1 angebracht sein müssen, zu den angebrachten Preisen zu verkaufen.

Artikel 29 B.

2. Falls ein Laden oder ein sonstiges Grundstück von der zuständigen Militärbehörde einer Verkehrsbeschränkung unterworfen ist, so kann diese Behörde die Anbringung einer diesbezüglichen Bekanntmachung an dem Grundstück anordnen.

Wer überführt wird derartige Bekanntmachungen entfernt zu haben, unterliegt den in Artikel 22 der Verordnung 2 angedrohten Strafen.

Artikel II.

Die vorstehende Verordnung tritt am 1. August 1920 in Kraft.

Coblenz, den 22. Juli 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung Nr. 32.

Verordnung
der
Hohen Interalliierten Rheinland-Kommission,
betreffend
Aufhebung und Ersetzung der Verordnung Nr. 20, betreffend die Anwendbarkeit des deutschen Erlasses vom 17. Oktober 1919 in den besetzten Gebieten.

Auf Grund des Artikels 5 des dem Friedensvertrage angehängten Abkommens verordnet die Hohe Interalliierte Kommission:

Artikel 1.

Die Anwendbarkeit des Erlasses vom 17. Oktober 1919 (Reichs-Gesetzbl. S. 1801), betreffend die Zuständigkeit des Reichsschatzministers in den besetzten Gebieten unterliegt folgenden Vorbehalten:

1. Die Reichsvermögensverwaltung für die besetzten rheinischen Gebiete darf sich unter keinen Umständen mit Fragen befassen, die auf die Unterhaltung des deutschen Heeres und der deutschen Marine Bezug haben, obschon diese Fragen zur Zuständigkeit des Reichsschatzministers gehören.
2. Bei allen Aufgaben, die ihr in Bezug auf die alliierten Heere zufallen, hat diese Verwaltung sich nicht nur nach allen von der Hohen Kommission etwa erlassenen Verordnungen zu richten, sondern auch nach allen Anweisungen und Requisitionsbefehlen, die von den Besatzungsheeren im Rahmen des dem Friedensvertrage angehängten Abkommens zur Erfüllung ihrer Aufgaben ergehen.
3. Die Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission behält sich das Recht vor, die Geschäftsräume der Reichsvermögensverwaltung für die besetzten Gebiete und ihre Geschäftstätigkeit zu kontrollieren oder kontrollieren zu lassen.

Artikel 2.

Falls die Befehlshaber der Armeen es verlangen, sind verantwortliche Beamte der Reichsvermögensverwaltung zur Entgegennahme und Gewährleistung der Ausführung der im § 2 des Artikels 1 genannten Anweisungen, Verordnungen und Requisitionsbefehle zu delegieren, nnq zwar an folgende Behörden:

Oberbefehlshaber der Armee,
Oberbefehlshaber der Armeekorps,
Oberbefehlshaber der Divisionen,
Chef des Genie- und Intendanturwesens.

Artikel 3.

Der Oberbefehlshaber der Besatzungstruppen sowie alle Militärbehörden, welche von diesen Vollmacht dazu erhalten haben, haben die Befugnis, jederzeit die der Reichsvermögensverwaltung übertragenen Arbeiten und die von dieser Behörde getroffenen Anordnungen zur Ausführung der obengenannten Anweisungen, Forderungen und Requisitionsbefehle nachzuprüfen.

Die in Artikel 2 genannten Delegierten der Reichsvermögensverwaltung sowie sämtliche Beamte dieser Behörde sind verpflichtet, alle auf Grund der Bestimmungen dieser Verordnung verlangten Mitteilungen zu machen und Urkunden vorzulegen.

Artikel 4.

Die Verordnung Nr. 20 wird aufgehoben.

Artikel 5.

Die vorliegende Verordnung tritt am 1. August 1920 in Kraft.

Coblenz, den 22. Juli 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 178

Anweisungen.

Anweisung 10.

Anweisung 10
der
Hohen Interalliierten Rheinland-Kommission
betreffend
Ergänzung des § 6 der Anweisung 7.

Die Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission bestimmt:

Paragraph 1.

Paragraph 6 der Anweisung Nr. 7 wird wie folgt ergänzt:

„Die Vertreter der Hohen Kommission im Kreis können in Ausnahmefällen mit besonderer Genehmigung vom Trägen der Armbinde befreien."

Coblenz, den 15. Juni 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 179

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 180

Heft 2.

Übersetzung

der Verordnungen und Anweisungen

der Hohen Interalliierten Kommission

für die besetzten Rheinlande

herausgegeben

vom Reichskommissar

für die

besetzten rheinischen Gebiete.

1. Auflage.

Inhaltsübersicht.

Verordnung 6
betreffend die Aufgabe der Interalliierten Kommission der Feldeisenbahnen der Rheinlande . . . Seite 1.

Verordnung 7
betreffend die Anwendbarkeit der Verordnung 1 der Hohen Kommission im Gebiete des Brückenkopfes Kehl . . . . . Seite 7.

Verordnung 8
betreffend die Anwendbarkeit der Verordnungen 2, 3 und 5 der Hohen Kommission im Gebiete des Brückenkopfes Kehl . . . . . Seite 8.

Verordnung 9
betreffend die Prozeßeinrede der Unzuständigkeit . . . . . Seite 8.

Verordnung 10
betreffend die Anwendbarkeit der Verordnung Nr. 9 der Hohen Kommission im Gebiete des Brückenkopfes Kehl . . . . . Seite 9.

Verordnung 11
betreffend die Anwendbarkeit der Verordnung Nr. 6 der Hohen Kommission im Gebiete des Brückenkopfes Kehl . . . . . Seite 9.

Verordnung 12
betreffend Ergänzung des Artikels 18 der Verordnung 3 der Hohen Kommission . . Seite 9.

Verordnung 13
betreffend Abänderung des Artikels 13 der Verordnung 3 der Hohen Kommission . Seite 9.

Verordnung 14
betreffend Ergänzung der Verordnung 5 der Hohen Kommission . . . . . Seite 10.

Verordnung 15
betreffend die Einrichtung und den Betrieb des Telegraphen-, Fernsprech- und Funkdienstes in den besetzten rheinischen Gebieten . . . . . Seite 10.

Verordnung 16
betreffend die vorübergehende Wiedereinführung der Zensur für Post, Telegraphie und Fernsprecher . . . . . Seite 13.

Verordnung 17
betreffend die Zuständigkeit der Interalliierten Schiffahrtskommission für die rheinischen Gebiete . . . . . Seite 13.

Verordnung 18
betreffend die Zollbefreiungen, die den Mitgliedern und dem Personal der Hohen Kommission sowie den Besatzungstruppen und deren Familien zugestanden werden . Seite 16.

Verordnung 19
betreffend Ergänzung des Artikels 22 der Verordnung Nr. 2 . . . . . Seite 17.

Verordnung 20
betreffend die Anwendbarkeit der deutschen Verordnung vom 17. Oktober 1919 in den besetzten Gebieten . . . . . Seite 18.

Anweisung 8
betreffend die Anwendbarkeit der Anweisungen 1, 2, 3, 4 und 5 der Hohen Kommission im Gebiet des Brückenkopfes Kehl . . . . . Seite 19.

Anweisung 9
betreffend die Verwendung der alliierten Streitkräfte zur Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung in den besetzten Gebieten . . . . . Seite 19.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 181

Verordnungen.

Verordnung Nr. 6

der

Hohen Interalliierten Rheinland-Kommission

betreffend

die Aufgabe der Interalliierten Kommission der Feldeisenbahnen der Rheinlande.

Die Hohe Interalliierte Kommission verordnet, auf Grund des Artikels 212 des Friedensvertrages und des angehängten Abkommens vom 28. Juni 1919 insbesondere des Artikels 3 und 10:

In der Erwägung, daß es Pflicht der Hohen Interalliierten Kommission ist über Unterhaltung, Sicherheit und Bedürfnisse der Besatzungstruppen zu wachen; in Erwägung, daß der Unterhalt, die Sicherheit und die Befriedigung der Bedürfnisse dieser Truppen im weiten Umfange von den Bedingungen abhängen, unter denen die Eisenbahnen verwaltet werden;

in der Erwägung ferner, daß das dem Friedensvertrage angehängte Abkommen durch die Parlamente und Regierungen der alliierten Staaten und das deutsche Parlament ratifiziert ist:

Artikel I.

Die Interalliierte Kommission der Feldeisenbahnen, nachstehend bezeichnet C. I. C. F. C., ist allein berechtigt, die Befehle des Oberst-Kommandierenden der Verbündeten und vereinigten Streitkräfte, die in militärischer Hinsicht erlassen werden, weiterzuleiten.

Sie wird unterstützt in dieser Aufgabe durch militärischen Dienststellen, die sie zu diesem Zwecke die Unterkommissionen der Feldeisenbahnen und die nach ihrem Gutdünken jedesmal mit Auftrag versehen wird.

Artikel II.

Eine deutsche Abordnung wird bei der Interalliierten Kommission beibehalten werden, um ihre Anweisungen in Empfang zu nehmen und sie den interessierten deutschen Organen zuzuleiten.

Artikel III.

Die C. I. C. F. C. und die ihr untergeordneten Organe haben die Aufgabe:

1. alle Befehle des Oberstkommandierenden in militärischer Hinsicht, die die Eisenbahnen jeder Art betreffen, weiterzugeben und ausführen zu lassen;
2. die Ausführung des § 2 des Artikel 10 des dem Friedensvertrage angehängten Abkommens zu überwachen;

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 182

Ausführung und Ueber-
ransporte von Abteilungen,
porten oder der erforderlichen Ma-
nsporte für die Armeen;

Ueberwachung der übrigen Transporte nach Maßgabe ihrer Rückwirkung, die sie auf die Militärtransporte oder die Sicherheit der Armeen haben könnte.

Artikel IV.

Abgesehen von den Beschränkungen, die sich aus dem dem Friedensvertrag angehängten Abkommen, aus dieser Verordnung und aus den Befehlen des Oberkommandanten der verbündeten Armeen oder aus militärischen Gründen ergeben, obliegt den deutschen Behörden die Ausführung der Zivilverwaltung der Eisenbahnen im besetzten Gebiet und die Sicherstellung der glatten Durchführung des Betriebes in ihren Bezirken.

Artikel V.

Gemäß den Bestimmungen im Artikel 10 des dem Friedensvertrage angehängten Abkommens muß das für die Unterhaltung der Bahnen und für die Durchführung des vollen Betriebes notwendige Personal auf einer Stärke gehalten werden, wie sie bei jeder Direktion im Augenblicke des Waffenstillstandsabschlusses vorhanden war, zuzüglich einer Vermerhrung wie sie entsprechend der verminderten Arbeitszeit notwendig eworden ist.

Die deutschen Behörden haben der C. I. C. F. C. alle Erleichterungen zu gewähren, die sie in die Lage setzen, in jedem Augenblick die Ausführung dieser Bestimmung zu prüfen.

Artikel VI.

Die Ernennungen und Personalveränderungen der Eisenbahnen sind den Bestimmungen unterworfen, die von der Hohen Kommission bezüglich der deutschen Staatsbeamten der besetzten Gebiete herausgegeben sind.

In jedem Falle sind alle Nachrichten und Mitteilungen, welche in Ausführung dieser Bestimmung von den deutschen Behörden den Lokal-Delegierten der Hohen Kommission gemacht werden müssen, der C. I. C. F. C. oder den Organen, die sie zu ihrer Empfangnahme bezeichnen wird, zuzuleiten.

Artikel VII.

Die Bediensteten und Arbeiter der deutschen Eisenbahnen sind, soweit ihre Stellung und persönliche Vertretung in Frage kommt, besonders bezüglich der Arbeiter und Beamtenvertretungen, den deutschen Gesetzen unterworfen, jedoch unter den Einschränkungen im Artikel VII und den folgenden Artikeln der Verordnung über die gesetzgebende Gewalt der Hohen Kommission.

Gleichwohl kann die C. I. C. F. C. in Anwendung des § 1 des Artikels 10 des dem Friedensvertrage angehängten Abkommens und zur Sicherstellung der Ausführung der von dem Oberkommando in militärischer Hinsicht erteilten Befehle jede Maßnahme ergreifen oder durch die deutschen Behörden ergreifen lassen, die in den deutschen Bestimmungen vorgesehen ist.

Die Hohe Kommission ist zwecks Kenntnisnahme von allen Maßnahmen zu unterrichten, die die C. I. C. F. C. unmittelbar zu ergreifen veranlaßt worden ist. Durch die obigen Bestimmungen werden nicht die Rechte der Hohen Kommission beschränkt, für notwendig erkannte Entlassungen oder Ausweisungen gemäß den Bestimmungen des dem Friedensvertrag angehängten Abkommens auszusprechen.

Artikel VIII.

Das zur Unterhaltung und Betriebsführung aller Eisenbahnen notwendige Material ist in vollem Umfange vorrätig und im gutem Zustande zu halten.

Es darf kein Material aus dem besetzten Gebiet weggeführt werden, um damit dem Mangel an Lokomotiven und Wagen im unbesetzten Gebiet abzuhelfen.

Die deutschen Behörden haben der C. I. C. F. C. alle Erleichterungen zu gewähren, um in jedem Augenblick die Ausführungen dieser Bestimmung zu prüfen, insbesondere sind die Inventarien-Verzeichnisse über das rollende Material ständig zu ihrer Verfügung zu halten.

Artikel IX.

Die deutschen Eisenbahndirektionen sind gehalten unverzüglich alle Befehle auszuführen, die ihnen von der C. I. C. F. C. oder deren Vertretern zur Ausführung militärischer Transporte zugehen; im Bedarfsfalle sind erforderliche Aenderungen des normalen Zugverkehrs zu veranlassen.

Soweit möglich gibt die C. I. C. F. C. vorher Nachricht über die Dauer entsprechend der Wichtigkeit des auszuführenden Transportes. Um die Ausführung der Militärtransporte zu erleichtern, kann sie im Voraus die Bildung einer bestimmten Anzahl von Wagenzügen vorschreiben, deren Zusammensetzung sie bestimmt.

Artikel X.

Die Fahrpläne aller Züge sind der C. I. C. F. C. nach Maßgabe ihrer Inkraftsetzung mitzuteilen.

Artikel XI.

Die Entwürfe zu allen Arbeiten, die nicht unter die laufende Unterhaltung fallen, sind durch die deutschen Eisenbahnbehörden der C. I. C. F. C. zur Genehmigung zu unterbreiten.

Artikel XII.

Der deutsche Delegierte bei der C. I. C. F. C. und die deutschen Eisenbahndirektionen haben unverzüglich der C. I. C. F. C. und den in Frage kommenden Unterkommissionen der Eisenbahnen von allen Vorkommnissen Bericht zu erstatten, die geeignet sind, den Betrieb zu stören, besonders soziale Bewegungen unter dem Personal, Streikdrohungen.

Artikel XIII.

Die deutsche Sprache ist die Amtssprache für die Bedürfnisse des deutschen Zivildienstes. Die militärischen Befehle können in französischer oder englischer Sprache gegeben werden.

Artikel XIV.

Die Haftpflicht der deutschen Bahnen für die Transporte wird nicht berührt durch die Tatsache, daß der Transport unentgeltlich erfolgt.

Artikel XV.

Im Falle der Verkündigung des Belagerungszustandes übernimmt die C. I. C. F. C. im Namen des Oberstkommandierenden der verbündeten Armeen die vollständige Leitung der Eisenbahnen und das ganze Zivilpersonal der Eisenbahnen tritt unter ihre Oberhoheit.

Artikel XVI.

Die Anlagen bilden einen integrierenden Bestandteil dieser Verordnung und die Hohe Kommission behält sich vor, sie zu ändern, oder Neubestimmungen hinzuzufügen, je nach Erfordernis.

Gegeben Coblenz, den 10. Januar 1920.

Die Hohe Interalliierte Kommission.

Uebersetzung.

Anlage I.

1. Das Oberkommando ist zuständig, die Bedingungen festzusetzen, unter welchen die Militärtransporte vorzugsweise ausgeführt werden.

Falls es dem Oberkommando zur ordnungsmäßigen Ausführung der Militärtransporte oder aus Sicherheitsgründen notwendig erscheint, bei den deutschen Direktionen einen besonderen Dringlichkeitsbefehl hinsichtlich nicht militärischer Transporte zu erwirken, muß dieser Antrag an die Hohe Kommission gerichtet werden.

2. Bei Lokomotiv- oder Kohlenmangel werden vorübergehende Personenzugeinschränkungen von

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 183

den deutschen Direktionen veranlaßt, welche der C. I. C. F. C. darüber sofort Mitteilung zu machen haben.

Keinesfalls aber dürfen die durchgehenden Zugverbindungen zwischen

Brüssel—Cöln, Paris—Cöln, Paris—Trier—Coblenz, Paris—Saarbrücken—Wiesbaden, Paris—Straßburg—Mainz—Cöln

ohne Genehmigung der C. I. C. F. C. ausfallen.

3. Die Vorräte an Kohlen müssen so groß wie möglich sein und mindestens einem normalen Betriebe von 15 Tagen entsprechen.

Die C. I. C. F. C. wird in einer ganz besonderen Weise den Bestand dieser Kohlenvorräte überwachen.

Anlage Nr. II.

Zur Nachprüfung des Ein- und Ausgangs von rollendem Eisenbahnmaterial oder von Kriegsgerät kann die C. I. C. F. C. Kontrollposten auf den Uebergangsbahnhöfen des besetzten Gebiets oder an den Rheinbrücken einrichten.

Für diese Züge ist auf diesen Bahnhöfen beim Ein- und Ausgang ein von der C. I. C. F. C. bemessener Aufenthalt vorzusehen.

Anlage Nr. III.

Der Verkehr der Mitglieder und des Personals vom Hohen Ausschuß und der Militärpersonen der alliierten Armeen, die einzeln auf den Eisenbahnen der Rheinlande reisen, wird nach folgenden Grundsätzen geregelt:

1. In den vom Oberkommando bezeichneten Personenzügen werden zur Erleichterung der Beförderung der Mitglieder und des Personals des Hohen Ausschusses und der alliierten Militärpersonen besondere Maßnahmen getroffen.

Diese Maßnahmen werden nach Art und Umfang vom Oberkommando getroffen, das dem Hohen Ausschuß davon Kenntnis zu geben hat.

Die Eisenbahndirektionen haben die Wagen oder die bestellten Abteile französisch, englisch und deutsch entsprechend zu beschriften.

2. Die Kontrolle wird ausgeübt:

a) bei den alliierten Behörden und Militärpersonen durch die militärischen Behörden der alliierten Armeen,

b) in allen anderen Fällen seitens der Eisenbahnbeamten hinsichtlich der Beförderung.

3. Alle Militärpersonen der alliierten Armeen, welche die rheinischen Eisenbahnen bereisen, müssen außer den Ausweisen zur Benutzung der Eisenbahnen (Militärfahrschein, Fahrkarte) einen Schein der Militärbehörde über ihre Berechtigung zur Reise haben (Urlaubsschein oder Reiseauftrag).

Anlage Nr. IV.

Die verschiedenen Transporte von Truppen und von Material des Hohen Ausschusses oder der alliierten Armeen auf den Eisenbahnen der Rheinlande werden nach folgenden Bestimmungen geregelt:

Truppen, Abteilungen, Pferde.

a) für die Transporte von Truppen, Abteilungen und Pferden werden Militärfahrscheine für die ganze Strecke des Transports im rheinischen Gebiete ausgestellt. Das Muster dieses Scheines ist der vorliegenden Verordnung beigefügt.

b) Material. Lebensmittel für die Truppenverpflegung, Waffen, Bekleidungsstücke, Ausrüstungsstücke, Vorräte jeder Art, welche für die alliierten und assoziierten Armeen bestimmt oder an den Hohen Ausschuß, die militärischen Behörden, Kantinen und Offiziersmessen gerichtet sind, werden ebenfalls frachtfrei auf einem Militärfahrschein gemäß Anlage befördert und unterliegen keiner Einfuhrbestimmung irgend welcher Art.

c) Einzelreisende. Die Mitglieder des Hohen Ausschusses, einzelreisende Militärpersonen jeden Grades und das ständige Zivilpersonal des Hohen Ausschusses oder der Armeen (Sanitätspersonen, Personal der Soldatenheime Y. M. C. A., Telephonisten) *), die dienstlich reisen, erhalten seitens der Behörde, die sie in Marsch setzt, einen Fahrschein, der ihnen das Recht zur freien Fahrt im rheinischen Gebiet gibt.

Denselben Personen steht für Fahrten zum oder vom Urlaub auf den rheinischen Eisenbahnen freie Fahrt zu. Sie erhalten hierbei wie einzelreisende Personen bei Dienstreisen einen Militärfahrschein.

Militärpersonen der Besatzungsarmeen, die außerdienstlich reisen und im Rheinland reisende Militärpersonen, die nicht den Besatzungsarmeen angehören, haben sich eine Fahrkarte nach dem Militärtarif **) zu verschaffen, welche Offiziere auf Grund ihres Urlaubsscheines oder ihres Personalausweises und Mannschaften auf Grund ihres Urlaubsscheines erhalten.

d) Freikarten für die rheinischen Eisenbahnen sind den alliierten Behörden auszuhändigen auf Grund von Listen, die aufgestellt werden:

1. für die Zivilbehörden durch die H. C. I. T. R.,
2. für die militärischen Behörden seitens des Oberbefehlshabers der alliierten Armeen auf Antrag der Befehlshaber der alliierten Truppen.

e) Offiziersfamilien. Die Familien der Mitglieder des Hohen Ausschusses und seines Personals, von Offizieren, Unteroffizieren und Mannschaften, welche ins Rheinland reisen, um dort mit dem Familienoberhaupt endgültig zusammen zu wohnen, erhalten freie Fahrt gegen Vorzeigung eines Befehls.

Dieser muß enthalten:

1. Die Namen der Personen, aus denen sich die Familie zusammensetzt (gegebenenfalls einschließlich der Dienstboten),
2. den Grenzübergang zum Rheinland und den Bestimmungsort,
3. die genehmigte Wagenklasse.

Die Offiziers-, Unteroffiziers- und Mannschaftsfamilien, die infolge einer Versetzung des Familienoberhauptes reisen, haben gleichfalls in den Rheinlanden Anspruch auf einen Befehl, der ihnen freie Fahrt gewährt und ihnen von den Besatzungsarmeen ausgehändigt wird.

Anlage Nr. V.

Bei der Einreise in die Rheinlande, sowie bei der endgültigen Ausreise, ferner bei allen Versetzungen innerhalb der Rheinlande haben die Mitglieder und das Personal des Hohen Ausschusses, die Offiziere, Unteroffiziere und Mannschaften Anspruch auf einen Befehl zur freien Beförderung ihres Hausgerätes nach Maßgabe der bei Versetzungen im Heimatland oder, falls eine besondere Bestimmung fehlt, in Frankreich geltenden Vorschriften.

Allgemeine Bestimmungen.

Ein Abschnitt des Militärfahrscheines ist den deutschen Eisenbahnbeamten auf dem Eingangs- oder Aufgabebahnhof der Rheinlande abzugeben. Er verbleibt bei den deutschen Behörden.

Ein zweiter Abschnitt für die Truppen, Abteilungen, Einzelreisende und Familien verbleibt beim Führer der Abteilung oder dem Einzelreisenden und dient als Fahrkarte bis zum Bestimmungsort.

Dieser Abschnitt ist dann einer von jeder alliierten Armee bezeichneten Dienststelle zuzusenden.

*) Diese Personen erhalten hierzu von ihrer Armee oder der H. C. I. T. R. einen besonderen Personalausweis. Die Armeen haben fristmäßig der H. C. I. T. R. ein nach Gruppen und Zivilpersonen, welche eine Karte erhalten haben, geordnetes Verzeichnis einzusenden. aus dem die Namen hervorgehen.

**) Ueber den z. Zt. mit der deutschen Regierung verhandelt wird.

Damit die C. I. C. F. C. in wirksamer Weise die rheinischen Eisenbahnen überwachen und das Oberkommando über die Betriebsverhältnisse unterrichten kann, werden die deutschen Eisenbahndirektionen des besetzten Gebietes an jedem ersten des Monats gemäß anliegender Liste statistische Unterlagen einreichen, die sich auf das rheinische Netz und das Gebiet innerhalb der Brückenköpfe beziehen.

Hinsichtlich der letzteren und derjenigen, die in der besetzten Zone westlich des Rheins liegen und die nicht zu den genannten Direktionen gehören, werden die Unterlagen durch den deutschen Delegierten geliefert.

Es ist dafür zu sorgen, daß die Unterlagen seitens der Direktionen zu den festgesetzten Zeitpunkten durch die militärischen Unterkommissionen an die C. I. C. F. C. eingereicht werden.

Regelmäßige Meldungen.

I. Monatlich:

A. (Zum 10. jeden Monats.)

a) Personalbestand am letzten des Monats.

Zugbegleitpersonal: Zahl der Zugführer,
„ „ Schaffner,
„ „ Bremser.

Betrieb: Zahl der Beamten in den Zentralstellen,
Zahl der leitenden Beamten,
„ des übrigen Personals.

b) Kilometrische Leistungen.

Lokomotivkilometer: Personenzüge, Güterzüge, Verschiebedienst } im verflossenen Monat

Zugkilometer: Personen- und Arbeiterzüge, Güterzüge

c) Verkehr.

Gesamtzahl der beladenen Wagen im Versand
Gesamtzahl der beladenen Wagen im Empfang } im verflossenen Monat

d) Wagenumlauf.

Wechselseitiger Wagenübergang zwischen dem besetzten rheinischen Gebiet und den Nachbarbezirken.

1. Zusammenfassende Nachweisung für den Wagenübergang
   a) mit Elsaß-Lothringen
   b) mit Belgien
   c) mit Holland
   } im abgelaufenen Monat
2. Zusammenfassende Nachweisung nach Uebergangspunkten.

e) Strecke und Baulichkeiten.

Fortgang der laufenden Arbeiten.
Neue Entwürfe.

B. (Zum 15. jeden Monats.)

Nachweisung der für den folgenden Monat für die Direktionen des rheinischen Gebietes angeforderten Kohlen (linksrheinisches Gebiet und Brückenköpfe).

Diese Nachweisung muß enthalten:

1. Ursprung und Menge der Kohlen (Ruhrbecken, Saarbecken, Förderkohle, Briketts, Koks usw.),
2. den Bestimmungsort der Brennstoffe.

C. Wagenzählungen.

Von einem durch den Präsidenten der C. I. C. F. C. zu bestimmenden Zeitpunkt ab ist alle 4 Wochen eine Wagenzählung vorzunehmen und zwar an einem Tage, den er vorschreiben kann.

Falls der Präsident der C. I. C. F. C. es für zweckmäßig hält, können die Fristen für die Meldungen über den Wagenübergang (§ d) die gleichen sein, wie für die Wagenzählungen.

II. Zehntägig.

Betriebswerkstätten.

a) Lokomotivbestand (nach Gattungen):
   1. betriebsfähig,
   2. in Ausbesserung,
   3. auf Ausbesserung wartend,

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 184

b) Nummern der während der letzten 10 Tage ausgebesserten Lokomotiven:
   1. noch in Ausbesserung
   2. auf Ausbesserung wartend
   } am letzten Tage der Dekade

c) Bestand und Verwendung des Personals nach Gruppen:

Zahl der leitenden Beamten
Zahl der Lokführer
Zugbeförderungsdienst: Zahl der Heizer
Zahl der Arbeiter in den Betriebswerkstätten.

d) Bestände an Petroleum und Benzin in Verbrauchstagen.

Vorräte an Schmierstoffen in Verbrauchstagen und Verbrauch während einer Dekade.

III. Wöchentlich.

Hauptwerkstätten.

a) Zahl der von jeder Hauptwerkstätte in der verflossenen Woche ausgebesserten Lokomotiven und Wagen,
b) Dauer der Ausbesserungen,
c) Personalbestand:

Hauptwerkstätten: Zahl der Aufsichtsbeamten,
„ „ Arbeiter,
„ „ Hilfsarbeiter.

IV. Täglich.

Kohlen.

Der deutsche Delegierte wird täglich Kohlenmeldungen über die Bestände der einzelnen Direktionen vorlegen.

Anlage Nr. VI.

Vorläufig wird der Uebergang des von Deutschland auf Grund des Waffenstillstandsvertrages an die Entente übergebenen rollenden Materials nach dem unbesetzten Deutschland untersagt. Die kennzeichnenden Beschriftungen dieses Materials wird die C. I. C. F. C. den deutschen Direktionen mitteilen.

Anlage Nr. VII.

Straßenbahnen jeder Art.

Die Vorschriften der vorliegenden Verordnung und der Anlagen können, soweit es nach Auffassung der militärischen Behörden für militärische Zwecke erforderlich ist, auf Straßenbahnen jeder Art angewandt werden.

Die Straßenbahnen werden aber anstatt für das gesamte besetzte Gebiet nur für die Armeezonen zusammengefaßt, wobei die der C. I. C. F. C. hinsichtlich der Eisenbahnen zustehende Aufsicht, hinsichtlich der Straßenbahnen auf die Befehlshaber der Besatzungstruppen in den Zonen übergeht. Falls eine Straßenbahn zwei Zonen berührt, werden die sie betreffenden militärischen Fragen in gegenseitigem Benehmen zwischen den beteiligten Armeebefehlshabern geregelt.

Verordnung 7.

Verordnung
der
Hohen Interalliierten Rheinland-Kommission
betreffend
die Anwendbarkeit der Verordnung 1 der Hohen Kommission im Gebiete des Brückenkopfes Kehl.

Die Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet auf Grund der Verordnung 4 betreffend die Verwaltung des Brückenkopfes Kehl

Einziger Artikel.

Die Verordnung Nr. 1 betreffend Gesetzgebungsrecht und Verwaltungsbefugnis der Hohen Kommission, Befehle der Militärbehörden und die Ausführung deutscher Gesetze und Verordnungen in

den besetzten Gebieten wird für das Gebiet des Brückenkopfes Kehl für anwendbar erklärt.

Coblenz, den 11. Januar 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 8.

Verordnung
der
Hohen Interalliierten Rheinland-Kommission
betreffend
die Anwendbarkeit der Verordnungen 2, 3 und 5 der Hohen Kommission im Gebiete des Brückenkopfes Kehl.

Die Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet auf Grund der Verordnung 4 betreffend die Verwaltung des Brückenkopfes Kehl:

die Verordnungen

Nr. 2 betreffend die Gerichtsorganisation,

Nr. 3 betreffend die Verkehrspolizei, Post-, Telegraphen- und Telephonverbindungen, die Presse usw.,

Nr. 5 betreffend Maßnahmen um die Sicherheit und den Unterhalt der alliierten Truppen im Falle von Streitigkeiten über das gewerbliche Arbeitsverhältnis zu gewährleisten,

werden für das Gebiet des Brückenkopfes Kehl für anwendbar erklärt.

Coblenz, den 14. Januar 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 9.

Verordnung
der
Hohen Interalliierten Rheinland-Kommission
betreffend
die Prozeßeinrede der Unzuständigkeit.

Die Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet auf Grund des dem Friedensvertrage vom 28. Juni 1919 angehängten Abkommens und auf Grund der Verordnung 2 der Hohen Kommission, insbesondere des Artikels 17 dieser Verordnung:

Artikel 1.

Die im Artikel 17 dieser Verordnung 2 vorgesehene Einrede der Unzuständigkeit muß vor jeder anderen Einlassung zur Sache geltend gemacht werden. Das auf die Ablehnung des deutschen Gerichtes bezügliche Gesuch ist an die Hohe Kommission zu richten. Eine Abschrift ist durch den Gesuchsteller oder seinen Prozeßbevollmächtigten dem Gerichtsschreiber des Gerichtes, bei welchem die Sache anhängig ist, zu übergeben. Der Gerichtsschreiber hat den Empfang zu vermerken und eine Empfangsbescheinigung auszuhändigen.

Artikel 2.

Das in vorstehendem Artikel genannte Gesuch ist dem Prozeßgegner durch den Gesuchsteller oder seinem Prozeßbevollmächtigten binnen 5 Tagen nach der Uebergabe der Abschrift an den Gerichtsschreiber mitzuteilen.

Diese Mitteilung hat durch eingeschriebenen Brief zu erfolgen und muß den Zeitpunkt der Uebergabe der Abschrift des Gesuches an den Gerichtsschreiber des deutschen Gerichts enthalten.

Artikel 3.

Wenn die Einrede der Unzuständigkeit geltend gemacht wird, hat das deutsche Gericht die Verhandlung und das Verfahren auszusetzen, bis die Entscheidung der Hohen Kommission ergangen ist.

Coblenz, den 4. Februar 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 185

Verordnung 10.

Verordnung
der
Hohen Interalliierten Rheinland-Kommission
betreffend
die Anwendbarkeit der Verordnung Nr. 9 der Hohen Kommission im Gebiete des Brückenkopfes Kehl.

Die Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet auf Grund der Verordnung 4 betreffend die Verwaltung des Brückenkopfes Kehl:

Die Verordnung Nr. 9 betreffend die Prozeßeinrede der Unzuständigkeit wird für das Gebiet des Brückenkopfes Kehl für anwendbar erklärt.

Coblenz, den 11. Februar 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 11.

Verordnung
der
Hohen Interalliierten Rheinland-Kommission
betreffend
die Anwendbarkeit der Verordnung Nr. 6 der Hohen Kommission im Gebiete des Brückenkopfes Kehl.

Die Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet auf Grund der Verordnung 4 betreffend die Verwaltung des Brückenkopfes Kehl:

Die Verordnung Nr. 6 betreffend die Aufgaben der Interalliierten Kommission der Preußischen Feldeisenbahnen der Rheinlande wird für das Gebiet des Brückenkopfes Kehl für anwendbar erklärt.

Coblenz, den 6. Februar 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 12.

Verordnung
der
Hohen Interalliierten Rheinland-Kommission
betreffend
Ergänzung des Artikels 18 der Verordnung 3 der Hohen Kommission.

Die Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission ordnet an:

Artikel 18 der Verordnung 3 erhält folgenden Zusatz:

§ 11. Um Unruhen vorzubeugen, kann die Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission ihren Delegierten in den Kreisen, in den Bezirken oder in den Provinzen die Ermächtigung erteilen, für einen begrenzten Zeitraum unter Androhung der für Zuwiderhandlungen gegen die Verordnungen vorgesehenen Strafen alle Sitzungen, Zusammenkünfte oder Versammlungen zu untersagen, welche die Sicherheit der Besatzungstruppen zu gefährden geeignet sind, und den Aufenthalt auf der Straße während der Nachtzeit zu verbieten.

In allen derartigen Fällen ist der Hohen Kommission über die erlassene Befehle unverzüglich zu berichten.

Coblenz, den 13. März 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 13.

Verordnung
der
Hohen Interalliierten Rheinland-Kommission
betreffend
Abänderung des Artikels 13 der Verordnung 3 der Hohen Kommission.

Die Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet:

Artikel I.

Artikel 13 der Verordnung Nr. 3 der Hohen Kommission wird hierdurch aufgehoben und wie folgt ersetzt:

Artikel 13.

Jede Zeitung, Schrift oder Veröffentlichung, alle Drucksachen und alle Reproduktionen auf mechanischem oder chemischem Wege, die zur öffentlichen Verbreitung bestimmt sind, Schriften und Bilder mit oder ohne Bemerkungen, Musikalien mit Text oder Kommentar und alle kinomatographischen Films, die die Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung gefährden oder die Sicherheit oder das Ansehen der Hohen Kommission oder der Besatzungstruppen zu beeinträchtigen geeignet sind, sind verboten und können gegebenenfalls durch Befehl der Hohen Kommission oder in dringenden Fällen durch Befehle der Kreisdelegierten der Hohen Kommission beschlagnahmt werden. Wenn es sich um eine täglich erscheinende Veröffentlichung handelt, kann der Kreisdelegierte der Hohen Kommission für 3 Tage den Ausschluß aus seinem Gebiete anordnen. Wenn die täglich erscheinende Veröffentlichung in einem Bezirke herausgegeben wird, kann er das Erscheinen für den gleichen Zeitraum verbieten.

Die getroffenen Maßnahmen sind sofort zum Gegenstand eines Berichtes an die Hohe Kommission zu machen, die über die erwähnten Maßnahmen beschließt und anordnen kann, daß die Zeitschrift von nicht mehr als 3 Monaten das Erscheinen einstellt oder von den besetzten Gebieten ausgeschlossen wird.

Coblenz, den 17. März 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 14.

Verordnung
der
Hohen Interalliierten Rheinland-Kommission
betreffend
Ergänzung der Verordnung 5 der Hohen Kommission.

Die Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet:

Einziger Artikel.

Verordnung 5 der Hohen Kommission wird wie folgt ergänzt:

Artikel 6.

Die Arbeiter in Unternehmungen, auf die Artikel 1 und 4 Anwendung finden und für welche ein Schlichtungsausschuß nicht gebildet ist oder nach den deutschen Gesetzen nicht vorgeschrieben ist, haben sich unmittelbar an das im § 3 des Artikels 2 bezeichnete Schlichtungsamt der Hohen Kommission zu wenden.

§ 4 des Artikels 2 ist auf sie anwendbar.

Coblenz, den 17. März 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 15.

Verordnung
betreffend
die Einrichtung und den Betrieb des Telegraphen-, Fernsprech- und Funkdienstes in den besetzten rheinischen Gebieten.

Die Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet in der Erwägung, daß der Betrieb des Telegraphen- und Fernsprechdienstes von der größten Bedeutung für den Unterhalt, die Sicherheit und die Bedürfnisse der Besatzungstruppen ist, über die die Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission zu wachen hat, auf Grund des Artikels 212 des Friedensvertrags und des ihm angehängten Abkommens vom 28. Juni 1919, insbesondere der Artikel 3 und 11 desselben:

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 186

Artikel I.

Abgesehen von den Beschränkungen, die sich aus dem dem Friedensvertrag angehängten Abkommen, aus dieser Verordnung und aus den Befehlen ergeben, die von dem Höchstkommandierenden der alliierten und assoziierten Truppen zu militärischen Zwecken erteilt werden, haben die deutschen Behörden die zivile Leitung des Telegraphen- und Fernsprechdienstes der besetzten Gebiete und sollen im Betrieb der Netze nicht gehindert sein.

Artikel II.

Die Beförderung der Telegramme und Ferngespräche von oder für die Hohe Kommission und die alliierten und assoziierten Militärbehörden kann erfolgen:

1. auf Linien und Leitungen, die von dem Oberkommando ausgewählt und in einer Anlage zu dieser Verordnung einzeln aufgeführt sind. Diese Linien und Leitungen sind ausschließlich dem Dienst der vorerwähnten Behörden vorbehalten;
2. auf militärischen Linien, die von den Truppen oder von deutschem Personal auf Anforderung gemäß Art. 6 des Abkommens im besetzten Gebiet gebaut worden sind oder noch gebaut werden. Diese Linien sind ausschließlich militärischen Bedürfnissen vorbehalten;
3. auf den dem allgemeinen Verkehr der besetzten Gebiete dienenden Linien und Leitungen, die der Regel nach von deutschem Personal betrieben werden, in diesem Falle mit Vorrang vor den anderen Uebermittelungen;
4. über die Funkstellen, die von den Truppen im besetzten Gebiet eingerichtet worden sind und g. F. über die deutschen Funkstellen im besetzten Gebiet, in diesem Falle mit Vorrang vor allen anderen Uebermittelungen.

Artikel III.

Die besonderen Netze, die nach den Vorschriften des vorstehenden Artikels II, Paragraph 1, gebildet sind, können nach den militärischen Bedürfnissen mit dem Vorbehalt geändert werden, daß der Hohen Kommission sofort darüber Bericht erstattet wird.

Diese Aenderungen sind nur dann als dauernd zu betrachten, wenn sie in eine Anlage zu dieser Verordnung aufgenommen worden sind.

Artikel IV.

Die Linien und Leitungen, die dem deutschen Eisenbahn- und Schiffahrtsdienst gehören, dürfen nur von diesen Dienstzweigen sowie von der Hohen Interalliierten Rheinland-Kommission, der Interalliierten Feldeisenbahn-Kommission und der Interalliierten Binnenschiffahrts-Kommission benutzt werden. Alle sonstigen nicht gehörig ermächtigten Personen oder Dienstzweige sind von ihrer Benutzung ausgeschlossen.

Artikel V.

Das Oberkommando oder die von ihm bestimmten Militärbehörden werden die Standorte aller in den besetzten rheinischen Gebieten zum Betrieb zugelassenen militärischen oder zivilen Funkstellen festsetzen, ferner die Wellenlängen, die Rufzeichen und, wenn das Oberkommando es für erforderlich hält, auch die Betriebszeiten dieser Funkstellen.

Artikel VI.

Ein von der deutschen Telegraphenverwaltung nach Zustimmung des Oberkommandos bestimmter hoher Beamter (haut fonctionnaire) wird dem Oberkommando alle den Telegraphen- und Fernsprechdienst in den besetzten Gebieten betreffenden Auskünfte erteilen, die Anweisungen des Oberkommandos in Empfang nehmen und für ihre Ausführung sorgen.

Das Oberkommando kann seine auf den Telegraphendienst bezüglichen Befugnisse ganz oder teilweise einem Offizier übertragen, der insbesondere mit der Wahrnehmung der unmittelbaren Beziehungen zu dem vorerwähnten hohen Beamten beauftragt werden kann.

Artikel VII.

Ein mit Zustimmung der Militärbehörde von der deutschen Telegraphenverwaltung bestimmter höherer Beamter (fonctionnaire) wird bei jedem der Armeekommandanten der alliierten Besatzungstruppen beglaubigt werden, um dem Armeekommandanten alle auf den Telegraphen- und Fernsprechdienst in den besetzten Gebieten bezüglichen Auskünfte zu erteilen und um Befehle und Anweisungen für seinen Dienst von ihm zu empfangen.

Jeder Armeekommandant der alliierten Besatzungstruppen kann seine auf den Telegraphendienst bezüglichen Befugnisse einem Offizier übertragen, der mit der Wahrnehmung der unmittelbaren Beziehungen zu dem vorerwähnten Beamten beauftragt werden kann.

Artikel VIII.

Jeder höhere Beamte (fonctionnaire) der deutschen Telegraphenverwaltung im besetzten Gebiet hat den Truppen alle Auskünfte zu erteilen, die von ihm in Bezug auf das von der Verwaltung verwendete Betriebs- und Baupersonal, die Zusammensetzung des Telegraphen-, Fernsprech- und Funknetzes, die Aufbewahrungsstellen von Materialien und ihren Umfang verlangt werden sowie im allgemeinen alle Auskünfte, die geeignet sind, den Truppen die Benutzung des bestehenden oder geplanten Leitungsnetzes zu erleichtern.

Mit Ausnahme der gewöhnlichen Unterhaltungsarbeiten unterliegen alle Baupläne für Fernleitungen der Zustimmung des Oberkommandos.

Die deutsche Telegraphenverwaltung in den besetzten Gebieten ist verpflichtet, unverzüglich alle Befehle auszuführen, die ihr zu militärischen Zwecken von dem Oberkommando der alliierten Truppen erteilt werden.

Artikel IX.

Das Oberkommando oder die von ihm bestimmten Militärbehörden können im Falle von Nachlässigkeit des deutschen Personals in der Ausführung der zu militärischen Zwecken erteilten Befehle die in den deutschen Dienstanweisungen vorgesehenen Strafen verhängen oder durch die verantwortlichen deutschen Behörden verhängen lassen; der Hohen Kommission ist über Strafen, die die Militärbehörden selbst zu verhängen veranlaßt sein könnten, Bericht zu erstatten. Diese Vorschriften beeinträchtigen nicht das Recht der Hohen Kommission, gemäß den Bestimmungen des Abkommens die erforderlich erachteten Absetzungen und Ausweisungen auszusprechen.

Die den Kommandos zugeteilten deutschen Beamten haben der Militärbehörde unverzüglich über alle Vorfälle zu berichten, die die Verbindungen stören könnten, wie schwere Unfälle, Erregung des Personals, Streikversuche.

Artikel X.

Es macht sich strafbar und wird verfolgt nach den Bestimmungen der Verordnungen der Hohen Kommission

a) jeder, der einen Artikel dieser Verordnung übertritt oder der absichtlich und zum Zwecke der Schädigung eine der in dieser Verordnung erwähnten Linien oder Leitungen beschädigt oder ihren Betrieb verhindert;

b) jeder, der unbefugter Weise eine Mithörstelle oder eine Abzweigung von einer der in dieser Verordnung erwähnten Linien und Leitungen einrichtet oder der absichtlich oder fahrlässig Mitteilungen verbreitet, die er über eine dieser Linien oder Leitungen erhalten hat.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 187

Artikel XI.

Von der Hohen Kommission werden nach Bedarf Anlagen zu dieser Verordnung herausgegeben werden, die als wesentliche Bestandteile der Verordnung zu betrachten sind.

Coblenz, den 18. April 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 16.

Verordnung
betreffend
die vorübergehende Wiedereinführung der Zensur für Post, Telegraphie und Fernsprecher.

Die Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet auf Grund der Artikel 3 und 13 des dem Friedensvertrage angehängten Abkommens sowie auf Grund des Artikels 11 der Verordnung Nr. 3:

In der Erwägung, daß die gegenwärtige Lage eine Verschärfung der Maßnahmen erfordert, welche die Sicherheit der Besatzungstruppen bei den an der Grenze des besetzten Gebiets sich abspielenden revolutionären Vorgängen zu gewährleisten bestimmt sind, und da infolgedessen Anlaß besteht, die alliierten Behörden zu ermächtigen, von gewissen Rechten Gebrauch zu machen, die ihnen der Belagerungszustand geben würde:

Artikel 1.

Die Zensur für Post, Telegraphie und Fernsprecher kann durch Entscheidung der Hohen Kommission für das ganze besetzte Gebiet oder einen Teil desselben wieder eingeführt werden.

Artikel 2.

Die vorstehende Verordnung hat nur Geltung für die Dauer eines Monats.

Coblenz, den 26. März 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 17.

Verordnung
betreffend
die Zuständigkeit der Interalliierten Schiffahrtskommission für die rheinischen Gebiete.

Die Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet in der Erwägung, daß der Betrieb der Häfen und Schiffahrtswege (einschließlich des Rheins) innerhalb des besetzten Gebietes für den Unterhalt, die Sicherheit und die Bedürfnisse der Besatzungsarmeen, über die die Hohe Kommission zu wachen hat, von größter Wichtigkeit ist, auf Grund des Artikels 212 des Friedensvertrages und des ihm angehängten Rheinlandabkommens vom 28. Juni 1919, insbesondere seiner Artikel 3 und 10:

Artikel I.

Die Interalliierte Schiffahrts-Kommission, nachstehend Schiffahrts-Kommission genannt, ist allein zur Uebermittelung der Befehle befugt, die vom Höchstkommandierenden der Alliierten Armeen oder in seinem Namen zu militärischen Zwecken hinsichtlich der Wasserwege des besetzten Gebietes (einschließlich des Rheins) erteilt werden.

Sie wird bei Ausübung dieser Befugnisse durch die militärischen Stellen unterstützt, die sie hierzu nach Bedarf bevollmächtigen wird.

Artikel II.

Ein technischer Beamter soll von seiten der deutschen Regierung bei der Schiffahrts-Kommission bestellt und unterhalten werden, um die oben erwähnten Befehle zu empfangen und weiterzuleiten.

Er hat der Schiffahrts-Kommission auf Verlangen alle Auskünfte zu erteilen, die zur Erfüllung ihrer Obliegenheiten erforderlich sind, insbesondere statistische Angaben über:

a) die Registrierung der deutschen Schlepper und Schiffe, wie in Anlage Nr. III vorgesehen ist;

b) die Bewegung von Schleppern und Schiffen, wie in Anlage Nr. III bestimmt ist.

Der Schiffahrts-Kommission steht das Recht zu, sich von der Richtigkeit der gemachten Angaben zu überzeugen.

Artikel III.

Die Schiffahrts-Kommission und die ihr unterstellten Organe haben die Aufgabe:

a) die im Artikel I erwähnten militärischen Befehle entweder durch Vermittlung des deutschen Beauftragten oder erforderlichenfalls unmittelbar an die Beteiligten weiterzugeben und für ihre Ausführung zu sorgen;

b) die Beobachtung dieser Verordnung durch die deutschen Behörden zu überwachen.

Artikel IV.

Um so wenig wie möglich den wirtschaftlichen Verkehr zu beeinträchtigen, wird die Schiffahrts-Kommission über jeden beabsichtigten Militärtransport vor Ablauf eines seiner Bedeutung entsprechenden Zeitraumes vorher Mitteilung machen.

Artikel V.

Die Schiffahrts-Kommission wird die Ausführung der Vorschrift des Artikels 10 Absatz 2 des Rheinlandabkommens durch deutsche Schiffsbesitzer, Behörden oder Mannschaften überwachen, soweit sie sich gemäß Artikel I dieser Verordnung auf die Wasserstraßen bezieht. Diese Vorschrift läßt den Teil VIII, Anlage III, § 6 und den Artikel 357 des Friedensvertrages unberührt.

Artikel VI.

In Anwendung des Artikel 10 Absatz 1 des Rheinlandabkommens kann die Schiffahrts-Kommission zur Sicherstellung der Ausführung der Befehle des Höchstkommandierenden alle in den deutschen Verordnungen vorgesehenen Strafen selbst verhängen oder durch die deutschen Behörden verhängen lassen. Der Hohen Kommission ist von der Schiffahrts-Kommission über jede von ihr selbst verhängte Strafe Bericht zu erstatten.

Hierdurch wird das Recht der Entfernung oder Ausweisung von deutschen Beamten, wie es der Hohen Kommission nach dem Rheinlandabkommen zusteht, nicht berührt.

Artikel VII.

Die deutschen Behörden haben die Pläne für alle Arbeiten, die für die Schiffahrt auf den Wasserstraßen des besetzten Gebietes (einschließlich des Rheins) von Belang sind, der Schiffahrts-Kommission zu unterbreiten.

Falls bei der Schiffahrts-Kommission gegen das geplante Unternehmen Bedenken militärischer Art entstehen, wird sie die Hohe Kommission hiervon verständigen.

Das an den Wasserstraßen des besetzten Gebietes (einschließlich des Rheins) angestellte Personal muß jedem von der Schiffahrts-Kommission zu militärischen Zwecken gegebenen Befehl gehorchen.

Die Schiffahrts-Kommission hat der Hohen Kommission über die Bagger- oder sonstigen Arbeiten, die zur Aufrechterhaltung der Schiffbarkeit der Wasserstraßen dienen, Bericht zu erstatten.

Artikel VIII.

Der deutsche Beauftragte bei der Schiffahrts-Kommission und alle Besitzer deutscher Schiffe haben ohne Verzug der Schiffahrts-Kommission alle Vorfälle zu melden, die geeignet sind, die Schiffahrt im besetzten Gebiete (einschließlich des Rheines) zu stören, besonders organisierte Bewegungen unter den Schiffahrtsgesellschaften oder deren Personal, Streiks und drohende Streiks. Die Schiffahrts-Kommission hat solche Meldungen der Hohen Kommission zu unterbreiten.

Artikel IX.

Die deutsche Sprache bleibt die offizielle Sprache für den deutschen Zivildienst. Militärische Befehle können französisch oder englisch gegeben werden,

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 188

Artikel X.

Die Verantwortlichkeit der deutschen Schiffsgesellschaften, Bootsleute und Kahnschiffer bei Ausführung von Transporten wird nicht vermindert durch die Tatsache, daß die Transporte nicht von den alliierten oder assoziierten Behörden bezahlt werden.

Artikel XI.

Wird der Belagerungszustand zu irgend einer Zeit über das besetzte Gebiet verhängt, so übernimmt die Schiffahrts-Kommission die ausschließliche Leitung der Schiffahrt auf den Wasserstraßen des besetzten Gebietes (einschließlich des Rheines).

Artikel XII.

Diese Verordnung und ihre Anlagen beziehen sich nur auf Schiffe von 30 Tonnen Größe und darüber. Die Hohe Kommission behält sich das Recht vor, falls sie es für nötig erachtet, die Vorschriften auf Schiffe anderer Klassen auszudehnen.

Artikel XIII.

Die Anlagen bilden einen Bestandteil dieser Verordnung.

Artikel XIV.

Diese Verordnung tritt mit dem 10. April 1920 in Kraft.

Coblenz, den 1. April 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

Anlage I.

1. Das Oberkommando hat die Befugnis, die Bedingungen festzusetzen, unter denen militärische Transporte vorzugsweise ausgeführt werden können.

2. Der deutsche Beauftragte hat ohne Verzug der Schiffahrts-Kommission im Falle eines Schleppermangels auf den Wasserstraßen des besetzten Gebietes (einschließlich des Rheines) Bericht zu erstatten.

3. Die Schiffahrts-Kommission soll besonders die Kohlenversorgung der Schleppdampfer im Auge behalten.

Anlage II.

Durchführung der Transporte.

Truppen- und Materialtransporte der alliierten und assoziierten Armeen auf den Wasserstraßen des besetzten Gebietes (einschließlich des Rheines) werden wie folgt geregelt:

a) Material.

Nahrungsmittel, Waffen, Bekleidung, Ausrüstung und Vorräte aller Art zur Versorgung der alliierten und assoziierten Armeen oder adressiert an militärische Behörden oder an die Hohe Kommission sowie an Kantinen und Offiziers-Messen sind frei von jeglichem Einfuhrzoll.

Solche Transporte werden auf Grund von Transportscheinen ausgeführt, die den Transportunternehmer berechtigen, von der deutschen Regierung Bezahlung zu fordern.

b) Truppen und Detachements.

Truppen-Transporte auf Wasserstraßen erfolgen auf Grund von Transportscheinen, wie im vorhergehenden Absatz vorgesehen wird und

c) Einzelpersonen.

Die Mitglieder der Hohen Kommission, Militärpersonen jeden Grades und der Hohen Kommission oder den Armeen zur regelmäßigen Dienstleistung zugeteilten Zivilpersonen müssen, falls sie Dienstreisen auf Wasserstraßen unternehmen, mit einem Transportschein versehen sein, wie in §§ a und b festgesetzt.

Der deutsche Beauftragte bei der Schiffahrts-Kommission bezeichnet die Schiffe für die in den §§ a und b vorgesehenen Transporte.

Anlage III.

Statistik und Auskünfte.

Die nachstehend verzeichneten statistischen Auskünfte sind der Schiffahrts-Kommission vom deutschen Beauftragten zu erteilen.

Vorkehrungen müssen getroffen werden, daß alle statistischen Aufstellungen die Schiffahrts-Kommission zu dem festgesetzten Zeitpunkt erreichen.

§ A. Personal.

1. Eine ziffermäßige Aufstellung der Zivilangestellten, die für die Durchführung und Aufrechterhaltung des Betriebs von allen Häfen und Wasserstraßen, wie in Artikel I dieser Verordnung vorgesehen, benötigt werden, hat getrennt die Anzahl der von den deutschen Schiffahrtsgesellschaften angestellten Personen und der deutschen Partikulierschiffer und ihres Personals auszuweisen.

2. Eine Aufstellung, aus welcher die monatlichen Veränderungen der Anzahl dieses Personals ersichtlich sind.

§ B. Material.

I. Tägliche Statistiken.

1. Listen von allen deutschen Schiffen von 30 oder mehr Tonnen Raumgehalt, welche auf den Wasserstraßen des besetzten Gebiets (den Rhein einbegriffen) ein- oder ausfahren, unter jedesmaliger Angabe des Aus- und Eingangspunktes.

2. Listen von allen deutschen Schiffen, die in den Rheinhäfen des besetzten Gebietes ein- oder ausfahren.

3. Wasserstand und Hochwassermeldungen.

II. Halbmonatliche Statistik.

Liste der deutschen Schlepper in Reparatur.

III. Monatliche Statistik.

Uebersicht über Zuwachs oder Abnahme der deutschen Rheinflotte.

Verordnung 18.

Verordnung
der
Hohen Interalliierten Rheinland-Kommission
betreffend
die Zollbefreiungen, die den Mitgliedern und dem Personal der Hohen Kommission sowie den Besatzungstruppen und deren Familien zugestanden werden.

Auf Grund des Artikels 9 des dem Vertrage von Versailles angehängten Abkommens, demzufolge die Besatzungstruppen oder ihr Personal sowie die Hohe Kommission und ihr Personal keine direkten deutschen Steuern oder Abgaben zu zahlen haben, ferner Lebensmittel, Waffen, Kleidungsstücke und Vorräte jeder Art, die für den Gebrauch der Besatzungsarmeen bestimmt oder an die Militärbehörden oder an die Hohe Kommission sowie an die Kantinen und Offiziersmessen gerichtet sind, vollständig fracht- und zollfrei eingeführt werden dürfen, verordnet die Hohe Kommission:

Artikel 1.

Die Verabfolgung von Sendungen, die an die Hohe Kommission oder an eine der Besatzungsarmeen, an eine Kantine, eine Messe, eine Genossenschaft oder eine amtlich zu der Hohen Kommission oder den Besatzungsarmeen gehörende Organisation gerichtet sind, erfolgt durch die deutschen Behörden gegen Vorzeigung einer Bescheinigung, die von dem zur Uebernahme der Sendung und Quittungsleistung über die Sendung berechtigten Offizier ausgestellt wird. Diese Bescheinigung muß dem beigefügten Muster entsprechend zum Ausdruck bringen, daß die Sendung für den Gebrauch der namentlich bezeichneten alliierten oder assoziierten Dienststelle bestimmt und als solche frei von der Zahlung von Eingangsabgaben jeder Art befreit ist.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 189

Artikel 2.

Die Verabfolgung von Sendungen, die an die persönliche Adresse der Mitglieder, Beamten oder Angestellten der Hohen Kommission oder ihrer Familien, sowie an die Militärpersonen oder diesen gleichgestellten Personen der Besatzungsarmeen, ferner an die ihnen zugeteilten Personen oder ihre Familien gerichtet sind, erfolgt durch die deutschen Behörden gegen Vorlegung einer die amtliche Stellung des Empfängers angebende Bescheinigung. In der Bescheinigung muß außerdem angeführt sein, daß die Sendung für seinen persönlichen Gebrauch bestimmt und als solche von Eingangsabgaben befreit ist.

Diese Bescheinigung wird von den Hohen Kommissaren oder ihren Vertretern für die zu ihrem Kommissariat gehörenden Personen ausgestellt, und von den Kommandanten der Truppeneinheiten oder Dienststellen für die unter ihrem Befehl stehenden Militärpersonen.

Artikel 3.

Das Handgepäck der Mitglieder der Hohen Kommission und des ihr zugeteilten Personals, der Offiziere der Besatzungsarmeen und das ihrer Familien wird von den deutschen Zollbeamten keiner Nachschau unterworfen.

Die Personen, deren Gepäck nicht der Nachschau unterworfen ist, haben sich über ihre Eigenschaft durch ihre Ausweiskarte oder andere amtliche Urkunden auszuweisen.

Das eingeschriebene (aufgegebene) Gepäck ist auch frei von jeder Nachschau durch die deutschen Zollbeamten gegen Vorlegung der in Artikel 2 vorgesehenen Bescheinigung.

Das Gepäck der keinen Offiziersrang habenden Militärpersonen der Besatzungsarmeen und der diesen gleichgestellten Personen sowie das Gepäck ihrer Familien kann nur dann beschaut werden, wenn der Verdacht einer strafbaren Handlung vorliegt. In diesem Falle darf die Nachschau nur in Gegenwart eines Vertreters der alliierten Militärbehörde und an den von jedem Armeekommandanten für seine Zone bestimmte Stellen vorgenommen werden.

Ebenso ist mit dem aufgegebenen Gepäck der in Absatz 1 dieses Artikels bezeichneten Personen zu verfahren, wenn diese die oben genannte Bescheinigung nicht vorlegen.

Artikel 4.

Die durch die vorliegende Verordnung vorgesehenen Vergünstigungen finden auf deutsche Staatsangehörige keine Anwendung.

Artikel 5.

Wer als Täter oder als Teilnehmer den Bestimmungen der vorliegenden Verordnung zuwiderhandelt, oder wer die in den vorhergehenden Artikeln vorgesehenen Befreiungen dazu benutzt oder zu benutzen versucht, um in Uebertretung des Artikels 9 des dem Friedensvertrage angehängten Abkommens Gegenstände oder Lebensmittel frei einzuführen, hat die für Zuwiderhandlungen gegen die Verordnungen der Hohen Kommission vorgesehenen Strafen verwirkt, unbeschadet der nach dem deutschen Gesetz zu erkennenden Geldstrafen und Einziehungen.

Artikel 6.

Die vorliegende Verordnung tritt am 1. Mai 1920 in Kraft.

Coblenz, den 21. April 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 19.

Verordnung
der
Hohen Interalliierten Rheinland-Kommission
betreffend
Ergänzung des Artikels 22 der Verordnung Nr. 2.

Die Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet:

Artikel 1.

Der Artikel 22 der Verordnung Nr. [illegible], betreffend die Gerichtsorganisation erhält folgenden Zusatz:

„Falls die Geldstrafe nicht binnen 15 Tagen nach Eintritt der Rechtskraft des Urteils bezahlt wird, kann die Geldstrafe durch eine Gefängnisstrafe, deren Dauer das Urteil bestimmt, ersetzt werden. Diese Gefängnisstrafe darf die Dauer von 6 Monaten nicht übersteigen."

Artikel 2.

Die vorstehende Verordnung tritt sofort in Kraft.

Coblenz, den 12. April 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

Verordnung 20.

Verordnung
betreffend
die Anwendbarkeit der deutschen Verordnung vom 17. Oktober 1919 in den besetzten Gebieten.

Die Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission verordnet auf Grund des Artikels 5 des dem Friedensvertrage angehängten Abkommens sowie auf Grund des Artikels 43 des Friedensvertrages:

Artikel I.

Die Anwendbarkeit der Verordnung vom 17. Oktober 1919 (R.-G.-Bl. 1919 S. 1801), betreffend die Zuständigkeit des Reichsschatzministers, in den besetzten Gebieten unterliegt folgenden Vorbehalten:

1. Die Reichsvermögensverwaltung für die besetzten rheinischen Gebiete darf sich unter keinen Umständen mit Fragen befassen, die auf die Unterhaltung des deutschen Heeres und der deutschen Marine Bezug haben, obschon diese Fragen zur Zuständigkeit des Reichsschatzministers gehören.

2. Bei allen Aufgaben, die ihr in Bezug auf die alliierten Heere zufallen, hat diese Verwaltung sich nicht nur nach allen von der Hohen Kommission etwa erlassenen Verordnungen zu richten, sondern auch nach allen Anweisungen und Requisitionsbefehlen, die von den Besatzungsheeren im Rahmen des dem Friedensvertrage angehängten Abkommens zur Erfüllung ihrer Aufgaben ergehen.

3. Die Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission behält sich das Recht vor, die Geschäftsräume der Reichsvermögensverwaltung für die besetzten Gebiete und ihre Geschäftstätigkeit zu kontrollieren oder kontrollieren zu lassen.

Artikel II.

Die Verordnung tritt sofort in Kraft.

Coblenz, den 23. April 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 190

Anweisungen.

Anweisung 6 und Anweisung 7.

Die in Heft 1 der Uebersetzungen zum Abdruck gebrachte Ausführungsanweisung über die Anwendbarkeit des Artikels 13 der Verordnung 2 ist nachträglich als Anweisung 6 und die im Heft 1 gleichfalls schon veröffentlichte Ausführungsanweisung über die Ausstellung von Erlaubnisscheinen zum Tragen von Waffen und Munition ist als Anweisung 7 bezeichnet worden.

Anweisung 8.

Anweisung
betreffend
die Anwendbarkeit der Anweisungen 1, 2, 3, 4 und 5 der Hohen Kommission im Gebiet des Brückenkopfes Kehl.

Die Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission bestimmt:

Die Anweisungen

Nummer 1 betreffend die Verwendung der alliierten Streitkräfte zur Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung in den besetzten Gebieten,

Nummer 2 betreffend die Pflichten und Verbindlichkeiten der deutschen Behörden mit Bezug auf die öffentliche Sicherheit und die Polizei,

Nummer 3 betreffend die deutschen öffentlichen Beamten der besetzten Gebiete,

Nummer 4 betreffend die Gesundheitspolizei in den besetzten Gebieten,

Nummer 5 betreffend eximierten Gerichtsstand

werden für das Gebiet des Brückenkopfes Kehl für anwendbar erklärt mit nachstehender Richtigstellung für die Anweisungen 2 und 3.

Richtigstellung für Anweisung 2.

Absatz 1 Zeile 2.

Die Worte „der Gemeinde, des Kreises, des Bezirks und der Provinz" sind zu streichen und durch „des Brückenkopfes Kehl" zu ersetzen.

Zeile 4.

Die Worte „betreffenden" und „im Kreise, im Bezirk und in der Provinz" sind zu streichen.

Absatz 2 Zeile 4.

Die Worte „den oben bezeichneten Delegierten" sind zu streichen und zu ersetzen durch „dem Delegierten der Hohen Kommission".

Richtigstellung für Anweisung 3.

Absatz 4 fällt vollständig fort.

Coblenz, den 14. Januar 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

Anweisung Nr. 9

betreffend
die Verwendung der alliierten Streitkräfte zur Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung in den besetzten Gebieten.

I.

Die Verantwortung für die Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung liegt grundsätzlich den deutschen Behörden und deutschen Polizeimannschaften ob.

II.

Die Verwendung der alliierten Militärstreitkräfte zwecks Wiederherstellung der öffentlichen Ordnung kann grundsätzlich nur durch die Hohe Kommission

unter Vorbehalt der Befugnisse, die den Militärbehörden gemäß Artikel 13 des dem Friedensvertrag angehängten Abkommens zugestanden sind, angeordnet werden.

III.

Falls die Machtmittel der deutschen Polizei für die Wiederherstellung der Ordnung nicht ausreichen, hat sich der Leiter dieser Polizei oder die verantwortliche Behörde an den Delegierten der Hohen Kommission in dem betreffenden Bezirk zu wenden, um die Verwendung von alliierten Streitkräften zwecks Wiederherstellung der Ordnung zu erlangen. Das Gesuch muß geschrieben, mit Datum und Unterschrift versehen sein und eine Darlegung der Gründe enthalten.

IV.

Der Delegierte der Hohen Kommission übergibt das Gesuch der Hohen Kommission zur Entscheidung, sobald er es erhalten hat und wenn er der Meinung ist, daß die Umstände es gestatten.

In allen Fällen jedoch übergibt er das Gesuch dem Offizier des alliierten Truppenkörpers, der ihm am schnellsten Hilfe bringen kann. Er richtet das Gesuch der deutschen Behörden unverzüglich an den Offizier zugleich mit einer schriftlich begründeten Aeußerung.

V.

Der die Truppe befehligende Offizier hat dem an ihn ergangenen Gesuche zu entsprechen, es sei denn, daß er der Auffassung ist, daß militärische Gründe gegen sein Eingreifen sprechen. In diesem Falle berichtet er an die vorgesetzte Behörde, der er unterstellt ist und benachrichtigt den Delegierten der Hohen Kommission. Dieser berichtet hierüber unverzüglich an die Hohe Kommission.

VI.

Wenn die Militärbehörde dem Gesuch entspricht, übernimmt sie vollständig die Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung; infolgedessen sind alle deutschen Polizeikräfte der Gegend ausschließlich den Befehlen der Militärbehörde unterworfen.

VII.

Die vorstehende Anweisung ersetzt die Anweisung Nr. 1 der Hohen Kommission vom 10. Januar 1920 und hebt sie auf.

Coblenz, den 1. April 1920.

Hohe Interalliierte Rheinland-Kommission.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 191

Heft 1.

Übersetzung

der Verordnungen und Anweisungen

der Hohen Interalliierten Kommission für die besetzten Rheinlande

herausgegeben

vom Reichs- und Staatskommissar

für die besetzten rheinischen Gebiete.

Dritte korrigierte Auflage.

Inhaltsübersicht.

Verordnung 1
betreffend Gesetzgebungsrecht und Verwaltungsbefugnis der Hohen Kommission, Befehle der militärischen Behörden und die Ausführung deutscher Gesetze und Verordnungen in den besetzten Gebieten Seite 1.

Verordnung 2
betreffend die Gerichtsorganisation (Straf- und Zivilgerichtsbarkeit) Seite 3.

Ausführungsanweisung zu Verordnung 2 über die Anwendung des Artikels 13 Seite 10.

Verordnung 3
betreffend die Verkehrspolizei, die Post-, Telegraphen- und Telephonverbindungen, die Presse, Versammlungen, Besitz und Handel mit Waffen und Munition und die Ausübung der Jagd Seite 10.

Ausführungsanweisung zu Verordnung 3 über die Ausstellung von Erlaubnisscheinen zum Tragen von Waffen und Munition Seite 16.

Verordnung 4
betreffend die Verwaltung des Brückenkopfes Kehl Seite 16.

Verordnung 5
betreffend Maßnahmen, um die Sicherheit und den Unterhalt der alliierten Truppen im Falle von Streitigkeiten über das gewerbliche Arbeitsverhältnis zu gewährleisten Seite 17.

Anweisung 1
betreffend die Verwendung der bewaffneten Macht der Alliierten zur Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung in den besetzten Gebieten Seite 19.

Anweisung 2
betreffend die Pflichten und Verbindlichkeiten der deutschen Behörde auf dem Gebiet der Sicherheit und der Polizei Seite 19.

Anweisung 3
betreffend die deutschen öffentlichen Beamten der besetzten Gebiete Seite 20.

Anweisung 4
betreffend die Gesundheitspolizei in den besetzten Gebieten Seite 20.

Anweisung 5
betreffend eximierten Gerichtsstand Seite 20.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 192

Verordnung 1.

Verordnung
der
Hohen Interalliierten Rheinland-Kommission
betreffend
Gesetzgebungsrecht und Verwaltungsbefugnis der Hohen Kommission, Befehle der militärischen Behörden und die Ausführung deutscher Gesetze und Verordnungen in den besetzten Gebieten.

Titel I.
Verordnungen der Hohen Kommission.
Artikel 1. — Gesetzeskraft der Verordnungen der Hohen Kommission.
Artikel 2. — Veröffentlichung der Verordnungen.
Artikel 3. — Inkrafttreten der Verordnungen.
Artikel 4. — Für Durchführung der Verordnungen verantwortliche Behörden.
Artikel 5. — Pflicht der deutschen Beamten zum Gehorsam gegen die Verordnungen.

Titel II.
Befehle der Militärbehörden.
Artikel 6. — § I. Militärische Befehle.
§ II. Pflicht der deutschen Behörden, den Militärbefehlen zu gehorchen.

Titel III.
Ausführung der deutschen Gesetze und Verordnungen in den besetzten Gebieten.
Artikel 7. — Prüfung der deutschen Gesetze und Verordnungen.
Artikel 8. — Inkrafttreten der deutschen Gesetze und Verordnungen.
Artikel 9. — Abänderung, Aufschub und Verbot deutscher Gesetze und Verordnungen.

Verordnung
der
Hohen Interalliierten Rheinland-Kommission
betreffend Gesetzgebungsrecht und Verwaltungsbefugnis der Hohen Kommission, Befehle der militärischen Behörden und die Ausführung deutscher Gesetze und Verordnungen in den besetzten Gebieten.

Die Hohe Interalliierte Kommission

verordnet auf Grund des Abkommens vom 28. Juni 1919 zum Friedensvertrag

in der Erwägung, daß es Pflicht der Hohen Interalliierten Rheinland-Kommission ist, über Unterhalt, die Sicherheit und Bedürfnisse der Besatzungstruppen und infolgedessen über die öffentliche Ordnung zu wachen;

und daß infolgedessen die von ihr für die erwähnten Zwecke erlassenen Verordnungen von allen beachtet werden müssen;

in der Erwägung ferner, daß das dem Friedensvertrag angehängte Abkommen durch die Parlamente und Regierungen der alliierten Staaten und durch das deutsche Parlament ratifiziert ist;

Titel I.
Verordnungen der Hohen Kommission.

Artikel 1.
Gesetzeskraft der Verordnungen der Hohen Kommission.

Die Verordnungen der Hohen Kommission haben die Kraft von Gesetzen und werden mit ihrer Veröffentlichung von den alliierten und von deutschen Behörden als solche anerkannt.

Artikel 2.
Veröffentlichung der Verordnungen.

Die Verordnungen der Hohen Kommission werden im Amtsblatt der Hohen Interalliierten Kommission veröffentlicht.

Artikel 3.
Inkrafttreten der Verordnungen.

Die Verordnungen der Hohen Kommission treten mangels gegenteiliger Bestimmungen am Tage ihrer Veröffentlichung in Kraft.

Artikel 4.
Für Durchführung der Verordnungen verantwortliche Behörden.

Die Hohe Interalliierte Kommission, das interalliierte Oberkommando, die Armeekommandanten und die zuständigen deutschen Behörden werden für ihren Bereich mit der Ausführung der Verordnungen der Hohen Kommission beauftragt.

Artikel 5.
Pflicht der deutschen Beamten zum Gehorsam gegen die Verordnungen.

Deutsche Beamte, die den Verordnungen der Hohen Kommission zuwiderhandeln, können, abgesehen von der Bestrafung, die für Zuwiderhandlungen gegen die genannten Verordnungen vorgesehen ist, zeitweilig oder dauernd ihres Amtes enthoben oder durch eine Entscheidung der Hohen Kommission ausgewiesen werden.

Titel II.
Befehle der Militärbehörden.

Artikel 6.
Militärische Befehle.

§ I. Alle deutschen Behörden und alle Personen im besetzten Gebiete müssen den Befehlen, einschließlich der Requisitionsbefehle, welche von den Militärbehörden des genannten Gebiets in Ausübung ihrer Befugnisse und ihrer Vollmachten und in Gemäßheit der Vorschriften des dem Friedensvertrag angehängten Abkommens erlassen werden, sowie den im Namen der genannten Behörden gegebenen Befehlen gehorchen.

Pflicht der deutschen Behörden, den Militärbefehlen zu gehorchen.

§ II. Deutsche Beamte, welche den Befehlen der Militärbehörden zuwiderhandeln, können, abgesehen von der Bestrafung, die für Zuwiderhandlungen gegen die genannten Verordnungen vorgesehen ist, durch Entscheidung der Hohen Kommission zeitweilig oder dauernd ihres Amtes enthoben werden.

Titel III.
Ausführung der deutschen Gesetze und Verordnungen in den besetzten Gebieten.

Artikel 7.
Prüfung der deutschen Gesetze und Verordnungen.

Die Gesetze des Deutschen Reichs und der Länder sowie die allgemeinen Verordnungen, welche noch nicht im ganzen besetzten Gebiet Anwendung finden, sind, bevor sie in den besetzten Gebieten in Vollzug gesetzt werden, durch die zuständigen Behörden der Hohen Kommission vorzulegen, welche prüft, ob die gedachten Vorschriften keine Bestimmung enthalten, die geeignet ist, dem Unterhalt der Besatzungstruppen, ihrer Sicherheit oder ihren Bedürfnissen abträglich zu sein.

Artikel 8.
Inkrafttreten der deutschen Gesetze und Verordnungen.

Die gedachten Vorschriften treten in den besetzten Gebieten zehn Tage nach ihrer Registrierung bei der Hohen Kommission in Kraft, es sei denn, daß sie vorläufig oder endgültig dagegen Einspruch erhebt.

Die Hohe Kommission behält sich unter Umständen auch eine spätere einstweilige Außerkraftsetzung vor.

Die Hohe Kommission kann auf Vorschlag der beteiligten deutschen Regierung die sofortige Invollzugsetzung gewisser Bestimmungen vom Zeitpunkt ihrer Veröffentlichung an anordnen.

Artikel 9.
Abänderung, Aufschub und Verbot deutscher Gesetze und Verordnungen.

Die Hohe Kommission behält sich vor, gegebenenfalls nach Anhörung der zuständigen deutschen Behörden, in eine Prüfung darüber einzutreten, ob Anlaß besteht, die gedachten Vorschriften den im Artikel 7 erwähnten Erfordernissen anzupassen.

Sie erläßt gegebenenfalls eine Verordnung, durch welche die gedachten Vorschriften abgeändert werden oder ihr Vollzug aufgeschoben oder untersagt wird.

Coblenz, den 10. Januar 1920.

Hohe Interalliierte Kommission.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 193

Verordnung 2.

Verordnung
der
Hohen Interalliierten Rheinland-Kommission
betreffend
die Gerichtsorganisation (Straf- und Zivilgerichtsbarkeit).

Titel I.
Strafgerichtsbarkeit.

Artikel 1. — Die Streitkräfte der Alliierten sind ausschließlich der Militärgerichtsbarkeit unterstellt.
Artikel 2. — § I. Andere Täter, die der Militärgerichtsbarkeit unterstehen.
Artikel 2. — § II. Einsetzung von Gerichten.
Artikel 2. — § III. Verfahren vor den Militärgerichten.
Artikel 2. — § IV. Teilnehmerschaft zwischen deutschen und alliierten Staatsangehörigen.
Artikel 2. — § V. Immunität der Hohen Kommission.
Artikel 3. — Verhaftung der Beschuldigten.
Artikel 4. — Einleitung des Verfahrens, Zuständigkeit und Urteil.
Artikel 5. — Pflichten der Beamten der öffentlichen Macht.
Artikel 6. — Besondere Befugnisse der alliierten Polizei.
Artikel 7. — Verfahren vor den deutschen Gerichten.
Artikel 8. — Befugnis der alliierten Behörden in bezug auf die Untersuchung.
Artikel 9. — Bestimmung der erkannten Geldstrafen.
Artikel 10. — Begnadigungsrecht in bezug auf Urteile deutscher Gerichte.
Artikel 11. — Begnadigungsrecht in bezug auf Urteile alliierter Militärgerichte.
Artikel 12. — Ort der Vollstreckung von Freiheitsstrafen.
Artikel 13. — Kontrolle der deutschen Gefängnisse.
Artikel 14. — Bestimmungsrecht der Hohen Kommission in besonderen Fällen.

Titel II.
Zivilgerichtsbarkeit.

Artikel 15. — § I. Grenzen der deutschen Zivilgerichtsbarkeit.
Artikel 15. — § II. Zuständigkeit der deutschen Gerichte in Zivilsachen, die gewisse alliierte Staatsangehörige betreffen, sowie die Befugnis der Hohen Kommission, darüber in gewissen Fällen andere Bestimmungen zu treffen.
Artikel 16. — Ladungen, Aufforderungen und Mitteilungen.
Artikel 17. — Von dem Rechte der angegangenen Partei, die Zuständigkeit der deutschen Gerichtsbarkeit abzulehnen.
Befugnis der Hohen Kommission in diesem Falle.
Artikel 18. — § I. Gerichte der Hohen Kommission.
Artikel 18. — § II. Ihr Verfahren.
Artikel 18. — § III. Die ihnen zugewiesenen Zivilsachen.
Artikel 19. — § I. Berufung an das Gericht der Hohen Kommission.
Artikel 19. — § II. Recht dieses Gerichts im Einzelfall.
Artikel 19. — § III. Ungerechtfertigte Berufung.
Artikel 20. — Recht der Hohen Kommission bei Kompetenzstreitigkeiten.
Artikel 21. — Zustellung und Vollstreckung von Urteilen deutscher Gerichte.

Titel III.
Besondere Verbrechen und Vergehen gegen die Besatzung.

Artikel 22. — Strafbarkeit der Zuwiderhandlungen gegen die Verordnungen der Hohen Kommission.
Artikel 23. — Versuch und Teilnahme.
Artikel 24. — a) Gewalttätigkeiten, tätliche Beleidigungen, Auflehnung gegen Ausführung der Befehle,
b) materielle, für die alliierten Armeen nachteilige Schäden.
Artikel 25. — § I. Beleidigungen.
Artikel 25. — § II. Ehrenbezeugungen.
Artikel 26. — Aufreizung zum Aufruhr.
Artikel 27. — Besitz von den Besatzungstruppen gehörigen Gütern.
Artikel 28. — Verkauf von Alkohol oder giftigen oder betäubenden Substanzen.
Artikel 29. — Preise für Waren, die an alliierte Militärpersonen oder Beamte verkauft werden.
Artikel 30. — Unberechtigtes Tragen alliierter Uniformen und Abzeichen.

Titel IV.
Uebergangsvorschriften.

Artikel 31. — Während des Waffenstillstandes verübte Taten, die sich nicht für gerichtliche Strafverfolgung eignen.
Artikel 32. — Wiedereinreise in die besetzten Gebiete von nicht genehmen Personen.
Artikel 33. — Wiedereinsetzung der ihres Amtes enthobenen Beamten.
Artikel 34. — Fortsetzung der durch die militärischen Besatzungsbehörden anhängig gemachten Verfolgungen.
Artikel 35. — Vollstreckung von Urteilen, Beschlüssen oder Anordnungen der Militärgerichte.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 194

Verordnung
der
Hohen Interalliierten Rheinland-Kommission
betreffend die Gerichtsorganisation (Straf- und Zivilgerichtsbarkeit).

Die Hohe Interalliierte Kommission

verordnet auf Grund des Abkommens vom 28. Juni 1919 zum Friedensvertrag in der Erwägung, daß es Pflicht der Hohen Interalliierten Rheinland-Kommission ist, über Unterhalt, die Sicherheit und Bedürfnisse der Besatzungstruppen und infolgedessen über die öffentliche Ordnung zu wachen; und daß infolgedessen die von ihr für die erwähnten Zwecke erlassenen Verordnungen von allen beachtet werden müssen;

in der Erwägung ferner, daß das dem Friedensvertrag angehängte Abkommen durch die Parlamente und Regierungen der alliierten Staaten und durch das deutsche Parlament ratifiziert ist:

Titel I.

Strafgerichtsbarkeit.

Artikel 1.
Die alliierten Streitkräfte sind der Militärgerichtsbarkeit unterstellt.

Die Streitkräfte der Alliierten und die ihnen zugeteilten Personen, die von den kommandierenden Generalen der Besatzungsarmee einen Paß auf Widerruf nach Gutdünken erhalten haben, sowie sämtliche von diesen Truppen angestellte oder in ihren Diensten stehende Personen unterliegen ausschließlich den Militärgesetzen und der Gerichtsbarkeit dieser Truppen.

Artikel 2.
Andere Täter, die der Militärgerichtsbarkeit unterstehen.

§ I. Wer außer den im Artikel 1 genannten Personen eine Zuwiderhandlung gegen die von der Hohen Kommission erlassenen Verordnungen begeht, oder wer ein Verbrechen oder irgendein Vergehen gegen die Person oder das Eigentum der bewaffneten Streitkräfte der Alliierten begeht, kann der Militärgerichtsbarkeit der genannten Truppen unterworfen werden.

Einsetzung von Gerichten.

§ II. Die Hohe Kommission behält sich das Recht vor, Gerichte zu bestellen, deren Bildung zur Ausübung der in der dem Friedensvertrag angehängten Vereinbarung vorgesehenen Gerichtsbarkeit für notwendig erachtet wird.

Verfahren vor den Militärgerichten.

§ III. Die Militärgerichtsbarkeiten wenden die Verfahrensvorschriften und die Strafbestimmungen an, die von der Gesetzgebung der betreffenden Armee und in den Verordnungen der Hohen Kommission vorgesehen sind.

Teilnehmerschaft zwischen deutschen und alliierten Staatsangehörigen.

§ IV. Wenn bei einem Verbrechen, einem Vergehen oder einer Uebertretung gleichzeitig sowohl deutsche als auch alliierte Staatsangehörige beteiligt sind, so ist stets das Gericht zuständig, welches zuständig sein würde, wenn das Verbrechen, das Vergehen oder die Uebertretung nur von alliierten Staatsangehörigen allein begangen wäre.

Immunität der Hohen Kommission.

§ V. In keinem Falle können die Vorschriften der vorliegenden Verordnung dahin ausgelegt werden, daß sie den alliierten Militärgerichten oder den deutschen Gerichten Strafgerichtsbarkeit über die Mitglieder der Hohen Kommission, deren Familien, ihr Personal und deren Familien übertragen, vorbehaltlich des Rechtes der Hohen Kommission, durch besondere Entscheidung einem dieser Gerichte die Gerichtsbarkeit zu übertragen.

Artikel 3.
Verhaftung der Beschuldigten.

Die deutschen Behörden haben im besetzten Gebiet und unbesetzten Gebiet auf Wunsch jedes hierzu ordnungsgemäß ermächtigten Offiziers der Besatzungsarmee jede Person, die eines Verbrechens oder eines Vergehens angeklagt ist und die nach den Vorschriften der Artikel 1 und 2 der Militärgerichtsbarkeit der alliierten Truppen untersteht, zu verhaften und dem nächsten Befehlshaber der alliierten Armeen zu übergeben.

Artikel 4.
Einleitung des Verfahrens, Zuständigkeit und Urteil.

§ I. Sobald das Verbrechen, das Vergehen oder die Uebertretung festgestellt ist, oder der Beschuldigte von den deutschen Behörden verhaftet ist, haben diese unverzüglich das Vernehmungsprotokoll und das Aktenstück der alliierten Militärbehörde zu übergeben, welche für die Militärgerichtsbarkeit zuständig ist.

Wenn die Militärbehörde beschließt, die Sache an die Militärgerichte zu bringen, so benachrichtigt sie die Hohe Kommission und setzt sie demnächst von dem ergangenen Urteil in Kenntnis.

Wenn die Militärbehörde beschließt, sich der Sache zugunsten der deutschen Gerichtsbehörde zu begeben, läßt sie ihr das Aktenstück zugehen. Das angegangene Gericht hat binnen 8 Tagen nach der Notifizierung der Uebergabe des Aktenstücks dem Delegierten der Hohen Kommission im betreffenden Kreise das ergangene Urteil oder den Stand des Verfahrens mitzuteilen.

Die deutschen Gerichte haben über den Stand der schwebenden Verfahren einen Monatsbericht an die Hohe Kommission zu erstatten.

§ II. In gleicher Weise kann die Militärbehörde zugunsten der deutschen Gerichtsbarkeit von der Verfolgung der Verbrechen, Vergehen oder Uebertretungen absehen, die von alliierten Offizieren oder Polizeibeamten festgestellt sind.

§ III. Die Hohe Kommission behält sich das Recht vor, den Kreis der Sachen zu bestimmen, welche vor die alliierten Militärgerichte gebracht werden können. Sie behält sich in gleicher Weise das Recht vor, in jeder Lage des Verfahrens über die Zuständigkeit Bestimmungen zu treffen.

Artikel 5.
Pflichten der Beamten der öffentlichen Macht.

Alle Beamten der öffentlichen Macht, sowohl die alliierten als auch die deutschen, sind zur Vollstreckung der Verordnungen der Hohen Kommission verpflichtet; sie haben den zwingenden Auftrag, das Vernehmungsprotokoll aufzunehmen, die Beweise zu sammeln, die Zuwiderhandelnden wegen Zuwiderhandlung gegen die genannten Verordnungen zu verhaften und die Sache bei der zuständigen Gerichtsbarkeit anhängig zu machen, und zwar in den Formen und unter den Voraussetzungen, welche die betreffende Gesetzgebung vorsieht.

Artikel 6.
Besondere Befugnisse der alliierten Polizei.

Bei Ergreifung auf frischer Tat, oder in dringenden Fällen, oder wenn die alliierte Militärgerichtsbarkeit mit der Sache befaßt ist, haben die Beamten der alliierten öffentlichen Macht bei Verhaftungen und Durchsuchungen entsprechend den Verfahrensvorschriften, die von der Gesetzgebung ihrer Länder festgesetzt sind, zu verfahren.

Artikel 7.
Verfahren vor den deutschen Gerichten.

In den Fällen, wo gemäß des vorstehenden Artikels 4 die Untersuchung und Aburteilung der Sache den deutschen Gerichten überlassen ist, richtet sich das Verfahren nach den Vorschriften der deutschen Gesetzgebung.

Artikel 8.
Befugnis der alliierten Behörden in bezug auf die Untersuchung.

Ungeachtet gegenteiliger Bestimmungen deutscher Gesetze können die Gerichtsbehörden, die mit der Untersuchung einer Sache betraut sind, sich alle behördlichen und sonstigen Urkunden, deren Vorlegung für den Gang der Untersuchung für notwendig erachtet wird, ausliefern lassen.

Artikel 9.
Bestimmung der erkannten Geldstrafen.

Der Betrag, der von den Gerichten der Hohen Kommission oder von den Militärgerichten erkannten Geldstrafen und ebenso die Kosten des Verfahrens werden auf den Betrag der Wiedergutmachungen angerechnet und kommen von der von der deutschen Regierung geschuldeten Summe in Abzug, wenn die Landesgesetzgebung des betreffenden Militärgerichts es gestattet.

Artikel 10.
Begnadigungsrecht in bezug auf Urteile deutscher Gerichte.

Bei Urteilen deutscher Gerichte in Sachen, in denen die Aburteilung den deutschen Gerichten in Ausführung von Verordnungen der Hohen Kommission übertragen worden ist, wird das Recht der Begnadigung, der Umwandlung, des Aufschubs und der Verringerung der Strafe von der Hohen Kommission selbst ausgeübt.

Artikel 11.
Begnadigungsrecht in bezug auf Urteile alliierter Militärgerichte.

Hinsichtlich der von den Militärgerichten erkannten Urteile wird das Recht der Begnadigung, der Umwandlung, des Aufschubs und der Verringerung der Strafe entsprechend den Gesetzen und Verordnungen des beteiligten Landes ausgeübt.

Artikel 12.
Ort der Vollstreckung der Freiheitsstrafen.

Freiheitsstrafen, die gegen irgendwelche Personen durch die alliierten Gerichte erkannt sind, werden grundsätzlich in deutschen Gefängnissen in den besetzten Gebieten vollstreckt, es sei denn, daß durch die Hohe Kommission etwas anderes bestimmt ist. Das gleiche gilt von Strafen, die von deutschen Gerichten wegen Zuwiderhandlungen gegen die Verordnungen der Hohen Kommission erkannt sind.

Artikel 13.
Kontrolle der deutschen Gerichte.

Die Hohe Kommission behält sich das Recht vor, durch Ausübung einer Kontrolle festzustellen, ob die im Artikel 12 bezeichneten Strafen entsprechend den Bestimmungen der Urteile, die sie verhängt haben, vollstreckt werden.

Artikel 14.
Bestimmungsrecht der Hohen Kommission in besonderen Fällen.

Die Hohe Kommission kann in Sonderfällen oder Gruppen von Sonderfällen selbst die Anstalt des besetzten Gebiets bestimmen, in welcher die Strafe zu vollstrecken ist.

Titel II.

Zivilgerichtsbarkeit.

Artikel 15.
Grenzen der deutschen Zivilgerichtsbarkeit.

§ I. Die deutschen Gerichte üben ihre Gerichtsbarkeit in Zivilsachen, abgesehen in bezug auf die im vorstehenden Artikel 1 und Artikel 2, § V aufgezählten Personen weiter aus.

Zuständigkeit der deutschen Gerichte in Zivilsachen, die gewisse alliierte Staatsangehörige betreffen, sowie die Befugnis der Hohen Kommission, darüber in gewissen Fällen andere Bestimmungen zu treffen.

§ II. Ungeachtet der Vorschriften des vorstehenden § I bleiben die deutschen Zivilgerichte, die nach deutschem Rechte urteilen, zuständig, auch für die Personen, die in vorstehendem Artikel 1 und Artikel 2 § V aufgezählt sind, wenn ihnen eine Ladung in ihrer Eigenschaft als Privatpersonen zugestellt wird.

Die Hohe Kommission behält sich außerdem das Recht vor, Sachen oder Kreise von Sachen zu bestimmen, die mit Rücksicht auf die besonderen Umstände, unter welchen sie sich darbieten oder mit Rücksicht auf die Eigenschaft der Prozeßpersonen der deutschen Gerichtsbarkeit entzogen und der Verfolgung durch die nachstehend vorgesehenen Gerichte der

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 195

Hohen Kommission vorbehalten werden, oder die in anderer Weise nach den Anordnungen der Hohen Kommission behandelt werden müssen.

Artikel 16.
Ladungen, Aufforderungen, Mitteilungen.

§ I. Die Ladungen, Aufforderungen und Mitteilungen müssen von einer beglaubigten Uebersetzung in der Sprache des davon Betroffenen begleitet sein.

§ II. Die Ladungen müssen für das Personal eines Kommissariats an den Hohen Kommissar des betreffenden Landes und für die alliierten Militärpersonen und Beamten und ihre Familien an den Chef de Corps oder den Delegierten der Hohen Kommission im Kreise gerichtet werden.

Artikel 17.
Von dem Recht der angegangenen Partei, die Zuständigkeit der deutschen Gerichtsbarkeit abzulehnen, Befugnis der Hohen Kommission in diesem Falle.

Wenn eine Partei mit Bezug auf die Vorschriften des vorstehenden Artikel 15 § II vor ein deutsches Gericht geladen ist und die Anwendbarkeit der genannten Vorschriften bestreitet, so kann sie durch Anrufung der Hohen Kommission die Zuständigkeit der deutschen Gerichtsbarkeit ablehnen.

Die Hohe Kommission oder die von ihr hierzu bestimmte Behörde beschließt über die Ablehnung; die getroffene Entscheidung ist für das deutsche Gericht bindend.

Artikel 18.
Gerichte der Hohen Kommission.

§ I. In jeder Besatzungszone werden ein oder mehrere Zivilgerichte bestellt, welche die Bezeichnung: „Gericht der Hohen Kommission" führen. Sie werden besetzt:

mit einem alliierten Rechtsgelehrten als Vorsitzenden und mit zwei weiteren Rechtsgelehrten, einem alliierten und einem deutschen als Beisitzer.

Ihr Verfahren.

§ II. Die Gerichte der Hohen Kommission bestimmen ihre Verfahrensvorschriften selbst, vorbehaltlich der Revision durch die Hohe Kommission. Wenn in einer Besatzungszone mehrere Gerichte bestehen, müssen diese Vorschriften für alle Gerichte derselben Zone einheitlich sein.

Die ihnen zugewiesenen Zivilsachen.

§ III. Diese Gerichte haben unter den Voraussetzungen des Artikel 15 § II über die Zivilsachen zu entscheiden. Ihre Gerichtsbarkeit erstreckt sich in der Zone, für welche sie bestellt sind, auf die Sachen aller an der Besatzung teilhabenden Staatsangehörigen.

Artikel 19.
Berufung an das Gericht der Hohen Kommission.

§ I. Jede im Artikel 15 § II genannte Person, die entweder als Klägerin oder Beklagte Partei in einem vor einem deutschen Gericht anhängigen Zivilprozeß ist und sich durch eine mißbräuchliche Entscheidung dieser Gerichtsbarkeit ungerecht behandelt glaubt, kann hiergegen an das Gericht der Hohen Kommission, welches im vorstehenden Artikel bezeichnet ist, appellieren.

Rechte dieses Gerichts im Einzelfall.

§ II. Das Gericht der Hohen Kommission kann entweder das Urteil bestätigen, welches ihm vorgelegt ist, oder eine Ergänzung der Untersuchung anordnen, oder das Urteil durch einen endgültigen Beschluß abändern.

Ungerechtfertigte Berufung.

§ III. Wenn das Gericht der Ansicht ist, daß die Umstände des Falls es rechtfertigen, kann es gegen die Partei, welche ungerechtfertigterweise die Billigkeit der deutschen Entscheidung bestritten hat, eine Geldstrafe festsetzen, welche 10 000 ℳ nicht übersteigen darf.

Artikel 20.
Recht der Hohen Kommission bei Kompetenzstreitigkeiten.

Die Hohe Kommission behält sich das Recht vor, in jeder Lage des Verfahrens ohne Rücksicht auf früher ergangene Entscheidungen über die Zuständigkeit zu befinden und Kompetenzstreitigkeiten zu regeln.

Artikel 21.
Zustellung und Vollstreckung von Urteilen deutscher Gerichte.

Wenn das Urteil, welches von den deutschen Gerichten gefällt ist, rechtskräftig geworden ist und eine Zwangsvollstreckung gegen einen alliierten Staatsangehörigen nötig

ist, so wird eine Ausfertigung der gerichtlichen Entscheidung zur Vollstreckung übergeben und zwar für das Personal seines Kommissariats an den Hohen Kommissar des betreffenden Landes und für die alliierten Militärpersonen, Beamten oder ihre Familien an den Kommandanten der betreffenden Armee.

Titel III.

Besondere Verbrechen und Vergehen gegen die Besatzung.

Artikel 22.
Strafbarkeit der Zuwiderhandlungen gegen die Verordnungen der Hohen Kommission.

Wer Zuwiderhandlungen gegen die Verordnungen der Hohen Kommission begeht, wird ungeachtet besonderer Bestimmungen mit einer Geldstrafe bis zu 10 000 ℳ und mit Gefängnis bis zu einem Jahr, oder mit einer dieser Strafen bestraft.

Artikel 23.
Versuch und Teilnahme.

Wer allein oder mit anderen ein Verbrechen, Vergehen oder eine Uebertretung, die in einer der Verordnungen der Hohen Kommission vorgesehen sind, zu begehen versucht oder wer sich der Teilnahme daran schuldig macht, verwirkt in Ermangelung gegenteiliger Vorschriften dieselben Strafen wie der Haupttäter der erwähnten Verbrechen, Vergehen oder Uebertretungen.

Artikel 24.
Gewalttätigkeiten, tätliche Beleidigungen, Auflehnung gegen Ausführung der Befehle.

a) Wer sich einer Gewalttätigkeit oder tätlichen Beleidigung gegen einen Angehörigen der alliierten Armeeen schuldig macht oder ihm in der Ausübung seines Dienstes absichtlich Hindernisse bereitet,

Materielle, für die alliierten Armeen nachteilige Schäden.

b) wer in der Absicht, die Sicherheit der Besatzungstruppen zu beeinträchtigen, Beschädigungen an Bauwerken, Straßen, Eisenbahnen, Kanälen, Brücken, Telegraphen- oder Telephonleitungen, Wasserbauten, Kunstbauten usw. verursacht, wird von den Militärgerichten der verschiedenen alliierten Armeen in ihren betreffenden Zonen mit denjenigen Strafen belegt, die zur Unterdrückung dieser Verbrechen und Vergehen vorgesehen sind.

Artikel 25.
Beleidigungen.

§ I. Jede Person, deren Worte, Gebärden oder Haltung mit Bezug auf Mitglieder der Hohen Kommission oder ihr zugeteilte Personen oder mit Bezug auf die Besatzungstruppen oder irgendein Mitglied dieser Truppen oder mit Bezug auf die Fahne oder ein militärisches Emblem der Alliierten sich als beleidigend [oder unschicklich*] kennzeichnen, verwirkt diejenigen Strafen, welche zur Durchführung der Verordnungen der Hohen Kommission vorgesehen sind.

Ehrenbezeugungen.

§ II. Alle Deutschen in Uniform, die der bewaffneten Macht, der Polizei, dem Feuerwehrkorps angehören, sowie Zoll- und Forstbeamte, sind verpflichtet, die Fahnen und Offiziere in Uniform der alliierten Mächte zu grüßen.

Artikel 26.
Aufreizung zum Aufruhr.

Wer eine Handlung begünstigt oder begeht, die den Zweck hat, Mißstimmung, Unzufriedenheit, Meuterei oder Disziplinlosigkeit unter den Besatzungstruppen zu erregen, wird mit Gefängnis bis zu fünf Jahren bestraft.

Artikel 27.
Besitz von den Besatzungstruppen gehörigen Gütern.

Niemand darf Militärgut irgendwelcher Art: Kriegsmaterial, Ausrüstungsgegenstände, Lebensmittel, die den Besatzungstruppen oder deren Mitgliedern gehören, oder für sie bestimmt sind, sowie irgendwelche Artikel, die aus militärischen Betriebsgenossenschaften, aus Bekleidungsmagazinen, aus Regimentskasinos stammen, erwerben, verkaufen oder in Besitz haben, wenn sich nicht beweisen läßt, daß diese Gegenstände rechtmäßig in seinem Besitz sind oder gewesen sind. Der

*] Die eingeklammerten Worte fehlen im englischen Wortlaute der Verordnung.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 196

Beweis für den rechtmäßigen Erwerb des Eigentums oder Besitzes fällt dem Inhaber des streitigen Gegenstandes zur Last.

Artikel 28.
Verkauf von Alkohol oder giftigen oder betäubenden Substanzen.

Es ist streng verboten, an Militärpersonen aller Grade der Besatzungstruppen Alkohol, Liköre oder giftige oder betäubende Substanzen entgegen den Verordnungen der Armeen zu verkaufen oder unentgeltlich abzugeben.

Im Rückfalle kann das Gericht außer den gewöhnlichen Strafen Schließung des Geschäfts, in welchem die Zuwiderhandlung begangen ist, für eine Zeit bis zu drei Monaten verfügen, wenn die Verantwortlichkeit des Verkäufers festgestellt ist.

Artikel 29.
Preise für Waren, die an alliierte Militärpersonen oder Beamte verkauft werden.

Es ist jedem Handeltreibenden, Industriellen, Ladeninhaber und allgemein jeder Person, die öffentlich etwas verkauft, verboten, an alliierte Militärpersonen oder Beamte Lebensmittel, Waren oder Gegenstände irgendwelcher Art zu einem höheren Preise zu verkaufen, als es dem deutschen Publikum gegenüber üblich ist.

Artikel 30.
Unberechtigtes Tragen alliierter Uniformen und Abzeichen.

Das Tragen von Uniformen und Abzeichen der alliierten Armeen und der Hohen Kommission sowie das Tragen ihnen nachgemachter Uniformen und Abzeichen ist jedem untersagt, der nicht zu den alliierten Truppen oder der Hohen Kommission gehört.

Titel IV.

Uebergangsvorschriften.

Artikel 31.
Während des Waffenstillstandes verübte Taten, die sich nicht für gerichtliche Strafverfolgung eignen.

§ I. Gegen Personen, Handelsfirmen oder Gesellschaften, die sich in den besetzten Gebieten niedergelassen haben, kann wegen Handels-, Finanz- oder Bankgeschäften, die sie während der Dauer des Waffenstillstandes mit ausdrücklicher oder stillschweigender Genehmigung der alliierten Behörden haben tätigen können, keinerlei gerichtliche Verfolgung eingeleitet oder fortgesetzt und keinerlei Strafbestimmung angewendet werden. Die Entscheidung der Hohen Kommission darüber, ob eines der vorgenannten Geschäfte mit ausdrücklicher oder stillschweigender Genehmigung der alliierten Behörden getätigt ist, ist unanfechtbar und für alle Teile bindend.

§ II. Gegen alliierte Bankfirmen oder deren Mitglieder kann keine gerichtliche Verfolgung eingeleitet oder fortgesetzt und keine Strafbestimmung angewendet werden, weil diese Firmen oder Gesellschaften nicht die nach deutschen Gesetzen oder Verordnungen vorgeschriebene Eintragung, Konzession oder Handelserlaubnis erlangt haben, sofern diese Firmen oder Gesellschaften ihre Geschäfte in den besetzten Gebieten und während der Dauer des Waffenstillstandes abgeschlossen haben. Diese Vorschriften finden jedoch auf Banken keine Anwendung, die ihren Antrag auf Eintragung nicht binnen zwei Monaten nach dem Inkrafttreten des Friedensvertrags eingereicht haben.

§ III. Ohne die Ermächtigung der Hohen Kommission kann gegen Einwohner der besetzten Gebiete wegen Verwaltungsmaßnahmen oder politischer Betätigung aus der Zeit des Waffenstillstandes keine gerichtliche Verfolgung eingeleitet oder fortgesetzt und keine Strafbestimmung angewendet werden.

Die Entscheidung der Hohen Kommission darüber, ob eine Handlung oder Kundgebung Verwaltungs- oder politischen Charakter hatte, ist unanfechtbar und für alle Teile bindend.

Artikel 32.
Wiedereinreise in die besetzten Gebiete von nicht genehmen Personen.

Artikel 33.
Wiedereinsetzung der ihres Amts enthobenen Beamten.

Artikel 34.
Fortsetzung der durch die militärischen Besatzungsbehörden anhängig gemachten Verfolgungen.

Artikel 35.
Vollstreckung von Urteilen, Beschlüssen oder Anordnungen der Militärgerichte.

Wer von den alliierten Militärbehörden während der Waffenstillstandszeit ausgewiesen worden ist, kann ohne Ermächtigung der Hohen Kommission nicht in die besetzten Gebiete zurückkehren. Die Ermächtigung wird nach Anhörung der Militärbehörde derjenigen Macht gewährt, in deren Namen die Ausweisung ausgesprochen wurde.

Die von den alliierten Militärbehörden während der Waffenstillstandszeit zeitweise oder dauernd ihres Amtes enthobenen Beamten können ihre Funktionen in den besetzten Gebieten nicht ohne die Ermächtigung der Hohen Kommission wieder aufnehmen. Die Ermächtigung wird nach Anhörung der Militärbehörde derjenigen Macht gewährt, welche die zeitweilige oder dauernde Amtsentsetzung ausgesprochen hat.

Strafverfolgungen, die vor dem Inkrafttreten des Friedensvertrags und des angehängten Abkommens von den militärischen Besatzungsbehörden anhängig gemacht worden sind, können von den damit befaßten Gerichten auch nach dem Inkrafttreten des Friedensvertrags und des Abkommens fortgesetzt werden.

Die von den Militärgerichten vor dem Inkrafttreten des Friedensvertrags oder im Verfolge von Verfahren, die unter den vorstehend angeführten Bedingungen eingeleitet sind, erlassenen Urteile, Beschlüsse oder Anordnungen sind vollstreckbar und zwar auch nach dem Inkrafttreten des Friedensvertrags und der ihm angehängten Vereinbarung.

Coblenz, den 10. Januar 1920.

Hohe Interalliierte Kommission.

Ausführungs-Anweisung

über die Anwendung des Artikels 13 der Verordnung über die Strafgerichtsbarkeit.

Die Hohe Interalliierte Kommission beschließt auf Grund des Artikels 13 der Verordnung über die Strafgerichtsbarkeit in der Erwägung, daß über die tatsächliche Vollstreckung der wegen Zuwiderhandlungen gegen die Verordnungen der Hohen Kommission verhängten Strafen zu wachen ist,

1. Der Delegierte der Hohen Kommission im Kreis hat ein Ueberwachungsrecht über die Strafvollstreckungsanstalten seines Bezirks.

2. Er besitzt alle Vollmachten um diese Ueberwachung auszuüben, sei es durch Untersuchungen an Ort und Stelle, sei es durch Prüfung der Gefangenenbücher oder sonstiger Urkunden oder sei es durch unmittelbares Befragen eines Beamten oder Angestellten der Strafanstalt oder eines Häftlings.

3. Er hat die Anstalten seines Bezirks wenigstens einmal im Monat zu besichtigen und hierüber an die Hohe Kommission zu berichten.

Verordnung 3.

Verordnung
der
Hohen Interalliierten Rheinland-Kommission
betreffend
die Verkehrspolizei, Post-, Telegraphen- und Telephonverbindung, die Presse, Versammlungen, Besitz und Handel mit Waffen und Munition und die Ausübung der Jagd.

Titel I.
Verkehrspolizei.
Artikel 1. — Personen, auf die dieser Titel keine Anwendung findet.
Artikel 2. — In dem rheinischen Gebiet wohnhafte Personen.
Artikel 3. — Im unbesetzten Deutschland wohnhafte Personen.
Artikel 4. — Verkehr im besetzten Gebiet.
Artikel 5. — Einreise in das besetzte Gebiet.
Artikel 6. — Ausreise aus dem besetzten Gebiet.
Artikel 7. — Deutsche Vorschriften für die Reisenden. — Polizeiregister.
Artikel 8. — Wohnsitz im besetzten Gebiet.
Artikel 9. — Sondervorschriften für aktive deutsche Militärpersonen.
Artikel 10. — Ausweisung mißliebiger Personen.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 197

Titel II.
Ueberwachung der durch die Post, die Telegraphie und den Fernsprecher übermittelten Nachrichten.
Artikel 11. — Berechtigung der Hohen Kommission, sich alle verdächtigen Brieffendungen oder Mitteilungen aushändigen zu lassen.
Artikel 12. — Oeffentliche Telegraphen- und Fernsprechverbindungen zwischen den besetzten Gebieten und dem unbesetzten Deutschland.

Titel III.
Presse.
Artikel 13. — Beschlagnahmeverbot. Zeitweiliges Verbot von Veröffentlichungen, Films usw.
Artikel 14. — Verantwortlichkeit der Verfasser, der Eigentümer und Herausgeber.
Artikel 15. — Verantwortlichkeit der Verkäufer, Verteiler und anderer.

Titel IV.
Versammlungen.
Artikel 16. — Vorschriften über politische Versammlungen.
Artikel 17. — Diesbezügliche Machtbefugnisse des Delegierten der Hohen Kommission.
Artikel 18. — Verbotsmöglichkeit der Versammlungen.

Titel V.
Besitz und Handel mit Waffen und Munition.
Artikel 19. — Personen, auf die dieser Titel keine Anwendung findet.
Artikel 20. — Verbot des Besitzes und Handels mit Waffen und Munition.
Artikel 21. — Personen, die ausnahmsweise zum Tragen von Waffen und Munition berechtigt sind.
Artikel 22. — Besitz von und Verkehr mit Jagdwaffen.

Titel VI.
Jagd.
Artikel 23. — Personen, auf die dieser Titel keine Anwendung findet.
Artikel 24. — Waffenschein.
Artikel 25. — Munitionskarte.
Artikel 26. — Ueberwachungsvorschrift.
Artikel 27. — Einziehung der Erlaubnisscheine.

Verordnung

der
Hohen Interalliierten Rheinland-Kommission
betreffend die Verkehrspolizei, Post-, Telegraphen- und Telephonverbindung, die Presse, Versammlungen, Besitz und Handel mit Waffen und Munition und die Ausübung der Jagd.

Auf Grund des dem Friedensvertrag angehängten Abkommens vom 28. Juli 1919 und in der Erwägung, daß es die Pflicht der Hohen Interalliierten Kommission ist, über den Unterhalt, die Sicherheit und die Bedürfnisse der Besatzungstruppen und infolgedessen über die öffentliche Ordnung zu wachen und es demnach von Wichtigkeit ist, daß die von ihr zu dem vorgenannten Zwecke erlassenen Verordnungen von allen beachtet werden;

in der Erwägung, daß das dem Friedensvertrag angehängte Abkommen durch die Parlamente und Regierungen der alliierten Staaten und durch das deutsche Parlament ratifiziert ist, ordnet die Hohe Interalliierte Kommission an:

Titel I.

Verkehrspolizei.

Artikel 1.
Personen, auf die dieser Titel keine Anwendung findet.

Keine Vorschrift dieses Titels ist auf die in Artikel 1 und 2 des § V der Verordnung, betreffend die Gerichtsorganisation, aufgezählten Personen anwendbar.

Artikel 2.
In dem rheinischen Gebiet wohnhafte Personen.

Personen jedweder Staatsangehörigkeit, die über 14 Jahre alt sind und ihren ~~gesetzlichen Wohnsitz~~ im besetzten rheinischen Gebiete haben, müssen mit einer von der zuständigen deutschen Behörde unter deren Verantwortlichkeit ausgestellten und visierten Ausweiskarte mit Lichtbild versehen sein.

Artikel 3.
Im unbesetzten Deutschland wohnhafte Personen.

Im unbesetzten Deutschland ~~wohnhaften~~ Personen ist die Einreise in das besetzte Gebiet mit einer vorstehend vorgeschriebenen Ausweiskarte gestattet.

Die Ausweiskarte muß jedesmal auf Erfordern der alliierten Behörde vorgezeigt werden.

Artikel 4.
Verkehr im besetzten Gebiete.

Personen, die mit einer Ausweiskarte versehen sind, können im ganzen besetzten Gebiet und zwischen dem besetzten Gebiet und dem unbesetzten Deutschland frei verkehren.

Artikel 5.
Einreise in das besetzte Gebiet.

Die Einreise in das besetzte Gebiet unterliegt für Personen, auf die sich nicht der vorherige Artikel bezieht, folgenden Bedingungen:

a) Angehörige von Nationen, deren Truppen an der Besetzung teilnehmen, können in das besetzte Gebiet auf Grund eines von ihren heimischen Behörden ausgestellten Passes oder einfachen Geleitscheins einreisen.

b) Angehörige anderer Nationen und deutsche Staatsangehörige, die aus einem anderen Lande als Deutschland stammen, bedürfen zur Einreise in das besetzte Gebiet eines von ihren heimischen Behörden ausgestellten Passes. Dieser muß innerhalb zwei Tagen nach der Einreise in das besetzte Gebiet der zuständigen deutschen Behörde zum Visum vorgelegt werden, die davon dem Kreisdelegierten der Hohen Kommission unverzüglich Mitteilung macht. Dieser Paß muß auf jedesmaliges Erfordern der alliierten Behörden vorgelegt werden.

Artikel 6.
Ausreise aus dem besetzten Gebiet.

Die Ausreise aus dem besetzten Gebiet ist frei vorbehaltlich der von jedem Lande für die Einreise in sein Gebiet aufgestellten Bedingungen.

Artikel 7.
Deutsche Vorschriften für die Reisenden. Polizeiregister.

Alle Personen, die im besetzten Gebiet reisen, müssen sich den deutschen gesetzlichen Vorschriften für Reisende anpassen. Die verantwortlichen deutschen Behörden müssen auf jedesmaliges Verlangen die Polizeiregister den alliierten Behörden zur Prüfung vorlegen.

Artikel 8.
Wohnsitz im besetzten Gebiet.

Alle Personen, die ihren Wohnsitz im besetzten Gebiete nehmen wollen, müssen einen schriftlichen Antrag an die deutsche Behörde des Ortes, an dem sie sich niederlassen wollen, einreichen. Diese Behörde ist zuständig, die nötige Ermächtigung zu erteilen und muß ihre Entscheidung innerhalb drei Tagen dem Kreisdelegierten der Hohen Kommission mitteilen.

Artikel 9.
Sondervorschriften für aktive deutsche Militärpersonen.

Den deutschen aktiven Militärpersonen, Offizieren wie Mannschaften, ist die Einreise in das besetzte Gebiet nur gegen eine besondere Genehmigung der militärischen Besatzungsbehörde der betreffenden Zone, in welcher diese Militärpersonen ihren Aufenthalt nehmen wollen, gestattet. Die Genehmigung gibt die Zahl der Tage, für welche sie gültig ist, an. Sie müssen innerhalb 24 Stunden nach ihrer Ankunft sich beim Kreisdelegierten der Hohen Kommission melden, um ihre Genehmigung visieren zu lassen.

Artikel 10.
Ausweisung mißliebiger Personen.

Jeder, dessen Anwesenheit im besetzten Gebiete geeignet erscheint, den Unterhalt, die Bedürfnisse oder die Sicherheit der Besatzungstruppen oder die öffentliche Ordnung zu gefährden, kann durch Befehl der Hohen Kommission aus dem besetzten Gebiet ausgewiesen werden. Dieser Befehl setzt die Bedingungen fest, unter denen die Ausweisung vollzogen wird.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 198

Jeder, der einen Ausweisungsbeschluß übertritt, verwirkt die Strafen, welche für die Uebertretung von Verordnungen der Hohen Kommission vorgesehen sind.

Titel II.

Ueberwachung der durch die Post, die Telegraphie und den Fernsprecher übermittelten Nachrichten.

Artikel 11.
Berechtigung der Hohen Kommission, sich alle verdächtigen Briefsendungen oder Mitteilungen aushändigen zu lassen.

§ I. Auf schriftliches Ersuchen der Hohen Kommission oder jedes von der Hohen Kommission besonders ermächtigten Offiziers oder Beamten haben die deutschen Behörden in allen Fällen, in denen es das Interesse der Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung oder der Sicherheit der Besatzungstruppen erfordert, dem zu diesem Zwecke von der Hohen Kommission ernannten Beamten die Briefe und Postsendungen jeder Art auszuhändigen, deren Vorlage sie verlangen sollten. Mit diesen Briefsendungen wird nach Anweisung der Hohen Kommission verfahren werden.

§ II. Eine ähnliche Ueberwachung kann über alle telegraphischen und telephonischen Mitteilungen sowie über alle Mitteilungen gleicher Art ausgeübt werden.

Artikel 12.
Oeffentliche Telegraphen- und Fernsprechverbindungen zwischen den besetzten Gebieten und dem unbesetzten Deutschland.

Die öffentlichen Telegraphen- und Fernsprechverbindungen zwischen den besetzten Gebieten und dem unbesetzten Deutschland dürfen nur durch die Aemter vermittelt werden, von denen eine Liste durch die deutsche Regierung aufgestellt und der Hohen Kommission mitgeteilt wird.

Titel III.

Presse.

Artikel 13.
Beschlagnahmeverfot. Zeitweiliges Verbot von Veröffentlichungen, Films usw.

Jede Zeitung, Schrift oder Veröffentlichung, alle Drucksachen und alle Reproduktionen auf mechanischem oder chemischem Wege, die zur öffentlichen Verbreitung bestimmt sind, Schriften und Bilder mit oder ohne Bemerkungen, Musiknoten mit Text oder Kommentar und alle kinomatographischen Films, die die Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung gefährden, oder die Sicherheit oder das Ansehen der Hohen Kommission oder der Besatzungstruppen zu beeinträchtigen geeignet sind, sind verboten und können gegebenenfalls durch Befehl der Hohen Kommission oder in dringenden Fällen durch Befehl der Kreisdelegierten der Hohen Kommission beschlagnahmt werden. Wenn es sich um eine täglich erscheinende Veröffentlichung handelt, kann der Kreisdelegierte der Hohen Kommission anordnen, daß sie für 3 Tage verboten oder von der Einfuhr in das besetzte Gebiet ausgeschlossen wird.

Die getroffenen Maßnahmen sind sofort zum Gegenstand eines Berichts an die Hohe Kommission zu machen, die über die erwähnten Maßnahmen beschließt und das Verbot ihres Erscheinens oder ihrer Einfuhr in das besetzte Gebiete bis zu höchstens 3 Monaten anordnen kann.

Artikel 14.
Verantwortlichkeit der Verfasser, der Eigentümer und Herausgeber.

Unabhängig von diesen Verwaltungsmaßnahmen können die Verfasser der beanstandeten Veröffentlichungen und die Eigentümer und Herausgeber von Zeitungen vor die zuständigen Gerichte gezogen werden.

Artikel 15.
Verantwortlichkeit der Verkäufer, Verteiler und anderer.

Personen, die sich mit dem Verkauf, dem Auslegen, der Verbreitung oder der Verteilung von verbotenen Veröffentlichungen oder Films beschäftigen, haben die Strafen zu gewärtigen, die für Uebertretung der Verordnungen der Hohen Kommission festgesetzt sind. Die in ihrem Besitze gefundenen Nummern, Exemplare und Films werden sofort beschlagnahmt,

und es kann die Schließung ihres Geschäfts durch die Hohe Kommission für eine Dauer bis zu höchstens 3 Monaten ausgesprochen werden.

Titel IV.

Versammlungen.

Artikel 16.
Vorschriften über politische Versammlungen.

Politische Versammlungen müssen den Kreisdelegierten der Hohen Kommission 48 Stunden vor dem anberaumten Termin angezeigt werden. Die Anzeige hat den Gegenstand der Versammlung und die Liste der Veranstalter zu enthalten.

Artikel 17.
Diesbezügliche Machtbefugnisse des Delegierten der Hohen Kommission.

§ I. Der Kreisdelegierte der Hohen Kommission kann in der Versammlung persönlich anwesend sein oder einen Vertreter entsenden.

§ II. Falls Erörterungen sich auf Gegenstände erstrecken, die in der Anzeige nicht enthalten sind, und falls Unruhen, die die öffentliche Ordnung bedrohen, ausbrechen sollten, kann die Versammlung durch den Kreisdelegierten aufgelöst werden, und es kann gegen die Veranstalter gerichtlich eingeschritten werden.

Artikel 18.
Verbotsmöglichkeit der Versammlungen.

Die Hohe Kommission kann jederzeit die Abhaltung politischer Versammlungen und jeder sonstigen Versammlung, die nach ihrer Auffassung die Sicherheit der Truppen gefährden würden, untersagen.

Titel V.

Besitz und Handel mit Waffen und Munition.

Artikel 19.
Personen, auf die dieser Titel keine Anwendung findet.

Keine Vorschrift dieses Titels ist auf die in Artikel 1 und 2 des § V der Verordnung, betreffend die Gerichtsorganisation, aufgezählten Personen anwendbar.

Artikel 20.
Verbot des Besitzes und Handels mit Waffen und Munition.

Der Besitz und der Handel mit Waffen jeder Art (Feuerwaffen, blanke Waffen usw.) und mit Munition sind ausdrücklich untersagt, vorbehaltlich der in nachfolgenden Artikeln zugelassenen Ausnahmen.

Wer den Bestimmungen des vorstehenden Absatzes zuwiderhandelt, hat die Strafen zu gewärtigen, welche gegen Zuwiderhandlungen gegen Verordnungen der Hohen Kommission vorgesehen sind; die Gefängnisstrafe kann bis auf 2 Jahre ausgedehnt werden.

Die Einziehung der beschlagnahmten Waffen und Munition ist in jedem Falle auszusprechen.

Artikel 21.
Personen, die ausnahmsweise zum Tragen von Waffen und Munition berechtigt sind.

Die Beamten der öffentlichen Macht, Gendarmen, Zollbeamten, Forstbeamten, Polizeibeamten, die von den deutschen Behörden entsprechende Befugnisse erhalten haben, sind berechtigt, im Dienst Waffen und Munition zu führen, deren Zahl und Art durch die Hohe Kommission festgesetzt wird. Gewisse Personengruppen (private Aufsichtsbeamte, Aufseher alleinliegender Niederlassungen usw.), welche auf Grund ihrer besonderen Dienstobliegenheiten zur Ueberwachung verpflichtet sind und Waffen tragen müssen, können durch besondere Anordnung der Hohen Kommission zum Führen von Waffen und Munition ermächtigt werden, deren Zahl und Art durch dieselbe Anordnung bestimmt werden.

Artikel 22.
Besitz von und Verkehr mit Jagdwaffen.

§ I. Der Besitz und das Tragen von Jagdwaffen und Jagdmunition sind unter den Bedingungen, welche im nachfolgenden Titel VI vorgesehen sind, gestattet.

§ II. Der Handel mit den genannten Waffen und Munition ist unter folgenden Bedingungen gestattet:

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 199

Wer mit Jagdwaffen handelt oder die Herstellung oder den Verkauf von Munition betreiben will, hat der alliierten militärischen Behörde des Kreises, in welchem er den Handel oder die Herstellung betreiben will, eine spezifizierte Erklärung über die Arten von Waffen und Munition, welche er zu verkaufen oder herzustellen beabsichtigt, abzugeben.

Er hat, nach Gattungen gesondert, den Bestand der Waffen und der Munition, über den er verfügt, anzugeben und über die Fabrikation, sowie seine Käufe und Verkäufe Buch zu führen.

Diese Listen (oder Bücher) müssen jederzeit dem Delegierten der Hohen Kommission des Kreises oder den militärischen Behörden zur Verfügung stehen, welche gleicherweise nachprüfen können, ob der Umfang der Vorräte genau mit den Ein- und Ausgängen in den Büchern übereinstimmt.

Die Waffen- und Munitionshändler können angehalten werden, der Hohen Kommission Verzeichnisse über ihre Verkäufe und ihre Bestände zu liefern.

§ III. Jagdwaffen dürfen nur an Personen verkauft werden, welche sich durch einen Waffenschein, wie er im nachfolgenden Titel VI vorgesehen ist, ausweisen. Munition darf nur an solche Personen abgegeben werden, welche mit einer Munitionskarte versehen sind, wie sie im selben Titel VI vorgesehen ist und nur in der Menge und Beschaffenheit, wie sie durch die erwähnte Karte angegeben wird.

§ IV. Die Listen und Dokumente, welche in Ausführung der deutschen Gesetzgebung über den Gebrauch, den Besitz, die Herstellung und den Verkauf von Explosivstoffen eingeführt sind, sind auf Anforderung des Delegierten der Hohen Kommission und der militärischen Behörden vorzulegen.

Titel VI.

Jagd.

Artikel 23.
Personen, auf die dieser Titel keine Anwendung findet.

Keine Vorschrift dieses Titels ist auf die in Artikel 1 und 2 des § V der Verordnung, betreffend die Gerichtsorganisation, aufgezählten Personen anwendbar.

Artikel 24.
Waffenschein.

Unbeschadet der Vorschriften der deutschen Gesetzgebung über die Ausstellung von Jagdscheinen bedarf es zur Ausübung der Jagd eines von den deutschen Behörden auszustellenden Waffenscheins, welcher die Zahl und die Art der Waffen bestimmt.

Artikel 25.
Munitionskarte.

Wer der Jagd obliegen will, hat die Ausstellung einer Munitionskarte zu beantragen, welche ihm von den deutschen Behörden auf Grund einer Erklärung über die Anzahl der Hektare, auf denen das Jagdrecht ausgeübt werden soll, und über die Art des Wildes ausgehändigt wird. Die Karte gibt die Menge und die Art der Munition an, auf welche jeder Jäger ein Anrecht hat; der Umfang der Jagd und die Art des Wildes sind dabei zu berücksichtigen.

Artikel 26.
Ueberwachungsvorschrift.

Eine Abschrift des Waffenscheins und der Munitionskarte ist unmittelbar an den Delegierten der Hohen Kommission des Kreises einzusenden, welcher im Falle des Mißbrauchs die ausgegebenen Scheine und Karten als nichtig erklären oder ihre Zahl begrenzen kann. Er kann auch die Einziehung der Waffen im Besitze von Personen, deren Waffenscheine zurückgezogen worden sind, anordnen.

Artikel 27.
Einziehung der Erlaubnisscheine.

Die Entziehung des Jagdscheins auf Grund der deutschen Gesetze hat auch die Einziehung des Waffenscheins und der Munitionskarte zur Folge.

Coblenz, den 10. Januar 1920.

Hohe Interalliierte Kommission.

Anweisung 7.

Ausführungs-Anweisung

betreffend die Ausstellung von Erlaubnisscheinen zum Tragen von Waffen und Munition.

Die Hohe Interalliierte Kommission der rheinischen Gebiete verfügt im Hinblick auf Artikel 21 der Verordnung Nr. 3 der Hohen Kommission, betreffend den Besitz und den Handel mit Waffen und Munition:

Die Polizeibeamten, die Zollbeamten und die Forstbeamten werden ermächtigt, Waffen unter den nachfolgenden Bedingungen zu tragen:

1. Das Tragen anderer Waffen als Feuerwaffen ist in den Fällen, in denen das deutsche Gesetz hierzu ermächtigt, gestattet.

2. Die Erlaubnisscheine zum Tragen von Feuerwaffen werden nur ausgestellt auf Ersuchen des Landrats, des Oberbürgermeisters oder der obersten deutschen Dienstbehörde im Kreise, denen die Beamten, für welche die Erlaubnis nachgesucht wird, unterstellt sind.

Das Gesuch hat Namen, Wohnort und Amt dieser Beamten anzugeben und muß außerdem die Bescheinigung enthalten, daß alle Personen, die darin aufgeführt sind, nach dem deutschen Gesetz das Recht zum Waffentragen haben.

Das Gesuch ist an den Vertreter der Hohen Kommission im Kreise zu richten. Dieser ist ermächtigt, die Erlaubnisscheine in folgender Form auszustellen:

Herr (Name) . . . . . .
Wohnung . . . . . .
Stand . . . . . .
ist ermächtigt . . . . . .
(Art der Waffen) . . . . . .
zur Ausübung seiner Amtsverrichtungen und nur während des Dienstes zu tragen.

3. Wer Feuerwaffen trägt, hat stets seinen Erlaubnisschein bei sich zu führen.

4. Unter keinen Umständen darf er mehr wie 20 Patronen bei sich führen.

5. Andere Personen, wie private Aufsichtsbeamte oder Aufseher, welche auf Grund ihrer besonderen Dienstobliegenheiten bewaffnet sein müssen, können durch den Vertreter der Hohen Kommission im Kreise zum Tragen von Waffen ermächtigt werden.

Handelt es sich um Beamte, welche einer öffentlichen Verwaltung angehören, so ist das Gesuch um den Erlaubnisschein durch ihren Dienstvorgesetzten einzureichen; es hat dieselben Angaben und dieselbe Bescheinigung wie für die Polizeibeamten zu enthalten. Handelt es sich um Privatangestellte, so hat ihr Arbeitgeber ein Gesuch gleicher Art aufzustellen, welches zunächst an den Oberbürgermeister oder Landrat zu richten ist.

Dieser übermittelt es mit seinen Bemerkungen an den Vertreter der Hohen Kommission im Kreise.

Der Erlaubnisschein kann durch diesen in derselben Form und unter denselben Bedingungen wie für Polizeibeamte ausgestellt werden.

6. Jeder, der zum Waffentragen ermächtigt ist und dessen Amt das Tragen von Uniform nicht bedingt, hat, wenn er bewaffnet ist, am linken Arm eine weiße Armbinde zu tragen, welche 7 cm breit und durch den Vertreter der Hohen Kommission im Kreise gestempelt ist.

7. Die Vertreter der Hohen Kommission im Kreise haben der Hohen Kommission innerhalb kürzester Frist Namen, Wohnung und Amt aller Personen, welche sie zum Waffentragen ermächtigt haben, unter Angabe der Art dieser Waffen zu berichten.

Verordnung 4.

Verordnung
der
Hohen Interalliierten Rheinland-Kommission
betreffend
die Verwaltung des Brückenkopfes Kehl.

Artikel 1. — § I. Inkrafttreten von Verordnungen der Hohen Kommission in dem Gebiete des Brückenkopfes Kehl.

Artikel 1. — § II. Vorbehalt der Hohen Kommission, nähere Bestimmungen bezüglich des genannten Gebiets zu treffen.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 200

Abschrift.

Der hessische Staatskommissar
beim Reichskommissar für die
besetzten rheinischen Gebiete. Mainz, den 4. Juli 1921.

№ H. St. K. 981.

Der Reichskommissar entnimmt aus einer Mitteilung der amerikanischen Abteilung der Rheinlandkommission die Nachricht, dass die Rheinlandkommission in einer ihrer letzten Sitzung beschlossen habe, den Delegierten Richtlinien hinsichtlich Anwendung der Anweisung 7 betreffend das Waffentragen von Beamten usw. zu geben. Da diesen Richtlinien die Bedeutung einer inneren Dienstanweisung zukommt hat die Rheinlandkommission selbst dem Reichskommissar eine Mitteilung darüber nicht zugehen lassen. Die Delegierten sollen hiernach nach folgenden Grundsätzen verfahren:

1.) Förster dürfen unter keinen Umständen mit Karabinern bewaffnet sein die eine Höchsttragweite von mehr als 300 m haben.
2.) Gendarmen dürfen ermächtigt werden, die Waffen zu tragen mit denen sie im Jahre 1914 ausgerüstet waren.
3.) Die Bewaffnung der übrigen Sicherheitsorgane mit Feuerwaffen soll auf eine Pistole für jeden Polizeibeamten beschränkt sein.
4.) Ohne besondere Genehmigung der Rheinlandkommission dürfen keine anderen Feuerwaffen an deutsche Sicherheitsorgane ausgegeben werden, weder zum dauernden Gebrauch noch zwecks Anlage von Waffendepots und die daselbst abgelegten Waffen bei unerwarteten Ereignissen zu gebrauchen.

gez. Dr Kranzbühler.

An
das Hessische Staatsministerium
Darmstadt.

In Abschrift den Herrn Landeskommissar für das besetzte hess. Gebiet Mainz

zur gefälligen Kenntnisnahme ergebenst übersandt.
gez. Dr Kranzbühler.

In Abschrift
den rheinhessischen Kreisämtern, dem Kreisamt Gross-Gerau den Herren Oberbürgermeistern zu Mainz und Worms dem Herrn Bürgermeister zu Bingen, den Polizeiämtern von Mainz, Bingen und Worms

zur gefälligen Kenntnisnahme mitgeteilt.

Mainz, den 7. Juli 1921.

Der Landeskommissar
für das besetzte hess. Gebiet.

J. V.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 201

Verordnung
der
Hohen Interalliierten Rheinland-Kommission
betreffend die Verwaltung des Brückenkopfes Kehl.

Die Hohe Interalliierte Kommission

verordnet:

Artikel I.

§ I. Inkrafttreten von Verordnungen der Hohen Kommission in dem Gebiet des Brückenkopfes Kehl.

§ II. Vorbehalt der Hohen Kommission, zum Erlaß näherer Bestimmungen.

§ I. Die Verordnungen der Hohen Kommission treten in dem Gebiet des Brückenkopfes Kehl erst mit ihrer öffentlichen Bekanntmachung, die durch einen besonderen Befehl der Hohen Kommission geschieht, in Kraft.

§ II. Die Hohe Kommission behält sich das Recht vor, mit Bezug auf die Verwaltung dieses Gebiets, nähere Bestimmungen zu ihren Verordnungen zu treffen.

Coblenz, den 10. Januar 1920.

Hohe Interalliierte Kommission.

Verordnung 5.

Verordnung
der
Hohen Interalliierten Rheinland-Kommission
betreffend
Maßnahmen, um die Sicherheit und den Unterhalt der alliierten Truppen im Falle von Streitigkeiten über das gewerbliche Arbeitsverhältnis zu gewährleisten.

Artikel 1. — § I. Anwendbarkeit der Verordnung.
§ II. Befugnisse der Hohen Kommission.
Artikel 2. — § I. Obligatorisches Schlichtungsverfahren.
§ II. Frist für die Entscheidung der Einigungsbehörde.
§ III. Recht der Berufung an die Hohe Kommission.
§ IV. Zwang zu vorheriger Anzeige Arbeitseinstellung.
Artikel 3. — Anwendbarkeit bei Aussperrungen.
Artikel 4. — Anwendbarkeit bei bereits begonnenen Ausständen.
Artikel 5. — Beschränkung der Befugnisse der deutschen Behörden.

Verordnung
der
Hohen Interalliierten Rheinland-Kommission
betreffend Maßnahmen, um die Sicherheit und den Unterhalt der alliierten Truppen im Falle von Streitigkeiten über das gewerbliche Arbeitsverhältnis zu gewährleisten.

Die Hohe Interalliierte Kommission

verordnet in der Erwägung, daß auf Grund des dem Friedensvertrag angehängten Abkommens vom 28. Juni 1919 es Sache der Hohen Kommission ist, den Unterhalt, die Sicherheit und die Bedürfnisse der Besatzungsarmeen und infolgedessen die Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung zu gewährleisten, und daß die Verordnungen, welche sie zu diesem Zwecke erläßt, von allen beachtet werden müssen,

in der Erwägung ferner, daß das dem Friedensvertrag angehängte Abkommen von den Parlamenten und Regierungen der verbündeten Mächte und von dem deutschen Parlamente ratifiziert worden ist:

Artikel 1.

§ I. Anwendbarkeit der Verordnung.

§ II. Befugnisse der Hohen Kommission.

Artikel 2.

§ I. Obligatorisches Schlichtungsverfahren.

§ II. Frist für die Entscheidung der Einigungsbehörde.

§ III. Recht der Berufung an die Hohe Kommission.

§ IV. Zwang zu vorheriger Anzeige der Arbeitseinstellung.

Artikel 3.

Anwendbarkeit bei Aussperrungen.

Artikel 4.

Anwendbarkeit bei bereits begonnenen Ausständen.

Artikel 1.

§ I. Die Vorschriften dieser Verordnung kommen nur zur Anwendung bei Ausständen von Angestellten der Eisenbahn, der Reparaturwerkstätten, der Telegraphen-, Telephon- und Postverwaltung, der Kohlenbergwerke, der Schiffahrt, der Gas-, Elektrizität- und Wasserwerke. Die Hohe Kommission kann jedoch diese Verordnung jederzeit durch einen gehörig verkündeten Befehl auf jedes andere Unternehmen anwenden, wenn dessen Betrieb für den Unterhalt, die Sicherheit und die Bedürfnisse der Besatzungsarmeen notwendig erscheint.

§ II. Im Zweifelsfalle entscheidet die Hohe Kommission, ob ein Unternehmen in den im § I festgesetzten Kreis gehört. Die Entscheidung, die die Einbeziehung in diesen Kreis ausspricht, ist unanfechtbar.

Artikel 2.

§ I. In den im vorgehenden Artikel vorgesehenen Fällen darf kein Ausstand begonnen werden, bevor nicht der Streitgegenstand den Behörden, die nach deutschem Gesetze zur Schlichtung von gewerblichen Streitigkeiten bestellt sind, zur Entscheidung unterbreitet ist.

§ II. Die Entscheidung der Einigungsbehörde muß innerhalb 8 Tagen, von dem Tage an, an welchem der Schlichtungsantrag der zuständigen Behörde zugegangen ist, ergehen. Sie wird dem Vertreter der Hohen Kommission in dem Bezirk, in welchem der Streik ausgebrochen ist, vorgelegt. Dieser Delegierte übermittelt sie unmittelbar der Hohen Kommission.

§ III. Will eine Partei die Entscheidung der deutschen Einigungsbehörde anfechten, so kann sie innerhalb 8 Tagen, vom Tage dieser Entscheidung an, bei der Hohen Kommission Berufung einlegen. Diese Berufung wird einem Schlichtungsamt vorgelegt, bestehend aus einem Vorsitzenden, zwei Mitgliedern und vier deutschen Beisitzern, nämlich je zwei Vertretern der Arbeitgeber und der Arbeitnehmer. Die Mitglieder werden von der Hohen Kommission ernannt. Das Schlichtungsamt entscheidet innerhalb eines Zeitraums von höchstens 8 Tagen, von dem Tage an, an welchem das Schlichtungsamt gebildet ist.

§ IV. Wenn das Schlichtungsverfahren gemäß §§ I, II und III eingeleitet ist, so darf kein Ausstand begonnen werden, es sei denn, daß die Absicht in den Ausstand zu treten, dem in § II erwähnten Vertreter der Hohen Kommission offiziell schriftlich angezeigt wird. Der Ausstand darf auch dann erst, nach Ablauf einer achttägigen Frist nach Eingang der offiziellen Anzeige bei dem vorbezeichneten Beamten, begonnen werden.

Artikel 3.

Die Vorschriften des Artikel 2 finden ebenso Anwendung im Falle der Aussperrung von Angestellten der im Artikel 1 bezeichneten Unternehmungen durch die Arbeitgeber.

Artikel 4.

Wenn ein Ausstand in einem Unternehmen ausgebrochen ist, das zwar nicht unter diese Verordnung fällt, das aber durch einen Beschluß gemäß Artikel 1 diesen Vorschriften unterworfen wird, so kann die Hohe Kommission die Fortsetzung dieses Ausstandes verbieten und den Beteiligten anbefehlen, das durch diese Verordnung vorgeschriebene Verfahren einzuhalten.

StAMZ, NL Oppenheim / 43,2 - 202

Artikel 5.

Beschränkung der Befugnisse der deutschen Behörden.

Artikel 5.

Ungeachtet aller Vorschriften der geltenden deutschen Gesetze darf keine deutsche Behörde im besetzten Gebiet einen Schiedsspruch, der auf Grund des deutschen Rechtes getroffen ist, für unanfechtbar erklären.

Coblenz, den 10. Januar 1920.

Hohe Interalliierte Kommission.

Anweisung 1.

Anweisung
betreffend
die Verwendung der alliierten Streitkräfte zur Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung in den besetzten Gebieten.

Die Hohe Interalliierte Kommission ordnet in Gemäßheit Artikel 1 und 13 des dem Friedensvertrag angehängten Abkommens an:

1. Die Verantwortung für die Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung liegt grundsätzlich den deutschen Behörden und deutschen Polizeimannschaften ob.

2. Die Verwendung der alliierten Militärstreitkräfte zwecks Wiederherstellung der öffentlichen Ordnung kann grundsätzlich nur durch die Hohe Kommission unter Vorbehalt der Befugnisse, die den Militärbehörden gemäß Artikel 13 des dem Friedensvertrag angehängten Abkommens zugestanden sind, angeordnet werden.

3. Falls die Machtmittel der deutschen Polizei für die Wiederherstellung der Ordnung nicht ausreichen, hat sich der Leiter dieser Polizei oder die verantwortliche Behörde an den Delegierten der Hohen Kommission in dem betreffenden Bezirk zu wenden, um die Verwendung von alliierten Streitkräften zwecks Wiederherstellung der Ordnung zu erlangen. Das Gesuch muß geschrieben, begründet und mit Datum und Unterschrift versehen sein.

4. Der Delegierte der Hohen Kommission übermittelt das Gesuch mit seiner Ansicht der den in Frage kommenden alliierten Truppen vorgesetzten Militärbehörde.

5. Der für die Verwendung seiner Truppe verantwortliche Befehlshaber der alliierten Truppe entspricht dem an ihn ergangenen Gesuche vorbehaltlich seines Rechtes, an die vorgesetzte Militärbehörde zu berichten und vorbehaltlich der Vorschriften des nachstehenden Artikel 7.

6. Wenn die Militärbehörde dem Gesuch entspricht, übernimmt sie vollständig die Aufrechterhaltung der Ordnung; infolgedessen sind alle deutschen Polizeikräfte in dem der Militärbehörde unterstellten Teil des Gebiets ausschließlich den Befehlen dieser Behörde unterworfen.

7. § I. In dringenden Fällen können die örtlichen Militärbehörden, sobald die öffentliche Ordnung an einem Orte bedroht oder gestört ist, alle jeweilig notwendigen Maßnahmen zur Wiederherstellung der Ordnung treffen und in diesem Falle erstatten die Militärbehörden über diese Vorkommnisse der Hohen Kommission Bericht.

§ II. Die Militärbehörde hat darüber zu entscheiden, ob bei der Hohen Kommission die Verhängung des örtlichen oder allgemeinen Belagerungszustandes beantragt werden soll.

Anweisung 2.

Anweisung
betreffend
die Pflichten und Verbindlichkeiten der deutschen Behörden mit Bezug auf die öffentliche Sicherheit und die Polizei.

Die Hohe Kommission ordnet an in anbetracht dessen, daß nach den Bestimmungen des dem Friedensvertrag angehängten Abkommens die deutschen Behörden die Verwaltung der besetzten Gebiete ausüben, ferner in anbetracht, daß es den alliierten Truppen obliegt, gegebenenfalls zur Aufrechterhaltung oder Wiederherstellung der öffentlichen Ordnung einzugreifen und daß sie infolgedessen die endgültige Verantwortung für die Maßnahmen der deutschen Verwaltungsbehörden haben:

1. Die deutschen Verwaltungs- oder Gerichtsbehörden der Gemeinde des Kreises, des Bezirks und der Provinz müssen unter ihrer persönlichen Verantwortlichkeit sofort dem betreffenden Delegierten der Hohen Kommission im Kreise, Bezirk und in der Provinz über alle Einzelheiten, die bezüglich der öffentlichen Ordnung zu ihrer Kenntnis

gelangen, benachrichtigen, wie zum Beispiel: Aufruhr, Streiks, wirtschaftliche Wirren, Stimmung der Bevölkerung, Verpflegungswesen, öffentliche Versammlungen, politische Strömungen, Wahlen und alle Ereignisse, die geeignet sind, die öffentliche Ordnung zu stören.

Sie haben rechtzeitig den oben erwähnten Delegierten von allen Verwaltungsmaßnahmen, Entscheidungen oder gerichtlichen Verfolgungen oder Verhaftungen, die für die öffentliche Ordnung Interesse haben könnten, Kenntnis zu geben.

2. Abgesehen von den in § 1 der vorliegenden Anordnung vorgesehenen Mitteilungen in dringenden Fällen haben die deutschen Behörden am 1. und 15. jeden Monats den oben bezeichneten Delegierten Berichte über die vorerwähnten Gegenstände zu erstatten.

Anweisung 3.

Anweisung
betreffend
die deutschen öffentlichen Beamten der besetzten Gebiete.

Die Hohe Interalliierte Kommission ordnet an:

1. Die zuständigen deutschen Behörden haben innerhalb 15 Tagen nach Bekanntmachung dieser Anweisung den gesamten Bestand an Beamten nach Dienstgraden geordnet, die am Tage des Inkrafttretens des Friedensvertrags in den besetzten Gebieten in Tätigkeit sind, dem örtlichen Delegierten der Hohen Kommission mitzuteilen.

2. Falls ein Beamter stirbt, aus dem Amte scheidet, für länger als 1 Monat beurlaubt wird, abgesetzt oder versetzt wird, so haben die zuständigen deutschen Behörden hiervon unverzüglich dem örtlichen Delegierten der Hohen Kommission Mitteilung zu machen.

3. Im Falle der Neubesetzung einer Stelle, sei es, daß sie vorübergehend oder endgültig erfolgt, ist dies 15 Tage vor dem Dienstantritt des neuen Stelleninhabers dem örtlichen Delegierten der Hohen Kommission anzuzeigen; in dringenden Fällen und mit Ermächtigung des örtlichen Delegierten der Hohen Kommission kann die Dienstübernahme vorläufig anerkannt werden.

4. Der zuständige örtliche Delegierte der Hohen Kommission ist: der Kreisdelegierte für alle Mitteilungen, die sich auf Beamte beziehen, deren Befugnisse nicht über den Kreis hinausgehen; der Bezirksdelegierte für alle Mitteilungen, die sich auf Beamte beziehen, deren Befugnisse über den Kreis hinausgehen, aber sich innerhalb der Grenzen des Bezirks bewegen. Die Mitteilungen bezüglich der Beamten, deren Befugnisse über einen Bezirk hinausgehen, sind an den Delegierten der Hohen Kommission in der Provinz zu richten. Die Mitteilungen bezüglich Beamter, deren Befugnisse sich auf das Gebiet eines Staates erstrecken, oder auf die gesamten besetzten Gebiete, sind an die Hohe Kommission selbst zu richten.

Anweisung 4.

Anweisung
betreffend
die Gesundheitspolizei in den besetzten Gebieten.

Die Hohe Interalliierte Kommission verordnet:

auf Grund des dem Friedensvertrag angeschlossenen Abkommens

in der Erwägung, daß die Maßnahmen der öffentlichen Gesundheits- und Reinlichkeitspflege für die Sicherheit der Besatzungstruppen von höchster Bedeutung sind,

daß es infolgedessen erforderlich ist, über die genaue Durchführung der geltenden Vorschriften zu wachen:

Artikel I.

Jeder Fall einer übertragbaren oder ansteckenden Krankheit ist sofort von der örtlichen deutschen Behörde zur Kenntnis des Kreisdelegierten der Hohen Kommission zu bringen und ferner, wenn sie vorhanden ist, zur Kenntnis der in dem betreffenden Ort einquartierten Militärbehörde.

Artikel II.

Die Hohe Kommission kann insbesondere Offiziere bestimmen, die besonders damit beauftragt sind, die Anwendung der gesundheitspolizeilichen Maßnahmen durch die zuständigen deutschen Behörden zu kontrollieren, besonders hinsichtlich der Regelung der Prostitution und hinsichtlich der Maßnahmen zur Verhütung von Geschlechtskrankheiten. Diese Offiziere sind außerdem beauftragt, darüber zu wachen, daß seitens der deutschen Behörden keine Maßnahmen ergriffen werden, die zur Folge haben, daß das Ansehen oder die Sicherheit der Besatzungstruppen beeinträchtigt wird.

Anweisung 5.

Anweisung
betreffend
eximierten Gerichtsstand.

Auf Grund der Bestimmungen des Artikel 15 § II der Verordnung der Hohen Kommission betreffend Zivilgerichtsbarkeit bestimmt die Hohe Kommission, daß die nachstehenden Personen im Hinblick auf ihre amtliche Stellung außerhalb jeder Gerichtsbarkeit in den besetzten deutschen Gebieten gestellt werden:

1. die 4 Oberkommissare,
2. die 4 Vertreter der Oberkommissare,
3. die Generäle der Besatzungsarmeen.
